Nueva Colección Documental de la

Independencia del Perú



Vida y obra de

Juan Pablo Viscardo y Guzmán

Editado por
Héctor Huerto Vizcarra

Con prólogo de
Francisco Quiroz Chueca

volumen 2

«Por el bicentenario de nuestra independencia»

NUEVA COLECCIÓN DOCUMENTAL DE LA INDEPENDENCIA DEL PERÚ

Vida y obra de Juan Pablo Vizcardo y Guzmán

VOLUMEN 2

Este es un proyecto de:

PERÚ
CONGRESO de la REPÚBLICA
FONDO EDITORIAL

FUNDACIÓN
M. J. Bustamante
De la Fuente

ACUEDA
EDICIONES

Editado por: Héctor Huerto Vizcarra
Con prólogo de: Francisco Quiroz Chueca

Nueva Colección Documental de la Independencia del Perú
Vida y obra de Juan Pablo Vizcardo y Guzmán
Volumen 2

© Fondo Editorial del Congreso de la República del Perú, 2019
© Asociación por la Cultura y la Educación Digital, 2019
© Fundación M. J. Bustamante de la Fuente, 2019

Investigación, recopilación y prólogo de la primera edición
a cargo del Dr. César Pacheco Vélez

Diseño y diagramación:
Diagramación: Héctor Huerto Vizcarra y Daniel Arteaga Ferruzo
Diseño de cubierta: Rafael Núnjar

Editado por:
Asociación por la Cultura y Educación Digital
ACUEDI Ediciones
Calle Vertiente N° 179 – La Molina
RUC: 20546738419
hector@acuedi.org
Segunda edición – Abril 2019
Tiraje : formato digital (PDF)

ISBN: 978-612-47991-2-9
Versión: 3.0

ÍNDICE

AUTÓGRAFO DE JUAN PABLO VISCARDO Y GUZMÁN
-7-

PRIMERA EDICIÓN DE LA «CARTA A LOS ESPAÑOLES AMERICANOS»
-9-

SEGUNDA EDICIÓN DE LA «CARTA»
-53-

TERCERA EDICIÓN DE LA «CARTA»
-99-

CUARTA EDICIÓN DE LA «CARTA »
-131-

SEXTA EDICIÓN DE LA «CARTA»
-163-

SÉPTIMA EDICIÓN DE LA «CARTA»
-183-

OCTAVA EDICIÓN DE LA «CARTA»
-217-

MANUSCRITO «MORENO» DE LA «CARTA »
-239-

MANUSCRITO «SOMELLERA-MITRE» DE LA «CARTA »
-269-

MANUSCRITO CHILENO DE LA «CARTA»
-309-

MANUSCRITO PERUANO DE LA «CARTA»
-349-

THE EDIMBURGH REVIEW (1809)
-369-

RECOPILACIÓN DOCUMENTAL DE ANTEPARA (1810)
-375-

LOS DERECHOS DE LA AMÉRICA DEL SUR
Y MÉXICO DE W. BURKE
-409-

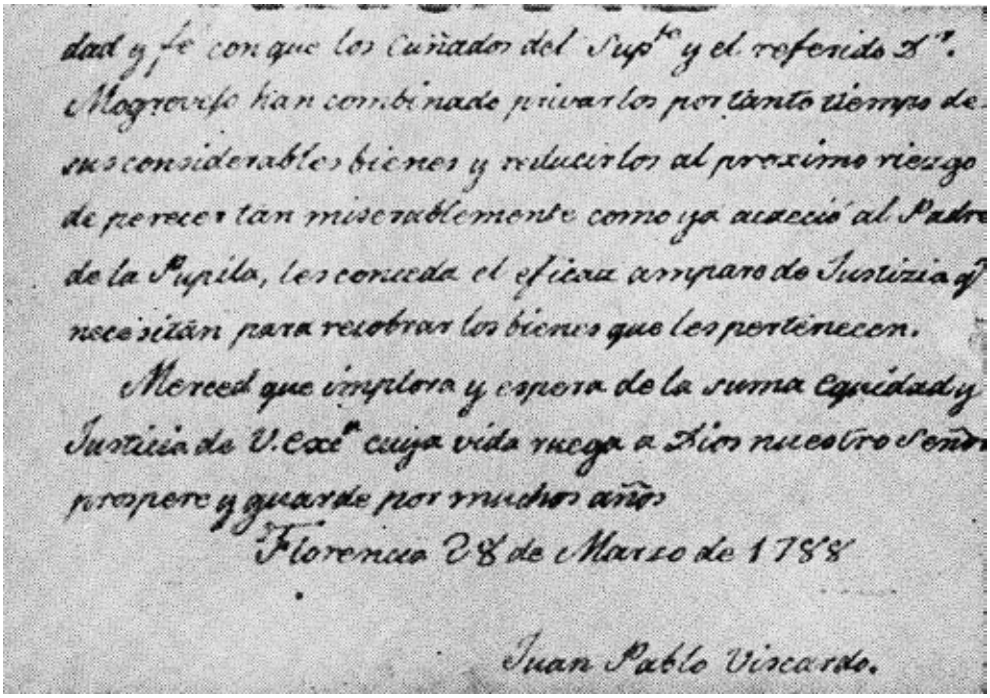
ACTA DE LA DECLARACIÓN DE LA INDEPENDENCIA DE LAS
PROVINCIAS UNIDAS DE VENEZUELA
-413-

PROCLAMA SAGRADA DE FRAY
PANTALEÓN GARCÍA
-419-

MANIFIESTO A LAS NACIONES DE LAS PROVINCIAS
UNIDAS DEL RÍO DE LA PLATA
-439-

Autógrafo de Juan Pablo Viscardo y Guzmán

Aparece al final de la carta de Viscardo al Ministro de Indias, Antonio Porlier, fechada en Florencia el 28 de marzo de 1788. El manuscrito se encuentra en Santiago de Chile, Archivo Nacional, Jesuitas, Pero, 112, tt. 56 rv, 57v.



dad y fe con que los Cuñados del Supte y el referido D.n.
Mogrovejo han combinado privarlos por tanto tiempo de
sus considerables bienes y reducirlos al proximo riesgo
de perecer tan miserablemente como ya acaeció al Padre
de la Pupila, les conceda el eficaz amparo de Justizia q.e
necesitan para recobrar los bienes que les pertenecen.

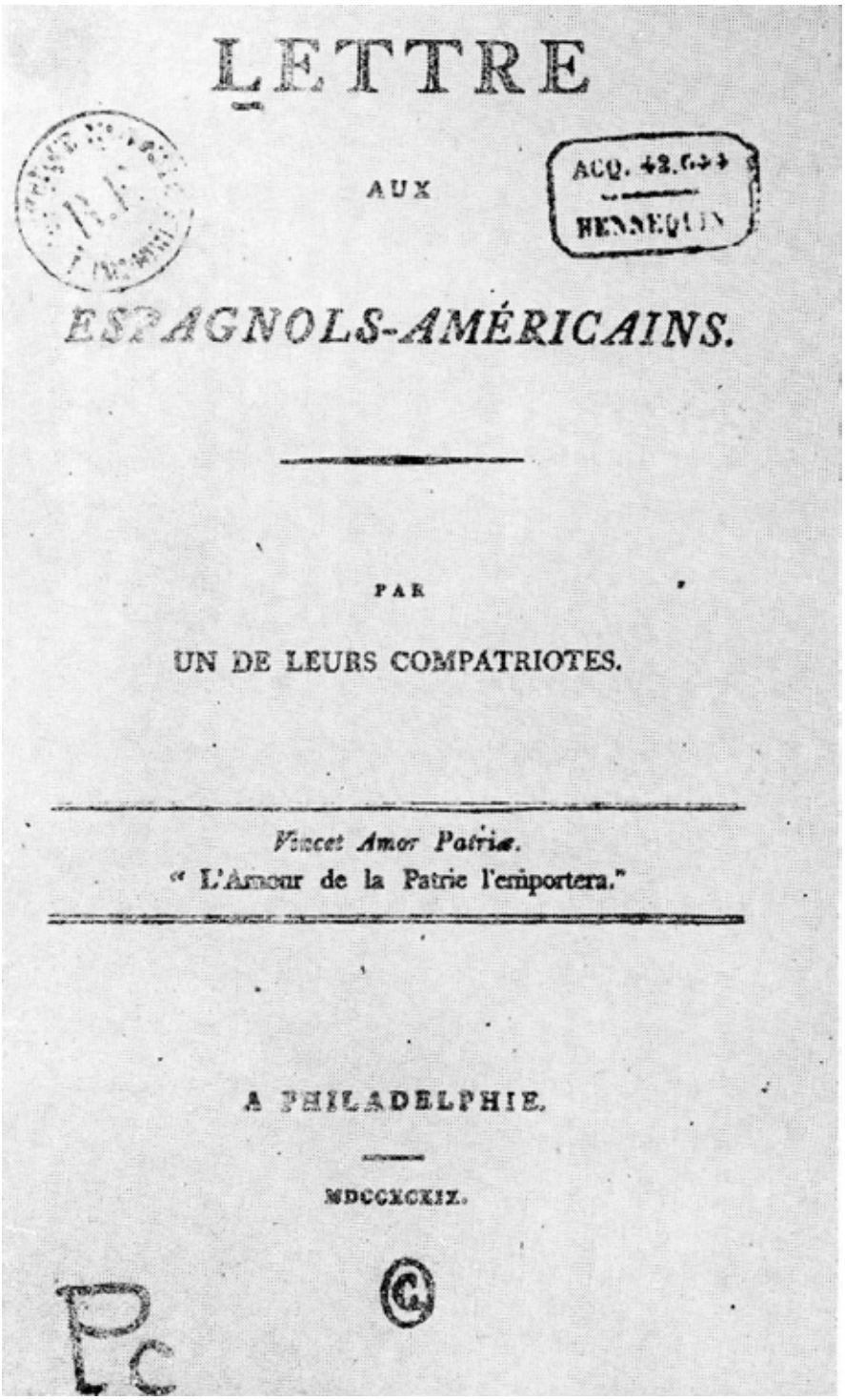
Merced que implora y espera de la suma Equidad y
Justizia de V. Exc.a cuya vida ruega a Dios nuestro Señor
prospere y guarde por muchos años

Florencia 28 de Marzo de 1788

Juan Pablo Viscardo.

Primera edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

La *Lettre aux espagnals américains*, Philadelphie [Londres, P. Boyle], 1799, es la edición *prínceps* de la Carta. Su confrontación con el manuscrito de Vizcardo, aun no hallado, permitiría esclarecer muchos aspectos aun oscuros sobre la redacción original del texto, sus fuentes, la intervención de Miranda en las primeras ediciones, etc. Reproducimos el ejemplar que se encuentra en París, Biblioteca Nacional.



LETTRE

AUX

ACQ. 42.6++
HENNEQUIN

ESPAGNOLS-AMÉRICAINS.

PAR

UN DE LEURS COMPATRIOTES.

Vincet Amor Patriæ.
« L'Amour de la Patrie l'emportera. »

A PHILADELPHIE.

MDCCXCIX.

PC

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

Ce legs précieux d'un Américain-Espagnol à ses compatriotes, sur le sujet le plus grand et le plus important qui puisse s'offrir à leur considération, est imprimé conforme au manuscrit de la main de l'Auteur même ; et on pourra s'apercevoir au style, que c'est un étranger qui s'exprime dans la langue Françoise sans aucune sorte de prétention. C'est D. Juan Pablo Viscardo y Guzman, *natif d'Arequipa dans le Pérou, ex-Jésuite, mort à Londres, au mois de Février* 1798, *qui en est l'Auteur. On fera connoître dans la suite le reste de cet intéressant manuscrit sur l'Amérique Méridionale.*

A Philadelphie, ce 10 *Juin,*
1799.

LETTRE

AUX

ESPAGNOLS AMÉRICAINS.

FRÈRES ET COMPATRIOTES,

LA proximité où nous sommes du quatrième siècle, après l'établissement de nos ancêtres dans le nouveau monde,* est une occurrence trop remarquable pour ne pas intéresser sérieusement notre attention. La découverte d'une si grande partie de la terre est et sera à jamais pour le genre humain l'événement le plus mémorable de ses annales; mais pour nous qui sommes ses habitans, et pour nos descendans, c'est un objet de la plus

* Cet écrit fut apparemment fait en 1791.

B

grande importance. Le nouveau monde est notre patrie, son histoire est la nôtre, et c'est dans celle-ci que le devoir et l'intérêt nous obligent d'examiner notre situation présente et ses causes, pour nous déterminer, d'après une pleine connoissance, à prendre courageusement le parti dicté par le plus indispensable des devoirs envers nous-mêmes et nos successeurs.

Quoique notre histoire de trois siècles, relativement aux causes et aux effets les plus dignes de notre attention, soit si uniforme et si notoire qu'on pourroit l'abréger dans ces quatre mots— *ingratitude*, *injustice*, *esclavage* et *désolation*; il nous convient de la lire un peu plus au long.

Nos pères, en s'éloignant à une immense distance de leur pays natal, et en renonçant à l'entretien qui leur appartenoit, aussi bien qu'à la protection qui ne pouvoit les secourir dans des régions aussi éloignées qu'inconnues; nos pères, dans cet état d'indépendance naturelle, hasardèrent de se procurer une nouvelle subsistance par les plus énormes fatigues, avec les plus grands dangers et à leurs propres frais.* Le grand succès qui

* Herrera dit, que toutes les conquêtes se firent aux dépens des conquérans, et sans que le gouvernement fît le moindre frais.

couronna les efforts des conquérans de l'Amérique, leur donnoit un droit qui, sans être le plus juste, étoit au moins meilleur que celui des anciens Goths d'Espagne, pour s'approprier le fruit de leur vaillance et de leurs travaux ; mais le penchant naturel pour le pays natal, les porta à lui faire le plus généreux hommage de leurs immenses acquisitions, n'ayant pas lieu de douter qu'un service gratuit si important ne leur méritât une reconnoissance proportionnée, selon la coutume de récompenser dans ce siècle ceux qui avoient contribué à étendre les domaines de la nation.

Ces légitimes espérances ayant été frustrées, leurs descendans et ceux des autres Espagnols, qui successivement se sont transportés en Amérique, quoique nous ne connoissions que celle-ci pour notre patrie, et que toute notre subsistance, ainsi que celle de notre postérité, y soient fondées, nous avons respecté, conservé et chéri cordialement l'attachement de nos pères à leur première patrie ; c'est à elle que nous avons sacrifié des richesses infinies en tout genre ; c'est pour elle seule que nous avons jusqu'ici prodigué notre sueur, et c'est pour elle encore qu'en toute rencontre nous avons versé avec joie notre sang. Guidé par un enthousiasme aveugle, nous n'avons pas pris

(4)

garde que tant d'empressement pour un pays qui nous est étranger, auquel nous ne devons rien, dont nous ne dépendons point et dont nous n'espérons rien, devient une cruelle trahison envers celui dans lequel nous sommes nés, et qui fournit la nourriture, à nous et à nos enfans ; que notre vénération pour les sentimens d'affection de nos pères à leur première patrie, est la preuve la plus décisive de la préférence que nous devons à la nôtre ; tout ce que nous avons prodigué à l'Espagne a été contre toute raison enlevé à nous-mêmes et à nos enfans ; tandis que notre sottise nous a laissés charger de fers ; et si nous ne les brisons pas à temps, il ne nous reste d'autre ressource que de supporter patiemment cet ignominieux esclavage.

Si notre condition présente étoit aussi irremédiable qu'elle est désolante, ce seroit un acte de pitié que de la cacher à vos yeux ; mais ayant en notre pouvoir le plus sûr remède, dévoilons cet affreux tableau et considérons-le à la lumière de la vérité. Elle nous apprend, que toute loi qui s'oppose au bien universel de ceux pour qui elle est faite, est un acte de tyrannie, et que c'est forcer à l'esclavage que d'en exiger l'observance ; qu'une loi qui tendroit à détruire directement la base de la prospérité d'un peuple, seroit une

monstruosité au-dessus de toute expression. Il est encore évident que le peuple qu'on dépouilleroit de la liberté personnelle et de la disposition de sa propriété, tandis que toutes les autres nations ont de tous temps unanimement jugé en pareilles circonstances que leur plus grand intérêt étoit de les étendre : ce même peuple se trouveroit dans un état d'esclavage, tel qu'il n'en fut jamais imposé à des ennemis dans la frénésie de la victoire.

Ces principes incontestables étant posés, voyons comme ils s'adaptent à notre réciproque situation et à celle de l'Espagne ; un immense empire ; de trésors qui surpassent toute imagination ; une gloire, et une puissance supérieures à tout ce que l'antiquité put connoître ; voilà nos titres à la reconnoissance de l'Espagne et de son gouvernement, et à leur protection la plus distinguée. Notre récompense a été telle, que la plus sévère justice auroit à peine infligé une punition semblable, si nous avions été coupables des plus grands crimes : elle nous exile de tout le monde ancien, et nous retranche de la société à laquelle nous tenons étroitement par tous les liens ; ajoutant à cette usurpation sans exemple de notre liberté personnelle, l'autre usurpation aussi importante de la propriété de nos biens.

Depuis que les hommes commencèrent à s'unir en société pour leur plus grand bénéfice, nous sommes les seuls que le gouvernement a forcés de pourvoir à ses besoins au plus haut prix possible, et de le défaire de ses productions au prix le plus bas.—Pour que cette violence eût le succès le plus complet, on nous a fermé, comme dans une ville assiégée, toutes les voix par lesquelles nous eussions pu obtenir des autres nations, à des prix modérés et par des échanges équitables, les denrées qui nous étoient nécessaires. Les impôts du gouvernement, les gratifications du ministère, l'avarice des marchands autorisés à exercer de concert le plus effréné monopole, marchant tous sur la même ligne, il falloit bien que la disette ne laissât pas de choix à l'acheteur; et comme cette tyrannie marchande pouvoit nous forcer de recourir à notre industrie pour suppléer à nos besoins, le gouvernement prit soin de l'enchaîner.

On ne sauroit sans indignation observer les effets de ce détestable plan de commerce, et les détails en seroient incroyables, si ceux que nous ont donnés des personnes impartiales et dignes de foi, ne fournissoient les preuves les plus décisives pour juger du reste; sans le témoignage oculaire de Don Antonio Ulloa, il seroit difficile,

de persuader l'Europe, que le prix d'articles essentiellement nécessaires en tous lieux, comme le fer et l'acier, fut, dans Quito, en temps de paix, régulièrement au-dessus de *cent pesos*, ou 540 livres * tournois par quintal de fer, et de 150 piastres, ou 810 livres par quintal d'acier ; le prix du premier, n'étant, en Europe, que de 25 à 30 livres et celui du second à proportion : que dans un port aussi célèbre que celui de Carthagène des Indes †, et pareillement en temps de paix, il y ait eu une si grande disette de vin, qu'on fut contraint de ne célébrer la messe que dans une seule église ; et que généralement cette disette et le haut prix empêchent l'usage de cette boisson, rendue plus nécessaire qu'ailleurs par l'insalubrité du climat.

Pour l'honneur de l'humanité et de notre nation, il vaut mieux passer sous silence les horreurs et les violences de l'autre commerce exclusif (connu au Pérou sous le nom de *Repartimientos*) que s'arrogent les *Corregidors* et *Alcaldes mayores* pour la désolation et la ruine particulière des malheureux *Indiens* et *Métis*. Quelle merveille donc, si avec tant d'or et d'argent dont nous

---

* Voyage à l'Amérique Méridionale, tom. 1. liv. 5, ch. vii.
† Vol. 1 liv. 1. chap. viii.

avons presque rassasié l'univers, nous possédons à peine de quoi couvrir notre nudité ? à quoi bon tant de terres si fertiles, si manquant d'instrumens nécessaires pour les labourer, il nous est d'ailleurs inutile de les cultiver au-delà de notre consommation ? Tant de bienfaits que la nature nous prodigue sont en pure perte ; ils accusent la tyrannie qui nous empêche d'en tirer profit, en les partageant avec les autres peuples.

Il semble que sans renoncer à tout sentiment de honte, on ne pouvoit rien ajouter à de si grands outrages.—L'ingénieuse politique qui, prétextant notre bien, nous avoit dépouillé de la liberté et de la propriété, devoit, ce me semble, suggérer, qu'il falloit au moins nous laisser une ombre d'honneur, et quelques moyens de nous rétablir, et de préparer de nouvelles ressources. C'est ainsi du moins que l'homme accorde la nourriture et le repos aux animaux qui le servent. L'administration économique de nos intérêts nous eût consolé des autres pertes, et n'eût procuré que des avantages à l'Espagne. Les intérêts de notre pays n'étant autres que les nôtres, leur bonne ou mauvaise administration retombe nécessairement sur nous, et il est évident que c'est à nous seuls qu'appartient le droit de l'exer-

l'exercer ; que nous seuls pouvons en remplir les fonctions à l'avantage de la patrie et de nous-mêmes.

Quels mécontentemens ne témoignèrent pas les Espagnols, lorsque quelques *Flamands*, sujets aussi bien qu'eux de Charles-Quint, et de plus ses compatriotes, occupèrent quelques emplois publics en Espagne ? Combien ne se récrièrent-ils pas ? par combien de remonstrances et de soulèvemens ne demandèrent-ils pas que ces étrangers fussent renvoyés, sans que leur petit nombre et la présence du monarque pût calmer l'inquiétude générale ? La crainte que l'argent d'Espagne n'allât dans un autre pays, quoiqu'appartenant à la même monarchie, fut le motif qui fit insister les Espagnols avec plus de chaleur sur leur demande.

Quelle différence entre cette situation momentanée des Espagnols et la nôtre depuis trois siècles ! Privés de tous les avantages du gouvernement, nous n'avons éprouvé de sa part que les plus horribles désordres et les plus grands vices ! Sans espoir de jamais obtenir ni une protection immédiate, ni une prompte justice, à la distance de deux à trois mille lieues, sans ressource pour

les réclamer, nous avons été livrés à l'orgueil, à l'injustice, et à la rapacité de ministres, aussi avides au moins que les favoris de Charles Quint. Impitoyables pour des gens qu'ils ne connoissoient pas et qu'ils regardoient comme des étrangers, ils ont cherché seulement à satisfaire leur cupidité, dans la parfaite assurance que leur conduite inique seroit dérobée à la connoissance du souverain, ou resteroit impunie. Le sacrifice de nos plus chers intérêts à ceux de l'Espagne, a été le mérite patriotique dont ils ont tous prétendu s'honorer, pour excuser les injustices dont on nous accabloit ; mais la misère où l'Espagne elle-même est tombée, prouve que ces hommes-là n'ont jamais connu les vrais intérêts de la nation, ou qu'ils n'ont cherché qu'à masquer de ce prétexte leurs démarches honteuses, et l'événement a démontré encore une fois que *jamais l'injustice ne produit des fruits solides.*

Afin que rien ne manque à notre ruine et à notre humiliant esclavage ; l'indigence, la convoitise et l'ambition ont toujours fourni à l'Espagne une foule d'aventuriers qui se portent en Amérique ; ils y arrivent résolus de s'indemniser amplement, avec notre substance, de ce qu'ils ont avancé pour obtenir leurs emplois ; ils se dédommagent de l'abandon de leur patrie, de leurs peines et

de leurs dangers, en nous apportant toutes les calamités possibles ; sans cesse, ils renouvellent ces scènes d'horreurs, qui ont fait disparoître de la surface de la terre des peuples entiers dont le seul crime fut la foiblesse, ils changent l'éclat de la plus grande conquête, en une flétrissure ignominieuse pour le nom Espagnol.

C'est ainsi, qu'après avoir satisfait au brigandage pallié du nom de commerce, aux exactions du gouvernement en retour de *ses insignes bienfaits*, et aux riches appointemens de la foule innombrable d'étrangers qui, sous de différentes dénominations, en Espagne et en Amérique, se gorgent fastueusement de nos biens ; ce qui nous en reste devient l'objet des perpétuelles embûches de tant d'orgueilleux tyrans ; leur rapacité ne connoît d'autres bornes que celles où leur insolence et la certitude de l'impunité veulent bien s'arrêter. Ainsi, tandis qu'à la cour, dans les armées et dans les tribunaux de la monarchie, on prodigue les richesses et les honneurs à des étrangers de toutes les nations ; nous seuls, nous en sommes déclarés indignes ; nous sommes déclarés incapables de remplir, même dans notre patrie, des emplois qui, dans le droit le plus rigoureux, nous appartiennent exclusivement. Ainsi la

gloire, qui coûta tant de peines à nos pères, est devenue pour nous un héritage d'ignominie; et avec nos trésors immenses, nous n'avons acheté que misère et esclavage.

Parcourons notre malheureuse patrie d'un bout à l'autre; et partout nous trouverons la même désolation, partout une avarice aussi démesurée qu'elle est insatiable, partout le plus abominable trafic d'injustice et d'inhumanité de la part des sangsues employées par le gouvernement à notre oppression. Consultons nos annales de trois siècles; elles nous apprendront l'ingratitude et l'injustice de la Cour d'Espagne, et son infidélité à remplir les engagemens contractés d'abord avec le grand Colomb, et ensuite avec les autres conquérans qui lui donnèrent l'empire du nouveau monde, à des conditions solennellement stipulées; nous verrons la postérité de ces hommes généreux, flétrie par le mépris et poursuivie par la haine, qui les a calomniés, persécutés, ruinés. De simples particularités pourroient faire douter de cet esprit persécuteur, qui de tout temps s'est signalé contre les Espagnols Américains; lisez seulement ce que le *véridique Inca Garcilaso de la Vega* a écrit dans le 2e. volume de ses Commentaires, liv. viii. chap. 17.

Lorsque le vice-roi, Dⁿ. François de Toledo, cet hypocrite féroce, s'avisa de faire périr le seul héritier direct de l'empire du Pérou, pour assurer à l'Espagne la possession de ce malheureux pays; dans le procès qu'il ordonna contre le jeune et innocent *Inca Tupac Amaru*, parmi les faux crimes dont ce prince fut chargé, " on accuse," dit Garcilaso, " ceux qui étoient nés dans ce " pays, de mères Indiennes et de pères Espagnols, " conquérans de cet empire; on alléguoit qu'ils " étoient secrètement convenu avec Tupac Amaru " et les autres Incas d'exciter une révolte dans le " royaume, pour favoriser le mécontentement de " ceux qui étoient nés du sang royal des Incas, " ou dont les mères étoient filles, nièces, ou " cousines germaines de la famille des Incas, et " les pères Espagnols, et des premiers conqué- " rans, qui avoient acquis tant de réputation; que " ceux-là étoient si peu considérés, que ni le droit " naturel des mères, ni les grands services et mé- " rites des pères, ne leur procuroient aucun avan- " tage, mais que tout étoit distribué aux parens et " aux amis des gouverneurs, qu'eux seuls restoient " exposés à mourir de faim, s'ils ne vouloient " pas vivre d'aumônes, ou devenir voleurs de " grand chemin et aller à la potence. Ces accu- " sations étant portées contre les fils des Espagnols " nés de femmes Indiennes, ils furent tous saisis,

" et ceux d'entr'eux qui étoient âgés de vingt ans
" et au-dessus, capables de porter les armes, et
" demeurant alors à Curco, furent emprisonnés.
" On en mit quelques-uns à la torture, pour les
" forcer d'avouer ce dont il n'y avoit ni preuves ni
" indices. Au milieu de ces fureurs et procédés
" tyranniques, une Indienne, dont le fils étoit
" condamné à la question, vint à la prison, et,
" élevant sa voix, s'écria : *Mon fils, puisqu'on t'a*
" *condamné à la torture, souffre-là courageusement*
" *en homme d'honneur ; n'accuse personne à faux,*
" *et Dieu te donnera la force de la supporter ; il te*
" *récompensera des périls et des peines que ton père*
" *et ses compagnons ont essuyés pour rendre ce*
" *pays chrétien, et faire entrer ses habitans dans*
" *le sein de l'église*..... Cette exhortation magna-
" nime, proférée avec toute la véhémence dont
" cette mère étoit capable, fit la plus grande im-
" pression sur l'esprit du vice-roi ; elle le détour-
" na de son dessein de faire mourir ces malheu-
" reux ; cependant ils ne furent pas absous ;
" mais on les condamna à une mort plus lente,
" en les exilant en différentes parties du nouveau
" monde.... quelques-uns même furent envoyés
" en Espagne."

Tels étoient les premiers fruits que la postérité des découvreurs du nouveau monde recevoit de

la reconnoissance Espagnole, lorsque le souvenir des mérites de leurs pères étoit encore récent. Le vice-roi, ce monstre sanguinaire, parut alors l'auteur de toutes les injustices ; mais désabusons-nous sur les sentimens de la Cour, si nous croyons qu'elle ne participoit pas à ces excès ; elle s'est plu de nos jours à les renouveler dans toute l'Amérique, en lui arrachant un bien plus grand nombre de ses enfans, sans chercher même à déguiser son inhumanité : ils ont été déportés jusqu'en Italie, après les avoir jetés dans un pays étranger à sa domination, et les avoir renoncé comme sujets. La Cour d'Espagne, par une contradiction et un raffinement inoui de cruautés, et avec cet acharnement que la seule crainte de l'innocence sacrifiée inspire aux tyrans, la Cour s'est réservé le droit de les persécuter et de les opprimer sans cesse : la mort a déjà délivré la plupart de ces exilés des misères qui les ont accompagnés jusqu'au tombeau ; les autres traînent des jours malheureux et sont une nouvelle preuve de cette cruauté de caractère qu'on a tant de fois reprochée à la nation Espagnole, quoique réellement ce reproche ne doive tomber que sur le despotisme de son gouvernement.*

* Dans l'année 1783, existoient encore en Italie les Ex-Jésuites suivans natifs de l'Amérique Espagnole. Cette liste

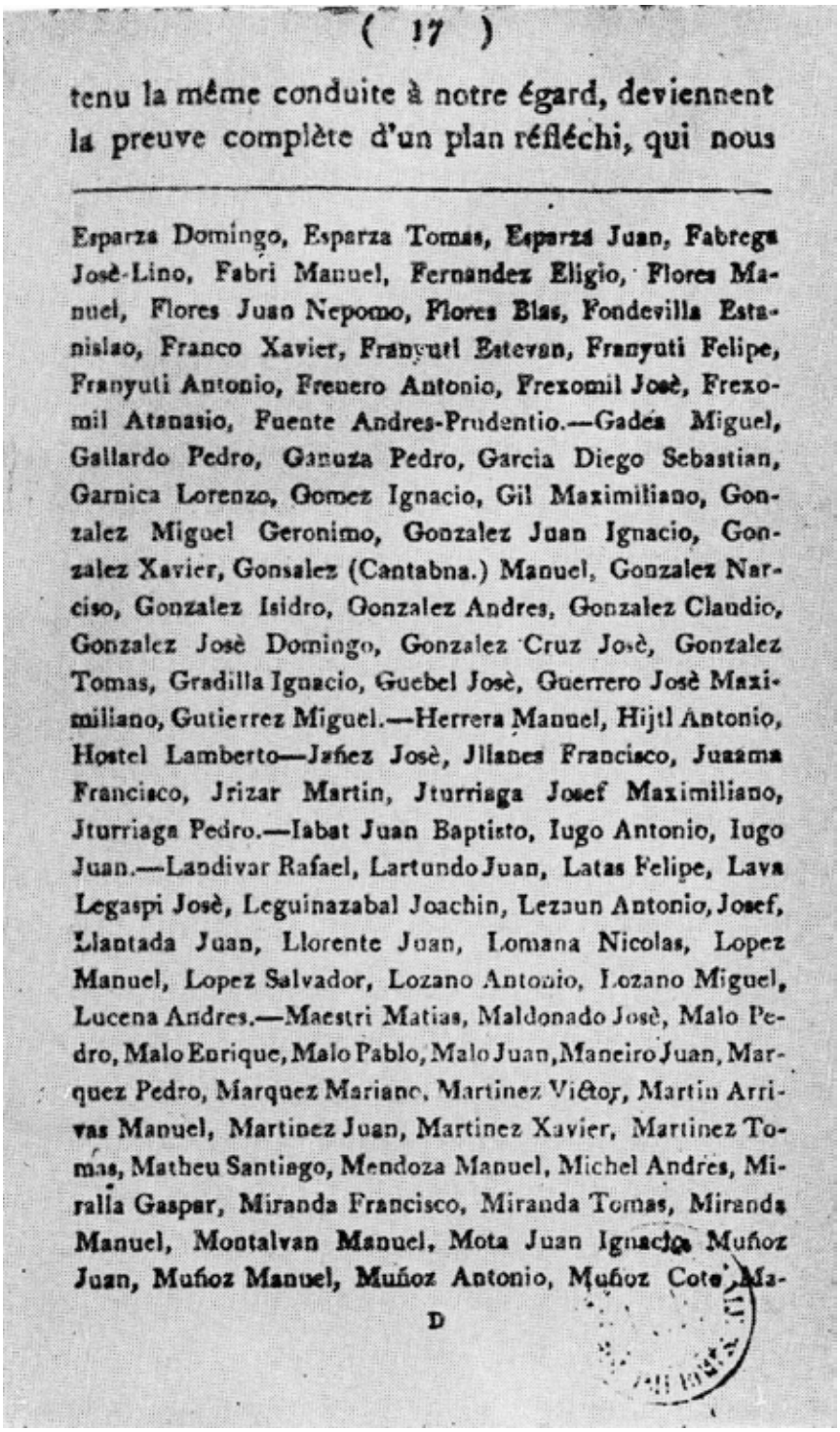
Trois siècles entiers, pendant lesquels ce gouvernement a, sans interruption, sans variation,

---

est tirée du régistre-général à Rome, pendant que D. F. de Miranda voyageoit dans ce pays.

De la Province de MEXICO.

Abaurrea Miguel, Achica Agustin, Aguirre Juan, Alegre Xavier, Alegria Francisco, Alegria José, Almela Miguel, Amaya José, Almon Juan, Andonacqui José, Aramburu Ignacio, Arenas Manuel, Arnès Victoriano, Armesto Juan, Arriaga Blas, Arriaga Josef, Arrieta Juan, Arriola Lorenzo, Arroyo Simon, Arsdekin José, Ascarza Domingo, Ascencio Ramon.—Basco Miguel, Bazzeiro Diego, Barroso Antonio, Begert Santiago, Belmont Juan, Berens Juan, Bermeo Juan, Bernardez Francisco, Blanco Ignacio, Blanco Juan, Boladro Pedro, Borda Josè, Barrote Agustin, Boz Miguel, Brito Manuel, Brito Rodrigo.—Cabo Lorenzo, Cabo Andres, Calderon Francisco, Calderon Fernando, Calderon Maxiano, Callejo Josè, Callejo Matias, Calvillo Antonio, Cañas Bartolomé, Canton Pedro, Caro Josè, Caro Pedro, Casanova Antonio, Castañiza Josè, Castaño Santiago, Castilla Josè, Castillo Xavier, Castillo Josè Manuel, Castro Agustin, Cauro Antonio, Castro Joaquin, Castro Miguel, Cedano Juan, Cedano Josè, Cia Joaquin, Ciorraga Manuel, Clavigero Xavier, Clavigero Ignacio, Colazo Manuel, Colon Manuel, Coutreras Xavier, Coronel Santiago, Cosio Domingo, Cosio Josef Gregorio, Cuervo Pedro, Cuevas Eduando.—Diaz Vicente, Diaz Cosmé, Diez Juan, Diez Domingo, Domenec Francisco, Dominguez Josè, Doporto Juan, Doporto Josè Ignacio.—Echeverria Gabriel, Egusguiza Juan, Encinas Josè, Escalante Francisco, Escobar Marcos, Espadas Josè,



(17)

tenu la même conduite à notre égard, deviennent la preuve complète d'un plan réfléchi, qui nous

---

Esparza Domingo, Esparza Tomas, Esparza Juan, Fabrega Josè-Lino, Fabri Manuel, Fernandez Eligio, Flores Manuel, Flores Juan Nepomo, Flores Blas, Fondevilla Estanislao, Franco Xavier, Franyuti Estevan, Franyuti Felipe, Franyuti Antonio, Frenero Antonio, Frexomil Josè, Frexomil Atanasio, Fuente Andres-Prudentio.—Gadea Miguel, Gallardo Pedro, Ganuza Pedro, Garcia Diego Sebastian, Garnica Lorenzo, Gomez Ignacio, Gil Maximiliano, Gonzalez Miguel Geronimo, Gonzalez Juan Ignacio, Gonzalez Xavier, Gonsalez (Cantabna.) Manuel, Gonzalez Narciso, Gonzalez Isidro, Gonzalez Andres, Gonzalez Claudio, Gonzalez Josè Domingo, Gonzalez Cruz Josè, Gonzalez Tomas, Gradilla Ignacio, Guebel Josè, Guerrero Josè Maximiliano, Gutierrez Miguel.—Herrera Manuel, Hijtl Antonio, Hostel Lamberto—Jañez Josè, Jllanes Francisco, Juaama Francisco, Jrizar Martin, Jturriaga Josef Maximiliano, Jturriaga Pedro.—Iabat Juan Baptisto, Iugo Antonio, Iugo Juan.—Landivar Rafael, Lartundo Juan, Latas Felipe, Lava Legaspi Josè, Leguinazabal Joachin, Lezaun Antonio, Josef, Llantada Juan, Llorente Juan, Lomana Nicolas, Lopez Manuel, Lopez Salvador, Lozano Antonio, Lozano Miguel, Lucena Andres.—Maestri Matias, Maldonado Josè, Malo Pedro, Malo Enrique, Malo Pablo, Malo Juan, Maneiro Juan, Marquez Pedro, Marquez Mariano, Martinez Victor, Martin Arrivas Manuel, Martinez Juan, Martinez Xavier, Martinez Tomas, Matheu Santiago, Mendoza Manuel, Michel Andres, Miralla Gaspar, Miranda Francisco, Miranda Tomas, Miranda Manuel, Montalvan Manuel, Mota Juan Ignacio, Muñoz Juan, Muñoz Manuel, Muñoz Antonio, Muñoz Cote, Ma-

D

sacrifie entièrement aux intérêts & à la convenance de l'Espagne ; mais surtout aux passions de son

---

nuel, Muñoz Agustin.—Nava Juan Antonio, Navarrete Pedro, Norriega Antonio, Noroña Nicolas, Nuñez Josè.—Oceguera Nicolas, Ocio Magdaleno, Olague Martin, Oliveros Pedro, Ortiz Ignacio.—Padilla Josè, Palacios Rafael, Palacios Hilario, Patiño Benito, Peñalver Josè, Periera Josè, Perez Tomas, Perez Ignacio, Perez Acal Pedro, Perez Morales Pedro, Piedra Josè, Pimentel Luis, Pineda Francisco Sales, Poggio Ramon, Portillo Atanasio, Poveda Antonio, Pozo Josè, Pozo Bernabé, Paendis Antonio, Priego Antonio.—Quintana Mariano, Quintanilla Juan, Quintanilla Josè.—Ramirez Policarpo, Ravanillo Juan, Real Agustin, Ramirez Antonio, Rendon Xavier, Restan Jeref, Reinoso Sancho, Rivera Rafael, Rincon Josè, Rivero Xavier, Rodriguez Xavier, Rodriguez Manuel, Rodriguez Gil, Rodriguez Domingo, Romeo Beniso, Romero Josè, Roset Juan, Rosso Andres, Rotea Vicente, Rotea Josè, Ruiz Juan de Dios.—Sacrameña Juan, Salazar Julian, Sanchez Josè, Sandoval Vicente, Santa Cruz Gabriel, Santoyo Luis, Sarmiento Bernardo, Sebastian Felix, Serrano Juan Manuel, Serrano Juan, Serrato Juan, Sierra Josè Luis, Silva Josè Vincente, Sola Miguel, Solar Josè Basilio, Soldevilla Josè, Souza Matias.—Tarros Ramon, Teran Manuel, Texedor Josè, Toledo Josè, Tovar Vicente, Turpin Josè.—Valdes Bernardo, Vallarta Josè, Vaquera Pedro, Vargas Gregorio, Vazoazabal Andres, Vega Josè Onorato, Velasco Benito, Velasco Maximiliano, Ventura Lucas, Vidal Francisco, Vidaurri Torge, Villalta Manuel, Villaviesa Juan, Villa Urratia Francisco, Vivar Francisco, Vivas Luis.—Ugarte Hilario, Ugarte Domingo, Urbina Benito, Uria Uroquin, Urizar Miguel, Urizar Francisco.—Ximenez

ministère. Il n'est pas moins évident, que malgré les efforts multipliés d'une fausse & inique politique, nos établissemens ont acquis une telle consistance, que Montesquieu, ce génie sublime, a dit, "Les Indes & l'Espagne sont deux puis-"sances sous un même maître ; mais les Indes "sont le principal ; l'Espagne n'est que l'acces-"soire. En vain la politique prétend de rame-"ner le principal à l'accessoire ; les Indes attirent "toujours l'Espagne à elles." * Ceci veut dire

---

Antonio, Ximeno Custodio.—Zomorano José, Zapata Juan Zarzoca Bernardo, Zaias Joaquin, Zelis Rafael.

Varios Ex-Jesuitas del Peru.

Rios Maximiliano, Rios José, Leon Manuel, Leon Miguel, Gutierrez Josef, Zuvizarreta Tomas, Arguedas Juan, Santos Martin, Santos Mateo, Bohorques Casimiro, Cardona Casimiro, Bustamante Josef.

Del Paraguai, ó Buenos-Aires.

Rivadavia Josef, Rospiglioci Ramon.

Del Quito,

Lorenzo Tomas, De Aguirre Josef, Hacha Andres, Eguer Antonio.

Del Chile.

Palazuelos Antonio, Molina Ignacio, Boza Matheo, De Aguirre Josef, Aguirre Antonio.

Suma Total——313.

* Liv. xxi. chap. 22.

dans un autre sens, que les raisons de nous tyranniser s'accroissent tous les jours ; semblable à un tuteur pervers, qui s'est accoutumé à vivre dans le faste & l'opulence aux dépens de son pupille, la Cour d'Espagne voit avec la plus grande frayeur, approcher le moment que la nature, la raison, la justice ont prescrit pour nous émanciper d'une tutelle aussi tyrannique.

Le vide & la confusion que produira l'anéantissement de cette administration prodigue de nos biens, n'est pas le seul motif qui engage la Cour d'Espagne, en perpétuant notre minorité, à appesantir nos chaînes : le despotisme qu'avec nos trésors elle exerce sur les ruines de la liberté Espagnole, pourroit recevoir de notre indépendance un coup mortel ; & l'ambition doit le prévenir par les plus grands efforts.

La prétention de la Cour d'Espagne à une aveugle obéissance à ses lois arbitraires, est fondée principalement sur l'ignorance qu'elle a soin d'entretenir & d'encourager, surtout à l'égard des droits inaliénables de l'homme, & des devoirs indispensables de tout gouvernement ; elle est venue à bout de persuader au vulgaire que c'est un crime de raisonner sur les matières qui importent le plus à chaque individu ; & par conséquent que

c'est toujours un devoir, d'éteindre le précieux flambeau que nous donna le créateur pour nous éclairer & nous conduire. Malgré les progrès d'une doctrine si funeste, toute l'histoire Espagnole dépose constamment contre sa vérité & sa légitimité.

Après la mémorable époque du pouvoir arbitraire & de l'injustice des derniers rois Goths, qui amenèrent la ruine de leur empire & de la nation Espagnole, nos ancêtres, en rétablissant le royaume & son gouvernement, ne pensèrent qu'à se prémunir contre le pouvoir absolu auquel ont toujours aspirés nos rois. Dans ce dessein, ils concentrèrent la suprématie de la justice, & les pouvoirs législatifs de la paix, de la guerre, des subsides & des monnoies, dans les *cortes* qui représentoient la nation dans ses différentes classes, & devoient être les dépositaires & les gardiens des droits du peuple.

A cette barrière si solide, les Arragonois ajoutèrent le célèbre magistrat nommé *El Justicia*, pour veiller à la protection du peuple contre toute violence & oppression, ainsi que pour réprimer le pouvoir abusif des rois. Dans le préambule d'une de ces lois, les Arragonois disent, selon *Jérome Blanca*, dans ses Commentaires, page 751,

" que la stérilité de leur pays & la pauvreté de " ses habitans sont telles, que si la liberté ne les " distinguoit pas des autres nations, le peuple " abandonneroit sa patrie & iroit s'établir dans " une région plus fertile." Et afin que le roi n'oublie jamais la source d'où lui vient la souveraineté, le *justicia*, dans la cérémonie solennelle du couronnement, lui adressoit les paroles suivantes : " nos, que valemos quanto vos, os ha- " cemos neustro rey y senôr, contal que guardeis " neustros fueros y libertades, y sino, no." C'est-à-dire, en François : *nous, qui valons autant que vous, vous faisons notre roi et seigneur, pourvu que vous gardiez nos droits et liberté, et sinon, non* ; ainsi que le rapporte le célèbre Antonio Perez, secrétaire du roi Don Philippe II. C'étoit donc un article fondamental de la constitution d'Arragon ; que, si le roi violoit les droits & privilèges du peuple, le peuple pouvoit légitimement le méconnoître pour son souverain, & à sa place en élire un autre, même de la religion *Payenne*, selon le même Geronimo Blanca.

C'est à ce noble esprit de liberté que nos ancêtres ont été redevables de l'énergie qui leur fit achever de si grandes entreprises, & qui, parmi tant de guerres onéreuses, fit fleurir la nation, & la combla de prospérités, comme on le voit au-

jourd'hui dans l'Angleterre & en Hollande : mais dès que le roi eût franchi les bornes que la constitution de Castille & celle d'Arragon avoient prescrites, la décadence de l'Espagne fut aussi rapide que le pouvoir extraordinaire acquis, ou pour mieux dire, usurpé par les souverains ; & cela prouve assez que le pouvoir absolu, auquel l'arbitraire se mêle toujours, est la ruine des États.

La réunion des royaumes de Castille & d'Arragon, ainsi que les grands États, qui dans le même temps échurent aux rois d'Espagne & les trésors des Indes donnèrent à la couronne d'Espagne une prépondérance imprévue, & qui devint si puissante qu'en très-peu de temps, elle renversa toutes les barrières élevées par la prudence de nos ayeux, pour assurer la liberté de leur postérité : l'autorité royale, telle que la mer sortie de ses bornes, inonda toute la monarchie, & la volonté du roi & de ses ministres devint la loi universelle.

Le pouvoir despotique une fois si solidement établi, l'ombre même des anciens *cortes* n'exista plus ; il ne resta, aux droits naturels, civils & religieux des Espagnols, d'autre sauvegarde que le bon plaisir des ministres, ou les anciennes formalités de justice, appellées *Voies Juridiques* ; ces dernières ont pu quelquefois s'opposer à l'oppression de

l'innocence, sans empêcher cependant que le proverbe ne soit toujours vérifié : *Là vont les lois, où veulent les rois.*

Une heureuse invention fournit, enfin, le moyen le plus fécond de se délivrer de ces ennuyeuses entraves. La suprême puissance économique, et *les motifs réservés dans l'âme royale* (expressions qui ne manqueront pas d'étonner la postérité), découvrant enfin la vanité de toutes les rêveries du genre humain sur les principes éternels de justice, sur les droits et les devoirs de la nature et de la société, ont tout à coup déployé leur irrésistible efficace sur plus de *cinq mille* citoyens Espagnols.* Observez que ces citoyens étoient unis en un corps, qui, à ses droits de société en qualité de membre de la nation, joignoit l'honneur de l'estime publique, méritée par des services aussi utiles qu'importans.†

Omettant

---

* Dans l'année 1766, il existoit en Italie plus de 3000 ex-jésuites Espagnols—le reste de ces 5000 malheureux, n'ayant pour tout revenu qu'une pension de 2 *paoli* par jour, à peine suffisante pour nourrir un domestique.

† " Le *Paraguay* (dit Montesquieu) peut nous fournir un " autre exemple. On a voulu en faire un crime à la *société* " qui regarde le plaisir de commander comme le seul bien de " la vie : mais il sera toujours beau de gouverner les " hommes en les rendant plus heureux.

" Il

Omettant les réflexions suggérées par toutes les circonstances d'une exécution si étrange, et laissant à part les malheureuses victimes de ce barbare attentat, ne le considérons qu'à l'égard de toute la nation Espagnole.

La conservation des droits naturels, et surtout de la liberté et de la sûreté des personnes et des biens, est incontestablement la pierre fondamentale de toute société humaine, sous quelque forme qu'elle soit combinée ; c'est donc le devoir indispensable de toute société ou du gouvernement qui la représente, non-seulement de res-

---

" Il est glorieux pour elle d'avoir été la première qui ait " montré dans ces contrées l'idée de la religion jointe à celle " de l'humanité. En réparant les dévastations des Espagnols, " elle a commencé à guérir une des grandes plaies qu'ait " encore reçues le genre humain.

" Un sentiment exquis qu'a cette société pour tout ce " qu'elle appelle honneur, son zèle pour une religion qui " humilie bien plus ceux qui l'écoutent que ceux qui la prê- " chent, lui ont fait entreprendre de grandes choses ; et elle " y a réussi. Elle a retiré des bois des peuples dispersés, elle " leur a donné une subsistance assurée, elle les a vêtus ; et " quand elle n'auroit fait par-là qu'augmenter l'industrie " parmi les hommes, elle auroit beaucoup fait." *Esp. des Lois.* liv. xv. chap. 6.

pecter,

pecter, mais encore de protéger efficacement les droits de chaque individu.

Appliquant ces principes au sujet actuel, il est manifeste que cinq mille citoyens Espagnols, que jusqu'alors l'opinion publique n'avoit eu nulle raison de soupçonner d'aucun crime, ont été dépouillés par le gouvernement de tous leurs droits, sans aucune accusation, sans aucune forme de justice et de la manière la plus arbitraire. Le gouvernement a violé solennellement la sûreté publique, et jusqu'à ce qu'il ait rendu compte à toute la nation des motifs qui l'ont fait agir aussi despotiquement, il n'est aucun particulier qui, au lieu de la protection qui lui est due, n'ait à craindre une oppression semblable, d'autant plus que sa foiblesse individuelle l'expose davantage qu'un corps nombreux, et qui, à plusieurs égards, intéressoit la nation entière. Une crainte si sérieuse et si bien fondée exclut naturellement toute idée de sûreté; le gouvernement coupable de l'avoir détruite dans toute la nation, a converti en instrumens d'oppression et de ruine, les moyens qu'on lui avoit confiés pour protéger et conserver les individus.

Si le gouvernement se croit obligé de faire renaître la sûreté publique, et la confiance de la nation dans la droiture de son administration, il

doit manifester, dans la forme juridique la plus claire, la justice de son cruel procédé envers les cinq mille individus dont on vient de parler. Et, en attendant, il est tenu d'avouer le crime qu'il a commis envers la nation, en transgressant un devoir indispensable et en exerçant une impitoyable tyrannie.

Mais si le gouvernement se croit au-dessus de ces devoirs envers la nation, quelle différence fait-il donc entr'elle et un troupeau de vils animaux qu'un simple caprice du propriétaire peut dépouiller, aliéner, sacrifier? Le lâche et timide silence des Espagnols sur cet horrible procédé, justifie le discernement du ministère qui osa se porter sans crainte à une entreprise aussi difficile qu'elle étoit injuste. Et s'il en est des maladies politiques d'un État, comme des maladies de l'homme, c'est-à-dire, qu'elles ne semblent jamais plus dangereuses que quand le malade paroît insensible à l'excès du mal qui le consume, certes la nation Espagnole, dans sa situation actuelle, a de quoi se consoler de ses maux.

D'après l'histoire nationale, nous venons d'esquisser les progrès de la grande revolution, qui, dans la constitution et le gouvernement d'Espagne, s'est perpétuée jusqu'à nous; passons mainte-

nant à l'examen de l'influence que nous devons espérer ou craindre de cette même révolution.

Tandis que les causes connues d'un mal quelconque, vont toujours en empirant, ce seroit une folie d'espérer le bien opposé. Nous avons vu l'ingratitude, l'injustice et la tyrannie dont le gouvernement Espagnol nous accable depuis la fondation de nos colonies, c'est-à-dire, lorsqu'il étoit bien loin du pouvoir absolu et arbitraire auquel il est parvenu; à présent qu'il ne connoît d'autres règles que sa volonté, et qu'il est accoutumé à considérer notre propriété, comme un bien qui lui appartient, toute son étude consiste à l'augmenter à nos dépens, en colorant toujours du nom d'utilité pour la *mère patrie*, l'infâme sacrifice de tous nos droits et de nos intérêts les plus précieux. Cette logique est celle des voleurs de grand chemin; elle justifie l'usurpation du bien d'autrui, par l'utilité qui en revient à l'usurpateur.

L'expulsion et la ruine des Jésuites, n'eurent, selon toute apparence, d'autres motifs que la renommée de leurs richesses: celles-ci étant épuisées, le gouvernement, sans pitié pour la désastreuse situation où il nous a réduits, voulut encore l'aggraver par ses nouveaux impôts, particulièrement

dans l'Amérique Méridionale, où, en 1780, il coûtèrent tant de sang au Pérou. Nous gémirions encore sous cette nouvelle oppression, si les premières étincelles d'une indignation trop long-temps réprimée n'avoient forcé nos tyrans à se désister de leurs extortions. GÉNÉREUX AMÉRICAINS DU NOUVEAU ROYAUME DE GRENADE! si l'Amérique Espagnole nous doit le noble exemple de l'intrépidité qu'il convient d'opposer à la tyrannie et le nouvel éclat ajouté à sa gloire ; c'est dans les fastes de l'humanité que l'on verra gravé en caractères immortels, que vos armes protégèrent les pauvres Indiens nos compatriotes, et que vos députés stipulèrent pour leurs intérêts avec un égal succès. Puisse votre conduite magnanime devenir une leçon utile à tout le genre humain !

Le ministère est loin de renoncer à ses projets d'engloutir le misérable reste de nos biens ; mais déconcerté par la résistance inattendue qu'il éprouva à *Zipaquira*, il a changé de méthode pour arriver à son but ; et adoptant, lorsqu'on s'y attendoit le moins, un système contraire à celui que sa méfiante politique avoit invariablement observé, il a résolu de fournir des armes aux Espagnols Américains, de les instruire dans la discipline militaire ; il espère, sans doute, ob-

tenir des troupes régulières Américaines, le même secours qu'il trouve en Espagne dans les bayonnettes pour se faire obéir ; mais, grâce au ciel, la dépravation des principes d'humanité et de morale n'est pas venue au comble parmi nous ; jamais nous ne devien drons les barbares instrumens de la tyrannie, et plutôt que de nous souiller de la moindre goutte du sang de nos frères innocens, nous verserons tout le nôtre pour la défense de nos droits et de nos intérêts communs.

Une marine puissante prête à nous apporter toutes les horreurs de la destruction, est l'autre moyen que notre résistance passée suggère à la tyrannie ; *c'est l'appui nécessaire au gouvernement, et à la conservation des Indes* ; le décret du 8 Juillet, 1787, ordonne que : *les finances des Indes* (la branche du tabac exceptée) *préparent des fonds suffisens pour défrayer la moitié ou le tiers des énormes dépenses qu'exige la marine royale.*

Nos établissemens dans le continent du nouveau monde, même dans leur état d'enfance, et lorsque la puissance d'Espagne étoit à son plus grand déclin, ont toujours été à l'abri de toute invasion ennemie ; et nos forces étant maintenant beaucoup plus considérables, il est clair que l'accroissement des troupes et de la marine, est, à

notre égard, une dépense aussi énorme qu'inutile à notre défense ; ainsi cette déclaration formelle, énoncée avec tant de franchise, ne semble indiquer autre chose, sinon que la vigilance paternelle du gouvernement, pour la prospérité, dont jusqu'ici, il nous a fait goûter les douceurs, se propose de nous donner des preuves nouvelles de son zèle et de son amour.* En n'écoutant que les idées de justice qu'on doit supposer à tout gouvernement, on seroit tenté de croire que les fonds, que nous devons fournir *pour défrayer les énormes dépenses de la marine royale*, sont destinés à protéger notre commerce et à multiplier nos richesses, de sorte que nos ports, tels que ceux de l'Espagne, vont être ouverts à toutes les nations ; et que nous pourrons nous-même, visiter les régions les plus éloignées, pour y vendre et acheter de la première main : alors nos trésors ne s'écouleront plus comme des torrens pour ne jamais revenir, mais circulant parmi nous, ils s'accroîtront sans cesse par l'industrie.

---

* Toutes les fois que le gouvernement Espagnol nous annonce un bienfait, on se rappelle ce que le bourreau disoit au fils de Philippe second, en lui mettant la corde au cou : " Paix, paix, seigneur Don Carlos, tout ce qu'on fait est " pour votre bien."

Nous pourrions d'autant mieux nous livrer à ces belles espérances qu'elles sont conformes *au système d'union et d'égalité*, dont le gouvernement, dans le décret royal, *soubaite* l'établissement entre nous et les Espagnols d'Europe. Quel vaste champ va donc s'ouvrir, pour obtenir à la cour, dans les armées et dans les tribunaux de la monarchie, les honneurs et les richesses qu'on nous a si constamment refusés ? Les Espagnols Européens ayant eu jusqu'ici la possession exclusive de tous ces avantages, il est bien juste aussi que le gouvernement, pour établir *cette parfaite égalité*, commence par les mettre sur le pied où nous avons été si long-temps. Nous devrions donc seuls fréquenter les ports de l'Espagne, et devenir les maîtres de son commerce, de ses richesses et de sa destinée ; on ne doit pas douter que les Espagnols, témoins de notre modération, ne se soumettent tranquillement à ce nouvel arrangement ; le *système d'égalité* et notre exemple le justifient merveilleusement.

Que diroient l'Espagne et son gouvernement, si nous insistions sérieusement sur l'exécution de ce beau système, et pourquoi nous insulter si cruellement en parlant d'union et d'égalité ? Oui, égalité et union, comme celle des animaux de la fable; l'Espagne s est réservé le rôle du lion. N'est-

ce

ce qu'après trois siècles que la possession du nouveau monde notre patrie nous est due, et que nous devons entendre parler de l'espoir de devenir égaux aux Espagnols d'Europe? Et comment et à quel titre serions-nous déchus de cette égalité? Hélas! c'est par notre aveugle, notre lâche soumission à tous les outrages du gouvernement, que nous avons mérité qu'il ait conçu de nous une idée si méprisable et si insultante. Chers Frères et Compatriotes, si parmi nous il n'est personne qui ne connoisse et ne sente ses torts plus vivement que je ne saurois l'exprimer, l'ardeur qui se manifeste dans votre âme, les grands exemples de vos ancêtres et votre bouillant courage vous prescrivent la résolution qui convient seule à l'honneur dont vous avez hérité, que vous chérissez et que vous prisez au-dessus de tout. Cette résolution, le gouvernement d'Espagne vous l'a indiquée lui-même, en vous considérant toujours comme un peuple distinct des Espagnols-Européens, et sa distinction vous impose le plus ignominieux esclavage. Consentons de notre côté à être un peuple différent; renonçons au ridicule système *d'union* et *d'égalité* avec nos maîtres et nos tyrans; renonçons à un gouvernement, dont l'éloignement si énorme ne peut nous procurer, même en partie, les

avantages que tout homme doit attendre de la société à laquelle il est attaché ; à ce gouvernement, qui, au lieu de remplir son devoir indispensable, de protéger la liberté et la sûreté de nos personnes et de nos propriétés, a mis le plus grand empressement à les détruire ; et qui, au lieu de s'efforcer à nous rendre heureux, accumule encore sur nous toutes les espèces de calamités. Puisque les droits et les devoirs du gouvernement et des sujets sont réciproques, l'Espagne a transgressé la première tous ses devoirs envers nous ; elle a aussi la première brisé les foibles liens qui auroient pu nous attacher et nous retenir.

La nature nous a séparés de l'Espagne par des mers immenses : un fils qui se trouveroit à pareille distance de son père, seroit sans doute un insensé, si dans la conduite de ses moindres intérêts, il attendoit toujours la décision de son père. Le fils est émancipé par le droit naturel : et dans un cas semblable, un peuple nombreux, qui ne dépend en rien d'un autre peuple, dont il n'a aucun besoin, devra-t-il lui être assujetti comme le plus vil esclave ?

L'éloignement des lieux, qui proclame notre indépendance naturelle, est moindre encore que

celui des intérêts. Nous avons essentiellement besoin d'un gouvernement qui soit au milieu de nous pour la répartition des bienfaits, objet de l'union sociale. Dépendre d'un gouvernement éloigné de deux ou trois mille lieues, c'est la même chose que si nous renoncions à ces bienfaits; et tel est l'intérêt de la cour d'Espagne, qui n'aspire à nous donner des lois, à maîtriser notre commerce, notre industrie, nos biens et nos personnes, que pour les sacrifier à son ambition, à l'orgueil et à l'avarice.

Enfin, sous quelque aspect que soit envisagée notre dépendance de l'Espagne, on verra que tous nos devoirs nous obligent à la terminer. Nous le devons par reconnoissance pour nos ancêtres, qui ne prodiguèrent pas leur sang et leurs sueurs, pour que le théâtre de leur gloire ou de leurs travaux devînt celui de notre misérable servitude. Nous le devons à nous-mêmes, par l'obligation indispensable de conserver les droits naturels reçus de notre créateur, droits précieux que nous ne sommes pas les maîtres d'aliéner, et qu'on ne peut nous ravir sans crime sous quelque prétexte que ce soit. L'homme peut-il renoncer à sa raison, ou peut-elle lui être arrachée par la force? Or, la liberté personnelle ne lui appartient pas moins essentiellement que la raison. La libre

jouissance de ces mêmes droits, est l'héritage inestimable que nous devons transmettre à notre postérité.

Ce seroit un blasphême d'imaginer, que le suprême bienfaiteur des hommes ait permis la découverte du nouveau monde, afin qu'un petit nombre de *méchans imbécilles*, fût toujours maître de le désoler ; et qu'il eût sans cesse le plaisir atroce de dépouiller des millions d'hommes qui ne leur ont donné aucun sujet de plainte, des droits essentiels reçus de sa main divine : d'imaginer que sa sagesse éternelle voulût priver le reste du genre humain des immenses avantages que, dans l'ordre naturel, un si grand évènement devoit lui procurer, et le condamner à désirer en gémissant, que le nouveau monde fut demeuré à jamais inconnu. Ce blasphême est pourtant mis en pratique par le droit que l'Espagne s'arroge sur l'Amérique, et la malice humaine a perverti l'ordre naturel des miséricordes du Seigneur, indépendamment de la justice due à nos intérêts particuliers pour la défense de la patrie. Nous sommes obligés de remplir, autant qu'il est en nous, les espérances dont jusqu'ici l'on a frustré le genre humain. Découvrons une nouvelle fois l'Amérique pour tous nos frères habitans de ce globe, d'où l'ingratitude, l'injustice, et l'avarice

la plus insensée nous ont exilés ; la récompense ne sera pas moindre pour nous que pour eux.

Les diverses régions en Europe, auxquelles la couronne d'Espagne a été obligée de renoncer, tels que le royaume de Portugal placé dans l'enceinte même de l'Espagne, et la célèbre République des Provinces-Unies, qui secouèrent son joug de fer, nous apprennent qu'un continent infiniment plus grand que l'Espagne, plus riche, plus puissant, plus peuplé, ne doit pas dépendre de ce royaume lorsqu'il s'en trouve si éloigné, et moins encore quand il est réduit au plus dur esclavage.

La valeur avec laquelle les colonies Angloises de l'Amérique ont combattu pour la liberté, dont elles jouissent glorieusement, couvre de honte notre indolence ; nous leur avons cédé la palme dont elles ont les premières couronné le nouveau monde dans leur souveraineté indépendante. Ajoutez l'empressement des cours d'Espagne et de France pour soutenir la cause des Anglois Américains ; il accuse notre insensibilité ; qu'il soit au moins l'aiguillon de notre honneur provoqué par des outrages qui ont duré trois cents ans.

Il n'est plus de prétexte pour excuser notre résignation ; et si nous souffrons plus long-temps

les vexations qui nous accablent, on dira avec raison que notre lâcheté les a méritées : nos descendans nous chargeront d'imprécations, lorsque, mordant en vain le frein de l'esclavage—de l'esclavage dont ils auront hérité, ils se souviendront du moment où, pour être libres, nous n'avions qu'à le vouloir.

Ce moment est arrivé ; saisissons-le avec tous les sentimens d'une pieuse reconnoissance ; et pour peu que nous fassions d'efforts, la sage liberté, don précieux du ciel, accompagnée de toutes les vertus et suivie de la prospérité, commencera son règne dans le nouveau monde, et la tyrannie sera bientôt exterminée.

Animés par un motif si grand et si juste, nous pouvons avec assurance nous adresser au principe éternel de l'ordre et de la justice, implorer dans nos humbles prières sa divine assistance, et dans l'espérance d'être exaucés, nous consoler d'avance de nos malheurs.

Ce glorieux triomphe sera complet, et coûtera peu à l'humanité ; la foiblesse du seul ennemi qui ait intérêt de s'y opposer, ne lui permet d'employer la force ouverte qu'en accélérant sa ruine entière. Son principal appui est dans les

richesses que nous lui fournissons ; qu'elles lui soient refusées, et qu'elles servent à notre défense, nous rendrons sa rage impuissante. Notre cause est d'ailleurs si juste, si favorable au genre humain, qu'il n'est guères possible, parmi les autres nations, d'en trouver une qui se charge de l'infamie de nous combattre, ou qui, renonçant à ses intérêts personnels, ose contredire le vœu général en faveur de notre liberté. L'Espagnol sage et vertueux qui gémit en silence de l'oppression de sa patrie, applaudira lui-même à notre entreprise. On verra renaître la gloire nationale dans un Empire immense, devenu l'asile assuré de tous les Espagnols, qui, outre l'hospitalité fraternelle qu'ils y ont toujours trouvée, pourront encore y respirer librement, sous les lois de la raison et la justice.

Puisse-t-il ne souffrir aucun délai, ce jour le plus heureux qui aura jamais éclairé, je ne dis pas l'Amérique, mais la surface entière du globe ! Lorsqu'aux horreurs de la tyrannie, de l'oppression et de la cruauté, succédera le règne de la raison, de la justice, de l'humanité ; lorsque la crainte, les angoisses et les gémissemens de *dix-huit millions d'hommes*, feront place à la confiance mutuelle, à la satisfaction la plus franche et à la jouissance pure des bienfaits du Créateur, dont le nom sacré ne servira plus de masque aux brigan-

dages, à la fraude, et à la férocité *; lorsque les odieuses barrières, que le plus sot égoïsme, en sacrifiant ses vrais intérêts au détestable plaisir d'em-

---

* " Quel juste motif le gouvernement Espagnol pouvoit-
" il avoir de déclarer la guerre aux Indiens (dit le ver-
" tueux Las Casas), qui ne leur avoient fait jamais aucun
" tort, ni inquiété en aucune manière! Ils ne les avoient
" jamais vus ni connus: ils n'étoient point descendus
" sur leurs terres pour y faire des ravages: ils n'avoient
" jamais fait profession du christianisme comme les
" Maures du royaume de Grenade, &c....On ne peut point
" encore reprocher aux Indiens d'être les ennemis déclarés
" de notre foi, ni de mettre tout en œuvre pour la détruire
" par des persécutions ouvertes, ou par des persuasions
" occultes, en forçant les chrétiens à renoncer leur foi
" pour les obliger de se faire idolâtres. Les lois divines
" et humaines n'ont jamais permis de faire la guerre aux
" nations, sous prétexte d'y établir la foi; à moins qu'on
" ne veuille soutenir que la loi évangélique, pleine de charité,
" de douceur, d'humanité, doive être introduite dans le
" monde par la force, comme la loi de Mahomet....."

" Il n'y a point d'endroits dans le monde où les hommes
" et les autres animaux multiplient autant que dans les
" Indes; parce que l'air qu'on respire dans ce pays est tem-
" péré et favorable à la génération. Mais les Espagnols ont
" trouvé le secret de dépeupler entièrement des contrées
" remplies d'une multitude infinie d'hommes et de femmes:
" ils les ont massacrés injustement, pour s'emparer de l'or
" et de l'argent qu'ils possédoient; ils ont fait périr les au-
" tres, en les faisant travailler avec excès, ou les obligeant
" à por-

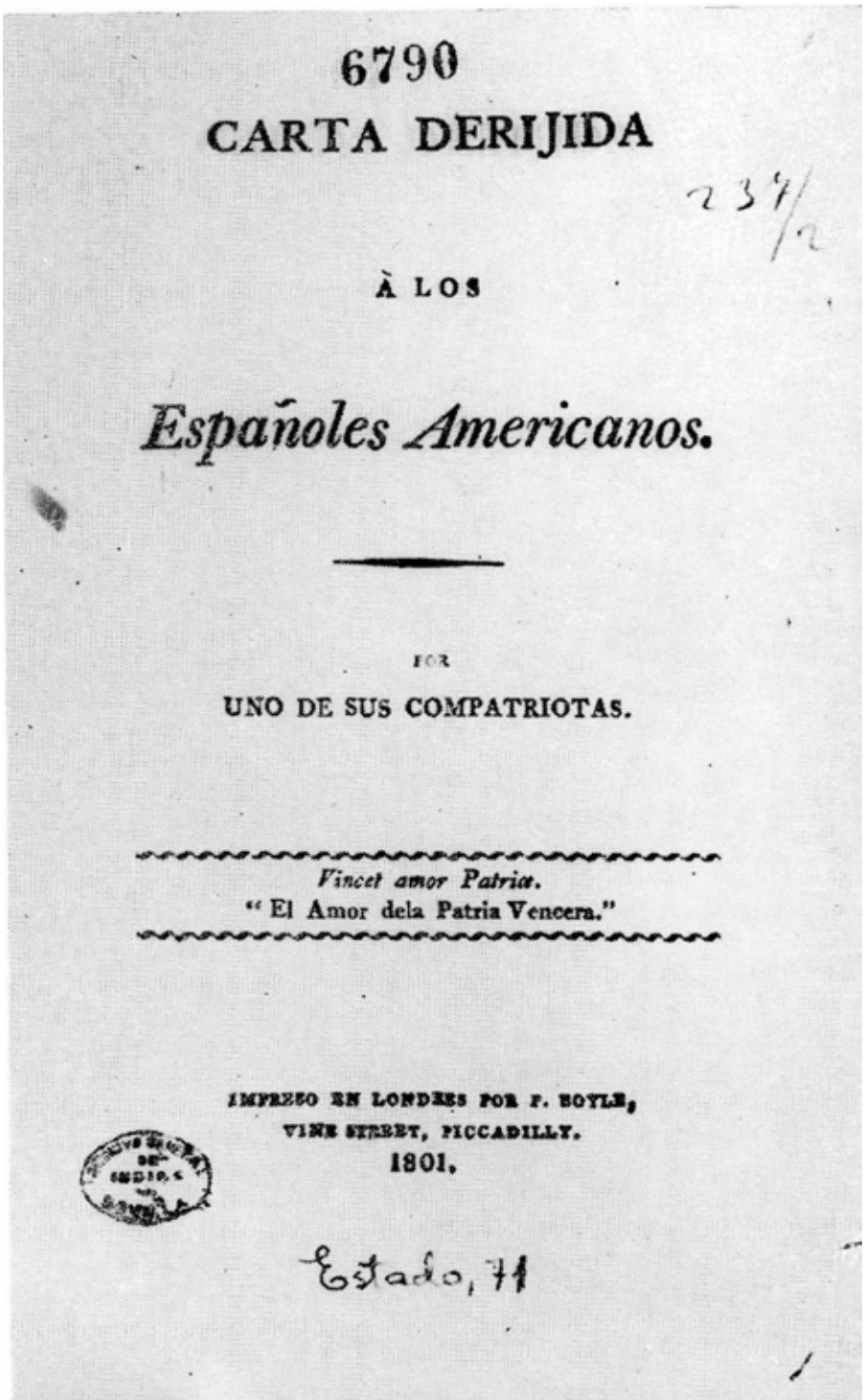
d'empêcher le bien d'autrui, oppose au bonheur de tout le genre humain, seront renversées ; quel agréable et touchant spectacle ne présenteront pas les fertiles rivages de l'Amériqu , couverts d'hommes de toutes les nations, échangeant les productions de leur pays contre les nôtres ! combien d'entr'eux, fuyant l'oppression ou la misère, viendront nous enrichir de leur industrie, de leurs connoissances, et réparer notre population si affoiblie ! L'Amérique rapprocheroit ainsi les extrémités de la terre, et ses habitans seroient unis par l'intérêt commun d'une seule GRANDE FAMILLE DE FRÈRES.

" à porter des fardeaux très-pesans pendant cent et deux cents " lieues : si bien que, pour avoir des richesses, ils sacrifioient " la vie des Indiens. Nous n'avançons rien qui ne soit très- " véritable, et nous ne disons pas encore la moitié des choses " que nous avons vues. . . ." D. B. de Las Casas, la Découverte des Indes, Paris 1697.

F I N.

Segunda edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

La Carta derijida á los Españoles Americanos, Londres, P. Boyle, Vine Street, Piccadilly, 1801, en su primera edición en español es la que más se difunde de inmediato en América y es la que se reproduce con pequeñísimas variantes en las sucesivas ediciones en español. Reproducimos el ejemplar que se encuentra en Sevilla, Archivo General de Indias, Estado, 71.



6790

CARTA DERIJIDA

237/2

À LOS

Españoles Americanos.

POR

UNO DE SUS COMPATRIOTAS.

Vincet amor Patriæ.
"El Amor dela Patria Vencera."

IMPRESO EN LONDRES POR P. BOYLE,
VINE STREET, PICCADILLY.
1801.

Estado, 71

ADVERTENCIA DEL EDITOR.

Eſte precioſo legado d'un Americano Eſpañol *a ſus compatriotas, ſobre el objeto mas grande y mas importante que ſe puede ofrecer a ſu conſideracion, eſta impreſo conforme al manuscrito dela mano del autor miſmo; y ſe podra conocer por el eſtilo del original que es un estrangero que ſe explica en la lengua franceſa ſin ninguna eſpecie de pretenſion. El autor es Don* Juan Pablo Viſcardo y Guzman, *nativo de Arequipa en el Peru, ex-Juſuita muerto en Londres en el mes de Febrero de* 1798. *En lo ſucceſivo ſe hara conocer el reſto deſus intereſantes manuſcritos ſobre la America Meridional.*

Filadelfia, 10 *de Junio,*
de 1799.

CARTA DIRIJIDA

A LOS

ESPAÑOLES AMERICANOS,

HERMANOS Y COMPATRIOTAS,

LA immediacion al quarto siglo del establecimiento de nuestros antepasados en el nuevo mundo, es una ocurrencia sumamente notable, para que dexe de interesar nuestra atencion. El descubrimiento de una parte tan grande dela tierra, es y será siempre, para el genero humano, el acontecimiento mas memorable de sus anales. Mas para nosotros que somos sus habitantes, y para nuestros descendientes, es un objeto delá mas

B



grande importancia. El nuevo-mundo es nuestra patria, su historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situacion presente, para determinarnos, por ella, atomar el partido necesario àla conservacion de nuestros derechos propri-os, y de nuestros succesores.

Aunque nuestra historia de tres siglos acà, relativamente alas causas y efectos mas dignos de nuestra atencion, sea tan uniforme y tan notoria, que se podria reducir à estas quatro palabras, *ingratitud*, *injusticia*, *servidumbre*, y *desolacion*; conviene, sin embargo, que la consideremos aqui con un poco de lentitud.

Quando nuestros antepasados se retiraron à una distancia inmensa de su pays natal, renunciando no solamente al alimento, sino tanbien ala proteccion civil que alli les pertenecia, y que no podia alcanzarles à tan grandes distancias, se expusieron, à costa propria, à procurarse una subsistencia nueva, con las fatigas mas enormes, y con los mas grandes peligros.* El gran suceso que coronó los esfuerzos de los conquistadores de Americá, les

* Herrera dice que todas las conquistas se hicieron á expensas delos conquistadores, y sin que el gobierno hiciese el menor gasto.

daba, al parecer, un derecho, que aunque no era el mas justo, era álo menos mejor, que el que tenian los antiguos Godos de España, para apropiarse el fruto de su valor, y de sus trabajos. Pero la inclinacion natural, à su pays nativo. les conduxo à hacerle el mas generoso homenage de sus inmensas adquisiciones; no pudiendo dudar que un servicio gratuito, tan importante, dexase de merecerles un reconocimiento proporcionado, segun la costumbre, de aquel siglo, de recompensar à losque havian contribuido à extender los dodominios dela nacion.

Aunque estas legitimas esperanzas han sido frustradas, sus descendientes y los delos otros Españoles, que succesivamente han pasado à la America, aunque no conozcamos otra patria que esta, en la qual està fundada nuestra subsistencia, y la de nuestra posteridad, hemos sinembargo respetado, conservado, y amado cordialmente el apego de nuestros padres àsu primeara patria. A ella hemos sacrificado riquezas infinitas de toda especie, prodigado nuestro sudor, y derramado por ella con gusto nuestra sangre. Guiados de un entusiasmo ciego, no hemos considerado, qui tanto empeño en favor deun pays, qui nos es extrangero, à quien nada debemos, de quien no dependemos,

y del qual nada podemos esperar, es una traicion cruel contra aquel en donde somos nacidos, y que nos subministra el alimento necesario para nosotros y nuestros hijos; y que nuesta veneracion alos sentimientos afectuosos denuestros padres por su primera patria, es la prueba mas decisiva dela preferencia que debemos ala nuestra. Todo lo que hemos prodigado ala España ha sido pues usurpado sobre nosotros y nuestros hijos; siendo tanta nuestra simpleza que nos hemos dexado encadenar con unos hierros, que sino rompemos à tiempo, no nos queda otro recurso que el de soportar pacientemente esta ignominiosa esclavitud.

Si como es triste nuestra condicion actual fuese irremediable, seriá un acto de compasion el ocultarla a vuestros ojos; pero teniendo en nuestro poder fu mas feguro remedio, descubramos efte horroroso quadro para considerarle àla luz dela verdad. Esta nos enseña, que toda ley que se opone al bien universal de aquellos, para quienes está hecha, es un acto detirania, y que el exigir su observancia es forzar ala esclavitud; que una ley que se dirijiese à destruir directamente las bases dela prosperidad de un pueblo, seria una monstruosidad superior à toda expression es evidente tambien que un pueblo, à quien se despoje dela libertad personal, y dela disposicion desus

bienes, quando todas las otras naciones, en iguales circunstancias, ponen su mas grande interès en extenderlas, se hallaría en un estado de esclavitud, mayor que el que puede imponer un enemigo en la embriaguez dela victoria.

Supuestos estos principios incontestables, veamos como se adaptan à nuestra situacion reciproca con la España. Un imperio inmenso, unos tesoros que exeden toda imaginacion, una gloria y un poder superiores à todo lo que la antiguedad conocio; he aqui nuestros titulos al agradecimiento, y ala mas distinguida proteccion dela España, y desu gobierno. Pero nuestra recompensa ha sido tal, que la justicia mas severa, apenas nos habria aplicado castigo semejante, si huviesemos sido reos delos mas grandes delitos. La España nos destierra detodo el mundo antiguo, separandonos deuna sociedad à la que estamos unidos con los lazos mas estrechos; anadiendo à esta usurpacion, sin exemplo, de nuestra libertad personal, la otra igualmente importante dela propiedad de nuestros bienes.

Desde que los hombres comenzaron àunirse en sociedad para su mas grande bien, nosotros somos los unicos, à quienes el gobierno obliga á comprar lo que necesitamos àlos precios mas altos, y à

vender nuestras producciones alos precios mas bajos. Para que esta violencia tubiese el suceso mas completo, nos han cerrado, como en una ciudad sitiada, todos los caminos, por donde las otras naciones pudieran darnos, à precios moderados y por cambios equitativos, las cosas que nos son necesarias. Los impuestos del gobierno, las gratificationes al ministerio, la avaricia delos mercaderes, autorizados à exercer de concierto el mas desenfrenado monopolio, caminando todas en la misma linea, y la necesidad haciendose sentir, el comprador no tiene eleccion. I como, para suplir nuestras necesidades, esta tirania mercantil podria forzarnos à usar denuestra industria, el gobierno se encargó de encadenarla.

No se pueden observar sin indignacion los efectos de este detestable plan de comercio, cuios detalles serian increibles, silos que nos han dado personas imparciales, y dignas de fé no nos subministrasen pruebas decisivas para juzgar del resto. Sin el testimonio, de Don Antonio Ulloa, seria dificil el persuadir àla Europa, que el precio de los articulos, esencialmente necesarios en todas partes, tales como el hierro y el acero, fuese en Quito, en tiempo de paz, regularmente mayor que de 100 pesos, ò de 540 libras tornesas por quintal de hierro, y de 150 pesos ù 810 libras por

quintal de acero*; el precio del primero no siendo en Europa sinò de 5 à 6 pesos (25 à 30 libras) y el del segundo à proporcion; que en un puerto tan celebre como el de Cartagena de Indias†, è igualmente entiempo de paz, haya havido una escasez devino tan grande, que estaban obligados à no celebrar la misa, sino en una sola Iglesia, y que generalmente esta excasez, y su excesivo precio, impiden el uso de esta bebida, mas necesaria alli que en otras partes, porla insalubridad del clima.

Por honor dela humanidad, y de nuestra nacion, mas vale pasar en silencio los horrores, y las violencias del otro comercio exclusivo (conocido en el Peru con el nombre de repartimientos), que se arrogan los Corregidores y Alcaldes mayores para la desolacion, y ruina particular delos desgraciàdos Indios y Mestizos. Que maravilla es pues, si con tanto oro y plata, de que hemos casi saciado al universo, poscamos à penas conque cubrir nuestra desnudez? De que sirven tantas tierras tan fertiles, si ademas dela falta de instrumentos necesarios para labrarlas, nos es por otra parte inutil el hacerlo mas allá de nuestra propia

* Viage ala America Meridional tom. 1, lib. 5, cap vii.
† Tom. 1, lib. 1, cap. viii.

consumacion? Tantos bienes, como la naturaleza nos prodiga, son enteramente perdidos, ellos acusan la tirania que nos impide el aprovecharlos, comunicandolos con otros pueblos.

Parece que, sin renunciar á todo sentimiento de verguenza, no se podia añadir nada a tan grandes altrages. La ingeniosa politica, que baxo el pretexto de nuestro bien, nos havia despojado dela libertad, y delos bienes debia sugerir, alo menos, que era preciso dexarnos alguna sombra de honor, y algunos medios derestablecer nos para preparar nuevos recursos. Paraesto es, que el hombre concede el reposo, y la comida alos animales que le sirven. La administracion economica de nuestros intereses nos habria consolado delas otras perdidas, y habria procurado ventajas àla España. Los intereses de nuestro pays, no siendo sino los nuestros, su buena ò mala administracion recae necesariamente sobre nosotros, y es evidente que a nosotros solos pertenece el derecho de exercerla, y que solos podemos llenar sus funciones, con ventaja reciproca dela patria, y de nosotros mismos.

Que descontentos no manifestaron los Españoles, quando algunos Flamencos, vasallos como ellos, y ademas compatriotas de Carlos V, ocuparon

algunos empleos publicos en España? Quanto no murmuraron? Con quantas solicitudes, y tumultos, no exigieron, que aquellos extrangeros fuesen despedidos, sinque su corto numero, ni la presencia del monarca, pudiese calmar la inquietud general? El miedo de que el dinero de España pasase à otro pays, aunque perteneciente ala misma monarquia, fue el motivo que hizo insistir álos Españoles con mas calor en su demanda.

Que diferencia no hay entre aquella situacion momentanea delos Españoles y la nuestra detres siglos acá! Privados detodas las ventajas del gobierno, no hemos experimentado desu parte, sino los mas horribles desordenes y los mas grandes vicios. Sin esperanza de obtener jamas, ni una proteccion inmediata, ni una pronta justicia, ala distancia de dos àtres mil leguas, sin recursos para reclamarla, hemos sido entregados al orgullo ala injusticia, àla rapacidad delos ministros, tan avaros por lo menos como los favoritos de Carlos V. Implacables para con unas gentes que no conocen, y que miran como extrangeras, procuran solamente satisfacer su codicia, con la perfecta seguridad de que su conducta iniqua sera impune, ò ignorada del soberano. El sacrificio, hecho àla España, de nuestros mas preciosos in-

tereſes, ha ſido el merito conque todos ellos pretenden honrarſe, para excuſar las injuſticias conque nos acaban. Pero la miſerja, en que la Eſpaña miſma ha caído, prueba que aquellos hombres no han conocido jamas los verdaderos intereſes dela nacion, ó que han procurado ſolamente cubrir, con eſte pretexto, ſus procedimentos vergonzoſos, y el ſuceſo ha demoſtrado " *que nunca* " *la injusticia produce frutos solidos.*"

Afin de que nada faltaſe à nueſtra ruina, y à nueſtra ignominioſa ſervidumbre, la indigencia, la avaricia, y la ambicion han ſubminiſtrado ſiempre ala Eſpaña un enjambre de aventureros, que paſan ala America, reſueltos à deſquitarſe alli, con nueſtra ſubſtancia, delo que han pagado para obtener ſus empleos. La manera de indemnizarſe dela auſencia deſu patria, deſus penas, y deſus peligros es haciendonos todos los males poſibles. Renovando todos los dias aquellas escenas de horrores que hicieron desaparecer pueblos enteres, cuio unico delito fue ſu flaqueza, convierten el resplandor dela mas grande conquiſta, en una mancha ignominioſa para el nombre Eſpañol.

Aſi es, que deſpues de ſatisfacer al robo, paliado con el nombre de comercio, alas exacciones del gobierno, en pago deſus *inſignes beneficios*, y

alos ricos ſalarios dela multitud innumerable de extrangeros, que bajo diferentes denominaciones en Eſpaña y America, ſe hartan faſtuoſamente de nueſtros bienes, lo que nos queda es el objeto continuo delas acechanzas detantos orgulloſos tiranos, cuia rapacidad no conoce otro termino, que el que quieren imponerle ſu inſolencia y la certidumbre dela impunidad. Aſi, mientras que en la corte, en los exercitos, en los tribunales dela monarquia, ſe derraman las riquezas y los honores à extrangeros detodas naciones, noſotros ſolos ſomos declarados indignos de ellos, è incapaces deocupar, aún en nueſtra propia patria, unos empleos que en rigor nos pertenecen excluſivamente. Aſi la gloria, que coſtó tantas penas à nueſtros padres, es para noſotros una herencia de ignominia, y con nueſtros teſoros inmenſos no hemos comprado ſino miſerià y eſclavitud.

Si corremos nueſtra deſventurada patria de un cabo al otro, hallaremos donde quiera la miſma deſolacion, una avaricia tan deſmeſurada como inſaciable; donde quiera el miſmo trafico abominable de injuſticia y de inhumanidad, de parte delas ſanguijuelas empleadas por el gobierno, para nueſtra opreſion, Conſultemos nueſtros anales detres ſiglos, y alli veremos la ingratitud y la

injuſticia dela corte de Eſpaña, ſu infidelidad en cumplir ſus contratos, primero con el gran Colombo, y deſpues con los otros conquiſtadores, que le dieron el imperio del nuevo-mundo, bajo condiciones ſolemnemente eſtipuladas. Veremos la poſteridad de aquellos hombres generoſos abatida con el deſprecio, y manchada con el odio que les ha calumniado, perſeguido, y arruinado. Como algunas ſimples particularidades podrian hacer dudar de eſte eſpiritu perſecutor, que en todo tiempo se ha señalado contra los Eſpañoles Americanos, leed ſolamente lo que el veridico Inca Garzilaſo dela vega eſcribe en el ſegundo tomo deſus Comentarios libro viii, cap 17.

Quando el Virrey Don Franciſco Detoledo, aquel hypocrita feroz, determinó hacer perecer al unico heredero directo del Impero del Peru, para aſegurar ala Eſpaña la poſeſion de aquel deſgraciado pays, en el proceſo que ſe inſtauró contra el joven è innocente Inca-tupac-Amaru, entre los falſos crimenes conque eſte principe fue cargado " ſe acuſa, dice Garzilaſo, alos que han na-
" cido en el pays de madres Indias y padres Eſ-
" pañoles conquiſtadores de aquel imperio: ſe
" alegaba de que havian ſecretamente convenido
" con tupac-Amaru, y los otros Incas, de exci-
" tar una rebelion en el reyno, para favorecer el

" descontento delos que eran nacidos dela sangre
" real delos Incas, ò cuyàs madres eran hijas, so-
" brinas, ò primas hermanas dela familia delos
" Incas, y los padres Espanoles y delos primeros
" conquistadores que havian adquirido tanta re-
" putacion; que estos estaban tan poco atendidos,
" que ni el derecho natural delas madres, ni los
" grandes servicios y meritos delos padres, les
" procuraban la menor ventaja, sino que todo era
" distribuido entre los parientes y amigos delos
" gobernadores, quedando aquellos expuestos à
" morir de hambre, sino querian vivir de limosna,
" ò hacerse salteadores de caminos, y acabar en
" una horca. Estas acusaciones siendo hechas
" contra los hijos delos Españoles nacidos de mu-
" geres Indias, estos fueron cojidos, y todos los
" que eran de edad de 20 años y mas, capaces de
" llevar armas, y que vivian entonces en el cuzco,
" fueron aprisionados. Algunos deellos fueron
" puestos al tormento para forzarlos à confesar
" aquello de que no havia pruebas ni indicios.
" En medio de estos furores y procedimientos
" tiranicos, una India, cuio hijo estaba condenado
" ala question, vino ala prision y elevando su
" voz dixo. *Hijo mio pues que se te ha condenado*
" *ala tortura, sufrela valerosamente como hombre*
" *de honor, no acuses a ninguno falsamente, y*
" *Dios te dara fuerzas para sufrirla, el te recom-*

15

" *penſara delos peligros y penas que tu padre y ſus*
" *compañeros han ſufrido para hacer eſte pays*
" *criſtiano, y hacer entrar aſus habitantes en el*
" *ſeno dela Igleſia*.....Eſta exhortacion magna-
" nima, proferida con toda la vehemencia deque
" aquella madre era capaz, hizo la mas grande
" impreſion ſobre el eſpiritu del Virrey, y le a-
" partó deſu deſignio de hacer morir aquellos deſ-
" dichados. Sin embargo no fueron abſueltos,
" ſino que ſeles condenó, à una muerte mas len-
" ta, deſterrandolos à diverſas partes del nuevo-
" mundo Algunos fueron tambien enviados à
" Eſpaña."

Tales eran los primeros frutos que la poſteridad delos descubridores del nuevo-mundo recivia dela gratitud Eſpañola, quando la memoria delos meritos desus padres eſtaba aun reciente. \El Virrey aquel monstruo ſanguinario, parecio entonces el autor detodas las injuſticias, pero deſengañemonos, acerca delos ſentimientos dela Corte, ſi creemos que ella no participaba de aquellos exceſos ella ſe ha deleytado en nueſtros dias en renovarlos en toda la America, arrancandole un numero mucho mayor deſus hijos, ſin procurar diſfrazar ſiquiera ſu inhumanidad: eſtos han ſido deportados haſta en Italia.

Deſpues de haverlos botado en un pays, que no es deſu dominacion, y renunciadolos como vasallos, la Corte de Eſpaña, por una contradiccion y un refinamiento inaudito de crueldades, con un furor que ſolo puede inſpirar àlos tiranos el miedo de la inocencia ſacrificada, la corte se ha reſerva do el derecho de perſeguirles y oprimirles continuamente. La muerte ha librado ya, àla mayor parte de eſtos desterrados, delas miſerias que les han acompañado haſta el ſepulcro. Los otros arraſtran una vida infortunada y ſon una prueba de aquella crueldad de caracter que tantas veces se ha echado en cara ala nacion Eſpañola, aunque realmente eſta mancha no deba caer ſino ſobre el deſpotiſmo deſu gobierno.

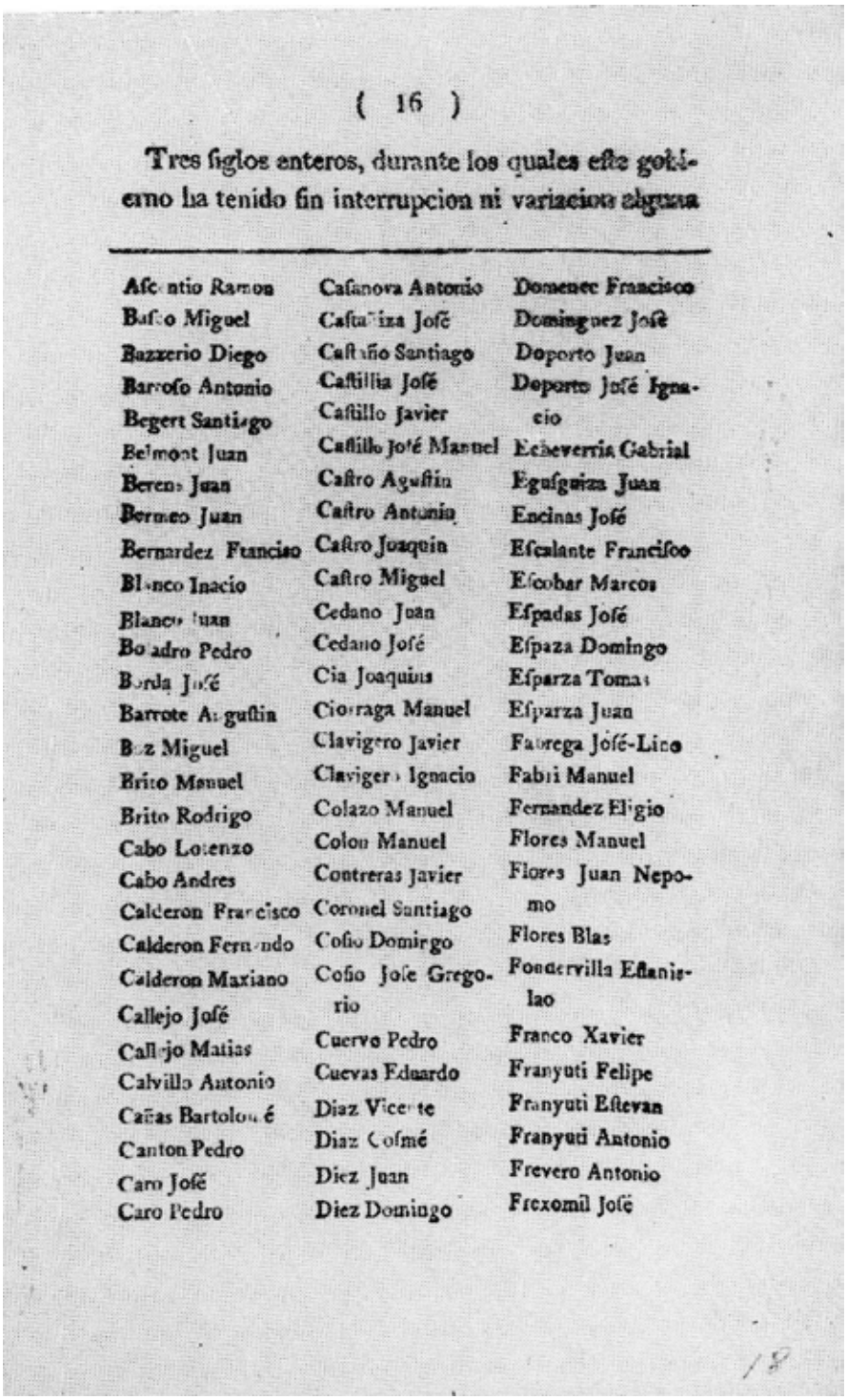
---

* En el año de 1785 exiſtian aún en Italia los ex-Jeſuitas ſiguientes, nativos dela America Eſpañola. Eſta liſta es ſacada del regiſtro general en Roma, quando D.F. de Miranda viàjaba en aquel pays.

Provincia de MEXICO.

Aburtza Miguel	Amaya José	Arriàgo Blas
Achiza Auguſtin	Almon Juan	Arriago Joſé
Agueire Juan	Adaemacqui José	Arrieta Juàn
Alegre Javier	Arambura Ignacio	Arriſa Lorenzo
Alegria Francisco	Arcaus Manuel	Arroyo Simon
Alegria Joſé	Aroés Victoriano	Arſiekin Joſé
Almeia Miguel	Armeſto Juan	Aſcarza Domingo

17



(16)

Tres ſiglos enteros, durante los quales eſte gobierno ha tenido ſin interrupcion ni variacion alguna

---

Aſcantio Ramon
Baſco Miguel
Bazzerio Diego
Barroſo Antonio
Begert Santiago
Belmont Juan
Berens Juan
Bermeo Juan
Bernardez Francisco
Blanco Inacio
Blanco Juan
Boadro Pedro
Borda Joſé
Barrote Auguſtin
Buz Miguel
Brito Manuel
Brito Rodrigo
Cabo Lorenzo
Cabo Andres
Calderon Francisco
Calderon Fernando
Calderon Maxiano
Callejo Joſé
Callejo Matias
Calvillo Antonio
Cañas Bartolomé
Canton Pedro
Caro Joſé
Caro Pedro
Caſanova Antonio
Caſtañiza Joſé
Caſtaño Santiago
Caſtillia Joſé
Caſtillo Javier
Caſtillo Joſé Manuel
Caſtro Auguſtin
Caſtro Antonio
Caſtro Joaquin
Caſtro Miguel
Cedano Juan
Cedano Joſé
Cia Joaquin
Ciorraga Manuel
Clavigero Javier
Clavigero Ignacio
Colazo Manuel
Colon Manuel
Contreras Javier
Coronel Santiago
Coſio Domingo
Coſio Joſe Gregorio
Cuervo Pedro
Cuevas Eduardo
Diaz Vicente
Diaz Coſmé
Diez Juan
Diez Domingo
Domenec Francisco
Dominguez Joſé
Doporto Juan
Doporto Joſé Ignacio
Echeverria Gabrial
Eguſguiza Juan
Encinas Joſé
Eſcalante Franciſco
Eſcobar Marcos
Eſpadas Joſé
Eſpaza Domingo
Eſparza Tomas
Eſparza Juan
Fabrega Joſé-Lino
Fabri Manuel
Fernandez Eligio
Flores Manuel
Flores Juan Nepomo
Flores Blas
Fondervilla Eſtanislao
Franco Xavier
Franyuti Felipe
Franyuti Eſtevan
Franyuti Antonio
Frevero Antonio
Frexomil Joſé

18

la misma conducta con nosotros, son la prueba completa de un plan meditado, que nos sacrifica

---

Prexom I Atanasio
Fuente Andres-Presidente
Gadea Miguel
Gallardo Pedro
Ganuza Pedro
Garcia Diego Sebastian
Garnica Lorenzo
Gomez Ignacio
Gil Maximiliano
Gonzalez Miguel Geronimo
Gonzalez Juan Ignacio
Gonzalez Xavier
Gonzalez (Cantabria.) Manuel
Gonzalez Narciso
Gonzalez Isidro
Gonzalez Andres
Gonzalez Claudio
Gonzalez Jose Domingo
Gonzalez Cruz Josè
Gonzalez Tomas
Gradilla Ignacio

Gu bel Josè
Guerrero Josè Maximiliano
Gutierrez Miguel
Herrera Manul
Hijtl Antonio
Hoftel Lamberto
Jañez Jose
Jilanes Francisco
Juaama Francisco
Irizar Martin
Jturriaga Josef Maximiliano
Jturriaga Pedro
Labat Juan Baptisto
Iugo Antonio
Iugo Juan
Landivar Rafael
Lardunto Juan
Latas Felipe
Lava Legnipi Josè
Leguinazabal Joachin
Lezana Antonio Josè
Llantada Juan
Llorente Juan
Lomana Nicolas
Lopez Manuel

Lopez Salvador
Lozano Antonio
Lozano Miguel
Lucena Andres
Macitri Matias
Maldonoda Josè
Malo Pedro
Malo Enrique
Malo Pablo
Malo Juan
Maneiro Juan
Marquez Pedro
Marquez Mariano
Martinez Victor
Martin Arrivas Manuel
Martinez Juan
Martinez Xavier
Martinez Tomas
Mathea Santigo
Mendozea Manuel
Michel Andres
Miralla Gaspar
Miranda Francisco
Miranda Tomas
Miranda Manuel
Montalvan Manuel

19

enteramente alos intereſes y conveniencias dela Eſpaña, pero ſobre todo alas paſiones de ſu miniſ-

---

Mota Juan Ignatio
Muñoz Juan
Muñoz Manuel
Muñoz Antonio
Muñoz CoteManuel
Muñoz Agustin
Nava Juan Antonio
Navarrete Pedro
Norriega Antonio
Norona Nicolas
Nuñez Joſé
Oceguera Nicholas
Ocio Magdaleno
Olague Martin
Oliveros Pedro
Ortiz Ignatio
Patilla Joſé
Palacios Rafael
Palacios Hilario
Patiño-Benito
Peñalver Joſé
Periera Joſe
Perez Tomas
Perez Ignacio
Perez Acal Pedro
Perez Morales Pedro
Piedra Joſè
Pimentel Luis
Pineda Franco Salez
Poggio Ramon
Portillo Atanaſio
Poveda Antonio
Pozo Joſé
Pozo Bernabé
Poeadis Antonio
Priego Antonio
Quintana Mariano
Quintanilla Juan
Quintanilla Joſe
Ramirez Policarpo
Ravanillo Juan
Real Auguſtin
Remirez Antonio
Rendon Xavier
Reſtan Joſé
Reynoſo Sancho
Rivera Rafael
Rincon Joſé
Rivero Xavier
Rodriguez Xavier
Rodriguez Manuel
Rodriguez Gill
Rodriguez Domingo
Romeo Benito
Romero Joſé
Roſet Juan
Roſo Andres
Rotea Vicente
Rodea Joſé
Ruiz Juan de Dios
Sacrameña Juan
Salazar Julian
Sancher Joſé
Sandoval Vicente
Santa Cruz Gabriel
Santiago Luis
Sarmiento Bernardo
Sebaſtian Felix
Serrano Juan Manuel
Serrano Juan
Serrato Juan
Sierra Joſé Luis
Silva Joſe Vicente
Sola Miguel
Solar Joſé Baſilio
Soldevilla Joſé
Souza Matias
Tarros Ramon
Teran Manuel
Texedor Joſé
Toledo Joſé
Tovar Vicente
Turpin Joſé
Valdés Bernardo
Vallarto Joſé
Vaguera Pedro

20

terio, No obſtante eſto es evidente, que à peſar delos esfuerzos multiplicados de una falſa é ini-

---

Vargas Gregorio	Villaviesa Juan	Uriza Miguel
Veronnabal Andres	Villa Urratia Fran-	Uriza Francisco
Vega Josè Onorato	ciſco	Ximenez Antonio
Velaſco Benito	Vivar Francisco	Ximeno Custodio
Velaſco Maximili-	Vivas Luis	Zimorano Josè
ano	Ugarte Hilario	Zapata Juan
Ventura Lucas	Ugarte Domingo	Zarzoſa Bernardo
Vidal Francisco	Urbina Benito	Zaias Joaquin
Vedutri Forgé	Uria Uroquin	Zelis Rafael
Villalta Manuel	Urizar Miguel	

Varios Ex-Jesuitas del Peru.

Rios Maximiliano	Gutierrez Josè	Santos Mateo
Rios Josè	Zuvizaretta Tomas	Bohorques Caſimiro
Leon Manuel	Arquedas Juan	Cardona Caſimiro
Leon Miguel	Santos Martin	Buſtamente Josè

Del Paraguay ó Buenos-Ayres.

Rivadavia Josè Roſpigliosi Ramon

Del Quito.

Lorenzo Tomas	Aquirre Josè	Eguer Antonio
	Hacha Andres	

Del Chile.

Palazuelos Antonio	Boza Mateo	Aguer Antonio
Molina Ignacio	Aquirre Josè	

Suma Total——313

qua politica, nueſtros eſtablecimientos han adquirido tal conſiſtencia que Monteſquieu, aquel genio sublime, ha dicho, " Las Indias y la Eſpaña ſon " dos potencias baxo un miſmo dueño: mas las " Indias ſon el principal y la Eſpaña el acceſorio. " En vano la poſitica procura atraher el principal " al acceſorio; las Indias atrahen continuamente " la Eſpaña à ellas."* Eſto quiere decir en otros terminos, que las razones para tiranizarnos se aumentan cada dia. Semejante a un tutor malevolo que ſe ha acoſtumbrado à vivir en el fauſto y opulencia à expenſas deſu pupilo, la Eſpaña con el mas grande terror vé llegar el momento, que la naturaleza, la razon, y la juſticia han preſcripto para emanciparnos de una tutela tan tiranica.

El vacio y la confuſion, que producira la caida de eſta adminiſtrachion prodiga de nueſtros bienes, no ès el uncio motivo que anima ala Corte de Eſpaña à perpetuar nueſtra minoridad, à agravar nueſtras cadenas. El deſpotiſmo que ella exerce, con nueſtros teſoros, ſobre las ruinas dela libertad Eſpañola, podria recivir con nueſtra in-

* Lib. 21. cap. 22.

dependencia un golpe mortal, y la ambicion debe prevenirlo con los mayores esfuerzos.

La pretenſion dela Corte de Eſpaña, à una ciega obediencia à ſus leyes arbitrarias, eſtà fundada principalmente ſobre la ignorancia, que procura alimentar y entretener, ſobre todo acerca delos derechos inalienables del hombre, y delos deberes indiſpenſables detodo gobierno. Ella ha conſeguido persuadir al vulgo, que es un delito el razonar sobre los asuntos que importan mas à cada individuo, y por conſiguiente, que es una obligacion continua la de extinguir la preciosa antorcha, que nos dio el criador para alumbarnos y conducirnos. Pero à peſar delos progreſos de una doctrina tan funeſta, toda la hiſtoria de Eſpaña teſtifica conſtantemente contra ſu verdad y legitimidad.

Deſpues dela epocha memorable del poder arbitrario, y dela injuſticia delos ultimos reyes Godos, que taxeron la ruina deſu imperio, y dela nacion Eſpañola, nueſtros antepaſados, quando reſtablecieron el reyno y ſu gobierno, penſaron en premunirſe contra el poder abſoluto, à que ſiempre han aspirado nueſtros reyes. Con eſte deſignio, concentraron la ſupremacia dela juſticia, y los poderes legiſlativos dela paz, dela guerra, delos

ſudſidios y delas monedas, en las cortes que reprefentaban la nacion en ſus diferentes claſes, y debian ſer los depoſitarios y los guardianes delos derechos del pueblo.

A eſte dique tan ſolido los Aragoneſes añadieron el celebre magiſtrado llamado *el Juſticia*, para velar ala proteccion del pueblo contra toda violencia y opreſion, como tambien para reprimir el poder abuſivo delos reyes. En el preambulo de una de aquellas leyes los Aragoneſes dicen, ſegun Geronimo Blanca en ſus comentarios, page 751, " que la eſterilidad deſu pays y la pobreza deſus " habitantes ſon tales que ſi la libertad no los " diſtinguia delas otras naciones el pueblo aban- " donaria ſu patria, è iria à eſtablecerſe en una " region mas fertil," I afin que el rey no olvide jamas el manantial de donde le viene la ſoberania, *el Juſticia*, en la ceremonia ſolemne dela coronacion, le dirijia las palabras ſiguientes; " *Nos que* " *valemos qnanto vos os hacemos nueſtro rey y ſe-* " *nor, com tal que guardeis nueſtros fueros y liber-* " *tades, ſ ſino no*;" tal como lo refiere el celebre Antonio Perez Secretario del rey Don Felipe II. Era pues un articulo fundamental dela conſtitucion de Aragon, que ſi el rey violaba los derechos y privilegios del pueblo, el pueblo podia legitimamente extrañarlo, y en ſu lugar nombrar otro,

aunque fueſe dela *religion Pagana*, ſegun el mismo Geronimo Blanca.

A eſte noble eſpiritu de libertad es que nueſtros entepaſados debieron la energia, que les hizo acaber tan grandes empreſas, y que, en medio de tantas guerras oneroſas, hizo florecer la nacion y la colmo de proſperidades, como ſe obſerva hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego que el rey paſó los limites, que la conſtitucion de Caſtilla y de Aragon le havian preſcripto, la decadencia dela Eſpaña fue tan rapida como havia ſido extraordinario el poder adquirido, ò por mejor decir uſurpado, por los ſoberanos. I eſto prueba baſtante, que el poder abſoluto, al qual ſe junta ſiempre el arbirtario, es la ruina delos Eſtados.

La reunion delos reynos de Caſtilla y de Aragon, como tambien los grandes eſtados, que al miſmo tiempo tocaron por herencia àlos reyes de Eſpaña, y los teſoros delas Indias, dieron ala corona una preponderancia impreviſta, y tan fuerte, que en mui poco tiempo tranſformó todos los obſtaculos, que la prudencia de nueſtros abuelos havia opueſto para aſegurar la libertad deſu deſcendencia. La autoridad real, ſemejante al mar

quando fale deſus margenes, inundó toda la monarquia, y la voluntad del rey, y de ſus miniſtros, ſe hizo la ley univerſal.

Una vez eſtablecido el poder deſpotico tan ſolidamente, la ſombra miſma delas antiguas Cortes no exiſtio mas; no quedando otra ſalvaguardia alos derechos naturales, civiles, y religioſos delos Eſpañoles que la arbitrariedad delos miniſtros, ó las antiguas formalidades de juſticia llamadas *vias Juridicas*. Eſtas ultimas se han opueſto algunas veces ala opreſion dela inocencia. ſin eſtorbar por eſo el que ſe verificaſe el proverbio de que *alla van leyes donde quieren reyes.*

Una invencion dichoſa ſugirio al fin el medio mas fecundo para deſembarazarze de eſtas trabas moleſtas. La ſuprema potencia economica, y los *motivos reſervados en el alma real* (expreſiones que aſombraran la poſteridad) deſcubriendo al fin la vanidad, y todas las ilusiones del genero humano, ſobre los principios eternos de juſticia, ſobre los derechos y los deberes dela naturaleza y dela ſociedad, han deſplegado de un golpe ſu irreſiſtible eficacia ſobre mas de cinco mil ciudadnos Eſpañoles.* Ob-

* En el año de 1786 exiſtianen Italia mas de 3000 ex Jeſuitas

ſervad que eſtos cuidadanos eſtaban unidos en cuerpo, que á ſus derechos de ſociedad, en calidad de miembros dela nacion, unian el honor dela eſtimacion publica, merecida por unos ſervicios tan utiles como importantes.†

---

ratos de aquellos 5000 deſventurados, que no tenian por toda renta ſino la penſion de dos paoli por dia, à penas baſtante para alimentar à un criado.

† "El Paraguay (dice Monteſquieu) puede ſubminiſtrarnos "otro exemplo. Se ha querido hacer un crimen ala Compañia el "que mira el placer de mandar como el unico bien dela vida; "pero ſera ſiempre ſublime el gobernar à los hombres haciendo- "los mas dichoſos.

"Es glorioro para ella el haver ſido la primera que ha moſtre- "do en aquellos pays la idea dela religion unida ala humanidad. "Reparando las devastaciones delos Eſpañoles ha empezado à "curar una de las mas grandes hetidas que haſta ahora ha re- "civido el genero humano.

"Un ſentimento exquiſito que tiene eſta compañia por "todo lo que ella llama honor; ſu zelo por una religion que "humilla mucho mas alos que la eſcuchan que alos que la "predican le han hecho emprender grandes coſas, que ha ſa- "bido acabar. Ella ha ſacado deloſ boſques unos pueblos "diſperſos, les ha dado una ſubſiſtencia ſegura, les ha veſtido, "y quando con eſto no huvieſe hecho otra coſa que aumentar "la induſtria entre los hombres habria hecho muchiſimo." Eſp. des loix liv. iv, chap 6.

F.

ARCHIVO GENERAL DE INDIAS SEVILLA

Omitiendo las reflectiones que nacen de todas las circunſtancias de una execucion tan extraña, y dexando à parte las deſgraciadas victimas de aquel barbaro atentado, conſideremoſle ſolamente con reſpecto à toda la nacion Eſpañola.

La conſervacion delos derechos naturales, y ſobre todo dela libertad y ſeguridad delas perſonas y haciendas, es incontextablemente la piedra fundamental detoda ſociedad humana, de qualquiera manera que eſtè combinada. Es pues una obligacion indiſpenſable detoda ſociedad, ò del gobierno que la repreſenta, no ſolamente reſpetar ſino aun proteger eficazmente los derechos de cada individuo.

Aplicando eſtos principios al aſunto actual, es manifieſto que cinco mil cuidadanos, que haſta entonces la opinion publícà no tenia razon para ſoſpechar de ningun delito, han ſido deſpojados por el gobierno de todos ſus derechos ſin ninguna acuſacion, ſin ninguna forma de juſticia, y del modo mas arbitrario. Elgobierno ha violado ſolemnemente la ſeguridad publica, y haſta que no haya dado cuenta, à toda la nacion, delos motivos que le hicieron obrar tan deſpoticamente, no hay particular alguno, que enlugar dela proteccion que le es debida, no tenga que temer

una opreſion ſemejante, tanto mas quanto ſu flaqueza individual le expone mas facilmente que à un cuerpo numeroſo, que en muchos reſpetos interesaba la nacion entera. Un temor tan ſerio, y tan bien fundado, excluye naturalmente toda idea de ſeguridad. El gobierno, culpable de haverla deſtruido en toda la nacion, ha convertido en inſtrumentos de opreſion y de ruina, los medios que ſele han confiado para proteger y conſervar los individuos.

Si el gobierno ſe cre obligado à hacer renacer la ſeguridad publica, y la confianza dela nacion en la rectitud deſu adminiſtracion, debe manifeſtar, en la forma juridica mas clara, la juſticia deſu cruel procedimiento, reſpeto delos cinco mil individuos de que ſe acaba de hablar. I en el intervalo eſta obligado à confeſar el crimen que ha cometido contra la nacion, violando un deber indiſpenſable, y exerciendo una implacable tirania.

Mas ſi el gobierno ſe crée ſuperior à eſtos deberes para con la nacion; que diferencia hace pues entre ella y una manada de animales, que un ſimple capricho del propietario puede deſpojar, enagenar y ſacrificar? El cobarde y timido ſilen-

29

cio delos Eſpañoles, acerca de eſte horrible atentado, juſtifica el diſcernimiento del miniſterio que ſe atrevio a una empreſa tan dificil como injuſta. I ſi ſucede en las enfmedades politicas de un eſtado, como en las enfermedades humanas, que nunca ſon mas peligroſas que quando el paciente ſe mueſtra inſenſible al exceſo del mal quele conſume, ciertamente la nacion Eſpañola en ſu ſituacion actual tiene motivos para conſolarſe deſus penas.

El progreſo dela grande revolution que acabamos de boſquejar, y que ſe ha perpetuado haſta noſotros, en la conſtitucion y gobierno de Eſpaña, es conforme con la hiſtoria nacional. Paſemos ahora al examen de la influencia que noſotros debemos esperar, ò temer de eſta miſma revolucion.

Quando las cauſas conocidas de un mal qualquiera ſe empeoran ſin relaxacion, ſeria una locura eſperar de ellas el bien. Ya hemos viſto la ingratitud, la injuſticia y la tirania, conque el gobierno Eſpañol nos acaba deſde la fundacion de nueſtras colonias, eſto es quando eſtaba el miſmo mui lexos del poder abſoluto y arbitrario á que ha llegado deſpues. Al preſente que no conoce otras reglas que ſu voluntad, y que eſtá habituado á conſiderar nueſtra propiedad como un bien que le pertenece, todo ſu eſtudio conſiſte en aumentarle con detri-

30

mento nneſtro, coloreando ſiempre, con el nombre de utilidad dela madre patria, el infame ſacrificio de todos nueſtros derechos, y de nueſtros mas precioſos intereſes. Eſta logica es la delos ſalteadores de caminos, que juſtifica la uſurpacion delos bienes agenos, con la utilidad que de ella reſulta al uſurpador.

La expulſion y la ruina delos Jeſuitas no tubieron, ſegun toda aparencia, otros motivos que la fama deſus riquezas. Mas eſtas hallandoſe agotadas, el gobierno, ſin compaſion à la deſaſtrada ſituacion à que nos havia reducido, quizo aun agravarla con nuevos impueſtos, particularmente en la America Meridional, en donde en 1780 coſtaron tanta ſangre al Peru Gemiriamos aun baxo eſta nueva opreſion, ſi las primeras chiſpas de una indignacion, ſobrado tiempo reprimida, no huvieran forzado à nueſtros tiranos à deſiſtirſe de ſus extorciones. Generosos Americanos del Neuvo Reyno de Granada! Si la America Eſpañola nos debe el noble exemplo dela intrepidés que conviene oponer à la tyrania, y el resplandor que acompaña à su gloria, será en los fastos de la humanidad que se verá gravado, con caracteres inmortales, que vueſtras armas pro-

31

texieron à los pobres Indios, nuestros compatriotas, y que vuestros diputados estipularon por sus intereses con igual suceso que por les vueſtros. Pueda vueſtra conducta magnanima servir de leccion util à todo el genero humano!

El miniſterio eſtá mui lexos de renunciar à ſus proyectos de engullir el reſto miſerable de nueſtros bienes; mas deſconcertado con la reſiſtencia ineſperada, que encontró en Zipaquirà, ha variado de metodo para llegar al miſmo fin. Adoptando, quando menos ſe eſperaba, un ſiſtema contrario al que ſu deſconfiada politica havia invariablemente obſervado, ha reſuelto dar armas alos Eſpañoles Americanos, è inſtruirles en la diſciplina militar. Eſpera, ſin duda, obtener delas tropas regladas Americanas el miſmo auxilio, que halla en Eſpaña delas bayonetas, para hacerſe obedecer. Mas, gracias al cielo, la depravacion delos principios de humanidad y de moral no ha llegado al colmo entre noſotros. Nunca ſeremos los barbaros inſtrumentos dela tirania, y antes de mancharnos con la menor gota dela ſangre de nueſtros hermanos inocentes, derramaremos toda la nueſtra por la defenſa de nueſtros derechos y de nueſtros intereſes comunes.

Una marina poderoſa, pronta à trahernos todos los horrores dela deſtruccion, es el otro medio que nueſtra reſiſtencia paſada ha ſugerido ala tirania. Eſte apoyo es neceſario al gobierno para la conſervacion delas Indias. El decreto de 8 de Julio de 1787 ordena, *que las rentas delas Indias* (la del tabaco exceptuada) *preparen los fondos ſuficientes para pagar la mitad*, ò *el tercio delos enormes gaſtos que exige la marina real.*

Nueſtros eſtablecimientos en el continente del nuevo-mundo, aun en ſu eſtado de infancia, y quando la potencia Eſpañola eſtaba en ſu maior declinacion, han eſtado ſiempre al abrigo detoda invaſion enemiga: y nueſtras fuerzas, ſiendo ahora mucho mas conſiderables, es claro que el aumento detropas y dela marina, es para noſotros un gaſto tan enorme como inutil à nueſtra defenſa. Aſi eſta declaracion formal, anunciada con tanta franqueza, no parece indicar otra coſa, ſino que la *vigilancia paternal* del gobierno por nueſtra proſperidad (cuias dulzuras nos ha hecho guſtar haſta aqui), ſe propone darnos nuevas pruebas deſu zelo y deſu amor.* No eſcuchando ſino las ideas de

* Siempre que el gobierno Eſpañol nos anuncia un beneficio no puede uno menos que acordarſe delo que el verdugo decia

juſticia, que ſe beben ſuponer à todo gobierno, ſe podria crer que los fondos que debemos ſubminiſtrar *para el pago delos enormes gaſtos dela marina*, ſon deſtinados à proteger nueſtro comercio, y multiplicar nueſtras riquezas; de ſuerte que nueſtros puertos, dela miſma manera que los de Eſpaña, van à ſer abiertos à todas las naciones, y que noſotros miſmos podremos viſitar las regiones mas lexanas, para vender y comprar alli dela primera mano. Entonces nueſtros teſoros, no ſaldran mas, como torrentes, para nunca volver, ſino que, circulando entre noſotros, ſe aumentaran inceſantemente con la induſtria.

Tanto mas podriamos entregarnos à eſtas bellas eſperanzas, quanto ſon mas conformes al *ſiſtema de union y de igualdad*, cuio eſtablecimiento, entre noſotros y los Eſpañoles de Europa, *deſea* el gobierno en ſu decreto real. Que vaſto campo va pues à abrirſe para obtener en la Corte, en los exercitos, y en los tribunales dela monarquia, los honores y riquezas, que tan conſtantemente ſe nos han rehuſado! Los Eſpañoles Europeos, haviendo tenido haſta aqui la poſeſion excluſiva detodas eſtas ventajas,

al hijo de Felipe II quando le ponia el dogal al cuello: "Paz, paz, Señor Don Carlos, que todo eſto es por ſu bien."

es bien juſto pues que el gobierno, para eſtablecer eſta *perfecta igualdad*, empiece à ponerlos en el miſmo pie, enque noſotros hemos eſtado tan largo tiempo. Noſotros ſolos deberiamos frecuentar los puertos dela Eſpaña, y ſer los dueños deſu comercio, deſus riquezas, y de ſus deſtinos. No ſe puede dudar que los Eſpañoles, teſtigos de nueſtra moderacion, dexen de ſometerſe tranquilamente à eſte nuevo orden. El ſiſtema de igualdad, y nueſtro exemplo lo juſtifican maravilloſamente.

Que diria la Eſpaña y ſu gobierno ſi inſiſtieſemos ſeriamente en la execucion de eſte bello ſiſtema. I para que inſultarnos tan cruelmente hablando de union y de igualdad? Si, igualdad y union, como la delos animales dela fabula; la Eſpaña ſe ha reſervado la plaza del Leon. Luego no es ſino deſpues detres ſiglos que la poſeſion del nuevo-mundo, nueſtra patria, nos es debida, y que oimos hablar dela eſperanza de ſer iguales alos Eſpañoles de Europa? I como y porque titulo habriamos decaido de aquella igualdad? Ah! nueſtra ciega y cobarde ſumiſion à todos los ultrages del gobierno, es la que nos ha merecido una idea tan deſpreciable y tan inſultante. Queridos hermanos y compatriotas, ſi no hay entre voſotros quien no conozca y ſienta ſus agravios mas viva-

mente que yo podria explicarlo, el ardor que ſe manifieſta en vueſtras almas, los grandes exemplos devueſtros antepaſados, y vueſtro valeroſo denuedo, os preſcriben la unica reſolucion que conviene al honor que haveis heredado, que eſtimais, y de que hacies vueſtra vanidad. El miſmo gobierno de Eſpaña os ha indicado ya eſta reſolution, conſiderandoos ſiempre como un pueblo diſtinto delos Eſpañoles Europeos, y eſta diſtincion os impone la mas ignominioſa eſclavitud. Conſintamos por nueſtra parte à ſer un pueblo diferente: renunciemos al ridiculo ſiſtema de *union* y de *igualdad* con nueſtros amos y tiranos; renunciemos à un gobiernó, cuia lexaniá tan enorme no puede procurarnos, aun en parte, las ventajas que todo hombre debe eſperar dela ſociedad de que es miembro; à eſte gobierno què lexos de cumplir con ſu indiſpenſable obligacion de proteger la libertad y ſeguridad de nueſtras perſonas y propriedades, ha pueſto el mas grande empeño en deſtruirlas, y que en lugar de eſforzarſe à hacernos dichoſos, acumula ſobre noſotros toda eſpecie de calamidades. Pueſque los derechos y obligaciones del gobierno y delos ſubditos ſon reciprocas, la Eſpaña ha quebrantado la primera todos ſus deberes para con noſotros: ella ha roto los debiles lazos que habrian podido unirnos y eſtrecharnos.

36

La naturaleza nos ha ſeparado dela Eſpaña con mares inmenſos. Un hijo que ſe hallaria à ſemejante diſtancia deſu padre ſeria ſin duda un inſenſato, ſi en la conducta deſus mas pequeños intereſes eſperaſe ſiempre la reſolucion deſu padre. El hijo eſtà emancipado por el derecho natural; y en igual caſo, un pueblo numeroſo, que en nada depende de otro pueblo, de quien no tiene la menor neceſidad, debera eſtar ſujeto como un vil eſclavo?

La diſtancia delos lugares, que por ſi miſma, proclama nueſtra independencia natural, es menor aún que la de nueſtros intereſes. Tenemos eſencialmente neceſidad de un gobierno que eſté en medio de noſotros, para la diſtribucion deſus beneficios, objeto dela union ſocial. Depender de un gobierno diſtante dos, ò tres mil leguas, es lo miſmo que renunciar à ſu utilidad; y eſte es el interés dela Corte de Eſpaña, que no aſpira à darnos leyes, à dominar nueſtro comercio, nueſtra induſtria, nueſtros bienes, y nueſtras perſonas ſino para ſacrificarlas à ſu ambicion, à ſu orgullo y à ſu avaricia.

Enfin, baxo qualquier aſpecto que ſea mirada nueſtra dependencia dela Eſpaña, ſe verà que to-

37

dos nueſtros deberes nos obligan á terminarla. Debemos hacerlo por gratitud à nueſtros mayores, que no prodigaron ſu ſangre y ſus ſudores, para que el teatro deſu gloria ò de ſus trabajos, ſe convirtieſe en el de nueſtra miſerable eſclavitud. Debemoſlo á noſotros miſmos por la obligacion indiſpenſable de conſervar los derechos naturales, recividos de nueſtro criador, derechos precioſos que no ſomos dueños de enagenar, y que no pueden ſernos quitados ſin injuſticia, baxo qualquier pretexto que ſea; el hombre puede renunciar à ſu razon, ò puede eſta ſerle arrancada por fuerza? La libertad perſonal no le pretence menos eſencialmente que la razon. El libre uſo de eſtos miſmos derechos, es la herencia ineſtimable que debemos dexar à nueſtra poſteridad.

Seria una blasfemia el imaginar, que el ſupremo Bien hechor delos hombres haya permetido el deſcubrimiento del nuevo-mundo, para que un corto numero de *ſicaros imbeciles* fueſen ſiempre dueños de deſolarle, y de tener el placer atroz de deſpojar à millones de hombres, que no les han dado el menor motivo de queja, delos derechos eſenciales recividos deſu mano divina; el imaginar que ſu ſabiduria eterna quiſiera privar, al reſto del genero humano, delas immenſas ventajas, que en el orden natural debia procurarles un evento

38

tan grande, y condenarle à deſear que el nuevo-mundo huvieſe quedado deſconocido para ſiempre. Eſta blasfemia eſtá ſinembargo pueſta en práctica por el derecho que la Eſpaña ſe arroga ſobre la America; y la malicia humana ha pervertido el orden natural de las miſericordias del Señor, ſin hablar dela juſticia debida à nueſtros intereſes particulares para la defenſa dela patria. Noſotros eſtamos obligados à llenar, con todas nueſtras fuerzas, las eſperanzas de que haſta aqui el genenero humano ha eſtado privado. Deſcubramos otra vez de nuevo la America para todos nueſtros hermanos, los habitantes de eſte globo, de donde la ingratitud, la injuſticia y la avaricia mas inſenſata nos han deſterrado. La recompenſa no ſera menor para noſotros que para ellos.

Las diverſas regiones dela Europa, á las quales la Corona de Eſpaña ha eſtado obligada à renunciar, tales como el Reyno de Portugal, colocado en el recinto miſmo dela Eſpaña, y la celebre Republica delas Provincias-Unidas, que ſacudieron ſu yugo de hierro, nos enſeñan que un continente infinitamente mas grande que la España, mas rico, mas poderoſo, mas poblado, no debe depender de aquel reyno, quando ſe halla tan remoto, y menos aun quando eſta reducidoá la mas dura ſervidumbre.

39

El valor conque las Colonias Ingleſas dela America, han combatido por la libertad, de que ahora gozan glorioſamente, cubre deverguenza nueſtra indolencia. Noſotros les hemos cedido la palma, conque han coronado, las primeras, al nuevo-mundo de una ſoberania independiente. Agregad el empeño delas Cortes de Eſpaña y Francia en ſoſtener la cauſa delos Ingleſes-Americanos. Aquel valor acuſa nueſtra inſenſibilidad. Que ſea ahora el eſtimulo de nueſtro honor, provocado con ultrages que han durado treſcientos años.

No hay ya pretexto para excuſar nueſtra apathia ſi ſufrimos mas largo tiempolas vejaciones, que nos deſtruyen ſe dirâ con razon que nueſtra cobardia las merece. Nueſtros deſcendientes nos llenaran de imprecaciones amargas, quando mordiendo el freno dela eſclavitud; dela eſclavitud que habran heredado, ſe acordaren del momento, en que para ſer libres no era meneſter ſino el quererlo.

Eſte momento ha llegado: acojamoſle con todos los ſentimientos de una precioſa gratitud, y por pocos eſfuerzos que hagamos, la ſabia libertad, don precioſo del cielo, acompañada detodas las virtudes, y ſeguida dela proſperidadco menzará ſu reyno

el nuevo-mundo, y la tirania ſerà inmediatamente exterminada.

Animados de un motivo tan grande y tan juſto, podemos con confianza dirijirnos al principio eterno del orden y dela juſticia, implorar en nuſtras humildes oraciones ſu divina aſiſtencia, y con la eſperanza de ſer oidos conſolarnos de antemano de nueſtras deſgracias.

Eſte glorioſo triunfo ſerá completo, y coſtara poco à la humanidad. La flaqueza del unico enemigo, intereſado en oponerſe à ella, no le permite emplear la fuerza abierta ſin acelerar ſu ruina total. Su principal apoyo eſtá en las riquezas que noſotros le damos: que eſtas le ſean rehuſadas, que ellas ſirvan à nueſtra deſenza, y antones ſu rabia es impotente. Nueſtra cauſa, por otra parte es tan juſta, tan favorable al genero humano, que no es poſible hallar entre las otras naciones ninguna que ſe cargue dela infamia de combatirnos, ò que, renunciando à ſus intereſes perſonales, oſe contradecir los deſeos generales en favor de nueſtra libertad. El Eſpañol ſabio y virtuoſo, que gime en ſilencio dela opreſion deſu patria, aplaudirá en ſu corazon nueſtra empreſa. Se verá renacer la gloria nacional en un imperio inmenſo, convertido en aſilo ſeguro para todos, los Eſpa-

41

ñoles, que ademas delas hoſpitalidad fraternal, que ſiempre han hallado alli, podran reſpirar libremente bajo las leyes dela razon y dela juſticia.

Plugieſe à Dios que eſte dia, el mas dichoſo que habrá amanecido jamas no digo para la America, ſino para el mundo entero: plugieſe à Dios que llegue ſin dilacion! Quando àlos horrores dela opreſion, y de la crueldad ſuceda el reyno dela razon, dela juſticia, dela humanidad: quando el temor, las anguſtias, y los gemidos de diez y ocho millones de hombres hagan lugar à la confianza mutua, ala mas franca ſatisfaccion, y al goze mas puro delos beneficios del criador, cuio nombre no ſe empleé mas en disfrazar el robo, la fraude, y la ferocidad:* quando ſean echados por

* " Que motivo juſto podia tener el gobierno Eſpañol para " declarar la guerra alos Indios (dice el virtuoſo las caſas), que " no le havian hecho jamas ningun agravio, ni inquietado de " ninguna manera. Ellos no les havian viſto jamas, ni conocido, " no havian deſembarcado en ſus tierras para hacer correrias en " ellas, ni havian jamas hecho profeſion del criſtianiſmo, como " los Moros del Reyno de Granada. Tampoco ſe puede tachar à los indios deſer enemigos declarados de nueſtra fé, " ni de hacer obras para deſtruirla con perſecuciones abiertas, " ò con ſubtracciones ocultas, forzandolos Criſtianos à renunciar ſu fé para obligarles à volverſe idolatras. Las leyes divinas y humanas no han permitido jamas hacer la guerra ala

tierra los odioſos obſtaculos, que el egoiſmo mas inſenſato, opone al bien-eſtar de todo el genero humano, ſacrificando ſus verdaderos intereſes al placer barbaro de impedir el bien ageno; que agradable y ſenſible eſpectaculo preſentaran las coſtas dela America, cubiertas de hombres detodas las naciones, cambiando las producciones deſus payſes por las nueſtras! Quantos, huyendo dela opreſion, ò dela miſeria, vendran à enriquecernos con ſu induſtria, con ſus conocimientos y à reparar

---

" naciones bajo el pretexto de eſtablecer entre ellas la fé, à me-
" nos que no ſe quiera ſoſtener que la ley evangelica, llena de
" caridad, de dulzura, de humanidad deba ſerintroducida en el
" mundo por la fuerza, como la ley de Mahomet....."

" No hay lugares en el mundo, donde los animales multipli-
" quen tanto como en las Indias, porque el aire alli es tem, lado,
" y favorable ala generacion. Pero los Eſpañoles han h llado
" el ſecreto de deſpoblar enteramente las regiones llenas de una
" multitud infinita de hombres y mugeres à los quales han tra-
" tado injuſtamente para apoderarſe del oro y plata que poſeian:
" los otros los han hecho pereçer haciendo los trabajar con ex-
" ceſo, ò obligandolos à llevar cargas muipeſadas por eſpacio
" de ciento o doſcientas leguas, tanto que para tener riquezas
" ſacrificaban la vida delos Indios. Nada decimos que no ſea
" mui verdadero, y no decimos aun la mitad delas coſas que he-
" mos viſto." D.B. delas Caſas, Deſcubrim delas Indias Pa-
ris año 1697.

43

nueſtra poblacion debilitada! De eſta manera la-
America reunirá las extremidades dela tierra, y
ſus habitantes ſeran atados por el interés comun
de una ſola GRANDE FAMILIA DE HERMANOS.

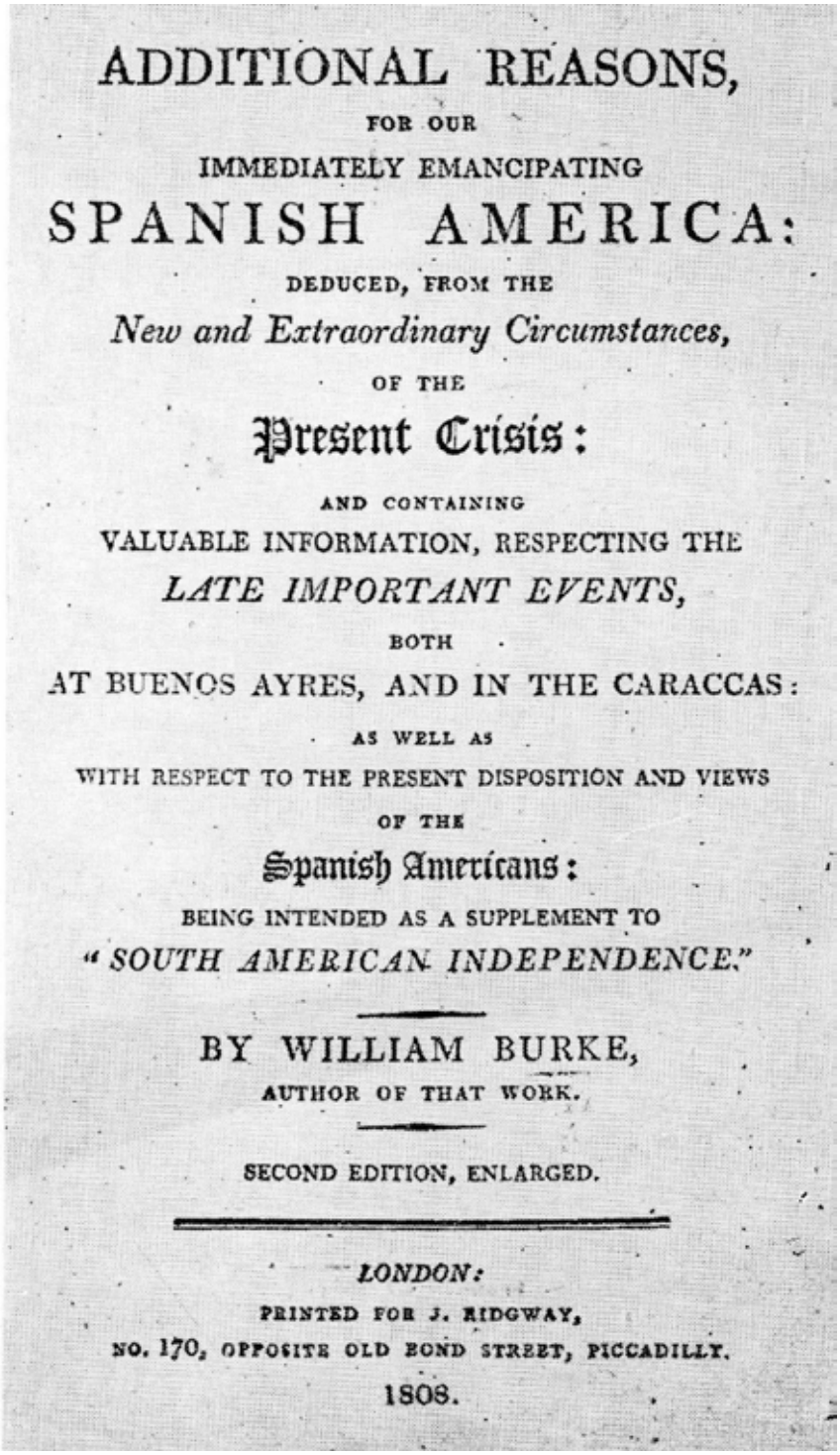
F I N I S.



IMPRESO EN LONDRES POR P. BOYLE,
VINE STREET, PICCADILLY.

Tercera edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Es la primera edición en inglés. El traductor es William Burke, quien escribirá luego sobre América española y su independencia influido por el texto de Viscardo. La traducción de Burke omite la relación de los jesuitas que vivían en Italia en 1785. El texto de Viscardo, por vez primera traducido íntegramente al inglés, aparece, con una advertencia del traductor, en las páginas 95 a 124 del libro de William Burke: «Additional Reasons,/ for our/ Inmediately Emancipating/ Spanish America;/ deduced, from the/ New and Extraordinary Circunstances,/ of the/ Present Crisis:/ and containing/ Valuable information, respecting the/ Late important events,/ both/ At Buenos Ayres, and the Caraccas... by William Burke/ author of that worke./ Second edition enlarged./ London: / Printed for J. Ridway,/ No. 170, opposite Old Bond Street, Piccadilly./ 1808». Al parecer el mismo año 1808 se hicieron dos ediciones de este libro. Reproducimos el ejemplar que se encuentra en Londres, en el Museo Británico.



ADDITIONAL REASONS,

FOR OUR

IMMEDIATELY EMANCIPATING

SPANISH AMERICA:

DEDUCED, FROM THE

New and Extraordinary Circumstances,

OF THE

Present Crisis:

AND CONTAINING

VALUABLE INFORMATION, RESPECTING THE

LATE IMPORTANT EVENTS,

BOTH

AT BUENOS AYRES, AND IN THE CARACCAS:

AS WELL AS

WITH RESPECT TO THE PRESENT DISPOSITION AND VIEWS

OF THE

Spanish Americans:

BEING INTENDED AS A SUPPLEMENT TO

"SOUTH AMERICAN INDEPENDENCE."

BY WILLIAM BURKE,

AUTHOR OF THAT WORK.

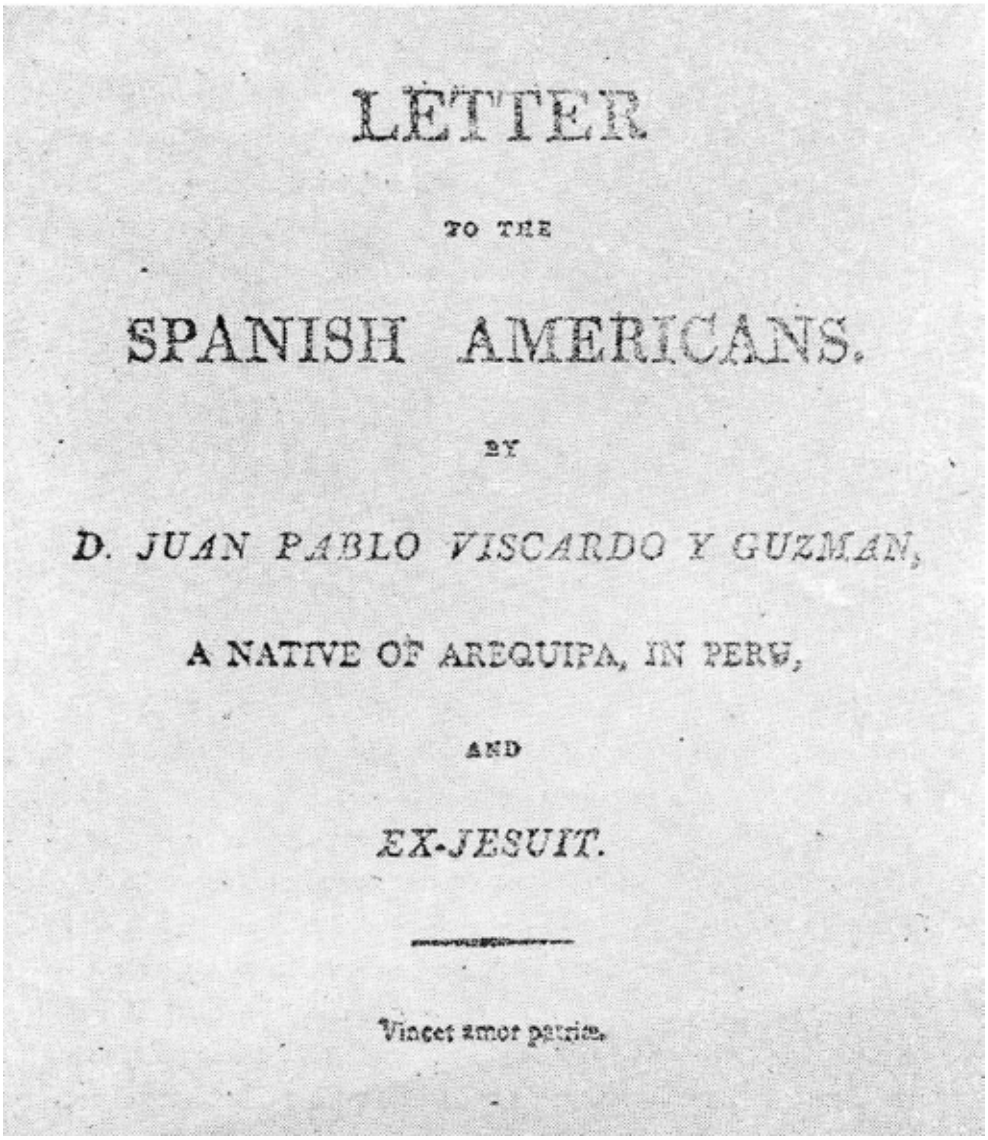
SECOND EDITION, ENLARGED.

LONDON:

PRINTED FOR J. RIDGWAY,

NO. 170, OPPOSITE OLD BOND STREET, PICCADILLY.

1808.



LETTER

TO THE

SPANISH AMERICANS.

BY

D. JUAN PABLO VISCARDO Y GUZMAN,

A NATIVE OF AREQUIPA, IN PERU,

AND

EX-JESUIT.

Vinget amor patriæ.

ADVERTISEMENT

OF THE

ENGLISH TRANSLATOR.

THE following interesting Letter, from an American Spaniard to his countrymen, is translated from a French copy printed conformably with the manuscript, written by the author himself; who died in London in the month of February 1798. The Translator begs, at this highly interesting moment, to present to the British nation this valuable little tract; which came to his hands only a short time since, and which does equal honour to the writer, as an enlightened patriot, politician, and Christian.

The reader will perceive in the perspicuous and animated language of this South American divine, when speaking of the slavery and sufferings of his country, an expanded liberality, a comprehensiveness of views, and a just and noble indignation against the oppressors of his native land, not unworthy of the best of times or friends of their country, even in nations famed for THEIR liberty and civilization in Europe: and if those be the sentiments of some of the clergy of Spanish America, whom it is too much the vulgar custom unjustly to stigmatize for their bigotry, may it not be reasonable to expect, that a corresponding spirit of liberality and patriotism, has also found its way amongst the laity, the melioration of whose condition more imperiously demanded a change?—That it has done so, is evident from the circumstances now taking place on the South American Continent: and I have no doubt a very short time will convince us, that the progress of this alteration in the minds of the Spanish American people, has been more rapid and complete, than many individuals in this country are prepared or inclined to believe.

2

LETTER

TO THE

SPANISH AMERICANS.

BROTHERS AND COUNTRYMEN,

OUR near approach to the fourth century, since the establishment of our ancestors in the new world*, is an occurrence too remarkable, not seriously to interest our attention. The discovery of so great a portion of the earth is, and will ever be, to mankind, the most memorable event in their annals; but to us who are its inhabitants, and to our descendants, it is an object of the greatest importance. The new world is our country; its history is ours; and it is in the latter that duty and interest oblige us to examine our present situation with its causes, in order to determine us, after mature deliberation, to espouse with courage the part dictated by the most indispensable of duties towards ourselves and our successors.

Although our history for three centuries, as it relates to causes and effects the most worthy of our attention, be so uniform and plain that one might abridge it into these

* This letter was written apparently in 1791.

four words—*ingratitude, injustice, slavery*, and *desolation*; it behoves us to study it a little more at large.

Our ancestors, in removing themselves to an immense distance from their native country, and in renouncing the support that belonged to them, as well as the protection which could no longer succour them in regions as distant as unknown; our ancestors, in this state of natural independence, ventured to procure themselves a new subsistence, by the most excessive fatigues, with the greatest dangers, and at their own expense*. The great success which crowned the efforts of the conquerors of America, gave them a right, which, without being the most just, was at least better founded than that of the ancient Goths of Spain, to appropriate to themselves the fruit of their valour and their labours: but the natural affection for their native country, led them to make her the most generous homage of their immense acquisitions; having no room to doubt that a gratuitous service of that importance, would secure them a proportionate gratitude; according to the custom in this century, of recompensing those who had contributed to extend the dominion of the nation.

These legitimate hopes having been frustrated, their descendants, and those of other Spaniards, who successively emigrated to America, though we acknowledge the latter only as our country, and that the whole of our subsistence, as well as that of our posterity, is centred here; have respected, preserved, and cordially cherished the attachment of our ancestors to their former country: it is to her that we have sacrificed incalculable riches of every

* Herrera says, that all the conquests were made at the expense of the conquerors, without the smallest cost to the government.

kind: it is for her alone that we have to this moment lavished our sweat; and it is for her besides that on every occasion we have voluntarily shed our blood. Led by a blind enthusiasm, we have not considered that so much eagerness for a country, to which we are strangers, to which we owe nothing, on which we do not depend, and of whom we expect nothing, becomes the worst treason to that in which we are born, and which furnishes nourishment to us and to our children; that our veneration for the sentiments of affection of our ancestors towards their former country, is the most decisive proof of the preference which we owe to our own; all that we have lavished upon Spain, has been taken, contrary to all reason, from ourselves and from our children; whilst our folly has been forging chains for us; and if we do not break them in time, no other resource remains to us than to bear patiently this ignominious slavery.

If our present condition were as hopeless as it is afflicting, it would be an act of compassion, to hide it from your view: but having in our hands the most certain remedy, let us unveil this frightful picture, and consider it with the light of Truth. She informs us, that every law which opposes itself to the general good of those for whom it is made, is an act of tyranny; and that to exact observance to it, is enacting slavery; that a law which would directly tend to undermine the foundation of the national prosperity, would be monstrous beyond expression. Besides, it is evident that the people whom they would rob of their personal liberty and of the disposal of their property, whilst all other nations have at all times unanimously judged in similar circumstances that their vital interest was to extend them;—that this same people would find

themselves reduced to a state of slavery, such as was never imposed on enemies in the frenzy of victory.

These incontestable principles being admitted, let us see how they apply to our situation reciprocally with that of Spain. An immense empire; with treasures which surpass all imagination; a glory, and a power superior to all that was known to antiquity; these are our titles to the gratitude of Spain and of her government, and to their most distinguished protection. Our recompense has been such, that the most rigid justice would have hardly inflicted a like punishment, if we had been guilty of the greatest crimes: she exiles us from the whole of the old world, and cuts us off from the society to which we are connected by every tie; adding to this unprecedented usurpation of our personal liberty, a second usurpation, no less important, of our properties.

Since men began to unite in society for their mutual interest, we are the only people whom government has compelled to provide for our wants at the highest price possible; and to part with our productions at the lowest price.—In order that this violence should have the most complete success, we have been cut off, as in a besieged town, from every channel through which we might have been able to obtain from other nations, at moderate prices and by fair exchanges, the commodities which we wanted. The imposts of government, the fees of officers, the avarice of the merchants empowered to exercise conjointly the most unbridled monopoly,—all bearing the same way, scarcity no longer left a choice to the purchaser; and as this mercantile tyranny could force us to have recourse to our industry to supply our wants, the government took care to enchain it.

" One cannot, without indignation, observe the effects of this detestable plan of commerce; and the details of it would be incredible, if those which have been given by persons of impartiality and worthy of belief, did not furnish the most decisive proofs: for judging of the rest, without the ocular testimony of Don Antonio Ulloa, it would be difficult to persuade Europeans, that the price of articles essentially necessary in all parts, such as iron and steel, was, in Quito, in time of peace, regularly beyond a *hundred pesos*, or 540 livres* tournois for the quintal of iron, and about 150 piastres, or 810 livres for the quintal of steel; the price of the first, being in Europe only from 25 to 30 livres, and that of the second in proportion: that in a port so celebrated as that of Carthagena in the Indies†, and in like manner in time of peace, there has prevailed so great a scarcity of wine, that mass could be celebrated only in one church; and that generally this scarcity and the exorbitant price, prevented the use of this beverage, rendered necessary above all others by the insalubrity of the climate.

For the honour of humanity and of our nation, it is better to pass in silence the horrors and the cruelties of another exclusive commerce (known in Peru, under the name of *repartimientos)* which the *Corregidors* and *Alcaldes mayores* claimed to themselves for the ruin of the unhappy Indians and *Mestizes*. What wonder then, if with so much gold and silver with which we have very near glutted the universe, we possess scarcely sufficient to cover our nakedness. To what purpose such a quantity of lands so fertile, if wanting the necessary instruments

* Voyage to South America, vol. i.
† Vol. i.

F

to till them? It is besides useless for us to cultivate them beyond our consumption. Such benefits which nature bestows upon us, are in vain; they accuse the tyranny which prevents us from drawing a profit from them, in partaking them with other people.

It seems that without renouncing all sense of shame, no accession could be made to such great outrages.—The ingenious policy which, pretending our good, had stript us of liberty and of property; ought, it appears to me, to suggest, that it was necessary at least to leave us a shadow of honour, and some means for recovering us and for preparing new resources. Thus it is at least that man grants nourishment and repose to the brutes that serve him. The economical administration of our interests might have consoled us for our other losses, and have procured only advantages to Spain. The interests of our country being no other than our own, their good or bad administration recoils necessarily upon ourselves; and it is evident that to us alone belongs the right of exercising it; that we alone can fill its functions with advantage to our country and to ourselves.

What discontent did not the Spaniards shew, when some Flemish, subjects as well as they, of Charles the Fifth, and their countrymen besides, occupied some public employments in Spain? What murmurs? What expressions of dissatisfaction? By how many remonstrances and insurrections did they not demand that those foreigners should be dismissed? nor could their small number and the presence of the Monarch, calm the general inquietude. The fear that the money of Spain should pass into another country, although belonging to the same monarchy, was the motive which made the

Spaniards insist with the greater warmth upon their demand.

What a difference between this temporary situation of the Spaniards, and ours—which continues three centuries! Deprived of all the advantages of Government, we have experienced from it only the most horrible disorders and the greatest vices; without the hope of ever obtaining, either an immediate protection, or a prompt justice, at the distance of from two to three thousand leagues, without the resource of objecting to them, we have been the victims of the pride, the injustice, and the rapacity of ministers, as greedy at least as the favourites of Charles the Fifth. Having no feeling for people with whom they were unacquainted, and whom they regarded as foreigners, they have sought solely to satisfy their cupidity; in perfect assurance that their iniquitous conduct would be concealed from the knowledge of the Sovereign, or would remain unpunished. The sacrifice of our dearest interests to those of Spain, has been with them patriotic claims, on which they all affected to pride themselves, in order to excuse the injuries with which they overwhelm us; but the misery into which Spain herself is fallen, proves that these men have never known the true interests of the nation, or that they have only sought to mask with this pretext their shameful proceedings, and the event has once more proved to a demonstration that *injustice never produces solid advantages.*

To fill the measure of our humiliating slavery, indigence, covetousness, and ambition, have always furnished to Spain a host of adventurers ready to hurry to America; they arrive there determined to indemnify themselves amply, with our substance, for that which

they have advanced to obtain their employments; they indemnify themselves for the abandoning their native country, for their hardships and dangers, by bringing with them all possible calamities; without ceasing, they revive those horrid scenes, which have made to disappear from the surface of the earth, entire nations whose sole crime has been weakness; they change the splendour of the grandest conquest, into an ignominious stain on the Spanish name.

Thus it is, that after having wallowed in robbery covered with the name of commerce, in exactions of the government in return for its liberal benefits, and in rich places for the innumerable crowd of foreigners who, under different denominations, in Spain and in America, gorge themselves to satiety on our properties; the remaining part is the continual object of the snares of those proud tyrants; their rapacity knows no other bounds than those of insolence and the certainty of impunity.

Thus, whilst at court, in the armies and in the tribunals of the monarchy, they lavish riches and honours upon foreigners of all nations; we alone, are declared unworthy of them; we are declared incapable of filling, even in our own country, places which in the strictest right, belong to us exclusively. Thus the hard-earned glory of our ancestors, is converted for us into an inheritance of infamy; and with our immense treasures, we have purchased only misery and bondage.

Let us survey our unhappy country all over; and we shall every where find the same desolation; every where an avarice as excessive as it is insatiable; every where the most abominable traffic of injustice and inhumanity, on

the part of blood-suckers employed by Government for our oppression. Let us consult our annals for three centuries; they discover to us the ingratitude and injustice of the Court of Spain, and its treachery in not fulfilling the engagements contracted at first with the great Columbus, and afterwards with the other conquerors, who gave to it the empire of the new world, on conditions solemnly stipulated; we shall see the offspring of those magnanimous men branded with scorn, and pursued by the hatred which has calumniated, persecuted, and ruined them. After these simple particulars, should the spirit of persecution be doubted which has at all times signalized itself against the Spanish Americans; read only what the authentic *Inca Garcilaso de la Vega* has written in the second volume of his Commentaries, book 8, chap. 17.

When the viceroy Don Francis de Toledo, that ferocious hypocrite, put to death the sole direct heir to the empire of Peru, in order to secure the possession of that unhappy country to Spain; in the process which he instituted against the young and innocent *Inca Tupac Amaru*, among the false crimes with which this prince was charged, "They accuse," says Garcilaso, "those who were born in this country, of Indian mothers and Spanish fathers, the conquerors of this empire; they alleged that they were secretly agreed with Tupac Amaru and other Incas to excite a rebellion in the kingdom, to favour the discontent of those who were born of the royal blood of the Incas, or whose mothers were the daughters, nieces, or cousins-german of the family of the Incas, and the Spanish fathers, and first conquerors, who had acquired so much reputation: that the former

were so little considered, that neither the natural right of the mothers, nor the great services and merits of the fathers, procured them any advantage; but the whole were distributed amongst the relations and friends of the governors: that themselves alone remained exposed to the horrors of hunger, or reduced to the dreadful alternative of living on charity, or becoming highwaymen, and ending their miserable existence on the gallows. These accusations being preferred against the sons of the Spaniards born of Indian women, they were all seized, and those amongst them who were of the age of twenty and upwards, capable to carry arms, and then dwelling at Cusco, were imprisoned: some were put to the torture, to force them to confess that of which there were neither proofs nor appearances. In the midst of these furious and tyrannical proceedings, an Indian woman, whose son was condemned to the rack, came to the prison, and raising her voice, exclaimed: *My son, since they have condemned you to the torture, endure it courageously like a man of honour; accuse none falsely, and God will give you strength to bear it; He will compensate you for the dangers and the troubles which your father and his companions have endured to render this country Christian, and to introduce its inhabitants into the bosom of the church.* This magnanimous exhortation, uttered with all the vehemence of which this mother was capable, made the greatest impression upon the mind of the viceroy; she diverted him from his design of putting those unhappy persons to death; however they were not acquitted, but were condemned to a slower death, in exiling them into different parts of the new world . . . . some were even sent to Spain."

Such were the first fruits which the offspring of the discoverers of the new world, received from the gratitude of Spain; when the remembrance of the deserts of their ancestors was still recent. The viceroy, this sanguinary monster, then appeared the author of all those wrongs; but we deceive ourselves respecting the sentiments of the Court, if we believe that it did not participate in these excesses; in our days it has thought proper to renew them in every part of America, in snatching from her a greater number of her children, without seeking even to disguise its inhumanity: they have been deported even as far as Italy, after having cast them upon a country a stranger to her dominion, and having renounced them as subjects. The Court of Spain, by a contradiction, by an unheard-of refinement of cruelty, and with that unrelenting rage which the fear alone of sacrificing innocence inspires in tyrants, the Court has reserved to itself the right of unceasingly persecuting and oppressing them; death has already delivered the most part of these exiles from the calamities which have accompanied them to the tomb; the others drag on a miserable existence, and furnish a new proof of that cruelty of character which has been such a reproach to the Spanish nation, though really this reproach ought to fall only on the despotism of her government*.

* In the year 1785, there were living in Italy the following Ex-Jesuits, natives of Spanish America. This list is extracted from the register-general at Rome, while D. F. de Miranda travelled in that country. *(Here follow the names of about three hundred ex-patriated Jesuits from the provinces of Mexico, of twelve from Peru, of two from Paraguay or Buenos Ayres, of four*

Three whole centuries, during which this government has, without interruption, held the same conduct with regard to us, afford complete proof of a meditated plan, to sacrifice us entirely to the interests and the convenience of Spain; but above all to the passions of her ministers. It is not less evident, that notwithstanding the multiplied efforts of a false and iniquitous policy, our establishments have acquired such consistence, that Montesquieu, that sublime genius, has said, "The Indies and Spain are two powers under one master; but the Indies are the principal; Spain is only the accessory. In vain policy pretends to bring back the principal to the accessory; the Indies however draw Spain to them *." This means, in another sense, that reasons for tyrannizing over us, are every day increasing: like a perverse guardian, who is accustomed to live in pride and opulence at the expense of his ward, the Court of Spain sees with the greatest fear the moment approach, which nature, reason, and justice have prescribed, for emancipating us from such an oppressive guardianship.

The chasm and confusion which the annihilation of this prodigal administration of our wealth will produce, are not the only motive which engages the Court of Spain, in perpetuating our minority, to increase the weight of our chains: the despotism with which she uses our treasures on the ruins of Spanish liberty, would receive a mortal blow from our independence; and it is the business of ambition to prevent it by every effort.

from Quito, and of five from Chili; but which not being sufficiently interesting to an English reader, we have omitted. ENGLISH EDITOR.)

* Liv. xxi. chap. 22.

The claim of the Court of Spain to a passive obedience to its arbitrary laws, is founded principally on the ignorance which she has taken care to keep up and encourage, especially with respect to the indefeasible rights of man, and the indispensable duties of every government; she succeeded in persuading the common people that it is a crime to reason on subjects which concern vitally every individual; and consequently that it is always a duty, to extinguish the precious torch which the Creator has put into our hand to enlighten and conduct us. In spite of the progress of so fatal a doctrine, every page of Spanish history deposes against its truth and legitimacy.

After the memorable epoch of the arbitrary power and injustice of the last kings of the Goths, which brought on the ruin of their empire and of the Spanish nation, our ancestors, in re-establishing the kingdom and its government, thought only of guarding against the absolute power to which our kings have always aspired. With this design, they concentred the supremacy of justice, and the legislative powers of peace, war, subsidies and the granting of monies, in the *Cortes* which represented the different classes of the nation, and were to be the depositaries and guardians of the rights of the people.

To this solid barrier the people of Arragon added the celebrated magistrate named *El Justicia*, to protect them against every violence and oppression, as well as to repress the abusive power of the kings. In the preamble of one of their laws, the people of Arragon say, according to *Jerome Blanca*, in his Commentaries, page 751, " That the sterility of their country and the po-

verty of its inhabitants are such, that if liberty did not distinguish them from other nations, the people would forsake their native country, and would seek establishments in a more fertile region." And to the end that the king may never forget the source whence he derived his sovereignty, the *Justicia*, in the solemn ceremony of coronation, addressed him with the following words: "*Nos, que valemos quanto vos, os hacemos neustro rey y senâr, contal que guardeis neustros fueros y libertades, y sino, no* *;" as is related by the celebrated Antonio Perez, secretary to Philip the Second. It was therefore a fundamental article of the constitution of Arragon; that, if the King violated the rights and privileges of the people, the people had a right to disown him for their sovereign, and to elect another in his place, even of the *Pagan* religion, according to the same Jerome Blanca.

It is to this noble spirit of liberty that our ancestors have been indebted for the energy which made them achieve such grand enterprises, and which, in the midst of so many burdensome wars, made the nation flourish, and filled her with prosperity, as we now behold it in England and Holland: but since the King was at liberty to overleap the limits which the Constitution of Castile and that of Arragon had prescribed, the decline of Spain was as rapid as the extraordinary power acquired, or rather usurped by the sovereigns; and this sufficiently proves, that absolute authority, with which arbitrary power always blends itself, is the ruin of states.

The reunion of the kingdoms of Castile and Arragon, as well as the great states which at the same time

* We, who are as good as you, make you our King and Lord, provided that you preserve our rights and liberty, and on no other condition.

fell to the kings of Spain, together with the treasures of the Indies, gave to the Crown of Spain an unforeseen preponderance, and which became so powerful, that in a very little time, it overthrew all the barriers raised by the prudence of our forefathers, for assuring the liberty of their posterity: the royal authority, like the sea overflowing its boundaries, inundated the whole monarchy, and the will of the King and his ministers became the general law.

Despotic power once so solidly established, even the shadow of the ancient *Cortes* existed no more; there remained to the natural, civil, and religious rights of the Spaniards, no other safeguard, than the will and pleasure of the ministers, or the ancient formalities of justice, called *Voies Juridiques*; these last have sometimes been successfully opposed to the oppression of innocence, without however preventing the verification of the old proverb: *Where kings will, the laws follow.*

A happy invention furnished, at last, the most fruitful means for removing those troublesome restraints. The supreme economical power, and *the motives reserved in the royal bosom* (expressions which cannot fail to astonish posterity), discovering at last the vanity of all the reveries of mankind about the eternal principles of justice, on the rights and duties of nature and of society, have suddenly displayed their irresistible force on more than *five thousand* Spanish citizens *.

* In the year 1786, there were in Italy more than three thousand Spanish Ex-jesuits—the remainder of those five thousand unfortunate persons; having for the whole of their subsistence only a pension of two paolis per day, a pittance scarcely sufficient to maintain a servant.

Observe that these citizens were united in one body, which, to its social rights in quality of member of the nation, joined the honour of public esteem, merited by services no less useful than important*.

Omitting the reflections suggested by all the circumstances of so strange a proceeding, and leaving apart the unhappy victims of this barbarous outrage, we will consider it only with regard to the whole Spanish nation.

The preservation of the natural rights, and especially of the liberty and security of persons and property, is undoubtedly the foundation-stone of every human society, under whatever form it may be constituted; it is therefore the indispensable duty of every society or of the Government which represents it, not only to respect, but still further effectually to protect the rights of every individual.

* "*Paraguay* (says Montesquieu) can furnish us another example. It has been imputed as a crime to society to consider the pleasure of commanding as the sole good of life: but it will be always glorious to govern men by rendering them more happy.

"It is glorious for her to have been the first to shew in those countries the idea of religion joined with that of humanity. In repairing the devastations of the Spaniards, she has begun to heal one of the deepest wounds which mankind has received.

"A lively sentiment which this society entertains for what they call honour, their zeal for a religion which humbles much more those to whom it is preached than those who preach it, have made them undertake great things, in which they have been successful. They have recalled from the woods people before dispersed; they have given them a permanent subsistence, and have clad them; and though by so doing they only have given a stimulus to industry among men, they would have done much." Esp. des Lois, liv. iv. chap. 6.

Applying these principles to the present subject, it is clear that five thousand Spanish citizens, whom to that moment the public opinion had had no reason to suspect of any crime, have been stript by the Government of all their rights, without any accusation, without even the forms of justice, and in the most arbitrary manner. The Government has solemnly violated the public safety, and until it gives a satisfactory account of the motives which have made it act so despotically, there is no individual who instead of the protection which is his due, may not have a like oppression to fear, particularly as his individual weakness exposes him more than a numerous body, and which, for many reasons, interested the whole nation. A fear so serious and well founded naturally excluded every idea of safety; the government guilty of having destroyed it in the aggregate, has converted into instruments of oppression and ruin, the means entrusted to it for the protection and security of individuals.

If Government believe itself in duty bound to revive public security, and the confidence of the nation in the integrity of its administration, it ought to manifest in the clearest juridical manner, the justice of its cruel procedure towards the above-mentioned five thousand individuals; and, in the mean time, it is obliged to confess the crime which it has committed towards the nation, in transgressing an indispensable duty, and in exercising a merciless tyranny.

But if the Government imagine they owe no duties to the nation, what difference does it make then between her and a herd of vile wretches, whom a simple caprice of the proprietor can strip, alienate, and sacrifice? The base and timid silence of the Spaniards on this horrible procedure, justifies the discernment of the ministry who

has dared to undertake without fear an enterprise as difficult as it was unjust. And if we may compare the political diseases of a state to those of man; that is to say, that they never appear more dangerous than when the patient seems insensible to the violence of his distemper; truly the Spanish nation in its present condition has some consolation for its misfortunes.

We have just sketched, according to national history, the progress of the great revolution, which, in the constitution and government of Spain, has been handed down to us; let us pass now to an examination of the influence which we ought to hope or fear from this same revolution.

Whilst the known causes of any evil gradually grow worse, it would be folly to expect the opposite good. We have seen the ingratitude, the injustice, and the tyranny with which the Spanish Government oppressed us from the foundation of our colonies, that is to say, when it was very far from possessing the absolute and arbitrary power to which it is arrived; now that it knows no other rules than its will, and that it is accustomed to consider our property, as an estate which belongs to it, all its study consists in increasing it at our expense, in always giving the colour of utility to the *mother country*, to the infamous sacrifice of all our rights and of our dearest interests. This logic is that of highwaymen; it justifies the usurpation of the goods of another, by the utility which arises from them to the usurper.

The expulsion and the ruin of the Jesuits, had, according to every appearance, no other motives than the report of their riches: the latter being exhausted, the government, without pity for the disastrous situation to

which it has reduced us, wished to aggravate it still further by its new imposts, particularly in South America, where, in 1780, it cost Peru so much blood. We should groan still under this new oppression, if the first sparks of an indignation too long repressed had not forced our tyrants to desist from their extortions. *Generous Americans of the new kingdom of Grenada!* If Spanish America owes us the noble example of intrepidity which it becomes us to oppose to tyranny, and the new lustre added to its glory; it is in the annals of humanity that we shall see engraven in immortal characters, that your arms protected our countrymen the poor Indians, and that your deputies stipulated for their interests with equal success. May your magnanimous conduct become a useful lesson to the whole human race!

The ministry is far from renouncing its projects of swallowing up the miserable remains of our properties; but disconcerted by the unexpected resistance which it experienced at Zipaquira, it has changed the means of arriving at its aim; and adopting, when least expected, a system contrary to that which its mistrustful policy had invariably observed, it has resolved to furnish arms to the Spanish Americans, to instruct them in the military discipline; it hopes, without doubt, to obtain from the regular American troops, the same assistance which it finds in the bayonets of Spain, to enforce obedience; but, thanks to Heaven, the corruption of the principles of humanity and of morality, is not arrived at its full measure amongst us; never shall we become the barbarous instruments of tyranny, and sooner than stain ourselves with the least drop of the blood of our harmless brothers,

we will shed all our own in defence of our rights and of our common interests.

A powerful navy ready to convey to us all the horrors of destruction, is the other means which our past resistance suggests to tyranny; *this is the necessary support of Government, and of the preservation of the Indies:* it is ordained by the decree of the 8th of July 1787, that: the *finances of the Indies (the article of tobacco excepted) prepare funds sufficient for defraying the half or the third of the enormous expenses which the royal navy requires.*

Our settlements on the continent of the new world, even in their state of infancy, and when the power of Spain was in its greatest decline, have always been sheltered from every hostile invasion; and our strength being now much more considerable, it is clear that the increase of the land and sea forces, is, in respect to us, an expense as enormous as useless to our defence; thus this formal declaration, announced with so much candour, seems only to indicate that the paternal vigilance of the Government for our prosperity, of which to this moment it has afforded us the sweets, intends to give us new proofs of its zeal and its attachment*. In consulting the ideas of justice which one may suppose to belong to every government, we would be tempted to believe that the funds which we ought to furnish *for defraying the enormous expenses of the royal navy*, are destined to protect our commerce and to multiply our riches, so that our ports, like those of Spain, are to be free to all nations; and that we shall be at li-

* As often as the Spanish Government announces to us a benefit, one remembers what the executioner said to the son of Philip the Second, in putting the rope round his neck, "Silence, silence, my Lord Don Carlos, this is all for your good."

berty ourselves, to visit the most distant regions, there to sell and buy at the first hand: then our treasures will no more glide away like torrents never to return, but circulating amongst ourselves, they will perpetually increase by industry.

We should the more indulge in those flattering hopes as they are conformable *to the system of union and equality*, of which the Government, in the royal decree, *desires* the establishment between us and the Spaniards of Europe. What a vast field will then open, for obtaining at court, in the armies, and in the tribunals of the monarchy, the honours and the riches which have been so constantly refused us! The European Spaniards having had to the present moment the exclusive possession of all these advantages, it is but just that Government, to establish *this perfect equality*, begin by placing them on the same footing in which we have been so long a time. We should then alone frequent the ports of Spain, and become the masters of her commerce, of her riches and of her destiny; we cannot doubt but that the Spaniards, witnessing our moderation, will quietly submit to this new arrangement; the *system of equality* and our example justify it wonderfully.

What would Spain and her Government say, if we should seriously insist upon the execution of this fine system, and why insult us so cruelly in speaking of union and equality? Yes, equality and union, like that of the animals in the fable; Spain reserves to herself the part of the lion. Is it only after three centuries that the possession of the new world, our country, is our due, and that we ought to hear of the hope of becoming equal to the Spaniards of Europe? And why and by what title

should we be deprived of this equality? Alas! it is by our blind, our base submission to all the outrages of the Government that we have deserved that it has conceived of us an idea so contemptuous and insulting. Dear brothers and countrymen, if amongst us there be a person who does not know and feel his wrongs more sensibly than I should know how to express them, the ardour which manifests itself in your soul, the great examples of your ancestors and your eager courage, prescribe to you the resolution that alone suits with the honour which you have inherited, which you cherish and which you value beyond every thing. This resolution, the Government of Spain has itself pointed out to us, in constantly considering you as a people distinct from the European Spaniards, and this distinction imposes on you the most ignominious slavery. Let us agree on our part to be a different people; let us renounce the ridiculous system *of union and equality* with our masters and our tyrants; let us renounce a Government, whose excessive distance prevents us from procuring, even in part, the advantages which every man ought to expect from the society to which he is attached; this Government, which, in place of performing its indispensable duty, in protecting the liberty and safety of our persons and properties, has shewn the greatest eagerness to destroy them; and which, in place of endeavouring to render us happy, continues to overwhelm us with all kinds of calamity. Since the rights and duties of government and of the subjects are reciprocal, Spain has been first in transgressing all her duties towards us; she has also the first broken the feeble bonds which would have been able to attach and retain us.

Nature has separated us from Spain by immense seas:

a son who should find himself at a similar distance from his father, would without doubt be a fool, if in the conduct of his least concerns, he always waited the decision of his father. The son is set free by natural right: and ought a numerous people, who do not depend for any thing on another people, of whom they have no need, to be subjected to them like the vilest slaves?

The distance of places, which proclaims our natural independence, is still less than that of interests. We have essential need of a Government which would be in the midst of us, for the distribution of benefits,—the object of the social union. To depend on a Government removed two or three thousand leagues, is equal to our renouncing those benefits; and this is the interest of the Court of Spain, which aspires to give us laws, to domineer over our commerce, our industry, our wealth and our persons, only to sacrifice them to its ambition, its pride and its avarice.

In fine, under whatever aspect our dependence on Spain may be viewed, we shall see that all our duties oblige us to put an end to it. We owe it in gratitude to our ancestors, who were far from lavishing their blood and sweat, in order that the theatre of their glory and of their labours should become that of our miserable slavery. We owe it to ourselves, by the indispensable obligation of preserving the natural rights received from our Creator, those precious rights which we have not the power to alienate, and which cannot under any pretext be ravished from us without crime. Can man renounce his reason, or can it now be torn from him by force? Personal liberty belongs to him not less essentially than reason. The free enjoyment of those same rights, is the

inestimable inheritance which we ought to transmit to our posterity.

It would be a blasphemy to imagine, that the Supreme Benefactor of man has permitted the discovery of the new world, merely that a small number of imbecile knaves might always be at liberty to desolate it; and that they should incessantly have the odious pleasure of stripping millions of men, who have given them no cause of complaint, of essential rights received from his divine hand; to imagine that his eternal wisdom wished to deprive the remainder of mankind of the immense advantages which, in the order of nature, so great an event ought to procure for them, and to condemn them to wish with a groan that the new world had remained for ever unknown. This blasphemy however is put into practice by the right which Spain arrogates over America, and human malice has perverted the natural course of the bounties of the Almighty, without regard to what was due to our particular interests on account of the defence of the country. We are bound, as far as lies in our power, to fulfil the hopes of which hitherto they have frustrated mankind. Let us throw open a second time America to all our brother inhabitants of this globe, from whence ingratitude, injustice, and the most senseless avarice have exiled us; the recompense will not be less to us than to them.

The many regions in Europe, which the Crown of Spain has been obliged to renounce, such as the kingdom of Portugal placed within the compass of Spain, and the celebrated Republic of the United Provinces, who shook off its iron yoke, tell us that a Continent infinitely larger than Spain, richer, more powerful and more populous,

ought not to depend on that kingdom when it finds itself at such a distance, and, still less when it is reduced to the hardest slavery.

The valour with which the English colonies of America have fought for the liberty, which they gloriously enjoy, covers our indolence with shame; we have yielded to them the palm with which they have been the first to crown the new world by their sovereign independence. Add the eagerness of the courts of Spain and of France to assist the cause of the English-Americans; it accuses us of insensibility; let at least the feelings of honour be roused—by outrages which have endured for three hundred years.

We have no longer any pretext to cover our resignation; and if we longer bear the oppressions which overwhelm us, it will be said with reason, that our cowardice has merited them; our descendants will load us with imprecations, when, biting in vain the curb of slavery—of a slavery which they shall have inherited, they will remember the moment in which, to be free, we had only to will it.

That moment is arrived; let us seize it with all the feelings of pious gratitude; and if our efforts be ever so faint, well-ordered Liberty, that precious gift of Heaven, accompanied by every virtue and followed by prosperity, will commence her reign in the new world, and Tyranny will be speedily exterminated.

Animated by so great and just a motive, we may with confidence address ourselves to the Eternal Principle of order and justice, to implore with our humble prayers the Divine assistance, and in the hope of being favourably heard, to console us for any misfortunes that may ensue.

This glorious triumph will be complete, and will cost

little to humanity; the weakness of the only enemy who has an interest in opposing it, does not permit him to employ open force which would accelerate his entire ruin. His principal support is in the riches which he draws from us; withhold those from him, and let them be applied to our own defence, we shall render his rage impotent. Our cause besides is so just, so favourable to mankind, that there is but little chance of finding amongst other nations, one who will load itself with the infamy of combating us; or who, renouncing its personal interests, will venture to oppose the general wishes in favour of our liberty. The wise and virtuous Spaniard who groans in silence under the oppression of his country, will himself applaud our undertaking. We shall see the national glory revive in an immense empire, become the secure asylum of all Spaniards, who, besides the brotherly hospitality which they have always experienced, will be able moreover to breathe there freely under the laws of reason and justice.

May that day, the happiest that shall have ever shone, I do not say upon America, but the entire surface of the globe, arrive speedily! That day, when to the horrors of tyranny, of oppression and of cruelty, shall succeed the reign of reason, of justice and of humanity; when the tears, the distresses, and the groans of *eighteen millions of men*, shall give way to mutual confidence, to the most open satisfaction and to the pure enjoyment of the benefits of the Creator, whose sacred name shall no more serve as a mask to robberies, fraud, and ferocity*; when

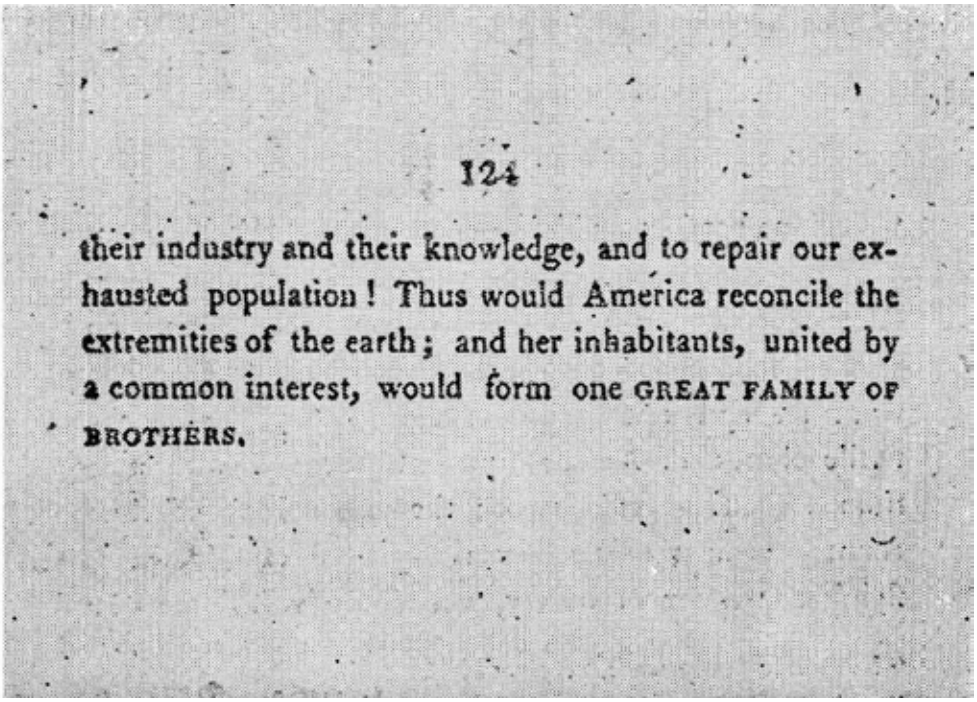
* "What just motive could the Spanish Government have in de-
" claring war against the Indians (says the virtuous Las Casas) who

the odious barriers, which the most besotted selfishness, in sacrificing its true interests to the detestable pleasure of preventing the prosperity of others, in opposition to the happiness of all mankind, shall be overturned; what an agreeable and affecting spectacle will the fertile shores of America present, covered with men from all nations exchanging the productions of their country against ours! how many from among them, flying oppression or misery, will come to enrich us by

" had never done them a wrong, or injustice in any manner! They " had never seen or known them: they were not come down to " ravage their lands: they never have made the profession of Chris- " tianity like the Moors of the kingdom of Grenada, &c.—Still " less could they reproach the Indians with being the declared ene- " mies of our faith, or of leaving no stone unturned to destroy by open " persecutions or by secret persuasions, in forcing the Christians to " renounce their faith to oblige them to become idolaters. The laws " divine and human have never permitted to make war on nations, " under the pretext of establishing Christian faith in them; unless it " is meant to be maintained, that the evangelical law, full of charity, " of mildness and of humanity, ought to be introduced into the " world by force, like the law of Mahomet.

" There are no places in the world where men and other ani- " mals multiply as in the Indies; because the air which we respire " in that country is mild and favourable to propagation. But the " Spaniards have discovered the secret of entirely depopulating " countries filled with an infinite multitude of men and women: " they have unjustly massacred them, in order to seize the gold " and silver which they possessed; they have caused others to " perish, by making them toil to excess, or by obliging them to " carry heavy loads for the distance of a hundred or two hundred " leagues: so that, for the sake of riches, they sacrificed the life " of the Indians. We advance nothing that is not very true, and " yet we do not relate half the things which we have seen."—

D. B. de Las Casas, la Decouverte des Indes, Paris 1697.



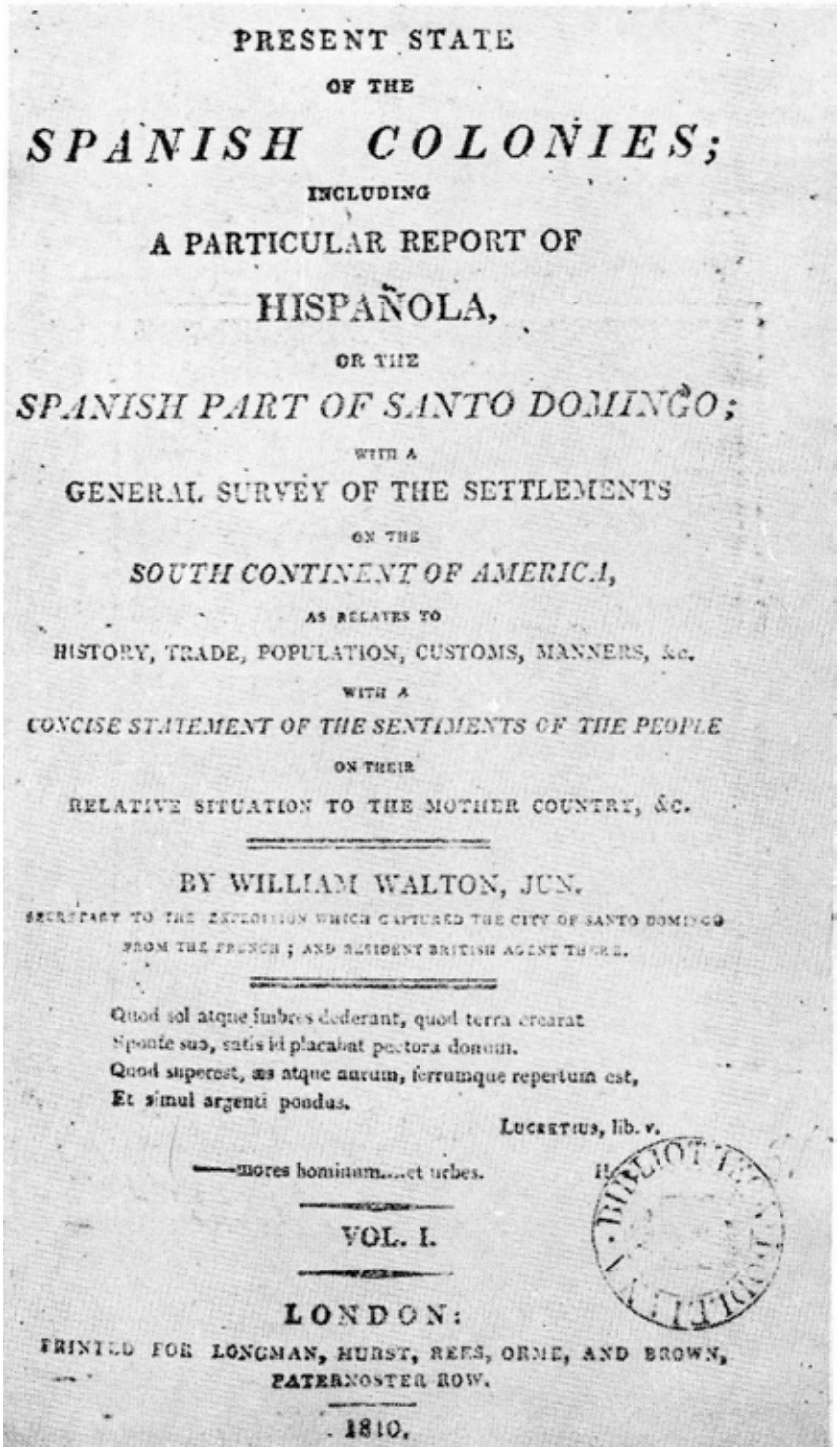
124

their industry and their knowledge, and to repair our exhausted population! Thus would America reconcile the extremities of the earth; and her inhabitants, united by a common interest, would form one GREAT FAMILY OF BROTHERS.

Cuarta edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Aparece en las páginas 326 a 349, como apéndice D del libro de William Walton Jun.: «Present State/ oi the/ Spanish Colonies;/ lncluding/ A particular report of Hispañola,/ or the/ Spanish part of Santo Domingo... By William Walton Jun., Vol. 1, London, Printed for Lonsman, Hurst, Rees, Orme, and Brown, Paternoster Row, 1810». Reproduce la traducción de Burke. Además de las páginas indicadas del apéndice D en que aparece la Letter, reproducimos las páginas 258 a 261 del texto de Walton en que el autor se refiere a Viscardo y su célebre documento.


Ferdinand VII. King of Spain



PRESENT STATE

OF THE

SPANISH COLONIES;

INCLUDING

A PARTICULAR REPORT OF

HISPAÑOLA,

OR THE

SPANISH PART OF SANTO DOMINGO;

WITH A

GENERAL SURVEY OF THE SETTLEMENTS

ON THE

SOUTH CONTINENT OF AMERICA,

AS RELATES TO

HISTORY, TRADE, POPULATION, CUSTOMS, MANNERS, &c.

WITH A

CONCISE STATEMENT OF THE SENTIMENTS OF THE PEOPLE

ON THEIR

RELATIVE SITUATION TO THE MOTHER COUNTRY, &c.

BY WILLIAM WALTON, JUN.

SECRETARY TO THE EXPEDITION WHICH CAPTURED THE CITY OF SANTO DOMINGO FROM THE FRENCH; AND RESIDENT BRITISH AGENT THERE.

Quod sol atque imbres dederant, quod terra crearat
Ipsonte sua, satis id placabat pectora donum.
Quod superest, æs atque aurum, ferrumque repertum est,
Et simul argenti pondus.

LUCRETIUS, lib. v.

——mores hominum.....et urbes. H

VOL. I.

LONDON:

PRINTED FOR LONGMAN, HURST, REES, ORME, AND BROWN, PATERNOSTER ROW.

1810.

state prisoners were banished to La Guira, from Spain, for their revolutionary principles, who possessing talents and intrigue, set on foot their own plans in the seat of their exile. Some proselytes were, indeed, gained to their cause, but during several months that this leaven was fermenting in secret, a very discouraging progress was made; and the plotters seeing their endeavours frustrated, and dreading discovery, made their escape. When the government was put in full possession of the clue, it was found that there were seventy-two confederates, who had been gulled by the artful deceptions practised upon them, of which number, the greatest part were Europeans; yet this was bandied about by the cosmopolites of Europe, as the unanimous rising of more than seventeen millions of people, who were ready for revolt: and what is equally false, the French did not fail to attribute the whole to the English.

To retrace the footsteps of the many dark approaches the French have lately made on these provinces, and to develope their mode of attack, would be equally complex, desultory, and difficult; but the observing traveller, who has had an advantageous opportunity of mixing with every class of inhabitants, in situations

frequently favourable to the acquisition of information, their progress could not be unmarked, or their tendency unregretted.

As in the whole of the preceding pages I have particularly had in view, a wish to establish more correct criteria of the Spanish character, and assist in pointing out what may benefit their communities; as I have added the information I have been enabled to collect, from a long intercourse with them, to our knowledge of their possessions, which I have endeavoured to caution and to bring into greater notice; and as it has been my aim to demonstrate the disinterested participation and concern, which England feels for her ally, I have thought proper to add in my Appendix, a translation of a letter, addressed by a Spanish American to his countrymen, one of the printed and circulated copies of which fell into my hands in those distant settlements; but which, on arriving in England, I found also in possession of a few individuals, and reprinted in the Spanish language, in London.

Though a forced and highly coloured representation, of rather the past state of the people of that country, it will be found interesting, as it traces the sources whence their political grievances arise, and the hinges on which they

turn; and as it exhibits that confusion of interests, caused by the wide sweep of ambition and injustice. It is impossible for the most skilful physician to apply efficient remedies to the patient before he is aware of the stages and symptoms of disorder; and it is equally so, in those, who are concerned in the welfare of Spain and her colonies, to prescribe the means of redress unless informed on all points relative to the conciliation and consolidation of jarring interests; whence must arise the sovereignty and independence of that nation, the effecting and maintaining of which, as it forms my most sanguine hope, is also my only excuse for so long an insertion. See Appendix (D.)

This valuable tract, came from the pen of Don Juan Pablo Viscardo y Gusman, a jesuit, native of Arequipa, in the kingdom of Peru, who died in London, in February, 1799. It has since been published in Spanish, in the United States, and partially circulated in some parts of the main. It was written in the year 1791, and though the author displays a just and noble indignation at many acts of the Spanish government, and may be called a true patriot and philanthropist, yet his own individual feelings as an injured jesuit, are predominant. Many years of intercourse with other states,

during which the connection with the parent country was nearly cut off, added to the partial, though timely correction, of many wrongs, have much bettered the situation of her colonies; and hence the application is less forcible, and as we have before observed, though all are convinced of the necessity of reform, they are aware it must not be purchased by a renunciation of the Spanish name.

It may be safely said, that defection or revolt, are very far from being the systematic objects of the natives of Spanish America; their attachment to the Spanish cause, in general, and that branch of the royal family, whom they revere as their anointed sovereign, and esteem as the friend of the people; whom they regard as the palladium of their national independence, to whom they attribute many virtues, whom they considered ready to snatch from France, the prey on which she had cast her devouring eyes, will ever be their shield against general faction, for as long as a beam of hope gleams over the fate of their injured prince, and the peninsula, this attachment will not be eradicated from their hearts. These colonies have felt a zealous interest in the welfare of the mother country, throughout the

capital, is reckoned at one thousand two hundred and fifty dollars, or thereabouts, which in one year makes the sum of 450,000 dollars. But it is necessary to be understood, that among the Indians, very few use tobacco; among the Europeans, Creoles, Mullattoes and negroes, great numbers also do not use it.

Tobacco is a name, taken from the Cubean language. The Mexicans had two species of it, very different in the size of the plant, leaves, and in the figure of the flower, as well as in the colour of the seed. The smallest plant, which is the common one, was called by them picietl, and the largest quaujetl. The quaujetl grows as high as a moderate tree. Its flower is not divided into five parts, like that of the picietl, but only cut into six or seven angles. These plants vary much, according to clime, not only in the quality of the tobacco, but also in the size of the leaves and other circumstances, on which account several authors have multiplied the species.

D

LETTER TO THE SPANISH AMERICANS.

BROTHERS AND COUNTRYMEN,

OUR near approach to the fourth century, since the establishment of our ancestors in the New World*, is an occurrence too remarkable, not seriously to interest our attention. The discovery of so great a portion of the earth is, and ever will be, to mankind, the most memorable event in their annals; but, to us who are its inhabitants, and to our de-

* This letter was written apparently in 1791.

scendants, it is an object of the greatest importance. The New World is our country; its history is ours; and it is in the latter, that duty and interest oblige us to examine our present situation with its causes, in order to determine us, after mature deliberation, to espouse with courage, the part dictated by the most indispensable of duties towards ourselves and our successors.

Although our history for three centuries, as it relates to causes and effects the most worthy of our attention, be so uniform and plain, that one might abridge it into these four words—*ingratitude, injustice, slavery*, and *desolation*; it behoves us to study it a little more at large.

Our ancestors, in removing themselves to an immense distance from their native country, and in renouncing the support that belonged to them, as well as the protection which could no longer succour them in regions as distant as unknown; our ancestors, I say, in this state of natural independence, ventured to procure for themselves a new subsistence, by the most excessive fatigues, with the greatest dangers, and at their own expense.* The great success which crowned the efforts of the conquerors of America, gave them a right, which, without being the most just, was at least better founded than that of the ancient Goths of Spain, to appropriate to themselves the fruit of their valour and their labours: but the natural affection for their native country, led them to make her the most generous homage of their immense acquisitions, having no room to doubt that a gratuitous service of that importance, would secure them a proportionate gratitude; according to the custom in this century, of recompensing those who had contributed to extend the dominion of the nation.

These legitimate hopes having been frustrated, their de-

* Herrera says, that all the conquests were made at the expense of the conquerors, without the smallest cost to the government.

scendants, and those of other Spaniards, who successively emigrated to America, though we acknowledge the latter only as our country, and that the whole of our subsistence, as well as that of our posterity, is centered here; have respected, preserved, and cordially cherished the attachment of our ancestors to their former country: it is to her that we have sacrificed incalculable riches of every kind: it is for her alone that we have to this moment lavished our sweat; and it is for her besides, that on every occasion we have voluntarily shed our blood. Led by a blind enthusiasm, we have not considered that so much eagerness for a country to which we are strangers, to which we owe nothing, on which we do not depend, and of whom we expect nothing, becomes the worst treason to that in which we are born, and which furnishes nourishment to us and to our children; that our veneration for the affectionate sentiments of our ancestors, towards their former country, is the most decisive proof of the preference which we owe to our own; all that we have lavished upon Spain, has been snatched from ourselves and from our children, whilst our folly has been forging chains for us, which, if we do not break in time, no other resource remains to us, than to bear patiently this ignominious slavery.

If our present condition were as hopeless as it is afflicting, it would be an act of compassion to hide it from your view: but having in our hands the most certain remedy, let us unveil this frightful picture, and consider it by the light of truth. She informs us, that every law which opposes itself to the general good of those for whom it is made, is an act of tyranny; and that to exact observance to it, is enacting slavery; that a law which would directly tend to undermine the foundation of the national prosperity, would be monstrous beyond expression. Besides, it is evident, that the people whom they would rob of their personal liberty, and of the

disposal of their property, whilst all other nations have at all times unanimously judged in similar circumstances that their vital interest was to extend them;—that this same people would find themselves reduced to a state of vassalage, such as was imposed on enemies in the frenzy of victory.

These incontestable principles being admitted, let us see how they apply to our situation reciprocally with that of Spain. An immense empire, by us acquired, with treasures which surpass all imagination; a glory and a power superior to all that was known to antiquity: these are our titles to the gratitude of Spain and of her government, and to their most distinguished protection. Yet our recompense has been such, that the most rigid justice would have hardly inflicted it as a punishment, if we had been guilty of the greatest crimes: she exiles us from the whole of the Old World, and cuts us off from the society to which we are connected by every tie; adding to this unprecedented usurpation of our personal liberty, a second usurpation, no less important, that of our properties.

Since men began to unite in society for their mutual interest, we are the only people whom government has compelled to provide for our wants at the highest price possible; and to part with our productions at the lowest price.—In order that this violence should have the most complete success, we have been cut off, as in a besieged town, from every channel through which we might have been able to obtain from other nations, at moderate prices and by fair exchanges, the commodities which we wanted. The imposts of government, the fees of officers, the avarice of the merchants empowered to exercise conjointly the most unbridled monopoly, —all bearing the same way, scarcity no longer left a choice to the purchaser; and as this mercantile tyranny might force us to have recourse to our industry to supply our wants, the government took care to enchain it.

One cannot, without indignation, observe the effects of

this detestable plan of commerce; and the details of it would be incredible, if those which have been given by persons of impartiality and worthy of belief, did not furnish the most decisive proofs for judging of the rest: without the ocular testimony of Don Antonio Ulloa, it would be difficult to persuade Europeans, that the price of articles essentially necessary in all parts, such as iron and steel, was, in Quito, in time of peace, regularly beyond a *hundred dollars** for the quintal of iron, and about 150, for the quintal of steel; the price of the first being in Europe only from five to six dollars, and that of the second in proportion: that in a port so celebrated as that of Carthagena, in the Indies,† and in like manner in time of peace, there has prevailed so great a scarcity of wine, that mass could be celebrated only in one church; and that generally this scarcity and the exorbitant price, prevented the use of this beverage, rendered necessary above all others, by the insalubrity of the climate.

For the honour of humanity and of our nation, it is better to pass over in silence the horrors and the cruelties of another exclusive commerce (known in Peru, under the name of *repartimientos*) which the Corregidors and Alcades claimed to themselves, for the ruin of the unhappy Indians and Mestizos. What wonder then, if with so much gold and silver, with which we have nearly glutted the universe, we possess scarcely sufficient raiment to cover our nakedness. Of what use such a quantity of lands so fertile, if wanting the necessary instruments to till them? It is besides useless for us to cultivate them beyond our consumption. Such benefits which nature bestows upon us, are in vain; they accuse the tyranny which prevents us from drawing a profit from them, in partaking of them with other people.

* Voyage to South America, vol. ii † Vol. i.

It seems, that without renouncing all sense of shame, no accession could be made to such great outrages.—The ingenious policy which, pretending our good, had stript us of liberty and of property, ought, one would think, to suggest, that it was necessary, at least, to leave us a shadow of honour, and some means for recovering us, and for preparing new resources. Thus it is, at least, that man grants nourishment and repose to the brutes that serve him. The economical administration of our interests might have consoled us for our other losses, and have procured also advantages to Spain. The interests of our country being no other than our own, their good or bad administration recoils necessarily upon ourselves; and it is evident, that to us alone belongs the right of exercising it; that we alone can fill its functions with reciprocal advantage to our country, and to ourselves.

What discontent did not the Spaniards shew, when some Flemish, subjects as well as they, and fellow countrymen of Charles the V. occupied some public employments in Spain? What murmurs? What expressions of dissatisfaction? By how many remonstrances and insurrections did they not demand that those foreigners should be dismissed? nor could their small number and the presence of the monarch, calm the general inquietude. The fear that the money of Spain should pass into another country, although belonging to the same monarchy, was the motive which made the Spaniards insist with the greater warmth upon their demand.

What a difference between this temporary situation of the Spaniards, and ours—which continues three centuries! Deprived of all the advantages of government, we have experienced from it only the most horrible disorders and the greatest vices; without the hope of ever obtaining, either an immediate protection, or a prompt justice, at the distance of from two to three thousand leagues, without the resource

of objecting to them, we have been made the victims of the pride, the injustice, and the rapacity of ministers, as greedy at least as the favourites of Charles the V. Having no feeling for people with whom they were unacquainted, and whom they regarded as foreigners, they have sought solely to satisfy their cupidity; in perfect assurance that their iniquitous conduct would be concealed from the knowledge of the sovereign, or would remain unpunished. The sacrifice of our dearest interests to those of Spain, has been with them a patriotic claim, on which they all affected to pride themselves, in order to excuse the injuries with which they overwhelm us; but the misery into which Spain herself is fallen, proves that these men have never known the true interests of the nation, or that they have only sought to mask with this pretext their shameful proceedings, and the event has once more proved to a demonstration, that *injustice never produces solid advantages.*

To fill the measure of our humiliating slavery, indigence, covetousness and ambition, have always furnished to Spain, a host of adventurers ready to hurry to America; they arrive there determined to repay themselves amply, with our substance, for that which they have advanced to obtain their employments; they indemnify themselves for the abandoning their native country, for their hardships and dangers, by bringing with them all possible calamities; without ceasing, they revive those horrid scenes, which have made to disappear from the surface of the earth entire nations, whose sole crime has been weakness; they change the splendour of the grandest conquest, into an ignominious stain on the Spanish name.

Thus it is, that after having thriven in robbery covered with the name of commerce, in exactions of the government in return for its liberal benefits, and in rich places for the innumerable crowd of foreigners who, under different deno-

minations, in Spain and in America, gorge themselves to satiety on our properties; the remaining part is the continual object of the snares of those proud tyrants; whose rapacity knows no other bounds, than those of insolence and the certainty of impunity.

Thus, whilst at court, in the armies, and in the tribunals of the monarchy, they lavish riches and honours upon foreigners of all nations, we alone are declared unworthy of them; we are declared incapable of filling, even in our own country, places which, in the strictest right, belong to us exclusively. Thus the hard-earned glory of our ancestors, is converted for us into an inheritance of infamy; and with our immense treasures, we have purchased only misery and bondage.

Let us survey our unhappy country all over, and we shall every where find the same desolation;—every where an avarice as excessive as it is insatiable;—every where the most abominable traffic of injustice and inhumanity, on the part of blood-suckers employed by government for our oppression. Let us consult our annals for three centuries; they discover to us the ingratitude and injustice of the Court of Spain, and its treachery in not fulfilling the engagements contracted at first with the great Columbus, and afterwards with the other conquerors, who gave to it the empire of the New World, on conditions solemnly stipulated; we shall see the offspring of those magnanimous men branded with scorn, and pursued by the hatred which has calumniated, persecuted, and ruined them. After these simple particulars, should the spirit of persecution be doubted, which has at all times signalized itself against the Spanish Americans; read only what the authentic *Inca Garcilaso de la Vega* has written in the second volume of his Commentaries, book 8, chap. 17.

When the viceroy, Don Francisco de Toledo, that fero-

cious hypocrite, put to death the sole direct heir to the empire of Peru, in order to secure the possession of that unhappy country to Spain, in the process which he instituted against the young and innocent *Inca Tupac Amaru*, among the false crimes with which this prince was charged, "They accuse," says Garcilaso, "those who were born in this country, of Indian mothers and Spanish fathers, the conquerors of this empire; they alleged that they were secretly agreed with Tupac Amaru and other Incas, to excite a rebellion in the kingdom, to favour the discontent of those who were born of the royal blood of the Incas, or whose mothers were the daughters, nieces, or cousins-german of the family of the Incas, and the Spanish fathers, and first conquerors, who had acquired so much reputation: that the former were so little considered, that neither the natural right of the mothers, nor the great services and merits of the fathers, procured them any advantage, but the whole were distributed amongst the relations and friends of the governors: that themselves alone remained exposed to the horrors of hunger, or reduced to the dreadful alternative of living on charity, or becoming highwaymen, and ending their miserable existence on the gallows. These accusations being preferred against the sons of the Spaniards born of Indian women, they were all seized, and those amongst them who were of the age of twenty and upwards, capable of carrying arms, and then dwelling at Cusco, were imprisoned: some were put to the torture, to force them to confess that of which there were neither proofs nor appearances. In the midst of these furious and tyrannical proceedings, an Indian woman, whose son was condemned to the rack, came to the prison, and raising her voice, exclaimed: 'My son, since they have condemned you to the torture, endure it courageously, like a man of honour; accuse none falsely, and God will give you strength to bear

it; He will compensate you for the dangers and the troubles which your father and his companions have endured to render this country Christian, and to introduce its inhabitants into the bosom of the church.' This magnanimous exhortation, uttered with all the vehemence of which this mother was capable, made the greatest impression upon the mind of the viceroy; she diverted him from his design of putting those unhappy persons to death; however they were not acquitted, but were condemned to a slower death, in exiling them into different parts of the New World—some were even sent to Spain."

Such were the first fruits which the offspring of the discoverers of the New World, received from the gratitude of Spain; when the remembrance of the deserts of their ancestors was still recent. The viceroy, this sanguinary monster, then appeared the author of all those wrongs; but we deceive ourselves respecting the sentiments of the Court, if we believe that it did not participate in these excesses; in our days it has thought proper to renew them in every part of America, in snatching from her a greater number of her children, without seeking even to disguise its inhumanity: they have been deported even as far as Italy. After having cast them upon a country a stranger to her dominion, and having renounced them as subjects, the Court of Spain, by a contradiction, by an unheard-of refinement of cruelty, and with that unrelenting rage which the fear alone of sacrificing innocence inspires in tyrants, has reserved to itself the right of unceasingly persecuting and oppressing them: death has already delivered the most part of these exiles from the calamities which have accompanied them to the tomb; the others drag on a miserable existence, and furnish a new proof of that cruelty of character, which has been such a reproach to the Spanish nation, though really

this reproach ought to fall only on the despotism of her government.*

Three whole centuries, during which this government has, without interruption, held the same conduct with regard to us, afford complete proof of a meditated plan, to sacrifice us intirely to the interests and the convenience of Spain; but above all to the passions of her ministers. It is not less evident, that notwithstanding the multiplied efforts of a false and iniquitous policy, our establishments have acquired such consistence, that Montesquieu, that sublime genius, has said, "The Indies and Spain are two powers under one master, but the Indies are the principal; Spain is only the accessory. In vain policy pretends to bring back the principal to the accessory; the Indies however draw Spain to them." † This means, in another sense, that reasons for tyrannizing over us are every day increasing: like a perverse guardian, who is accustomed to live in pride and opulence at the expense of his ward, the Court of Spain sees with the greatest fear the moment approach, which nature, reason, and justice have prescribed, for emancipating us from such an oppressive guardianship.

The void and confusion which the annihilation of this prodigal administration of our wealth will produce, are not the only motives which engage the Court of Spain, in perpetuating our minority, to increase the weight of our chains: the despotism which, with our treasures, she exercises over the ruins of Spanish liberty, would receive a mortal blow from our independence; and it is the business of ambition to prevent it by every effort.

The claim of the Court of Spain to a passive obedience to its arbitrary laws, is founded principally on the ignorance

* In the year 1785, there were living in Italy five hundred Ex-Jesuits, natives of Spanish America.

† Liv. xxi. chap. 22.

which she has taken care to keep up and encourage, especially with respect to the indefeasible rights of man, and the indispensable duties of every government; she succeeded in persuading the common people, that it is a crime to reason on subjects which concern vitally every individual, and consequently that it is always a duty, to extinguish the precious torch which the Creator has put into our hand to enlighten and conduct us. In spite of the progress of so fatal a doctrine, every page of Spanish history deposes against its truth and legitimacy.

After the memorable epoch of the arbitrary power and injustice of the last Gothic kings, which brought on the ruin of their empire and of the Spanish nation, our ancestors, in re-establishing the kingdom and its government, thought only of guarding against the absolute power to which our kings have always aspired. With this design, they concentred the supremacy of justice, and the legislative powers of peace, war, subsidies, and the granting of monies, in the *Cortes* which represented the different classes of the nation, and were to be the depositaries and guardians of the rights of the people.

To this solid barrier the people of Arragon added the celebrated magistrate, named *El Justicia*, to protect them against every violence and oppression, as well as to repress the abusive power of the kings. In the preamble of one of their laws, the people of Arragon say, according to *Jerome Blanca*, in his Commentaries, page 751, "That the sterility of their country and the poverty of its inhabitants are such, that if liberty did not distinguish them from other nations, the people would forsake their native country, and would seek establishments in a more fertile region." And to the end that the king may never forget the source whence he derived his sovereignty, the *Justicia*, in the solemn ceremony of coronation, addressed him with the following

words: "Nos, que valemos quanto vos, os hacemos nuestro rey y senór, con tal que guardeis nuestros fueros y libertades, y sino, no;" * as is related by the celebrated Antonio Perez, secretary to Philip the II. It was therefore a fundamental article of the constitution of Arragon; that, if the king violated the rights and privileges of the people, the people had a right to disown him for their sovereign, and to elect another in his place, even of the *Pagan* religion, according to the same Jerome Blanca.

It is to this noble spirit of liberty, that our ancestors have been indebted for the energy which made them achieve such grand enterprises, and which, in the midst of so many burdensome wars, made the nation flourish, and filled her with a prosperity equal to that of England at present, and Holland formerly; but since the kings have overleaped the limits which the constitution of Castile and that of Arragon had prescribed, the decline of Spain has been as rapid as the extraordinary power acquired, or rather usurped by the sovereigns; and this sufficiently proves, that absolute authority, with which arbitrary power always blends itself, is the ruin of states.

The re-union of the kingdoms of Castile and Arragon, as well as the great states which, at the same time, fell to the kings of Spain, together with the treasures of the Indies, gave to the crown of Spain an unforeseen preponderance, which became so powerful, that in a very little time, it overthrew all the barriers raised by the prudence of our forefathers, for assuring the liberty of their posterity: the royal authority, like the sea overflowing its boundaries, inundated the whole monarchy, and the will of the king and his ministers became the general law.

Despotic power once so solidly established, even the sha-

* We, who are as good as you, make you our King and Lord, provided that you preserve our rights and liberty, and if not, no.

dow of the ancient *Cortes* existed no more; there remained to the natural, civil, and religious rights of the Spaniards, no other safeguard, than the will and pleasure of the ministers, or the ancient formalities of justice, called *vias juridicas;* these last have sometimes been successfully opposed to the oppression of innocence, without however preventing the verification of the old proverb: *Where kings will, the laws give way.*

A happy invention furnished, at last, the most fruitful means for removing those troublesome restraints. The supreme economical power, and *the motives reserved in the royal bosom,* (expressions which cannot fail to astonish posterity) discovering at last the vanity of all the reveries of mankind about the eternal principles of justice, on the rights and duties of nature and of society, have suddenly displayed their irresistible force on more than *five thousand* Spanish citizens.*

Observe, that these citizens were united in one body, which, to its social rights in quality of members of the nation, joined the honour of public esteem, merited by services no less useful, than important.†

Omitting the reflections suggested by all the circumstances of so strange a proceeding, and leaving apart the

* In the year 1786, there were in Italy more than three thousand Spanish Ex-jesuits—the remainder of those five thousand unfortunate persons: having for the whole of their subsistence only a pension of two paolis per day, a pittance scarcely sufficient to maintain a servant.

† "*Paraguay* (says Montesquieu) can furnish us another example. It has been imputed as a crime to the company of the Jesuits, that they were fond of command; but it will ever be a sublime appendage of authority, to use it to make a people more happy.

"It will be ever glorious for them to have been the first to spread in those countries the light of religion, joined with that of humanity. In repairing the devastations of the Spaniards, she has begun to heal one of the deepest wounds which mankind has received.

unhappy victims of this barbarous outrage, we will consider it only with regard to the whole Spanish nation.

The preservation of the natural rights, and especially of the liberty and security of persons and property, is undoubtedly the foundation-stone of every human society, under whatever form it may be constituted: it is therefore the indispensable duty of every society, or of the government which represents it, not only to respect, but still further effectually to protect the rights of every individual.

Applying these principles to the present subject, it is clear that five thousand Spanish citizens, whom to that moment the public opinion had had no reason to suspect of any crime, have been stript by the government of all their rights, without any accusation, without even the forms of justice, and in the most arbitrary manner. The government has solemnly violated the public safety, and until it gives a satisfactory account of the motives which have made it act so despotically, there is no individual who, instead of the protection which is his due, may not have a like oppression to fear, particularly as his individual weakness exposes him more than a numerous body, and which, for many reasons, interested the whole nation. A fear so serious and well founded, naturally excluded every idea of safety; the government, guilty of having destroyed it in the aggregate, has converted into instruments of oppression and ruin, the means entrusted to it for the protection and security of individuals.

« A lively sentiment which this society entertains for what they call honour, their zeal for a religion which humbles much more those to whom it is preached than those who preach it, have made them undertake great things, in which they have been successful. They have collected from the woods people before dispersed; they have given them a secure subsistence, and have clad them; and even this increase to society and stimulus to industry alone, would entitle them to the gratitude of posterity." Esp. des Lois, liv. iv. chap. 6.

If government believe itself in duty bound to revive public security, and the confidence of the nation, in the integrity of its administration, it ought to manifest in the clearest juridical manner, the justice of its cruel procedure towards the above-mentioned five thousand individuals; and, in the mean time, it is obliged to confess the crime which it has committed towards the nation, in transgressing an indispensable duty, and in exercising a merciless tyranny.

But should the government think itself superior to this justification, what difference is there between its subjects and a flock of sheep, of which the capricious owner can dispose or make sacrifice at will? The base and timid silence of the Spaniards on this horrible procedure, justifies the discernment of the ministry, which has dared to undertake without fear an enterprise as difficult as it was unjust. And if it happens in political diseases as in those of the human body, that the symptoms are never so dangerous as when the patient seems insensible to the violence of his distemper, truly the Spanish nation, in its present condition, has some consolation for its misfortunes.

The progress of this great revolution in the constitution and government of Spain, which we have just sketched, and which has been handed down to us, coincides with our national history; let us now proceed to examine the influence we ourselves may hope or dread from its results.

Whilst the known causes of any evil gradually grow worse, it would be folly to expect the opposite good. We have seen the ingratitude, the injustice, and the tyranny with which the Spanish government oppressed us from the foundation of our colonies, that is to say, when it was very far from possessing the absolute and arbitrary power to which it has since arrived; now that it knows no other rules than its will, and that it is accustomed to consider our property as an estate which belongs to it, all its study con-

sists in increasing it at our expense, in always giving the colour of utility to the *mother country*, to the infamous sacrifice of all our rights and of our dearest interests. This logic is that of highwaymen; it justifies the usurpation of the goods of another, by the utility which arises from them to the usurper.

The expulsion and the ruin of the Jesuits had, according to every appearance, no other motives than the rep.rt of their riches: the latter being exhausted, the government, without pity for the disastrous situation to which it has reduced us, wished to aggravate it still further by its new imposts, particularly in South America, where, in 1780, it cost Peru so much blood. We should groan still under this new oppression, if the first sparks of an indignation too long repressed, had not forced our tyrants to desist from their extortions. *Generous Americans of the new kingdom of Grenada!* If Spanish America owes you the noble example of intrepidity, which ought always to be opposed to tyranny, and the new lustre added to its glory, it is in the annals of humanity that we shall see engraven in immortal characters, that your arms protected our countrymen, the poor Indians, and that your deputies stipulated for their interests with the same successful zeal as for your own. May your magnanimous conduct become a useful lesson to the whole human race!

The ministry is far from renouncing its projects of swallowing up the miserable remains of our property; but disconcerted by the unexpected resistance which it experienced at Zipaquira, it has changed the means of arriving at its aim, and adopting, when least expected, a system contrary to that which its mistrustful policy had invariably observed, it has resolved to furnish arms to the Spanish Americans, to instruct them in the military discipline; it hopes, without doubt, to obtain from the regular American troops, the

same assistance which it finds in the bayonets of Spain, to enforce obedience; but thanks to Heaven, the corruption of the principles of humanity and of morality, is not arrived at its full measure amongst us; never shall we become the barbarous instruments of tyranny, and sooner than stain ourselves with the least drop of the blood of our harmless brothers, we will shed all our own, in defence of our rights and of our common interests.

A powerful navy ready to convey to us all the horrors of destruction, is the other means which our past resistance suggests to tyranny; *this is the necessary support of government, and of the preservation of the Indies:* it is ordained by the decree of the 8th of July, 1787, that the *rents of the Indies (the article of tobacco excepted) prepare funds sufficient for defraying the half or the third of the enormous expenses which the royal navy requires.*

Our settlements on the continent of the New World, even in their state of infancy, and when the power of Spain was in its greatest decline, have always been sheltered from every hostile invasion; and our strength being now much more considerable, it is clear that the increase of the land and sea forces is, in respect to us, an expense as enormous as useless to our defence; thus this formal declaration, announced with so much candour, seems only to indicate that the paternal vigilance of the government for our prosperity, of which to this moment it has afforded us the sweets, intends to give us new proofs of its zeal and its attachment.* In consulting the ideas of justice, which one may suppose to belong to every government, we would be tempted to believe, that the funds which we ought to fur-

* As often as the Spanish government announces to us a benefit, one remembers what the executioner said to the son of Philip the II., in putting the knife to his throat, "Silence, silence, my Lord Don Carlos, this is all for your good."

nish for defraying the enormous expenses of the royal navy, are destined to protect our commerce and to multiply our riches, so that our ports, like those of Spain, are to be free to all nations; and that we shall be at liberty ourselves, to visit the most distant regions, there to sell and buy at the first hand: then our treasures will no more issue forth like torrents never to return, but circulating amongst ourselves, they will perpetually increase by industry.

We should the more indulge in those flattering hopes, as they are conformable to the system of union and equality, of which the government, in the royal decree, desires the establishment between us and the Spaniards of Europe. What a vast field will then open, for obtaining at court, in the armies, and in the tribunals of the monarchy, the honours and the riches which have been so constantly refused us! The European Spaniards having had to the present moment the exclusive possession of all these advantages, it is but just that government, to establish this perfect equality, begin by placing them on the same footing in which we have been so long a time. We should then alone frequent the ports of Spain, and become the masters of her commerce, of her riches and of her destiny; we cannot doubt but that the Spaniards, witnessing our moderation, will quietly submit to this new arrangement; the system of equality, and our example justify it wonderfully.

What would Spain and her government say, if we should seriously insist upon the execution of this fine system; and why insult us so cruelly in speaking of union and equality? Yes, equality and union, like that of the animals in the fable, in which Spain reserves to herself the part of the lion. Is it only after three centuries, that the possessions of the New World, our country, is our due, and that we ought to hear of the hope of becoming equal to the Spaniards of Europe? And why, and by what title, should

we be deprived of this equality? Alas! it is by our blind, our base submission to all the outrages of the government that we have deserved, that it has conceived of us an idea so contemptuous and insulting. Dear brothers and countrymen! if amongst us there be a person who does not know and feel his wrongs more sensibly than I should know how to express them, the ardour which manifests itself in your soul, the great examples of your ancestors and your eager courage, prescribe to you the resolution that alone suits with the honour which you have inherited, which you cherish, and which you value beyond every thing. This resolution, the government of Spain has itself pointed out to us, in constantly considering you as a people distinct from the European Spaniards, and this distinction imposes on you the most ignominious slavery. Let us agree on our part to be a different people; let us renounce the ridiculous system of union and equality with our masters and our tyrants; let us renounce a government, whose excessive distance prevents us from procuring even in part, the advantages which every man ought to expect from the society to which he is attached; this government, which in place of performing its indispensable duty, in protecting the liberty and safety of our persons and properties, has shewn the greatest eagerness to destroy them; and which, in place of endeavouring to render us happy, continues to overwhelm us with all kinds of calamity. Since the rights and duties of government and of the subjects are reciprocal, Spain has been first in transgressing all her duties towards us; she also has first broken those feeble bonds which would have been able to attach and retain us.

Nature has separated us from Spain by immense seas: a son who should find himself at a similar distance from his father, would without doubt be a fool, if in the conduct of

his least concerns, he always waited the decision of his father. The son is set free by natural right: and ought a numerous people, who do not depend for any thing on another people, of whom they have no need, to be subjected to them like the vilest slaves?

The local distance which proclaims our natural independence is still less than that of interests. We have essential need of a government which would be in the midst of us, for the distribution of benefits,—the object of the social union. To depend on a government removed two or three thousand leagues, is equal to our renouncing those benefits; and this is the interest of the Court of Spain, which aspires to give us laws, to domineer over our commerce, our industry, our wealth, and our persons, only to sacrifice them to its ambition, its pride and its avarice.

In fine, under whatever aspect our dependence on Spain may be viewed, we shall see that all our duties oblige us to put an end to it. We owe it in gratitude to our ancestors, who were far from lavishing their blood and sweat, in order that the theatre of their glory and of their labours should become that of our miserable slavery. We owe it to ourselves, by the indispensable obligation of preserving the natural rights received from our Creator, those precious rights which we have not the power to alienate, and which cannot, under any pretext, be ravished from us without crime. Can man renounce his reason, or can it now be torn from him by force? Personal liberty belongs to him, not less essentially than reason. The free enjoyment of those same rights, is the inestimable inheritance which we ought to transmit to our posterity.

It would be a blasphemy to imagine, that the Supreme Benefactor of man has permitted the discovery of the New World, merely that a small number of imbecile knaves might

always be at liberty to desolate it; and that they should incessantly have the odious pleasure of stripping millions of men, who have given them no cause of complaint, of essential rights received from his divine hand; to imagine that his eternal wisdom wished to deprive the remainder of mankind of the immense advantages which, in the order of nature, so great an event ought to procure for them, and to condemn them to wish with a groan, that the New World had remained for ever unknown. This blasphemy, however, is put into practice by the right which Spain arrogates over America, and human malice has perverted the natural course of the bounties of the Almighty, without regard to what was due to our particular interests on account of the defence of the country. We are bound, as far as lies in our power, to fulfil the hopes of which hitherto they have frustrated mankind. Let us throw open a second time America to all our brother inhabitants of this globe, from whence ingratitude, injustice, and the most senseless avarice have exiled us; the recompense will not be less to us than to them.

The many regions in Europe, which the crown of Spain has been obliged to renounce, such as the kingdom of Portugal, placed within the compass of Spain, and the celebrated republic of the United Provinces, which shook off its iron yoke, tell us that a continent infinitely larger than Spain, richer, more powerful, and more populous, ought not to depend on that kingdom, when it finds itself at such a distance; and still less, when it is reduced to the hardest slavery.

The valour with which the English colonies of America have fought for the liberty, which they gloriously enjoy, covers our indolence with shame; we have yielded to them the palm with which they have been the first to crown the New World by their sovereign independence. Add the eagerness of the Courts of Spain and of France to assist the cause

of the English Americans; it accuses us of insensibility; let at least the feelings of honour be roused—by outrages which have endured for three hundred years.

We have no longer any pretext to cover our resignation; and if we longer bear the oppressions which overwhelm us, it will be said with reason, that our cowardice has merited them; our descendants will load us with imprecations, when, biting in vain the curb of slavery—of a slavery which they shall have inherited, they will remember the moment in which to be free, we had only to will it.

That moment is arrived, let us seize it with all the feelings of pious gratitude; and if our efforts be ever so faint, well-ordered liberty, that precious gift of heaven, accompanied by every virtue, and followed by prosperity, will commence her reign in the New World, and tyranny will be speedily exterminated.

Animated by so great and just a motive, we may, with confidence address ourselves to the eternal principle of order and justice, to implore with our humble prayers the divine assistance, and in the hope of being favourably heard, to console us for any misfortunes that may ensue.

This glorious triumph will be complete, and will cost little to humanity; the weakness of the only enemy who has an interest in opposing it, does not permit him to employ open force, which would accelerate his entire ruin. His principal support is in the riches which he draws from us; withhold those from him, and let them be applied to our own defence, we shall render his rage impotent. Our cause, besides is so just, so favourable to mankind, that there is but little chance of finding amongst other nations, one who will load itself with the infamy of combatting us; or who, renouncing its personal interests, will venture to oppose the general wishes in favour of our liberty. The wise and virtuous Spaniard, who groans in silence under the oppression of

his country, will himself applaud our undertaking. We shall see the national glory revive in an immense empire, become the secret asylum of all Spaniards, who, besides the brotherly hospitality which they have always experienced, will be able moreover to breathe there freely under the laws of reason and justice.

May that day, the happiest that shall have ever shone, I do not say upon America, but the entire surface of the globe, arrive speedily! That day, when to the horrors of tyranny, of oppression and of cruelty, shall succeed the reign of reason, of justice, and of humanity; when the tears, the distresses, and the groans of eighteen millions of men, shall give way to mutual confidence, to the most open satisfaction, and to the pure enjoyment of the benefits of the Creator, whose sacred name shall no more serve as a mask to robberies, fraud, and ferocity; when the odious barriers, which the most besotted selfishness, in sacrificing its true interests to the detestable pleasure of preventing the prosperity of others, in opposition to the happiness of all mankind, shall be overturned, what an agreeable and affecting spectacle will the fertile shores of America present, covered with men from all nations exchanging the productions of their country against ours! how many from among them, flying oppression or misery, will come to enrich us by their industry and their knowledge, and to repair our exhausted population! Thus would America unite the extremities of the earth; and her inhabitants, united by a common interest, would form one GREAT FAMILY OF BROTHERS.

Sexta edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Pasamos de la 4a. a la 6a. edición, por que consideramos que la 5a. es la. que hace Miranda en Londres, el mismo año de 1810, con el añadido de la proclama Americanos baxo el yugo español, fechada en "Enero de 1810". El: autor de esta proclama seguramente fue el mismo Miranda, según lo revelan el estilo de ese documento y otras claras referencias documentales. No se han encontrado aun ejemplares de esa edición, descrita por los censores de la Inquisición de México y reproducida en su texto íntegro y seguramente en su formato y disposición tipográfica, en la edición de Buenos Aires, de 1816. Esta 6a. ed. de Bogotá, por un tiempo no identificada y confundida con una inexistente de Caracas, aparece el viernes 2 de noviembre de 1810, en La Adición n. 5 del periódico bogotano Aviso al Público. La identificación y el estudio de esta edición lo hizo el historiador argentino D. Julio César González en el trabajo que citamos y glosamos en el prólogo. Reproducimos el ejemplar de este periódico existente en la Biblioteca Nacional de Bogotá, cuya fotocopia nos fue proporcionada por D. Alberto Miramón.

ADICION AL AVISO AL PULICO AL N. 5.

Viernes 2 de Nobiembre de 1810.

Carta dirigida á los Españoles Américanos, por uno de sus Compatriótas.

Vincet amor Patria
„El Amor de la Patria vencerá"

Impreso en Londres por P, Boyle, vine street, Piccadilly 1801.

ADVERTENCIA DEL EDITOR.

Este precioso legado de un Américano Español á sus Compatriótas, sobre el objeto mas grande y mas importante que se puede ofrecer á su consideracion esta impreso conforme al manuscrito de la mano del Autor mismo; y se podrá con cerciorar por el estilo del original que es un extrangero que se explica en la lengua francesa sin ninguna especie de pretencion. El Autor és D. Juan Pablo Viscardo y Guzman, nativo de Arequipa en el Perú Ex-Jesuita muerto en Londres en el mes de Febrero de 1798 En lo sucesivo se hará conocer el resto de sus interesantes manuscritos sobre la Amèrica Meridional.

Filadelfia 10 de Junio 1799.

CARTA DIRIJIDA A LOS ESPAÑOLES AMERICAMOS.

HERMANOS Y COMPATRIOTAS.

La inmediacion al quinto siglo del establecimiento de nuestros antepasados en el nuevo mundo, es una ocurrencia sumamente notable, para que dexe de interesar nuestra atencion. El descubrimiento de una parte tan grande de la tierra, es y sera siempre para el genero humano, el acontecimiento mas memorable de sus anales. Mas para nosotros que somos sus habitantes, y para nuestros descendientes, es un objeto de la mas grande importancia. El Nuevo Mundo es nuestra Patria, su historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situacion presente, para determinarnos por ella, á tomar el partido necesario á la conservacion de nuestros derechos propios, y de nuestros sucesores.

Aunque nuestra historia de tres siglos acà, relativamente à las

causas y efectos mas dignos de nuestra atencion, sea tan uniforme y tan notoria, que se podria reducir a estas quatro palabras, *ingratitud, injusticia, servidumbre, y desolacion*; conviene, sin embargo, que la consideremos aquí con un poco de lentitud.

Quando nuestros antepasados se retiraron á una distancia inmensa de su país natal, renunciando no solamente al alimento, sino tambien á la proteccion civil q̃ allí les pertenecia, y q̃ no podia alcanzarles á tan grandes distancias, se expusieron, a costa propria, á procurarse una subsistencia nueva, con las fatigas mas enormes, y con los mas grandes peligros. * El gran suceso que coronò los esfuerzos de los Conquistadores de Amèrica, les daba, al parecer, un derecho, que aunque no era el mas justo, era a lo menos mejor, que el que tenian los antiguos Godos de España, para apropiarse el fruto de su valor, y de sus trabajos. Pero la inclinacion natural, á su país nativo, les conduxo à hacerle el mas generoso homenage de sus fomentosas adquisiciones; no pudiendo dudar que un servicio gratuito, tan importante, dexase de merecerles un reconocimiento proporcionado, segun la costumbre de aquel siglo, de recompensar á los que habian contribuido à extender los dominios de la nacion.

Aunque estas legitimas esperanzas han sido frustradas, sus descendientes y los de los otros Españoles, que succesivamente han pasado à la Amèrica, aunque no conozcamos otra patria que esta, en la qual está fundada nuestra subsistencia, y la de nuestra posteridad, hemos sin embargo resperado, conservado, y amado cordialmente el apego de nuestros padres á su primera patria. A ella hemos sacrificado riquezas infinitas de toda especie, prodigado nuestro sudor, derramado por ella con gusto nuestra sangre. Guiados de un entusiasmo ciego, no hemos considerado, que tanto empeño en favor de un país, que nos es extrangero, á quien nada debemos, de quien no dependemos, y del qual nada podemos esperar, es una traicion cruel contra aquel en donde somos nacidos, y que nos subministra el alimento necesario para nosotros y nuestros hijos; y que nuestra veneracion à los sentimientos afectuosos de nuestros padres por su primera patria, es la prueba mas decisiva de la preferencia que debemos à la nuestra. Todo lo que hemos prodigado à la España ha sido pues usurpado sobre nosotros y nuestros hijos; siendo tanta nuestra simpleza que nos hemos dexado encadenar con unos hierros, que sino rompemos à tiempo,

* Herrera dice que todas las conquistas se hicieron à expensas de los conquistadores, y sin que el gobierno hiciese el menor gasto.

no nos queda otro recurso que el de soportar pacientemente esta ignominiosa esclavitud.

Si como es triste nuestra condicion actual fuese irremediable, seria un acto de compasion el ocultarla a vuestros ojos; pero teniendo en nuestro poder su mas seguro remedio, descubramos este horroroso quadro para considerarle á la luz de la verdad. Esta nos enseña que toda ley que se opone al bien universal de aquellos para quienes esta hecha, es un acto de tirania, y que el exigir su observancia es forzar á la esclavitud; que una ley que se dirijiese á destruir directamente las bases de la prosperidad de un pueblo, seria una monstrosidad superior a toda expresion. Es evidente tambien que un pueblo, á quien se despojase de la libertad personal, y de la disposicion de sus bienes, quando todas las otras naciones, en iguales circunstancias, ponen su mas grande interes en extenderlas, se hallaria en un estado de esclavitud, mayor que el que puede imponer un enemigo en la embriaguez de la victoria.

Supuestos estos principios incontextables, veamos como se adaptan á nuestra situacion reciproca con la España. Un imperio inmenso, unos tesoros que exceden toda imaginacion, una gloria y un poder superiores á todo lo que la antiguedad conocio; he aqui nuestros titulos al agradecimiento, y á la mas distinguida proteccion de la España, y de su gobierno. Pero nuestra recompensa ha sido tal, que la Justicia mas severa, apenas nos habria aplicado castigo semejante, si hubiesemos sido reos de los mas grandes delitos. La España nos destierra de todo el mundo antiguo, separandonos de una sociedad a la que estamos unidos con los lazos mas estrechos; añadiendo a esta usurpacion, sin exemplo, de nuestra libertad personal, la otra igualmente importante de la propiedad de nuestros bienes.

Desde que los hombres comenzaron á unirse en sociedad para su mas grande bien, nosotros somos los unicos, á quienes el gobierno obliga á comprar lo que necesitamos á los precios mas altos, y á vender nuestras producciones á los precios mas bajos. Para que esta violencia tubiese el suceso mas completo, nos han cerrado, como en una ciudad sitiada, todos los caminos, por donde las otras naciones pudieran darnos á precios moderados y por cambios equitativos, las cosas que nos son necesarias. Los impuestos del gobierno, las gratificaciones al ministerio, la avaricia de los mercaderes, autorizados á exercer de concierto el mas desenfrenado monopolio, caminando todas en la misma linea, y la necesidad haciendo,

se sentir, el comprador no tiene eleccion. Y como, para suplir nuestras necesidades, esta tiranía mercantil podria forzarnos á usar de nuestra industria, el gobierno se encargó de encadenarla.

No se pueden observar sin indignacion los efectos de este detestable plan de comercio, cuyos detalles serian increibles, si los que nos han dado personas imparciales, y dignas de fè no nos suministrasen pruebas decisivas para juzgar del resto. Sin el testimonio de Don Antonio Ulloa, seria dificil el persuadir á la Europa, que el precio de los articulos, esencialmente necesarios en todas partes, tales como el hierro y el aceto, fuese en Quito, en tiempo de paz, regularmente mayor que de 100 pesos, ó de 540 libras tornesas por quintal de hierro, y de 150 pesos ù 810 libras por quintal de acero *; el precio del primero no siendo en Europa, si no de 5 á 6 pesos (25 á 30 libras) y el del segundo á proporcion: que en un puerto tan celebre como el de Cartagena de Indias †, é igualmente en tiempo de paz, haya habido una escasèz de vino tan grande, que estaban obligados á no celebrar la misa, sino en una sola Iglesia, y que generalmente esta escasez, y su excesivo precio, impiden el uso de esta bebida, mas necesaria alli que en otras partes por la insalubridad del clima.

Por honor de la humanidad, y de nuestra nacion, mas vale pasar en silencio los horrores, y las violencias del otro comercio exclusivo (conocido en el Perù con el nombre de repartimientos), que se arrogan los Corregidores y Alcaldes mayores para la desolacion y ruina particular de los desgraciados Indios y Mestizos ¿Que maravilla és pues, si con tanto oro y plata, de que hemos casi saciado al Universo, poseamos á penas con que cubrir nuestra desnudez? ¿De que sirven tantas tierras tan fertiles, si ademas de la falta de instrumentos necesarios para labrarlas, nos ès por otra parte inutil el hacerlo mas allà de nuestra propia consumacion? Tantos bienes, como la naturaleza nos prodiga, son enteramente perdidos, ellos acusan la tiranía que nos impide el aprovechatlos, comunicandolos con otros Pueblos.

Parece, que sin renunciar á todo sentimiento de vergüenza, no se podia añadir nada á tan grandes ultrages. La ingeniosa politica, que baxo el pretexto de nuestro bien, nos habia despojado de la libertad y de los bienes, debia sugerir, a lo menos, que era preciso dexarnos alguna sombra de honor, y algunos medios de restable-

* Viage á la Amèrica Meridional tom. 1. lib. 5. cap. vii. † Tom. 1. cap. viii.

cernos para preparar nuevos recursos. Para èsto es, que el hombre concede el reposo, y la comida á los animales que le sirven. La administracion economica de nuestros intereses nos habria cubierto de las otras perdidas, y habria procurado ventajas à la España. Los Intereses de nuestro pais, no siendo sino los nuestros, su buena ó mala administracion recae necesariamente sobre nosotros, y es evidente que à nosotros solos pertenece el derecho de exercerla, y que solos podremos llenar sus funciones, con ventaja reciproca de la patria, y de nosotros mismos.

Que descontentos no manifestaron los Españoles, quando algunos Flamencos, vasallos como ellos, y demas compatriotas de Carlos V, ocuparon algunos empleos publicos en España? Quanto no murmuraron? Con quantas solicitudes, y tumultos, no exigieron, que aquellos extrangeros fuesen despedidos, sin que su corto numero, ni la presencia del Monarca, pudiese calmar la inquietud general? El miedo de que el dinero de España pasase á otro pais, aunque perteneciente á la misma monarquia, fue el motivo que hizo insistir á los Españoles con mas calor en su demanda.

Que diferencia no hay entre aquella situacion momentanea de los Españoles y la nuestra de tres siglos acá! Privados de todas las ventajas del gobierno, no hemos experimentado de su parte, si no los mas horribles desordenes y los mas grandes vicios. Sin esperanza de obtener jamas, ni una proteccion inmediata, ni una pronta justicia, á la distancia de dos á tres mil leguas, sin recursos para reclamarla, hemos sido entregados al orgullo, á la injusticia, à la rapacidad de los ministros, tán avaros por lo menos como los favoritos de Carlos V. Implacables para con unas gentes que no conocen, y que miran como extrangeras, procuran solamente satisfacer su codicia, con la perfecta seguridad de que su conducta aunque sea impune, ó ignorada del soberano. El sacrificio, hecho á la España, de nuestros mas preciosos intereses, ha sido el mesito con que todos ellos pretenden honrarse, para excusar las injusticias con que nos acaban. Pero la miseria, en que la España misma ha caido, prueba que aquellos hombres no han conocido jamas los verdaderos intereses de la nacion, ó que han procurado solamente cubrir, con este pretexto, sus procedimientos vergonzos, y el suceso ha demostrado *que nunca la injusticia produce frutos solidos*.

A fin de que nada faltase à nuestra ruina, y á nuestra ignominiosa servidumbre, la indigencia, la avaricia, y la ambicion, han subministrado siempre à la España un enjambre de aventure-

ros, que pasan a la América, resueltos á desquitarse allí, con nuestra substancia, de lo que han pagado para obtener sus empleos. La manera de indemnizarse de la ausencia de su patria, de sus penas, y de sus peligros es haciendonos todos los males posibles. Renovando todos los dias aquellas escenas de horrores que hicieron desaparecer pueblos enteros; cuyo unico delito fué su flaqueza, convierten el resplandor de la mas grande conquista, en una mancha ignominiosa para el nombre Español.

Asi es, que despues de satisfacer al robo, paliado con el nombre de comercio, á las exacciones del gobierno, en pago de sus *insignes beneficios*, y á los ricos salarios de la multitud innumerable de extrangeros, que bajo diferentes denominaciones en España y América, se hartan fastuosamente de nuestros bienes, lo que nos queda es el objeto continuo de las acechanzas de tantos orgullosos tiranos, cuya rapacidad no conoce otro termino, que el que quieren imponerle su insolencia y la certidumbre de la impunidad. Asi mientras que en la Corte, en los exercitos, en los tribunales de la monarquia, se derraman las riquezas y los honores á extrangeros de todas naciones, nosotros solos somos declarados indignos de ellos, é incapaces de ocupar, aun en nuestra propia patria, unos empleos que en rigor nos pertenecen exclusivamente. Asi la gloria, que costó tantas penas á nuestros padres, es para nosotros una hereneia de ignominia, y con nuestros tesoros inmensos no hemos comprado sino miseria y esclavitud.

Si corremos nuestra desventurada patria de un cabo al otro, hallaremos donde quiera la misma desolacion, una avaricia tan desmesurada como insaciable; donde quiera el mismo trafico abominable de injusticia y de inhumanidad, de parte de las sanguijuelas empleadas por el gobierno, para nuestra opresion. Consultemos nuestros anales de tres siglos, y allí veremos la ingratitud y la injusticia de la Corte de España, su infidelidad en cumplir sus contratos, primero con el gran Colon, y despues con los otros conquistadores, que le dieron el imperio del nuevo mundo, baxo condiciones solemnemente estipuladas. Veremos la posteridad de aquellos hombres generosos abatida con el desprecio, y manchada con el odio que les ha caluminado, perseguido, y arruinado. Como algunas simples particularidades podrian hacer dudar de este espiritu perseguidor, que en todo tiempo se ha señalado contra los Españoles Americanos, leed solamente lo que el verídico Inca Garzilaso de la vega escribe en el segundo tomo de sus Comentarios, libro VIII, cap. 17.

39

Quando el Virey Don Francisco de Toledo, aquel hipocrita feroz, determinó hacer perecer al ùnico heredero directo del Imperio del Peru, para asegurar á la España la posesion de aquel desgraciado pais, en el proceso que se instaurò contra el joven é inocente Inca-tupac-Amaru, entre los falsos crimenes con que èste Principe fué cargado *se acusa, dice Garcilaso, á los que han nacido en el pais de madres Indias y padres Estañoles conquistadores de aquel imperio: se alegaba de que habian secretamente convenido con tupac Amaru, y los otros Incas, de excitar una rebelion en el Reyno, para favorecer el descontento de los que eran nacidos de la sangre Real de los Incas, ò cuyas madres eran hijas, sobrinas, ó primas hermanas de la familia de los Incas, y los padres Españoles y de los primeros conquistadores que habian adquirido tanta reputacion; que estos estaban tan poco atendidos, que ni el derecho natural de las madres, ni los grandes servicios y meritos de los padres, les procuraban la menor ventaja, sino que todo èra distribuido entre los parientes y amigos de los Gobernadores, quedando aquellos expuestos á morir de hambre, sino querian vivir de limosna, ó hacerse salteadores de caminos y acabar en una horca. Estas acusaciones siendo hechas contra los hijos de los Españoles nacidos de mugeres Indias, estos fueron cogidos, y todos los que eran de edad de 20 años y mas, capaces de llevar armas, y que vivian entonces en el Cusco, fueron aprisionados. Algunos de ellos fueron puestos al tormento para forzarlos à confesar aquello de que no habia pruebas ni indicios. En medio de estos furores y procedimientos tiranicos, una India, cuyo hijo estaba condenado à la qüestion, vino à la prision y elevando su voz dixo.* Hijo, mio pues que se te ha condenado à la tortura, sufrela valerosamente como hombre de hónor, no acuses à ninguno falsamente, y Dios te darà fuerzas para sufrirla, el te recompensarà de los peligros y penas que tu padre y sus compañeros han sufrido para hacer este pais cristiano, y hacer entrar à sus habitantes en el seno de la Iglesia ..... *Esta exhortacion magnanima, proferida con toda la vehemencia de que aquella madre èra capaz, hizo la mas grande impresion sobre el espiritu del Virey, y le apartò de su designio de hacer morir aquellos desdichados. Sin embargo no fueron absueltos, sino que se les condenó, á una muerte mas lenta, desterrandolos á diversas partes del nuevo mundo. Algunos fueron tambien enviados á España.*»

Tàles eran los primeros frutos que la posteridad de los descubridores del Nuevo Mundo recibia de la gratitud Española, quando la memoria de los meritos de sus Padres estàba àun re-

ciente. El Virey áquel monstruo sanguinario, pareciò entònces el autor de todas las injusticias, pero desengañémonos, ácerca de los sentimientos de la Corte, si creémos que ella no participaba de áquellos excesos, è la se ha deleitado en nuestros dias en renovarlos en toda la America, arrancandole un número mucho mayor de sus hijos, sin procurar disfrazar siquiera su inhumanidad: estos han sido deportados hasta en Italia.

Despues de haberlos botado en un país, que no es de su dominancion, y renunciadolos como vasallos, la Corte de España por una contradicion y un refinamiento inaudito de crueldades, con un furor que solo puede inspirar à los tiranos el miedo de la inocencia sacrificada, la Corte se ha reservado el derecho de persiguirles y oprimirles continuamente. La muerte ha librado ya, à la mayor parte de estos desterrados, de las miserias que les han acompañado hasta el sepulcro. Los otros arrastran una vida infortunada, y son una prueba de aquella crueldad de caracter que tantas veces se ha echado en cara à la nacion Española, aunque realmente esta mancha no debe caer sino sobre el despotismo de su gobierno. *

Tres siglos enteros, durante los quales este gobierno ha tenido sin interrupcion ni variacion alguna la misma conducta con nosotros, son la prueba completa de un plan meditado, que nos sacrifica enteramente á los intereses y conveniencia de la España, pero sobre todo á las pasiones de su ministerio. No obstante esto, es evidente, que á pesar de los esfuerzos multiplicados de una falsa è injusta politica, nuestros establecimientos han acquirido tal consistencia que Montesquieu, aquel genio sublime, ha dicho, «Las Indias y la España son dos potencias bajo un mismo dueño; mas »las Indias son el principal y la España el accesorio. En vano la »politica procura atraher el principal al accesorio; las Indias atraheu continuamente la España à ellas.» † Esto quiere decir en otros terminos, que las razones para tiranizarnos se aumentan cada dia. Semejante á un tutor malevolo que se ha acostumbrado á vivir en el fausto y opulencia á expensas de su pupilo, la España con el mas grande terror vé llegar el momento, que la naturaleza, la razon, y la justicia han prescripto para emanciparnos de una tutela tan tiranica.

* En el año de 1785 existian aún en Italia los ex-Jesuitas siguientes, nativos de la América Española. Esta lista es sacada del registro general en Roma, quando D. F. de Miranda viajaba en aquel pais. Ha parecido conveniente omitirla. Consta de 313 ex-Jesuitas Americanos. † Lib. 21. ca. 21.

El vacio y la confusion, que producirá la caida de esta administracion prodiga de nuestros bienes, no es el único motivo que anima à la Corte de España à perpetuar nuestra minoridad, à agravar nuestras cadenas. El despotismo que ella exerce, con nuestros tesoros, sobre las ruinas de la libertad Española, podria recibir con nuestra independencia un golpe mortal, y la ambicion debe prevenirlo con los mayores esfuerzos.

La pretension de la Corte de España, à una ciega obediencia à sus leyes arbitrarias, está fundada principalmente sobre la ignorancia, que procura alimentar y entretener, sobre todo acerca de los derechos inalienables del hombre, y de los deberes indispensables de todo gobierno. Ella ha conseguido persuadir al vulgo, que es un delito el razonar sobre los asuntos que importan mas à cada individuo, y por consiguiente, que es una obligacion continua la de extinguir la preciosa antorcha, que nos dió el Criador para alumbrarnos y conducirnos. Pero á pesar de los progresos de una doctrina tan funesta, toda la historia de España testifica constantemente contra su verdad y legitimidad.

Despues de la época memorable del poder arbitrario, y de la Injusticia de los últimos Reyes Godos, que traxeron la ruina de su Imperio, y de la Nacion Española, nuestros antepasados, quando restablecieron el reyno y su gobierno, pensaron en premunirse contra el poder absoluto, á que siempre han aspirado nuestros Reyes. Con este designio, concentraron la supremacia de la justicia, y los poderes legislativos de la paz, de la guerra, de los subsidios y de las monedas, en las Cortes que representaban la nacion en sus diferentes clases, y debian ser los depositarios y los guardianes de los derechos del pueblo.

A este dique tan solido los Aragoneses añadieron el celebre magistrado llamado el *Justicia*, para velar a la proteccion del pueblo contra toda violencia y opresion, como tambien para reprimir el poder abusivo de los Reyes. En el preambulo de una de aquellas leyes, los Aragoneses dicen, segun Geronimo Blanca en sus comentarios, pag. 751: *que la esterilidad de su pais y la pobreza de sus habitantes son tales, que si la libertad no los distinguia de las otras naciones, el pueblo abandonaria su patria, é iria á establecerse en una region mas fertil.*» Y afin que el Rey no olvide jamas el manantial de donde le viene la Soberania, *el Justicia*, en la ceremonia solemne de la coronacion, le dirigia las palabras siguientes: *Nos, que valemos quanto vos os hacemos nuestro Rey y Señor, con tal que*

guardeis nuestros fueros y libertades, y sino no; tal como lo refiere el celebre Antonio Perez, Secretario del Rey D. Felipe II. Era pues un articulo fundamental de la constitucion de Aragon, que si el Rey violaba los derechos y privilegios del pueblo, el pueblo podía legitimamente extrañarlo, y en su lugar nombrar otro, aunque fuese de la *Religion Pagana*, segun el mismo Getonimo Blanca.

A este noble espiritu de libertad es que nuestros antepasados debieron la energia, que les hizo acabar tan grandes empresas, y que en medio de tantas guerras honerosas, hizo florecer la nacion y la colmó de prosperidades, como se observa hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego que el Rey pasò los limites, que la constitucion de Castilla y de Aragon le habian prescripto, la decadencia de la España fué tan rapida como habia sido extraordinario el poder adquirido, ò por mejor decir usurpado, por los soberanos. Y esto prueba bastante, que el poder absoluto, al qual se junta siempre el arbitrario, es la ruina de los Estados.

La reunion de los reynos de Castilla y de Aragon, como tambien los grandes Estados, que al mismo tiempo tocaron por herencia à los Reyes de España, y los tesoros de las Indias, dieron à la Corona una preponderancia imprevista, y tan fuerte, que en muy poco tiempo trastornó todos los obstaculos, que la prudencia de nuestros abuelos habia opuesto para asegurar la libertad de su descendencia. La autoridad real, semejante al mar quando sale de sus margenes, inundò toda la Monarquia, y la voluntad del Rey, y de sus ministros, se hizo la ley universal.

Una vez establecido el poder despotico tán solidamente, la sombra misma de las antiguas Cortes no existió mas; no quedando otra salvaguardia á los derechos naturales, civiles, y religiosos de los Españoles, que la arbitrariedad de los ministros ò las antiguas formalidades de justicia llamadas *vias Juridicas*. Estas ultimas se han opuesto algunas vezes á la opresion de la inocencia, sin estorvar por eso el que se verificase el proverbio de que *allá van leyes donde quieren Reyes*.

Una invencion dichosa sugirió al fin el medio mas fecundo para desembarasarse de éstas trabas molestas. La suprema potencia ecconómica, y los *motivos reservados en el alma real* (expresiones que asombrarán la posteridad) descubriendo al fin la vanidad, y todas las ilusiones del genero humano, sobre los principios eternos de justicia sobre los derechos y los deberes de la naturaleza y de la sociedad, han desplegado de un golp: su irresistible eficacia

sobre mas de cinco mil Ciudadanos Españoles. * Observad que éstos Ciudadanos estaban unidos en cuerpo, que sus derechos de sociedad en calidad de miembros de la Nacion, unian el honor de la estimacion pùblica, merecida por unos servicios tan útiles como importantes. †

Omitiendo las reflecciones que nacen de todas las circunstancias de una execucion tan extraña, y dexando aparte las desgraciadas victimas de aquel barbaro atentado, consideremosle solamente con respecto à toda la Nacion Española.

La conservacion de los derechos naturales, y sobre todo de la libertàd y seguridad de las personas y haciendas, es incontextablemente la piedra fundamental de toda sociedad humana, de qualquiera manera que estè combinada. Es pues, una obligacion indispensable de toda sociedad, ó del gobierno que la representa, no solamente respetar sino aùn protexer eficazmente los derechos de cada individuo.

Aplicando èstos principios al asunto actual, es manifiesto que cinco mil Ciudadanos, que hasta entonces la opinion pública no tenia razon para sospechar de ningun delito, han sido despojados por el gobierno de todos sus derechos sin ninguna acusacion, sin ninguna forma de justicia, y del modo mas arbitrario. El gobierno ha violado solemnemente la seguridad pùblica, y hasta que no haya dado cuenta à toda la Nacion, de los motivos que le hicieron obrar tan despoticamente, no hay particular alguno, que en lugar de la proteccion que le èz debida, no tenga que temer una opresion semejante, tanto mas, quanto su flaqueza individual le expone mas

* En el año de 1786 existian en Italia mas de 5000 ex-Jesuitas restos de aquellos 5000 desventurados, que no tenian por toda renta sino la pension de dos paoli por dia, à penas bastante para alimentar à un criado.

† El Paraguay (dice Montesquieu) puede subministrarnos otro exemplo. Se ha querido hacer un crimen à la Compañia el que mira el placer de mandar como el unico bien de la vida; pero sera siempre sublime el gobernar à los hombres haciendolos mas dichosos.

Es glorioso para ella el haber sido la primera que ha mostrado en aquellos paises la idea de la Religion unida à la humanidad: Reparando las desvastaciones de los Españoles ha empezado à curar una de las mas grandes heridas que hasta ahora ha recibido el genero humano.

Un sentimiento exquisito que tiene esta compañia por todo lo que ella llama honor, su zelo por una religion que humilla mucho mas à los que la escuchan que à los que la predican le han hecho emprender grandes cosas, que ha sabido acabar. Ella ha sacado de los bosques unos pueblos dispersos, les ha dado una subsistencia segura, les ha vestido, y quando con esto no hubiese hecho otra cosa que aumentar la industria entre los hombres habria hecho muchisimo. Esp. des loix liv. iv. cap. 6.

facilmente que à un cuerpo numeroso, que en muchos respetos interesaba la Nacion entera. Un temor tan serio, y tan bien fundado, excluye naturalmente toda idea de seguridad. El gobierno, culpable de habella destruido en toda la Nacion, ha convertido en instrumentos de opresion y de ruina, los medios que se le han confiado para protexer y conservar los individuos.

Si el Gobierno se creé obligado à hacer renacer la seguridad pùblica, y la confianza de la nacion en la rectitud de su administracion, debe manifestar, en la forma juridica mas clara, la justicia de su cruel procedimiento, respecto de los cinco mil individuos de que se acaba de hablar. Y en el intervalo esta obligado à confesar el crimen que ha cometido contra la nacion, violando un deber indispensable, y exerciendo una implacable tiranía.

Mas si el Gobierno se creé superior à esros deberes para con la nacion, que diferencia hace pues entre ella y una manada de animales, que un simple capricho del propietario puede despojar, enagenar y sacrifinar? El cobarde y timido silencio de los Españoles, acerca de este horrible atentado, justifica el discernimiento del ministerio que se atrevió à una empresa tan dificil como injusta. Y si sucede en las enfermedades politicas de un Estado, como en las enfermedades humanas, que nunca son mas peligrosas que quando el paciente se muestra insensible al exceso del mal que le consume; ciertamente la nacion Española en su situacion actual tiene motivos para consolarse de sus penas.

El progreso de la grande revolucion que acabamos de bosquejar, y que se ha perpetuado hasta nosotros, en la constitucion y gobierno de España, es conforme con la historia nacional. Passemos ahora al exámen de la influencia que nosotros debemos esperar, ò temer de èsta misma revolucion.

Quando las causas conocidas de un mal qualquiera se empeoran sin relaxacion, seria una locura esperar de ellas el bien. Ya hemos visto la ingratitud, la injusticia y la tirania, con que el gobierno Español nos acaba desde la fundacion de nuestras colonias, esto es quando estaba el mismo muy lexos del poder absoluto y arbitrario à que ha llegado despues. Al presente que no conoce otras reglas que su voluntad, y que està habituado a considerar nuestra propiedad como un bien que le pertenece, todo su estudio consiste en aumentarle con detrimento nuestro, coloreando siempre, con el nombre de utilidad de la madre Patria, el infame sacrificio de todos nuestros derechos, y de nuestros mas preciosos intereses.

Esta logica es la de los salteadores de caminos, que justifica la usurpacion de los bienes agenos, con la utilidad que de ella resulta al usurpador.

La expulsion y la ruina de los Jesuitas no tuvieron, segun toda apariencia, otros motivos que la fama de sus riquezas. Mas estas hallandose agotadas, el gobierno sin compasion á la desastrada situacion á que nos habia reducido, quiso aun agravarla con nuevos impuestos, particularmente en la América Meridional, en donde en 1780 costaron tanta sangre al Perù. Gemiriamos aun baxo esta nueva opresion, si las primeras chispas de una indignacion, sobrado tiempo reprimida, no hubieran forzado á nuestros tiranos á desistirse de sus extorciones. *¡Generosos Américanos del Nuevo Reyno de Granada! Si la América Española nos debe el noble exemplo de la intrepidéz que conviene oponer á la tyrania, y el resplandor que acompaña á su gloria, será en los fastos de la humanidad que se verá gravado con caracteres inmortales, que vuestras armas prótexieron á los pobres Indios, nuestros compatriotas, y que vuestros diputados estipularon por sus intereses con igual suceso que por los vuestros ¡Pueda vuestra conducta magnanima servir de leccion util á todo el genero humano!*

El ministerio está muy lexos de renunciar á sus proyectos de engullir el resto miserable de nuestros bienes; mas desconcertado con la resistencia inesperada, que encontró en Zipaquirá, ha variado de mètodo para llegar al mismo fin. Adoptando, quando menos se esperaba, un sistema contrario al que su desconfiada politica habia invariablemente observado, ha resuelto dar armas á los Españoles Americanos, é instruirles en la disciplina militar. Espera, sin duda, obtener de las tropas regladas Americanas el mismo auxilio, que halla en España de las bayonetas, para hacerse obedecer. Mas, gracias al Cielo, la depravacion de los principios de humanidad y de moral no ha llegado al colmo entre nosotros. Nunca seremos los barbaros instrumentos de la tirania, y antes de mancharnos con la menor gota de la sangre de nuestros hermanos inocentes, derramaremos toda la nuestra por la defensa de nuestros derechos y de nuestros intereses comunes.

Una marina poderosa, pronta á trahernos todos los horrores de la destruccion, es el otro medio que nuestra resistencia pasada ha sugerido á la tirania. Este apoyo es necesario al Gobierno para la conservacion de las Indias. El decreto de 8 de Julio de 1787 ordena: *que las rentas de las Indias* (la del Tabaco exceptuada)

preparen los fondos suficientes para pagar la mitad, ó el tercio de los enormes gastos que exige la marina real.

Nuestros establecimientos en el continente del nuevo mundo, aun en su estado de infancia, y quando la potencia Española estaba en su mayor decimacion, han estado siempre al abrigo de toda invasion enemiga: y nuestras fuerzas, siendo ahora mucho más considerables, es claro que el aumento de tropas y de la marina, es para nosotros un gasto tan enorme como inutil á nuestra defensa. Así esta declaracion formal, anunciada con tanta franqueza, no parece indicar otra cosa, sino que la *vigilancia paternal* del gobierno por nuestra prosperidad (cuyas dulzuras nos ha hecho gustar hasta aquí), se propone darnos nuevas pruebas de su zelo y de su amor. * No escuchando sino las ideas de justicia, q. se deben suponer á todo gobierno, se podria creer que los fondos que debemos subministrar *para el pago de los enormes gastos de la marina*, son destinados á proteger nuestro comercio, y multiplicar nuestras riquezas de suerte que nuestros puertos, de la misma manera que los de España, van á ser abiertos á todas las naciones, y que nosotros mismos podremos visitar las regiones mas lexanas, para vender y comprar allí de la primera mano. Entonces nuestros tesoros, no saldran mas, como torrentes, para nunca volver; sino que circulando entre nosotros, se aumentarán incesantemente con la industria.

Tanto mas podríamos entregarnos á estas bellas esperanzas, quanto son mas conformes al *sistema de union y de igualdad*, cuyo establecimiento, entre nosotros y los Españoles de Europa, *dexa* el gobierno en su decreto Real. ¡Qué vasto campo va pues á descubrirse para obtener en la Corte, en los Exercitos, y en los Tribunales de la Monarquía, los honores y riquezas, que tan constantemente se nos han rehusado! Los Españoles Europeos, habiendo tenido hasta aquí la posesion exclusiva de todas estas ventajas, es bien justo pues que el gobierno, para establecer esta *perfecta igualdad*, empiece á ponerlos en el mismo pie, en que nosotros hemos estado tan largo tiempo. Nosotros solos deberíamos frecuentar los puertos de la España, y ser los dueños de su comercio, de sus riquezas, y de sus destinos. No se puede dudar que los Españoles, testigos de nuestra moderacion, dexen de someterse tranquilamente á este nue-

* Siempre que el Gobierno Español nos anuncia un beneficio, no puede uno menos que acordarse de lo que el Verdugo decia al hijo de Felipe II quando le ponia el capuz al cuello: *Paz, Señor Don Carlos, que todo esto es por su bien.*

yo orden. El sistema de igualdad, y nuestro exemplo lo justifican maravillosamente.

¡Que diria la España y su Gobierno si insistiesemos seriamente en la execucion de este bello sistema? ¿Y para que insultarnos tan cruelmente hablando de union y de igualdad? Si, igualdad y union, como la de los animales de la fabula; la España se ha reservado la plaza del Leon. ¿Luego no es sino despues de tres siglos que la posesion del nuevo mundo, nuestra patria, nos es debida, y que oimos hablar de la esperanza de ser iguales á los Españoles de Europa? ¿Y como y porque titulo habriamos decaido de aquella igualdad? Ah! nuestra ciega y cobarde sumision á todos los ultrages del gobierno, es la que nos ha merecido una idea tan despreciable y tan insultante. Queridos hermanos y compatriotas, si no hay entre vosotros quien no conozca y sienta sus agravios mas vivamente que yo podria explicarlo, el ardor que se manifiesta en vuestras almas, los grandes exemplos de vuestros antepasados, y vuestro valeroso denuedo, os prescriben la única resolucion que conviene al honor que habeis heredado, que estimais, y de que haceis vuestra vanidad. El mismo gobierno de España os ha indicado ya esta resolucion, considerandoos siempre como un pueblo distinto de los Españoles Europeos, y esta distincion os impone la mas ignominiosa esclavitud. Consintamos por nuestra parte á ser un pueblo diferente: renunciemos al ridiculo sistema de *union* y de *igualdad* con nuestros amos y tyranos; renunciemos á un gobierno, cuya lejania tan enorme no puede procurarnos, aun en parte, las ventajas que todo hombre debe esperar de la sociedad de que es miembro; á este gobierno que lejos de cumplir con su indispensable obligacion de proteger la libertad y seguridad de nuestras personas y propiedades, ha puesto el mas grande empeño en destruirlas, y que en lugar de esforzarse á hacernos dichosos, acumula sobre nosotros toda especie de calamidades. Pues que los derechos y obligaciones del gobierno y de los subditos son reciprocas, la España ha quebrantado la primera todos sus deberes para con nosotros: ella ha roto los debiles lazos que habrian podido unirnos y estrecharnos.

La naturaleza nos ha separado de la España con mares inmensos. Un hijo que se hallaria á semejante distancia de su padre seria sin duda un insensato, si en la conducta de sus mas pequeños intereses esperase siempre la resolucion de su padre. El hijo está emancipado por el derecho natural; y en igual caso, un pueblo en-

meroso, que en nada depende de otro pueblo, de quien no tiene la menor necesidad, debera estar sujeto como un vil esclavo?

La distancia de los lugares, que por si misma, proclama nuestra independencia natural, es menor aún que la de nuestros intereses. Tenemos esencialmente necesidad de un gobierno que esté en medio de nosotros, para la distribucion de sus beneficios, objeto de la union social. Depender de un gobierno distante dos, ó tres mil leguas, es lo mismo que renunciar á su utilidad; y este es el interes de la Corte de España, que no aspira á darnos leyes, á dominar nuestro comercio, nuestra industria, nuestros bienes, y nuestras personas, sino para sacrificarlas á su ambicion, á su orgullo y á su avaricia.

En fin, baxo qualquier aspecto que sea mirada nuestra dependencia de la España, se verá que todos nuestros deberes nos obligan á terminarla. Debemos hacerlo por gratitud á nuestros mayores, que no prodigaron su sangre y sus sudores, para que el teatro de su gloria ó de sus trabajos, se convirtiese en el de nuestra miserable esclavitud. Debemoslo á nosotros mismos por obligacion indispensable de conservar los derechos naturales, recibidos de nuestro criador, derechos preciosos que no somos dueños de enagenar, y que no pueden sernos quitados sin injusticia, baxo qualquier pretexto que sea: ¿el hombre puede renunciar á su razon, ó puede esta serle arrancada por fuerza? La libertad personal no le pertenece menos esencialmente que la razon. El libre uso de estos mismos derechos, es la herencia inestimable que debemos dexar á nuestra posteridad.

Seria una blasfemia el imaginar, que el Supremo bienhechor de los hombres haya permitido el descubrimiento del nuevo mundo, para que un corto numero de *pícaros imbeciles* fuesen siempre dueños de desolarle, y de tener el placer atroz de despojar á millones de hombres, que no les han dado el menor motivo de queja, de los derechos esenciales recibidos de su mano divina: el imaginar que su sabiduria eterna quisiera privar al resto del genero humano de las inmensas ventajas, que en el orden natural debia procurarles un evento tan grande, y condenarle á desear que el nuevo mundo hubiese quedado desconocido para siempre. Esta blasfemia está sin embargo puesta en practica por el derecho que la España se arroga sobre la America: y la malicia humana ha pervertido el orden natural de las misericordias del Señor, sin hablar de la justicia debida á nuestros intereses particulares para la defensa de la patria.

Nosotros estamos obligados á llenár, con todas nuestras fuerzas, las esperanzas de que hasta aquí el genero humano ha estado privado. Descubramos otra vez de nuevo la América para todos nuestros hermanos, los habitantes de este globo, de donde la ingratitud, la injusticia y la avaricia mas insensata nos han desterrado. La recompensa no será menor para nosotros que para ellos.

Las diversas regiones de la Europa, á las quales la Corona de España ha estado obligada á renunciar, tales como el Reyno de Portugal, colocado en el recinto mismo de la España, y la celebre República de las Provincias Unidas, que sacudieron su yugo de hierro, nos enseñan que un continente infinitamente mas grande que la España, mas rico, mas poderoso, mas poblado, no debe depender de aquel Reyno, quando se halla tan remoto, y menos aun quando está reducido á la mas dura servidumbre.

El valor con que las Colonias Inglesas de la América, han combatido por la libertad, de que ahora gozan gloriosamente, cubre de vergüenza nuestra indolencia. Nosotros les hemos cedido la palma con que han coronado las primeras al nuevo mundo de una Soberania independiente. Agregad el empeño de las Cortes de España y Francia en sostener la causa de los Inglezes-Américanos Aquel valor acusa nuestra insensibilidad. Que sea ahora el estimulo de nuestro honor, provocado con ultrages que han durado trecientos años.

No hay ya pretexto para excusar nuestra apatía, si sufrimos mas largo tiempo las vejaciones que nos destruyen, se dirá con razon que nuestra cobardia las merece. Nuestros descendientes nos llenaran de imprecaciones amargas, quando mordiendo el freno de la esclavitud, de la esclavitud que habrán heredado, se acordaren del momento, en que para ser libres no era menester sino el quererlo.

Este momento ha llegado: acojamosle con todos los sentimientos de una preciosa gratitud, y por pocos esfuerzos que hagamos, la sabia libertad, don precioso del cielo, acompañada de todas las virtudes, y seguida de la prosperidad comenzará su reyno en el nuevo mundo, y la tirania será inmediatamente exterminada.

Animados de un motivo tan grande y tan justo, podemos con confianza dirigirnos al principio Eterno del orden y de la justicia, implorar en nuestras humildes oraciones su divina asistencia, y con la esperanza de ser oidos consolarnos de antemano de nuestras desgracias.

Este glorioso triunfo será completo, y costará poco á la humanidad. La flaqueza del único enemigo, interesado en oponerse á ella, no le permite emplear la fuerza abierta sin acelerar su

ruina total. Su principal apoyo está en las riquezas que nosotros le damos: que estas le sean rehusadas, que ellas sirvan à nuestra defensa, y entonces su rabia es impotente. Nuestra causa, por otra parte es tan justa, tan favorable al gènero humano, que no es posible hallar entre las otras naciones ninguna que se cargue de la infamia de combatirnos, ò que renunciando à sus intereses personales, ose contradecir los deseos generales en favor de nuestra libertad. El Español sabio y virtuoso, que gime en silencio la opresion de su patria, aplaudirá en su corazon nuestra empresa. Se verà renacer la gloria nacional en un Imperio inmenso, convertido en un asilo seguro para tódos los Españoles, que ademas de la hospitalidad fraternal, que siempre han hallado allí, podrán respirar libremente baxo las leyes de la razon y de la Justicia.

¡Pluguiese à Dios que este dia, el mas dichoso que habrà amanecido jamas no digo para la América, sino para el mundo entero: pluguiese à Dios que llegue sin dilacion! Quando à los horrores de la opresion, y de la crueldad suceda el reyno de la razon, de la Justicia, de la humanidad: quando el temor, las angustias, y los gemidos de diez y ocho millones de hombres hagan lugar à la confianza mutua, á la mas franca satisfaccion, y al goze mas puro de los beneficios del Criador, cuyo nombre no se emplée mas en disfrazar el robo, el fraude, y la ferocidad: quando sean echados por tierra los odiosos obstaculos, que el egoismo mas insensato, opone al bien-estar de todo el genero humano, sacrificando sus verdaderos intereses al placer barbaro de impedir el bien agenos ¡que agradable y sensible expectaculo presentarán las costas de la América, cubiertas de hombres de todas las naciones, cambiando las producciones de sus paises por las nuestras! Quantos, huyendo de la opresion, ó de la miseria, vendrán à enriquecernos con su industria, con sus conocimientos y à reparar nuestra poblacion debilitada! De esta manera la America reunirá las extremidades de la tierra, y sus habitantes serán atados por el interes comun de una sola GRANDE FAMILIA DE HERMANOS.

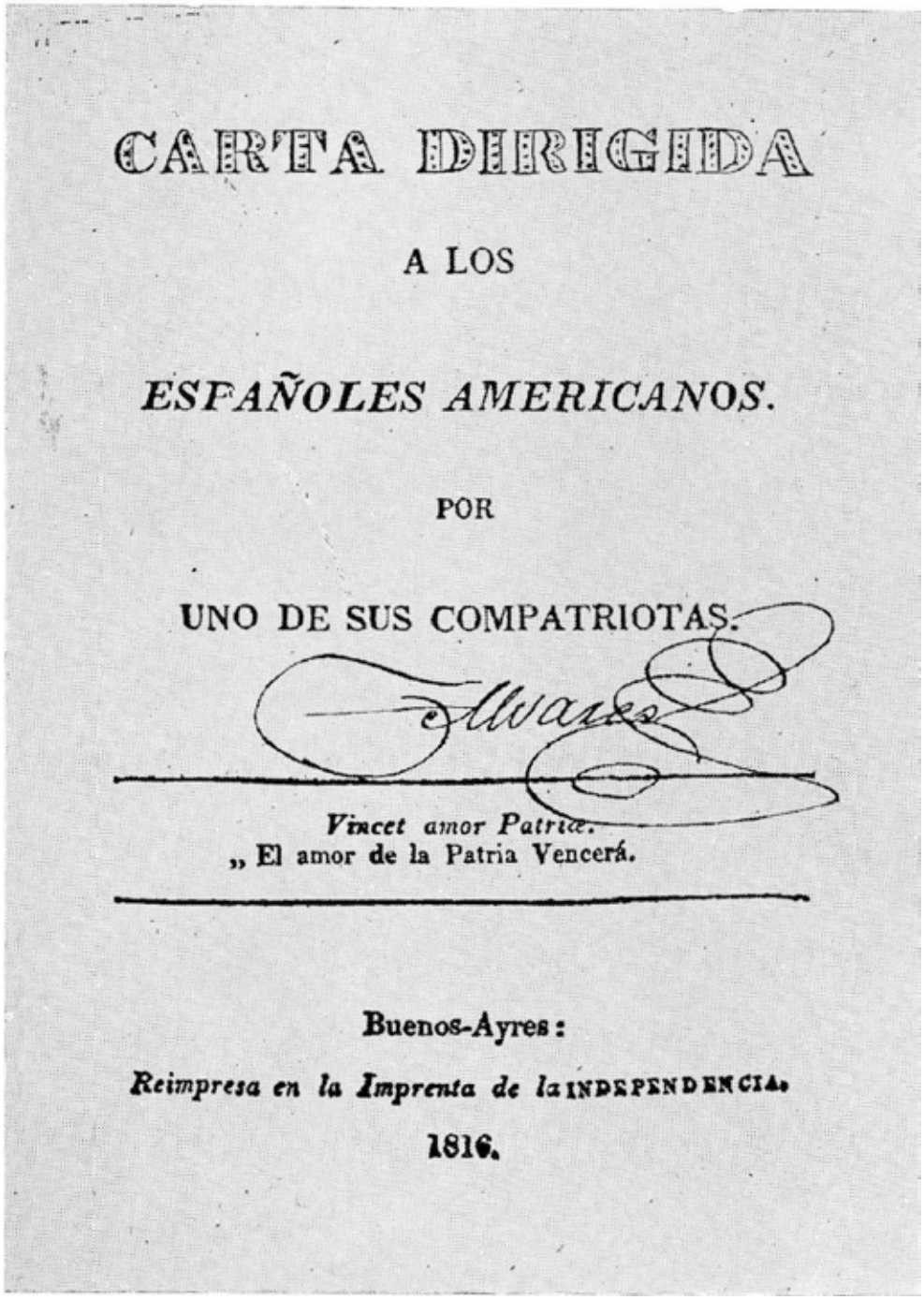
* ¿Que motivo justo podia tener el Gobierno Español para declarar la guerra à los Indios, (dice el virtuoso las Casas) que no le habian hecho jamas ningun agravio, ni inquietado de ninguna manera? Ellos no les habian visto jamas, ni conocido, no habian desembarcado en sus tierras para hacer correrias en ellas, no habian jamas hecho profesion del Cristianismo, como los Moros del Reyno de Granada. Tampoco se puede rachar à los Indios de ser enemigos declarados de nuestra fé, ni de hacer obras para destruirla con persecuciones abiertas, ó con persecuciones ocultas, forzando à los Cristianos à renunciar su fé para obligarles à volverse idolatras. Las leyes Divinas y Humanas no han permitido jamas hacer la guerra à las naciones baxo el pretexto de establecer entre ellas la fé, à menos que no se quiera sostener que la ley Evangelica, llena de caridad, de dulzura, de humanidad, deba ser introducida en el mundo por la fuerza, como la ley de Mahomet. . . . . .

No hay lugares en el mundo, donde los animales multipliquen tanto como en las Indias, porque el ayre allí es templado, y favorable à la generacion. Pero los Españoles han hallado el secreto de despoblar enteramente las regiones llenas de una multitud infinita de hombres y mugeres, à los quales han matado injustamente para apoderarse del oro y plata que poseian: los otros los han hecho perecer haciendolos trabajar con exceso, ò obligandolos à llevar cargas muy pesadas por espacio de ciento ó doscientas leguas, tanto que para tener riquezas sacrificaban la vida de los Indios. Nada decimos que no sea muy verdadero, y no decimos aún la mitad de las cosas que hemos visto. D. B. de las Casas, Descub. de las Indias. Paris año 1697.

Con licencia del Superior Gobierno.

Séptima edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

De esta interesantísima edición de la Carta, que estudiamos en el prólogo, existen tres ejemplares conocidos: uno en Nogayá (Entre Ríos), propiedad del profesor J. J. Segura; y dos en Buenos Aires: uno de Juan Jorge Cabodi; investigador que prepara actualmente un estudio sobre la imprenta peruana, que ampliará considerablemente los repertorios de J. T. Medina y Vargas Ugarte; y otro cuyo propietario ha sido por mucho tiempo el coleccionista Dr. Oscar E. y ahora lo es Federico M. Vogelius, quien gentilmente ha permitido al Dr. Julio César González obtener la fotocopia que empleamos. Este ejemplar, como puede observarse en la portada, lleva la firma del general Ignacio Alvarez Thomas, Director Supremo de las Provincias Unidas del Río de la Plata. Puede suponerse, pues, que perteneció al prócer arequipeño, paisano de Viscardo, que tan destacada actuación tuvo en la revolución rioplatense. No hemos visto el ejemplar de Cabodi; pero tanto el del Prof. Segura, cuanto el del Sr. Vogelius, de los cual es poseemos fotocopias, muestran visibles señales de deterioro.



CARTA DIRIGIDA

A LOS

ESPAÑOLES AMERICANOS.

POR

UNO DE SUS COMPATRIOTAS.

Alvarez

Vincet amor Patriæ.
„ El amor de la Patria Vencerá.

Buenos-Ayres:

Reimpresa en la Imprenta de la INDEPENDENCIA.

1816.

ADVERTENCIA DEL EDITOR.

Este precioso legado de un americano español *á sus compatriotas, sobre el objeto mas grande y mas importante que se puede ofrecer á su consideracion, está impreso conforme al manuscrito de la mano del autor mismo; y se podrá conocer por el estílo del original que es un extrangero que se explica en la lengua francesa sin ninguna especie de pretension. El autor es Don* Juan Pablo Viscardo y Guzman, *nativo de Arequipa en el Perú, ex-Jesuita muerto en Londres en el mes de Febrero de* 1798. *En lo sucesivo se hará conocer el resto de sus interesantes manuscritos sobre la América Meridional.*

Filadelfia, 10 de Junio,
de 1799

CARTA DIRIGIDA

A LOS

ESPAÑOLES AMERICANOS.

HERMANOS Y COMPATRIOTAS,

La inmediacion al quarto siglo del establecimiento de nuestros antepasados en el nuevo mundo, es una ocurrencia sumamente notable, para que dexe de interesar nuestra atencion. El descubrimiento de una parte tan grande de la tierra, es y será siempre, para el genero humano, el acontecimiento mas memorable de sus anales. Mas para nosotros que somos sus habitantes, y para nuestros descendientes, es un objeto de la mas grande importancia. El nuevo-mundo es nuestra patria, su historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situacion presente, para determinarnos, por ella, á tomar el partido necesario á la conservacion de nuestros derechos propios, y de nuestros succesores.

Aunque nuestra historia de tres siglos acá, relativamente á las causas y efectos mas dignos de nuestra atencion, sea tan uniforme y tan notoria, que se podria reducir á estas quatro palabras, *ingratitud*, *injusticia*, *serbidumbre*, *y desolacion*; conviene, sin embargo, que la consideremos aqui con un poco de lentitud.

Quando nuestros antepasados se retiraron á una distancia inmensa de su pais natal, renunciando no solamente al alimento, sino tambien á la proteccion civil que alli les pertenecia, y que no podia alcanzarles á tan grandes distancias, se expusieron, á costa propia, á procurarse una subsistencia nueva, con las fatigas mas enormes, y con

A

los mas grandes peligros *. El gran suceso, que coronò los esfuerzos de los conquistadores de Amèrica, les daba, al parecer, un derecho, que aunque no era el más justo, era à lo menos mejor, que el que tenian los antiguos Godos de España, para apropiarse el fruto de su valor, y de sus trabajos. Pero, la inclinacion natural, à su pais nativo, les conduxo à hacerle el mas generoso homenage de sus inmensas adquisiciones; no pudiendo dudar que un servicio gratuituto, tan importante, dexase de merecerles un reconocimiento proporcionado, segun la costumbre, de aquel siglo, de recompensar à los que habian contribuìdo à extender los dominios de la nacion.

Aunque estas legitimas esperanzas han sido frustradas, sus descendientes y los de los otros españoles, que succesivamente han pasado à la Amèrica, aunque no conoscamos otra patria que esta, en la qual està fundada nuestra subsistencia, y la de nuestra posteridad, hemos sin embargo respetado, conservado, y amado cordialmente el apego de nuestros padres à su primera patria. A ella hemos sacrificado riquezas infinitas de toda especie, prodigado nuestro sudor, y derramado por ella con gusto nuestra sangre. Guiados de un entusiasmo ciego, no hemos considerado, que tanto empeño en favor de un pais, que nos es extrangero, à quien nada debemos, de quien no dependemos, y del qual nada podemos esperar; es una trahicion cruel contra aquel en donde somos nacidos, y que nos suministra el alimento necesario para nosotros y nuestros hijos; y que nuestra veneracion à los sentimientos afectuosos de nuestros padres por su primera patria, es la prueba mas decisiva de la preferencia que debemos

* *Herrera dice que todas las conquistas se hicieron à expensas de los conquistadores, ò sin que el gobierno hiciese el menor gasto.*

à la nuestra. Todo lo que hemos prodigado à la España ha sido pues usurpado sobre nosotros y nuestros hijos; siendo tanta nuestra simpleza que nos hemos dexado encadenar con unos hierros, que sino rompemos à tiempo, no nos queda otro recurso que el de soportar pacientemente esta ignominiosa esclavitud.

Si como es triste nuestra condicion actual fuese irremediable, seria un acto de compasion el ocultarla à vuestros ojos; pero teniendo en nuestro poder su mas seguro remedio, descubramos este horroroso quadro para considerarle à la luz de la verdad. Esta nos enseña, que toda ley que se opone al bien universal de aquellos, para quienes está hecha, es un acto de tiranía, y que el exigir su observancia es forzar à la esclavitud; que una ley que se dirigièse à destruir directamente las bases de la prosperidad de un pueblo, seria una monstruosidad superior à toda expresion; es evidente tambien que un pueblo, à quien se despojasé de la libertad personal, y de la disposicion de sus bienes, quando todas las otras naciones, en iguales circunstancias, ponen su mas grande interes en extenderlas, se hallaria en un estado de esclavitud, mayor que el que puede imponer un enemigo en la embriaguez de la victoria.

Supuestos estos principios incotestables, veamos como se adaptan à nuestra situacion reciproca con la España. Un imperio inmenso, unos tesoros que exceden toda imaginacion, una gloria y un poder superiores à todo lo que la antigüedad conoció; he aqui nuestros titulos al agradecimiento, y à la mas distinguida proteccion de la España, y de su gobierno. Pero nuestra recompensa ha sido tal, que la justicia mas severa, apenas nos habria aplicado castigo semejante, si hubiesemos sido reos de los mas grandes delitos. La España nos destierra de todo el mundo antiguo, separandonos de una sociedad à la qual estamos unidos con los lazos

mas estrechos; añadiendo à esta usurpacion, sin exemplo, de nuestra libertad personal, la otra igualmente importante de la propiedad de nuestros bienes.

Desde que los hombres comenzaron à unirse en sociedad para su mas grande bien, nosotros somos los ùnicos à quienes, el gobierno obliga à comprar lo que necesitamos à los precios mas altos y á vender nuestras producciones á los precios mas baxos. Para que esta violencia tubiese el suceso mas completo, nos han cerrado, como en una ciudad sitiada, todos los caminos, por donde las otras naciones pudieran darnos, à precios moderados y por cambios equitativos, las cosas que nos son necesarias. Los impuestos del gobierno, las gratificaciones al ministerio, la avaricia de los mercaderes, autorizados à exercer de concierto el mas desenfrenado monopolio, caminando todas en la misma linea, y la necesidad haciendose sentir, el comprador no tiene eleccion; y como, para suplir nuestras necesidades, esta tiranla mercantil podria forzarnos à usar de nuestrá industria, el gobierno se encargò de encadenarla.

No se pueden observar sin indignacion los efectos de este detestable plan de comercio y cuyos detalles serian increibles, si los que nos han dado personas imparciales, y dignas de fè no nos subministrasen pruebas decisivas para juzgar del resto. Sin el testimonio de Don Antonio Ulloa, seria dificil el persuadir à la Europa, que el precio de los articulos, esencialmente necesarios en todas partes, tales como el hierro y el acero, fuese en Quito, en tiempo de paz, regularmente mayor que de 100 pesos, ò de 540 libras tornesas por quintal de hierro, y de 150 pesos, ò 810 libras por quintal de acero *; el precio del primero no siendo en Europa sino de 5 à 6 pesos (25 à 30 libras) y el del segundo à proporcion; que en un puerto tan celebre co-

* *Viage à la America Meridional, tom. 1. lib. 5. cap. VII.*

mo el de Cartagena de [illegible], é igualmente en tiempo de paz, haya habido una escasez de vino tan grande, que estaban obligados á no celebrar la misa, sino en una sola Iglesia, y que generalmente esta escasez, y su excesivo precio, impiden el uso de esta bebida, mas necesaria allí que en otras partes, por la insalubridad del clima.

Por honor de la humanidad, y de nuestra nacion, mas vale pasar en silencio los horrores, y las violencias del otro comercio exclusivo (conocido en el Perú con el nombre de repartimientos), que se arrogan los corregidores y alcaldes mayores para la desolacion, y ruina particular de los desgraciados indios y mestizos. Que maravilla es pues, si con tanto oro y plata, de que hemos casi saciado al universo, poseamos á penas con que cubrir nuestra desnudez? De que sirven tantas tierras tan fertiles, si ademas de la falta de instrumentos necesarios para labrarlas, nos es por otra parte inutil el hacerlo mas allá de nuestra propia consumacion? Tantos bienes, como la naturaleza nos prodiga, son enteramente perdidos, ellos acusan la tiranía que nos impide el aprovecharlos, comunicandolos con otros pueblos.

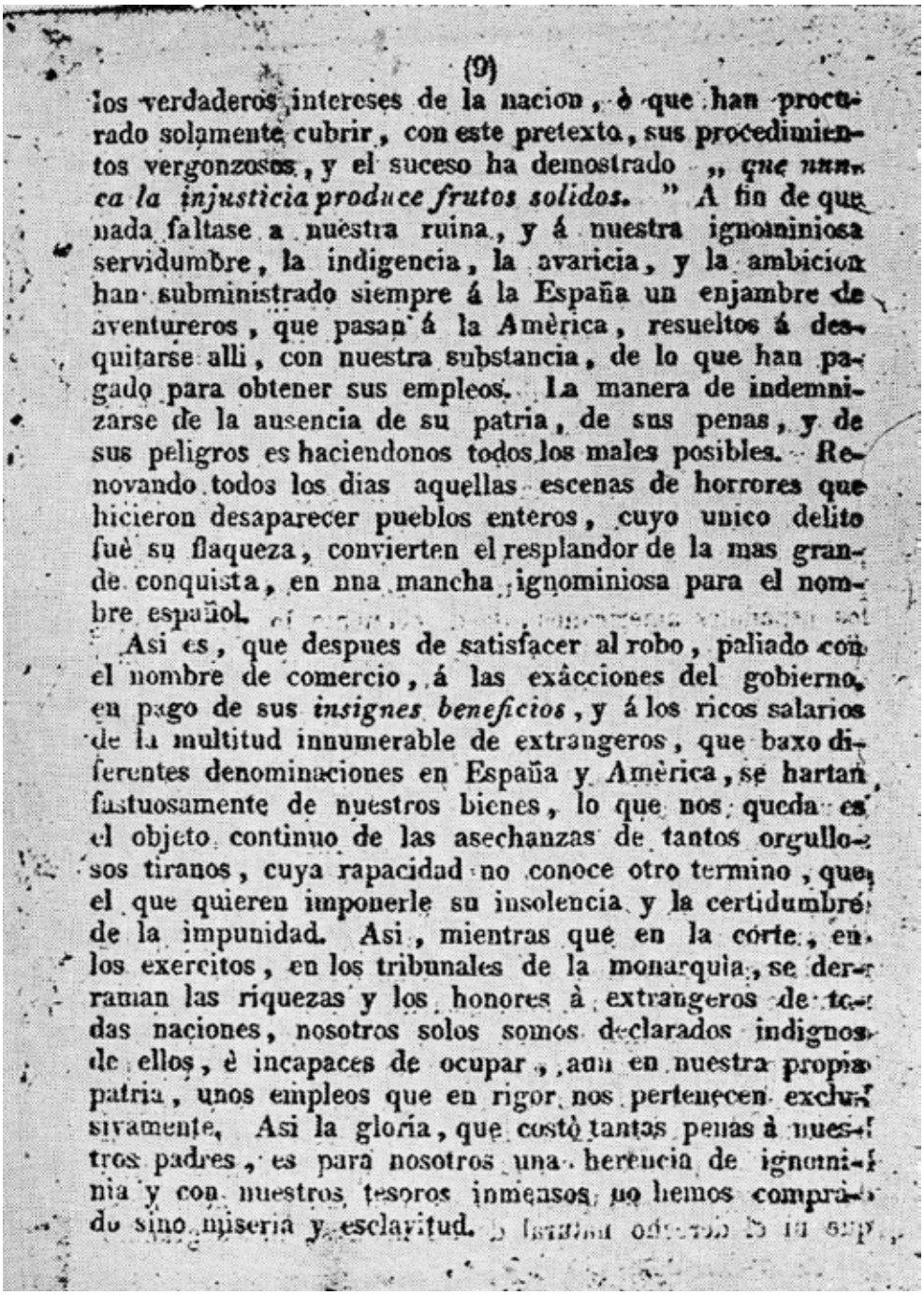
Parece que, sin renunciar á todo sentimiento de vergüenza, no se podia añadir nada á tan grandes ultrages. La ingeniosa politica, que baxo el pretexto de nuestro bien, nos habia despojado de la libertad, y de los bienes debia sugerir, á lo menos, que era preciso dexarnos alguna sombra de honor, y algunos medios de restablecernos para preparar nuevos recursos. Para esto es, que el hombre concede el reposo, y la comida á los animales que le sirven. La administracion economica de nuestros intereses nos habria consolado de la otras perdidas, y habria procurado ventajas á la España.

† *Tom.* I. *lib.* I. *cap.* VIII

Los intereses de nuestro pais, no siendo sino los nuestros, su buena ò mala administracion recae necesariamente sobre nosotros, y es evidente que á nosotros solos pertenece el derecho de exercerla, y que solos podemos llenar sus funciones; con ventaja reciproca de la patria, y de nostros mismos.

Que descontentos no manifestáron los españoles, quando algunos flamencos, vasallos como ellos, y ademas compatriotas de Carlos V. ocupáron algunos empleos publicos en España? Quanto no murmuráron? Con quantas solicitudes, y tumultos, no exigieron, que aquellos extrangeros fuesen despedidos, sin que su corto numero, ni la presencia del monarca, pudiese calmar la inquietud general? El miedo de que el dinero de España pasase á otro pais, aunque perteneciente á la misma monarquia, fuè el motivo que hizo insistir á los españoles con mas calor en su demanda.

Que diferencia no hay entre aquella situacion momentanea de los españoles, y la nuestra de tres siglos acá! Privados de todas las ventajas del gobierno, no hemos experimentado de su parte, sino los mas horribles desordenes y los mas grandes vicios. Sin esperanza de obtener jamas, ni una proteccion inmediata, ni una pronta justicia, á la distancia de dos á tres mil leguas, sin recursos para reclamarla, hemos sido entregados al orgullo, á la injusticia, á la rapacidad de los ministros, tan avaros por lo menos como los favoritos de Carlos V. Implacables para con unas gentes que no conocen, y que miran como extrangeras, procuran solamente satisfacer su codicia, con la perfecta seguridad de que su conducta iniqua será impune, ò ignorada del soberano. El sacrificio, hecho á la España, de nuestros mas preciosos intereses, ha sido el merito con que todos ellos pretenden honrarse, para excusar las injusticias con que nos acaban. Pero la miseria, en que la España misma ha caido, prueba que aquellos hombres no han conocido jamas



(9)

los verdaderos intereses de la nacion, ò que han procurado solamente cubrir, con este pretexto, sus procedimientos vergonzosos, y el suceso ha demostrado „ *que nunca la injusticia produce frutos solidos.* " A fin de que nada faltase a nuestra ruina, y á nuestra ignominiosa servidumbre, la indigencia, la avaricia, y la ambicion han subministrado siempre á la España un enjambre de aventureros, que pasan á la Amèrica, resueltos á desquitarse alli, con nuestra substancia, de lo que han pagado para obtener sus empleos. La manera de indemnizarse de la ausencia de su patria, de sus penas, y de sus peligros es haciendonos todos los males posibles. Renovando todos los dias aquellas escenas de horrores que hicieron desaparecer pueblos enteros, cuyo unico delito fuè su flaqueza, convierten el resplandor de la mas grande conquista, en una mancha ignominiosa para el nombre español.

Asi es, que despues de satisfacer al robo, paliado con el nombre de comercio, á las exâcciones del gobierno, en pago de sus *insignes beneficios*, y á los ricos salarios de la multitud innumerable de extrangeros, que baxo diferentes denominaciones en España y Amèrica, se hartan fastuosamente de nuestros bienes, lo que nos queda es el objeto continuo de las asechanzas de tantos orgullosos tiranos, cuya rapacidad no conoce otro termino, que el que quieren imponerle su insolencia y la certidumbre de la impunidad. Asi, mientras que en la córte, en los exercitos, en los tribunales de la monarquia, se derraman las riquezas y los honores à extrangeros de todas naciones, nosotros solos somos declarados indignos de ellos, è incapaces de ocupar, aun en nuestra propia patria, unos empleos que en rigor nos pertenecen exclusivamente. Asi la gloria, que costò tantas penas à nuestros padres, es para nosotros una herencia de ignominia y con nuestros tesoros inmensos no hemos comprado sino miseria y esclavitud.

Si corremos nuestra desventurada patria de un cabo al otro, hallaremos donde quiera la misma desolacion, una avaricia tan desmesurada como insaciable; donde quiera el mismo tratico abominable de injusticia y de inhumanidad, de parte de las sanguijuelas empleadas por el gobierno, para nuestra opresion. Consultemos nuestros anales de tres siglos, y allí veremos la ingratitud y la injusticia de la corte de España, su infidelidad en cumplir sus contratos, primero con el gran Colombo, y despues con los otros conquistadores, que le dieron el imperio del nuevo-mundo baxo condiciones solemnemente estipuladas. Veremos la posteridad de aquellos hombres generosos abatida con el desprecio, y manchada con el odio que les ha calumniado, perseguido, y arruinado. Como algunas simples particularidades podrian hacer dudar de este espiritu persecutor, que en todo tiempo se ha señalado contra los españoles americanos, leed solamente lo que el veridico Inca Garzilaso de la Vega escribe en el segundo tomo de sus Comentarios libro VIII, cap. 17.

„Quando el virey Don Francisco de Toledo, aquel hipocrita feroz, determinò hacer perecer al unico heredero directo del Imperio del Perù, para asegurar á la España la posesion de aquel desgraciado pais, en el proceso que se instaurò contra el joven è innocente Inca-Tupac-amaru, entre los falsos crimines con que este principe fuè cargado „ se acusa, dice Garzilaso, á los que han nacido en el pais de madres indias y padres españoles conquistadores de aquel imperio: se alegaba de que habian secretamente convenido con Tupac-amaru, y los otros Incas, de excitar una rebelion en el reyno, para favorecer el descontento de los que eran nacidos de la sangre real de los Incas, ò cuyas madres eran hijas, sobrinas, ò primas hermanas de la familia de los Incas, y los padres españoles y de los primeros conquistadores que habian adquirido tanta reputacion; que estos estaban tan poco atendidos, que ni el derecho natural de las madres, ni los grandes

servicios y meritos de los padres, les procuraban la menor ventaja, sino que todo era distribuido entre los parientes y amigos de los gobernadores, quedando aquellos expuestos á morir de hambre, sino querian vivir de limosna, ó hacerse salteadores de caminos, y acabar en una horca. Estas acusaciones siendo hechas contra los hijos de los españoles nacidos de mugeres indias, estos fueron tomados y todos los que eran de edad de 20 años y mas, capaces de llevar armas, y que vivian entonces en el Cuzco, fueron aprisionados. Algunos de ellos fueron puestos al tormento para forzarlos á confesar aquello de que no habia pruebas ni indicios. En medio de estos furores y procedimientos tiranicos, una india, cuyo hijo estaba condenado á la qüestion, vino á la prision y elevando su voz dixo. *Hijo mio, pues que se te ha condenado á la tortura, sufrela valerosamente como hombre de honor, no acuses á ninguno falsamente, y Dios te dará fuerzas para sufrirla, el te recompensará de los peligros y penas que tu padre y sus compañeros han sufrido para hacer este pais cristiano, y hacer entrar á sus habitantes en el seno de la Iglesia.*

Esta exhortacion magnanima, proferida con toda la vehemencia de que aquella madre era capaz, hizo la mas grande impresion sobre el espiritu del virey, y le apartó de su designio de hacer morir aquellos desdichados. Sin embargo no fueron absueltos, sino que se les condenó á una muerte mas lenta, desterrandolos á diversas partes del nuevo-mundo. Algunos fueron tambien enviados á España.

Tales eran los primeros frutos que la posteridad de los descubridores del nuevo-mundo recibia de la gratitud española, quando la memoria de los meritos de sus padres estaba aun reciente. El virey aquel monstruo sanguinario, pareció entonces el autor de todas las injusticias, pero desengañemonos, a cerca de los sentimientos de la corte, si creemos que ella no participaba de aquellos excesos;

ella se ha deleytado en nuestros dias en renovarlos en toda la Amèrica, arrancandole un numero mucho mayor de sus hijos, sin procurar disfrazar si quiera su inhumanidad: estos han sido deportados hasta en Italia.

Despues de haberlos botado en un pais, que no es de su dominacion, y renunciadolos como vasallos, la corte de España; por una contradiccion y un refinamiento inaudito de crueldades, con un furor que solo puede inspirar á los tiranos el miedo de la inocencia sacrificada, la corte se ha reservado el derecho de perseguirles y oprimirles continuamente. La muerte ha librado yá, á la mayor parte de estos desterrados, de las miserias que les han acompañado hasta el sepulcro. Los otros arrastran una vida infortunada y son una prueba de aquella crueldad de caracter que tantas veces se ha hechado en cara á la nacion española, aunque realmente esta mancha no deba caer sino sobre el depotismo de su gobierno *.

Tres siglos enteros, durante los quales este gobierno ha tenido sin interrupcion ni variacion alguna la misma conducta con nosotros, son la prueba completa de un plan meditado, que nos sacrifica enteramente á los intereses y conveniencias de la España, pero sobre todo á las pasiones de su ministerio. No obstante esto es evidente, que à pesar de los esfuerzos multiplicados de una falsa è iniqua politica, nuestros establecimientos han adquirido tal consistencia que Montesquien, aquel genio sublime, ha dicho," las Indias y la España son dos potencias baxo un mismo dueño; mas las Indias son el principal y la España el accesorio. En vano la politica procura atraher el principal al accesorio; las Indias atrahen continuamente la España à ellas †." Esto quiere decir en otros terminos, que las razones para tiranizarnos se aumentan cada dia. Semejante á un tutor malevolo que se ha acos-

* *En el año de* 1785 *existian aun en Italia* 313 *ex-jesuitas nativos de la Amèrica española.*

† *Lib.* 21 *cap* 22.

tumbrado á vivir en el fausto y opulencia a expensas de su pupilo, la España con el mas grande terror vè llegar el momento, que la naturaleza, la razon, y la justicia han pescripto para emanciparnos de una tutela tan tiranica.

El vacio y la confusion, que producirá la caida de esta administracion prodiga de nuestros bienes, no es el unico motivo que anima á la corte de España á perpetuar nuestra minoridad, á agravar nuestras cadenas. El despotismo que ella exerce, con nuestros tesoros, sobre las ruinas de la libertad española, podria recivir con nuestra independencia un golpe mortal, y la ambicion debe prevenirlo con los mayores esfuerzos.

La pretension de la corte de España, á una ciega obediencia a sus leyes arbitrarias, está fundada principalmente sobre la ignorancia, que procura alimentar y entretener, sobre todo acerca de los derechos inalienables del hombre, y de los deberes indispensables de todo gobierno. Ella ha conseguido persuadir al vulgo, que es un delito el razonar sobre los asuntos que importan mas á cada individuo, y por consiguiente, que es una obligacion continua la de extinguir la preciosa antorcha, que nos dió el criador para alumbrarnos y conducirnos. Pero a pesar de los progresos de una doctrina tan funesta, toda la historia de España testifica constantemente contra su verdad y legitimidad.

Despues de la epoca memorable del poder arbitrario, y de la injusticia de los ultimos reyes godos, què trajeron la ruina de su imperio, y de la nacion española, nuestros antepasados, quando restablecieron el reyno y su gobierno, pensaron en premunirse contra el poder absoluto, á que siempre han aspirado nuestros reyes. Con este designio, concentraron la supremacia de la justicia, y los poderes legislativos de la paz, de la guerra, de los subsidios y de las monedas, en las cortes que representaban la nacion en sus diferentes clases, y debian ser los

depositarios y los guardianes de los derechos del pueblo. A este dique tan solido los Aragoneses añadieron el celebre magistrado llamado *el Justicia*, para velar a la proteccion del pueblo contra toda violencia y opresion, como tambien para reprimir el poder abusivo de los reyes. En el preambulo de una de aquellas leyes los Aragoneses dicen, segun Gerònimo Blanco en sus Comentarios, pag. 751.", que la esterilidad de su pais y la pobreza de sus habitantes son tales que si la libertad no los distinguia de las otras naciones el pueblo abandonaria su patria, è iria a establecerse en una region mas fertil." Y á fin que el rey no olvide jamas el manantial de donde le viene la soberania, *el Justicia*, en la ceremonia solemne de la coronacion, le dirigia las palabras siguientes; „*Nos que valemos quanto vos, os hacemos nuestro rey y señor, con tal que guardeis nuestros fueros y libertades y si no no!*" tal como lo refiere el celebre Antonio Perez Secretario del rey Don Felipe II. Era pues un articulo fundamental de la constitucion de Aragon, que si el rey violaba los derechos y privilegios del pueblo, el pueblo podia legitimamente extrañarlo, y en su lugar nombrar otro, aunque fuese de la *religion Pagana*, segun el mismo Gerònimo Blanco.

A este noble espiritu de libertad es que nuestros antepasados debieron la energia que les hizo acabar tan grandes empresas, y que, en medio de tantas guerras onerosas, hizo florecer la nacion y la colmò de prosperidades, como se observa hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego que el rey pasò los limites, que la constitucion de Castilla y de Aragon, le habian prescripto, la decadencia de la España fuè tan rapida como habia sido extraordinario el poder adquirido, ò por mejor decir usurpado, por los soberanos. Y esto prueba bastante, que el poder absoluto, al qual se junta siempre el arbitario, es la ruina de los Estados.

La reunion de los reynos de Castilla y de Aragon,

como tambien los grandes estados, que al mismo tiempo tocaron por herencia á los reyes de España, y los tesoros de las Indias, dieron á la corona una preponderancia imprevista, y tan fuerte, que en muy poco tiempo trastornò todos los obstaculos, que la prudencia de nuestros abuelos habia opuesto para asegurar la libertad de su descendencia. La autoridad real, semejante al mar quando sale de sus margènes, inundò toda la monarquia, y la voluntad del rey, y de sus ministros se hizo la ley universal.

Una vez establecido el poder despotico tan solidamente, la sombra misma de las antiguas Cortes no existiò mas; no quedando otra salvaguardia á los derechos naturales, civiles, y religiosos de los Españoles que la arbitrariedad de los ministros, ó las antiguas formalidades de justicia llamadas *vias Juridicas*. Estas ultimas se han opuesto algunas veces á la opresion de la inocencia, sin estorbar por eso el que se verificase el proverbio de que *alla van leyes donde quieren reyes*.

Una invencion dichosa sugiriò al fin el medio mas fecundo para desembarazarse de estas trabas molestas. La suprema potencia economica, y los *motivos reservados en el alma real* (expreciones que asombrarán la posteridad) descubriendo al fin la vanidad, y todas las ilusiones del genero humano, sobre los principios eternos de justicia, sobre los derechos y los deberes de la naturaleza y de la sociedad, han desplegado de un golpe su irresistible eficacia sobre mas de cinco mil ciudadanos Españoles*. Observad que estos ciuda-

* *En el año de 1786 existian en Italia mas de 3000 ex-jesuitas restos de aquellos 5000 desventurados, que no tenian por toda renta sino la pension de dos paoli por dia, apenas bastantes para alimentar á un criado.*

danos estaban unidos en cuerpo, que à sus derechos de sociedad, en calidad de miembros de la nacion unian el honor de la estimacion pùblica, merecida por unos servicios tan utiles cono importantes †.

Omitiendo las reflexiones que nacen de todas las circunstancias de una execucion tan extraña, y dexando á parte las desgraciadas victimas de aquel bárbaro atentado, consideremosle solomente con respecto á toda la nacion Española.

La conservacion de los derechos naturales, y sobre todo de la libertad y seguridad de las personas y haciendas, es incontextablemente la piedra fundamental

† „ *El Paraguay (dice Montesquieu) puede subministrarnos otro exemplo. Se ha querido hacer un crimen à la compañia el que mira el placer de mandar como el unico bien de la vida; pero serà siempre sublime el gobernar à los hombres haciendolos mas dichosos.*

Es glorioso para ella el haber sido la primera que ha mostrado en aquellos paises la idea de la religion unida à la humanidad. Reparando las desvastaciones de los Españoles ha empezado à curar una de las mas grandes heridas que hasta ahora ha recibido el genero humano.

Un sentimiento exquisito que tiene esta compañia por todo lo que ella llama honor; su zelo por una religion que humilla mucho mas à los que la escuchan que à los que la predican le han hecho emprehender grandes cosas, que ha sabido acabar.

Ella ha asacado de los bosques unos pueblos dispersos, les ha dado una subsistencia segura, les ha vestido, y quando con esto no hubiese hecho otra cosa que aumentar la industria entre los hombres habria hecho muchicimo.

Esp des loix liv. iv, chap. 6.

de toda sociedad humana, de qualquiera manera que esté combinada. Es pues una obligacion indispensable de toda sociedad, ò del gobierno que la representa, no solamente respetar sino aun proteger eficasmente los derechos de cada individuo.

Aplicando estos principios al asunto actual, es manifiesto que cinco mil ciudadanos, que hasta entonces la opinion pùblica no tenia razon para sospechar de ningun delito, han sido despojados por el gobierno de todos sus derechos sin ninguna acusacion, sin ninguna forma de justicia, y del modo mas arbitrario. El gobierno ha violado solemnemente la seguridad pùblica, y hasta que no haya dado cuenta, á toda la nacion, de los motivos que le hicieron obrar tan despoticamente, no hay particular alguno, que en lugar de la proteccion que le es debida, no tenga que temer una opresion semejante, tanto mas quanto su flaqueza individual le expone mas facilmete que á un cuerpo numeroso, que en muchos respetos interesaba la nacion entera. Un temor tan serio, y tan bien fundado, excluye naturalmente toda idea de seguridad. El gobierno, culpable de haberla destruido en toda la nacion, ha convertido en instrumentos de opresion y de ruina, los medios que se le han confiado para proteger y conservar los individuos.

Si el gobierno se cree obligado à hacer renacer la seguridad pública y la confianza de la nacion en la rectitud de su administracion, debe manisfestar, en la forma juridica mas clara, la justicia de su cruel procedimiento, respecto de los cinco mil individuos de que se acaba de hablar. Y en el intervalo está obligado à confesar el crimen que ha cometido contra la nacion, violando un deber indispensable, y exerciendo una implacable tiranía.

Más si el gobierno se cree superior á estos deberes

para con la nacion; que diferencia hace pues entre ella y una manada de animales, que un simple capricho del propietario puede despojar, enagenar y sacrificar? El cobarde y timido silencio de los Españoles, acerca de este horrible atentado, justifica el discernimiento del ministerio que se atreviò á una empresa tan dificil como injusta. Y si sucede en las enfermedades politicas de un estado, como en las enfermedades humanas, que nunca son mas peligrosas que quando el paciente se muestra insensible al exceso del mal que le consume, ciertamente la nacion Española en su situacion actual tiene motivos para consolarse de sus penas.

El progreso de la grande revolucion que acabamos de bosquejar y que se ha perpetuado hasta nosotros, en la constitucion y gobierno de España, es conforme con la historia nacional. Pasemos ahora al examen de la influencia que nosotros debemos esperar, ò temer de esta misma revolucion.

Quando las causas conocidas de un mal qualquiera se empeoran sin relaxacion, seria una locura esperar de ellas el bien. Ya hemos visto la ingratitud, la injusticia y la tiranía, con que el gobierdo Español nos acaba desde la fundacion de nuestras colonias, esto es quando estaba el mismo muy lejos del poder absoluto y arbitrario á que ha llegado despues. Al presente que no conoce otras reglas que su voluntad, y que està habituado à considerar nuestra propiedad como un bien que le pertenece, todo su estudio consiste en aumentarle con detrimento nuestro, coloreando siempre, con el nombre de utilidad de la madre patria, el infame sacrificio de nuestros derchos, y de nuestros mas preciosos intereses. Esta logica es de los salteadores de caminos, que justifica la usurpacion de los bienes agenos, con la utilidad que de ella resulta al usurpador.

La expulsion y la ruina de los Jesuitas no tubieron, segun toda aparencia, otros motivos que la fama de sus

riquezas. Mas hallandose estas agotadas, el gobierno, sin compasion à la desastrada situacion à que nos habia reducido, quiso aun agravarla con nuevos impuestos, particularmente en la America Meridional, en donde en 1780 costaron tanta sangre al Perù. Gemiriamos aun baxo esta nueva opresion, si las primeras chispas de una indignacion, sobrado tiempo reprimida, no hubieran forzado á nuestros tiranos á desistirse de sus extorciones. Generosos americanos del nuevo reyno de Granada! Si la América española os debe el noble exemplo de la intrepides que conviene oponer ã la tirania, y el resplandor qué acompaña ã su gloria, sera en los fastos de la humanidad que se vera gravado, con caracteres inmortales, que vuestras armas protegieron ã los pobres indios, nuestros compatriotas, y que vuestros diputados estipularon por sns intereses con igual suceso qué por los vuestros. Pueda vuestra conducta magnanima servir de leccion ùtil ã todo el gènero humano!

El ministerio está muy lejos de renunciar à sus proyectos de engullir el resto miserable de nuestros bienes; mas desconcertado con la resistencia inesperada, que encontrò en Zipaquirá, ha variado de metodo para llegar al mismo fin. Adoptando, quando menos se esperaba, un sistema contrario al que su desconfiada politica habia invariablemente observado, ha resuelto dar armas á los españoles americanos, é instruirles en la disciplina militar. Espera, sin duda, obtener de las tropas regladas americanas el mismo auxilio, que halla en España de las bayonetas, para hacerse obedecer. Mas, gracias

al cielo, la depravacion de los principios de humanidad y de moral no ha llegado al colmo entre nosotros. Nunca seremos los bàrbaros instrumentos de la tirania, y antes de manchar nos con la menor gota de la sangre de nuestros hermanos inocentes, derramaremos toda la nuestra por la defensa de nuestros derechos y de nuestros intereses comunes.

Una marina poderosa, pronta à trahernos todos los horrores de la destruccion, es el otro medio que nuestra resistencia pasada ha sugerido à la tirania. Este apoyo es necesario al gobierno para la conservacion de las Indias. El decreto de 8 de julio de 1787 ordena, *que las rentas de las Indias* (exeptuada la del tabaco) *preparen los fondos suficientes para pagar la mitad, ò el tercio de los enormes gastos que exige la marina real.*

Nuestros establecimientos en el continente del nuevo mundo, aun en su estado de de infancia, y quando la potencia española estaba en su mayor declinacion, han estado siempre al abrigo de toda invasion enemiga: y nuestras fuerzas, siendo ahora mucho mas considerables, es claro que el aumento de tropas y de la marina, es para nosotros un gasto tan enorme como inutil à nuestra defensa. Asi esta declaracion formal, anunciada con tanta franqueza, no parece iudicar otra cosa, sino que la *vigilancia paternal* del gobierno por nuestra prosperidad (cuyas dulzuras nos ga hecho gustar hasta aqui), se propone darnos nuevas pruebas de su zelo y de su amor*. No escuchando sino las ideas de justicia, que se deben suponer á todo gobierno, se podria creer que los fon-

* *Siempre que el gobierno español nos anuncia un beneficio no puede uno menos que acordarse de lo que el verdugo decia al hijo de Felipe II quando le ponia el dogal al cuello: „ Paz, paz, Señor D. Carlos, que todo esto es por su bien."*

dos que debemos subministrrar *para el pago de los enormes gastos de la marina*, son destinados à proteger nuestro comercio, y multiplicar nuestras riquezas; de suerte que nuestros puertos, de la misma manera que los de España, van à ser abiertos à todas las naciones, y que nosotros mismos podremos visitar las regiones mas lejanas, para vender y comprar alli de la primera mano. Entonces nuestros tesoros. no saldran mas, como torrentes, para nunca volver, sino que, circulando entre nosotros, se aumentaràn incesantemente con la industria.

Tanto mas podriamos entregarnos à estas bellas esperanzas, quanto son mas conformes al *sistema de union y de igualdad*, cuyo establecimiento, entre nosotros y los españoles de Europa, *desea* el gobierno en su decreto real. Que vasto campo va pues á abrirse para obtener en la corte, en los exèrcitos, y en los tribunales de la monarquìa los honores y riquezas, que constantemente se nos han rehusado! Los españoles europeos, habiendo tenido hasta aqui la posesion exclusiva de todas estas ventajas, es bien justo pues que el gobierno, para establecer esta *perfecta igualdad*, empiese à ponerlos en el mismo pie, en que nosotros hemos estado tan largo tiempo. Nosotros solos deberiamos freqüentar los puertos de la España, y ser los dueños de su comercio, de sus riquezas, y de sus destinos. No se puede dudar que los españoles, testigos de nuestra moderacion, dexen de someterse tranquilamente à este nuevo òrden. El sistema de igualdad, y nuestro exemplo lo justifican maravillosamente.

Que diria la España y su gobierno si insistiesemos en la execucion de este bello sistema. Y para que insultarnos tan cruelmente hablando de union y de igualdad? Si, igualdad y union, como la de los animales de la fabula; la España se ha reservado la plaza del Leon. Luego no es sino despues de tres siglos que la

posesion del nuevo mundo, nuestra patria, nos es debida, y que oymos hablar de la esperanza de ser iguales á los españoles de Europa¿ Y como y porque titulo habriamos decaido de aquella igualdad? Ah! nuestra ciega y cobarde sumision á todos los ultrages del gobierno, es la que nos ha merecido una idea tan despreciable y tan insultante. Queridos hermanos y compatriotas, si no hay entre vosotros quien no conozca y sienta sus agravios mas vivamente que yo podria explicarlo, el ardor que se manifiesta en vuestras armas, los grandes exemplos de vuestros antepasados, y vuestro valeroso denuedo, os prescriben la única resolucion que conviene al honor que habeis heredado, que estimais, y de que haceis vuestra vanidad. El mismo gobierno de España os ha indicado ya esta resolusion, considerandoos siempre como un pueblo distinto de los españoles europeos, y esta distincion os impone la mas ignominiosa esclavitud. Consintamos por nuestra parte à ser un pueblo diferente: renunciemos al ridiculo sistema de *union* y de *igualdad* con nuestros amos y tiranos; renunciemos à un gobierno, cuya lejania tan enorme no puede procurarnos, aun en parte, las ventajas que todo hombre debe esperar de la sociedad de que es miembro; à este gobierno que lejos de cumplir con su indispensable obligacion de proteger la libertad y seguridad de nuestras personas y propiedades, ha puesto el mas grande empeño en destruirlas, y que en lugar de esforzarse á hacernos dichosos, acumula sobre nosotros toda especie de calamidades. Pues que los derechos y obligaciones del gobierno y de los subditos son reciprocas, la España ha quebrantado la primera todos sus deberes para con nosotros: ella ha roto los debiles lazos, que habrian podido unirnos y estrecharnos.

La naturaleza nos ha separado de la España con mares inmensos. Un hijo que se hallaria à semejante distancia de su padre seria sin duda un insensato, si en la

conducta de sus mas pequeños intereses esperase siempre la resolucion de su padre. El hijo está emancipado por el derecho natural; y en igual caso, un pueblo numeroso, que en nada depende de otro pueblo, de quien no tiene la menor necesidad, deberá estar sujeto como un vil esclavo?

La distancia de los lugares, que por si misma, proclama nuestra independencia natural, es menor aun que la de nuestros intereses. Tenemos esencialmente necesidad de un gobierno qnc esté en medio de nosotros, para la distribucion de sus beneficios objeto de la union social. Depender de un gobierno distante dos, ò tres mil leguas, es lo mismo que renunciar à su utilidad; y este es el interes de la corte de España, que no aspira á darnos leyes, á dominar nuestro comercio, nuestra industria, nuestros bienes y nuestras personas sino para sacrificarlas à su ambicion, à su orgullo y á su avaricia.

En fin, baxo qualquier aspecto que sea mirada nuestra dependencia de la España, se verá que todos nuestros deberes nos obligan à terminarla. Debemos hacerlo por gratitud à nuestros mayores, que no prodigáron su sangre y sus sudores, para que el teatro de su gloria ò de sus trabajos, se convirtiese en el de nuestra miserable esclavitud. Debemoslo á nosotros mismos por la obligacion indispensable de conservar los derechos naturales, recibidos de nuestro criador, derechos preciosos que no somos dueños de enagenar, y que no pueden sernos quitados sin injusticia, baxo qualquier pretexto que sea; el hombre puede renunciar à su razon, ò puede esta serle arrancada por fuerza? La libertad personal no le pertenece menos esencialmente que la razon. El libre uso de estos mismos derechos, es la herencia inestimable que debemos dexar á nuestra posteridad.

Seria una blasfemia el imaginar, que el supremo bien hechor de los hombres haya permitido el descubrimiento del nuevo mundo, para que un corto nú-

mero de *pícaros imbeciles* fuesen siempre dueños de desolarle, y de tener el placer atroz de despojar à millones de hombres, que no les han dado el menor motivo de queja, de los derechos esenciales recibidos de su mano divina; el imaginar que su sabiduria eterna quisiera privar, al resto del gènero humano, de las inmensas ventajas, que en el òrden natural debia procurarles un evento tan grande; y condenarle à desear que el nuevo mundo hubiese quedado desconocido para siempre. Esta blasfemia está sin embargo puesta en practica por el derecho que la España se arroga sobre la Amèrica, y la malicia humana ha pervertido el òrden natural de las misericordias del Señor, sin hablar de la justicia debida à nuestros intereses particulares para la defensa de la Patria. Nosotros estamos obligados á llenar, con todas nuestras fuerzas, las esperanzas de que hasta aqui el gènero humano ha estado privado. Descubramos otra vèz de nuevo la Amèrica para todos nuestros hermanos, los habitantes de este globo, de donde la ingratitud, la injusticia y la avaricia mas insensata nos han desterrado. La recompensa no sera menos para nosotros que para ellos.

Las diversas regiones de la Europa, à las quales la corona de España ha estado abligada á rennnciar; tales como el reyno de Portugal, colocado en el recinto mismo de la España, y la cèlebre repúblicа de las Provincias-Unidas, que sacudieron su yugo de hierro, nos enseñan que un continente infinitamente mas grande que la España, mas rico, mas poderoso, mas poblado, no debe depender de aquel reyno, quando se halla tan remoto, y menos aun quando està reducido è la mas dura servidumbre.

El valor con que las colonias inglesas de la Amèrica, han combatido por la libertad de que ahora gozan gloriosamente, cubre de vergüenza nuestra indolencia. Nosotros les hemos cedido la palma, con que han corona-

do las primeras al nuevo mundo de una soberanía independiente. Agregad el empeño de las Cortes de España y Francia en sostener la causa de los ingleses americanos. Aquel valor acusa nuestra insensibilidad. Que sea ahora el estímulo de nuestro honor, provocado con ultrages que han durado trescientos años.

No hay ya pretexto para excusar nuestra apatia si sufrimos mas largo tiempo las vejaciones; si nos destruyen, se dirá con razon que nuestra cobardia las merece. Nuestros descendientes nos llenarán de imprecaciones amargas, quando mordiendo el freno de la esclavitud, que habran heredado, se acordaren del momento, en que para ser libres no era menester sino el quererlo.

Este momento ha llegado: acojamosle con todos los sentimientos de una preciosa gratitud, y por pocos esfuerzos que hagamos, la sabia libertad, don precioso del cielo, acompañada de todas las virtudes, y seguida de la prosperidad comenzará su reyno el nuevo mundo, y la tiranía será inmediatamente exterminada.

Animados de un motivo tan grande y tan justo, podemos con confianza dirigirnos al principio eterno del órden y de la justicia, implorar en nuestras humildes oraciones su divina asistencia, y con la esperanza de ser oidos consolarnos de antemano de nuestras desgracias.

Este glorioso triunfo será completo, y costará poco á la humanidad. La flaqueza del único enemigo, interesado en oponerse á ella, no le permite emplear la fuerza abierta sin acelerar su ruina total. Su principal apoyo está en las riquezas que nosotros le damos: que estas le sean rehusadas, que ellas sirvan á nuestra dolencia, y entonces su rabia es impotente. Nuestra causa, por otra parte es tan justa, tan favorable al género humano, que no es posible hallar entre las otras naciones ninguna que se cargue de la infamia de combatirnos, ó que, renunciando á sus intereses personales, ose contradecir los

deseos generales en favor de nuestra libertad. El español sabio y virtuoso, que gime en silencio de la opresion de su patria, aplaudirá en su corazon nuestra empresa. Se verá renacer la gloria nacional en un imperio inmenso, convertido en asilo seguro para todos los españoles, que ademas de la hospitalidad fraternal, que siempre han hallado aqui, podran respirar libremente baxo las leyes de la razon y de la justicia.

Plugiese à Dios que este dia, el mas dichoso que habrá amanecido jamas no digo para la Amèrica, sino para el mundo entero: plugiese ã Dios que que llegue sin dilacion! Quando ã los horrores de la opresion, y de la crueldad suceda el reyno de la razon, de la justicia, de la humanidad; quando el temor, las angustias, y los gemidos de diez y ocho millones de hombres hagan lugar ã la confianza mutua, á la mas franca satisfacion, y al gozo mas puro de los beneficios del criador, cuyo nombre no se emplearà mas en disfrazar el robo, el fraude, y la ferocidad: * quando sean hechados por tier-

* „ *Que motivo justo podia tener el gobierno español para declarar la guerra á los indios (dice el virtuoso las Casas), que no le habian hecho jamas ningun agravio, ni inquietado de ninguna manera? Ellos no les habian visto jamas, ni conocido, no habian desembarcado en sus tierras para hacer correria en ellas, no habian jamas hecho profesion del cristianismo, como los moros del reyno de Granada. Tampoco se puede tachar à los indios de ser enemigos declarados de nuestra fè, ni de hacer obras para destruirla con persecuciones abiertas, ò con persecuciones ocultas, forzando á los cristianos à renunciar su fè para obligarles à volverse idòlatras. Las leyes divinas y humanas no han permitido jamas hacer la guerra à las naciones baxo el pretexto de establecer entre ellas la fè, à menos que no se quiera sostener*

ra los odiosos obstàculos, que el egoismo mas insensato, opone la bien estar de todo el gènero humauo, sacrificando sus verdaderos intereses al placer bàrbaro de impedir el bien ageno; que agradable y sencible espectàculo presentarán las costas de la Amèrica, cubiertas de hombres de todas las naciones, cambiando las producciones de sus paises por las nuestras! Quantos huyendo de la opresion, ò de la miseria, vendràn à enriquecernos con su industria, con sus conocimientos y à reparar nuestra poblacion debilitada! De esta manera la América reunirà las extremidades de la tierra, y sus habitantes serán atados por el interes comun de una sola GRANDE FAMILIA DE HERMANOS.

Que la ley evangelica, llena de caridad de dulzura, de humildad deba ser introducida en el mundo por la fuerza como la ley de Mahomet...."

„ *No hay lugares en el mundo, donde los animales multipliquen tanto como en las indias, porque el aire alli es templado, y favorable à la generacion. Pero los Espoñoles han hallado el secreto de despoblar enteramente las regiones llenas de una multitud infinita de hombres y mugeres à los quales han matado injustamente para apoderarse del oro y plata que poseian: los otros los han hecho perecer haciendolos trabajar con exceso, no obligandolos à llevar cargas muy pesadas por espacio de ciento ò doscientas leguas, tanto que para tener riquezas sacrificaban la vida de los indios. Nada decimos que no sea muy verdadero, y no decimos aun la mitad de las cosas que hemos visto.*" D. B. de las Casas, descubrimiento de las Indias Paris año 1697.

(28)

AMERICANOS

BAXO EL YUGO ESPAÑOL.

Llegó por fin la hora de sacudir el yugo que ha tres siglos soportais por aquellos que en vez de ser vuestros hermanos, han sido vuestros mas crueles enemigos. Los patrioticos deseos del ilustre y virtuoso Viscardo van á realizarse: la Europa tiene puesta su atencion en el inmenso continente Colombiano: ya los nobles exfuerzos de *Quito* han excitado el mayor gozo en todas las almas generosas, que en breve esperan ver el estandarte de la independencia enarbolado desde la una extremidad á la otra de ese dilatado imperio.

Americanos, los que hasta aqui era justo y conforme con los mas sagrados derechos vuestros, hoy viene á ser una medidada indispensable, para asegurar vuestra felicidad futura. La España vuestra opresora, está ya casi subyugada, y quando estos renglones lleguen á vuestras manos, no conocerá la peninsula otro soberano que Bonaparte, pues que antes de llegar los formidables exércitos, que victoriosos vuelven de Alemania, ya Gerona estaba rendida á pesar de una tenaz resistencia: el exército que habia costado muchos meses en formarse, y mucho caudal para aprestarse, cuyo general Areizaga blazonaba ufanamente de ir á conquistar Madrid fuè totalmente destruydo en Ocaña, al mismo tiempo que el cuerpo mandado por el duque del Parque, deshecho y dispersado tambien huia por las montañas del reyno de Leon. La Inglaterra reconoce la imposibilidad de sostener sus aliados españoles, pues que no han tomado parte en estas ùltimas acciones, quedando su exército inmovil en las fronteras de Portugal

La incapacidad de la Junta, dicha Suprema, que sin

título alguno legal * tiene arrogadose à si todo el poder despues de la detencion en Francia de Carlos IV. y de su hijo Fernando; su extrema ignorancia, presuncion, y sobre todo el desprecio total de los derechos, è intereses de la nacion española, por el bien de la qual casi nada tiene executado; ha contribuido principalmente para acelerar la conquista final de la España. Ahora que ven faustrados sus proyectos, tal vez querran los miembros de este cuerpo volver sus miras hácia vuestra Amèrica, que locamente consideran como propiedad suya trasmitida por herencia.——— No debeis dar de ninguna manera oidos á estos transfugos que procuran conservar el poder de que han abusado tanto sus agentes, en to-

* *La* Junta Central *no representa verdadera y propiamente à los reynos, aun quando sus municipalidades hayan reconocido las juntas establecidas en la capital de cada una, porque ni tòdos los pueblos han nombrado estas juntas, ni aun los de las capitales, hablando en general, han elegido sus miembros, ni en estos nombramientos se ha tenido consideracion á las clases y establecimientos demandados por la constitucion. No se puede, por tanto, dar con propiedad à su representacion el tìtulo de* Nacional; *pues aun que la que tiene proceda de origen legìtimo, ni la tiene* Completa, *ni la tiene* Constitucionalmente. *Jovellanos en su opinion ó protestà sobre la formacion de la Junta Suprema de gobierno——Aranjuez* 1808.

..... *Y pues que al fin no debemos ya dudar que el presente gobierno (la Junta Suprema) no es ni* legìtimo *ni tampoco* ùtil, *y que su permanencia nos conduce à una abominable esclavitud y la ruina absoluta del pais.*

..... El Marques de la Romana en representacion *à la Junta Central.*

Sevilla 14 de octubre de 1809.

dae las partes de esa infeliz Amèrica. El venderos á alguna de las principales potencias Europeas, seria provablemente su principal objeto. Ellos sin duda propondran medios exclusivos en favor de aquella nacion que quisiesen favorecer, y de la qual esparasen en pago, ayuda para tiranisaros¿ Sereis pues acaso tan viles y cobardes que os dexeis asi insultar? No; la honra nacional, el recuerdo aun fresco de las afrentas que teneis recibidas de los vireyes y audiencias, gobernadores, intendentes, y otros, instrumentos del mas atroz despotismo despertaran en vosotros los nobles sentimientos de independencia, ùnico remedio á tantos males. Americanos: decid á esos españoles que ahi habitan, ò que puedan ir á refugiarse en vuestra patria, que solo como *conciudadanos*, y no como *amos* pueden ser considerados y recibidos entre vosotros; ofrecimiento mucho mas liberal de lo que ellos merecen, porque sera digno de la generosidad de unos pueblos que no los teme, y que para llenarlos de mayor confusion, quieren voluntariamerte olvidar sus crimenes.

Americanos: apresuraos en declarar vuestra independencia, y procurad de establecerla al mismo tiempo sobre bases de una libertad racional y de un gobierno, que debera un dia elevaros al mas alto grado de prosperidad. Tomad exemplo de vuestros vecinos en los estados unidos de Amèrica. Considerad como estos han prosperado desde el dia que osaron proclamar los santos principios de la libertad; quando vosotros, mas felices que ellos, no estais obligados á combatir, para conseguir vuestra independencia: no teneis, ni podeis tampoco tener enemigos, pues que todas las potencias de Europa necesitan de vuestra amistad y comercio: ya la Francia os convida para que asegureis vuestra independencia: la Inglaterra la desea, y ni la una ni la otra tendran la temeridad de querer dictaros leyes. Vosotros tambien necesitais por otra parte del comercio y la luces de la Eu-

ropa, porque os es útil el poder enviar vuestras varias, y preciosas producciones á sus mercados, y de recibir en cambio los productos del ingenio é industria de que careceis. Abrid pues vuestros puertos á todas las naciones con la excepcion solamente de aquellas que osasen acomsteros, ò rehusasen reconocer vuestra independencia. Las disputas de la España os deben ser enteramente estrañas. No olvideis que en un solo punto estaban acordes todos los partidos, y este punto era, en ver como podian prolongar el cautiverio de sus propios compatriotas de la América, que siempre han mirado como si fuesen sus negros, ò *Helotas*. O Americanos, nada teneis que hacer con la casa de Borbon ni sus ramas pretensoras, á quienes nada deben los pueblos americanos.

Un buen gobierno es la base de la felicidad de todas las naciones. Sin el, ¿ de que os serviria la independencia, ¿ y como la podriais mantener, ? como podria prosperar la agricultura, el comercio, las artes, las ciencias, todos los ramos de la industria humana ? A ese objeto principalmente deben dirigirse todos vuestros esfuerzos; y en el interin que no podais consultar las opiniones de los diferentes estados que deben formar esa grande confoderacion, comensad por establecer gobiernos provisorios; y sin alterar por ahora, ni destruir antes de tener edificado, conservad vuestros *cabildos y ayuntamientos*, para los quales las personas mas capaces entre vosotros deberan ser nombradas por los propietarios, y hombres de letras que son los únicos jueces, competentes, y mas interesados en executar las leyes, é impedir los desordenes de la anarquia inseparables de los gobiernos, quando sus magistrados son elegidos tumultuosamente por la plebe: estos gobiernos provisorios bastaran en los principios, hasta que formeis un centro comun donde resida el poder Supremo depositado en manos de los delegados de todos los Estados, y que mantenga la unidad necesaria a la existencia de vuestra confederacion. Cada una de

vuestras provincias tiene diversos intereses, clima y costumbres, y por esta razon es necesaria tengan gobiernos particulares; mas sin una reunion de todos, no podeis jamas tener fuerza ni consistencia. Un Centro comun es necesario para la seguridad externa, como para la interna prosperidad. Luego que tengais establecida una constitucion fundada sobre los principios de justicia, que reconozca y mantenga los derechos sagrados de la propiedad, y de la seguridad personal, entónces vereis millares de hombres buenos, dejar por todas partes la afligida Europa, que os llevaran las artes, las ciencias y la industria de que únicamente careceis; y bien pronto fructificaran entre una nacion dotada por la naturaleza de las mas felices disposiciones. Acojedlos pues como hermanos, concededles, si lo mereciesen, los derechos de ciudadanos, á fin de que puedan mirar la América como su propia patria. Y vosotros españoles que habitais el territorio americano. No vacileis en reconocer unos derechos que jamas podreis con justicia contestar; dexad á los americanos el gobierno de su pais, y abandonad la insensata pretencion de vuestra antigua odiada superioridad. Ya no sois dueños de ese rico continente. Sois un puñado de opresores sin patria, sin ocupacion, ó apoyo; la proteccion que podriais esperar de alguna potencia Europea, os seria inutil, pues nadie sino los americanos podran ya dar leyes en el nuevo mundo. Si quereis merecer el perdon de vuestros innumerables crimenes, adoptad la América como patria, y tomad por vuestra divisa, el arrepentimiento, y sumision a las leyes: si despreciaseis este saludable consejo, no os quejeis despues de los funestos efectos de la indignacion de aquellos que hasta aqui fuéron tratados como vuestros esclavos....

Enero de 1810.

Octava edición de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

La primera edición peruana de la Carta se hizo en el periódico limeño Correo Mercantil, Político y Literario números 16, 17, 18 y 19, del 28 de febrero y del 7, 18 y 22 de marzo de 1822. La Carta de Viscardo se publica en el Correo Mercantil al mismo tiempo que otra célebre Carta política: la del Solitario de Sayan, con su alegato contra el sistema monárquico y en favor de la República, en los días de los decisivos debates de la Sociedad Patriótica de Lima. La fotocopia que publicamos está tomada de la colección de ese periódico que se conserva en la Biblioteca Nacional de Lima.

Núm 16.

CORREO MERCANTIL
POLITICO Y LITERARIO.

LIMA 28 DE FEBRERO DE 1822: 3.º DE LA LIBERTAD DEL PERU.

Los pueblos no son cultivados en razon de su fertilidad, sino en razon de su libertad.
MONTESQUIEU.

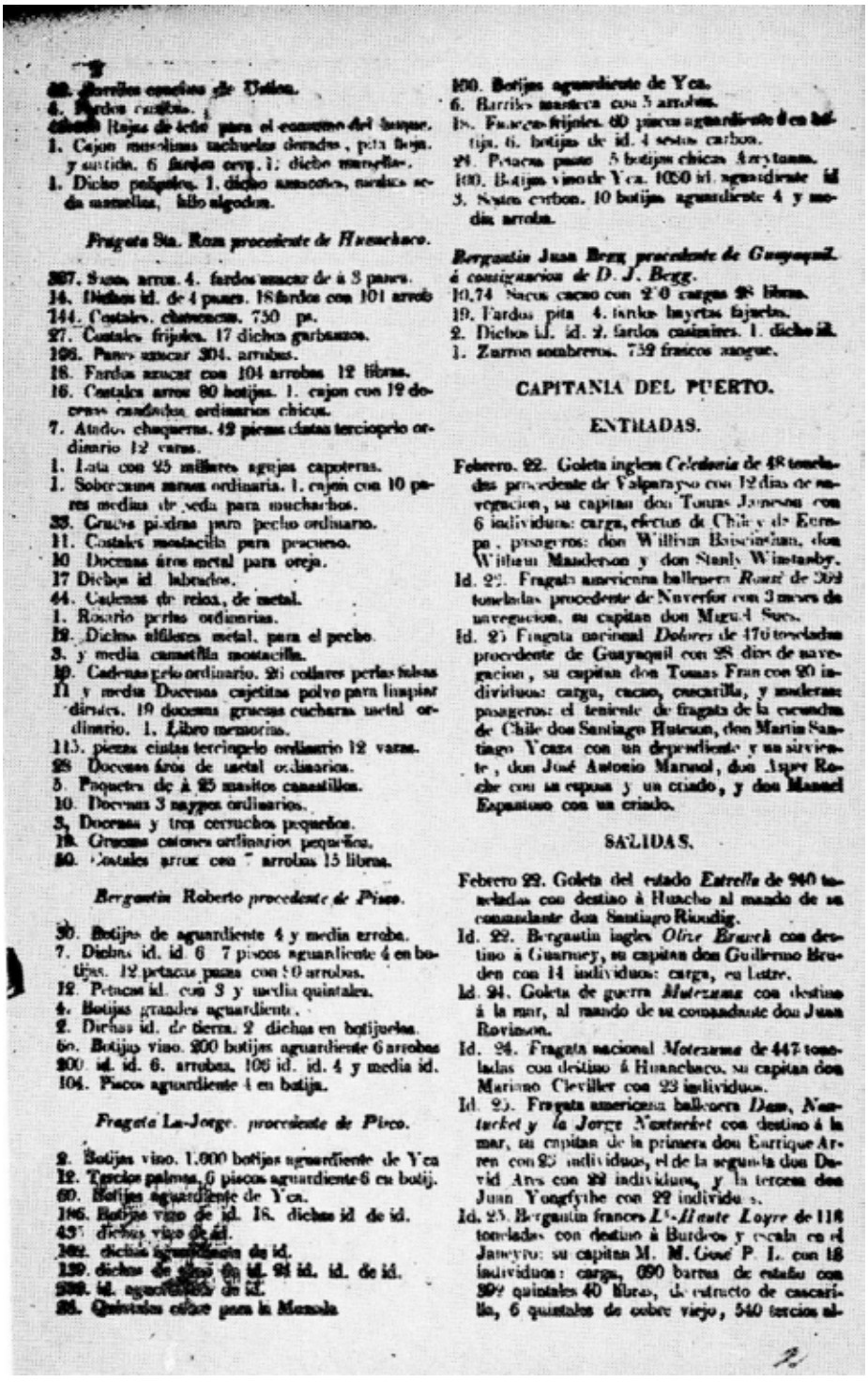
Razon de los cargamentos que han conducido los buques, cuyos nombres y destinos se expresan á continuacion.

Bergantin ingles sir Francis Baring procedente de Londres y Valparaiso á la consignacion de los señores Wadington y Green.

20. Fusiles. 20. dichascon bayonetas cada uno 180
21. Escopetas cada una 2 1/2. 12 dichas id. id.
12. dichas id. cada uno 60.
20. Carabinas con bayonetas.
30. Pares pistolas para caballeria.
1. Cajon muestras de fusiles, escopetas.
103. Piezas platillas hilo de 30 yardas.
3. Cajones, 343 piezas bretañas hilo 5 y tres cuartas
2 1/4. Cortes, quimon azul 5 yardas.
90. Piezas gaza punto estaca
50. Piezas cada uno 750 carlancanes 12 yardas angostos. 146 piezas id. id. id.
80. Piezas cada uno 720 dichos id.
61. Piezas, 122 gazas punto estaca 10 yardas.
26 Docenas pañuelos algodon y 50 piezas chales.
10. Docenas pañuelos y chales de seda.
24. Docenas id. y toquillos.
125. tercios cada uno 875. tercios. hilo algodon.
72. tercios id. id. 125 tercios cada uno 250.
50. tercios 450 id.
24. id. hilo algodon,
100. piezas cada uno 300 gazas punto estaca.
260. Cortes, y trajes de id. 5 pipas Ron.
4. Dichas aguardiente. 4 dichas ginebra.
1. Cajon con un organo. 500 docenas pañuelos algd
20. Quintales municion para cazar.
5. Pares guisanderia. 4. dichas id.
12 dichas. id. con fanales. 1. dichos id.
80. Docenas vasos. 9. fanales y 10 docenas copitas.
28. Canastos loza surtida.
100. Docenas alfileres y 250 millares agujas,
10. Millares anzuelos. 5 sillas de montar.
20 y media docenas zapatos para tropa.
7. Cajones con 51 docena zapatos.
18. Pares botas y 4 docenas zapatos.
10. dichas id. 2 dichos pares botas.
2. Dichas id. id. 392 piezas cintas todas colores de seda 18 yardas.
31. Piezas tafetanes ingleses 380 yardas.
10. Piezas tafetanes ingles 250 yardas.
24 Docenas pañuelos seda. 80 yardas, tafetan y 4 y medio piezas cargas de lana.
11. Jarras arañas pequeñas.
20. Piezas manufactura de oja de lata.
5. Docenas instrumentos para jardines.
5. Docenas cuchillos machetones.
8. Docenas ganchos y dedales de bugue.
1. Barril aguardiente medio vacio.
1. Barril con 11 pañuelones.
12. Barriles vino blanco.
14. Pipas. | Idem.
3. Barriles. |
57, Piezas bayetones fajuelas.
4. Forte-pianos. 280 piezas quimones angostos.
40. Piezas cocos de 12 yardas ordinarias,
12. Piezas 300 yardas colchados blancos.
10. Piezas 298 yardas id.
10. Piezas 372 y medio nanquines ordinarios.
18. Id. 415 y medio id. id.
20. Id. 470 id. id. 1 baul 33 pañuelos casimir.
1. Dicho 28 id. id.
2. Cajones 18 piezas panelas cepillos para dientes
2. Docenas Jabon.
2. Cajones estuches, carpetas 19 piezas.
2. Cajones, cajas costura y varias cosas.
2. Dichos con 12 instrumentos matematicos.
2. Tercios de 6 2 piezas. 10 piezas bayetas fajuelas
3. Dichos 12. 24 id. id 2. dichos 13.
30. Id. sargas lana. 2 pipas Ron.
12. Baulitos tersina, 5 dichos lana.
9. Dichos alquitran. 1 dicho piedras chispas.
6. Atados con varios patechos muselinas con 8 á 10 docenas. 1903 barras fierro.
10. Atados id. id
2. Cajones con retratos del excmo. señor protector y mapas de la América del Sur.
1. Cajon maquina para copiar cartas.
2. Baules con libros, balanzas, pesos y muestras.
1. Baul con libros y papel.
2. Cajonsitos con una escopeta y un par de pistolas
2. Cajonsitos cajas de medicina.
1. Baul con mantles y ropa de cama.
1. Caja fierro barra, ademas ropa usada y de cama
10. Planchas cobre con 20 libras.
20 libras clavos de cobre. 6. calabilos.

Bergantin Viper procedente de Panamá

15. Tercios cera. 4. baules pita. 5 id. cacao.
1. Cajon hilo. 1. fardo camisas de lana.
10. Tablas cedro 43. bultos jarcia surtida.
189. Mangles madera. 10 tablas cedro.
2. Cuartones cedro. 20 tablas id.
6. Fardos pavno. 1. dicho petates.



88. Barriles conchas de Vatica.
4. Bardos cueros.
Cajones Rejas de fierro para el consumo del buque.
1. Cajon muselinas vacheretes dorados, pra boja. y surtido. 6 fardos crea. 1. dicho marsellas.
1. Dicho pañuelos. 1. dicho armazones, cardas seda marsellas, hilo algodon.

Fragata Sta. Rosa procedente de Huanchaco.

387. Sacos, arrs. 4. fardos azucar de à 3 panes.
14. Dichos id. de 4 panes. 18 fardos con 101 arrob
144. Costales. chancacas. 750 ps.
27. Costales frijoles. 17 dichos garbanzos.
106. Panes azucar 304. arrobas.
18. Fardos azucar con 104 arrobas 12 libras.
16. Costales arroz 80 botijas. 1. cajon con 12 docenas candelas ordinarios chicos.
7. Atados chaqueras. 42 piezas cintas terciopelo ordinario 12 varas.
1. Lata con 25 millares agujas capoteras.
1. Sobrecama zaraza ordinaria. 1. cajon con 10 pares medias de seda para muchachos.
33. Cruces piedras para pecho ordinario.
11. Costales mostacilla para procuso.
10 Docenas áros metal para oreja.
17 Dichos id labrados.
44. Cadenas de reloz, de metal.
1. Rosario perlas ordinarias.
12. Dichos alfileres metal. para el pecho.
3. y media canastilla mostacilla.
10. Cadenas pelo ordinario. 21 collares perlas falsas
11 y media Docenas cajetitas polvo para limpiar dientes. 19 docenas gruesas cucharas metal ordinario. 1. Libro memorias.
113. piezas cintas terciopelo ordinario 12 varas.
28 Docenas áros de metal ordinarios.
3. Paquetes de à 25 masitos canastillos.
10. Docenas 3 naypes ordinarios.
3. Docenas y tres cerrucho pequeños.
18. Gruesas cotones ordinarios pequeños.
80. Costales arroz con 7 arrobas 15 libras.

Bergantin Roberto procedente de Pisco.

30. Botijas de aguardiente 4 y media arroba.
7. Dichas id. id. 6 7 piscos aguardiente 4 en botijas. 12 petacas pasas con 50 arrobas.
12. Petacas id. con 3 y media quintales.
4. Botijas grandes aguardiente.
2. Dichas id. de tierra. 2 dichas en botijuelas.
60. Botijas vino. 200 botijas aguardiente 6 arrobas
200 id. id. 6. arrobas. 106 id. id. 4 y media id.
104. Piscos aguardiente 4 en botija.

Fragata La-Jorge. procedente de Pisco.

2. Botijas vino. 1.000 botijas aguardiente de Yca
12. Tercios palmas. 6 piscos aguardiente 6 en botij.
60. Botijas aguardiente de Yca.
146. Botijas vino de id. 18. dichas id de id.
43. dichas vino de id.
102. dichas aguardiente de id.
139. dichas de vino de id. 24 id. id. de id.
200. id. aguardiente de id.
26. Quintales cobre para la Moneda

100. Botijas aguardiente de Yca.
6. Barriles manteca con 5 arrobas.
18. Fanegas frijoles. 60 piscos aguardiente 6 en botija. 6. botijas de id. 4 sestas carbon.
24. Petacas pasas 5 botijas chicas Arrytamas.
100. Botijas vino de Yca. 1000 id. aguardiente id
3. Sestas carbon. 10 botijas aguardiente 4 y media arroba.

Bergantin Juan Begg procedente de Guayaquil. á consignacion de D. J. Begg.

10.74 Sacos cacao con 2'0 cargas 28 libras.
19. Fardos pita 4. fardos hayetas fajadas.
2. Dichos id. id. 2. fardos casimires. 1. dicho id.
1. Zurron sombreros. 732 frascos zaraque.

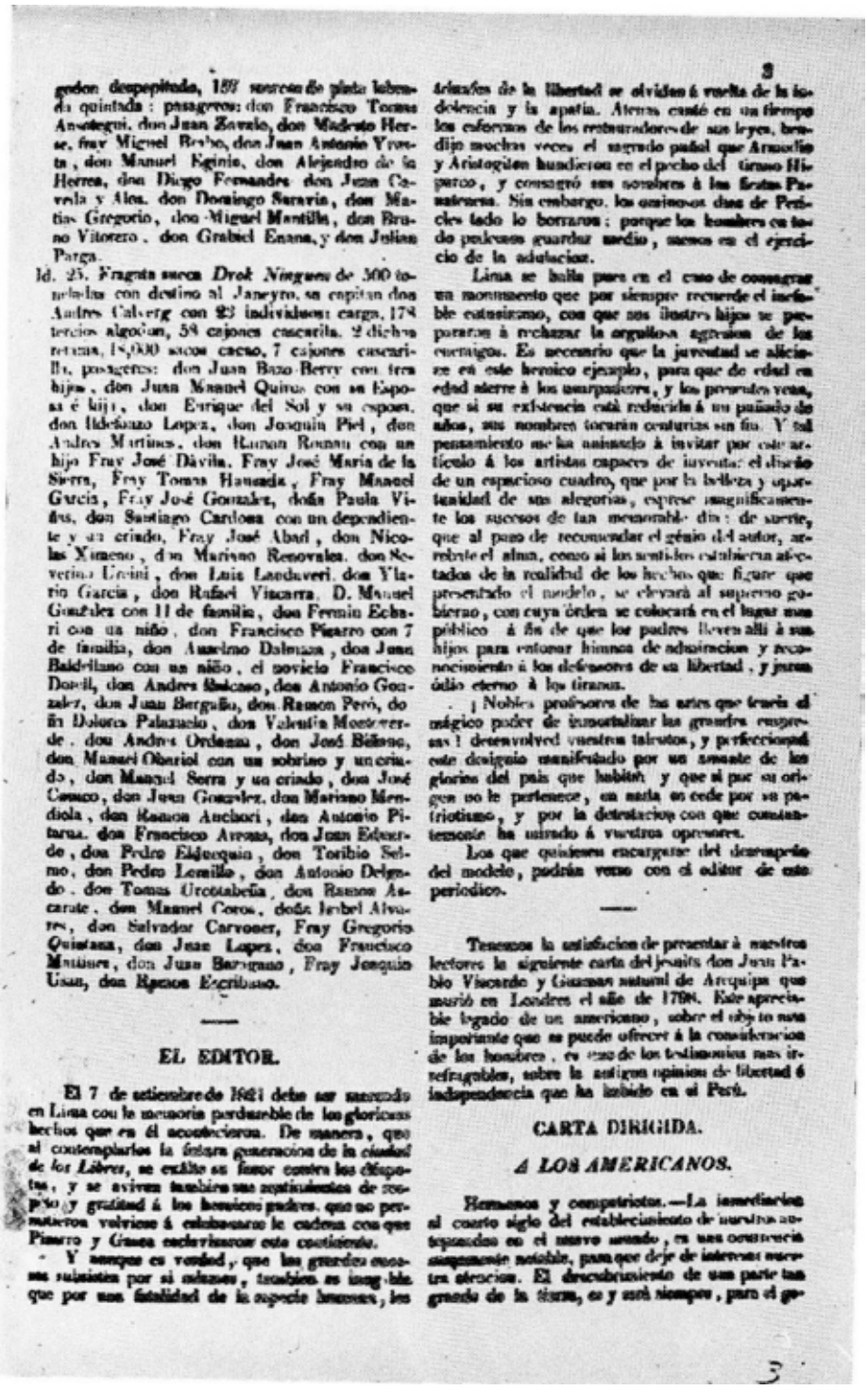
CAPITANIA DEL PUERTO.

ENTRADAS.

Febrero. 22. Goleta inglesa *Celestoria* de 48 toneladas procedente de Valparayso con 12 dias de navegacion, su capitan don Tomas Jonesson con 6 individuos: carga, efectos de Chile y de Europa, pasageros: don William Boisenisham, don William Masderson y don Stanly Winstanby.
Id. 22. Fragata americana ballenera *Rosa* de 388 toneladas procedente de Nuevitas con 3 meses de navegacion, su capitan don Miguel Sucs.
Id. 23 Fragata mercantil *Dolores* de 476 toneladas procedente de Guayaquil con 28 dias de navegacion, su capitan don Tomas Fran con 20 individuos: carga, cacao, cascarilla, y maderas: pasageros: el teniente de fragata de la escuadra de Chile don Santiago Hutcson, don Martin Santiago Ycaza con un dependiente y un sirviente, don José Antonio Manuel, don Aquiles Roche con su esposa y un criado, y don Manuel Espantoso con un criado.

SALIDAS.

Febrero 22. Goleta del estado *Estrella* de 240 toneladas con destino à Huacho al mando de su comandante don Santiago Rioudig.
Id. 22. Bergantin ingles *Olive Branch* con destino à Guarney, su capitan don Guillermo Hruden con 14 individuos: carga, en lastre.
Id. 24. Goleta de guerra *Motezuma* con destino á la mar, al mando de su comandante don Juan Rovinson.
Id. 24. Fragata nacional *Motezuma* de 447 toneladas con destino á Huanchaco, su capitan don Mariano Clevillet con 23 individuos.
Id. 25. Fragata americana ballenera *Dane, Nantucket y la Jorge Nantucket* con destino á la mar, su capitan de la primera don Enrique Arren con 25 individuos, el de la segunda don David Ares con 22 individuos, y la tercera don Juan Yongfythe con 22 individuos.
Id. 25. Bergantin frances *L'Haute Loyre* de 118 toneladas con destino à Burdeos y escala en el Janeyro: su capitan M. M. José P. L. con 18 individuos: carga, 690 barras de estaño con 39 quintales 40 libras, de estracto de cascarilla, 6 quintales de cobre viejo, 540 tercios al-



gedon despepitada, 187 sacos de pinta lebenda quintada: pasageros: don Francisco Tomas Anastegui, don Juan Zavala, don Macario Herse, fray Miguel Berbe, don Juan Antonio Yrureta, don Manuel Eginio, don Alejandro de la Herrea, don Diego Fernandez don Juan Cevela y Alva. don Domingo Saravia, don Matias Gregorio, don Miguel Montilla, don Bruno Vitorero, don Grabiel Enana, y don Julian Parga.

Id. 25. Fragata sueca *Drok Ningues* de 300 toneladas con destino al Janeyro, su capitan don Andres Calverg con 23 individuos: carga, 178 tercios algodon, 58 cajones cascarilla, 2 dichos retama, 18,000 sacos cacao, 7 cajones cascarilla, pasageros: don Juan Bazo-Berry con tres hijos, don Juan Manuel Quiros con su Esposa é hijo, don Enrique del Sol y su esposa, don Ildefonzo Lopez, don Joaquin Piel, don Andres Martinez, don Ramon Roman con un hijo Fray José Dávila, Fray José María de la Sierra, Fray Tomas Hanuada, Fray Manuel Garcia, Fray José Gonzalez, doña Paula Vidas, don Santiago Carlona con un dependiente y un criado, Fray José Abad, don Nicolas Ximeno, don Mariano Resovales, don Severino Ucini, don Luis Landaveri, don Ylario Garcia, don Rafael Viscarra, D. Manuel Gonzalez con 11 de familia, don Fermin Echari con un niño, don Francisco Pizarro con 7 de familia, don Avelino Dalmaza, don Juan Baldebano con un niño, el novicio Francisco Donil, don Andres Salcedo, don Antonio Gonzalez, don Juan Berguño, don Ramon Perú, doña Dolores Palazuelo, don Valentin Montverde, don Andres Ordeana, don José Billano, don Manuel Oberiol con un sobrino y un criado, don Manuel Serra y un criado, don José Cosaco, don Juan Gonzalez, don Mariano Mendiola, don Ramon Anchori, don Antonio Pitarua, don Francisco Arrona, don Juan Eduardo, don Pedro Elduequin, don Toribio Selmo, don Pedro Lemillo, don Antonio Delgado, don Tomas Urcotabeña, don Ramon Acarate, don Manuel Coros, doña Isabel Alvares, don Salvador Carvonez, Fray Gregorio Quintana, don Juan Lopez, don Francisco Matinez, don Juan Barragan, Fray Joaquin Usan, don Ramon Escribano.

EL EDITOR.

El 7 de setiembre de 1821 debe ser memorable en Lima con la memoria perdurable de los gloriosos hechos que en él acontecieron. De manera, que al contemplarlos la futura generacion de la *ciudad de los Libres*, se exalte en favor contra los déspotas, y se aviven tambien sus sentimientos de respeto y gratitud á los heroicos padres, que no permitieron volviese á esclavizarse la cadena con que Pizarro y Gasca esclavizaron este continente.

Y aunque es verdad, que los grandes sucesos subsisten por si mismos, tambien es imposible que por una fatalidad de la especie humana, los trofeos de la libertad se olviden á vuelta de la indolencia y la apatia. Atenas contó en un tiempo los esfuerzos de los restauradores de sus leyes, bendijo muchas veces el sagrado puñal que Armodio y Aristogiton hundieron en el pecho del tirano Hiparco, y consagró sus nombres á los fastos Panateneos. Sin embargo, los asesinos duos de Pericles todo lo borraron; porque los hombres en todo pueblos guardan medio, menos en el ejercicio de la adulacion.

Lima se halla pues en el caso de consagrar un monumento que por siempre recuerde el inefable entusiasmo, con que sus ilustres hijos se prepararon á rechazar la orgullosa agresion de los enemigos. Es necesario que la juventud se alimente en este heroico ejemplo, para que de edad en edad aterre á los usurpadores, y los presentes vean, que si su existencia está reducida á un puñado de años, sus nombres tocarán centurias sin fin. Y tal pensamiento me ha animado á invitar por este artículo á los artistas capaces de inventar el diseño de un especioso cuadro, que por la belleza y oportunidad de sus alegorias, espresé magnificamente los sucesos de tan memorable dia: de suerte, que al paso de recomendar el génio del autor, arrebate el alma, como si los sentidos estubieran afectados de la realidad de los hechos que figure que presentado el modelo, se elevará al supremo gobierno, con cuya órden se colocará en el lugar mas público á fin de que los padres lleven allí á sus hijos para entonar himnos de admiracion y reconocimiento á los defensores de su libertad, y juren ódio eterno á los tiranos.

¡Nobles profesores de las artes que tenia el mágico poder de inmortalizar las grandes empresas! desenvolved vuestros talentos, y perfeccionad este designio manifestado por un amante de las glorias del pais que habita y que si por su origen no le pertenece, en razon es cede por su patriotismo, y por la detestacion con que constantemente ha mirado á vuestros opresores.

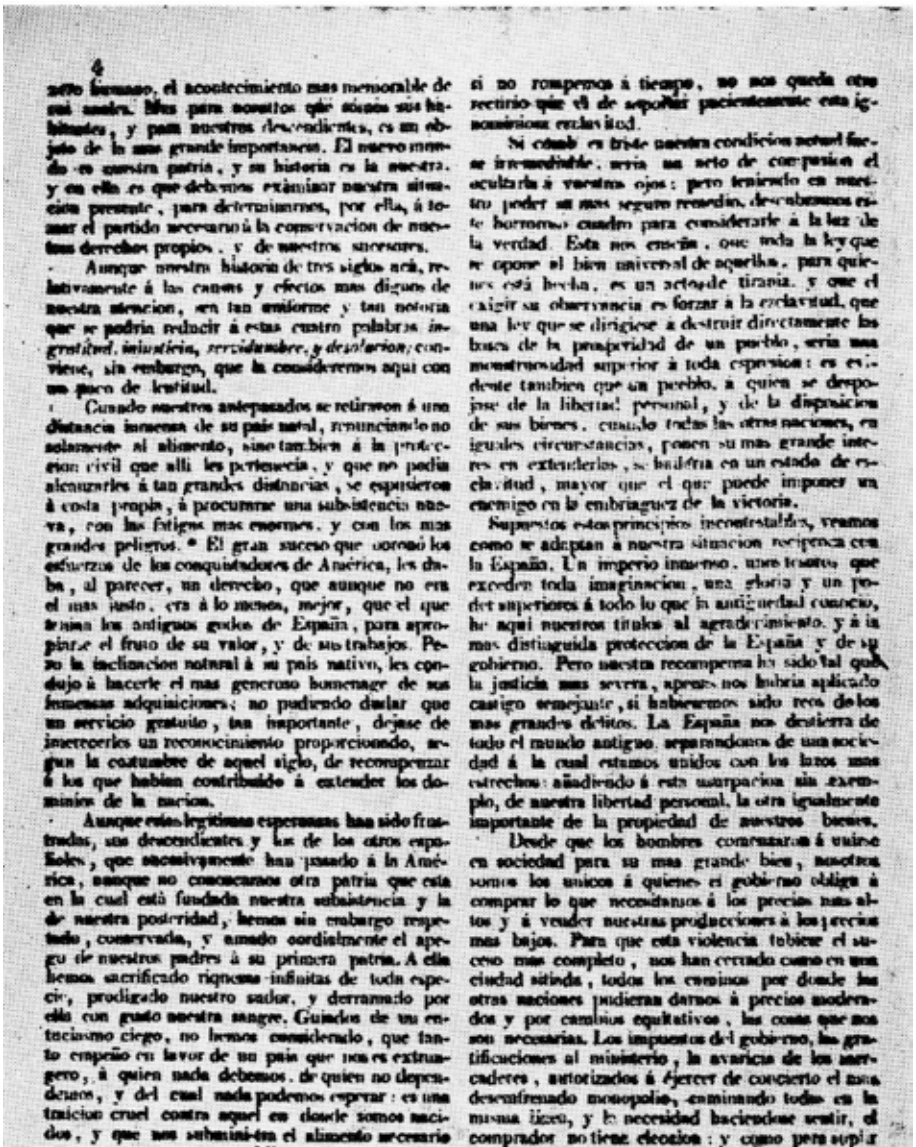
Los que quisieren encargarse del desempeño del modelo, podrán verse con el editor de este periodico.

Tenemos la satisfacion de presentar á nuestros lectores la siguiente carta del jesuita don Juan Pablo Viscardo y Guzman natural de Arequipa que murió en Londres el año de 1798. Este apreciable legado de un americano, sobre el objeto mas importante que se puede ofrecer á la consideracion de los hombres, es uno de los testimonios mas irrefragables, sobre la antigua opinion de libertad é independencia que ha imbibido en si Perú.

CARTA DIRIGIDA.

Á LOS AMERICANOS.

Hermanos y compatriotas.—La inmediacion al cuarto siglo del establecimiento de nuestros antepasados en el nuevo mundo, es una ocurrencia sumamente notable, para que deje de interesar nuestra atencion. El descubrimiento de una parte tan grande de la tierra, es y será siempre, para el go-



6

zelo fraternal, el acontecimiento mas memorable de sus anales. Mas para nosotros que somos sus habitantes, y para nuestros descendientes, es un objeto de la mas grande importancia. El nuevo mundo es nuestra patria, y su historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situacion presente, para determinarnos, por ella, á tomar el partido necesario á la conservacion de nuestros derechos propios, y de nuestros sucesores.

Aunque nuestra historia de tres siglos acá, relativamente á las causas y efectos mas dignos de nuestra atencion, sea tan uniforme y tan notoria que se podria reducir á estas cuatro palabras *ingratitud, iniusticia, servidumbre, y desolacion*; conviene, sin embargo, que la consideremos aquí con un poco de latitud.

Cuando nuestros antepasados se retiraron á una distancia inmensa de su país natal, renunciando no solamente al alimento, sino tambien á la proteccion civil que allí les pertenecia, y que no podia alcanzarles á tan grandes distancias, se espusieron á costa propia, á procurarse una subsistencia nueva, con las fatigas mas enormes, y con los mas grandes peligros. * El gran suceso que coronó los esfuerzos de los conquistadores de América, les daba, al parecer, un derecho, que aunque no era el mas justo, era á lo menos, mejor, que el que tenian los antiguos godos de España, para apropiarse el fruto de su valor, y de sus trabajos. Pero la inclinacion natural á su país nativo, les condujo á hacerle el mas generoso homenage de sus inmensas adquisiciones; no pudiendo dudar que un servicio gratuito, tan importante, dejase de merecerles un reconocimiento proporcionado, segun la costumbre de aquel siglo, de recompensar á los que habian contribuido á estender los dominios de la nacion.

Aunque estas legítimas esperanzas han sido frustradas, sus descendientes y los de los otros españoles, que sucesivamente han pasado á la América, aunque no conocemos otra patria que esta en la cual está fundada nuestra subsistencia y la de nuestra posteridad, hemos sin embargo respetado, conservado, y amado cordialmente el apego de nuestros padres á su primera patria. A ella hemos sacrificado riquezas infinitas de toda especie, prodigado nuestro sudor, y derramado por ella con gusto nuestra sangre. Guiados de un entusiasmo ciego, no hemos considerado, que tanto empeño en favor de un país que nos es extrangero, á quien nada debemos, de quien no dependemos, y del cual nada podemos esperar: es una traicion cruel contra aquel en donde somos nacidos, y que nos suministra el alimento necesario para nosotros y nuestros hijos: y que nuestra veneracion á los establecimientos políticos de nuestros padres por su primera patria, es la prueba mas decisiva de la preferencia que debemos á la nuestra. Todo lo que hemos prodigado á la España ha sido pues usurpado sobre nosotros, y nuestros hijos; siendo tanta nuestra simpleza, que nos hemos dejado encadenar con unos pretestos que si no rompemos á tiempo, no nos queda otro recurso que el de sepultar pacientemente esta ignominiosa esclavitud.

Si cumple es triste nuestra condicion actual fuese irremediable, seria un acto de compasion el ocultarla á nuestros ojos: pero teniendo en nuestro poder un mas seguro remedio, descubramos este borroroso cuadro para considerarle á la luz de la verdad. Esta nos enseña, que toda la ley que se opone al bien universal de aquellos, para quienes está hecha, es un acto de tiranía, y que el exigir su observancia es forzar á la criatura, que una ley que se dirigiese á destruir directamente las bases de la prosperidad de un pueblo, seria una monstruosidad superior á toda espresion: es evidente tambien que un pueblo, á quien se despoje de la libertad personal, y de la disposicion de sus bienes, cuando todas las otras naciones, en iguales circunstancias, ponen su mas grande interes en estenderlos, se halléria en un estado de esclavitud, mayor que el que puede imponer un enemigo en la embriaguez de la victoria.

Supuestos estos principios incontrastables, veamos como se adaptan á nuestra situacion recíproca con la España. Un imperio inmenso, unos tesoros que exceden toda imaginacion, una gloria y un poder superiores á todo lo que la antigüedad conoció, he aquí nuestros títulos al agradecimiento, y á la mas distinguida proteccion de la España y de su gobierno. Pero nuestra recompensa ha sido tal que la justicia mas severa, apenas nos habria aplicado castigo semejante, si hubiesemos sido reos de los mas grandes delitos. La España nos desterra de todo el mundo antiguo, separándonos de una sociedad á la cual estamos unidos con los lazos mas estrechos: añadiendo á esta usurpacion sin exemplo, de nuestra libertad personal, la otra igualmente importante de la propiedad de nuestros bienes.

Desde que los hombres comenzaron á unirse en sociedad para su mas grande bien, nosotros somos los unicos á quienes el gobierno obliga á comprar lo que necesitamos á los precios mas altos y á vender nuestras producciones á los precios mas bajos. Para que esta violencia tubiese el suceso mas completo, nos han cerrado como en una ciudad sitiada, todos los caminos por donde las otras naciones pudieran darnos á precios moderados y por cambios equitativos, las cosas que nos son necesarias. Los impuestos del gobierno, las gratificaciones al ministerio, la avaricia de los mercaderes, autorizados á ejercer de concierto el mas desenfrenado monopolio, caminando todos en la misma línea, y la necesidad haciendose sentir, el comprador no tiene eleccion: y como para sopitar nuestras necesidades, esta tiranía mercantil podria forzarnos á cesar de nuestra industria, el gobierno se encargó de encadenarla.

No se pueden observar sin indignacion los efectos de este detestable plan de comercio y cuyos detalles serian increibles, si los que nos han dado pruebas impunemente, y dignas de fé no nos suministrasen pruebas decisivas para juzgar del resto. Hé el testimonio de don Antonio Ulloa, seria difícil el prevenir á la Europa, que el precio de los artículos, escrupulosamente necesarios en todos gustos tales como el hierro y el acero, fueron

* *Herrera dice que todas las conquistas se hicieron á espensas de los conquistadores, y no que el gobierno hiciese el menor gasto.*

en Quito, en tiempo de paz, regularmente mayor que de cien pesos, ó de 540 libras torneas por quintal de hierro, y de 130 pesos ó 810 libras por quintal de acero: * el precio del primero no subido en Europa sino de 5 á 6 pesos (25 á 30 libras) y el del segundo á proporcion; que en un puerto tan celebre como el de Cartagena de Indias, ** é igualmente en tiempo de paz, haya habido una escasez de vino tan grande, que estaban obligados á no celebrar la misa, sino en una sola iglesia, y que generalmente esta escasez, y su excesivo precio, impiden el uso de esta bebida, mas necesaria allí que en otras partes, por la insalubridad del clima.

Por honor de la humanidad y de nuestra nacion, mas vale pasar en silencio los horrores, y las violencias del otro comercio exclusivo (conocido en el Perú con el nombre de repartimientos,) que se arrogan los corregidores y alcaldes mayores para la desolacion, y ruina particular de los desgraciados indios y mestizos. Que maravilla es pues, si con tanto oro y plata de que hemos casi saciado al universo, poseamos á penas con que cubrir nuestra desnudez; De que sirven tantas tierras tan fertiles, si ademas de la falta de instrumentos necesarios para labrarlas, nos es por otra parte inútil el hacerlo mas allá de nuestra propia consumacion? Tantos bienes, como la naturaleza nos prodiga, son enteramente perdidos ellos acusan la tirania que nos impide el aprovecharlos comunicandolos con otros pueblos.

Parece que sin renunciar á todo sentimiento de verguenza no se podia añadir nada á tan grandes ultrages. La ingeniosa politica, que bajo el pretexto de nuestro bien, nos habia despojado de la libertad, y de los bienes debia sugerir, á lo ménos que era preciso dejarnos alguna sombra de honor y algunos medios de restablecernos para preparar nuevos recursos. Para esto es que el hombre concede el reposo y la comida á los animales que le sirven. La administracion economica de nuestros intereses nos habia consolado de las otras pérdidas, y habria procurado ventajas á la España. Los intereses de nuestro pais no siendo sino los nuestros, su buena ó mala administracion recae necesariamente sobre nosotros y es evidente que á nosotros solos pertenece el derecho de ejercerla, y que solos podemos llenar sus funciones con ventaja reciproca de la patria, y de nosotros mismo.

Que descontentos no manifestaron los españoles, cuando algunos flamencos vasallos como ellos y ademas compatriotas de Carlos V. ocuparon algunos empleos politicos en España; Cuanto no murmuraron? Con cuantas solicitudes y tumultos no exigieron, que aquellos extrangeros fuesen despedidos sin que su corto numero, ni la presencia del monarca, pudiese calmar la inquietud general? El miedo de que el dinero de España pasase á otro pais, aunque perteneciente á la misma monarquia, fue el motivo que hizo insistir á los españoles con mas calor en su demanda.

* *Viaje á la América Meridional, tomo* 1. *lib.* 5. *cap.* 8. °

** Ibid. *t. lib.* 1. *cap.* 8. °

Que diferencia no hay entre aquellas situaciones momentanea de los españoles, y la nuestra de tres siglos acá. Privados de todas las ventajas del gobierno, no hemos experimentado de su parte, sino los mas horribles desordenes y los mas grandes vicios. Sin esperanza de obtener jamas, ni una proteccion inmediata, ni una pronta justicia á la distancia de dos á tres mil leguas, sin recursos para reclamarla, hemos sido entregados al orgullo á la injusticia, á la rapacidad de los ministros, tan avaros por lo menos como los favoritos de Carlos V. Implacables para con unas gentes que no conocen, y que miran como extrangeras, procuran solamente satisfacer su codicia con la perfecta seguridad de que su conducta inicua será impune, ó ignorada del soberano. El sacrificio hecho á la España, de nuestros mas preciosos intereses, ha sido el mérito con que todos ellos pretenden honrarse para escusar las injusticias con que nos acaban. Pero la miseria, en que la España misma ha caido, prueba que aquellos hombres no han conocido jamas los verdaderos intereses de la nacion, ó que han procurado solamente cubrir con este pretesto sus procedimientos vergonzosos, y el suceso ha demostrado, *que sobre la injusticia produce frutos sólidos*. A fin de que nada faltase á nuestra ruina y á nuestra ignominiosa servidumbre, la indigencia, la avaricia y la ambicion han subministrado siempre á la España un enjambre de aventureros, que pasan á la América, resueltos á desquitarse allí con nuestra substancia, de lo que han pagado para obtener sus empleos. La manera de indemnizarse de la ausencia de su patria, de sus penas, y de sus peligros es haciendonos todos los males posibles. Renovando todos los dias aquellas escenas de horrores que hicieron desaparecer pueblos enteros, cuyo unico delito fue su flaqueza, convierten el resplandor de la mas grande conquista, en una mancha ignominiosa para el nombre español.

Asi es, que despues de satisfacer al robo, paliado con el nombre de comercio, á las exacciones del gobierno, en pago de sus *ilegitimos beneficios*, y á los ricos salarios de la multitud innumerable de extrangeros, que bajo diferentes denominaciones en España y América, se hartan fastuosamente de nuestros bienes, lo que nos queda es el objeto continuo de las asechanzas de tantos orgullosos tiranos, cuya rapacidad no conoce otro termino que el que quieren imponerle su insolencia y la certidumbre de la impunidad. Asi, mientras que en la corte, en los exercitos, en los tribunales de la monarquia, se derraman las riquezas y los honores á extrangeros de todas naciones, nosotros solos somos declarados indignos de ellos é incapaces de ocupar aun en nuestra propia patria unos empleos que en rigor nos pertenecen exclusivamente. Asi la gloria, que costó tantas penas á nuestros padres, és para nosotros una herencia de ignominia y con nuestros tesoros inmensos no hemos comprado sino miseria y esclavitud.

Si corremos nuestra desventurada patria de un cabo al otro, hallaremos donde quiera la misma desolacion, una avaricia tan desmesurada como insaciable: donde quiera el mismo tráfico abominable de injusticia y de inhumanidad de parte de

6

las sanguijuelas empleadas por el gobierno para nuestra opresion. Consultemos nuestros anales de tres siglos y allí veremos la ingratitud y la injusticia de la corte de España, su infidelidad en cumplir sus contratos primero con el gran Colombo y despues con los otros conquistadores que le dieron el imperio del nuevo-mundo bajo condiciones solemnemente estipuladas. Veremos la posteridad de aquellos hombres generosos abatida con el desprecio, y mancha con el odio que les ha calumniado, perseguido, y arruinado. Como algunas simples particularidades podrian hacer dudar de este espíritu perseguidor, que en todo tiempo se ha señalado contra los Españoles americanos, leed solamente lo que el verídico Inca Garcilazo de la Vega escribe en el segundo tomo de sus Comentarios libro VIII, cap. 17.

(Se continuará)

La resolucion de los asuntos propuestos, vá á ser la antorcha que iluminará á nuestros representantes en el próximo congreso. Los literatos peruanos, que se han mantenido hasta ahora en una criminal apatía, sin contribuir lo menor al fomento de la opinion pública de su patria, mediten bien cuanto la perjudicarian si continuasen en el mismo sistema. El bien estar de las generaciones presentes y venideras, se libra hoy en gran parte á las tareas de los literatos peruanos: y ellos les serán responsables de los bienes que no reportasen: por su desidia ó desafecto á la causa. Todos estamos obligados á sostenerla, hasta con el ultimo aliento: y nadie sin confundirse reo, omitirá hacer en su obsequio los sacrificios que demanda su defenza, estando identificada con nuestra misma existencia. Nada exije el gobierno del hombre instruido, sino el exercicio de sus talentos en bien estar de sus semejantes. Con la opinion hemos triunfado de los tiranos, y paralizado sus gigantescos esfuerzos, con ella nos sostendremos si se fomenta, y con ella haremos que desaparezcan del Perú las últimas sombras del despotismo español.

El 22 se celebró la primera sesion general de la sociedad patriotica: se arregló el método ulterior de sus tareas, y se acordó se publicasen dos periodicos, uno semanal y otro por cuatrimestres sobre las materias análogas á su instituto. El presidente de la sociedad que debia proponer dos asuntos para los premios que establece el reglamento de ella, propuso los siguientes, añadiendo uno por esta vez á fin de proporcionar á los miembros de la sociedad dobles motivos de ejercitar su celo y energía.

1. ¿Cual es la forma de gobierno mas adaptable al estado Peruano, segun su extension, poblacion, costumbres y grado que ocupa en la escala de la civilizacion?

2 *Ensayo* sobre las causas que han retardado en *Lima* la revolucion, comprobadas por los efectos posteriores.

3. *Ensayo* sobre la necesidad de mantener el poder público para terminar la guerra, y perpetuar la paz.

AVISO AL PUBLICO.

El lunes 4 de marzo á las diez de la mañana, en la *casa de remates de Thwaites y Roza*, calle de la Coca, casa que fué de don Fernando Mazo, serán vendidos en *pública subhasta* al mejor postor los efectos siguientes, divididos en lotes:

Paños de diferentes clases y colores,
Id algunos sevriados.
Bayetones.
Géneros de seda de diferentes clases.
Seda para coser.
Hilo de algodon.
Nanquines.
Pañuelos de seda.
Zarazas, cocos.
Muselinas y puntos blancos de colores, pasas.
Trages Muselina de colores, y otros varios efectos de seda, lana, y algodon.

El dia siguiente 5 de marzo, serán puestos en venta del mismo modo los articulos siguientes.

Cacao de Guayaquil.
Suelas de id.
Tafiletes de colores.
Sebo de California.
Frasqueras de ginebra.

N. B. Las personas que intentasen ocurrir á rematar, pueden ver los artículos en los dias antes de los prefijados para su venta. Lima y febrero 28 de 1822.

AL PUEBLO DE LIMA.

Despues del dilatado tenebroso
Periodo de tres siglos, en que hollada
Vió el Sud el derecho mas sagrado
Del pais mas libre, bello y delicioso.
Se dejó ver, ó Lima, sobre hermoso
Horizonte el astro destinado
A destruir con su aspecto el gran nublado
A tus justos derechos ominoso.
Ya no eres, no un páramo infecundo,
Mansion de esclavos, y region de llanto,
Eres la emulacion del viejo mundo,
Y á su vano alivio terror y espanto
Cantá pues, con respeto el mas profundo,
De la alma libertad el himno santo.

A ARENALES.

Génio sin par: ó inclito Arenales!
Cuyo nombre en el Perú opulento
A él le será de honor, y de escarmiento
A sus injustos pérfidos rivales.
Cuanto te debe el Sud! Cuantas señales,
De tu valor perenne monumento,
Del patrio amor el agradecimiento
Reclaman ya con ecos inmortales.
Cuelga, ó gefe, tu cortante espada
De Minerva en el templo. El eco solo
De tu nombre será la franca armada,
Que llevará el terror de polo á polo,
Tal que sirvan de freno tus victorias
A los émulos tercos de tus glorias.

(Impreso en Buenos-Ayres.)

ERRATA.

En la despedida del P Ayuso, dice el decreto: Lima y julio 22. *léase*, Lima y febrero 28. Esta fué falta del original.

IMPRENTA DE RIO.

Núm 17.

CORREO MERCANTIL

POLITICO Y LITERARIO.

LIMA 7 DE MARZO DE 1822: 3.º DE LA LIBERTAD DEL PERU.

Los pueblos no son cultivados en razon de su fertilidad, sino en razon de su libertad.
MONTESQUIEU.

Razon de los efectos que se han internado por tierra en esta capital en el mes de febrero del presente año de 1822.

Azucar cargas	196
Bayeta, varas	3.514
Tucuyos, varas	1.600
Cintas de renta, piezas	14
Servilletas	12
Café, arrobas	126
Quesos, cargas	4
Sayalete, varas	110
Aguardiente, botijas	330
Pasas, quintales	24
Coca, arrobas	20
Cordobanes, docenas	103
Sello, quintales	34
Sombreros macora, docenas	43
Petates	4
Manteca, libras	990
Arroz, cargas	150
Jabon, quintales	179
Sombreros, faldones	21
Ají, arrobas	38
Frijoles, fanegas	196
Lana, arrobas	50
Barras de plata 19 con 3.392 marcos.	
Piña, márcos	4.232
Plata sellada, pesos	2.000

CAPITANIA DEL PUERTO.

ENTRADAS.

Febrero 28. Bergantin ingles *Yriton* de 148 toneladas procedente de Valparayso con 11 dias de navegacion, su capitan don Jorje Ord con 9 individuos: carga, tabaco, arroz, fierro y otros efectos.

Id. 24. Fragata americana nombrada *América* de 447 toneladas procedente del Janeyro con 76 dias de navegacion: tocó en Valparaiso, su capitan don Enrrique Luis de Coven con 29 individuos carga, armas, tocino y otros varios renglones: pasagero, el teniente del navio Americano *Franklin* que quedaba en Valparayso.

Marzo 4. Lancha nacional *Carmen*, de Huacho, con cinco individuos: carga, dos baules, pasageros: José Ruiz, remitido por vago, por el gobierno de Santa.

Id. 2. Goleta nacional *Cortavería*, de 150 toneladas procedente de Pacasmayo y Huanchaco con 22 dias de navegacion, su capitan don P. dos Drocut con 18 individuos: carga, trigo, azucar, arroz y otros efectos, pasageros: el ráor coronel don Mariano Necochea con dos asistentes, el mayor de artilleria don Angel Arguelles con un asistente, el capitan don Silvestre Cuscira, don Pedro Cavallero, don Juan Pablo Villabon, don Juan José Vera, don Cerulo Torres, y en calidad de preso remitido por aquel gobierno á disposicion de este don Agustin Navarrete.

Id. 4. Lancha nacional *Argentina* procedente de de Valparayso con 30 dias de navegacion, y tocó en el puerto de Pisco, su patron don Carlos Shuru con 9 individuos: carga, carne salada, y mantequilla.

SALIDAS.

Marzo 4. Fragata *Peruviana* de 458 toneladas con destino á Valparaiso, su capitan don Claudio Vila con 40 individuos: carga, fardos de azucar y otros efectos del pais, pasageros: don Juan Gualberto Arias con dos criados, don Pedro Chacon, don José Filiú y un criado don Domingo Martinez, don Juan Villanova, don Antonio Orosco, don Carlos Vejil, don Pedro Andraca, don Mateo Garcia, don Antonio Montero, don Juan Gonzalez, de Cudamo, don Juan Bringas, don Juan Cuevas con su esposa cuñada, tres hijos y una criada, el capitan don Miguel Prado, el sargento mayor don Francisco Pillin, doña Barbara Manterola con 4 hijos y una criada, el provincial de S.to Francisco fray Juan Antonio Garcia con fray Juan Corona, y don Wenceslao Riesco: con destino á la isla de Juan Fernandez Rova, á fray Bartolomé Barba fray Francisco Ibarre don Claudio Batista, Juan de Dios Baran, Jacinto Bejarano, Tadeo Castro y Antonio Muñoz, y á disposicion del señor gobernador de Valparaiso, el guardian José Colton.

Carta escrita de Jurra al editor sobre la inadaptibilidad del gobierno monarquico al estado libre del Perú.

Señor editor del correo mercantil y politico de Lima.

Bayan marzo 1.º de 1822.—Muy señor mio:



2

acaba de llegar á mis manos la gaceta de 23 del proximo pasado mes de febrero, en que se han dedicado al publico tres importantísimas cuestiones que por la primera vez van á ocupar la atencion de la *Sociedad Patriotica*. Ninguna de ellas puede estimarse como menos interesante; pues que todas tienden directamente á la consolidacion del sistema, y á la gloria nacional. Sin embargo, la primera, como que en ella se trata de indagar cual deba ser el régimen que constituya la sociedad peruana, creo que haya llamado toda la contemplacion de los *socios*, y que tenga en movimiento á los pensadores de esa capital, y aun á los que solo oyen de pie parado á los oráculos de la sabiduria. Por lo que á mi toca, que soy de este indefinido número, he entrado en una agitacion extraordinaria desde el momento en que leí la gaceta; porque, amigo mio, tambien soy de la familia, y es muy regular que al discutirse puntos relativos á su conservacion y felicidad, levante mi cabeza y siquiera pregunte lo que sucede en casa.

Por consiguiente, ya no estrañará U. que me proponga hacer algunas ligeras observaciones sobre *la forma de gobierno mas adaptable al estado peruano, segun su estension, poblacion, costumbres y grado que ocupa en la escala de la civilizacion*, á pesar de que no poseo ni los talentos, ni las luces necesarias, ni que las circunstancias de mi quebrantada salud me permiten traspasar los límites de una carta. Mas, si tendré mucho cuidado en omitir todo lo que huela á erudicion insipida é impertinente, respecto de que no se trata de ostentar lo que se ha leido, ni cubrir con apostrofes y exclamaciones lo que se ha dejado de leer. Ventilamos una cuestion practica y transcendental á generaciones enteras, y que si se resuelve con otros datos, que no sean tomados de las mismas cosas, segun naturalmente vengan, somos perdidos, sin que ningun poder humano pueda remediarlo. Asi pues, desde este instante fuera pasiones viles de adulacion ó de interes, lejos de mi aficiones particulares, esperanzas y temores, y cuanto pueda empañar el esplendor de la verdad. No es esta una negociacion de gentes privadas, ni se ha propuesto escluir de la sucesion de un mayorazgo, como seamos establemente libres: como nuestro tierra llegue al último punto de engrandecimiento: como acumule toda su riqueza, y se desenvuelva á influjo del gobierno el génio de la industria, y del comercio, y de la agricultura sobre su fértil suelo: como se afiance el procomunal perenmente: como la fatal discordia aparte de nosotros su formidable teu bajo una administracion adecuada al *minimum* de nuestros males, y al *maximum* de nuestros bienes; y como por fin gustemos en dulce contentamiento los frutos de tan costosos sacrificios, á la sombra del arbol de la independencia, he allí el objeto de todas nuestras inquisiciones, y todo lo que le sea incongruente que separe, y vaya á entretener la aficion de viles egoistas, de infames mercenarios.

Con tales prevenciones entro en materia, y lo primero que se presenta sobre el papel, es el *gobierno monarquico*, como una de las formas mas antiguas, y que reune el voto de muchos escritores, aunque nó de tanta y tan grave autoridad, que no puedan ser batidos completamente, y mas cuando rollizos é innumerables volumenes de pergamino se han precipitado de las bibliotecas que formaron los siglos 12, 13 y hermanos, al aparecer el *parto social*, pequeño fo leto á la verdad: pero tan prodigioso como la pedrezuela que derribó la gigantesca estatua del rey de Asiria, ¡gracias al virtuoso ciudadano de Ginebra que enseñó á aplicar el arte de discurrir al de obedecerse asi mismo aun bajo las instituciones sociales!

Ciertamente que el gobierno monarquico es el mas sencillo: y cuantos lo han analizado, se han detenido unicamente en el modo de enfrenar la autoridad del monarca. De aqui, sensatos que propongan, congresos que representen, y otros establecimientos que moderen, reduciendose en sustancia tantos conatos, á evitar que el rey sea *absoluto*, y procurar que su régimen mantenga la libertad civil, esto es el ejercicio de las leyes, que los mismos pueblos se dicten sin restriccion para su felicidad, y seguranza de sus imprescriptibles derechos. A esto y á nada mas se dirijen las sublimes teorias de escritores profundos y benéficos que han meditado acerca de la dignidad del hombre: esto intentan sostener esas constituciones de los pueblos libres, sazonado fruto de la filosofia y la política, y de la reunion de los fortunados padres, que abogando por la causa de sus comitentes, deben llamarse los sus rdotes de la patria, cuyos fieles lábios custodian la arca santa de la libertad del pueblo. Que por lo demas, y para deprender de una *voluntad absoluta*, muy poca ciencia se necesita: basta saber temblar siquiera con la memoria de una fiesta coronada, hasta concentrar en si mismo los augustos intereses de todo un pueblo, hasta conformarse con inveteradas habitudes, y sobre todo, basta congratularse de ser esclavo, cuyas consideraciones, siendo tan degradantes, no pueden ser objeto, no digo, de discusiones públicas, pero ni aun de pura conversacion ¿Quien podrá negar que el pensamiento de *monarquia absoluta* es una herejia política?

Pero volviendo al mismo sistema monarquico bajo las bases de una constitucion liberal ¿cuál ha llegado á ser el último resultado practico que nos enseña la experiencia? *servidumbre* al fin de los pueblos que *obedecen*, y sancionado *despotismo* de los soberanos que gobiernan. Porque es observacion fundada, que para resistir eficaz y constantemente la voluntad de un hombre que sabe que ha nacido para *mandar*, que su raza tiene derecho exclusivo de mandar, y que de su mando nadie le ha de tomar cuenta: hasta hoy no se ha encontrado arbitrio suficiente, sin embargo de las cortapisas indicadas, que tarde ó temprano llegan a ser impotentes: porque tarde ó temprano ha de llegar á ser su presa una dinastia, que incesantemente atalaya la ocasion de echar la cadena al cuello. No se puede imaginar la sangre derramada á las márgenes del Támesis, por defender la *magna carta* contra los ataques de los Henriques y Guillermos: horrorizan las atrocidades que produjo el tenaz empeño de restablecer á los Stuardos: se inflama el espiritu en furor al ver la desventura de los comuneros castellanos que no han podido reparanse de la jornada de Villalar, y la

generacion presente aun no aparta su admiracion de la sangrienta escena de la Francia. Desengañémonos, nada escarmienta á los reyes, ni nada será capaz de persuadirles que son hombres como los demas. Cuantas veces se han alarmado interiormente los pueblos, ha sido por sostener un pleyto, que los monarcas les han puesto para usurparles sus derechos, pleyto que jamas transigirán de buena fé.

Evitémos pues en tiempo tamaños males, no introduzcamos nosotros mismos el funesto pan, y despues de plácidos dias y lisonjeras esperanzas, la noche menos pensada se gangrene todo el cuerpo. La materia es ardua desde luego: pues que determinar la forma de un gobierno atendida la extension del territorio, costumbres &c. demanda mucho, bien que si procedemos con franqueza y buena fé avanzaremos fructuosamente. Acerquémonos pues, tomemos el anteojo y recorriendo lentamente sobre una eminencia el lejano horizonte del semento de la esfera que pisamos, exáminémos, si los hijos del primer luminar del universo deben ser regidos por la voz de un hombre que se titule *soberano*, y si en su cetro pueden cifrarse el *máximum* de nuestros bienes, y la gloria y el honor, y nombradía que le esperan al Perú como estado verdaderamente libre. (*Se continuará.*)

Continuacion del número 16.

Cuando el virey don Francisco de Toledo, aquel hipocrita feroz, determinó hacer perecer al unico heredero directo del imperio del Perú, para asegurar á la España la posesion de aquel desgraciado pais, en el proceso que se instruyó contra el joven é inocente Inca-Tupac-Amaru, entre los falsos crimenes con que este principe fué cargado, se acusó, dice Garcilazo, á los que han nacido en el pais de madres indias y padres españoles conquistadores de aquel imperio: se alejaba de que habian secretamente convenido con Tupac-Amaru, y los otros Incas, de excitar una rebelion en el reyno para favorecer el descontento de los que eran nacidos de la sangre real de los Incas, ó cuyas madres eran hijas, sobrinas, ó primas hermanas de la familia de los Incas, y los padres españoles y de los primeros conquistadores que habian adquirido tanta reputacion que estos estaban tan poco atendidos que ni el derecho natural de las madres, ni los grandes servicios y méritos de los padres, les procuraban la menor ventaja, sino que todo era distribuido entre los parientes y amigos de los gobernadores, quedando aquellos expuestos á morir de hambre, si no querian vivir de limosna, ó hacerse salteadores de caminos, y acabar en una horca. Estas acusaciones siendo hechas contra los hijos de los españoles nacidos de mugeres indias, estos fueron tomados y todos los que eran de edad de 20 años y mas, capaces de llevar armas, y que vivian entonces en el Cusco, fueron aprisionados. Algunos de ellos fueron puestos al tormento para forzarlos á confesar aquello de que no habia pruebas ni indicios. En medio de estos furores y procedimientos tiranicos, una india, cuyo hijo estaba condenado á la cuestion, vino á la prision y elevando su voz dijo. *Hijo mio, pues que se le ha condenado á la tortura, sufrela valerosamente como hombre de honor, no acuses á ninguno falsamente, y Dios te dará fuerzas para sufrirla: él te recompensará de los peligros y penas que tu padre y sus compañeros han sufrido para hacer este pais cristiano, y hacer entrar á sus habitantes en el seno de la iglesia*.....Esta exhortacion magnánima, proferida con toda la vehemencia de que aquella madre era capaz, hizo la mas grande impresion sobre el espíritu del virey, y le apartó de su designio de hacer morir aquellos desdichados. Sin embargo, no fueron absueltos, sino que se les condenó á una muerte mas lenta, desterrandolos á diversas partes del nuevo-mundo. Algunos fueron enviados tambien á España.

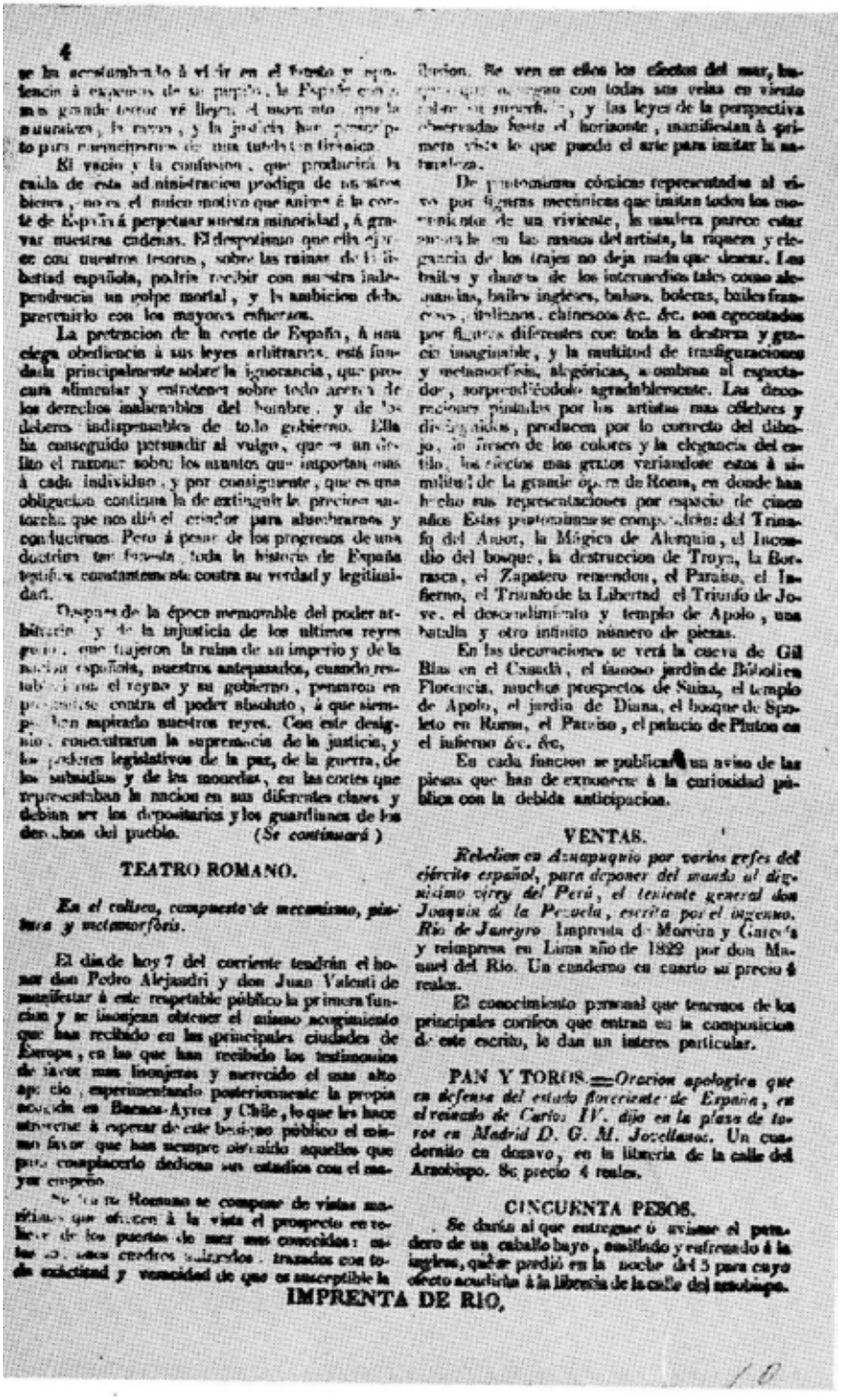
Tales eran los primeros frutos que la posteridad de los descubridores del nuevo mundo recibia de la gratitud española, cuando la memoria de los méritos de sus padres estaban aun recientes. El virey, aquel monstruo sanguinario, parecio entonces el autor de todas las injusticias, pero desengañémonos, á cerca de los sentimientos de la corte, si creemos que ella no participaba de aquellos excesos: ella se ha deleitado en nuestros dias en renovarlos en toda la América, arrancando de un número mucho mayor de sus hijos, sin procurar disfrazar si quiera su inhumanidad: estos han sido deportados hasta en Italia.

Despues de haberlos botado en un pais, que no es de su dominacion, y renunciadolos como vasallos, la corte de España, por una contradiccion y un refinamiento inaudito de crueldades, con un furor que solo puede inspirar á los tiranos el miedo de la inocencia sacrificada, la corte se ha reservado el derecho de perseguirlos y oprimirlos continuamente. La muerte ha librado ya, á la mayor parte de estos desterrados de las miserias que les han acompañado hasta el sepulcro. Los otros arrastran una vida infortunada y son una prueba de aquella crueldad de caracter que tantas veces se ha hechado en cara á la nacion española, aunque realmente esta mancha no deba caer sino sobre el despotismo de su gobierno.*

Tres siglos enteros, durante los cuales este gobierno ha tenido sin interrupcion ni variacion alguna la misma conducta con nosotros, son la prueba completa de un plan meditado, que nos sacrifica enteramente á los intereses y conveniencias de la España; pero sobre todo á las pasiones de su ministerio. No obstante esto es evidente, que á pesar de los esfuerzos multiplicados de una falsa é inicua politica, nuestros establecimientos han adquirido tal consistencia que Montesquieu, aquel génio sublime ha dicho, las Indias y la España son dos potencias bajo un mismo dueño: mas las Indias son el principal y la España el accesorio. En vano la politica procura atraer el principal al accesorio: las Indias atraen continuamente la España á ellas. ** Esto quiere decir en otros terminos, que las razones para tiranizarnos se aumentan cada dia. Semejante á un tutor malevolo que

* *En el año de* 1785 *existian aun en Italia* 513 *ex-jesuita nativos de la América española.*

** *Lib.* 21 *cap* 22.



4

ge la acostumbrado á vivir en el fausto y opulencia á expensas de su pupilo, la España con su mas grande horror vé llegar el momento que la naturaleza, la razon, y la justicia han señalado para emancipacion de una tutela tiránica.

El vacío y la confusion, que produciria la caida de esta administracion prodiga de nuestros bienes, no es el unico motivo que anime á la corte de España á perpetuar nuestra minoridad, á gravar nuestras cadenas. El despotismo que ella ejerce con nuestros tesoros, sobre las ruinas de la libertad española, podria recibir con nuestra independencia un golpe mortal, y la ambicion debe prevenirlo con los mayores esfuerzos.

La pretencion de la corte de España, á una ciega obediencia á sus leyes arbitrarias, está fundada principalmente sobre la ignorancia, que procura alimentar y estrotener sobre todo acerca de los derechos inalienables del hombre, y de los deberes indispensables de todo gobierno. Ella ha conseguido persuadir al vulgo, que es un delito el razonar sobre los asuntos que importan mas á cada individuo, y por consiguiente, que es una obligacion continua la de extinguir la preciosa antorcha que nos dió el criador para alumbrarnos y conducirnos. Pero á pesar de los progresos de una doctrina tan funesta, toda la historia de España testifica constantemente contra su verdad y legitimidad.

Despues de la época memorable del poder arbitrario y de la injusticia de los ultimos reyes godos, que trageron la ruina de un imperio y de la nacion española, nuestros antepasados, cuando restablecieron el reyno y su gobierno, pensaron en precaverse contra el poder absoluto, á que siempre han aspirado nuestros reyes. Con este designio, concentraron la supremacia de la justicia, y los poderes legislativos de la paz, de la guerra, de los subsidios y de las monedas, en las cortes que representaban la nacion en sus diferentes clases y debian ser los depositarios y los guardianes de los derechos del pueblo. (*Se continuará*)

TEATRO ROMANO.

En el coliseo, compuesto de mecanismo, pintura y metamorfósis.

El dia de hoy 7 del corriente tendrán el honor don Pedro Alejandri y don Juan Valenti de manifestar á este respetable público la primera funcion y se lisonjean obtener el mismo acogimiento que han recibido en las principales ciudades de Europa, en las que han recibido los testimonios de favor mas lisonjeros y merecido el mas alto aplauso, esperimentando posteriormente la propia acogida en Buenos-Ayres y Chile, lo que les hace atreverse á esperar de este benigno público el mismo favor que han siempre obtenido aquellos que para complacerlo dedican sus estudios con el mayor empeño.

El teatro Romano se compone de vistas marinas que ofrecen á la vista el prospecto en todos los puertos de mar mas conocidos: estas son unos cuadros naturales, trazados con toda exactitud y verosimilitud de que es susceptible la ilusion. Se ven en ellos los efectos del mar, bu[illegible] con todas sus velas en viento [illegible], y las leyes de la perspectiva observadas hasta el horizonte, manifiestan á primera vista lo que puede el arte para imitar la naturaleza.

De pantomimas cómicas representadas al vivo por figuras mecánicas que imitan todos los movimientos de un viviente, la maniera parece estar encerrada en las manos del artista, la riqueza y elegancia de los trajes no deja nada que desear. Los bailes y danzas de los intermedios tales como alemandas, bailes ingleses, bahas, boleras, bailes franceses, italianos, chinescos &c. &c. son ejecutados por figuras diferentes con toda la destreza y gracia imaginable, y la multitud de trasfiguraciones y metamorfósis, alegóricas, asombran al espectador, sorprendiéndolo agradablemente. Las decoraciones pintadas por los artistas mas célebres y distinguidos, producen por lo correcto del dibujo, lo fresco de los colores y la elegancia del estilo, los efectos mas gratos variandose estos á simultud de la grande ópera de Roma, en donde han hecho sus representaciones por espacio de cinco años. Estas pantomimas se componen de: del Triunfo del Amor, la Mágica de Alonquin, el Incendio del bosque, la destruccion de Troya, la Borrasca, el Zapatero remendon, el Paraiso, el Infierno, el Triunfo de la Libertad el Triunfo de Jove, el descendimiento y templo de Apolo, una batalla y otro infinito número de piezas.

En las decoraciones se verá la cueva de Gil Blas en el Canadá, el famoso jardin de Bibolien Florencia, muchos prospectos de Suiza, el templo de Apolo, el jardin de Diana, el bosque de Spoleto en Roma, el Paraiso, el palacio de Plutos en el infierno &c. &c.

En cada funcion se publicará un aviso de las piezas que han de exponerse á la curiosidad pública con la debida anticipacion.

VENTAS.

Rebelion en Azuapuquio por varios gefes del ejército español, para deponer del mando al dignísimo virey del Perú, el teniente general don Joaquin de la Pezuela, escrita por el ingenuo. Rio de Janeyro Imprenta de Morrin y Gaetos y reimpresa en Lima año de 1822 por don Manuel del Rio. Un cuaderno en cuarto su precio 4 reales.

El conocimiento personal que tenemos de los principales corifeos que entran en la composicion de este escrito, le dan un interes particular.

PAN Y TOROS.=*Oracion apologica que en defensa del estado floreciente de España, en el reinado de Carlos IV. dijo en la plaza de toros en Madrid D. G. M. Jovellanos.* Un cuadernito en dozavo, en la libreria de la calle del Arzobispo. Su precio 4 reales.

CINCUENTA PESOS.

Se darán al que entregue ó avise el paradero de un caballo bayo, ensillado y enfrenado á la inglesa, que se perdió en la noche del 5 para cuyo efecto acudirán á la libreria de la calle del arzobispo.

IMPRENTA DE RIO.

10

Núm 18.

CORREO MERCANTIL

POLITICO Y LITERARIO.

LIMA 14 DE MARZO DE 1822: 3.º DE LA LIBERTAD DEL PERU.

Los pueblos no son cultivados en razon de su fertilidad, sino en razon de su libertad.
MONTESQUIEU.

CAPITANIA DEL PUERTO.

ENTRADAS.

Marzo 7. Goleta americana *Sea-Serpent* de 139 toneladas procedente de Nueva York con 110 dias de navegacion, su capitan don Georje Coggushall con 13 individuos: carga, tocino, carne, bacalao, azogue, fierro, loza, cera, sillas, cervesa, vidrios, y mantequilla.

Id. 7. Bergantin Ingles *Roberto*, de 164 toneladas procedente de Pisco con 4 dias de navegacion, su capitan don Lorenzo Quinton con 14 individuos: carga, 100 botijas de aguardiente

Id. 8. Bergantin goleta ingles *Arriel* de 154 toneladas procedente de Panamá con 33 dias de navegacion, habiendo tocado en Huanchaco donde estubo 3 dias, su capitan don Juan Crakgg con 10 individuos: carga, cera, y algunos efectos de Europa, pasagero: don Juan Miro.

Id. 8. Goleta nacional *Emilia* de 70 toneladas procedente de Guayaquil con 58 dias de navegacion habiendo arribado en este tiempo al puerto de mal Abrigo por viveres, de donde salió hace 27 dias, su capitan don Saturnino Pinney con 12 individuos: carga, 1.413 cargas cacao, 606 suelas y otros efectos de aquel pais, pasageros: don Pedro Monte, don Martin Moran, y don José de Terranova.

Id. 8. Queche *Todos los Santos* de 188 toneladas procedente de Coquimbo de donde salió el 15 de diciembre ultimo con destino á la pesca, su capitan don Guillermo Esclvol con 20 individuos: carga, pescado salado y cueros de lobos.

SALIDAS.

Marzo 6. Fragata inglesa *Mari* de 76 toneladas con destino al Janeyro y escala en Talcahuano, su capitan don Elias Ford con 19 individuos: carga, frutos del pais: pasagero: don José Joaquin Vinas.

Id. 8. Bergantin nacional *Consuelo* de 76 toneladas con destino á Chancay, su capitan don Claudio Allende con 9 individuos: carga, guano.

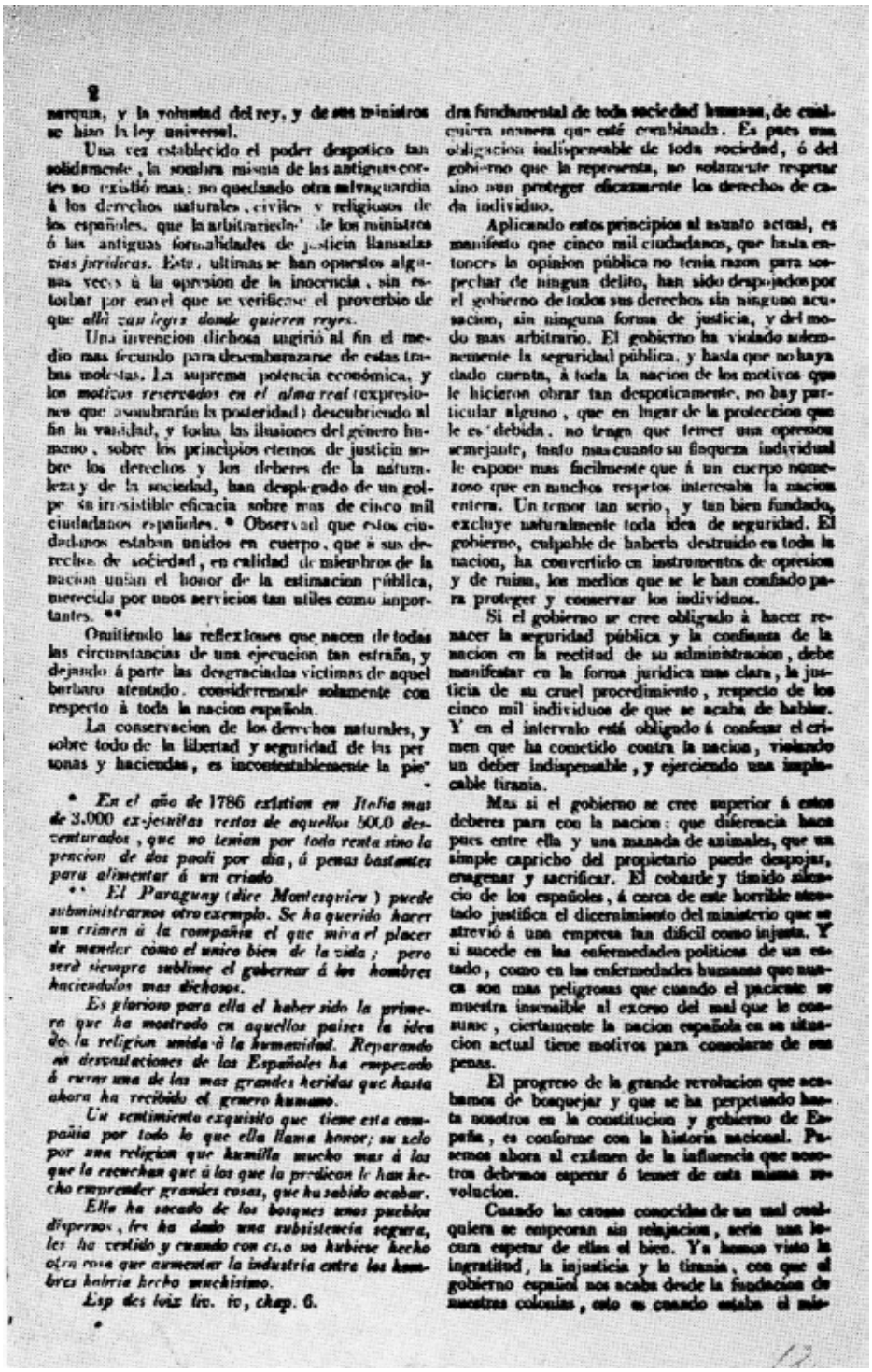
Id. 8. Goleta nacional *Terrible* de 80 toneladas con destino á Pisco, su capitan don Manuel Flores con 15 individuos: carga, en frutos: pasageros don Pedro Sarguera.

Continuacion del número 17.

A este dique tan solido los Aragoneses añadieron el celebre magistrado llamado el *Justicia*, para velar en la proteccion del pueblo contra toda violencia y opresion, como tambien para reprimir el poder abusivo de los reyes. En el preambulo de una de aquellas leyes los Aragoneses, dicen, segun Gerónimo Blanco en sus Comentarios, pag. 731 que la esterilidad de su pais y la pobreza de sus habitantes son tales, que si la libertad no los distinguia de las otras naciones el pueblo abandonaria su patria, é iria á establecerse en una region mas fertil. Y á fin que el rey no olvide jamas el manantial de donde le viene la soberania, el *Justicia*, en la ceremonia solemne de la coronacion, le dirigia las palabras siguientes. *Nos que valemos cuanto vos, os hacemos nuestro rey y señor, con tal que guardeis nuestros fueros y libertades y si no nò*: tal como lo refiere el celebre Antonio Perez Secretario del rey don Felipe II. Era pues un articulo fundamental de la constitucion de Aragon, que si el rey violaba los derechos y privilegios del pueblo, el pueblo podia legitimamente extrañarlo, y en su lugar nombrar otro aunque fuese de la *religion Pagana*, segun el mismo Gerónimo Blanco.

A este noble espiritu de libertad es que nuestros antepasados debieron la energia que les hizo acabar tan grandes empresas, y que en medio de tantas guerras esteriores, hizo florecer la nacion y la colmó de prosperidades, como se observa hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego que el rey pasó los limites que la constitucion de Castilla y de Aragon, le habian prescripto, la decadencia de la España fue tan rápida como habia sido extraordinario el poder adquirido, ó por mejor decir usurpado, por los soberanos. Y esto prueba bastante, que el poder absoluto, al cual se junta siempre el arbitrario, es la ruina de los estados.

La reunion de los reynos de Castilla y de Aragon, como tambien los grandes estados, que al mismo tiempo tocaron por herencia á los reyes de España, y los tesoros de las Indias, dieron á la corona una preponderancia imprevista, y tan fuerte, que en muy poco tiempo trastornó todos los obstáculos, que la prudencia de nuestros abuelos habia opuesto para asegurar la libertad de su descendencia. La autoridad real, semejante al rio cuando sale de sus margenes, inundó toda la na-



2

narquia, y la voluntad del rey, y de sus ministros se hizo la ley universal.

Una vez establecido el poder despotico tan solidamente, la sombra misma de las antiguas cortes no existió mas: no quedando otra salvaguardia á los derechos naturales, civiles y religiosos de los españoles, que la arbitrariedad de los ministros ó las antiguas formalidades de justicia llamadas *vias jiridicas*. Estas ultimas se han opuesto algunas veces á la opresion de la inocencia, sin estorbar por eso el que se verificase el proverbio de que *allá van leyes donde quieren reyes*.

Una invencion dichosa sugirió al fin el medio mas fecundo para desembarazarse de estas trabas molestas. La suprema potencia económica, y los *motivos reservados en el alma real* (expresiones que asombrarán la posteridad) descubriendo al fin la vanidad, y todas las ilusiones del género humano, sobre los principios eternos de justicia sobre los derechos y los deberes de la naturaleza y de la sociedad, han desplegado de un golpe su irresistible eficacia sobre mas de cinco mil ciudadanos españoles. * Observad que estos ciudadanos estaban unidos en cuerpo, que á sus derechos de sociedad, en calidad de miembros de la nacion unian el honor de la estimacion pública, merecida por unos servicios tan utiles como importantes. **

Omitiendo las reflexiones que nacen de todas las circunstancias de una ejecucion tan estraña, y dejando á parte las desgraciadas victimas de aquel barbaro atentado, consideremosle solamente con respecto á toda la nacion española.

La conservacion de los derechos naturales, y sobre todo de la libertad y seguridad de las personas y haciendas, es incontestablemente la pie-

dra fundamental de toda sociedad humana, de cualquiera manera que esté combinada. Es pues una obligacion indispensable de toda sociedad, ó del gobierno que la representa, no solamente respetar sino aun proteger eficazmente los derechos de cada individuo.

Aplicando estos principios al asunto actual, es manifesto que cinco mil ciudadanos, que hasta entonces la opinion pública no tenia razon para sospechar de ningun delito, han sido despojados por el gobierno de todos sus derechos sin ninguna acusacion, sin ninguna forma de justicia, y del modo mas arbitrario. El gobierno ha violado solemnemente la seguridad pública, y hasta que no haya dado cuenta, á toda la nacion de los motivos que le hicieron obrar tan despoticamente, no hay particular alguno, que en lugar de la proteccion que le es debida, no tenga que temer una opresion semejante, tanto mas cuanto su flaqueza individual le espone mas facilmente que á un cuerpo numeroso que en muchos respetos interesaba la nacion entera. Un temor tan serio, y tan bien fundado, excluye naturalmente toda idea de seguridad. El gobierno, culpable de haberla destruido en toda la nacion, ha convertido en instrumentos de opresion y de ruina, los medios que se le han confiado para proteger y conservar los individuos.

Si el gobierno se cree obligado á hacer renacer la seguridad pública y la confianza de la nacion en la rectitud de su administracion, debe manifestar en la forma juridica mas clara, la justicia de su cruel procedimiento, respecto de los cinco mil individuos de que se acaba de hablar. Y en el intervalo está obligado á confesar el crimen que ha cometido contra la nacion, violando un deber indispensable, y ejerciendo una implacable tirania.

Mas si el gobierno se cree superior á estos deberes para con la nacion: que diferencia hacen pues entre ella y una manada de animales, que un simple capricho del propietario puede despojar, enagenar y sacrificar. El cobarde y timido silencio de los españoles, á cerca de este horrible atentado justifica el dicernimiento del ministerio que se atrevió á una empresa tan dificil como injusta. Y si sucede en las enfermedades politicas de un estado, como en las enfermedades humanas que nunca son mas peligrosas que cuando el paciente se muestra insensible al exceso del mal que le consume, ciertamente la nacion española en su situacion actual tiene motivos para consolarse de sus penas.

El progreso de la grande revolucion que acabamos de bosquejar y que se ha perpetuado hasta nosotros en la constitucion y gobierno de España, es conforme con la historia nacional. Pasemos ahora al exámen de la influencia que nosotros debemos esperar ó temer de esta misma revolucion.

Cuando las causas conocidas de un mal cualquiera se empeoran sin relajacion, seria una locura esperar de ellas el bien. Ya hemos visto la ingratitud, la injusticia y la tirania, con que el gobierno español nos acaba desde la fundacion de nuestras colonias, esto es cuando estaba el mis-

En el año de 1786 existian en Italia mas de 3.000 ex-jesuitas restos de aquellos 500 desventurados, que no tenian por toda renta sino la pension de dos paoli por dia, á penas bastantes para alimentar á un criado.

** *El Paraguay (dice Montesquieu) puede suministrarnos otro exemplo. Se ha querido hacer un crimen á la compañia el que mira el placer de mandar como el unico bien de la vida; pero será siempre sublime el gobernar á los hombres haciendolos mas dichosos.*

Es glorioso para ella el haber sido la primera que ha mostrado en aquellos paises la idea de la religion unida á la humanidad. Reparando sin desvastaciones de los Españoles ha empezado á curar una de las mas grandes heridas que hasta ahora ha recibido el genero humano.

Un sentimiento exquisito que tiene esta compañia por todo lo que ella llama honor; su zelo por una religion que humilla mucho mas á los que la escuchan que á los que la predican le han hecho emprender grandes cosas, que ha sabido acabar.

Ella ha sacado de los bosques unos pueblos dispersos, les ha dado una subsistencia segura, les ha vestido y cuando con esto no hubiese hecho otra cosa que aumentar la industria entre los hombres habria hecho muchisimo.

Esp des loix liv. iv, chap. 6.

mo muy léjos del poder absoluto y arbitrario á que ha llegado despues. Al presente que no conoce otras reglas que su voluntad, y que está habituado á considerar nuestra propiedad como su bien que le pertenece, todo su estudio consiste en aumentarle con detrimento nuestro, colorando siempre con el nombre de utilidad de la madre patria, el infame sacrificio de nuestros derechos y de nuestros mas preciosos intereses. Esta lógica es de los saltendores de caminos, que justifica la usurpacion de los bienes agenos con la utilidad que de ella resulta al usurpador.

La expulsion y la ruina de los jesuitas no tubieron segun toda apariencia, otros motivos que la fama de sus riquezas. Mas hallandose estas agotadas, el gobierno sin compasion á la desastrada situacion á que nos habia reducido, quiso aun agravarla con nuevos impuestos, particularmente en la América Meridional en donde en 1780 costaron tanta sangre al Perú. Gemiriamos aun bajo esta nueva opresion, si las primeras chispas de una indignacion sobrado tiempo reprimida, no hubiera forzado á nuestros tiranos á desistirse de sus estorciones. Generosos americanos del nuevo reyno de Granada: si la América española os debe el noble ejemplo de la intrepidez que conviene oponer á la tirania, y el resplandor que acompaña á su gloria, será en los fastos de la humanidad que se verá gravado con caracteres inmortales, que vuestras armas protegieron á los pobres indios, nuestros compatriotas, y que vuestros diputados estipularon por sus intereses con igual suceso que por los vuestros. Pueda vuestra conducta magnánima servir de leccion útil á todo el género humano.

El ministerio está muy lejos de renunciar á sus proyectos de engullir el resto miserable de nuestros bienes; mas desconcertado con la resistencia inesperada, que encontró en Zipaquira, ha variado de metodo para llegar al mismo fin. Adoptando, cuando ménos se esperaba, un sistema contrario al que su desconfiada política habia invariablemente observado, ha resuelto dar armas á los españoles americanos, é instruirles en la disciplina militar. Espera sin duda, obtener de las tropas regladas americanas el mismo auxilio, que halla en España de las bayonetas, para hacerse obedecer. Mas gracias al cielo la depravacion de los principios de humanidad y de moral no ha llegado al colmo entre nosotros. Nunca seremos los bárbaros instrumentos de la tiranía, y antes de mancharnos con la menor gota de sangre de nuestros hermanos inocentes, derramarémos toda la nuestra por la defensa de nuestros derechos y de nuestros intereses comunes.

Una marina poderosa, puesta á traernos todos los horrores de la destruccion, es el otro medio que nuestra *existencia* pasada ha sugerido á la tiranía. *Este* apoyo es necesario al gobierno para la conservacion de las Indias. El decreto de 5 de julio de 1787 ordena, *que las rentas de los Estados* (exceptuada la del tabaco) *preparen los fondos suficientes para pagar la mitad, ó el tercio de los enormes gastos que exige la marina real.*

Nuestros establecimientos en el continente del nuevo mundo, aun en su estado de infancia, y cuando la potencia española estaba en su mayor declinacion, han estado siempre al abrigo de toda invasion enemiga: y nuestras fuerzas, siendo ahora mucho mas considerables, es claro que el aumento de tropas y de la marina, es para nosotros un *gasto* tan enorme como inutil á nuestra defensa. Asi esta declaracion formal, anunciada con tanta franqueza, no parece indicar otra cosa, sino que la *vigilancia paternal* del gobierno por nuestra prosperidad (cuyas dulzuras nos ha hecho gustar hasta aqui,) se propone darnos nuevas pruebas de su zelo y de su amor. * No escuchando sino las ideas de justicia, que se deben suponer á todo gobierno, se podria creer que los fondos que debemos subministrar *para el pago de los enormes gastos de la marina*, son destinados á proteger nuestro comercio, y multiplicar nuestras riquezas, de suerte que nuestros puertos, de la misma manera que los de España, van á ser abiertos á todas las naciones, y que nosotros mismos podremos visitar las regiones mas lejanas para vender y comprar allí de la primera mano. Entonces nuestros tesoros no saldrian mas, como torrentes para nunca volver, sino que, circulando entre nosotros, se aumentarian incesantemente con la industria.

Tanto más podriamos entregarnos á estas bellas esperanzas, cuanto son mas conformes al *sistema de union y de igualdad*, cuyo establecimiento, entre nosotros y los españoles de Europa, *desea* el gobierno en su decreto real. Que vasto campo va pues á abrirse para obtener en la corte, en los ejércitos, y en los tribunales de la monarquía los honores y riquezas que constantemente se nos han rehusado. Los españoles europeos, habiendo tenido hasta aqui la posesion exclusiva de todas estas ventajas, es bien justo pues que el gobierno, para establecer esta *perfecta igualdad* empiese á ponerlos en el mismo pie en que nosotros hemos estado tan largo tiempo. Nosotros solos deberiamos frecuentar los puertos de la España, y ser los dueños de su comercio, de sus riquezas, y de sus destinos. No se puede dudar que los españoles, testigos de nuestra moderacion dejen de someterse tranquilamente á *este* nuevo órden. El sistema de igualdad, y nuestro ejemplo lo justifican maravillosamente. *(Se concluirá)*

ARTICULO COMUNICADO.

Señor editor: por el extraordinario que llegó de Guayaquil en estos ultimos dias he recibido el adjunto papel que se dice ser de S. E. Simon Bolivar; pero siendo su contenido opuesto á la notoria liberalidad de sentimientos del heroe de Colombia, me inclino á juzgar que es una falsa imputacion que se ha hecho á S. E. de este escrito. Sirvase insertarlo en su periodico y mande á su afectisimo S. S. S. LL.

Cuartel general de Cali á 9 de enero de 1821 12.°

Excmo. señor.—Es inmensa la satisfaccion que

* *Siempre que el gobierno español nos anuncia un beneficio, no puede uno menos que acordarse de lo que el verdugo decia al hijo de Felipe II cuando le ponia el dogal al cuello: paz, pazi, señor don Carlos que todo esto es por su bien.*

tengo al acercarme á las riveras del Pacífico. Yo espero que mi venida al Sur sea señalada con la victoria y la paz. El Sur no verá mas los fuegos enemigos. En este instante está en marcha la division del señor general Torres para esa capital con dos mil hombres. La guardia seguirá el mes próximo el mismo destino conmigo. Yo me lisonjeo excmo. señor, que la republica de Colombia habrá sido proclamada en esa capital antes de mi entrada en ella. V. E. debe saber que Guayaquil es completamente del territorio de Colombia: que una provincia no tiene derecho á separarse de una asociacion á que pertenece, y que seria faltar á las leyes de la naturaleza y de la política, permitir que un pueblo intermedio viniese á ser un campo de batalla para dos fuertes estados: y yo creo que Colombia no permitirá jamas que ningun poder de América sujete su territorio. La llegada de nuestro ejercito á esa ciudad exije nuevos sacrificios y V. E. será informado de ellos por el señor general Sucre á quien he autorizado plenamente para que los pase al gobierno que V. E preside dignamente ó los obtenga por los medios que esten en su poder. V. E. sin duda tendrá la bondad de prestar toda su proteccion al señor general Sucre para que el ultimo triunfo de Colombia lleve grabada la mano de Otmedo.—Tengo el honor de ser de V. E con la mas alta consideracion su afectisimo servidor.—*Bolivar.*

MADRID 5 DE OCTUBRE DE 1821.

Tenemos seguridad que el gobierno ha ordenado al conde de Revillagigedo embajador extraordinario cerca de la corte de Portugal, que se retire á esta.

Ha llegado de Italia un correo de gobierno con noticias positivas sobre las alteraciones de aquel pais, y especialmente en el reyno de Napoles y el Piamonte. Esta fermentacion general ha ocasionado una inquietud extraordinaria en el gabinete austriaco. Hemos tenido el mayor placer en haber leido en los diarios ultra-franceses las ridículas notas que se han hecho sobre nuestro pobre pais. *Le Bannière Blanc* nos saluda con el titulo de jacobinos. Sus corresponsales les dan noticias de todas partes; y uno de Valencia les ha escrito ultimamente que Jayme, gefe de los realistas ha conseguido ventajas considerables sobre los jacobinos. Bravo.

Se continua arrestando á los militares conocidos por sus opiniones liberales, y aunque cuentan con el apoyo del ejército, este permanece firme, y su opinion es bien conocida.

VENTA.—La casa y panadería que fueron de don Pedro Larrañaga, situadas en la calle de la Palma se vende ó se alquila. Los señores Thwaites y Rom, casa de remates en la calle de la Coca darán razon.

La huerta del Abillo se arrienda: don Juan Pedro Saldias, que vive abajo del Puente, dará razon.

AVISO AL PUBLICO.

El lúnes 18 de marzo á las diez de la mañana en la casa de remates de Thwaites y Rom, calle de la Coca, serán vendidos en publica subasta al mejor postor varios lótes de las clases de efectos que siguen.

Efectos, varios de algodon.
Id. id. de seda.
Paños sobrefinos.
Id. averiados.
Pañuelos de cassimir.
Bayetones.
Seda joyante legitima de Murcia.
Tafiletes de colores, y otros varios artículos.

Razon de las contribuciones que hicieron las agraciadas con el distintivo del patriotismo, para la solemne misa de gracias que se celebró en la iglesia del convento grande de Santo Domingo el dia 28 de febrero ultimo, por el feliz regreso á esta capital del excmo. señor don José de San Martin, protector de la libertad del Perú.

Doña María Reyes y Cavero, 2 pesos, doña María del Pilar Perez, 2. doña María de la Cruz Castillo, 2. doña Rosa Campusano, 17. doña Carmen Martinez, 1. La señora Baronesa, 2. doña Manuela Sanz, 17. doña María Guisla, 10. doña Joaquina Cuellar, 2. doña Francisca Rodriguez á doña Venancia Pineda, 1. doña Gregoria Serria á doña Petronila de la Torre, 6. doña Manuela Gonzalez, 2. doña Carmen Guzman, 2. doña Teodora Loayza, 2. doña Isabel de Orbea, á. doña Josefa Zapeleta, 1. Da. Valeria Aguirre, 4. Da. Mercedes de la Rosa, 6 Da. Micaela Gomez Valdivieso, 4. Da. Josefa Romero, 4. Da. Manuela Garcia de Amigo, 2 Da. Paula de la Barrera, 2. Da. Manuela Villaroel, 4. Da. Juana Velez, 2. Da. Clara Coqui, 1. Da. Tomasa Coqui, 1. La Ilma. Sa. Da. Josefa Cuba de Ugarte, 17. Sa. Condesa de San Ysidro, 6 Sa. marquesa de Castellon, 6 Da. María Arias de Saavedra, 8 con 4 reales. Da. Josefa Riva-Agüero, 6. Da. Josefa Boquete, 6. Da. Juana Novajas de Sierra, 6. Da. Carmen Noriega y Paredes, 6, Da. Juana Mariategui, 2. Da. Bernarda Argote, 4. Da. María Manuela Sarabia. 6 Da. Carmen Orbegoso, 2. Da. Josefa Boqui, 6. Da. Francisca Mancebo, 6. Da. Rosa Palomares, 4. Da. María Cabrera de Prast, 4. Da. Juana Uzeñe, 6. Da. María Lopez Portocarrero, 1. Da. María Urriola, 2. Da. Andrea Mendoza, 6. Da. Teresa Tutor y Campos, 10. Da. Juana Sanchez de Zumaeta, 4. el capitan don José Joaquin Muñecas á nombre de sus dos hermanas, 6. Sa. Marquesa de Casa-Muñoz, 6. Da. Francisca Caballero, 8 Da. Antonia Maldonado, 4. Da. María Carvajal y Espejo, 4. Da. María Ignacia Urrutia de Palacios, 6. Da. María de las Nieves Palacios, 6. Da. Manuela Noriega, 1. Da. Manuela Paredes y Noriega, 1. Da. Carmen Palacios y Tellería, 1.

(*Se continuará.*)

☞ *En el siguiente número concluiremos la carta de Sayan, suspendida en el número 17.* EL EDITOR.

Para el Janeyro y Lámires.—La muy bella fragata Americana *Mercurio* con excelentes comodidades para pasageros, recibirá flete y se despachará el 1.° de abril por su consignatario D. Bautista Lynch, calle de la Trinidad.

IMPRENTA DE RIO.

Núm 19.

CORREO MERCANTIL
POLITICO Y LITERARIO.

LIMA 22 DE MARZO DE 1822: 3.° DE LA LIBERTAD DEL PERU.

Los pueblos no son cultivados en razon de su fertilidad, sino en razon de su libertad.
MONTESQUIEU.

Valor anual de las producciones de la provincia de Guayaquil.

EFECTOS.	CANTIDADES.		PRECIOS.		VALORES.
Cacáo.	130,000	crgs.	á 4	pesos.	520,000
Café.	300	qqs.	á 25	pesos.	7,500
Alfágias selectas.	6,000	,,,	á 4 y md.	pesos.	27,000
Id. de desecho.	2,000	,,,	á 2 y md.	pesos.	5.000
Tabaco.	1000,000	lbs.	á 2	rs.	250,000
Algodon.	6,000	qqs.	á 10	pesos.	60,000
Arroz.	8,000	id.	á 4	pesos.	32,000
Zuelas.	40,000	,,,	á 12	rs.	60,000
Sal.	10 000	fgs.	á 5	pesos.	50,000
Sombreros.	150,000	,,,	á 12	rs.	225,000
Paja.	500	tros.	á 20	pesos.	10,000
Hamacas.	3,000	,,,	á 2	pesos.	6,000
Manteca de cacao.	150	qqs.	á 25	pesos.	3,750
Zarza.	50	id.	á 14	pesos.	700
Brea.	4,000	id.	á 10	pesos.	40,000
Pita floja.	50.000	lbs.	á 2	rs.	12,500
Id. torcida.	30,000	id.	á 4	rs.	15,000
Id. fina.	200	id.	á 5	pesos.	1,000
Cascarilla.	200	qqs.	á 12	pesos.	2,400
Palos guachapelies.	500	,,,	á 3	pesos.	1,500
Mangles.	4,000	,,,	á 4	rs.	2,000
Soleras.	200	,,,	á 10	pesos.	2,000
Amarillos	200	,,,	á 6	pesos.	1,200
Bolas de sebo.	,,,	,,,	á ,,,	,,,	6 000
Cacáo molido.	200	arrs.	á 6	pesos.	1,200
Balaustres.					
Catres.					
Baules.	,,,	,,,	,,,	,,,	25,000
Tamarindos.					
Silletas.					
Pescado salado.	300	qqs.	á 9	pesos.	2,700
Cocos.	100,000	,,,	á 5	pgs	5,000
Cera.	30,000	lbs.	á 4	rs.	15,000
Ajonjoli.	16	qqs.	á 50	pesos.	800
Caballos.	100	,,,	á 16	pesos.	1,600
Potros.	500	,,,	á 18	pesos.	9,000
Mulos.	100	,,,	á 30	pesos.	3,000
Frutos para Quito y Cuenca.	,,,	,,,	,,, ,,,	,,,	10,000
Cueros para forros.	6,000	,,,	á 12	rs.	9,000
Leña.	,,,	,,,	,,, ,,,	,,,	10,000
Goma.	50	qqs.	á 25	pesos.	1,250
Piñocias y laureles.	2,000	,,,	á 4	rs.	1,000
Miel de abejas.	,,,	,,,	,,, ,,,	,,,	1,000
Id. de caña.	,,,	,,,	,,, ,,,	,,,	2,000
Total valor de producciones.				Pesos.	1.448,100.

CAPITANIA DEL PUERTO.

ENTRADAS.

Marzo 10. Fragata nacional *Guillena*, de 270 toneladas procedente de Pisco con 2 dias de navegacion, su capitan don Juan Buchan con 16 individuos: carga, botijas de aguardiente: pasageros, don Guillermo Zerp.

Id. 10. Goleta nacional *Jesus María* de 65 toneladas procedente de Pisco con 4 dias de navegacion, su capitan don Francisco Gonzalez con 11 individuos: carga, botijas de aguardiente y vino: pasageros, don Mariano Mauricio Guarda, don Manuel Ligero, don Narciso Cavero, Nicolas Nova, el sargento de Marina José Romero, Gaspar Matamoros, Juan Luz, Mariano Fernandez, Maria Lagarda y Cosme Damian.

Id. 11. Fragata *Saphia* de 600 toneladas, procedente de Valparayso de donde dió la vela el 19 del mes pasado, tocó en Arica el 28 del mismo, y salió el 3 del corriente, su capitan don Pedro de Estevecho, con 57 individuos: carga, efectos surtidos de Europa.

Id. 13. Bergantin americano *Salvaje* de 296 toneladas procedente de Valparayso con doce dias de navegacion, su capitan don Ysaac Martin con 20 individuos: carga, efectos de Europa á consignacion de su sobrecargo don Llaye Baclaman.

Id. 14. Bergantin de guerra del estado *Nancy* procedente de Pisco con 5 dias de navegacion, su comandante don Tomas Espora comboyando al bergantin nacional de transporte *Darilo*.

Id. 14. Fragata nacional *Emprendedora* de 225 toneladas procedente de Valparayso con 14 dias de navegacion, su capitan don Cayetano Alden con 25 individuos: carga, efectos de Chile y madera: pasageros, don Mariano Merino, don Jose Casimiro Arrieta.

Id. 15. Fragata inglesa *Calesta* de 389 toneladas procedente de Londres con 7 meses 13 dias de navegacion, su capitan don Juan Struan con 28 individuos: carga, efectos de Europa: pasageros don Juan Machan, don James Brooke, don Carlos Power con su esposa, don Roberto Power, don Tomas Wittemburgo, y don Guillermo Sivisebum.

Id. 17. Lancha *Carmen* procedente de Huacho con 3 dias de navegacion, su patron Francisco Rojas con 4 individuos: carga, aceyte de lobo y pellejos: pasagera, doña Maria Antonia Mendoza duenia de dicha lancha y cargamento.

Id. 18. Balandra inglesa *Real Soberana* de 101 toneladas procedente de Buenos-Ayres, de donde salió el 10 de noviembre del año pasado, tocó en Valparaiso y salió de éste el 25 de enero de este año, su capitan don Roberto Dewet con 8 individuos: carga, harina, jamones, y pescado salado á consignacion de don Diego Portales y don Ambrosio Aldunate.

SALIDAS.

Marzo 10. Fragata americana *General Hand* de 318 toneladas con destino al Janeyro y Gibraltar, su capitan don George Galekell con 17 individuos: carga 9 cajones de plata, 47 cajones de quina y dos tercios de lana de vicuña, pasageros don Basilio Agudo, don Tadeo Cosme don Manuel Gallo, don Manuel Alonzo, don Vicente Yturi, don Pedro Jado, don Estanislao Moreno, don Santiago Patros, fray Pedro Garay, fray Rafael Agüe, fray Juan Garcia, fray Juan Antonio Gonzalez, fray Pedro Casajus, fray Feliz Valles, fray Rocendo Puga, don Juan Barrena, don Lorenzo Amor, don Francisco Murua, don Manuel Caballero con un dependiente y una criada, don Juan Fernandez, don Francisco Sieza, don José Ibarra, don Pio Estanislao Garcia don Juan Ochoa D. Francisco Aristondo, don José Villar, don José Martinez, don José Rodriguez, don Nicolas Tracios, don Pedro de la Torre con un criado, don José Gonzalez, don Manuel Garcia, don Francisco Pineda, don Juan Valparda, don Manuel Morente, don Joaquin Gonzalez, don Eusebio Agudo, don José Fijares don Antonio Gomez, don Ramon Vidal, fray Alberto de San Antonio, don José Antonio Gomez, don Juan Milla, don Antonio Romero, don Sebastian Melitos, don Francisco Irigoyen, don Manuel Rojas, fray Antonio Colo, doña Maria del Carmen Cavero, don Nicolas Savala, don Estevan Gereda, fray Pedro Pazos, don Rafael Fierro, don José Maria Molina, don Joaquin Gonzalez, don Luis Sanchez, don José Maria Garcela, don José Vazques Novoa con su esposa 4 hijos y dos criados, don Juan de Ugarte, don Vicente Tirado con su esposa y un hijo, don Mateo Fernandez, doña Mercedes Garcia Urrutia con dos hijos, doña Josefa Arselle con un dependiente, don Pedro Correa, don Antonio Martinez, don Marcelo Ochoa, doña Carmen Crespo con su hija y don Francisco Otamendi.

Id. 14. Bergantin americano *Thetis* de 108 toneladas con destino á Valparayso, su capitan don Harry Parsones con 11 individuos: carga, en lastre.

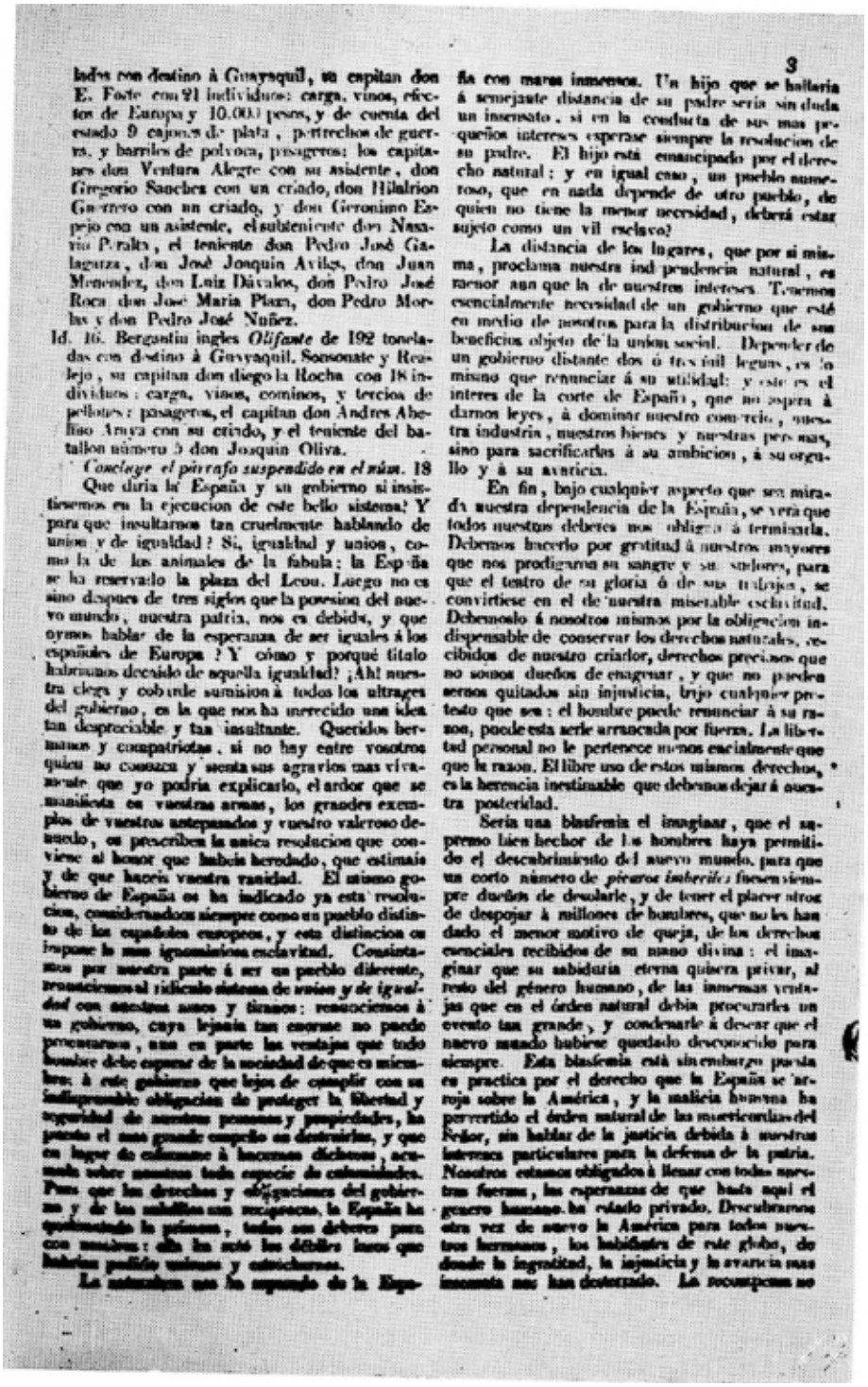
Id. 14. Bergantin nacional *Joven Pilar* de 142 toneladas con destino á Huanchaco, su capitan don José Negrete con 13 individuos: carga, pertrechos de guerra de cuenta del estado, y de particulares, botijas de aguardiente y algunos tercios de efectos de Europa: pasageros, don Juan Antonio Megia, el presbitero don Manuel Alvarez, don Francisco Solano Pezet con un sirviente, el presbitero don José Meliton Sanchez Parra con dos sirvientes, el subteniente de cazadores del número 1. del Perú don Antonio Alva y Lobos.

Id. 14. Bergantin ingles *Petrel* de 241 toneladas con destino á Gibraltar, su capitan don Roberto Cros con 13 individuos: carga, cacao, y cajones de cascarilla.

Id. 14. Bergantin ingles *Solon* de 274 toneladas con destino á Lóndres, su capitan don Tomas Eliot con 14 individuos: carga, en lastre.

Id. 14. Goleta del estado *Estrella* con destino á la mar, al mando de su comandante don Carlos Riousding.

Id. 15. Fragata americana *Flavio* de 432 tone-



dos con destino à Guayaquil, su capitan don E. Forte con 21 individuos: carga, vinos, efectos de Europa y 10.000 pesos, y de cuenta del estado 9 cajones de plata, pertrechos de guerra, y barriles de polvora, pasageros: los capitanes don Ventura Alegre con su asistente, don Gregorio Sanchez con un criado, don Hilarion Guerrero con un criado, y don Geronimo Espejo con un asistente, el subteniente don Nasario Peralta, el teniente don Pedro José Galaguza, don José Joaquin Aviles, don Juan Menendez, don Luiz Dávalos, don Pedro José Roca don Jose Maria Plaza, don Pedro Morlas y don Pedro José Nuñez.

Id. 16. Bergantin ingles *Olifante* de 192 toneladas con destino à Guayaquil. Sonsonate y Realejo, su capitan don diego la Rocha con 18 individuos: carga, vinos, cominos, y tercios de pellones: pasageros, el capitan don Andres Abellino Anaya con su criado, y el teniente del batallon número 5 don Joaquin Oliva.

Concluye el párrafo suspendido en el núm. 18

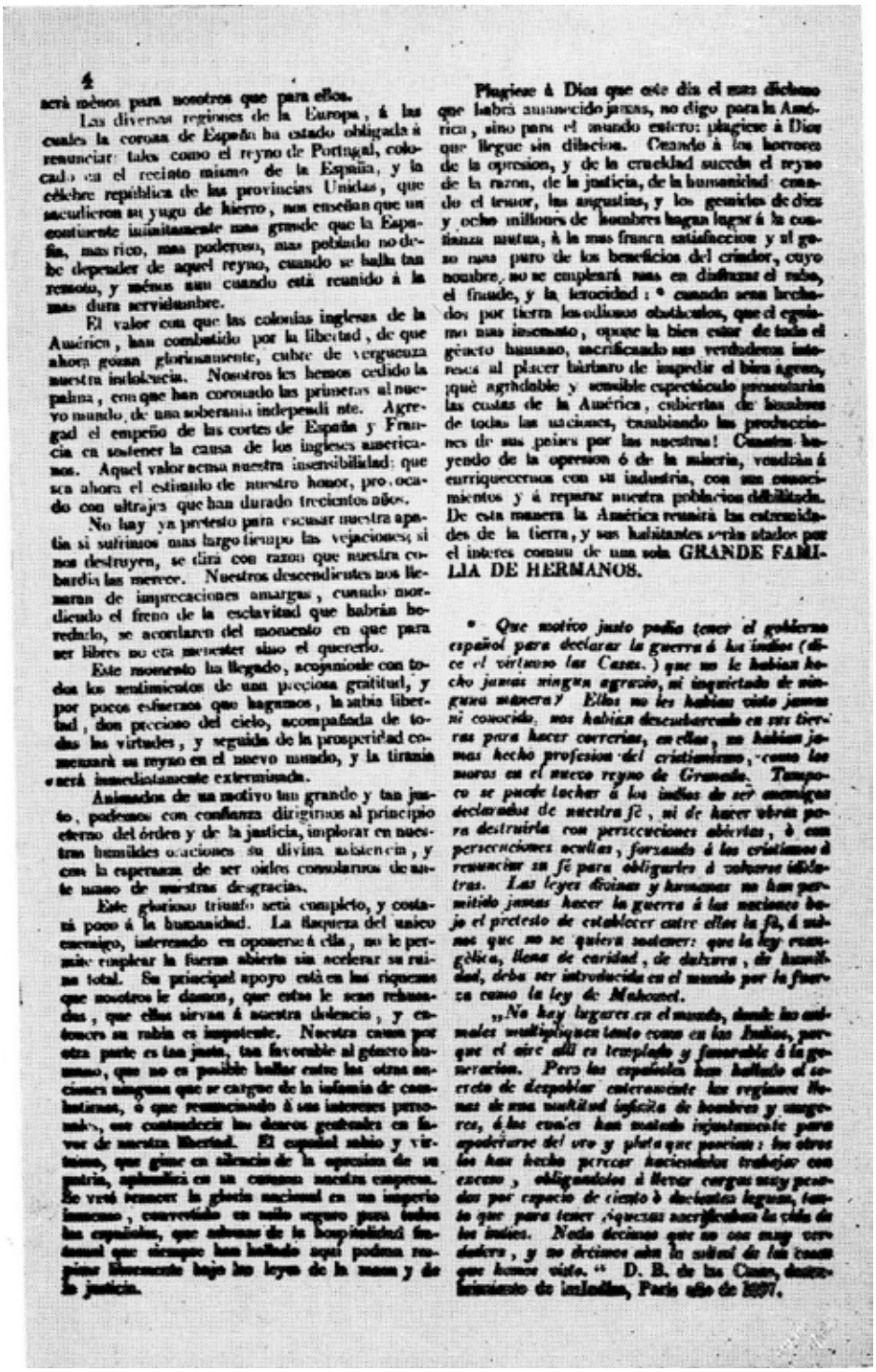
Que diria la España y su gobierno si insistiesemos en la ejecucion de este bello sistema? Y para que insultarnos tan cruelmente hablando de union y de igualdad? Si, igualdad y union, como la de los animales de la fabula: la España se ha reservado la plaza del Leon. Luego no es sino despues de tres siglos que la posesion del nuevo mundo, nuestra patria, nos es debida, y que oymos hablar de la esperanza de ser iguales á los españoles de Europa? Y cómo y porqué titulo hubramos decaido de aquella igualdad? ¡Ah! nuestra ciega y cobarde sumision à todos los ultrages del gobierno, es la que nos ha merecido una idea tan despreciable y tan insultante. Queridos hermanos y compatriotas, si no hay entre vosotros quien no conozca y sienta sus agravios mas vivamente que yo podria explicarlo, el ardor que se manifiesta en vuestras armas, los grandes exemplos de vuestros antepasados y vuestro valeroso denuedo, os prescriben la unica resolucion que conviene al honor que habeis heredado, que estimais y de que haceis vuestra vanidad. El mismo gobierno de España os ha indicado ya esta resolucion, considerandonos siempre como un pueblo distinto de los españoles europeos, y esta distincion os impone la mas ignominiosa esclavitud. Consintamos por nuestra parte á ser un pueblo diferente, renunciemos al ridiculo sistema de *union y de igualdad* con nuestros amos y tiranos: renunciemos à un gobierno, cuya lejania tan enorme no puede proporcionarnos, mas en parte las ventajas que todo hombre debe esperar de la sociedad de que es miembro: à este gobierno que lejos de cumplir con su indispensable obligacion de proteger la libertad y seguridad de nuestras personas y propiedades, ha puesto el mas grande empeño en destruirlas, y que en lugar de enbiarnos à hacernos dichosos, acumula sobre nuestras todo especie de calamidades. Para que los derechos y obligaciones del gobierno y de los subditos sean recíprocos, la España ha quebrantado la primera, todos sus deberes para con nosotros: ella ha sido los débiles lazos que habrian podido unirnos y estrecharnos.

La naturaleza nos ha separado de la España con mares inmensos. Un hijo que se hallaria á semejante distancia de su padre seria sin duda un insensato, si en la conducta de sus mas pequeños intereses esperase siempre la resolucion de su padre. El hijo está emancipado por el derecho natural: y en igual caso, un pueblo numeroso, que en nada depende de otro pueblo, de quien no tiene la menor necesidad, deberá estar sujeto como un vil esclavo?

La distancia de los lugares, que por si misma, proclama nuestra independencia natural, es menor aun que la de nuestros intereses. Tenemos esencialmente necesidad de un gobierno que esté en medio de nosotros para la distribucion de sus beneficios objeto de la union social. Depender de un gobierno distante dos ó tres mil leguas, es lo mismo que renunciar á su utilidad: y este es el interes de la corte de España, que no espera à darnos leyes, à dominar nuestro comercio, nuestra industria, nuestros bienes y nuestras personas, sino para sacrificarlas à su ambicion, à su orgullo y à su avaricia.

En fin, bajo cualquier aspecto que sea mirada nuestra dependencia de la España, se verá que todos nuestros deberes nos obligan á terminarla. Debemos hacerlo por gratitud à nuestros mayores que nos prodigaron su sangre y sus sudores, para que el teatro de su gloria ó de sus trabajos, se convirtiese en el de nuestra miserable esclavitud. Debemoslo á nosotros mismos por la obligacion indispensable de conservar los derechos naturales, recibidos de nuestro criador, derechos preciosos que no somos dueños de enagenar, y que no pueden sernos quitados sin injusticia, bajo cualquier pretesto que sea: el hombre puede renunciar à su razon, puede esta serle arrancada por fuerza. La libertad personal no le pertenece mas esclusivamente que la razon. El libre uso de estos mismos derechos, es la herencia inestimable que debemos dejar á nuestra posteridad.

Seria una blasfemia el imaginar, que el supremo bien hechor de los hombres haya permitido el descubrimiento del nuevo mundo, para que un corto número de *pícaros imberiles* fuesen siempre dueños de desolarle, y de tener el placer atroz de despojar à millones de hombres, que no les han dado el menor motivo de queja, de los derechos esenciales recibidos de su mano divina: el imaginar que su sabiduria eterna quisera privar, al resto del género humano, de las inmensas ventajas que en el órden natural debia procurarles un evento tan grande, y condenarle á desear que el nuevo mundo hubiese quedado desconocido para siempre. Esta blasfemia está sin embargo puesta en practica por el derecho que la España se arroja sobre la América, y la malicia humana ha pervertido el órden natural de las misericordias del Señor, sin hablar de la justicia debida à nuestros intereses particulares para la defensa de la patria. Nosotros estamos obligados à llenar con todas nuestras fuerzas, las esperanzas de que hasta aqui el genero humano ha estado privado. Descubramos otra vez de nuevo la América para todos nuestros hermanos, los habitantes de este globo, de donde la ingratitud, la injusticia y la avaricia nos insensata nos han desterrado. La recompensa no



4

será ménos para nosotros que para ellos.

Las diversas regiones de la Europa, á las cuales la corona de España ha estado obligada á renunciar tales como el reyno de Portugal, colocado en el recinto mismo de la España, y la célebre república de las provincias Unidas, que sacudieron su yugo de hierro, nos enseñan que un continente infinitamente mas grande que la España, mas rico, mas poderoso, mas poblado no debe depender de aquel reyno, cuando se halla tan remoto, y ménos aun cuando está reunido á la mas dura servidumbre.

El valor con que las colonias inglesas de la América, han combatido por la libertad, de que ahora gozan gloriosamente, cubre de vergüenza nuestra insolencia. Nosotros les hemos cedido la palma, con que han coronado las primeras al nuevo mundo, de una soberanía independiente. Agregad el empeño de las cortes de España y Francia en sostener la causa de los ingleses americanos. Aquel valor acusa nuestra insensibilidad: que sea ahora el estímulo de nuestro honor, provocado con ultrajes que han durado trecientos años.

No hay ya pretesto para escusar nuestra apatía si sufrimos mas largo tiempo las vejaciones; si nos destruyen, se dirá con razon que nuestra cobardía las merece. Nuestros descendientes nos llamarán de imprecaciones amargas, cuando mordiendo el freno de la esclavitud que habrian heredado, se acordarán del momento en que para ser libres no era menester sino el quererlo.

Este momento ha llegado, acojámosle con todos los sentimientos de una preciosa gratitud, y por pocos esfuerzos que hagamos, la sabia libertad, don precioso del cielo, acompañada de todas las virtudes, y seguida de la prosperidad comenzará su reyno en el nuevo mundo, y la tiranía será inmediatamente exterminada.

Animados de un motivo tan grande y tan justo, podemos con confianza dirigirnos al principio eterno del órden y de la justicia, implorar en nuestras humildes oraciones su divina asistencia, y con la esperanza de ser oidos consolarnos de este mismo de nuestras desgracias.

Este glorioso triunfo será completo, y costará poco á la humanidad. La flaqueza del único enemigo, interesado en oponerse á ella, no le permite emplear la fuerza abierta sin acelerar su ruina total. Su principal apoyo está en las riquezas que nosotros le damos, que estas le sean rehusadas, que ellas sirvan á nuestra defensa, y entonces su rabia es impotente. Nuestra causa por otra parte es tan justa, tan favorable al género humano, que no es posible hallar entre las otras naciones ninguna que se cargue de la infamia de combatirnos, ó que renunciando á sus intereses personales, no contribuya con deseos generales en favor de nuestra libertad. El español sabio y virtuoso, que gime en silencio de la opresion de su patria, aplaudirá en su corazon nuestra empresa. Se verá renacer la gloria nacional en un imperio inmenso, convertido en asilo seguro para todos los españoles, que sabrán de la hospitalidad fraternal que siempre han hallado aquí podrán respirar libremente bajo las leyes de la razon y de la justicia.

Plugiese á Dios que este dia el mas dichoso que habrá amanecido jamas, no digo para la América, sino para el mundo entero: plugiese á Dios que llegue sin dilacion. Cesando á los horrores de la opresion, y de la crueldad suceda el reyno de la razon, de la justicia, de la humanidad: cesando el temor, las angustias, y los gemidos de diez y ocho millones de hombres hagan lugar á la confianza mutua, á la mas franca satisfaccion y al goze mas puro de los beneficios del criador, cuyo nombre, no se empleará mas en disfrazar el robo, el fraude, y la ferocidad: * cuando sean hechados por tierra los odiosos obstáculos, que el egoismo mas insensato, opone al bien estar de todo el género humano, sacrificando sus verdaderos intereses al placer bárbaro de impedir el bien agena, ¡qué agradable y sensible espectáculo presentarán las costas de la América, cubiertas de hombres de todas las naciones, trasbasando las producciones de sus paises por las nuestras! Cuantos huyendo de la opresion ó de la miseria, vendrán á enriquecernos con su industria, con sus conocimientos y á reparar nuestra poblacion debilitada. De esta manera la América reunirá las extremidades de la tierra, y sus habitantes serán todos por el interes comun de una sola GRANDE FAMILIA DE HERMANOS.

* *Que motivo justo podia tener el gobierno español para declarar la guerra á los indios (dice el virtuoso las Casas.) que no le habian hecho jamas ningun agravio, ni inquietado de ninguna manera? Ellos no les habian visto jamas ni conocido, nos habian descubierto en sus tierras para hacer correrias, en ellas, no habian jamas hecho profesion del cristianismo, como los moros en el nuevo reyno de Granada. Tampoco se puede tachar á los indios de ser enemigos declarados de nuestra fé, ni de hacer obras para destruirla con persecuciones abiertas, ó con persecuciones ocultas, forzando á los cristianos á renunciar su fé para obligarles á volverse idólatras. Las leyes divinas y humanas no han permitido jamas hacer la guerra á las naciones bajo el pretesto de establecer entre ellas la fé, á menos que no se quiera sostener: que la ley evangélica, llena de caridad, de dulzura, de humildad, deba ser introducida en el mundo por la fuerza como la ley de Mahomet.*

„*No hay lugares en el mundo, donde los animales multipliquen tanto como en las Indias, porque el aire allí es templado y favorable á la generacion. Pero los españoles han hallado el secreto de despoblar enteramente las regiones llenas de una multitud infinita de hombres y mugeres, á los cuales han matado injustamente para apoderarse del oro y plata que poseian: los otros los han hecho perecer haciendolos trabajar con exceso, obligandolos á llevar cargas muy pesadas por espacio de ciento á doscientas leguas, tanto que para tener víveres sacrificaban la vida de los indios. Nada decimos que no sea muy verdadero, y no decimos aun la mitad de las cosas que hemos visto.*“ D. B. de las Casas, destruimiento de las Indias, Paris año de 1697.

MINISTERIO DE HACIENDA
EL SUPREMO DELEGADO.

Adiciones á los reglamentos provisionales de comercio.

Para esclarecer algunos puntos sobre los reglamentos provisionales de comercio: he acordado y decreto.

1. El uno por ciento de transito de que trata el artículo 21 del reglamento provisional de comercio, solo debe entenderse con respecto á los géneros que han quedado depositados en almacenes de la aduana, y que se sacan de allí bajo el registro correspondiente para reembarcarlos pero de ninguna manera con los que se han trasladado á los almacenes y casas de particulares: pues en este caso, quedarán lo mismo que los que mudan de dominio, sujetos á pagar los derechos establecidos en el suplemento á los reglamentos.

2. Los efectos podrán permitirse en almacenes de la aduana por el espacio de cuatro meses contados desde el dia de su introduccion: y si los dueños demorasen su extraccion, tendrán que abonar por cada pieza depositada dos reales en el quinto mes cuatro en el sexto, y sucesivamente siguiendo la misma progresion segun el tiempo que los tuvieren.

3. Del artículo del reglamento de cabotage que habla de los licores extranjeros, y les impone un ochenta por ciento, se exceptuan los vinos que solo pagarán un cuarenta y ocho por ciento, quedando en toda su fuerza el referido artículo en cuanto á los aguardientes y demas licores de esta especie. Dado en el palacio del supremo gobierno, en Lima á 15 de marzo de 1822.—Firmado *Torre-Tagle.*—Por órden de S. E.—*Hipólito Unanue.*

ARTICULO COMUNICADO.

Señor ditor —Digo decir que ya se están pronunciando y leyendo discursos sobre nueja disputa de la mejor forma de gobierno, y hemos leido tambien en el diario mercantil una parte de la carta que V. ha publicado, de cuyo mérito se juzgará cuando parezca el resto. Entretanto voy á proponer una ocurrencia sobre este importantísimo negocio que ocupa á la Sociedad Patriotica y á todo americano, mucho es lo que se arriesga si no se acierta, y mucho se puede ganar si unidas la ilustracion y la sinceridad, presiden en su resolucion. Por esto las conferencias, ó las investigaciones sobre el gobierno conveniente al Perú: deben dirijirse principalmente á la instruccion del pueblo, á este es necesario instruirle en un lenguaje humilde, y humillarme las ideas matrices, sacando de ellas los corolarios y consecuencias inmediatas. Por fortuna hemos avanzado mucho, y el camino que resta, aunque muy fragoso, ya no es tan dilatado. Nuestra insurreccion es justa y santa: el pueblo es el soberano, y este debe elegir la forma de gobierno que lo haga feliz. Estos son dogmas politicos, y otras tantas verdades ya conocidas y admitidas, como tambien el que la forma de gobierno cualquiera que sea debe ser precisamente representativo segun lo ha anunciado el ilustre presidente de la sociedad. De estos puntos debe partirse: pero conozco y advierto, que hay socios, y otros pensadores, que á pesar de su patriotismo, son tímidos y sombrios, y por este embarazo se mantienen en silencio. Yo les aconsejo que si no son capaces de romper las trabas de su genio, adopten el método problematico. Todos los gobiernos, hablo de los representativos son en si buenos: todos tienen ventajas que deben indicarse, y sus defectos que deben numerarse. El pueblo sumará y restará. Pero aquellos varones en cuyos pechos arde con mas fuerza el amor de la patria, propongan con una noble osadia el partido que tengan por mas conveniente y útil, y cualquiera que sea este, sus promovedores serán unidos, y la patria no los desconocerá. Si estos y aquellos aciertan en unir la concision y la claridad, sus discursos didascalicos serán cortos de modo que ocupen, cuando mas, el pliego integro del periodico intitulado *Sol del Perú*, de que se han hecho cargo algunos sócios. De esta suerte rodarán por calles y plazas, y descenderán de las capitales á los pueblos mas remotos. El pueblo necesita ser instruido, y por ahora no es capaz de otra enseñanza.

Los discursos de Bocto en los que tiene lugar el rapto literario, deberá destinarse al exámen y meditacion de los literatos y á los hombres de talento, y deberán publicarse en la coleccion de las memorias y disertaciones que se imprimen cada cuatro meses. Esto es amigo mio lo que ha ocurrido en este momento y arrojolo sobre este papel se lo remito tal cual como ha salido, y V. es el árbitro de publicarlo ó condenarlo al perpetuo olvido. San Juan de Matucana, marzo 9 de 1822.

A. P.

Minuta de decreto que establece las contribuciones que deben satisfacerse en la aduana de la provincia de Buenos-Ayres, sobre los frutos y efectos de entrada y salida marítima y terrestre.

La honorable junta de representantes de la provincia de Buenos-Ayres, usando de la soberania ordinaria y extraordinaria que reviste, ha acordado y decreta con toda el valor y fuerza de ley, los artículos siguientes.

CAPITULO 1.°

De las entradas marítimas.

ART. 1.° Desde primero de enero del año de 1822, todos los frutos y efectos de introduccion marítima, que no estén expresados en los artículos siguientes, pagarán por unico derecho un 15 por ciento.

2. Los azogues, maderas, máquinas, instrumento de agricultura, ciencias y artes: los libros, grabados, pinturas, estatuas é imprentas; las lanas y peleterías para fábricas; los juncos y las mezclas para destilaciones: el yeso, cal, piedra de construccion ladrillo, el carbon foreil y salitre: las telas de seda bordadas de oro y plata con piezas ó sin ellas, los relojes y alhajas de plata y oro, pagarán á su introduccion un 5 por ciento.

3. Los colores para pintar y teñir, las drogas especerias y medicinas, la polvora, armas y piedras de chispa: el alquitran, brea y cabullería; el arroz y la seda en rama y manufacturada pagarán un diez por ciento.

4. El azucar, yerba mate extrangero, café, té, cacao y comestibles en general, pagarán un veinte por ciento.

6

5. Los muebles, espejos, coches, volandas y las guarniciones para sus tiros, las sillas de montar y arreos de caballo, las ropas hechas, calzados, vinos, vinagres, cerveza, cidra, y el tabaco extrangero, pagarán un 25 por ciento.

6. Los aguardientes, la caña, y licores, pagarán un 30 por ciento.

7. Se exeptuan de esta regla.

1. Los trigos que en su introduccion seguirán la siguiente escala.

Cuando su valor no exceda de 6 pesos fanega pagará 4 pesos.

Id.——7.——3.. ——
Id.——8.——2.. ——
Id.——9.——1.. ——
Id.——en pasando.——0.. ——

2 *Las harinas cuando su valor no exceda de 4 pesos quintal, pagará 4 pesos.*

Id.——6.——3.. ——
Id.——8.——2.. ——
Id.——9.——1 . ——
Id.——en pasando.——0.. ——

3. *La sal pagará bajo la escala siguiente.*

Cuando su valor no exceda de dos pesos fanega doce reales.

Id.——3.——8.. ——
Id.——4.——4.. ——
Id.——5.——2.. ——
Id.—— en pasando de 6.——0.. ——

4. Los sombreros pagarán en razon de 3 pesos cada uno.

ARTICULO 8.— El derecho de almacenage queda reducido á un real por bulto.

ARTICULO ADICIONAL. En atencion á las extraordinarias circunstancias que concurren en el mercado, respecto de los vinos comprendidos en el artículo 5, y de los aguardientes en el artículo 6 no tendrán estos efectos hasta primero de octubre de 1822 é interin, pagarán desde 1.° de enero en la forma siguiente. Los vinos 34 pesos por pipa, y 50 pesos por pipa de aguardiente, con baja uno y otro por merma ordinaria de un diez por ciento.

CAPITULO 2.°

De la salida marítima.

ARTICULO 1. Los cueros de toro, novillo, baca, y novato, pagarán por único derecho un real por pieza.

2. Los cueros de caballo y becerro, un medio real por pieza.

3. Todas las producciones de esta provincia y de las interiores, que no van espresados en los artículos anteriores, pagarán á su exportacion por unico derecho el 4 por ciento sobre valores de plaza.

4. La plata acuñada, en barra, ó labrada, pagará por todo derecho un dos por ciento.

5 El oro acuñado, en barra, ó labrado, pagará por todo derecho un uno por ciento.

6. Los efectos de entrada marítima á su transbordo, ó reembarco, pagarán el dos por ciento.

7. Los frutos ó manufacturas de entrada terrestre, serán libres de todo derecho á su salida marítima, haciendo constar el pago de los que hayan adeudado á su entrada en la provincia.

CAPITULO 3.°

De la entrada terrestre.

ARTICULO 1. Todos los frutos y manufacturas que de las provincias interiores se introduzcan en esta provincia, y no se espresen en los artículos subsiguientes, pagarán por unico derecho el 4 por ciento sobre valor de plaza, incluso el extranjero.

2. Los aguardientes conocidos por de la tierra, pagarán por unico derecho un 6 por ciento.

3. La yerva usste del Paraguay, Corrientes y Misiones, pagará por unico derecho un diez por ciento, y su aforo no deberá exceder de 5 pesos arroba: igual derecho pagará el tabaco de las mismas procedencias, no debiendo pasar su aforo de 20 pesos arroba.

4. Los cigarros pagarán un 20 por ciento, no debiendo pasar su aforo de 20 pesos arroba.

5 Serán libres de derecho las carnes saladas, cebo, senizas, arroz, beldonas, cascarilla, lanas, algodon, cera, chapas, peleteria cruda ó curtida.

CAPITULO 4.°

De la salida terrestre

ARTICULO UNICO. Los frutos y mercaderias que se extraigan para las provincias despues de pagados los derechos de entrada interiores, serán libres de todo derecho con la obligacion de sacar la guia correspondiente.

CAPITULO 5.°

De la manera de calcular y recaudar los derechos.

ARTICULO 1. Los derechos se calcularán sobre valores de plaza por mayor declarados por el interesado al tiempo de presentar su manifiesto al despacho en la oficina de la aduana.

2. En caso de que entre el vista y el interesado se suscite una diferencia que pase de un diez por ciento, sobre el valor dado, arbitrarán el administrador de la aduana, y tres comerciantes y con presencia de las notas de precios corrientes de plaza, si las hubiese.

3. Los comerciantes árbitros serán á la suerte de una lista de doce que se nombrarán á prevencion en cada año por el tribunal del consulado.

4. Los arbitros reunidos no se apartarán sin haber pronunciado su juicio, que se ejecutara sin apelacion.

5. En caso de confirmarse por los arbitros el juicio del vista, pagara el que apeló otro tanto de la diferencia litigada.

6. En el caso de que los valores dados difieran en un 30 por ciento, respecto de los precios que se estimen corrientes aunque se conforme llanamente el interesado con la correccion del vista, pagará un 20 por ciento mas sobre la totalidad.

7. Los comerciantes aceptarán letras pagaderas por iguales partes á 45 y 90 dias precisos en pasando de cien pesos el valor de la deuda.

8. Vencidos los plazos de las letras, se descontaran en la plaza por cuenta de los aceptantes.

9. A ningun deudor de plazo cumplido se le admitirá á despacho en la oficina d. la aduana.

10. Las alteraciones que se hagan en los derechos de aduana no tendran efecto, sino á los 8 meses de su publicacion por la legislatura, respecto de las expediciones procedentes del otro lado de los cabos de San Agustin y Buena Esperanza; y de 4 meses de las que procedan de las costas del Brasil, del Pacifico, y del Leste de Africa.

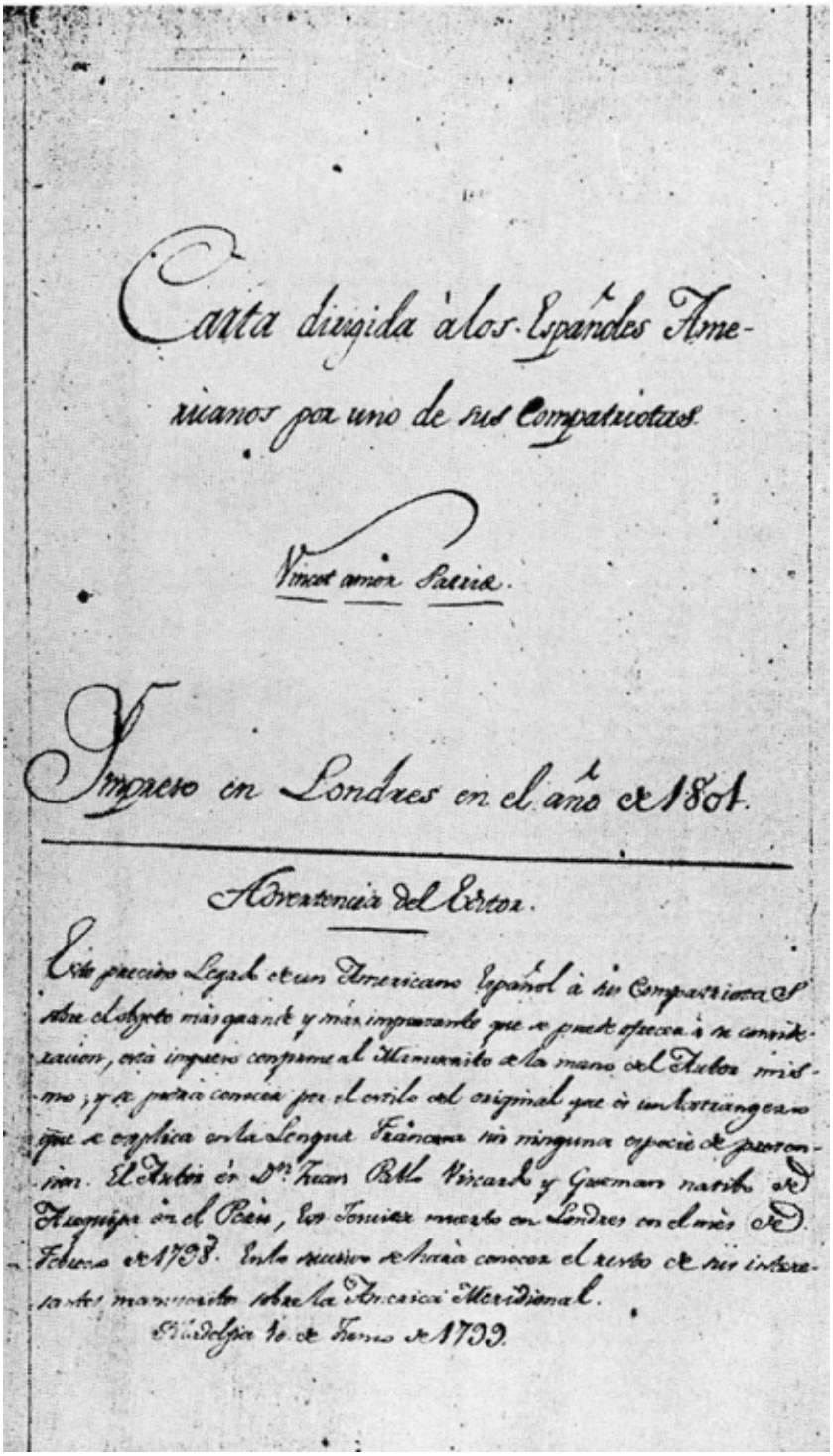
Garcia.

IMPRENTA DE RIO.

30

Manuscrito «Moreno» de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Este manuscrito de la *Carta* es autógrafo de Mariano Moreno, entre cuyos papeles se ha encontrado, según la certificación del librero argentino Ramón Francisco Pardo, que aparece al final del documento. Sostiene Boleslao Lewin, que Moreno corrigió en su versión los errores tipográficos de la edición de Londres, de 1801. Eduardo Dunrhöfer, actual poseedor del documento, lo reproduce facsimilarmente en su libro *Mariano Moreno inédito*, Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1972, pp. 144-172.



Carta dirigida á los Españoles Americanos por uno de sus Compatriotas.

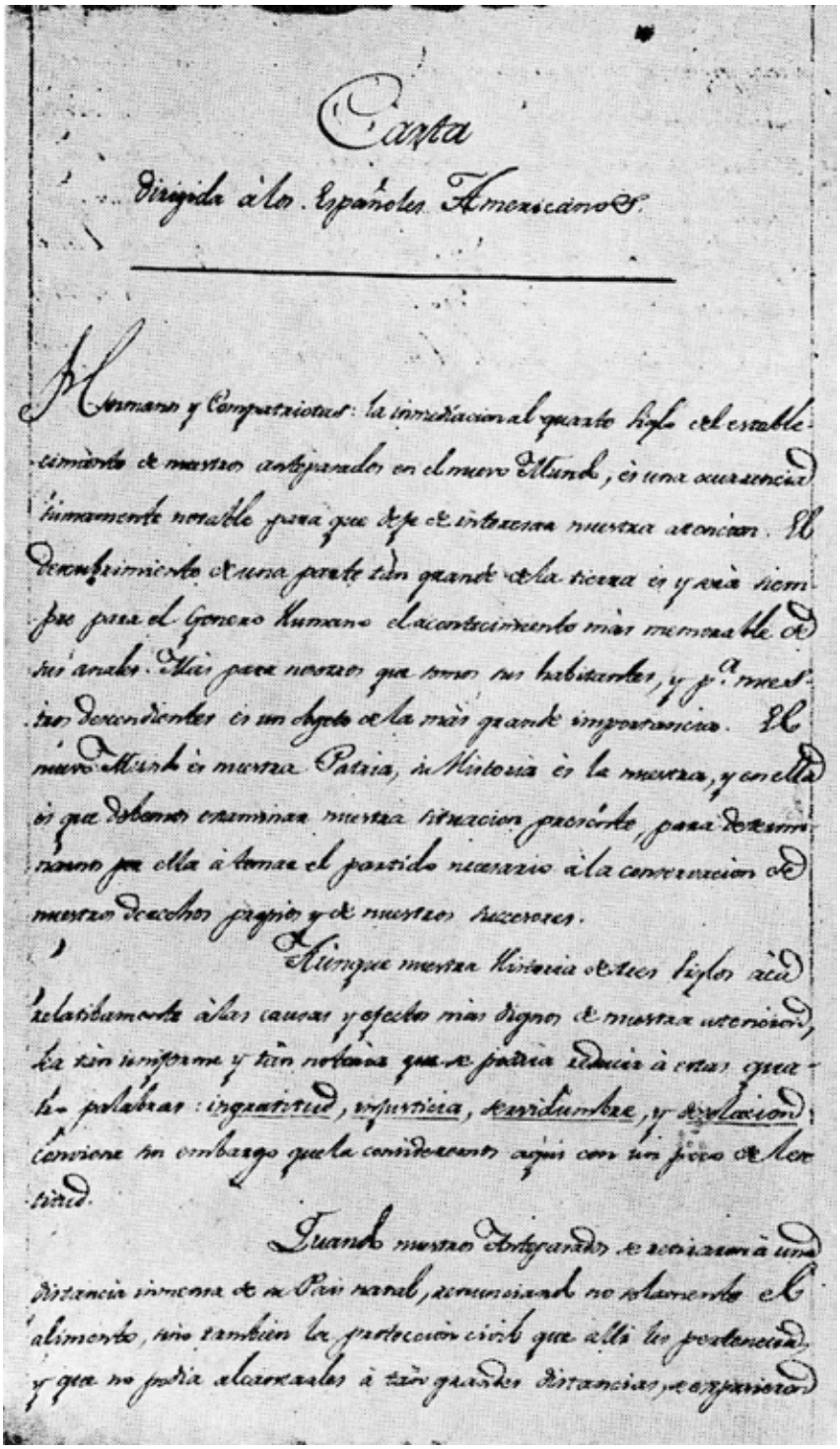
Viva el amor Patrio.

Impreso en Londres en el año de 1801.

Advertencia del Editor.

Este precioso Legado de un Americano Español á su Compatriota sobre el objeto más grande y más importante que se puede ofrecer á su consideracion, era impreso conforme al Manuscrito de la mano del Autor mismo; y se podrá conocer por el estilo del original que es un Castellano que se explica en la Lengua Francesa sin ninguna especie de pretension. El Autor es D.n Juan Pablo Vizcardo y Guzman natibo de Arequipa en el Peru, que fenecio muerto en Londres en el mes de Febrero de 1798. Este escrito descubrirá conocer el resto de sus interesantes manuscritos sobre la America Meridional.

Filadelfia 10 de Junio de 1799.



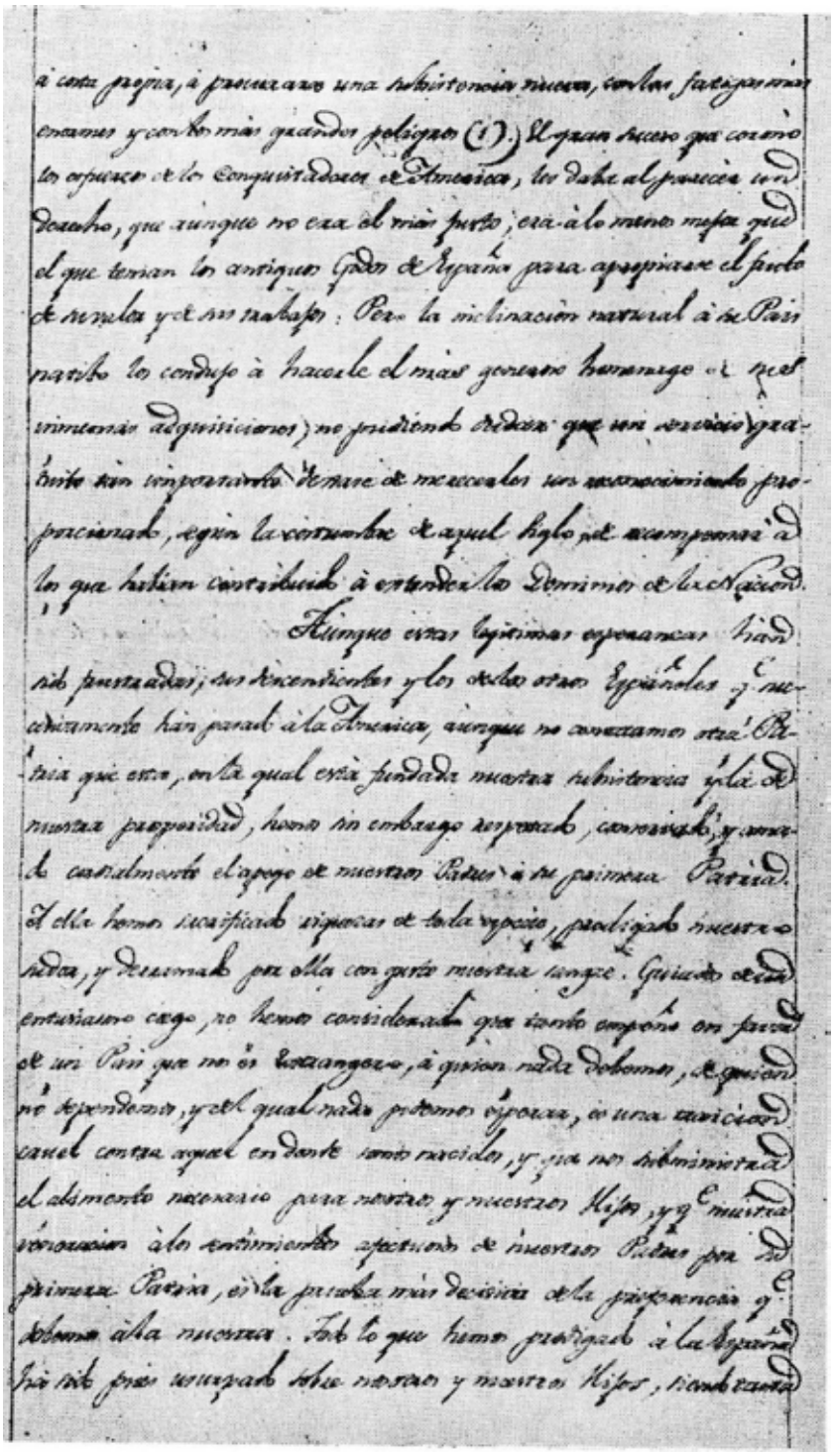
Carta

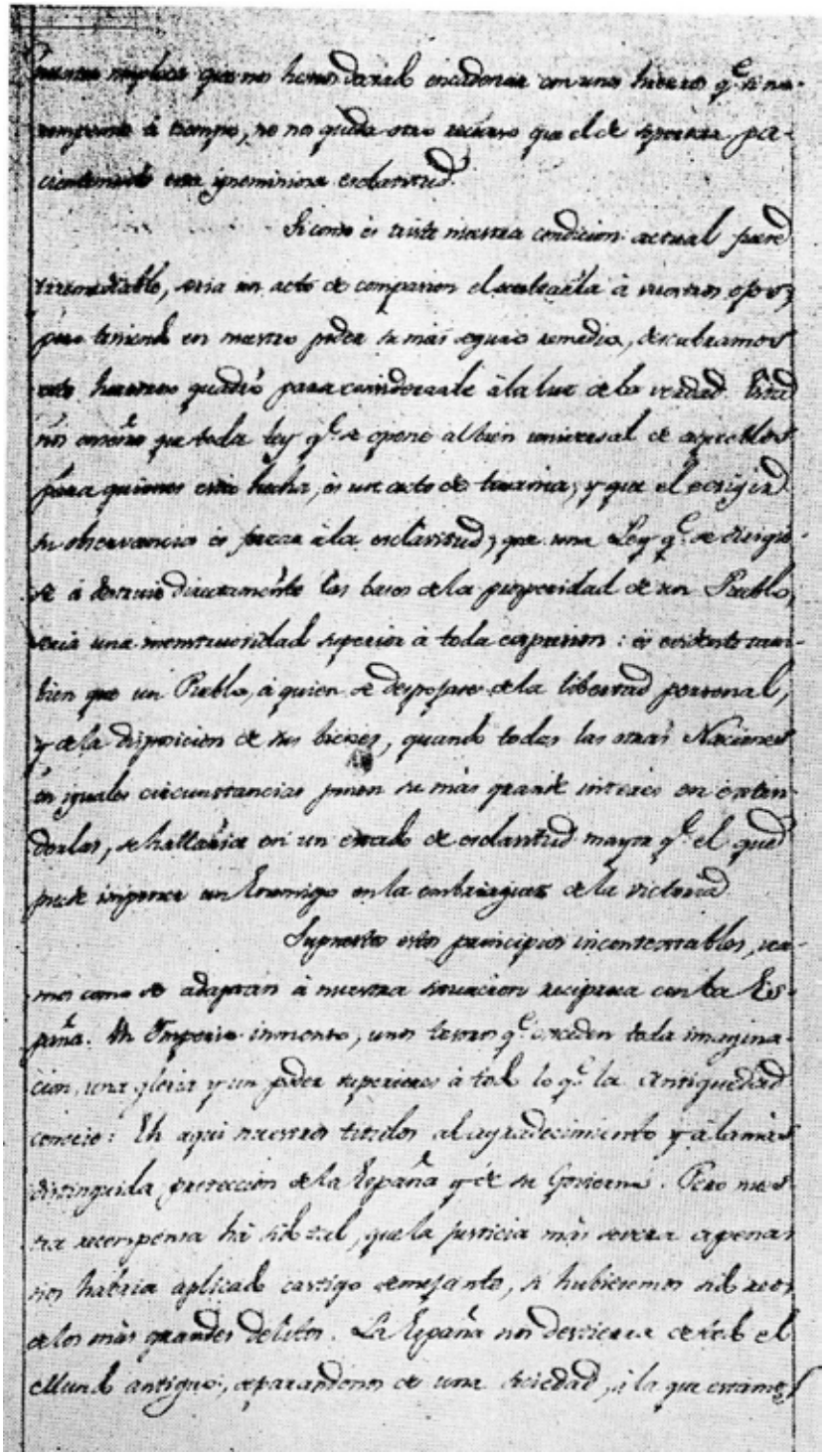
dirigida à los Españoles Americanos

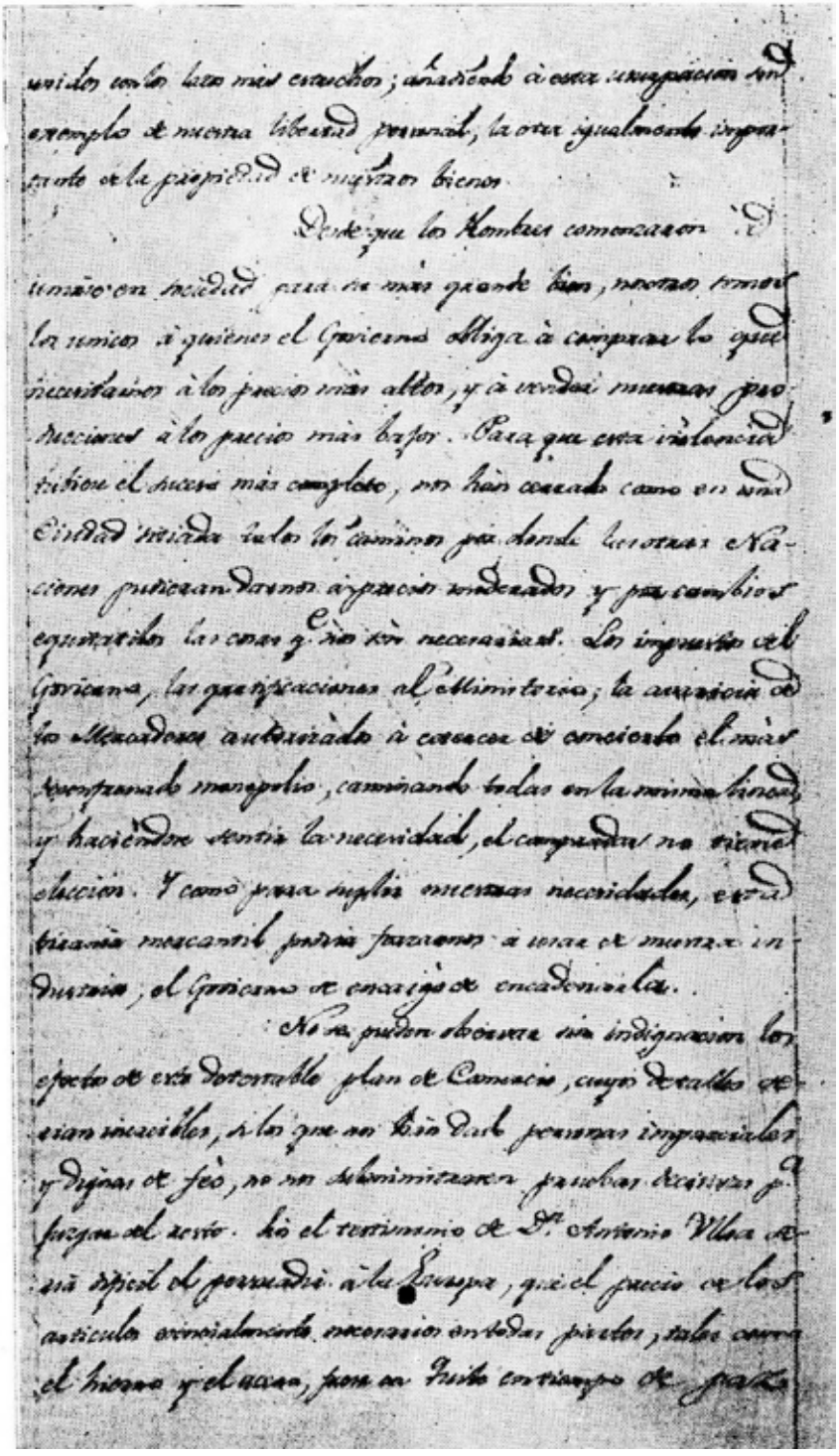
Hermanos y Compatriotas: la inmediacion al quarto siglo del establecimiento de nuestro antiguo en el nuevo Mundo, es una ocurrencia sumamente notable para que deje de interesar nuestra atencion. El descubrimiento de una parte tan grande de la tierra es y será siempre para el Genero Humano el acontecimiento más memorable de sus anales. Mas para nosotros que somos sus habitantes, y que nuestros descendientes es un objeto de la más grande importancia. El nuevo Mundo es nuestra Patria, su Historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situacion presente, para determinarnos por ella à tomar el partido necesario à la conservacion de nuestros derechos sagrados y de nuestros sucesores.

Siempre nuestra Historia debe ser leida relativamente à las causas y efectos más dignos de nuestra atencion, de un modo imparcial y tan notorio que se pueda reducir à estas quatro palabras: ingratitud, injusticia, servidumbre, y desolacion. Conviene sin embargo que la consideremos aqui con un poco de detencion.

Quando nuestros antiguos se acercaron à una distancia inmensa de su Pais natal, renunciando no solamente el alimento, sino tambien la proteccion civil que alli les pertenecia, y que no podia alcanzarles à tan grandes distancias, se expusieron



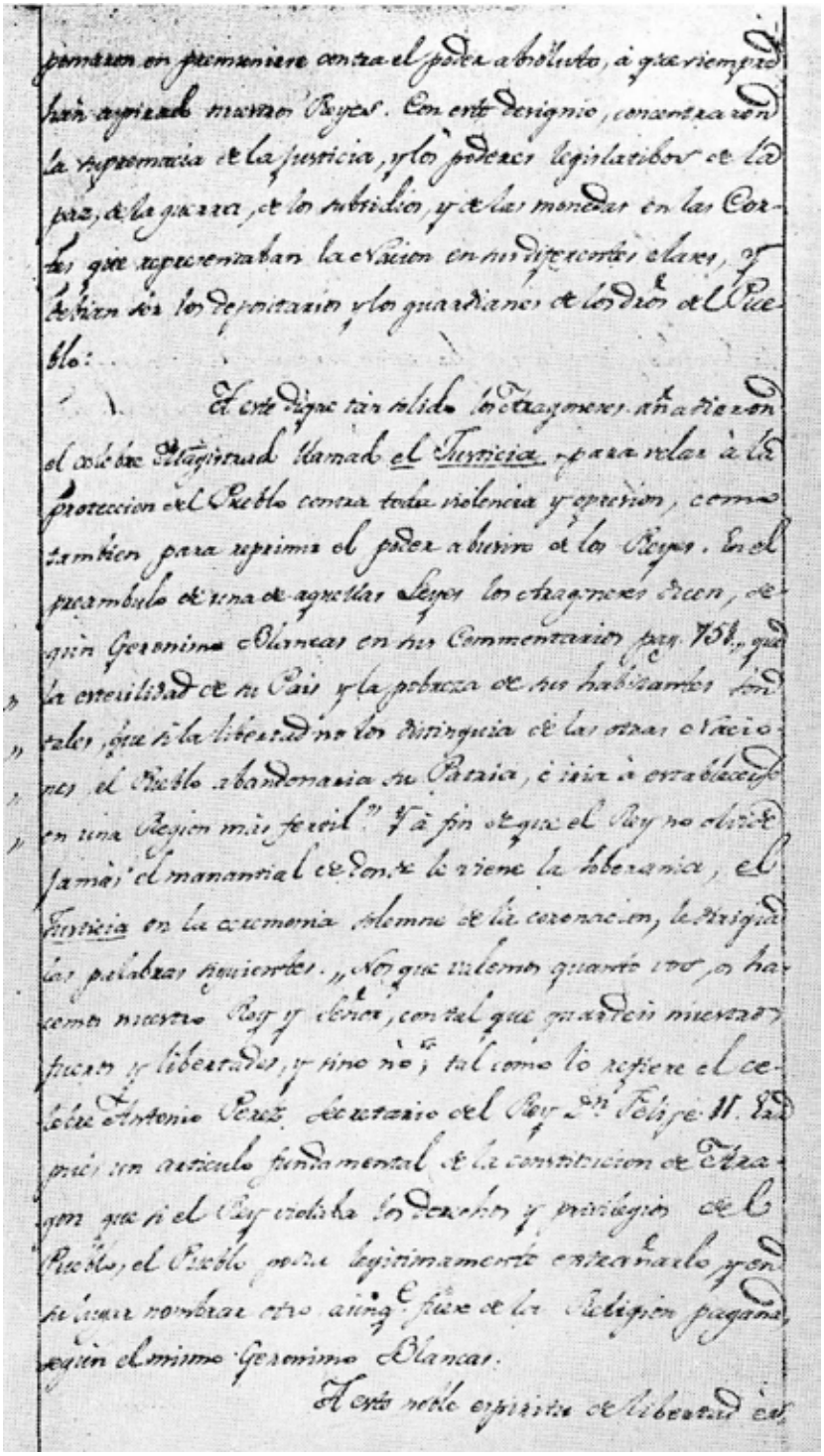




unidos con los lazos mas estrechos; añadiendo à esta congregacion un exemplo de nueva libertad general, la otra igualmente importante de la propiedad de nuestros bienes.

Desde que los Hombres comenzaron à unirse en sociedad para su mas grande bien, nuestro comun Señor unico à quien el Gobierno obliga à comprar lo que necesitamos à los precios mas altos, y à vender nuestros productos à los precios mas bajos. Para que esta violencia sufrida el mayor mas completo, no han cesado como en una Ciudad sitiada todos los caminos por donde las otras Naciones podian darnos à precios moderados y por cambios equitativos las cosas q. nos son necesarias. Los impuestos del Gobierno, las quarentenas al Mediterraneo; la ocupacion de los Almacenes autorizada à cometer de concierto el mas monstruoso monopolio, comprando todas en la misma hora, y haciendo sentir la necesidad, el comprador no tiene eleccion. Y como para colmo de nuestras necesidades, esta tiranía mercantil podria parecer poco à todas de nuestra industria, el Gobierno se encargó de encadenarla.

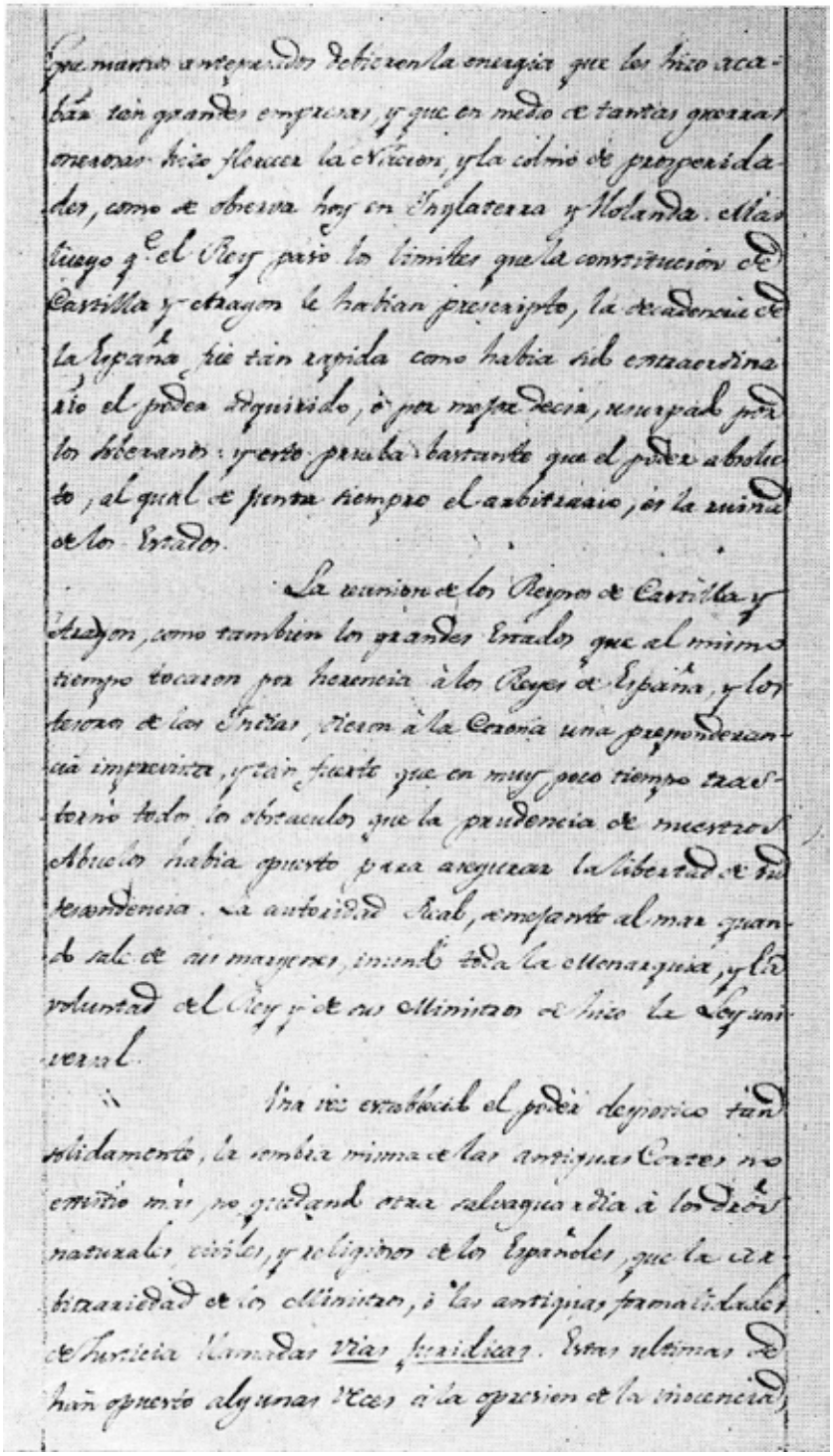
No se pueden observar sin indignacion los efectos de este detestable plan de Comercio, cuyos detalles serian increibles, si lo que no sabe dudar personas ilustradas y dignas de fee, no nos obligasen à probar desgraciadamente la fuerza del texto. Lo el testimonio de D.n Antonio Ulloa que nos dificil de persuadir à la Europa, que el precio de los articulos especialmente necesarios en todas partes, tales como el hierro y el acero, pueda en Perú costar mas de quatro



pensaron en promouere contra el poder absoluto, à que siempre han aspirado nuestros Reyes. Con este designio, concentraron en la Supremacia de la Justicia, y los poderes legislativos de la paz, de la guerra, de los subsidios, y de las monedas en las Cortes que representaban la Nacion en sus diferentes clases, y dejaban solo los depositarios y los guardianes de los dros del Pueblo:

A este digno tan solido los Aragoneses añadieron el sobre Magistrado llamado el Justicia, para velar à la proteccion del Pueblo contra toda violencia y opresion, como tambien para reprimir el poder abusivo de los Reyes. En el preambulo de una de aquellas Leyes los Aragoneses dicen, segun Geronimo Blancas en su Commentario pag. 768, „que la esterilidad de su Pais y la pobreza de sus habitantes les hacian saber, que si la libertad no les distinguia de las otras naciones el Pueblo abandonaria su Patria, é iria à establecerse en una Region mas fertil." Y à fin de que el Rey no olvidase jamas el manantial de donde le viene la soberania, el Justicia en la ceremonia solemne de la coronacion, le dirigia las palabras siguientes. „No que valemos quanto vos, os hacemos nuestro Rey y Señor, con tal que guardeis nuestras fueros y libertades, y sino no;" tal como lo refiere el celebre Antonio Perez Secretario del Rey D.n Felipe II. Era pues un articulo fundamental de la constitucion de Aragon que si el Rey violaba los derechos y privilegios del Pueblo, el Pueblo podia legitimamente enfrenarlo, y aun hacer nombrar otro aun fuera de la Religion pregona segun el mismo Geronimo Blancas.

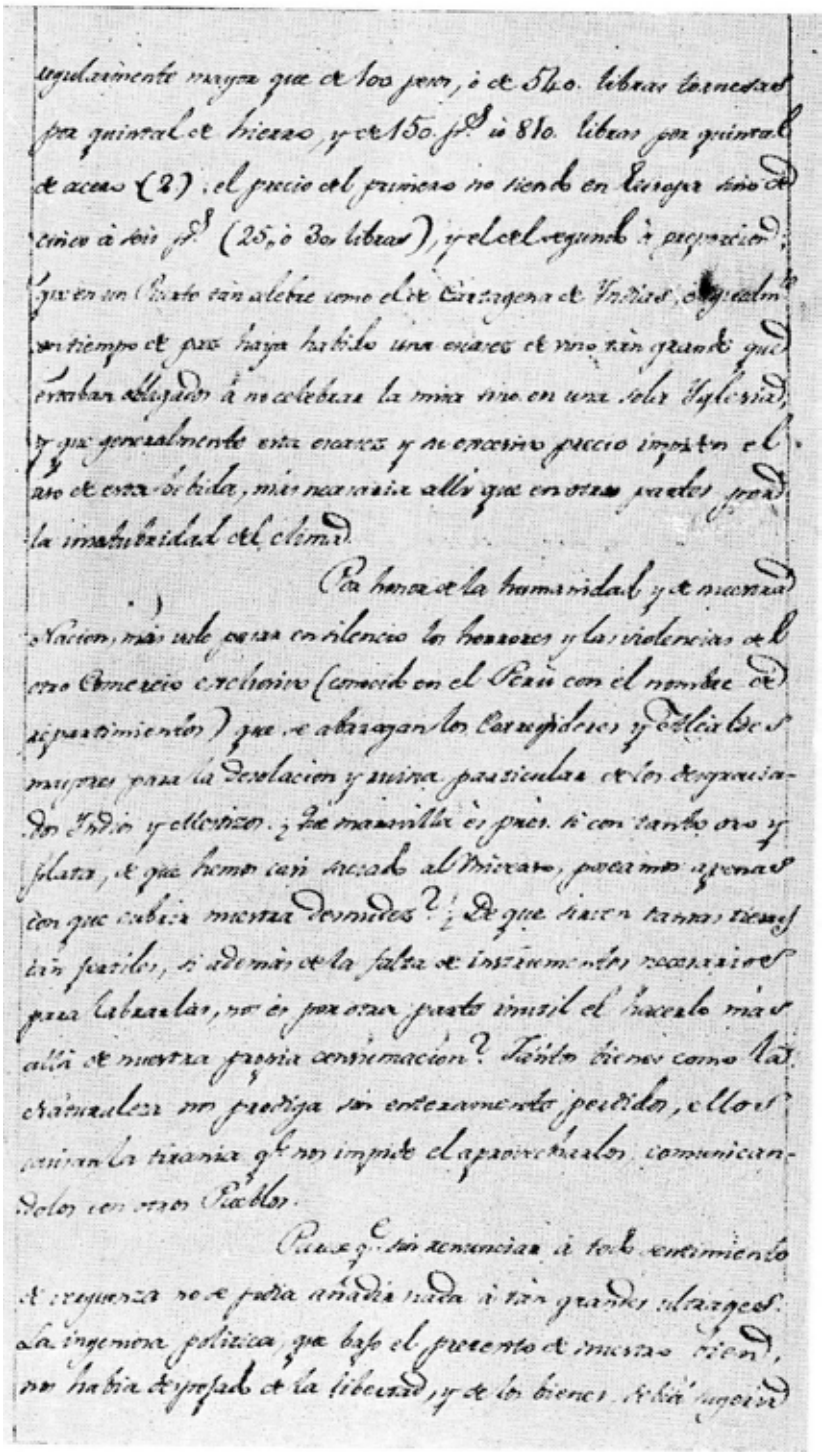
A este noble espiritu de libertad es



que mando a nuestros Padres tuvieron la energía que los hizo acometer tan grandes empresas, y que en medio de tantas guerras internas hizo florecer la Nación, y la colmó de prosperidades, como se observa hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego q.e el Rey pasó los límites que la constitución de Castilla y Aragon le habian prescripto, la decadencia de la España fué tan rapida como habia sido extraordinario el poder adquirido, ó por mejor decir, usurpado por los Soberanos: y cierto prueba bastante que el poder absoluto, al qual se siente siempre el arbitrario, es la ruina de los Estados.

La reunion de los Reynos de Castilla y Aragon, como tambien los grandes Estados que al mismo tiempo tocaron por herencia á los Reyes de España, y los tesoros de las Indias, dieron á la Corona una preponderancia imprevista, y tan fuerte que en muy poco tiempo trastornó todos los obstaculos que la prudencia de nuestros Abuelos habia opuesto para asegurar la libertad de su Independencia. La autoridad Real, semejante al mar quando sale de sus margenes, inundó toda la Alemania, y la voluntad del Rey y de sus Ministros se hizo la ley universal.

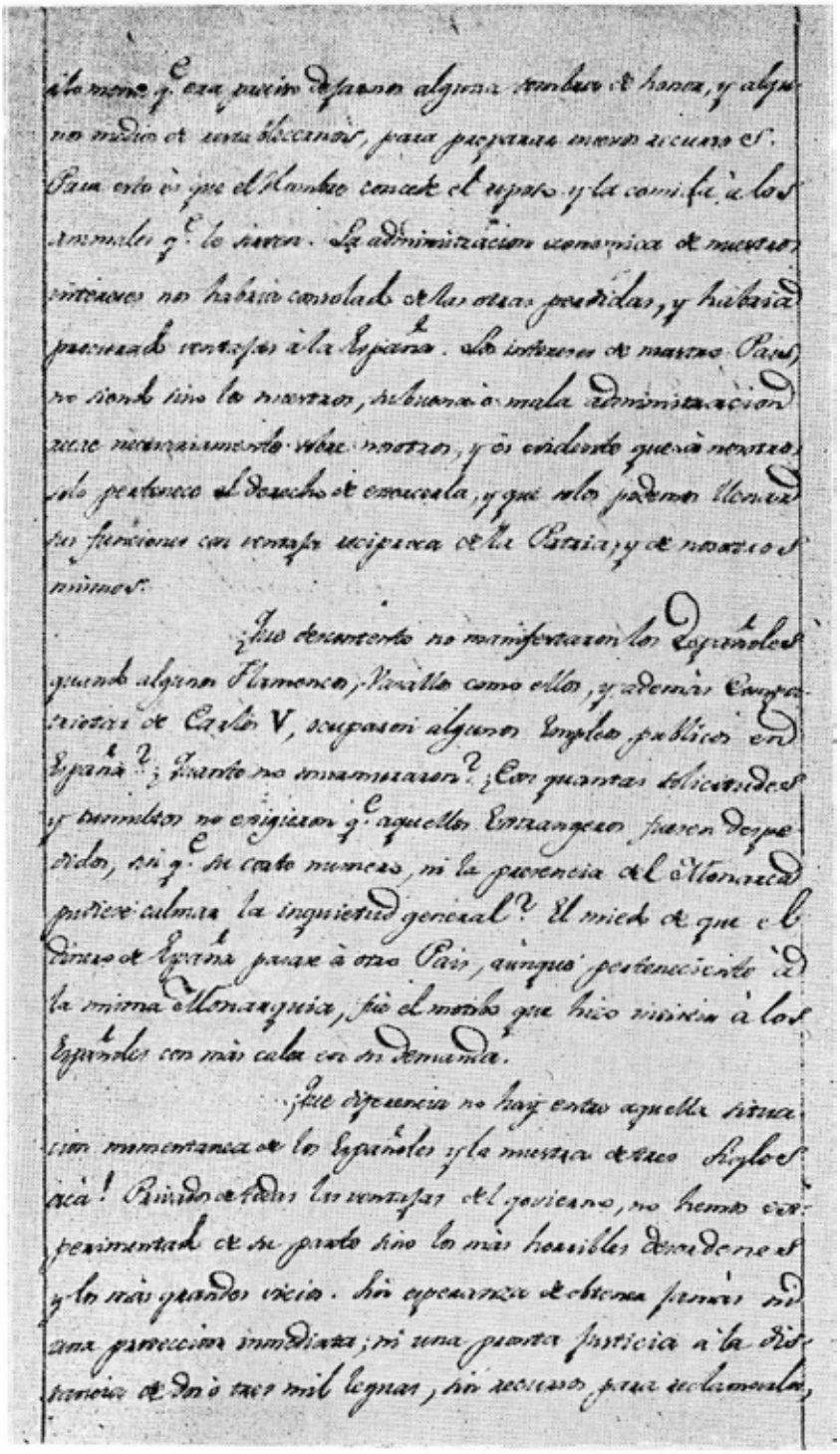
Una vez establecido el poder despotico tan solidamente, la sombra misma de las antiguas Cortes no existió mas, no quedando otra salvaguardia á los derechos naturales, civiles, y religiosos de los Españoles, que la caballeriedad de los Ministros, ó las antiguas formalidades de Justicia llamadas vias juridicas. Estas ultimas se han opuesto algunas veces á la opresion de la inocencia,

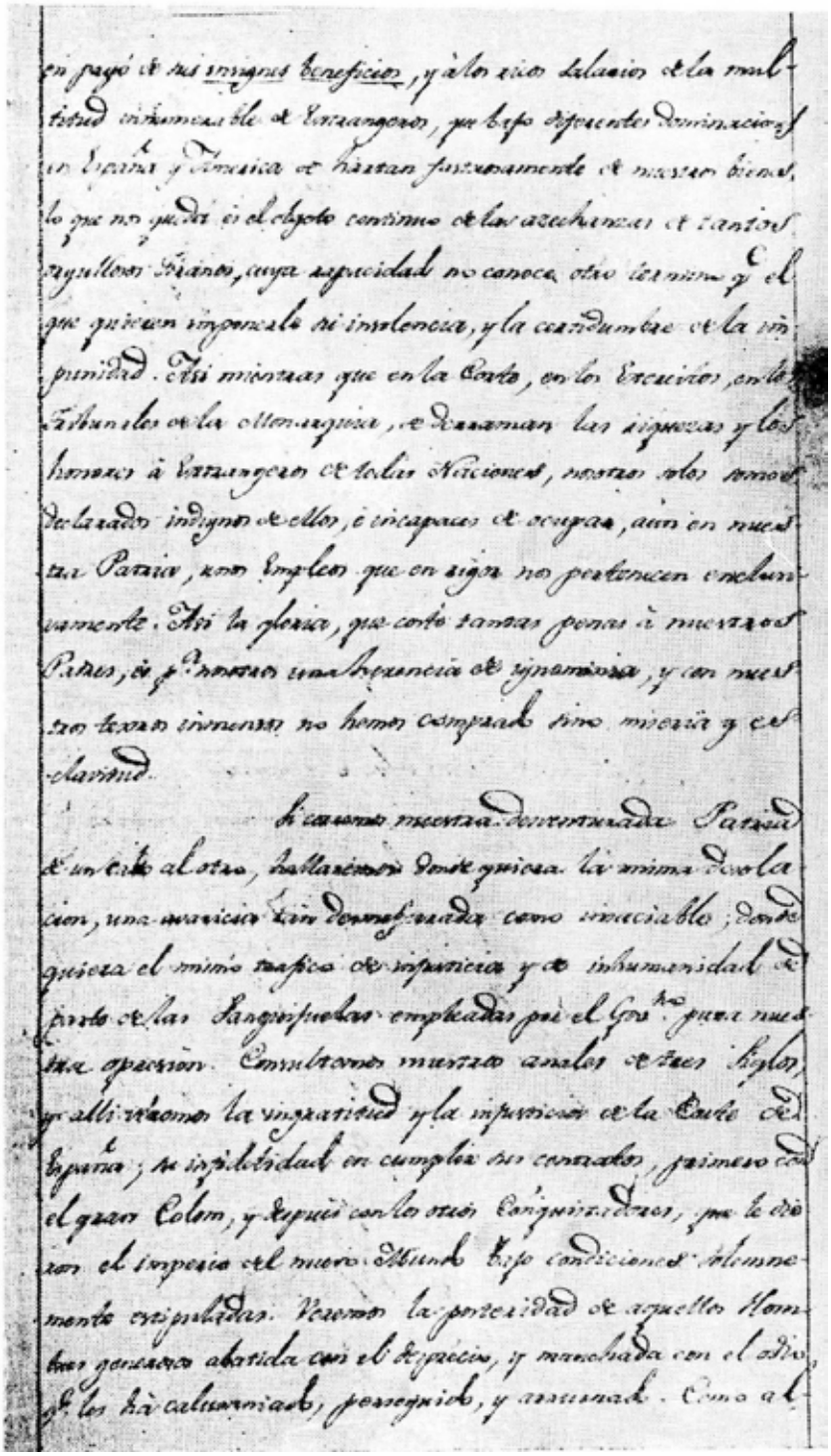


regularmente vngza que de 300 pesos, ò de 500. libras tornesas por quintal de hierro, y de 150. ps. ò 800. libras por quintal de acero (2): el precio del primero no tiene en Europa otro de cinco à seis ps. (25, ò 30. libras), y el del segundo à proporcion; que en un Puerto tan celebre como el de Cartagena de Indias, especialm.te en tiempo de paz haya habido una escasez de vino tan grande que estaban obligados à no celebrar la misa sino en una sola Yglesia, y que generalmente este escasez y excesivo precio impida el uso de esta bebida, mas necesaria alli que en otros parages por la insalubridad del clima?

En honor de la humanidad y de nuestra Nacion, mas vale pasar en silencio los horrores y las violencias de el mas Abominable exclusivo (conocido en el Peru con el nombre de repartimiento) que se abrogaban los Corregidores y Alcaldes mayores para la desolacion y ruina particular de los desgraciados Indios y Mestizos. ¿Que maravilla es pues si con tanto oro y plata, y que hemos tan cerca del Mexico, pocos nos quedan con que cubrir nuestra desnudez? ¿De que nacen tantas tierras tan fertiles, si ademas de la falta de instrumentos necesarios para labrarlas, no es por cierto poco inutil el trabajo mas alla de nuestra propia conservacion? Tanto tiempo como las Naciones no prodiga sin entorpecimiento perdido, ellos sufrirán la tirania q.e nos impide el aprovecharlos, comunicandolos con otros Pueblos.

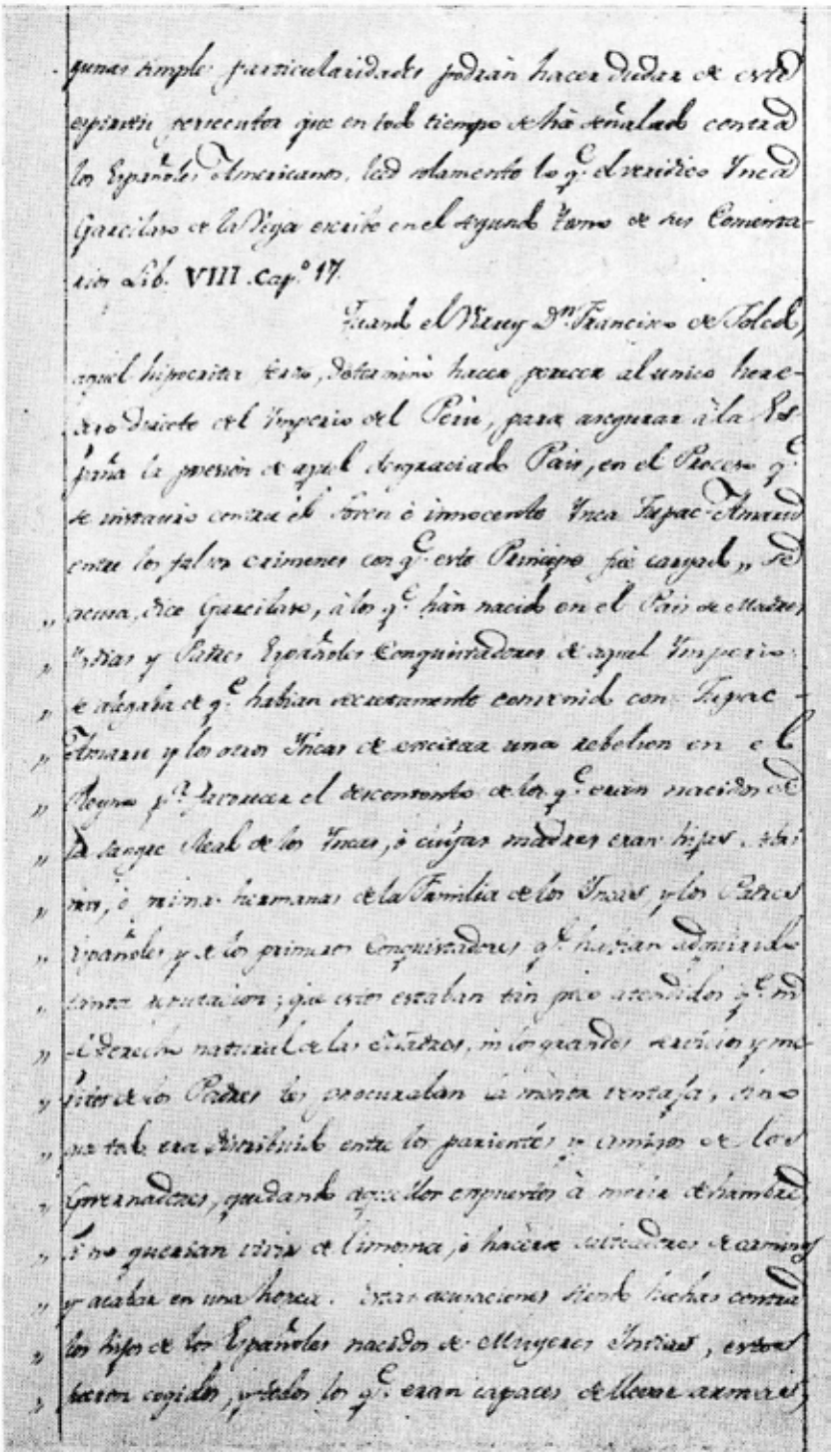
Pero q.e han renunciado à todo sentimiento de vergonza no se podia añadir nada à tan grandes ultrages: la ingeniosa politica, que bajo el proyecto de nuestro bien, no habia dexado de la libertad, y de los bienes, hasta ingerir





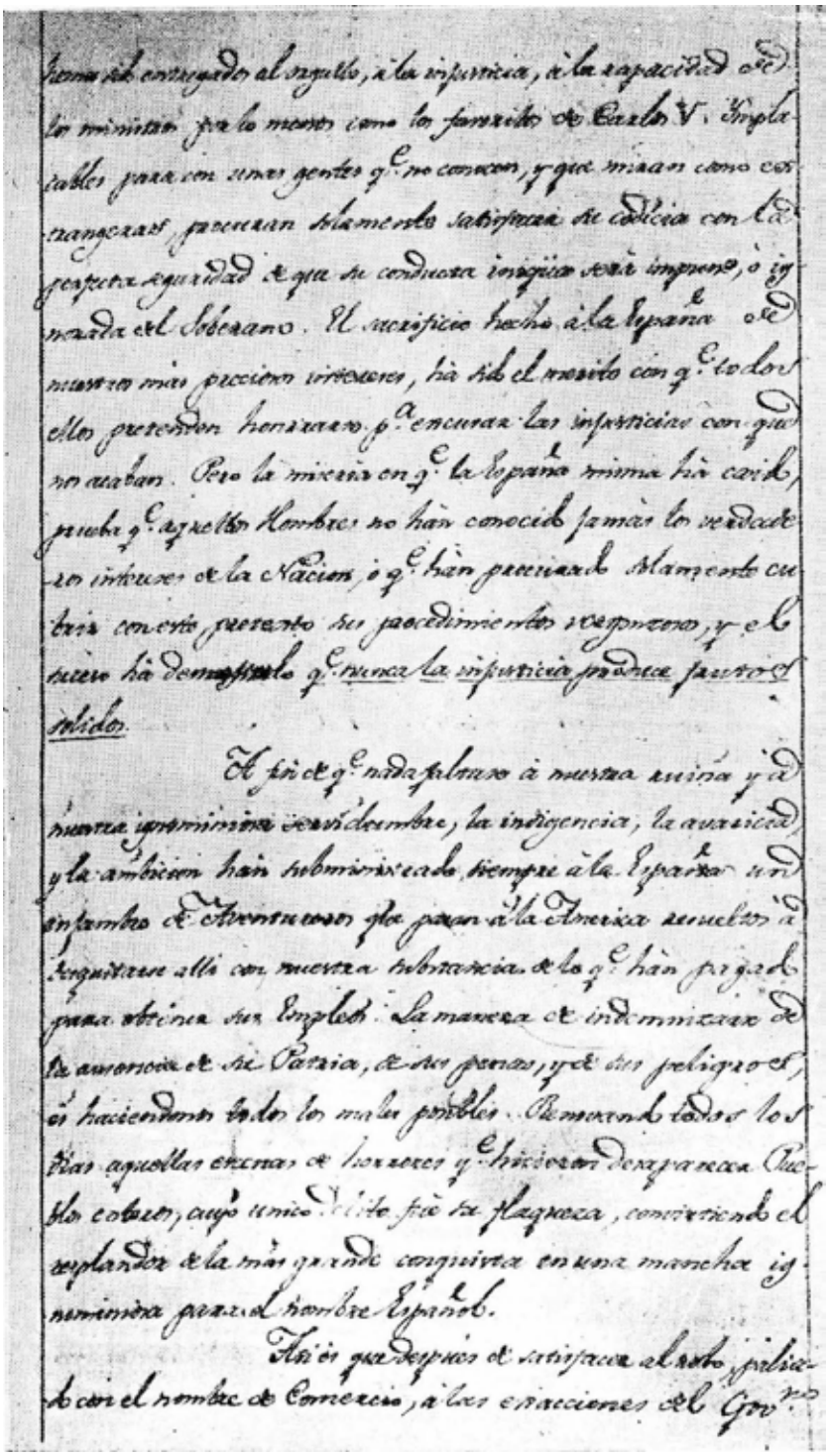
en pago de sus insignes beneficios, y à los ricos Salarios de la mul-
titud innumerable de Extrangeros, que bajo deferentes denominacio-
nes en España y America se hallan justamente de mayor bien-
lo que no queda ni el objeto continuo de las asechanzas de tantos
orgullosos Reinos, cuya especialidad no conoce otro término y el
que quieren imponerle su insolencia, y la codicia de la im-
punidad. Asi mientras que en la Corte, en los Escritos, en los
Tribunales de la Monarquia, se disputan las dignidades y los
honores à Extrangeros de todas Naciones, nosotros somos
declarados indignos de ellos, é incapaces de ocupar, aun en nues-
tra Patria, esos Empleos que en ella no pertenecen exclusi-
vamente. Asi la gloria, que costo tantas penas à nuestros
Padres, es para nosotros una herencia de ignominia, y con nues-
tro sudor inmenso no hemos comprado sino miseria y es-
clavitud.

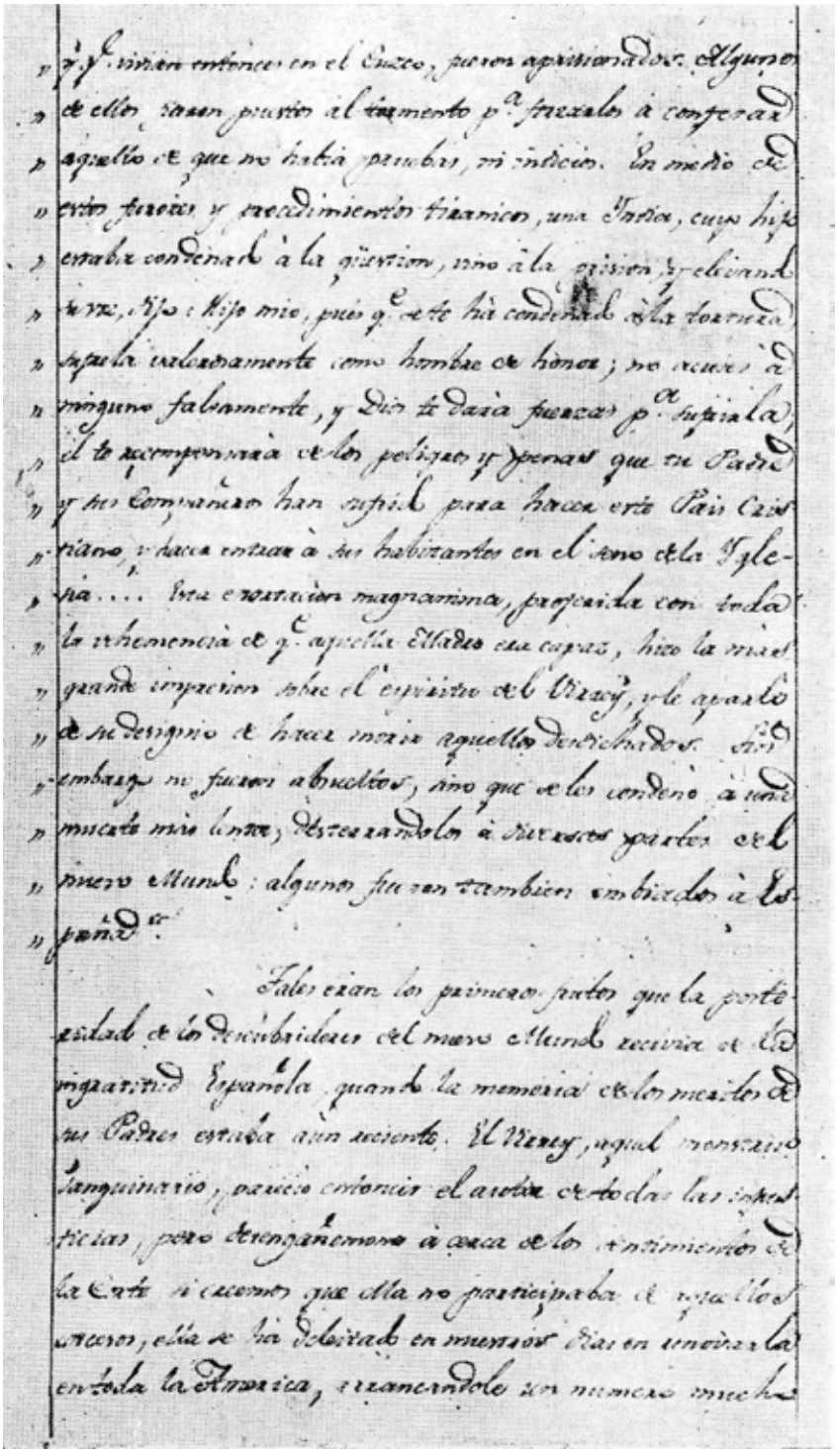
A cualquiera nacion determinada Patria
de un Reino al otro, hallaremos donde quiera la misma devo-
cion, una avaricia tan desenfrenada como insaciable; donde
quiera el mismo tráfico de injusticia y de inhumanidad de
parte de las Sanguijuelas empleadas por el Gobierno para nues-
tra opresion. Consultemos nuestros anales de tres siglos,
y allí veremos la ingratitud y la injusticia de la Corte de
España; su infidelidad en cumplir sus contratos, primero con
el gran Colon, y despues con los otros Conquistadores, que le de-
xaron el Imperio del nuevo Mundo bajo condiciones solemne-
mente estipuladas. Veremos la posteridad de aquellos Hom-
bres generosos abatida con el desprecio, y manchada con el odio
de los mas calumniados, perseguidos, y asesinados. Como al



gunas simples particularidades podrían hacer dudar de este
espíritu perseverante que en todo tiempo ha señalado contra
los Españoles Americanos, lealmente lo q.e dexó dicho Inca
Garcilaso de la Vega escribe en el segundo Tomo de sus Comenta-
rios Lib. VIII. Cap.o 17.

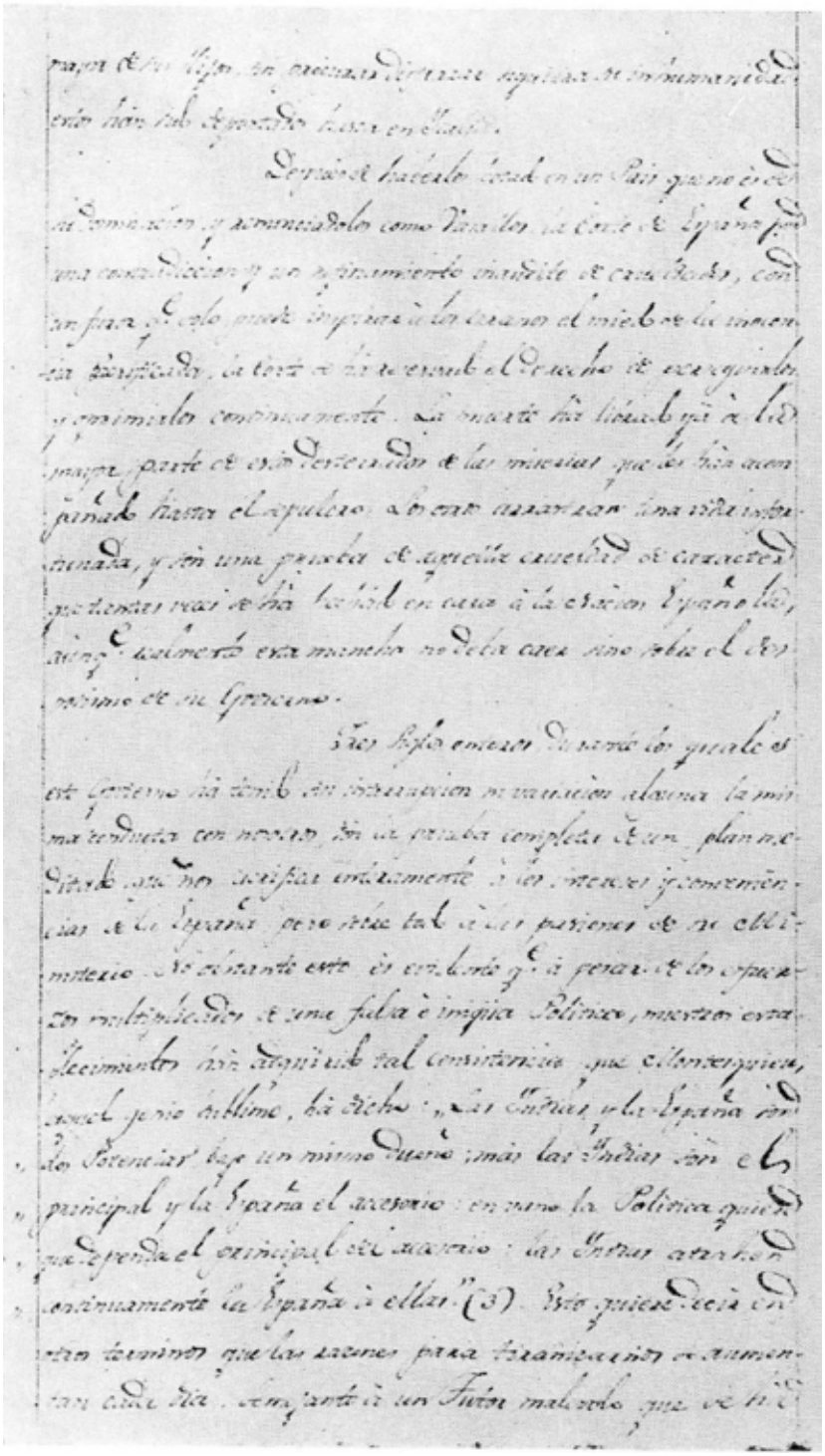
Juan el Muy Dn Francisco de Toledo
quando hizo capitular este Dictamen hacia parecer al unico here-
dero directo del Imperio del Perú, para asegurar à la Sp.a
Corona la posesion de aquel desgraciado País, en el Proceso q.e
se instruyó contra el Joven è inocente Inca Tupac Amaro
entre los falsos crimenes con q.e este Principe fue cargado „ Di-
xeron, dice Garcilaso, à los q.e han nacido en el País de Padres
„ Indios y Padres Españoles Conquistadores de aquel Imperio:
„ se alegaba el q.e habian recientemente convenido con Tupac
„ Amaru y los otros Incas de excitar una rebelion en el
„ Reyno y q.e turbasen el descanso de los q.e eran nacidos de
„ la sangre Real de los Incas, è cuyas madres eran hijas, sobri-
„ nas, è otras parientas de la Familia de los Incas, y los Padres
„ Españoles y de los primeros Conquistadores q.e habian adquirido
„ tantas reputaciones; que estos estaban tan poco atendidos q.e no
„ obstante natural de los Padres, mas grandes haciendas y mas
„ altos Empleos los procuraban à otra ventaja, que
„ no fue tan comun entre los parientes y amigos de los
„ Conquistadores, quedando dexados en pobreza à merced de sus
„ hijos que nacian ricos è honrosos, è haciendo sacrificios de sus
„ y acaba en una hoja. Estas acusaciones fueron hechas contra
„ los hijos de los Españoles nacidos de Mugeres Indias, estos
„ fueron cogidos, probado lo q.e eran capaces de llevar armas

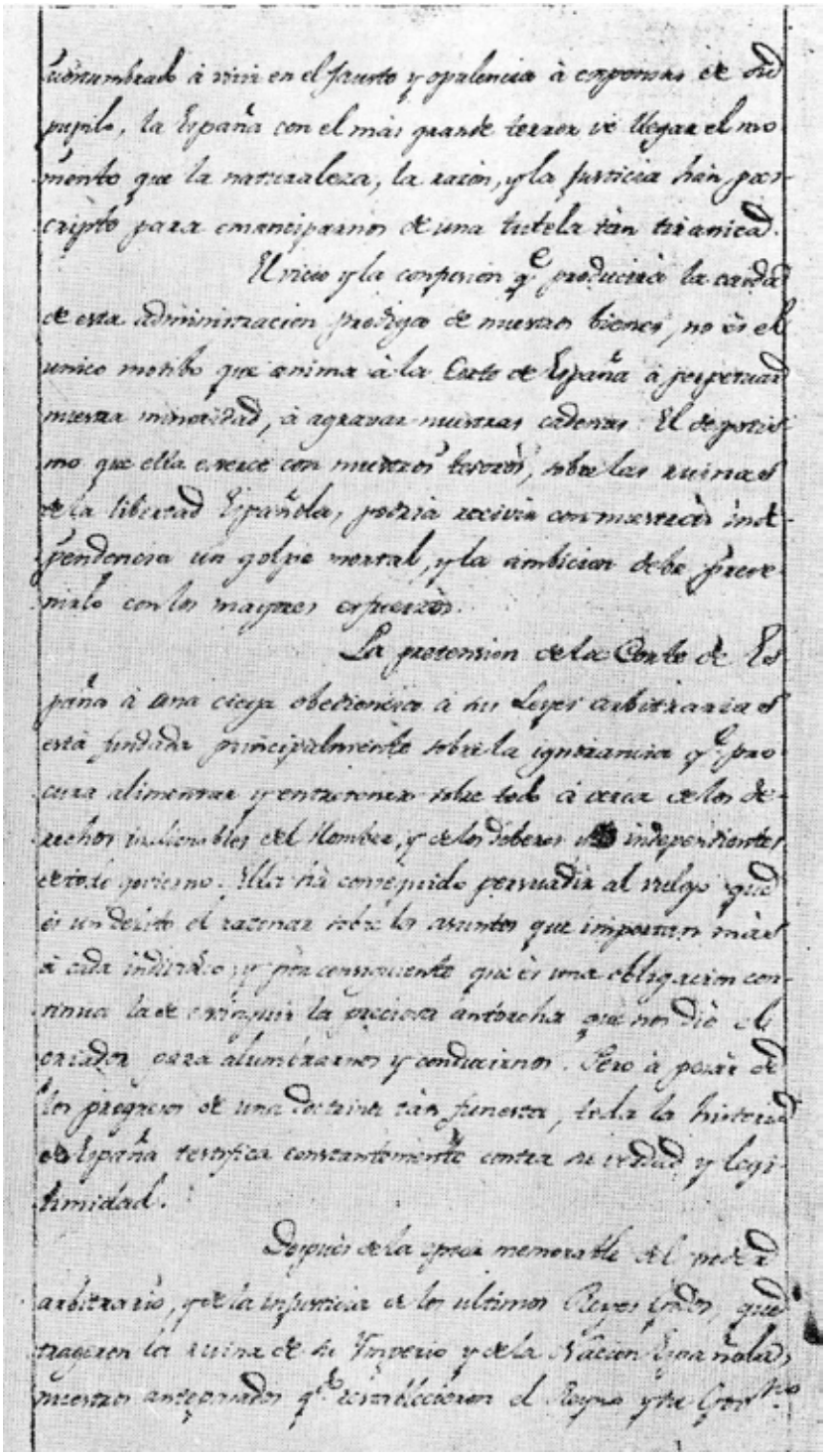


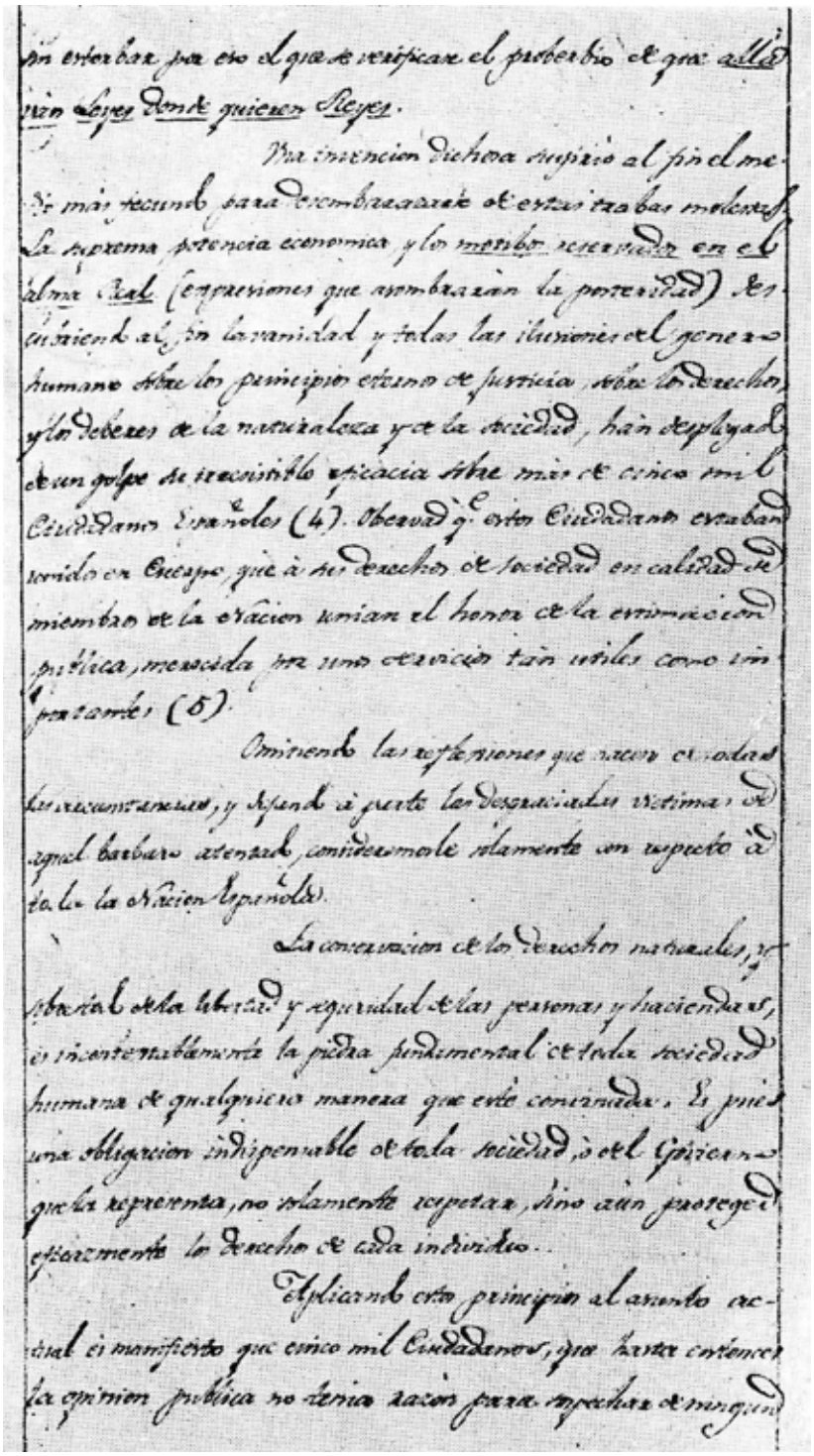


y J.ª vivian entonces en el Cuzco, fueron aprisionados algunos
de ellos, sacan puesto el tormento p.ª forzarlos à confesar
aquello de que no habia prueba, ni indicio. En medio de
estas furias y procedimientos tiranicos, una India, cuyo hijo
estaba condenado à la güerca, mas à la prision, y deciendo
le, Hijo: Hijo mio, pues q.e este ha condenado à la dorcura
sufrela valerosamente como hombre de honor; no acuses à
ninguno falsamente, y Dios te daràa fuerzas p.a sufrirla,
el te recompensaràa de los peligros y penas que tu Padre
y tus Compañeros han sufrido para hacer este Pais Cris
tiano, y hacer entrar à sus habitantes en el seno de la Igle
sia.... Esta exortacion magnanima, proferida con toda
la vehemencia de q.e aquella Estado era capaz, hizo la mas
grande impresion sobre el espiritu del Virrey, le apartò
de su designio de hacer morir aquellos desdichados. Sin
embargo no fueron absueltos, sino que se les condenò à una
muerte mas lenta, destinandolos à diversos puertos del
nuevo Mundo: algunos fueron tambien embiados à Es
paña.

Asi eran los primeros pasos que la posteridad de los descubridores del nuevo Mundo recivia de la
ingratitud Española, quando la memoria de los meritos de
sus Padres estaba aun reciente. El Virrey, igual monstruo
sanguinario, procuro ocultar el secreto de todas las injus
ticias, pero desengañemonos à cerca de los sentimientos de
la Corte si acaso que ella no participaba de aquellos
crimenes, ella se ha deleitado en mayores dias en vengarlos
en toda la America, arrancando de sus mismos mucha







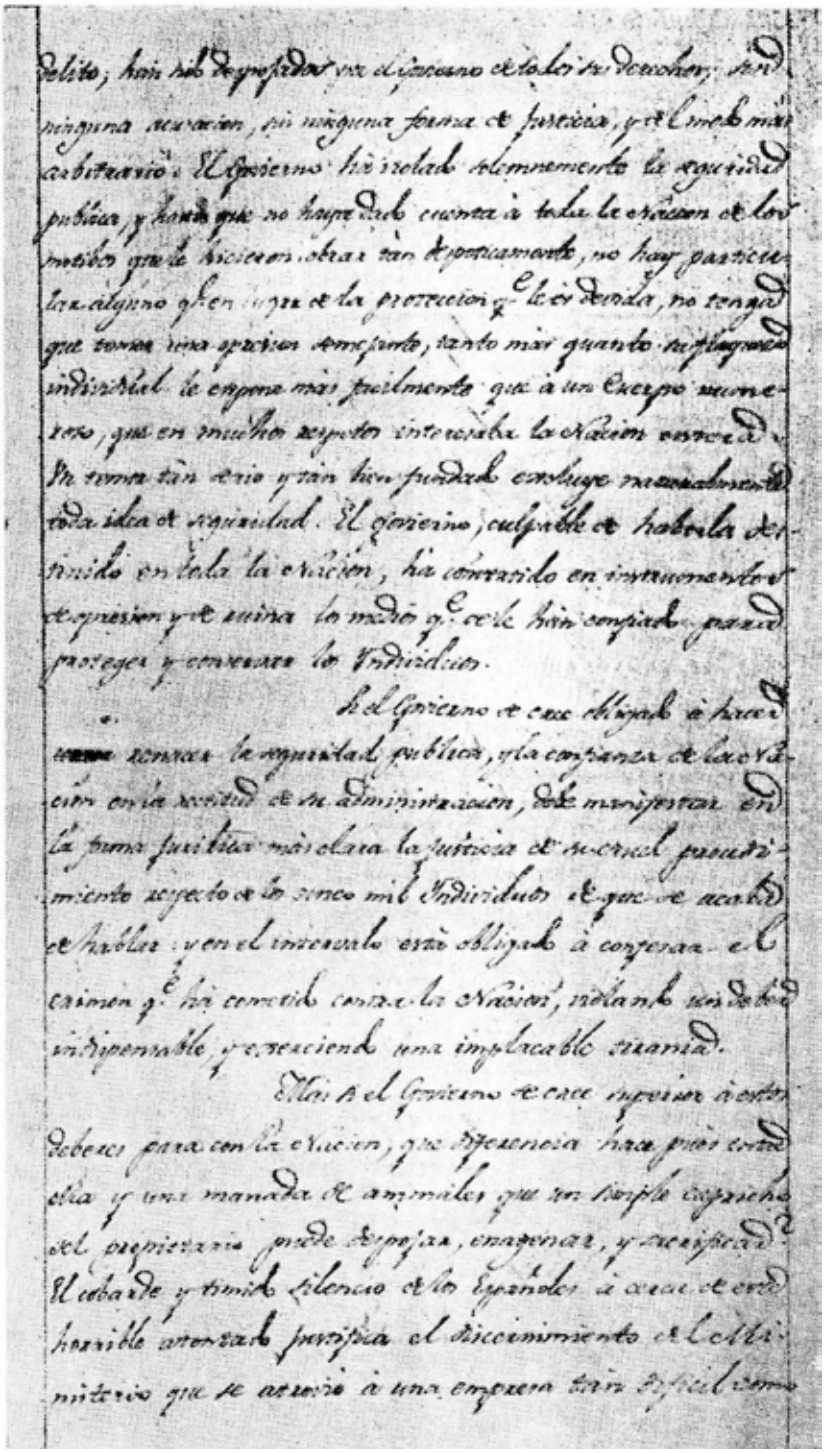
sin estorbar por esto el que se verifique el proverbio de que allí
hay Leyes donde quieren Reyes.

Mi intencion dichosa cumplio al fin del me-
dio mas fecundo para descombrarte de estos trabas molestas
la suprema potencia economica y los nombres reservados en el
alma Real (expresiones que asombrazan la posteridad) re-
uniendo al fin la razonabilidad y todas las ilusiones del genero
humano sobre los principios eternos de justicia, sobre los derechos
y los deberes de la naturaleza y de la sociedad, han desplegado
de un golpe de irresistible eficacia sobre mas de cinco mil
Ciudadanos Españoles (4). Observad q. estos Ciudadanos estaban
reunidos en Cuerpo que à su derecho de sociedad en calidad de
miembros de la creacion unian el honor de la eminencia
publica, merecida por unos servicios tan utiles como sin
ejemplares (5).

Omitiendo las reflexiones que nacen en todas
las circunstancias, y dejando à parte las desgraciadas victimas de
aquel barbaro atentado, consideremole solamente con respecto à
todo lo que la Nacion Española

La conservacion de los derechos naturales, y
especialmente de la libertad y seguridad de las personas y haciendas,
es incontestablemente la piedra fundamental de toda sociedad
humana de qualquiera manera que esté constituida. Es pues
una obligacion indispensable de toda sociedad, ò del Gobierno
que la representa, no solamente respetar, sino aun proteger
eficazmente los derechos de cada individuo.

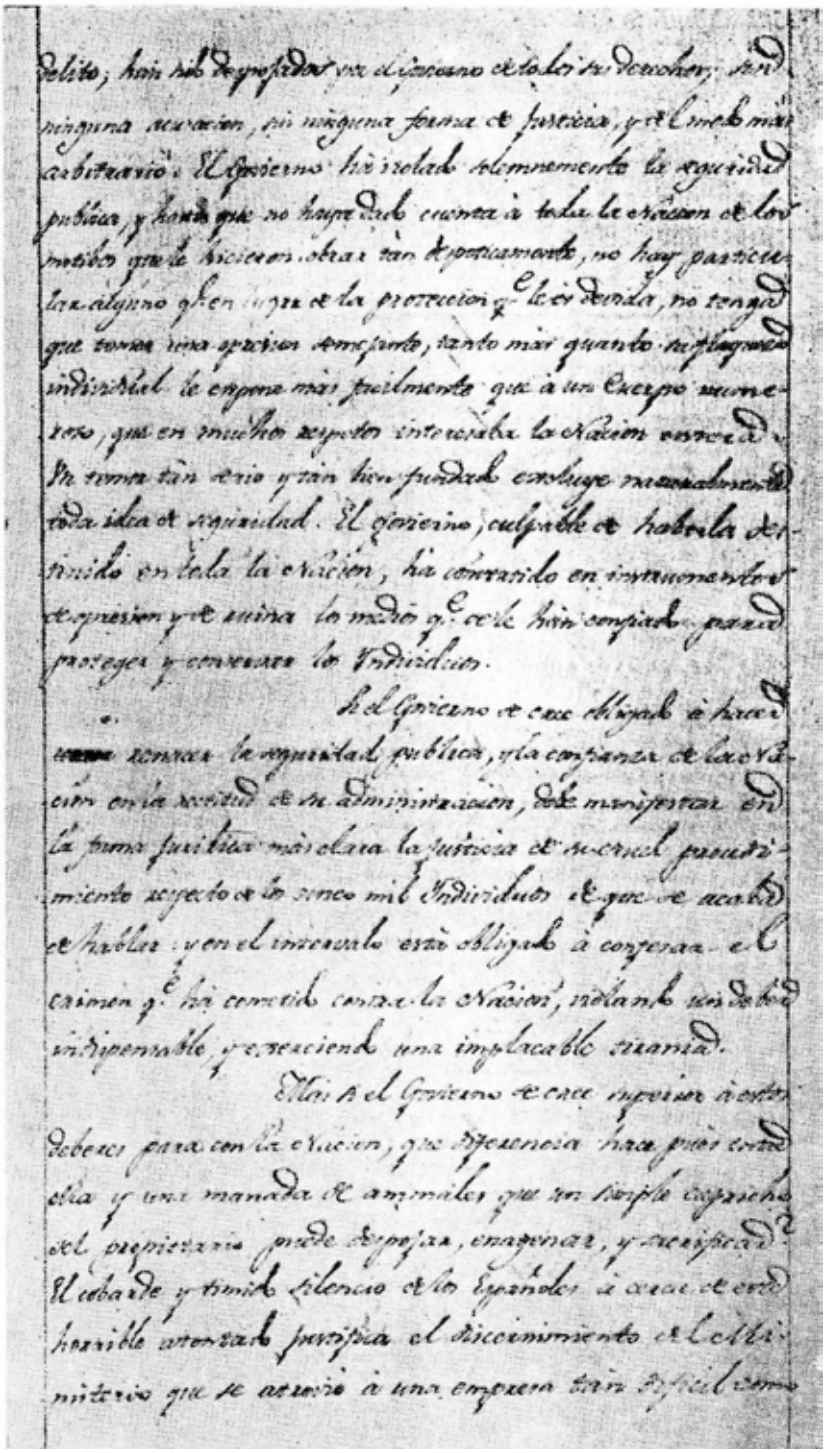
Explicando este principio al asunto ac-
tual es manifiesto que cinco mil Ciudadanos, que hasta entonces
la opinion publica no tenia razon para sospechar de ninguno



delito; han sido degradados sin discurso de todos sus derechos, sin ninguna acusación, sin ninguna forma de justicia, y el mas arbitrario. El Gobierno ha violado solemnemente la seguridad pública, y hasta que no haya dado cuenta á toda la nación de los motivos que le hicieron obrar tan repentinamente, no hay parecer alguno sobre la precaución que le ha dictado, no tenga que temer una oposición semejante, tanto mas quanto no hay nombre individual le impone mas fácilmente que á un Cuerpo numeroso, que en mucho respecto interesaba la Nación entera. Su temor tan serio y tan bien fundado confunde naturalmente toda idea de seguridad. El Gobierno, culpable de haberla destruido en toda la nación, ha contraido en instantaneamente expresion y de ruina todos los medios que ha inventado para protegerla y conservarse la Individuos.

El Gobierno se ve obligado á hacer nuevas la seguridad pública, y la confianza de la nación en la sensatez de su administración, debe manifestar en la forma mas clara la justicia de su real procedimiento respecto de los nueve mil Individuos de que se acaba de hablar: y en el intervalo está obligado á conservar el crimen que ha cometido contra la Nación, mintiendo una deuda indispensable, y ejerciendo una implacable tiranía.

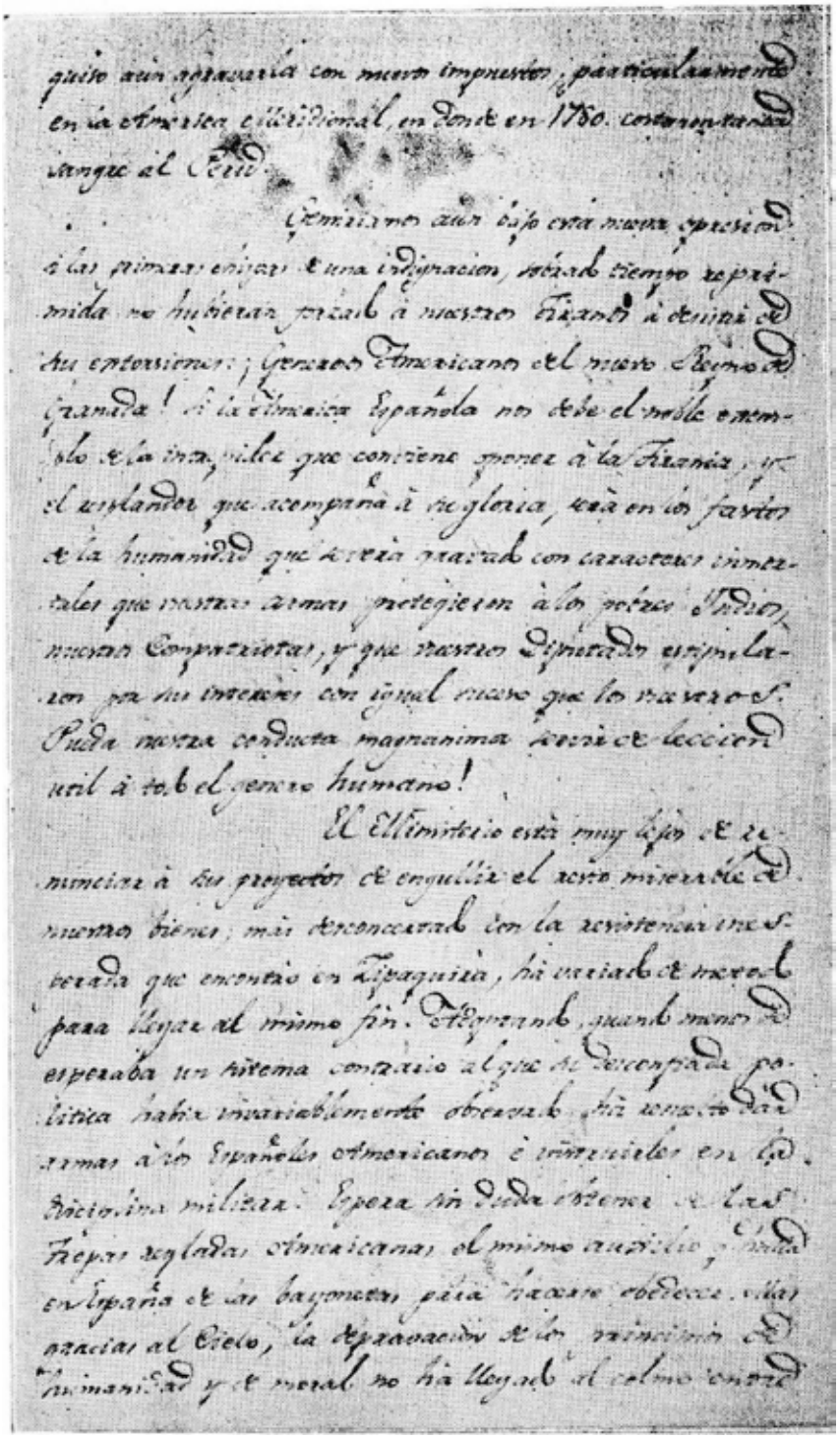
Ellas el Gobierno de este imperio á estos deberes para con la nación, que diferencia hay pues entre ella y una manada de animales que un torpe capricho del propietario puede dispersar, enagenar, y sacrificar? El cobarde y timido silencio de los Españoles á este horrible atentado justifica el descubrimiento del Ministerio que se atrevió á una empresa tan difícil como

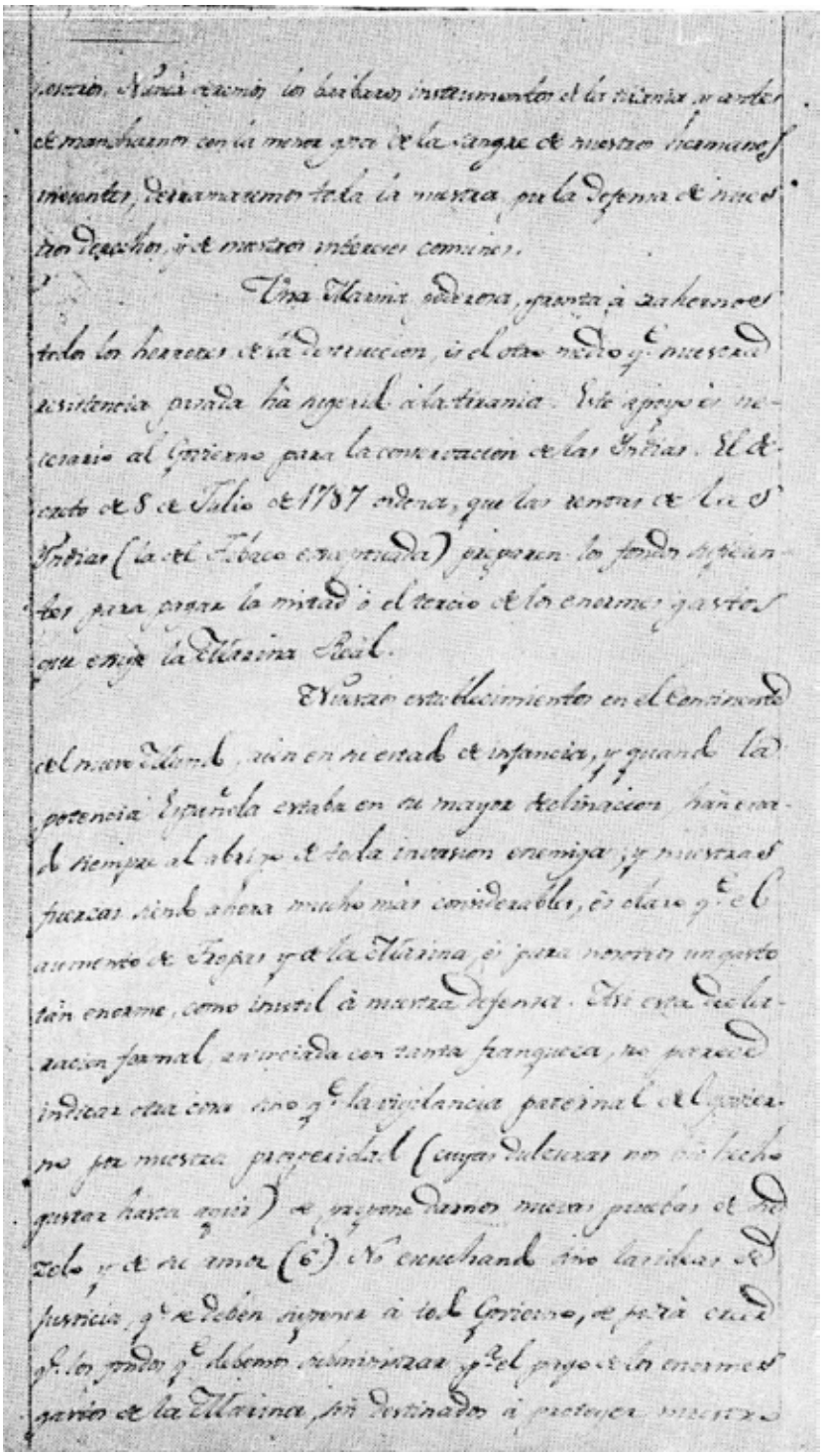


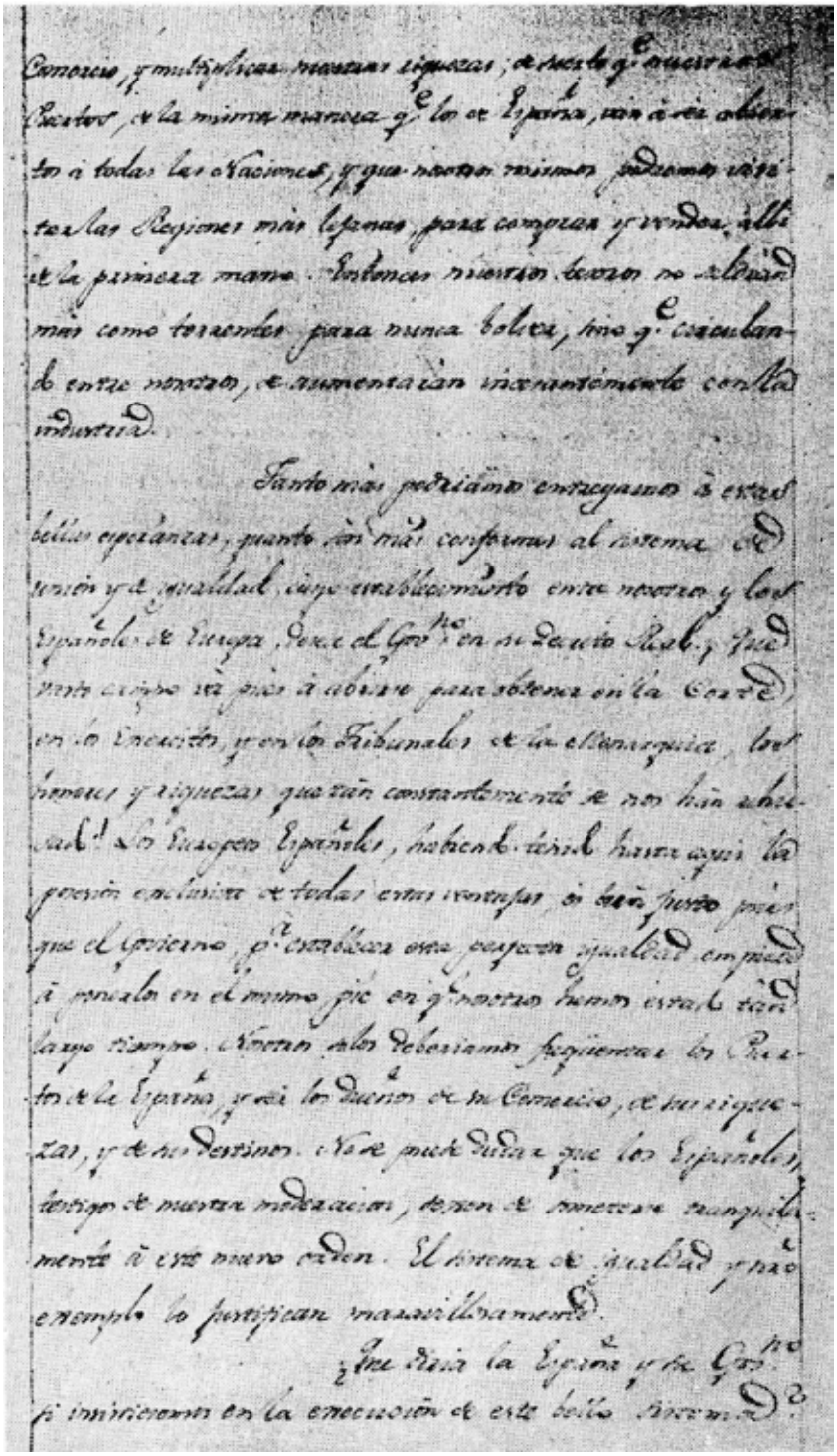
delito; han sido degradados sin discurso de los derechos, sin ninguna acusacion, sin ninguna forma de justicia, y el mas arbitrario. El Gobierno ha violado solemnemente la seguridad publica, y hasta que no haya dado cuenta á toda la nacion de los motivos que le hicieron obrar tan repentinamente, no hay particular alguno que en virtud de la proteccion que le debida, no tenga que temer una aprision semejante, tanto mas quanto su ilegalidad individual le expone mas facilmente que á un Cuerpo numeroso, que en mucho respeto interesaba la Nacion entera. Su tema tan serio y tan bien fundado confluye necesariamente toda idea de seguridad. El gobierno, culpable de haberla desconocido en toda la accion, ha contraido en instantaneamente expresion y de ruina la misma que ha comprado para proteger y conservar la Individuos.

El Gobierno de ese obligado á hacer ahora la seguridad publica, y la confianza de la Nacion en la sensatez de su administracion, debe manifestar en la forma facil mas clara la justicia de su real procedimiento respecto de los seis mil Individuos de que se acaba de hablar: y en el interin está obligado á conservar el crimen que ha cometido contra la Nacion, violando una deuda indispensable, y ejecutando una implacable traicion.

Ellas el Gobierno de ese superior á estos deberes para con la nacion, que diferencia hay pues entre ella y una manada de animales que un torpe capricho del propietario puede dispersar, encadenar, y sacrificar? El cobarde y timido silencio de los Españoles á vista de este horrible atentado justifica el descontento del Ministerio que se atrevio á una empresa tan difícil como



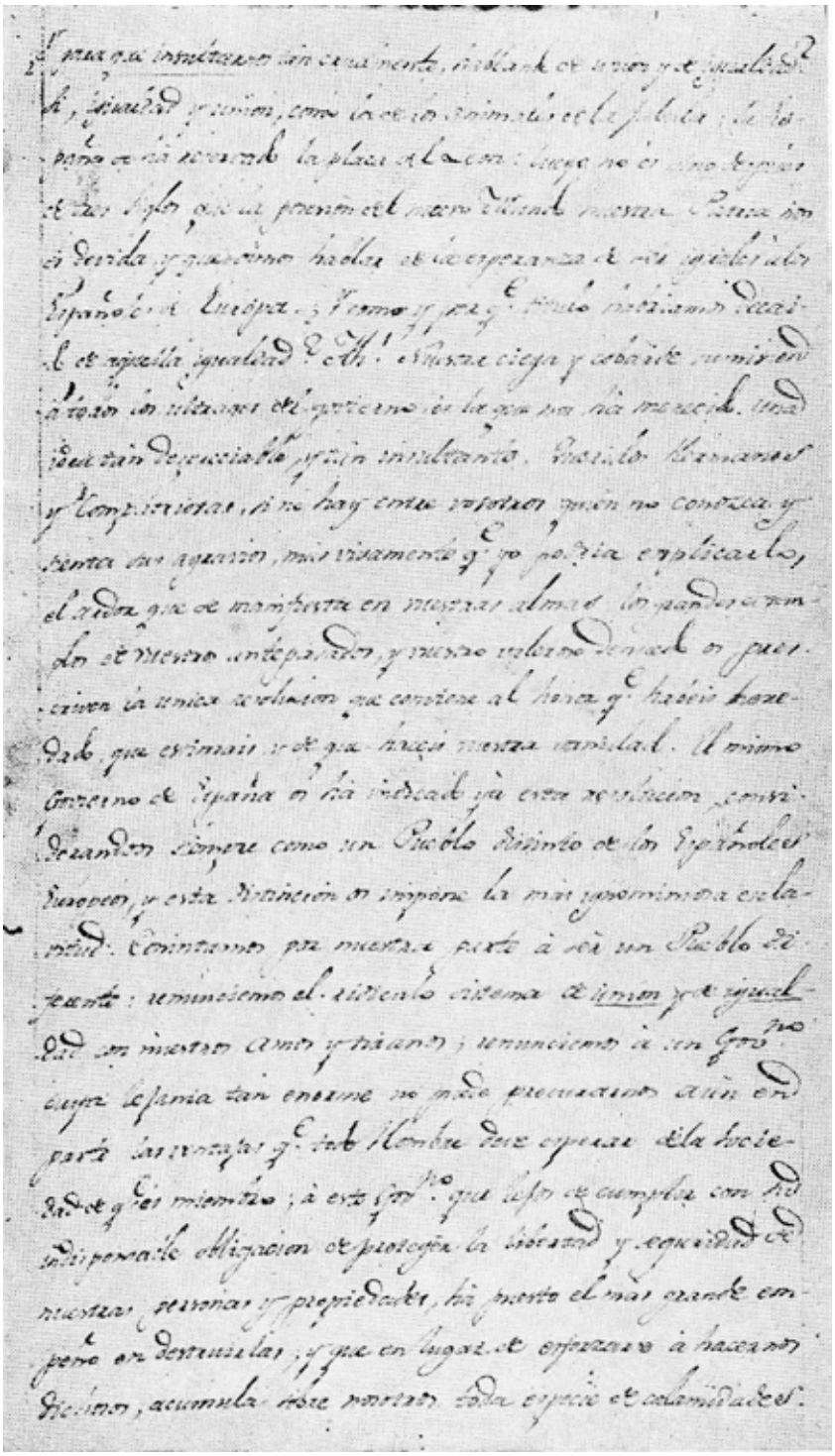


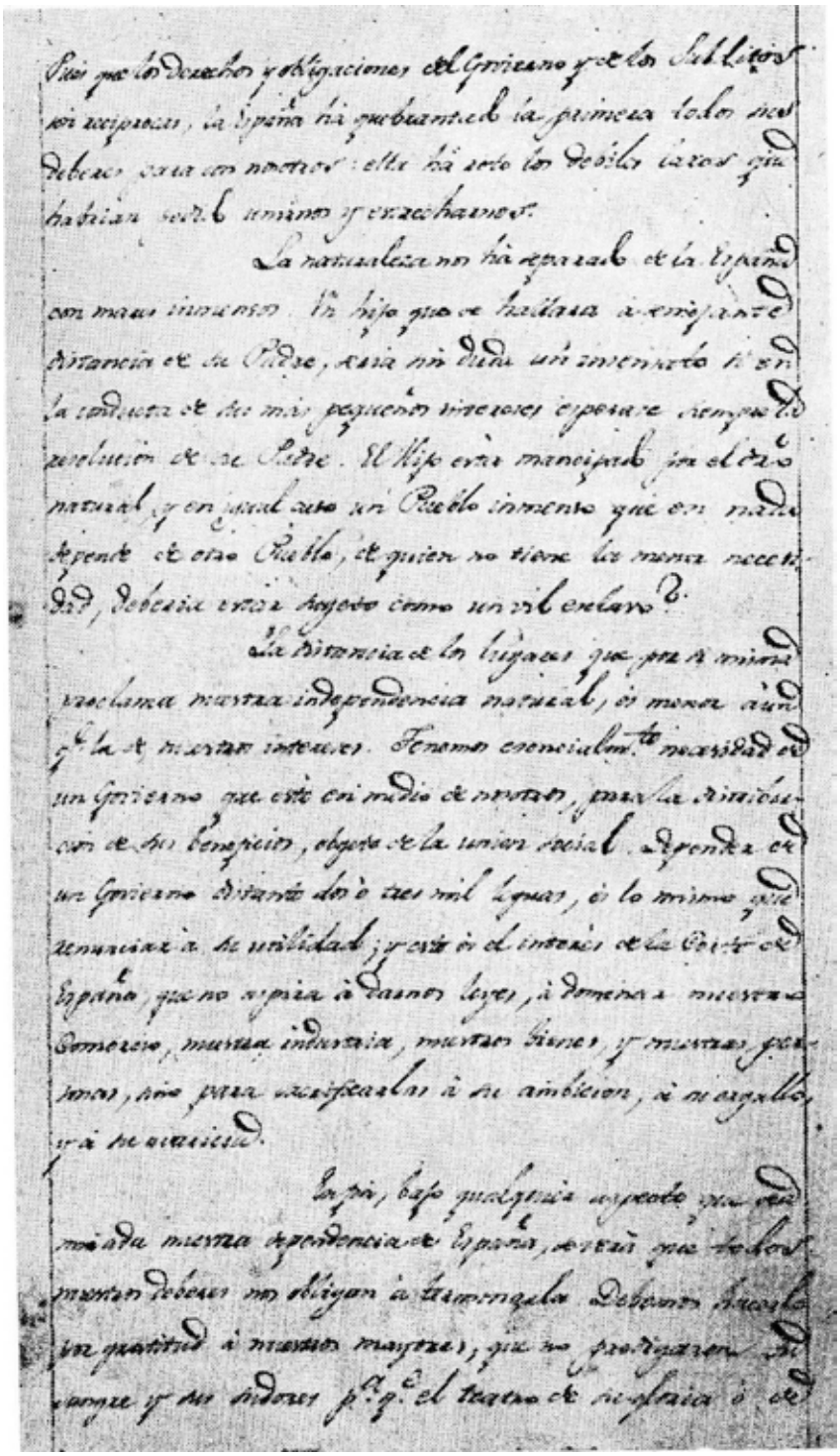


Comercio, y multiplicar nuestras riquezas; de suerte q. nuestro Puerto, de la misma manera q. los de España, sean à vez abiertos à todas las Naciones, y que nosotros mismos podamos visitar las Regiones mas lejanas, para comprar y vender allí de la primera mano. Entonces nuestros tesoros no saldrán mas como torrentes para nunca bolver, sino q. circulando entre nosotros, se aumentarán incesantemente con la industria.

Tanto mas podríamos entregarnos à estas bellas esperanzas, quanto son mas conformes al sistema de union y de igualdad, cuyo establecimiento entre nosotros y los Españoles de Europa, forma el Gov.no en su Decreto Real, y que nos exorta à abrirle para obtener en la Corte, en la Execucion, y en los Tribunales de la Monarquia, los honores y riquezas que han constantemente sido el patrimonio exclusivo de los Europeos Españoles, habiendo sido hasta aquí la posesion exclusiva de todas estas ventajas; es tiempo pues que el Criollismo, p.r establezca entre personas igualmente empeñadas en servirle en el mismo pie en q. nuestros padres estaban tanto tiempo. Nosotros debemos seguir la Carta de la España, y oir los dictamenes de su Comercio, de su riqueza, y de sus designios. No se puede dudar que los Españoles, deseosos de nuevas relaciones, desean de corazon sinceramente à este nuevo orden. El sistema de igualdad y este exemplo los justifican maravillosamente.

¿Que dirá la España y la Corte si imitaremos en la execucion de este bello sistema



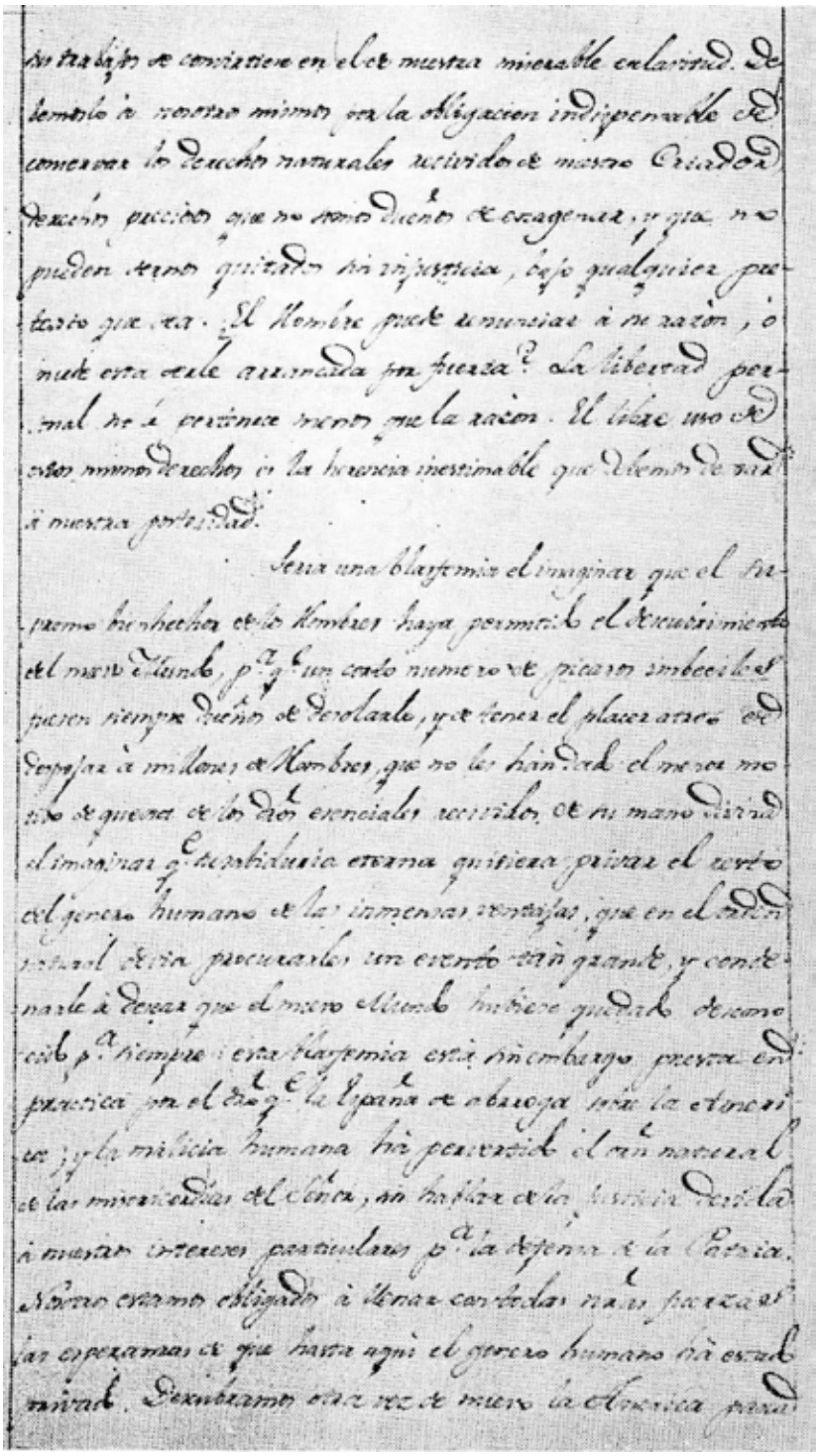


Sin que los derechos y obligaciones del Gobierno y de los Subditos
sin recíprocos, la España ha quebrantado la primera todos sus
deberes para con nosotros: ella ha roto los débiles lazos que
habian unido nuestro ánimo y nuestro hacienda.

La naturaleza no ha igualado la España
con mares inmensos. Un hijo que se hallaba á cortísima
distancia de su Padre, sería sin duda un monstruo si en
la conducta de sus mas pequeños intereses esperase siempre la
resolución de su Padre. El Hijo está emancipado por el Cielo
natural, y en igual caso un Pueblo inmenso que en medio
á gente de otro Pueblo, de quien no tiene la menor necesi-
dad, debería estar sujeto como un niño cualquiera?

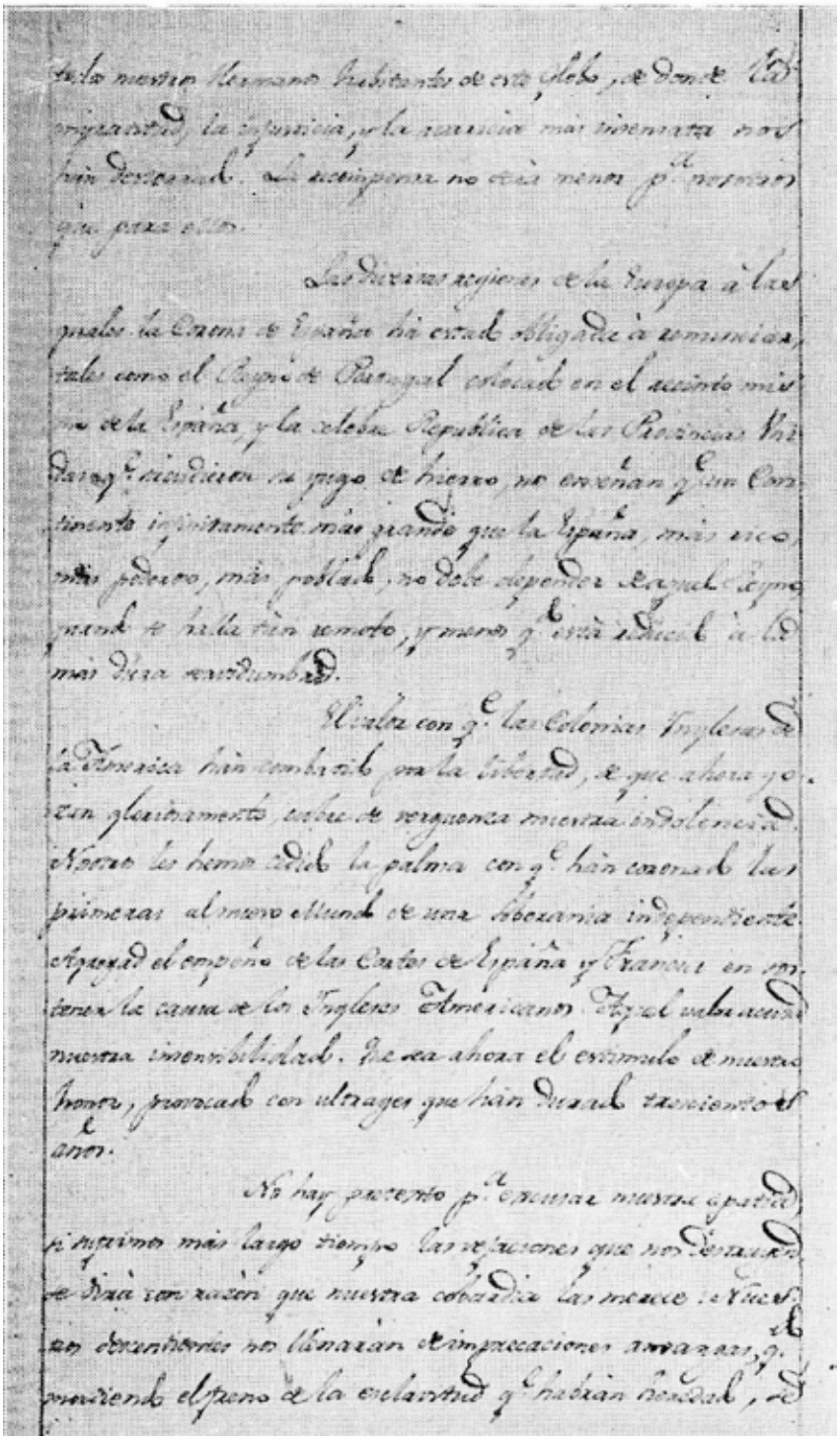
La distancia de los lugares que pone á nuestra
reclamada nuestra independencia natural, si menos aún
que la de nuestros intereses. Tenemos esencialmente necesidad de
un Gobierno que esté en medio de nosotros, para la dirección
con de sus beneficios, objeto de la unión social. Aprende de
un Gobierno distante dos ó tres mil leguas, ó lo mismo que
renunciar á la utilidad; y cede en el interés de la Corte de
España, que no sigue á nuestras leyes, á dominar nuestro
Comercio, nuestra industria, nuestros bienes, y nuestras per-
sonas, sino para sacrificarlos á su ambicion, á su orgullo,
y á su avaricia.

La ley, bajo cualquiera aspecto que se
mire la nueva dependencia de España, exige que todos
nuestros deberes no obligan á tanto cuanto Debemos hacerlo
en gratitud á nuestros mayores, que no prodigaron su
sangre y sus sudores p.r q.e el tesoro de riquezas á que



no trabajo se consistiese en el mas mesquino miserable esclavitud. Se demuestra à nosotros mismos esta la obligacion indispensable de conservar los derechos naturales recibidos de nuestro Criador derechos preciosos que no somos dueños de escagenar, y que no pueden sernos quitados sin injusticia, cese qualquiera pretexto que sea. ¿El Hombre puede renunciar à su razon, ó mude esta dele arrancada por fuerza? La libertad por mal no le pertenece menos que la razon. El libre uso de estos mismos derechos es la herencia inestimable que debemos de nuestra à nuestra posteridad.

Seria una blasfemia el imaginar que el supremo hacedor de los Hombres haya permitido el descubrimiento del nuevo Mundo, p.a q.e un corto numero de piratas imbecilles fuesen siempre dueños de devastarle, y de tener el placer atroz de degollar à millones de Hombres, que no les han dado el menor motivo de queja de los dos esenciales recibidos de su mano divina el imaginar q.e tan horrible enorme quisiera privar el resto del genero humano de las inmensas ventajas, que en el orden natural debia proporcionarles un objeto tan grande, y condenarle à desear que el nuevo Mundo hubiese quedado desconocido p.a siempre: esta blasfemia esta sin embargo puesta en practica por el dog.e de España de abrogo para si estos derechos; y la malicia humana hà pervertido el sin numero de las misericordias del Cielo, en barbaro derecho de la fuerza à nuestros intereses particulares p.a la defensa de la Patria. Nosotros estamos obligados à tomar con todas nuestras fuerzas las esperanzas de que hasta aqui el genero humano hà estado privado. Descubramos otra vez de nuevo la America para

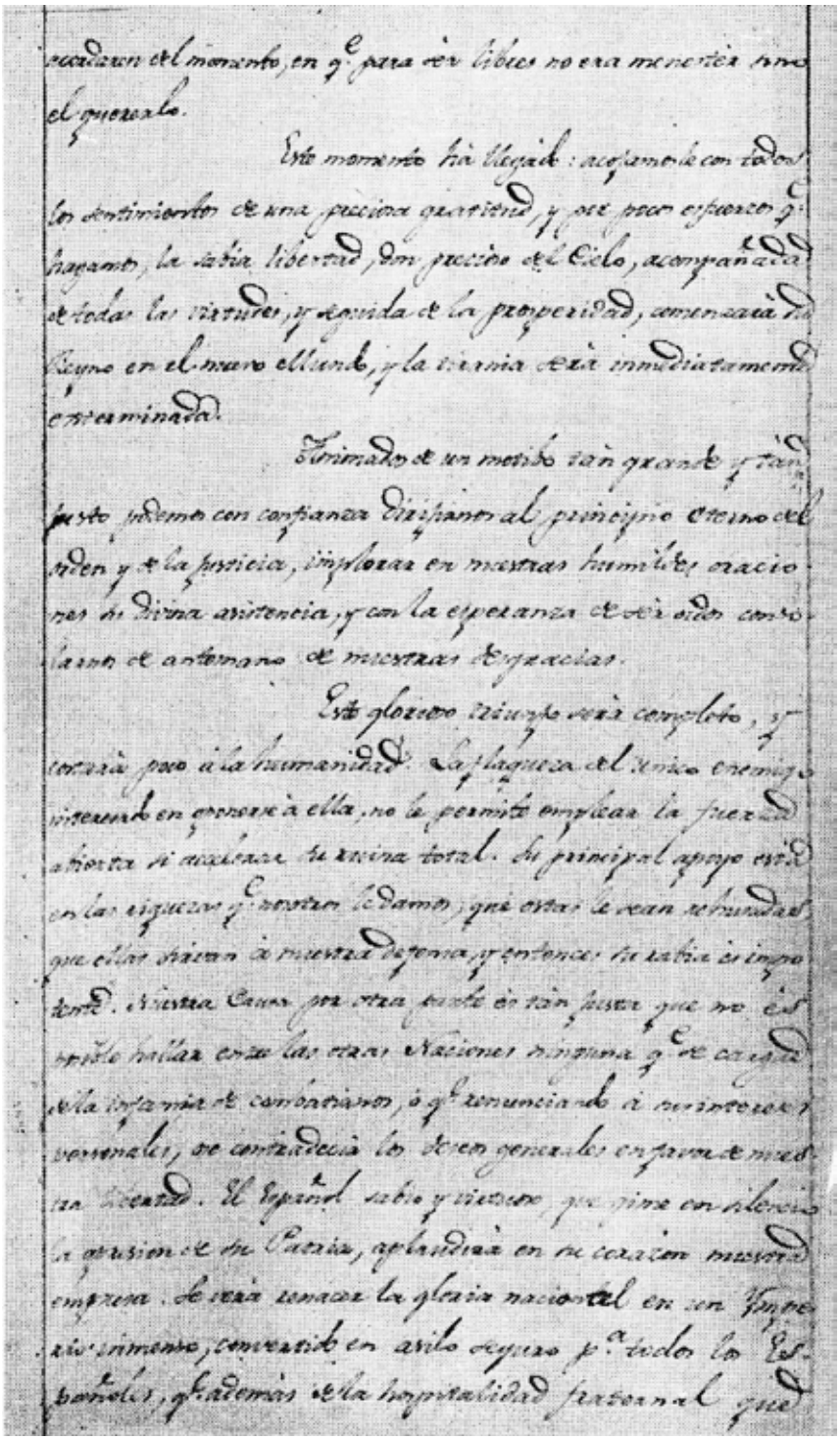


de lo mismo Hermano habitantes de esta Globo, de donde Ud
originaria, la Inocencia, y la razon mas inocente nos
han desterrado. La recompensa no ha sido menos p.e nosotros
que para ellos.

Las diversas regiones de la Europa à las
quales la Causa de España ha estado obligada à comunicar,
tales como el Reyno de Portugal colocado en el mismo mis
mo de la España, y la celebre Republica de los Provincias Uni
das, y Estados de Suiza se hacen, no obstante, sin Con
timento infinitamente mas grande que la España, mas rico,
mas poderoso, mas poblado, no debe depender tanto de Ingla
terra de hallarse tan remoto, y menos y està ligado à la
mas dura servidumbre.

Unidos con los Colonias Inglesas de
America han cambiado con la libertad, y que ahora go
zan gloriosamente sobre de vergonza nuestra indolencia.
Nosotros le hemos cedido la palma con que han coronado las
primeras al nuevo Mundo de una Libertad independiente
exigiendo el concurso de los Estados de España y Francia en un
tiempo la causa de los Ingleses Americanos, y el subyugar
nuestra insensibilidad. Que es ahora el estimulo de nuestro
honor, provocado con ultrages que han durado trescientos
años.

No hay necesidad p.a esforzar nuestra opinion
si entramos mas largo tiempo las reflexiones que nos detienen
de Vds con razon que nuestra cobardia las merece. Nuestras
desventuras no llenarian de imprecaciones amargas, y
mereciendo el opprobio de la credulidad que habian tenido, de

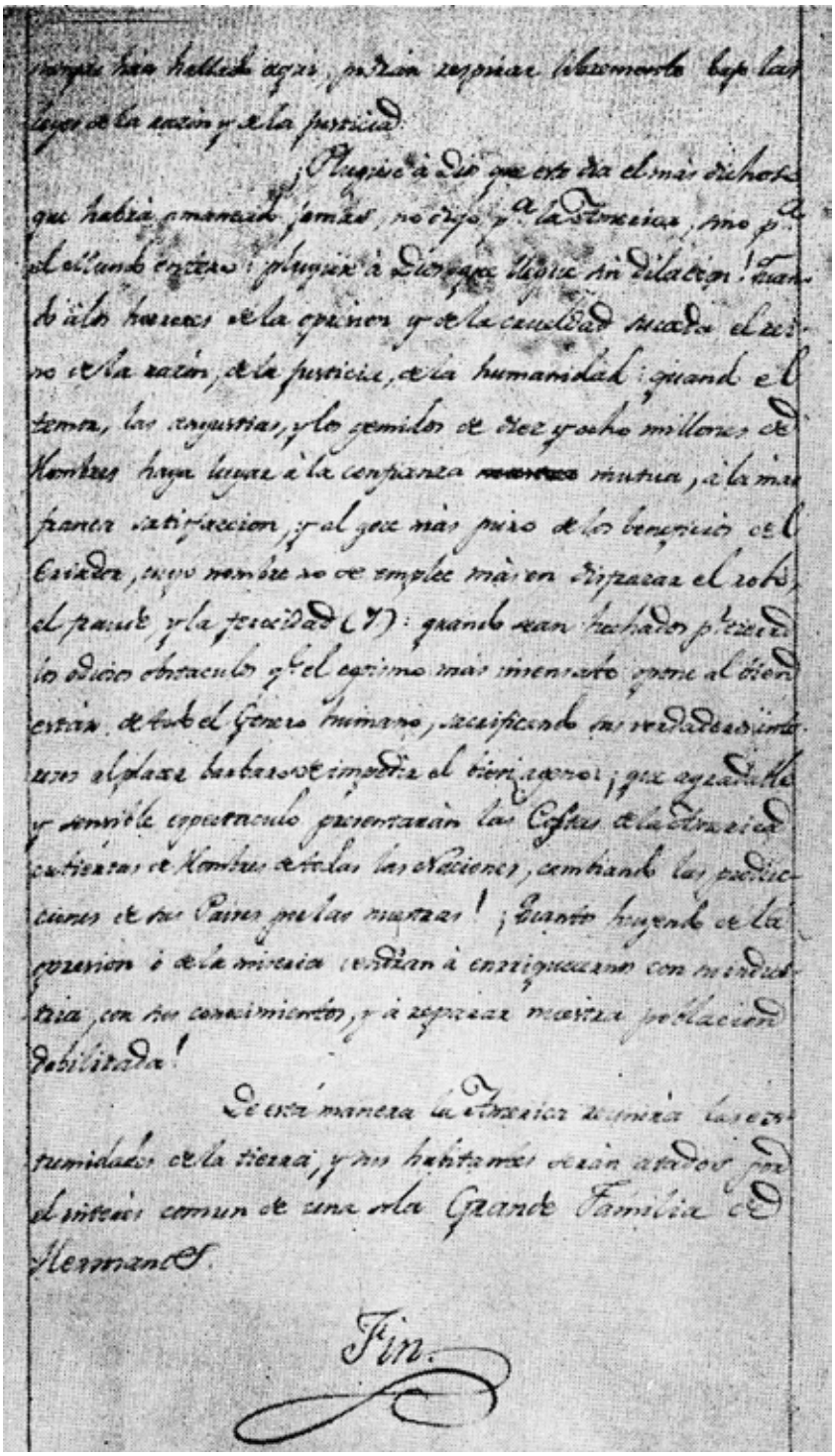


escalaron el momento, en q.e para ser libres no era menester mas
el querarlo.

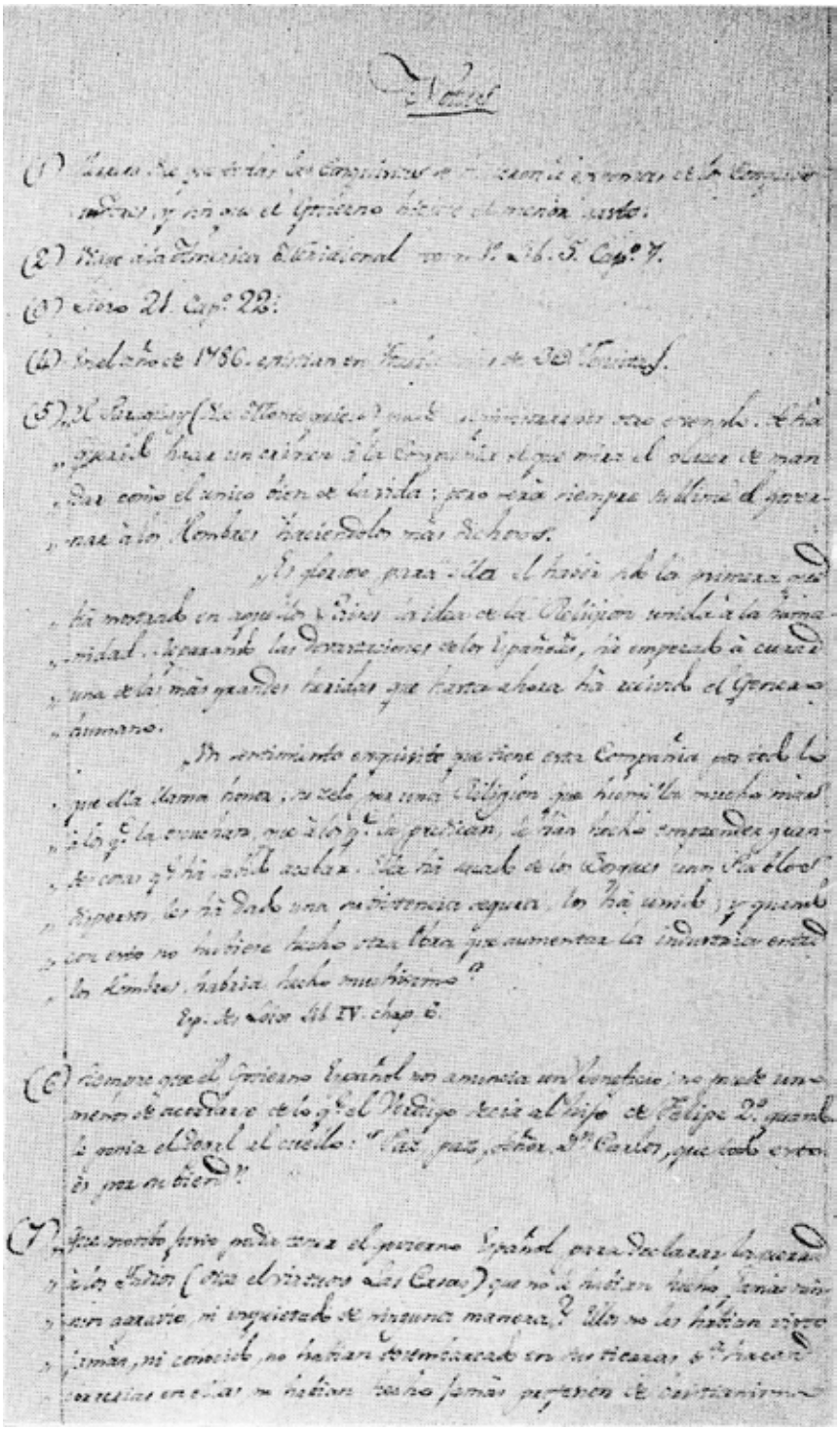
Este momento ha llegado: acojamonos con todos
los sentimientos de una justicia quarteada, y con poco esfuerzo q.e
hagamos, la sabia libertad, dim pecion del Cielo, acompañada
de todas las virtudes, y escuela de la prosperidad, comenzara á
Reyno en el nuevo Mundo, y la tiranía será inmediatamente
exterminada.

Animados de un motivo tan grande y tan
justo podemos con confianza dirijirnos al principio Eterno del
orden y de la justicia, implorar en nuestras humildes oracio-
nes su divina asistencia, y con la esperanza de ser oidos como
lasmo el arbitrario de nuestras desgracias.

Este glorioso triunfo será completo, y
cerrará paso á la humanidad. La flaqueza del unico enemigo
interno en oponerse á ella, no le permite emplear la fuerza
abierta ni acelerar su ruina total. Su principal apoyo está
en las riquezas q.e nosotros tocamos, que estas se vean reunidas
que ellas sirvan á nuestra defensa, y entonces su caida es impo-
sible. Nuestra Causa por otra parte es tan justa que no es
posible hallar entre las otras Naciones ninguna q.e se ataque
á la Inglaterra et comerciamos, ó q.e renunciando á nuestros
derechos naturales, se contradecia los deseos generales en favor de nue-
stra libertad. El Español sabio y virtuoso que sirve en silencio
la opresion de su Patria, aplaudirá en su corazon nuestra
empresa. Se verá renacer la gloria nacional en un Gobier-
no sabio, benigno, generado en virtud de pactos q.e todos los Es-
pañoles, q.e además de la hospitalidad personal que



Fin.



Notas

(1) Lucas de Tuy en la Crónica del Emperador Alfonso el Sabio, y en otra el Arzobispo Rodrigo de Toledo.

(2) Mariana de la Historia de España Original Lib. 16. Cap. 7.

(3) Lucio Lib. 21. Cap. 22.

(4) Año de 1586. existían en Filipinas [illegible] de los Españoles.

(5) El Obispo (de Monte Rubio?) [illegible] en carta escrita al Rey. „España hace un cálculo de la Compañía el que mira el Cielo de mano „Dios como el único bien de la vida; pero ésta siempre sublime á procu„rar á los Hombres haciéndolo mas dichosos.

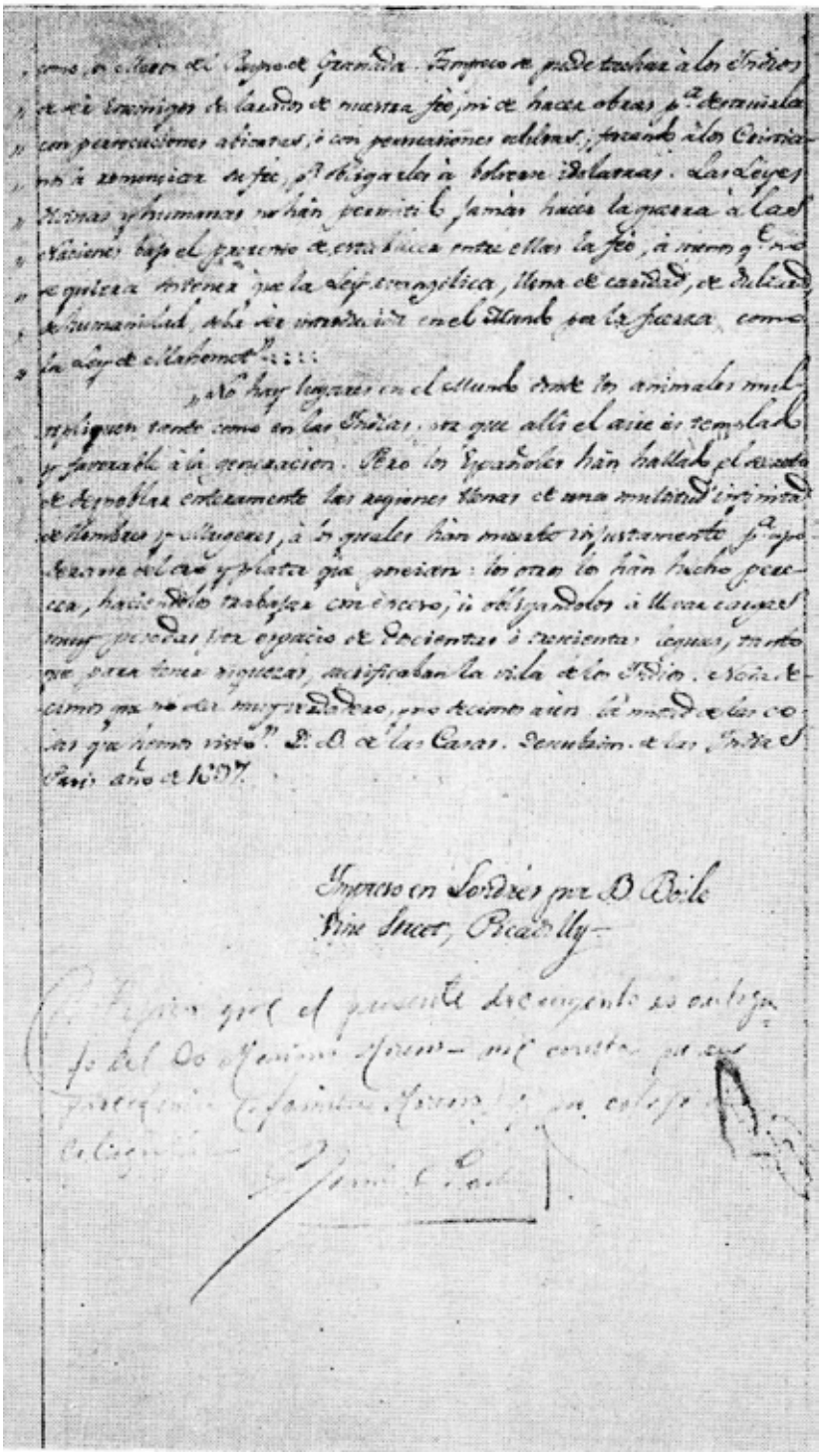
„El fervor para con la Iglesia de la primera edad „ha mostrado en sus hijos la Iglesia de la Religion unida á la huma„nidad, librando las donaciones de los Españoles, no empeñado á cuida„r una de las más grandes tareas que hasta ahora ha tenido el Genero „humano.

„El sentimiento empiezo que tiene esta Compañía no solo „que ella llama honra, celo por una Religion que hizo Un mucho mas „á los q.e la enseñan, que á los q.e la predican, de tan buen empezado guar„dar con q.e ha sido acabar. Ella ni quando de los Reyes tan Católicos „Imperio les ha dado una indecencia segura, lo ha unido; y quando „con esto no hubiera hecho otra cosa, que aumentar la Iglesia entre „los Hombres, habria hecho mucho mas."

Esp. de Leon Lib IV. chap 6.

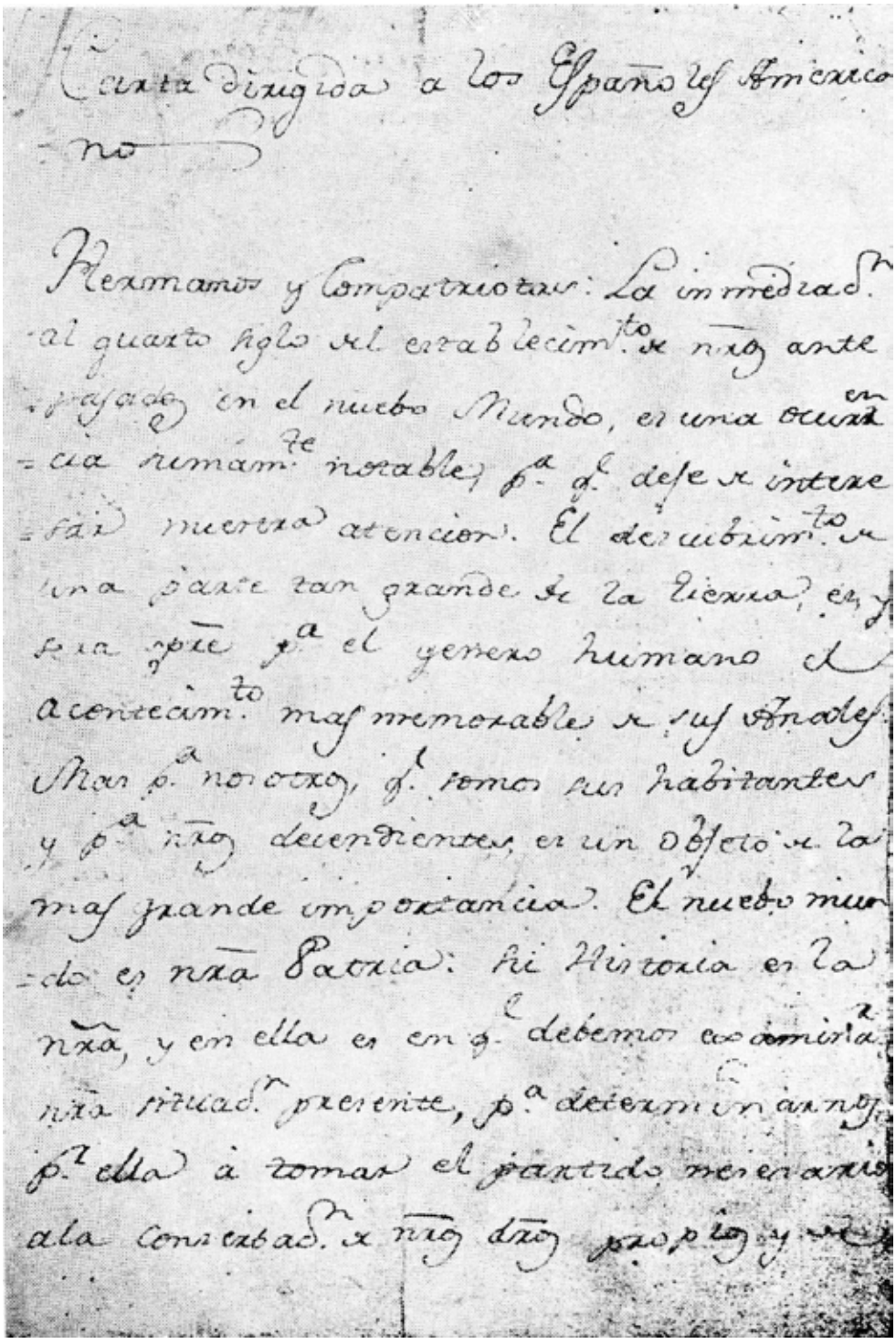
(6) Siempre que el Genero Español se anuncia un Venerable no puede menos de acordarse de lo q.e el Venerable Reza el Hijo de Felipe 2.º quando á venia el Duque el cuerdo: "Vaz para, Señor, D.n Carlos, que todo esto, es para mi bien?"

(7) „Que mucho, pues, hizo pudo creer el Genero Español creer declarar la guerra „á los Indios (dice el Obispo de las Casas) que no le hubiesen hecho, jamas ningun agravio, ni injusticia de ninguna manera? Ellos no le hacian ningun „daño, ni conocia, no habian determinado en sus tierras, ni hecho „conquistas en ellas, ni habian hecho jamas profesion de Cristianismo



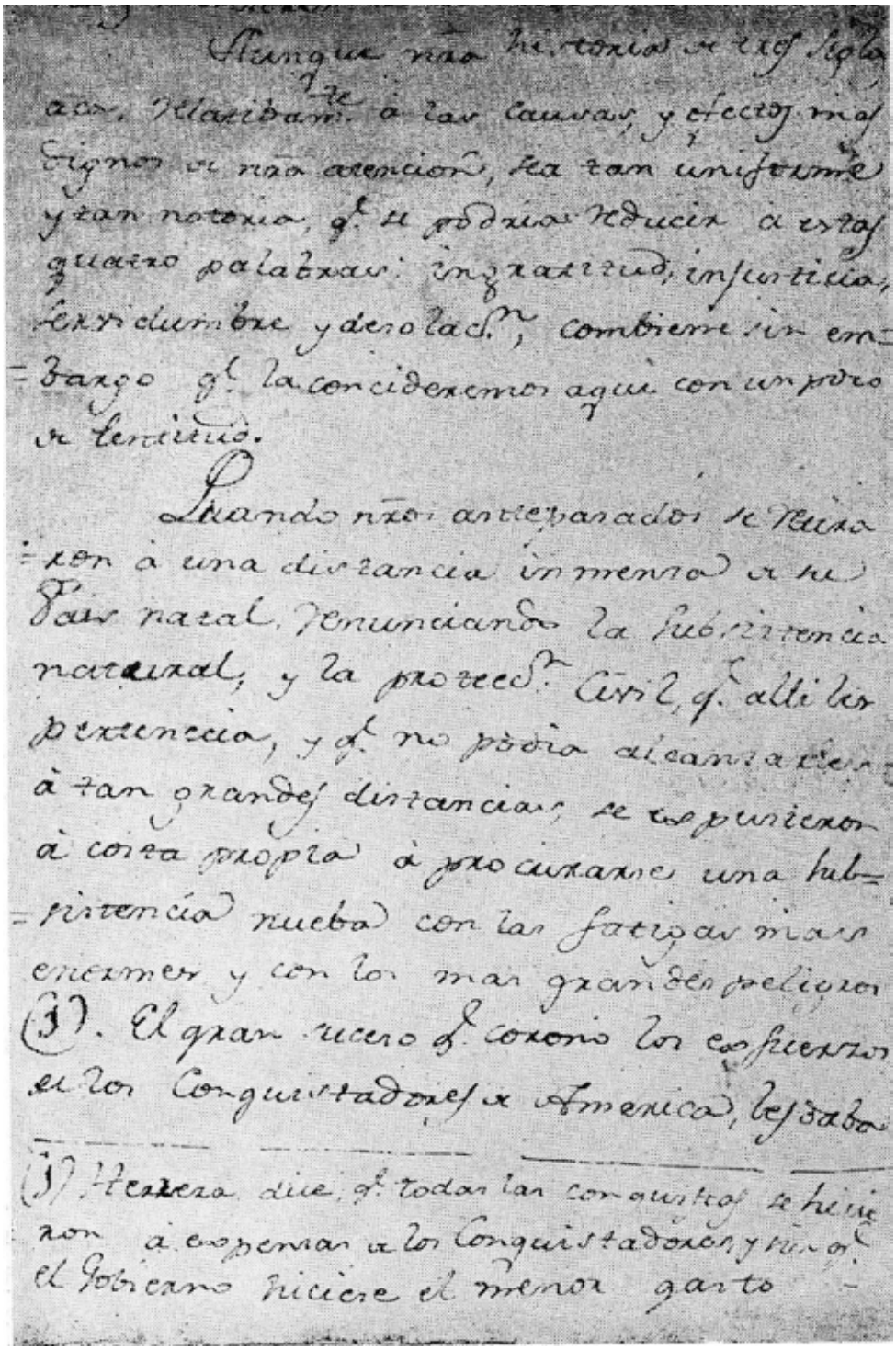
Manuscrito «Somellera-Mitre» de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Se encuentra este manuscrito en el Museo Mitre, de Buenos Aires (Museo Mitre. Catálogo de la Biblioteca, Buenos Aires, 1907, p. 258, n. 19-4-38) . El documento manuscrito está encuadernado en cuero con títulos en la tapa que dicen: "Carta dirijida a los españoles americanos. Obsequio al Sr. General B. Mitre de Ulises R. Mosset". La hoja de guarda está en blanco, pero a la vuelta se ha trascrito el comentario sobre la Carta que hace B. Mitre en su *Historia de San Martín y de la emancipación sudamericana*, 2a. ed., Buenos Aires, 1890, t. I , pp. 48 y 49. El documento le fue obsequiado por el librero de la ciudad de Santa Fe y entusiasta mitrista Ulises Mosset al general Mitre, en diciembre de 1891. Al parecer esta versión manuscrita de la Carta perteneció al Dr. Pedro Antonio de Somellera, destacado profesor de Derecho Civil (1774-1854), quien se la obsequió a su discípulo Francisco Varela (1807-1848), director de *El Cornercio del Plata*.



Carta dirigida a los Españoles Americanos

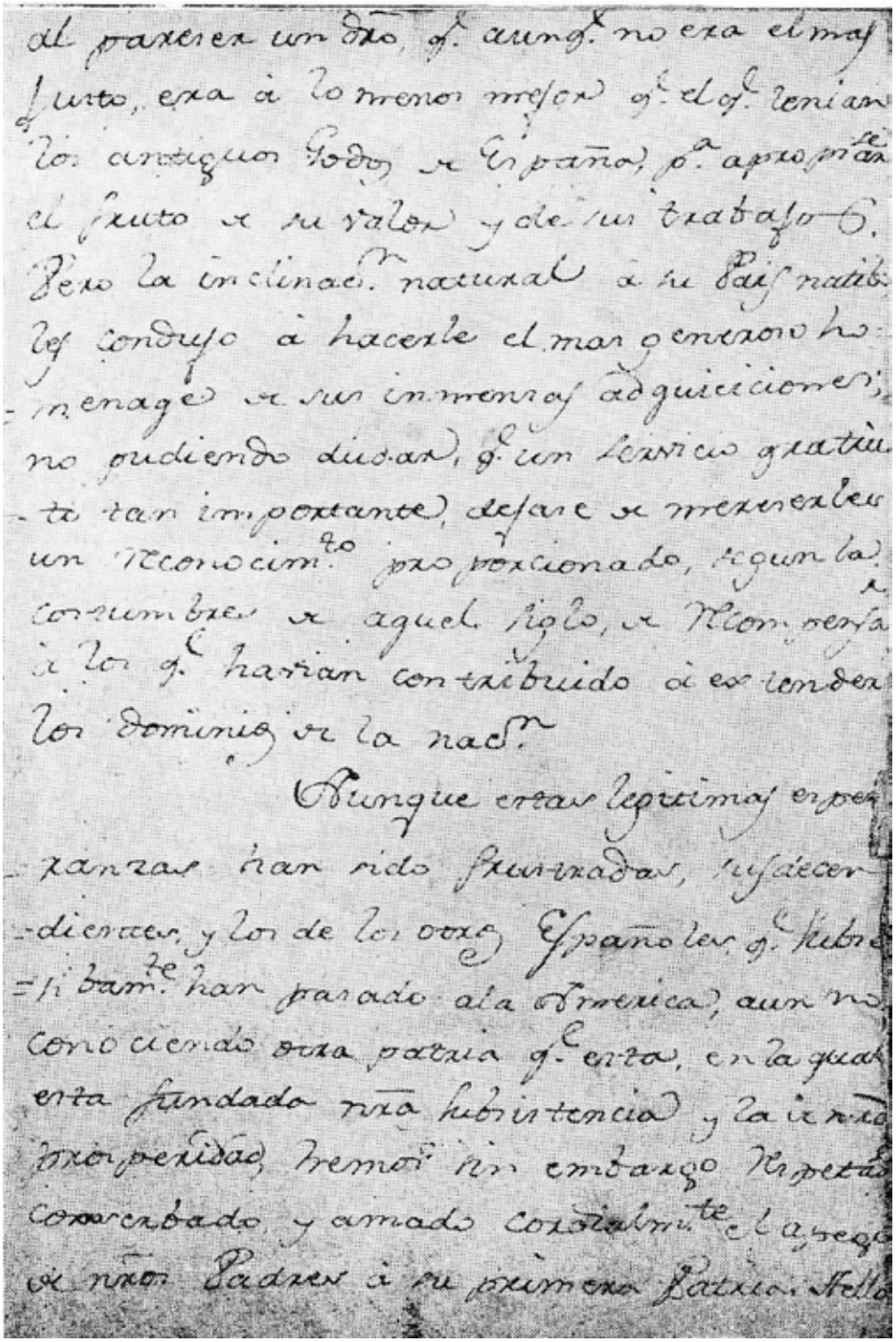
Hermanos y Compatriotas: La inmediación al quarto siglo del establecimiento de nros antepasados en el nuebo Mundo, es una ocasion numamente notable, q. debe interesar nra mas seria atencion. El descubrimiento de una parte tan grande de la tierra, en q. se ha propagado el genero humano, el acontecimiento mas memorable de sus Anales. Nos q. somos sus habitantes y q. nros descendientes, en un objeto de la mas grande importancia. El nuebo mundo es nra Patria: su Historia es la nra, y en ella es en q. debemos examinar nra situacion presente, para determinarnos q. ella á tomar el partido mas conveniente ala conservacion de nros dros propios y

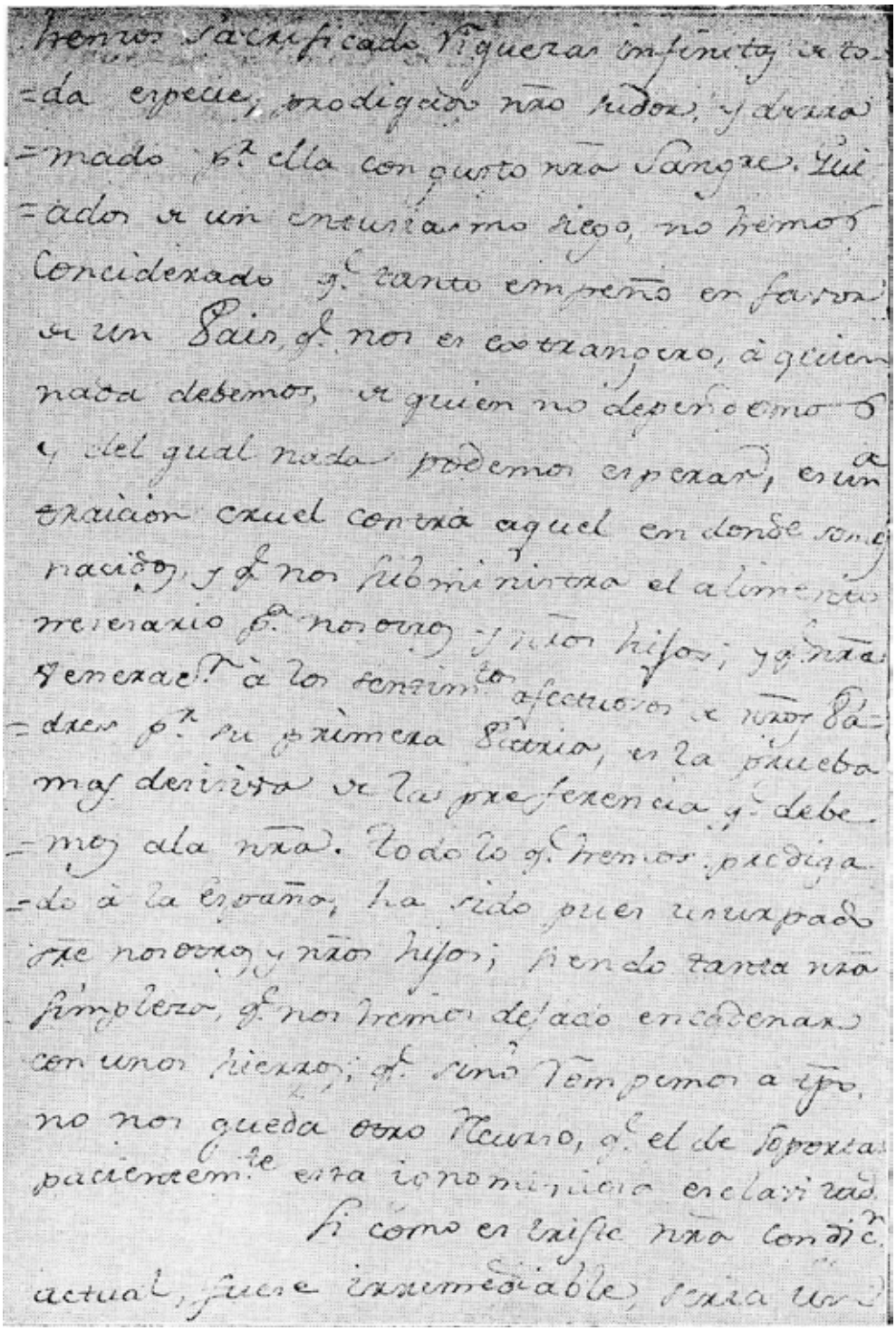


Aunque nra historia de tres siglos
acaba, Hemos dado à las causas y efectos mas
dignos de nra atencion, ha sido tan uniforme
y tan notoria, q.e se podria reducir à estas
quatro palabras: ingratitud, insolencia,
perfidumbre y desolacion, combiene sin em-
=bargo q.e la consideremos aquí con un poco
de detenimto.

Quando nros antepasados se Resol-
=vieron à una distancia inmensa de su
Pais natal, renunciando la subsistencia
natural, y la protecc.n Civil, q.e alli les
pertenecia, y q.e no podia alcanzarse
à tan grandes distancias, se espusieron
à costa propia à procurarse una hab=
=sistencia nueba con las fatigas mas
enormes y con los mas grandes peligros
(1). El gran zelo q.e coronó los esfuerzos
de los Conquistadores de America, les daba

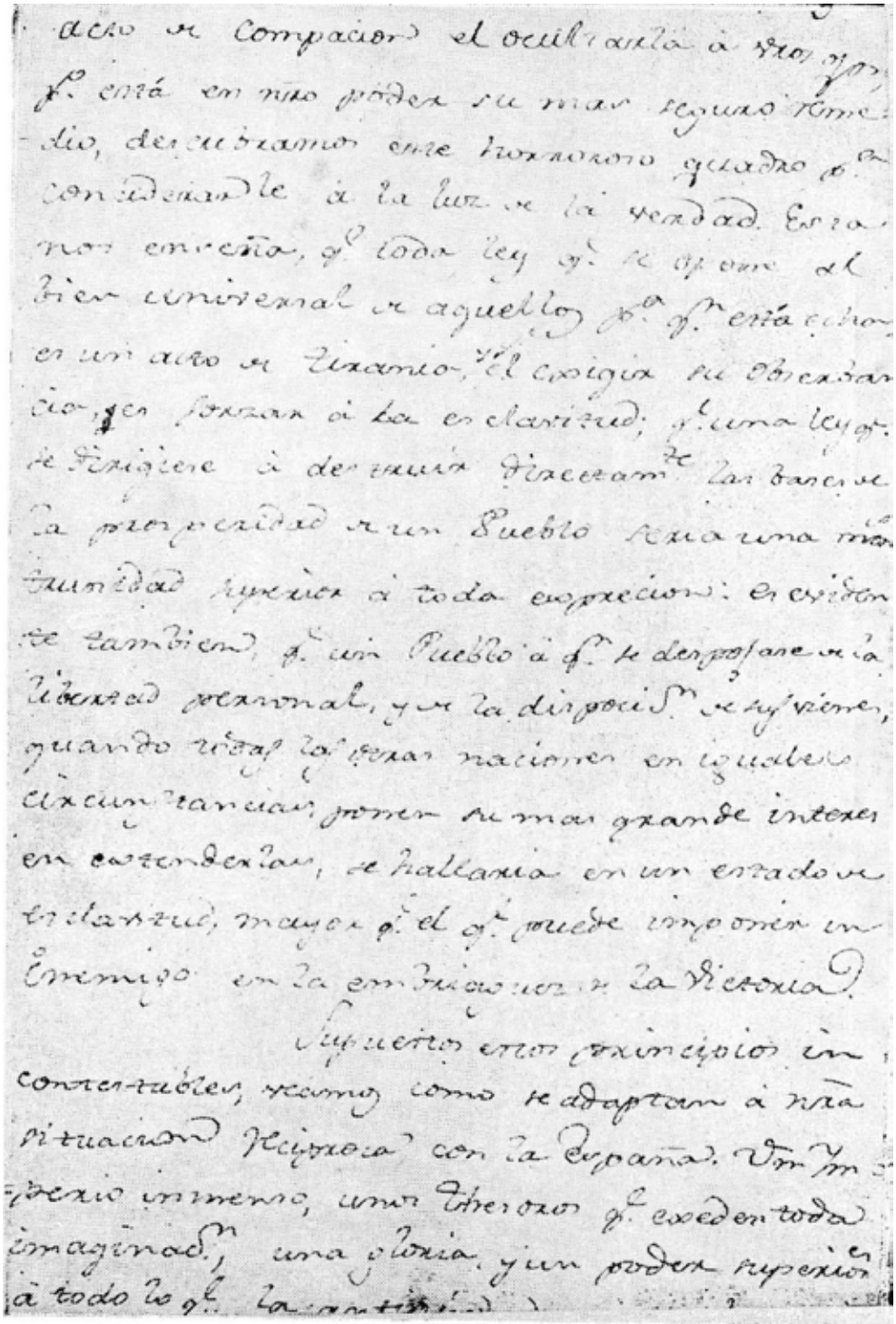
(1). Herrera dice q.e todas las conquistas se hicie-
ron à espensas de los Conquistadores, y no q.e
el Gobierno hiciese el menor gasto

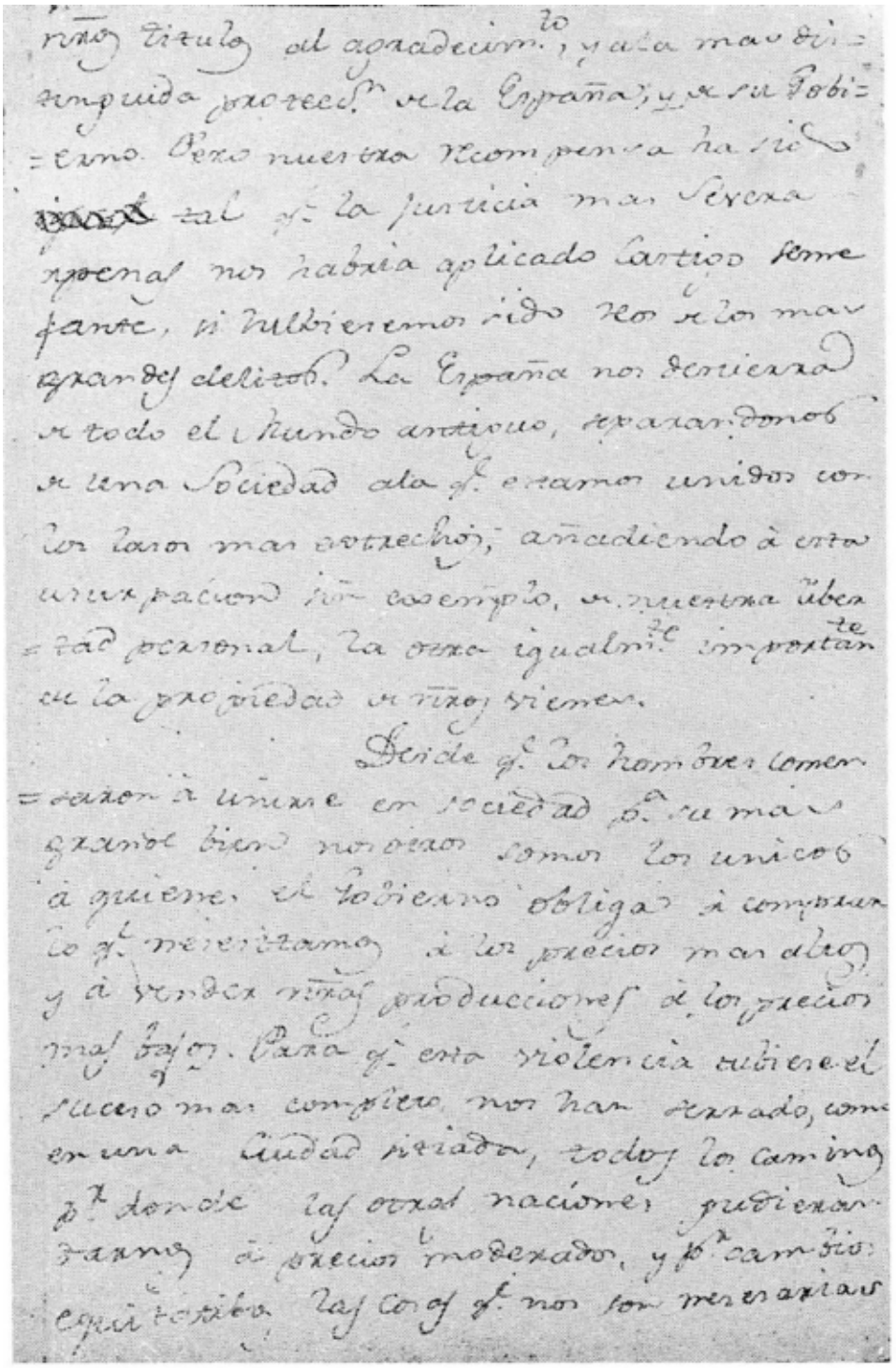




hemos sacrificado riquezas infinitas de toda especie, prodigado nuestros sudores, y derramado hasta la última gota de nuestra sangre. Guiados de un entusiasmo ciego, no hemos considerado que tanto empeño en favor de un País, que no es extranjero, á quien nada debemos, y que no desconocemos, del cual nada podemos esperar, en una ingratitud cruel contra aquel en donde somos nacidos, y que nos subministra el alimento necesario á nosotros y á nuestros hijos; y que nos engañó á los mismos objetos que nosotros deseamos por nuestra primera divisa, en la prueba mas decisiva de la preferencia que debemos dar á la nuestra. Todo lo que hemos prodigado á la ingrata, ha sido pues usurpado de nosotros y nuestros hijos; siendo tanta nuestra simpleza, que no hemos dejado encadenarnos con nuestros hierros; que sino tememos ahora, no nos queda otro Recurso, que el de soportar pacientemente esta ignominiosa esclavitud.

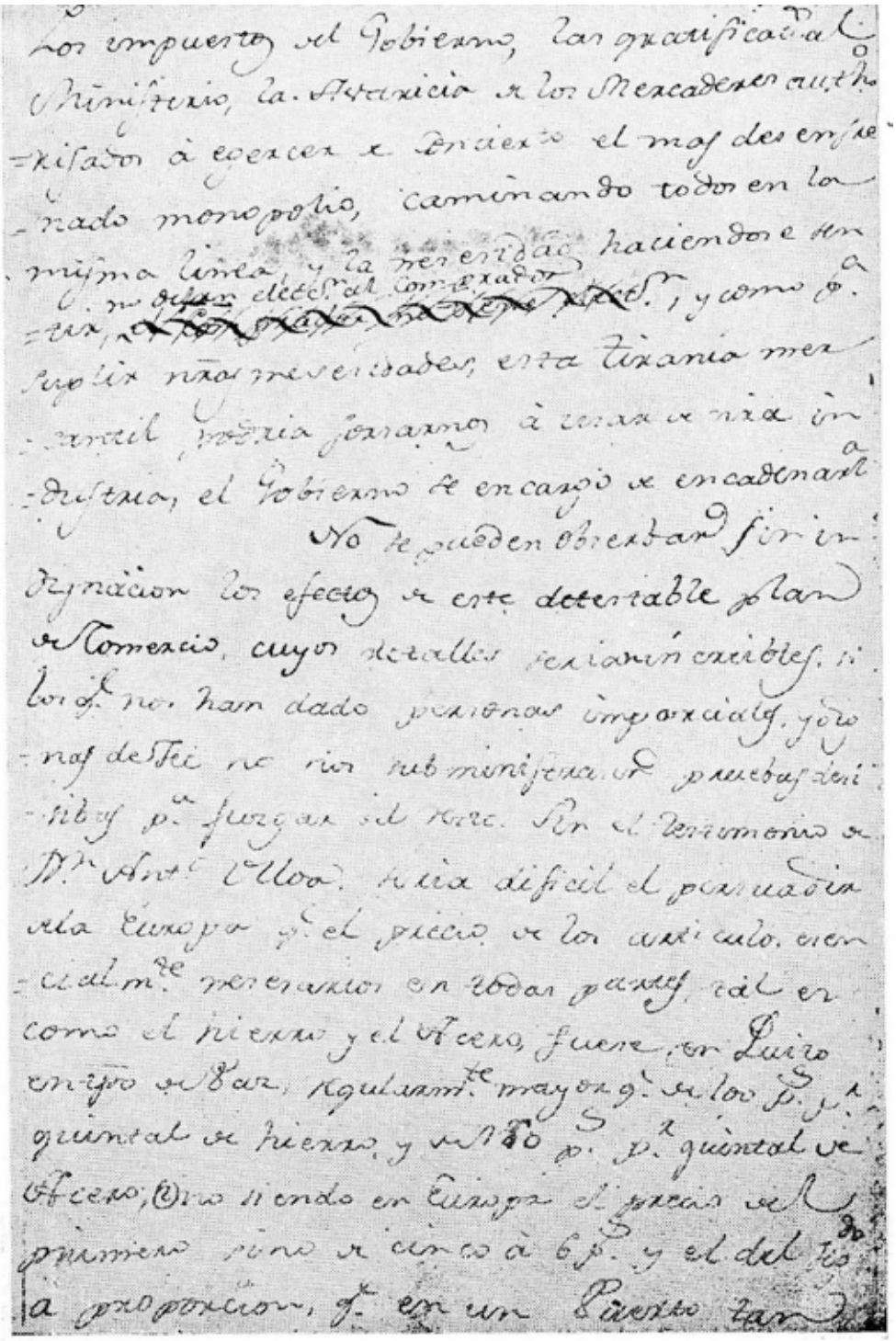
Si como en Existencia nuestra condicion actual, fuese insoportable, seria un

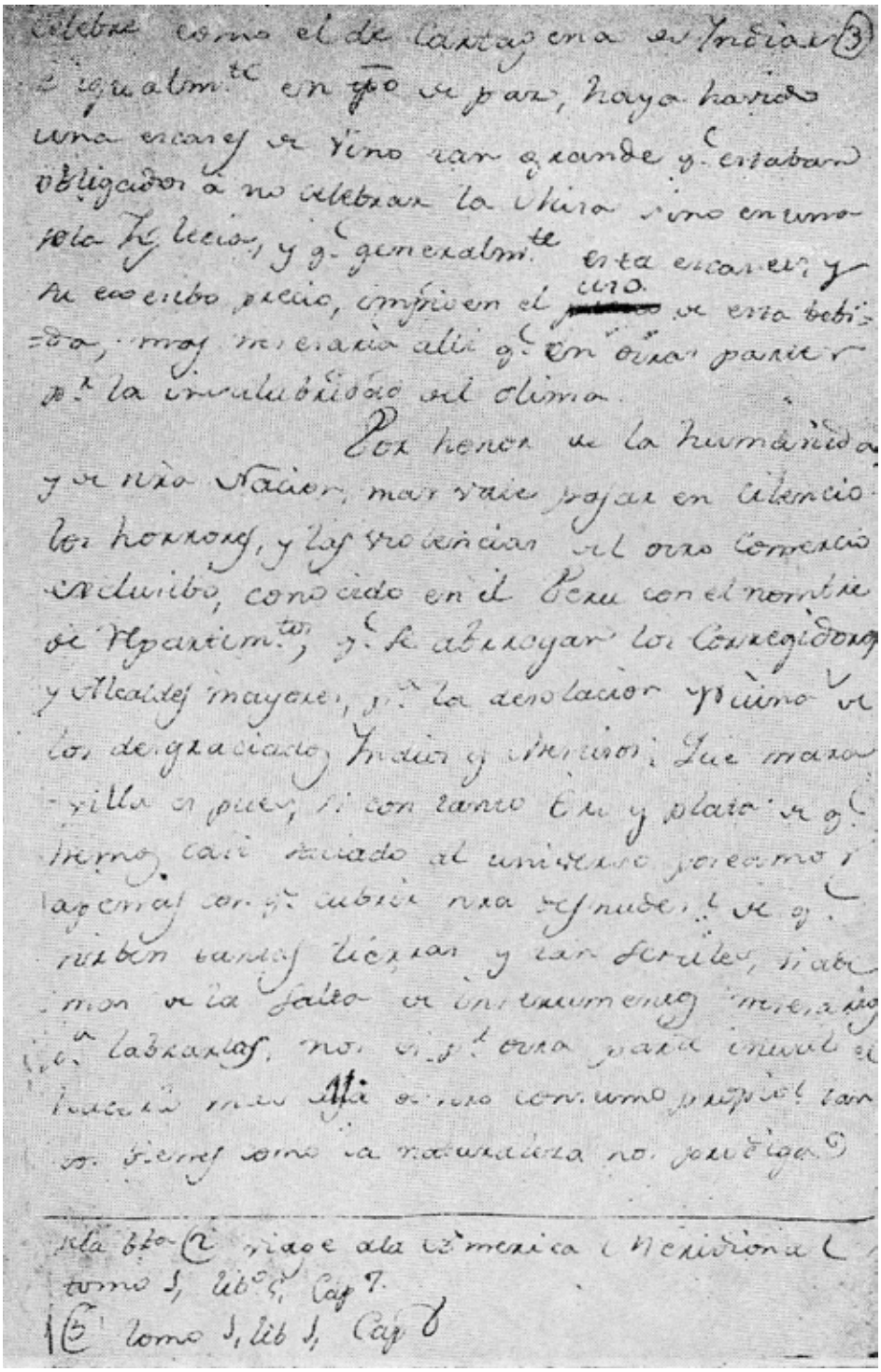




rnos títulos al agradecim.to, y a la mas dis=
=tinguida posteridad de la España, y de su Gobi=
=erno. Pero nuestra recompensa ha sido
[illegible] tal q.e la justicia mas severa
y penal nos habria aplicado castigos seme
jantes, si hubiesemos sido reos de los mas
grandes delitos. La España nos devuelve
a todo el Mundo antiguo, separandonos
de una Sociedad ala q.e estamos unidos con
los lazos mas estrechos; añadiendo à esto
una separacion sin exemplo, a nuestra liber
=tad personal, la cosa igualm.te importante
en la propiedad de estos bienes.

Desde q.e los hombres comen
=zaron à unirse en sociedad p.a su mas
grande bien no deben somos los unicos
à quienes el Gobierno obliga à comprar
lo q.e necesitamos à los precios mas altos
y à vender estas producciones à los precios
mas bajos. Para q.e esta violencia hubiese el
menos mal compuesto, nos han cerrado, como
en una Ciudad sitiada, todos los caminos
p.r donde las otras naciones pudiesen
traernos à precios moderados, y p.r cambio
equitativo, las cosas q.e nos son necesarias



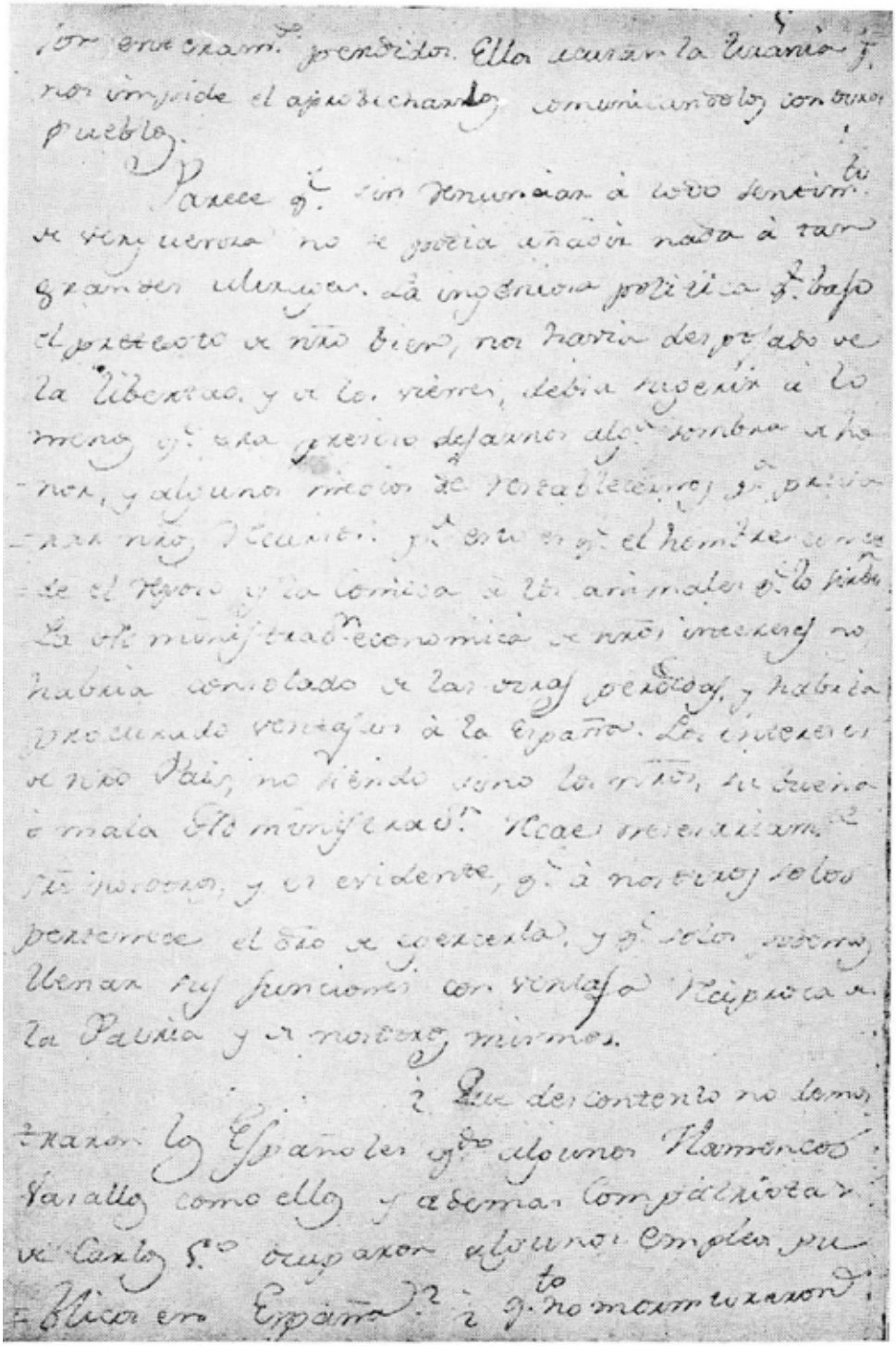


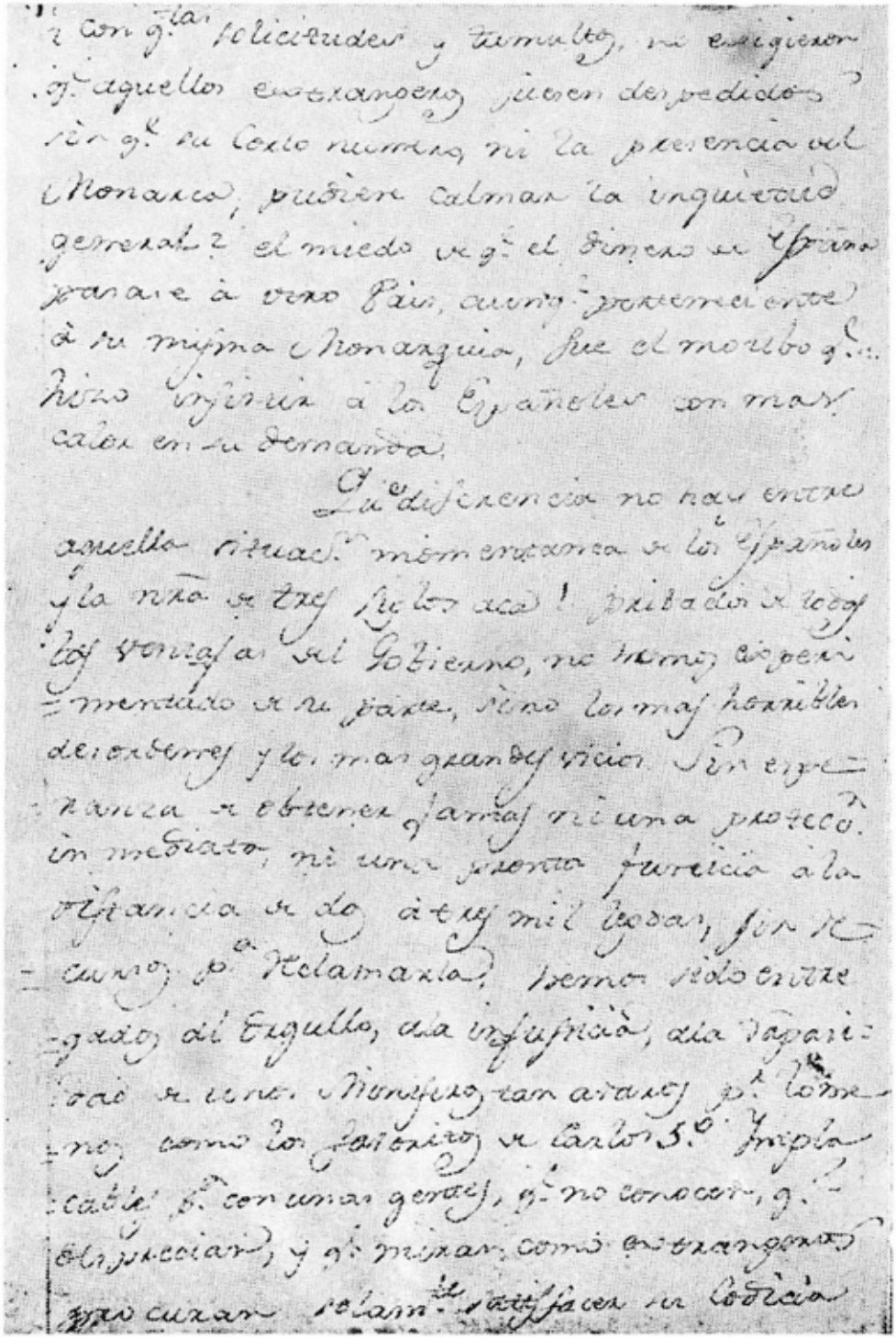
célebre como el de Cartagena de Indias (3)
e igualm.te en q.to de paz, haya habido
una escasez de vino tan grande q.e estaban
obligados a no celebrar la Misa sino en una
sola Yglesia, y q.e generalm.te esta escasez y
su encarecido precio, empieza en el mes de esta bebi-
da, muy mas crecido allí q.e en otra parte
p.r la insalubridad del clima.

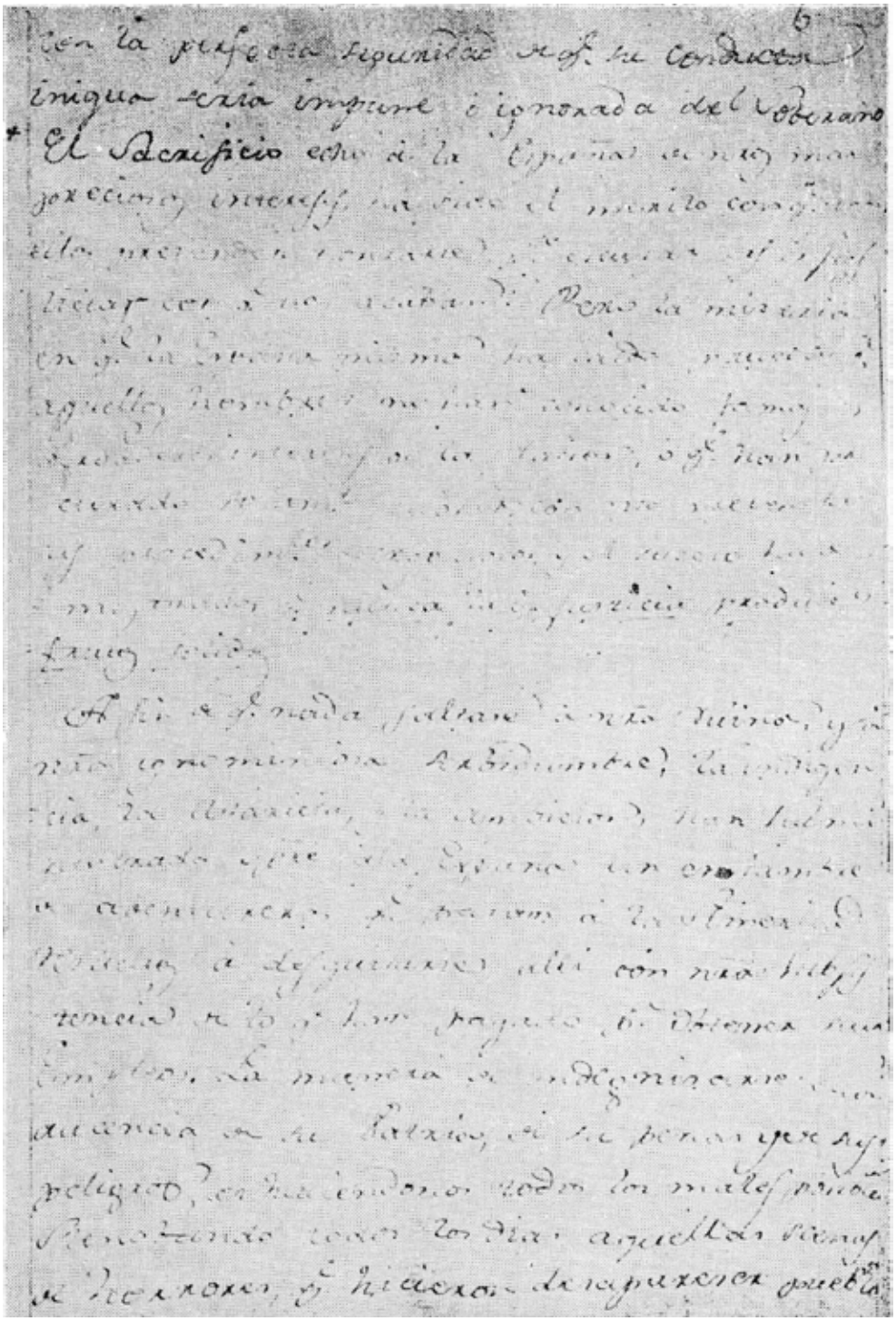
Por honor de la humanidad
y de mi Nacion, no debe pasar en silencio
los horrores, y las vejaciones del otro Comercio
exclusivo, conocido en el Peru con el nombre
de Repartim.to; q.e le abrogaron los Corregidores
y Alcaldes mayores, y.r la desolacion y ruina de
los desgraciados Indios y Mestizos. Fue mara-
villa a pues, q.e con tanto oro y plata de q.e
fueron, casi saciado el universo por cuyo
hallazgo con q.e cubrio una tercera parte de q.e
se componen sus Yslas y tan dilatadas, si aba-
timos de la falta de instrumentos necesarios
p.a labranzas, no es q.e otra para imitar el
lucro mas util de mi consumo propio? tan
q.e fierros como la naturaleza no produjo?

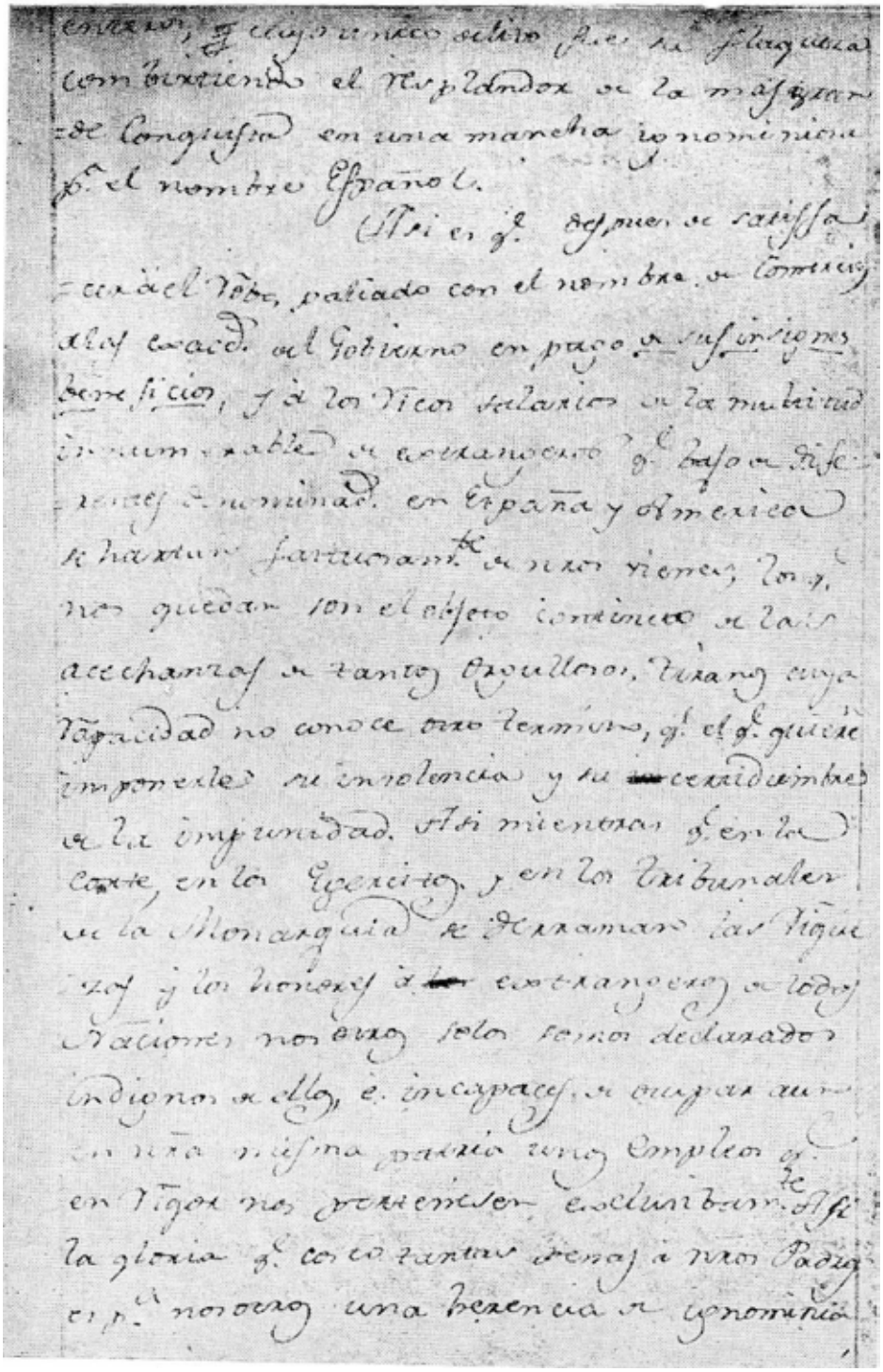
---

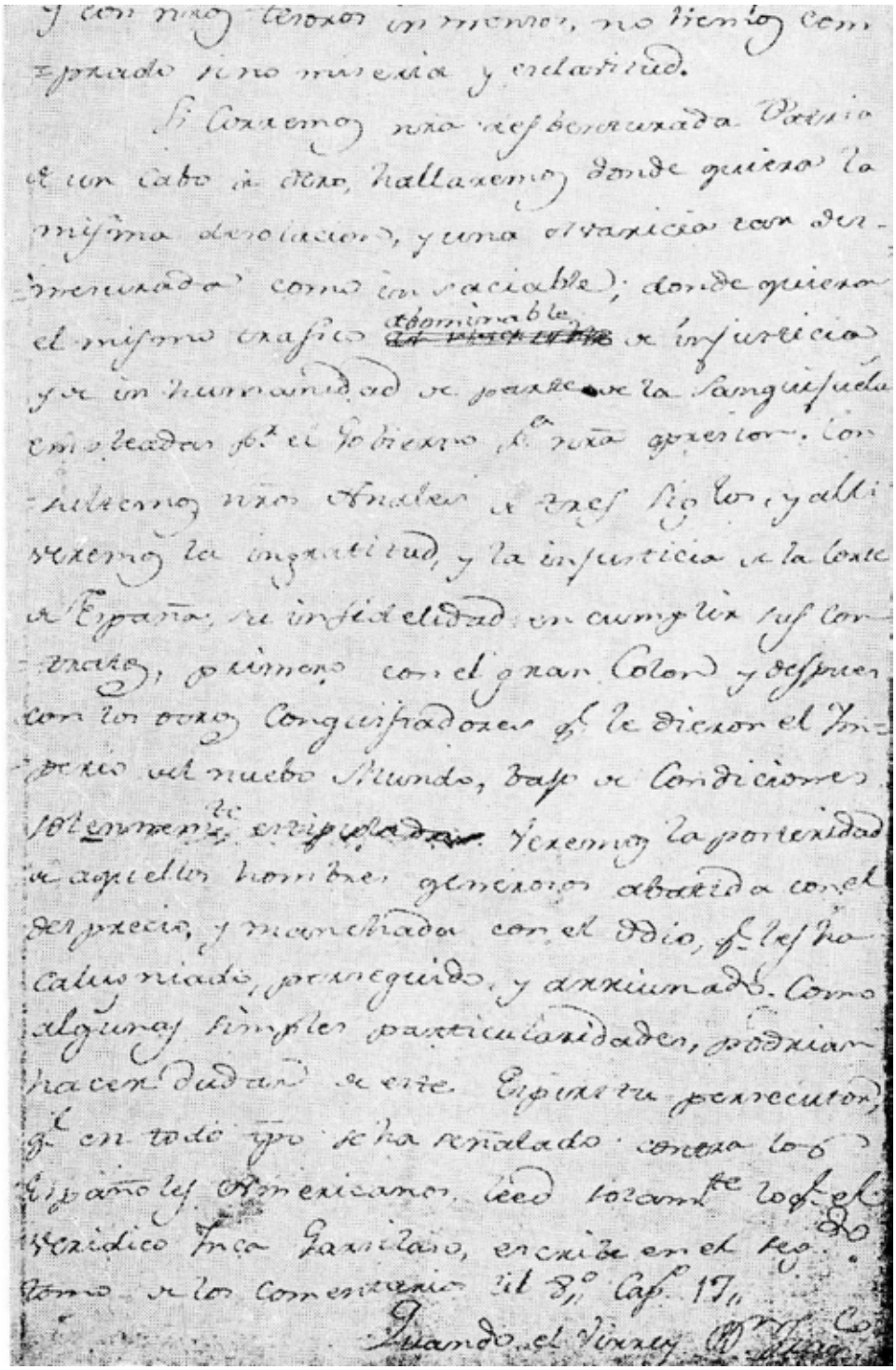
(2) Viage de la America Meridional
tomo 1, lib.o 4, Cap.o 7.
(3) tomo 1, lib 1, Cap 8





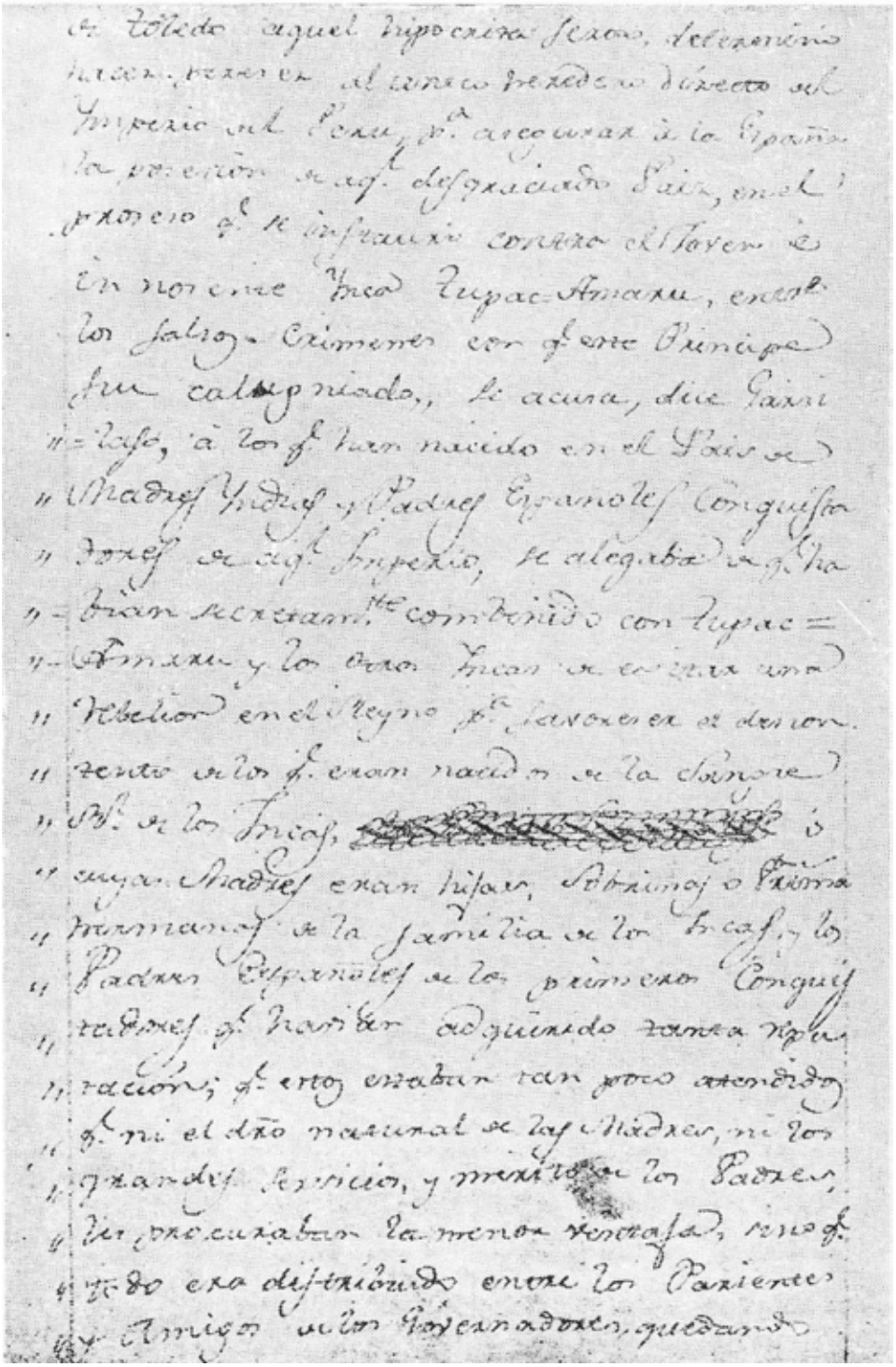


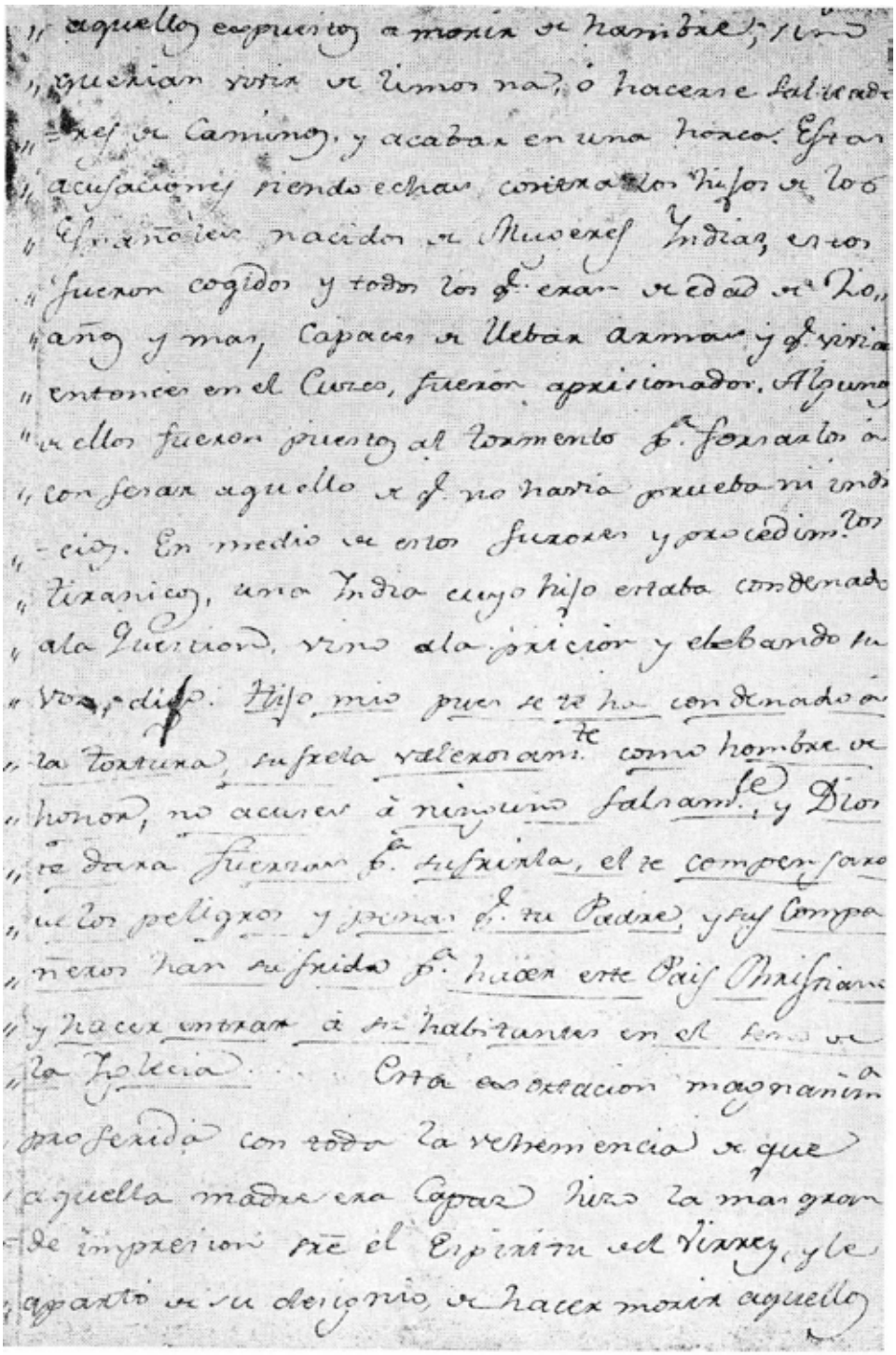




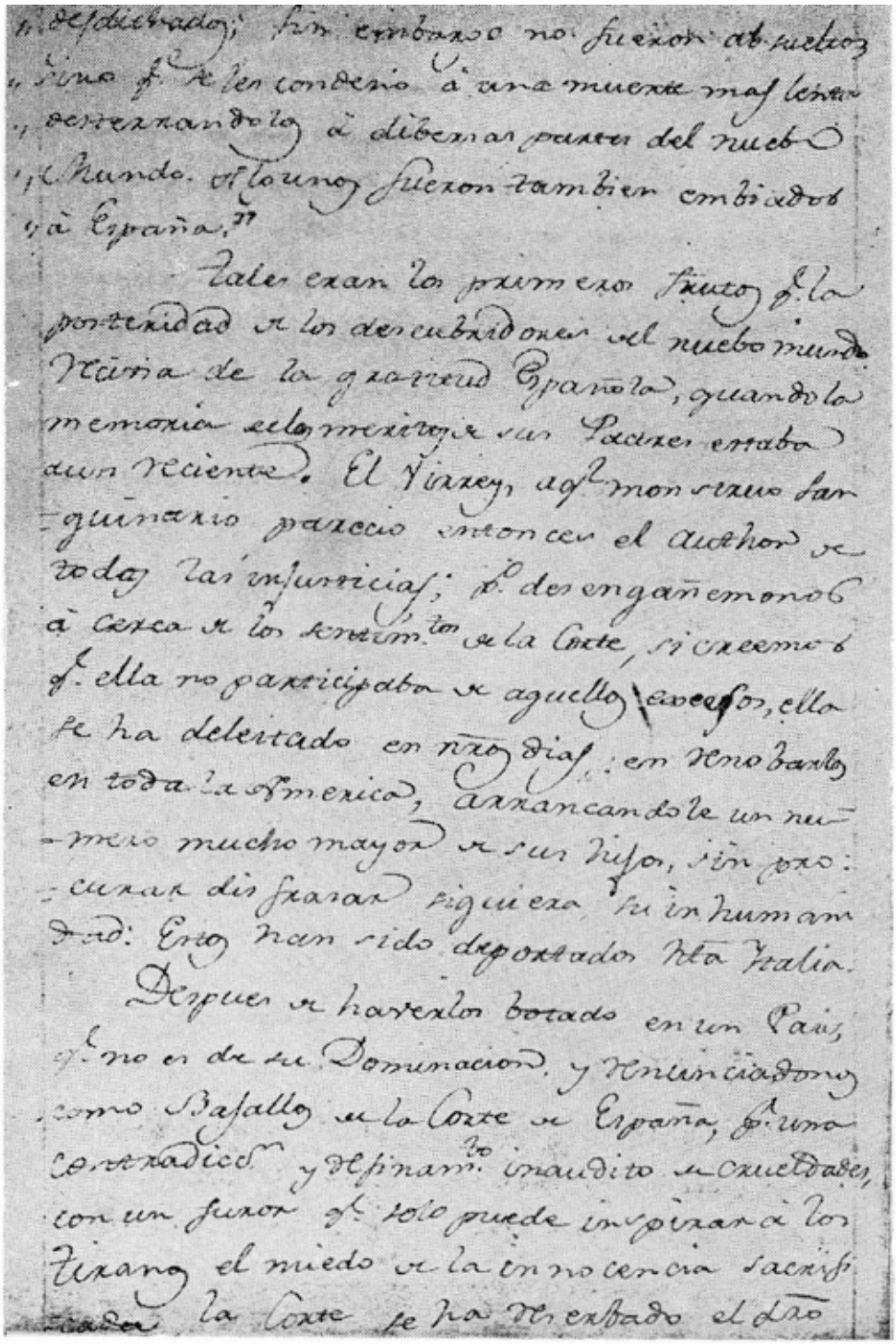
y con mas horror en memor, no hiendo com
prado si no miseria y calamidad.

Si boluemos nra desbenturada Patria
y con cabo a dar, hallaremos donde quiera la
misma desolacion, y una auaricia con des-
enfrenada como insaciable; donde quiera
el mismo trafico ~~abominable~~ de injusticia
y de inhumanidad de parte de la sanguijuela
empleada p.r el Gobierno p.a nra opresion: con
siderem.s nras Anales desde fines del siglo, y allí
veremos la ingratitud, y la injusticia de la Corte
de España, su infidelidad en cumplir sus con-
tratos, primero con el gran Colon y despues
con los otros Conquistadores q.e le dieron el Im-
perio del nuebo Mundo, bajo de condiciones
solemnem.te estipuladas. Veremos la posteridad
de aquellos hombres gloriosos abatida con el
desprecio, y manchada con el Odio, q.e les ha
calumniado, perseguido, y aniquilado. Como
algunas simples particularidades, podrian
hacer dudar de este Espiritu perseguidor,
q.e en todo Gro se ha señalado contra los
Españoles Americanos, leed lacamente los q.e el
Historico Inca Garcilaso, escribe en el Lib.o
Primo de los Comentarios Real.s Cap. 17,
Quando el Virrey D.n Diego





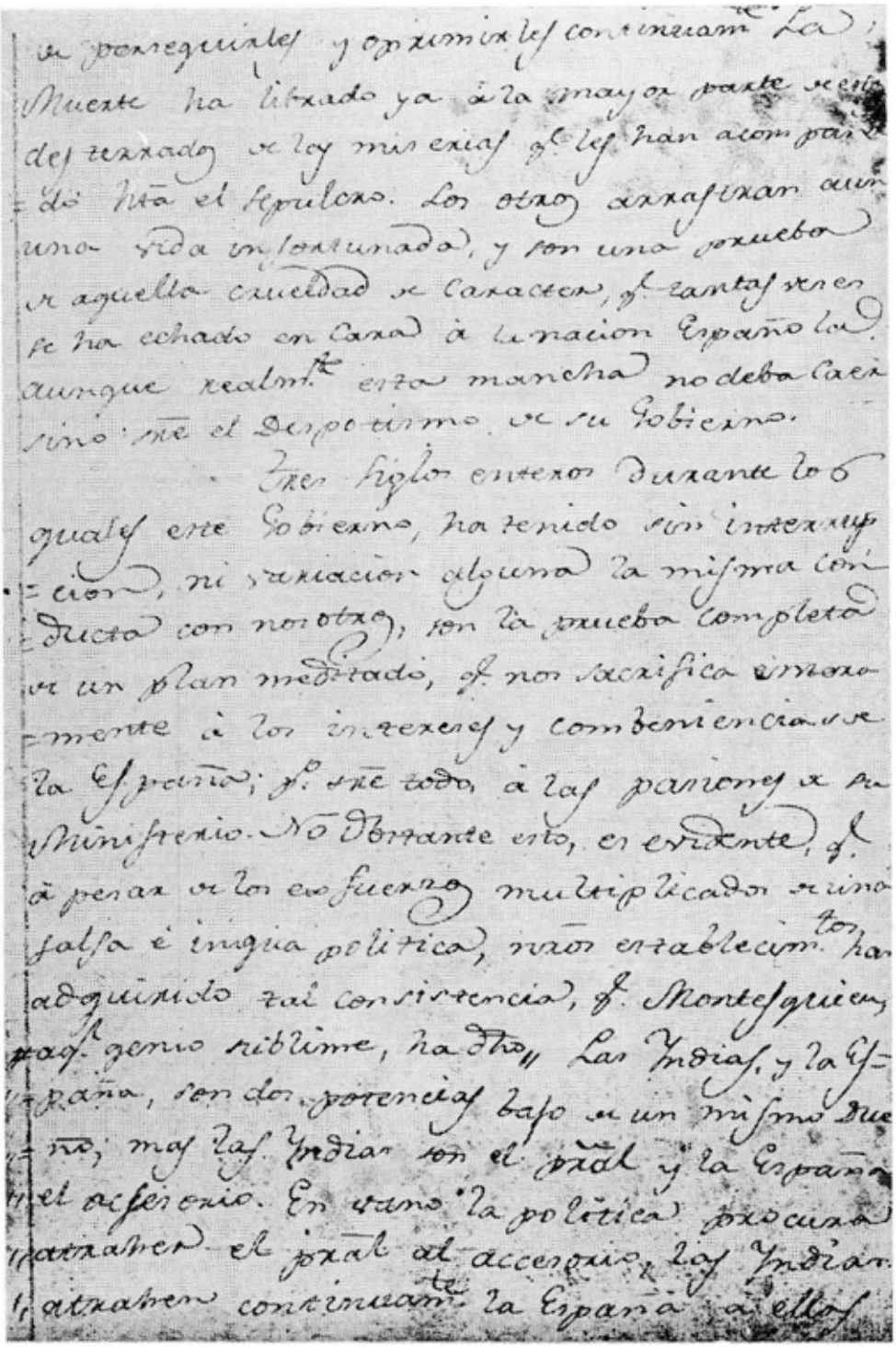
aquello espuesto a morir de hambre; y no
quedan vivir de limosna, ó hacerse salteadores
de Caminos, y acabar en una horca. Estas
acusaciones siendo echas contra los hijos de los
Españoles nacidos en Nuevos Yndias, estos
fueron cogidos y todos los q. eran de edad de 20
años y mas, Capaces de llebar armas y q. viviã
entonces en el Cuzco, fueron aprisionados. Algunos
de ellos fueron puestos al tormento p. forzarlos á
confesar aquello de q. no habia prueba ni indi-
cio. En medio de estos fuzeos y procedimientos
Tiranicos, una Yndia cuyo hijo estaba condenado
ala Guerca, vino ala prision y llebando la
voz, le dijo. Hijo mio pues se te ha condenado a
la tortura, sufrela valerosamente como hombre de
honor, no acuses á ninguno falsamente, y Dios
te dara fuerzas p. sufrirla, el se compadecera
de los peligros y penas de tu Padre, y de tus Compa-
ñeros han sufrido p. hacer este Pais Christiano
y hacer entrar á sus habitantes en el seno de
la Yglesia. Esta exortacion magnanima
pronunciada con toda la vehemencia de que
aquella madre era Capaz hizo la mas grande
impresion en el Espiritu del Virrey, y le
apartó de su designio de hacer morir aquellos

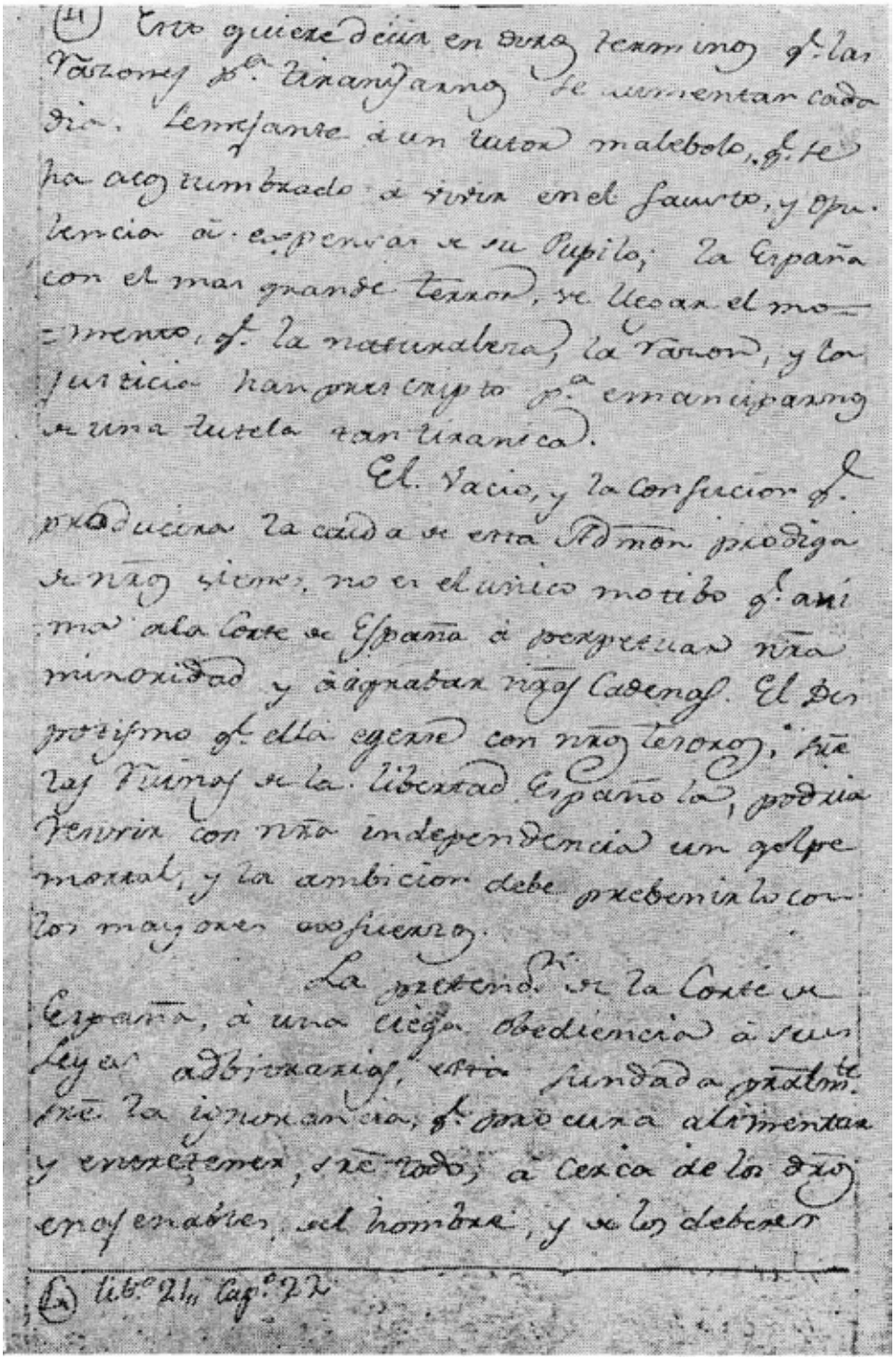


desdichados; sin embargo no fueron absueltos
sino q.e les condeno á una muerte mas lenta
cerrenandolos á dibernar passer del nuebo
Mundo. El vno y otro fueron tambien embiados
á España."

Tales eran los primeros frutos q.e la
posteridad sacaba de los descubrimientos del nuebo mundo.
Ruina de la grandeza Española, quando la
memoria de los mexicanos y sus Payses estaba
aun reciente. El Virrey, q.e mas veces hauia
guinado parecio anunciar el author de
todas las injurias; q.e desengañemonos
á cerca de los sentim.tos de la Corte, si creemos
q.e ella no participaba de aquellos excesos, ella
se ha deleitado en vno dias: en vno barlo
en toda la America, arrancandole un nu-
mero mucho mayor de sus hijos, sin poder
curar disfrazar siquiera su inhumani-
dad. Eso han sido deportados á la Italia.

Despues de hauerlos botados en un Pais,
q.e no es de su Dominacion, y renunciadonos
como Basallos de la Corte de España, q.e una
contradicc.on y desinam.to inaudito de crueldades,
con un furor q.e solo puede inspirar á los
Tiranos el miedo de la inocencia sacrifi-
cados la Corte se ha desembarazado del dro



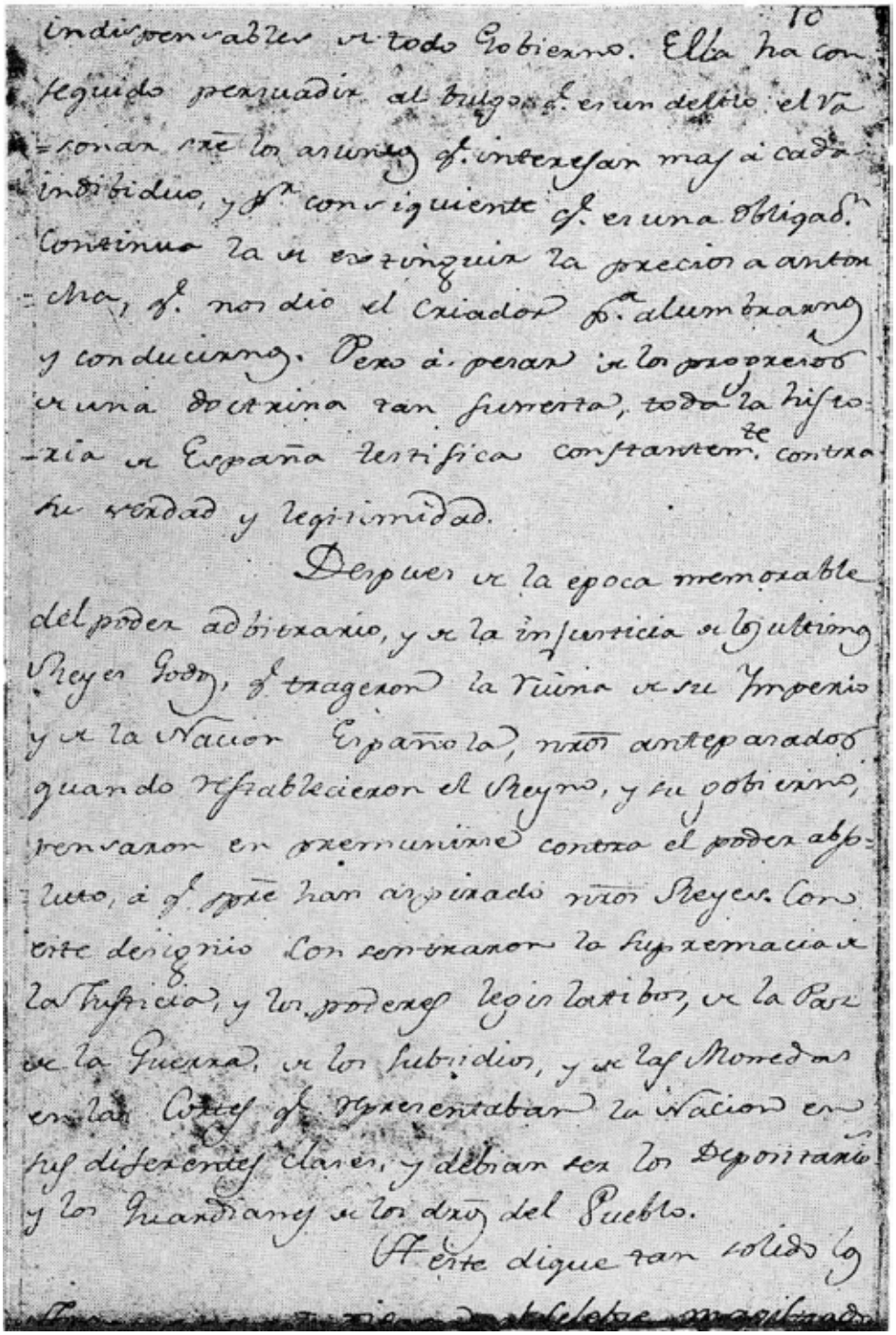


(11) Esto quiere decir en otros terminos q.e las Naciones q.e Vinan faltan de aumentar cada dia. Semejante à un Tutor malevolo, q.e se ha algo encumbrado à vivir en el Sauco, y Opulencia à expensas de su Pupilo; la España con el mas grande temor, se ha hecho el movimiento, q.e la naturaleza, la Razon, y la Justicia han puesto en practica p.a emancipasnos de una tutela tan tiranica.

El Vacio, y la Confucion q.e producira la caida de esta Admon prodiga se nos viene, no es el unico motibo q.e anima à la Corte de España à perpetuar nra minoridad y agrabar nros Cadenas. El Despotismo q.e ella egerce con nros tesoros, fue las Fuerzas de la libertad Española, podria temerse con nra independencia un golpe mortal, y la ambicion debe precaverse los con los mayores esfuerzos.

La pretend.a de la Corte de España, à una ciega obediencia à sus Leyes Abrogadas, estaba fundada principalm.te en la ignorancia, q.e como cosa alimentada y engrandecida, en todo, à cerca de los dos Objetos, del hombre, y de los deberes

(11) Lib.o 2.o Cap.o 22.

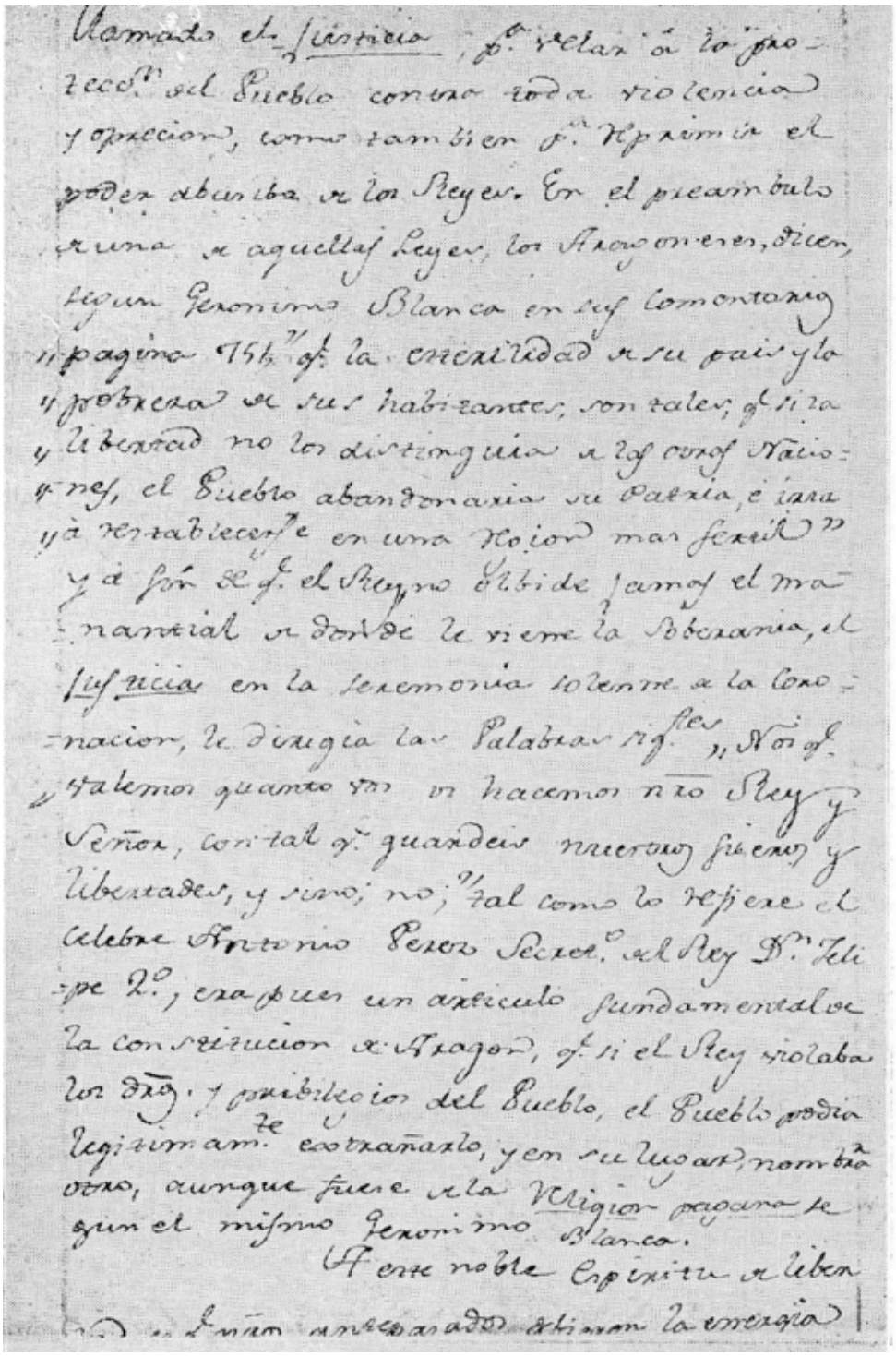


indispensables de todo Gobierno. Ella ha conseguido persuadir al Vulgo q.e es un delito el Razonar sre los asuntos q.e interesan mas á cada individuo, y q.e consiguiente q.e es una obligac.n Continua la de estinguir la precion anterior, q.e nos dio el Criador p.a alumbrarnos y conducirnos. Pero á pesar de los progresos de una doctrina tan funesta, toda la Historia de España testifica constantem.te contra su verdad y legitimidad.

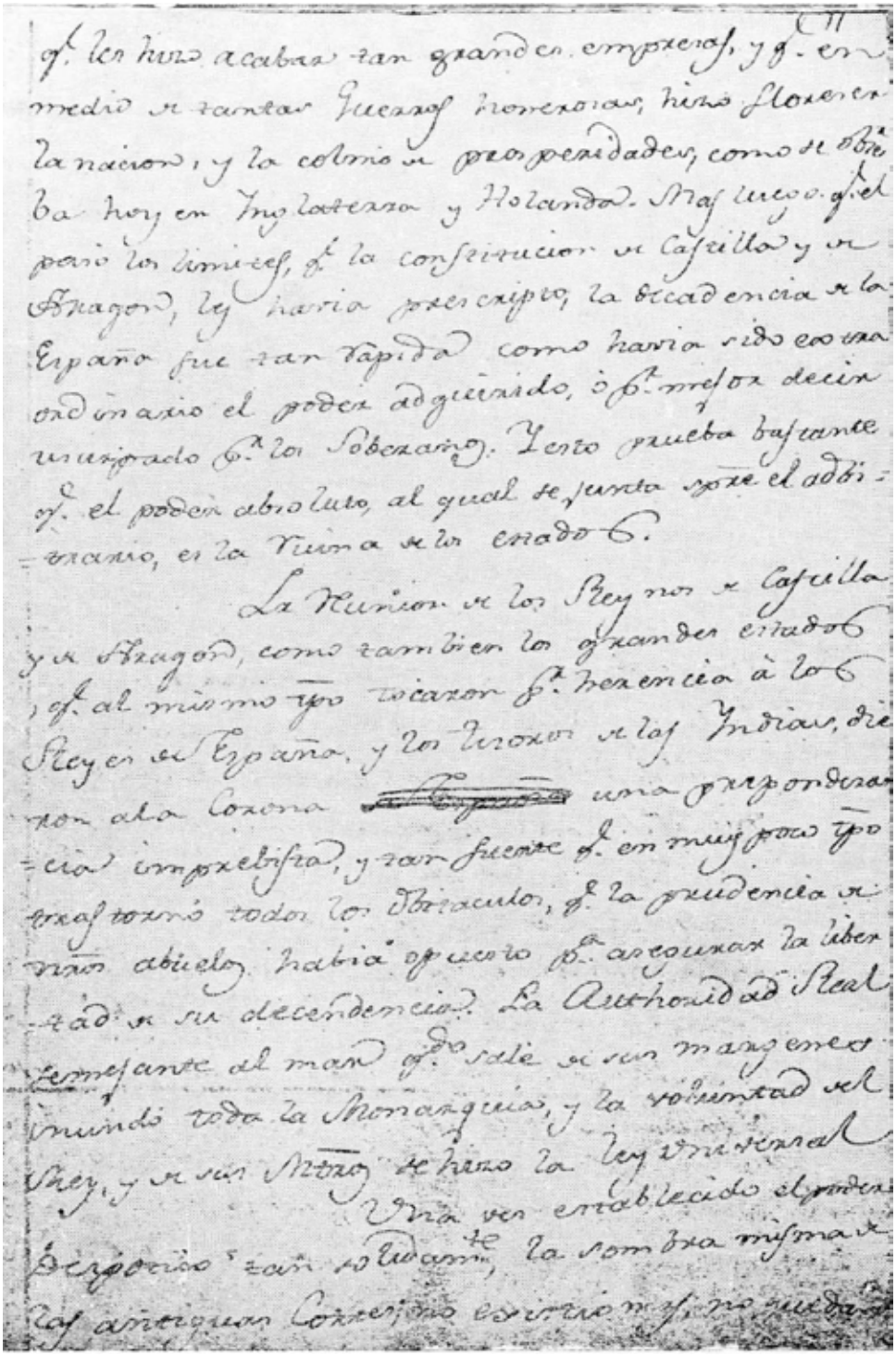
Despues de la epoca memorable del poder arbitrario, y de la injusticia de los ultimos Reyes Godos, q.e trageron la ruina de su Imperio y de la Nacion Española, unos antepasados quando restablecieron el Reyno, y su gobierno, pensaron en precaverse contra el poder absoluto, á q.e pue han aspirado unos Reyes. Con este designio Con servaron la supremacia de la Justicia, y los poderes legislativos, de la Paz de la Guerra, de los subsidios, y de las Monedas en las Cortes q.e representaban la Nacion en sus diferentes Clases, y debian ser los Depositarios y los Guardianes de los drs del Pueblo.

A este digno tan solido fu

[illegible] celebre [illegible]

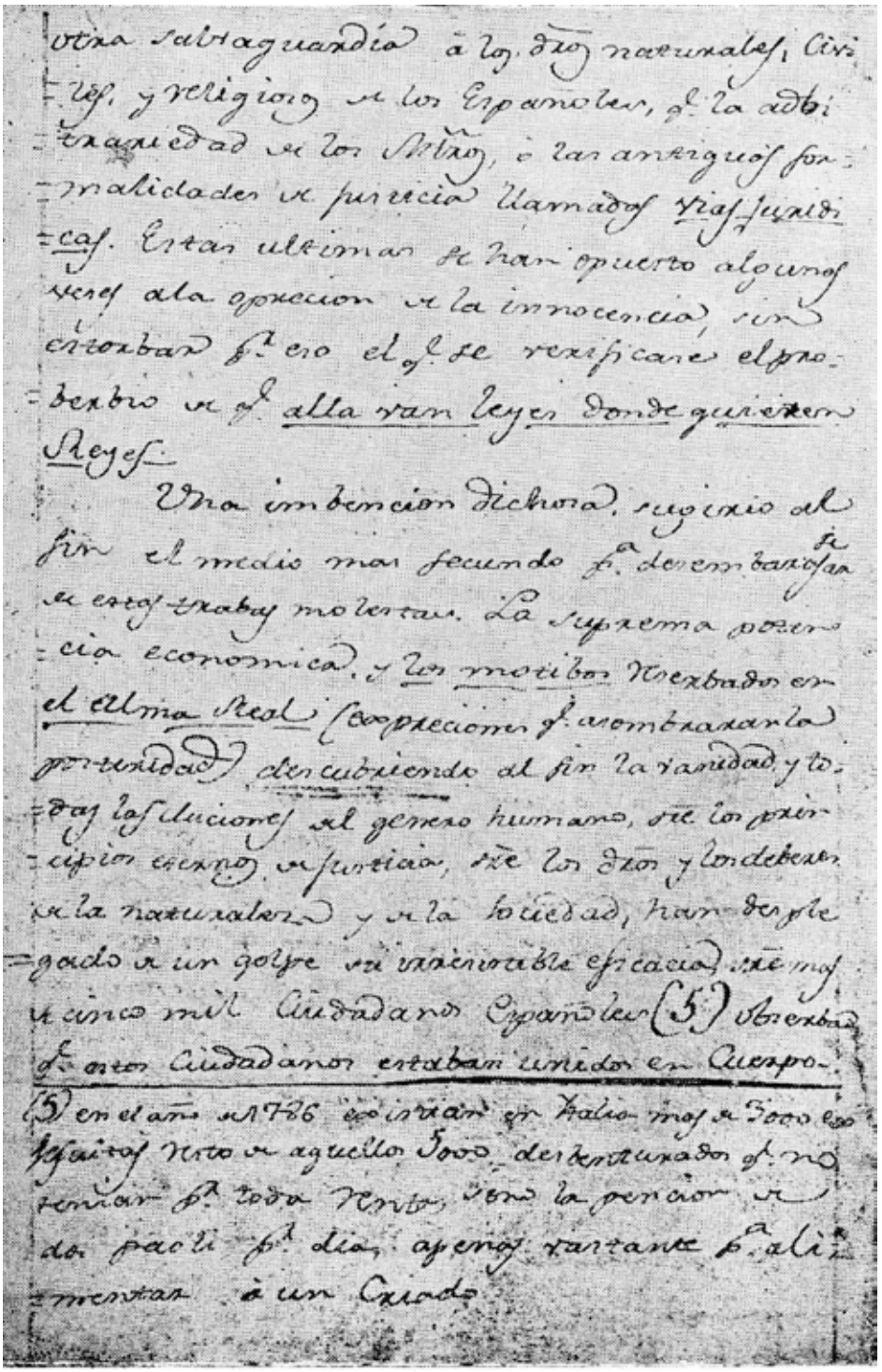


llamado el Justicia, p.a velar á lo pro-
tec.n del Pueblo contra toda violencia
y opresion, como tambien p.a Reprimir el
poder absoluto de los Reyes. En el preambulo
ó una de aquellas Leyes, los Aragoneses, dicen,
segun Geronimo Blanca en sus Comentarios
á pagina 756 y sig.s la. enemistad de su pais y lo
y probreza de sus habitantes, son tales, q.e si la
y libertad no los distinguia de los demas Natio-
nes, el Pueblo abandonaria su Patria, é iria
y á establecerse en una Nacion mas servil"
y á fin de sig.r el Reyno dibide Jasmes el ma-
nantial de donde le viene la Soberania, el
Justicia en la ceremonia solemne de la Coro-
nacion, le dirigia las Palabras sig.tes, "Nos sig.s
y Valemos quanto vos os hacemos nro Rey y
Señor, con tal q.e guardeis nuestros fueros y
libertades, y sino, no; tal como lo refiere el
celebre Antonio Perez Secret.o del Rey D.n Feli-
pe 2.o, era pues un articulo fundamental de
la constitucion de Aragon, q.e si el Rey violaba
los Fueros y prohibicion del Pueblo, el Pueblo podia
legitimam.te destronarlo, y en su lugar nombrar
otro, aunque fuese de la Religion pagana se-
gun el mismo Geronimo Blanca.
A este noble Espiritu de libert-
[illegible] q.e [illegible] adquirieron la energia



q. les hizo acabar tan grandes empresas, y q. en
medio de tantas Guerras horrorosas, hizo florecer
la nacion, y la colmó de prosperidades, como se obr
ba hoy en Inglaterra y Holanda. Mas luego q. el
pais los limites, q. la constitucion de Castilla y de
Aragon, les habia prescripto, la decadencia de la
España fue tan rapida como habia sido esa ma
ordinaria el poder adquirido, ò q. mejor decir
usurpado q. los Soberanos. Esto prueba bastante
q. el poder absoluto, al qual se junta por el abso-
=luto, es la ruina de los estados.

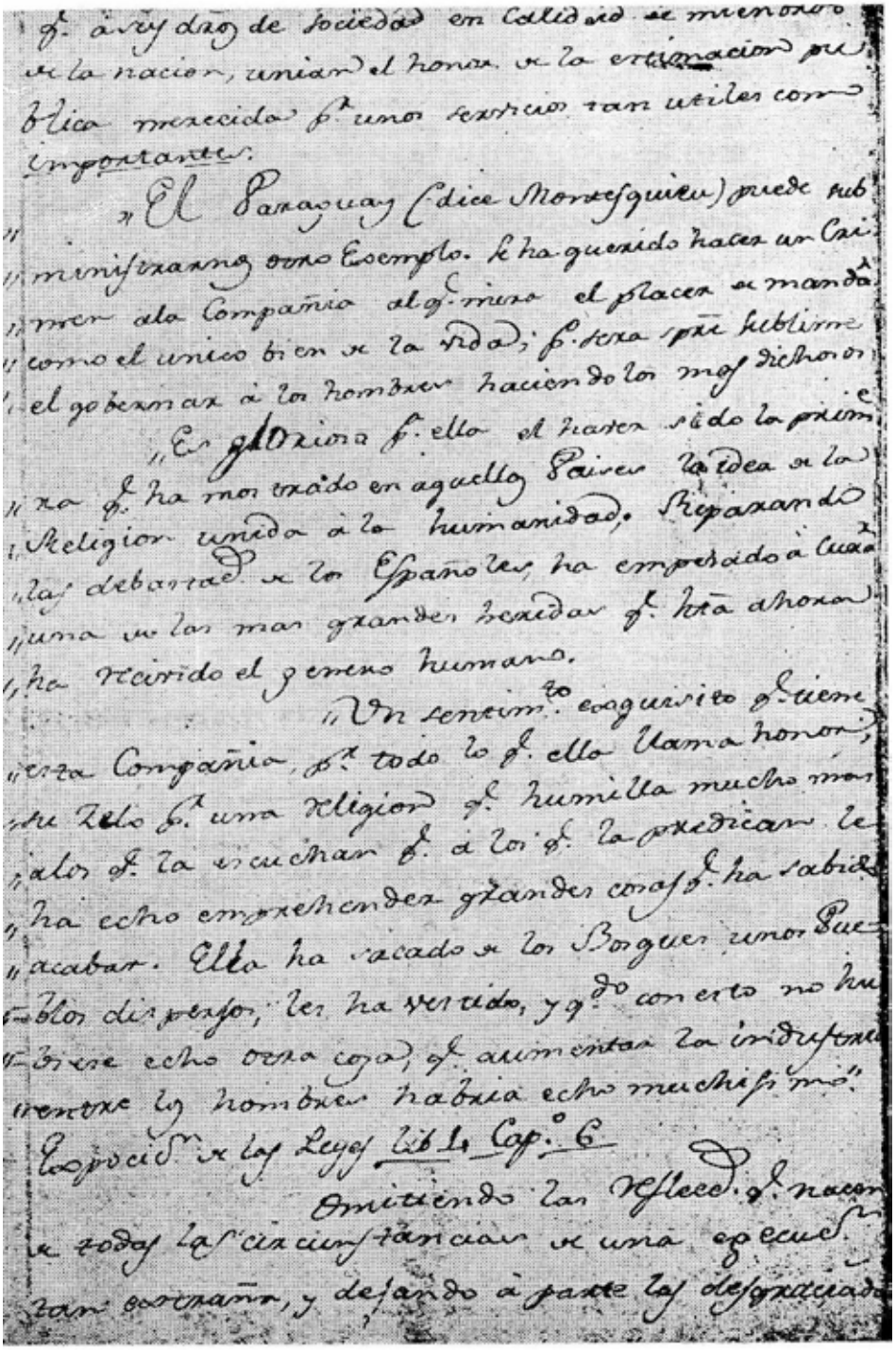
La Reunion de los Reynos de Castilla
y de Aragon, como tambien los grandes estados
, q. al mismo tpo vinieron q. herencia à los
Reyes de España, y los Reynos de las Indias, die
ron ala Corona [redacted] una preponderan
=cia imponderable, y tan fuerte q. en muy poco tpo
exaltaron todos los Gabinetes, q. la prudencia de
estos abuelos habia q. cuesto q. asegurar la liber
=tad de sus descendencias. La Authoridad Real
semejante al mar q. sale de sus margenes
inundò toda la Monarquia, y la voluntad del
Rey, y de sus Ministros hizo la ley universal
Una vez establecido el grande
despotismo tan solidamente, la sombra misma de
las antiguas Constituciones escritas no quedan



otra salvaguardia à los dos naturales, civiles, y religiosos de los Españoles, q.e la adbiniquidad de los Años, è las antiguas formalidades de justicia llamadas Vias Juridicas. Estas ultimas se han opuesto algunas veces ala oprecion de la inocencia, sin embargo q.e eso el q.e se verifica en el proverbio de q.e alla van leyes donde quieren Reyes.

Una imbencion dichosa, sugirio al fin el medio mas fecundo q.e desembarazase de estos trabas molestas. La suprema potencia economica, y los motibos Nacbados en el alma Real (cooperacion q.e asombrasse la posteridad) descubriendo al fin la vanidad, y todas las ficciones del genero humano, de los principios eternos de justicia, de los dros y los deberes de la naturaleza y de la sociedad, han desplegado à un golpe su irrisistible eficacia. Mas de cinco mil Ciudadanos Españoles (5) obscuros q.e estos Ciudadanos estaban unidos en Cuerpo.

(5) en el año de 1786 se imbiaron en Italia mas de 5000 pesos fuertes de Renta de aquello 5000 de ellos asignados q.e no tenian q.e toda Renta, sino la pension de dos pacos q.e dia, q.e era tan corta q.e alimentar à un Criado.



q. avrá dado de sociedad en calidad de menores
de la nacion, unian el honor de la estimacion pu-
blica merecida q. unos servicios tan utiles com-
importantes.

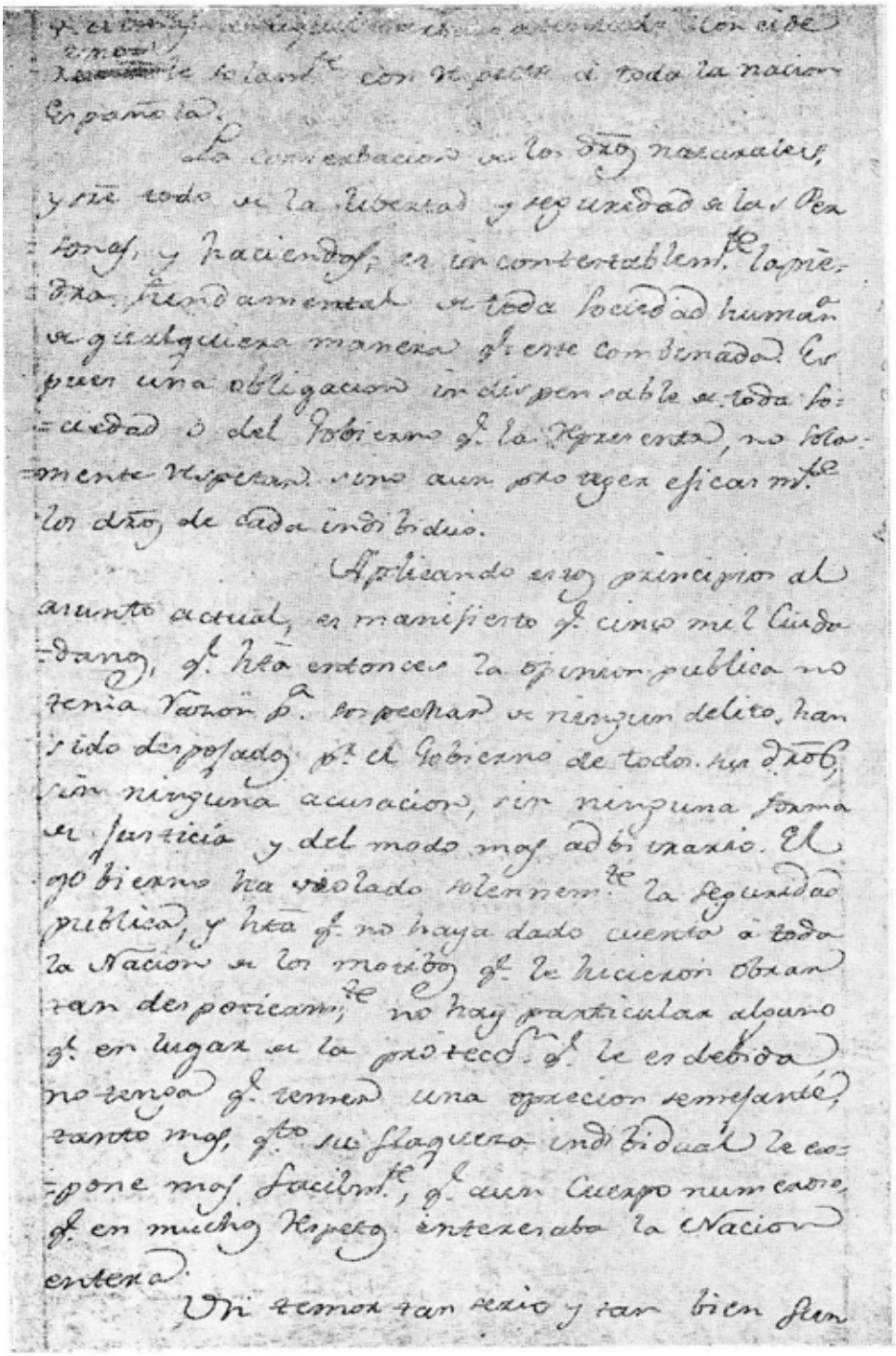
„El Paraguay (dice Montesquieu) puede sub
„ministrarnos otro Exemplo. Se ha querido hacer un Cri-
„men de la Compañia de q. mismo el placer se manda
„como el unico bien de la vida; q. sera que sublimine
„el gobernar à los hombres haciendo los mas dichosos.

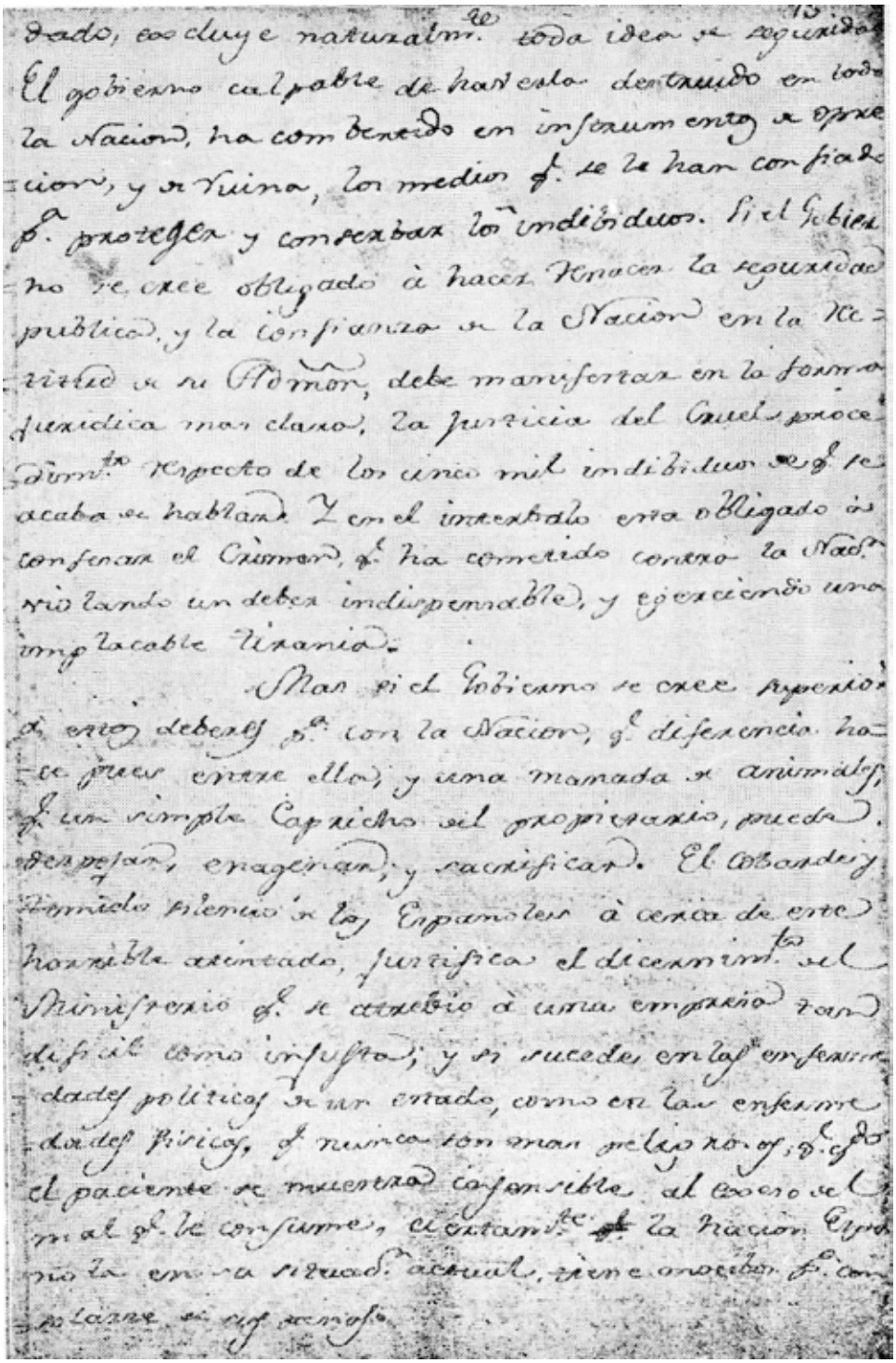
„Es gloria q. ella el haber sido la prim-
„ra q. ha mostrado en aquellos Paises la idea de la
„Religion unida à la humanidad. Separando
„las desbaratadas de los Españoles, ha empedrado à cua-
„una de las mas grandes heridas q. hoy ahora
„ha recivido el genero humano.

„Un sentimto exquisito q. tiene
„esta Compañia, q. todo lo q. ella llama honor,
„su Zelo q. una Religion q. humilla mucho mas
„alos q. la escuchan q. à los q. la predican le
„ha echo emprehender grandes cosas q. ha sabido
„acabar. Ella ha sacado de los Bosques unos Pue-
blos dispersos, les ha vestido, y q. do esto no hu-
biese echo otra cosa, q. aumentar la industria
„entre los hombres habria echo muchisimo".

Espiritu de las Leyes Lib. 4 Cap.o 6

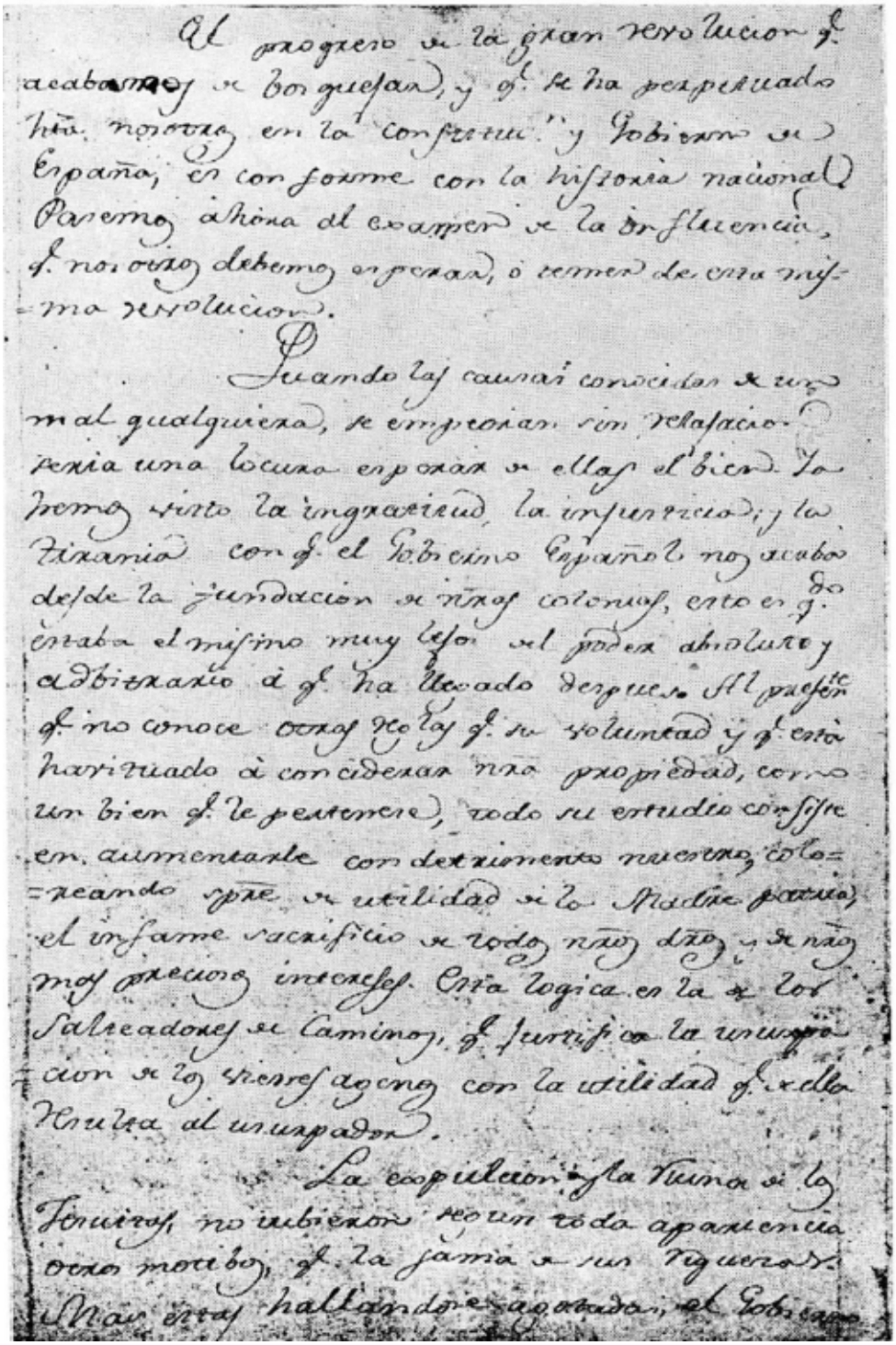
Omitiendo las reflexes. q. nacen
de todas las circunstancias de una ocurren-
cia tan extraña, y dejando à parte las desgracias





dado, se duye naturalm.te toda idea de seguridad
El gobierno culpable de hasta este descuido en todo
la Nacion, ha convertido en instrumento de opre
cion, y de ruina, los medios q.e se le han confiado
p.a proteger y conservar los individuos. Si el Gobier
no se cree obligado à hacer nacer la seguridad
publica, y la confianza de la Nacion en la Re
titud de su Gobierno, debe manifestar en la forma
juridica mas clara, la justicia del Cruel proce
dim.to respecto de los unicos mil individuos de q.e se
acaba de hablar. Y en el intervalo era obligado à
confesar el Crimen, q.e ha cometido contra la Nac.n
violando un deber indispensable, y ejerciendo una
implacable tirania.

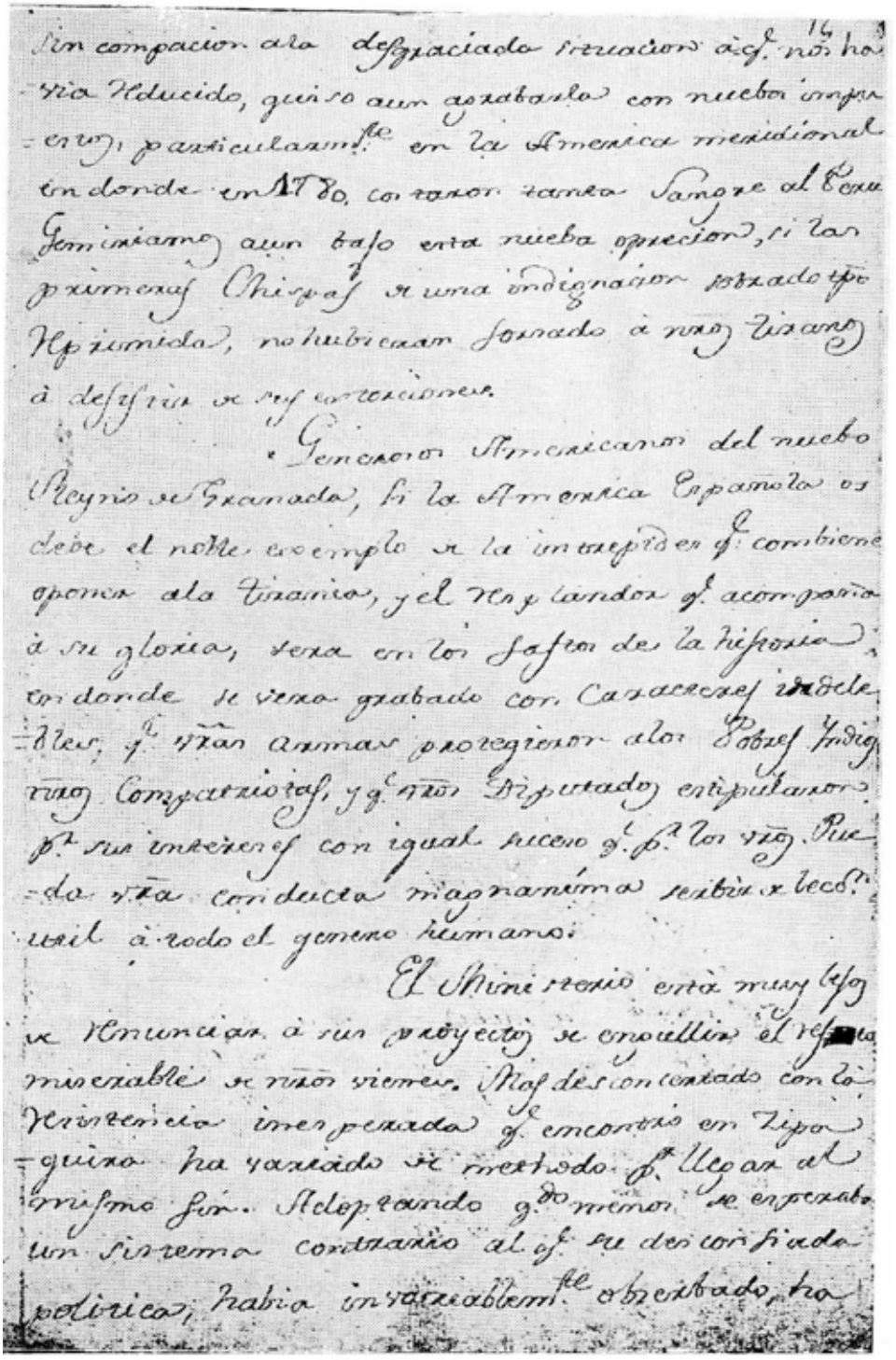
Mas si el Gobierno se cree superior
à esto debe dar p.r con la Nacion, q.e diferencia ha
de pues entre ellos, y una manada de animales,
q.e un simple Capricho del propietario, puede
despedazar, enagenar, y sacrificar. El Cobarde y
Remiso pleno de los Españoles à vista de este
horrible atentado, justifica el discernim.to del
Ministerio q.e se atrevio à una empresa tan
dificil como injusta; y si sucede en las enfermed.es
dades politicas de un estado, como en las enfermed.
dades fisicas, q.e ruinan con mas peligro no obs.te q.e
el paciente se muestra insensible al rigor del
mal q.e le consume, el cirujano de la Nacion Cyru
gia la en su actual situacion, viene aprobar p.r com
placiente su injusto proceso.



Al progreso de la gran revolucion q.
acaba[illegible] de bosquejar, y q. se ha perpetuado
hta. nosotros en la constitucion: y Gobierno de
España, es conforme con la historia nacional
Paremos ahora al exemplar de la influencia,
q. nosotros debemos esperar, ó temer de esta mis-
ma revolucion.

Quando las causas conocidas de un
mal qualquiera, se emprenden sin relaxacion
seria una locura esperar de ellas el bien. Lo
hemos visto la ingratitud, la insurreccion, y la
tiranía con q. el Gobierno Español nos acabo
desde la fundacion de estas colonias, esto es q.
estaba el mismo muy lexos del poder absoluto y
arbitrario á q. ha llegado despues. Al presente
q. nos conoce como sus propias q. su voluntad y q. está
habituado á considerar esta propiedad, como
un bien q. le pertenece, todo su estudio consiste
en aumentarle con detrimento nuestro, colo-
cando sobre su utilidad si lo Madre patria
el infame sacrificio de todos estos dos, y de estos
mas preciosos intereses. Esta logica es la de los
Salteadores de Caminos, q. justifica la usurpa-
cion de los bienes agenos con la utilidad q. de ella
resulta al usurpador.

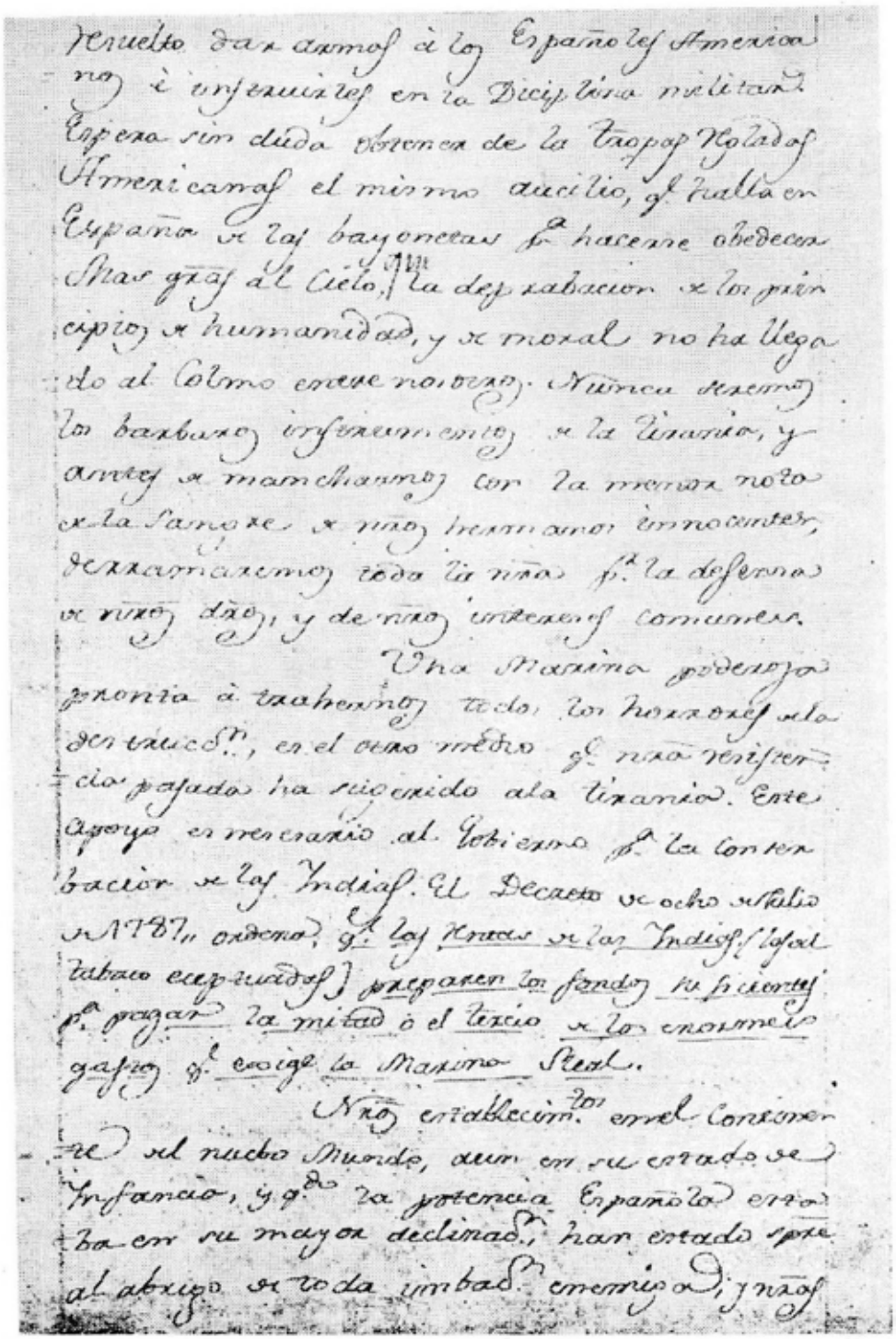
La espulsion de la Ruina de los
Jesuitas no tubieron por mas toda apariencia
otros motibos, q. la fama de sus riquezas.
Mas estos hallandose sequestrados, el Gobierno



sin compacion ala desgraciada situacion à q.e nos ha
-via reducido, quiso aun agrabarla con nuebos empre
-sos, particularm.te en la America meridional
en donde en 1.o de 8.bre con razon tanto Sangre del Peru
Gemimiamos aun baxo esta nueba opresion, si los
primeros Chispas de una indignacion justamente
Hprimida, no hubieran sonado à nros Tiranos
à desfallecer de sus corazones.

Generosos Americanos del nuebo
Reyno de Granada, si la America Española os
debe el noble exemplo de la intrepidez q.e combiene
oponer ala tirania, y el Rey Cielos q.e acompañe
à su gloria, sera en los fastos de la historia
en donde se vera grabado con Caracteres indele
-bles, q.e vrras animas proregieron alos Sobres Indios
nros Compatriotas, y q.e nros Diputados entipulasen
p.r sus intereses con igual suceso q.e p.r los vrros. Pue
-da vra conducta magnanima servir de lecc.n
util à todo el genero humano.

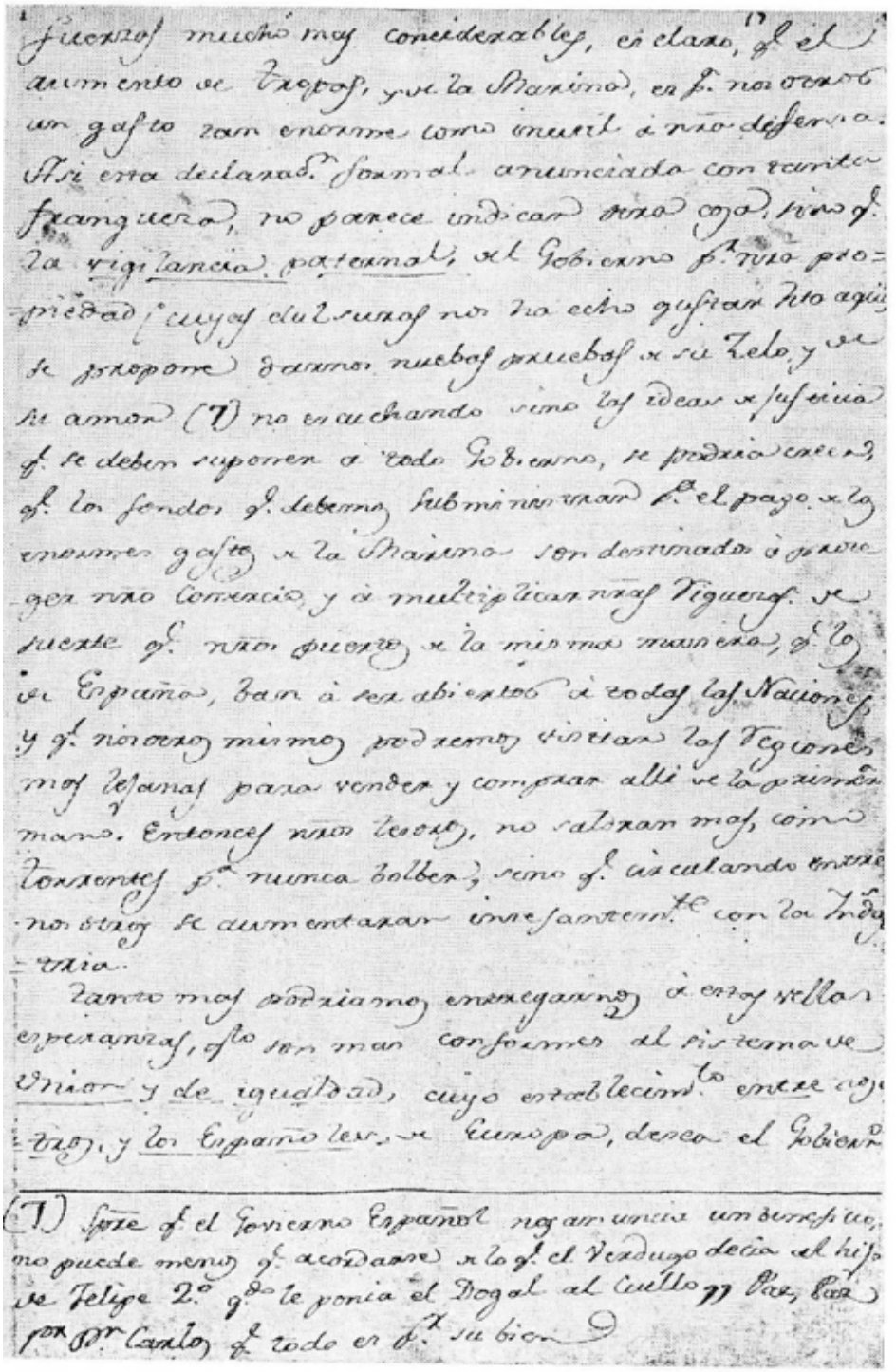
El Ministerio esta muy lejos
de renunciar à sus proyectos de engullirse el resto
miserable de nros bienes. Nos desconsolado con la
Herencia imesperada q.e encontro en Lipo
-quina ha variado de metodo p.a llegar al
mismo fin. Adoptando q.do mismo se esperaba
un sistema contrario al q.e su desconfiada
politica, habia invariablem.te observado, ha



Resuelto dar armas á los Españoles Americanos é instruirlos en la Disciplina militar. Espera sin duda obtener de la Lealtad y Valor de los Americanos el mismo auxilio, q.e halla en España de las bayonetas q.e hacenle obedecer mas gratas al Cielo, la depravacion de los principios y humanidad, y de moral no ha llegado al colmo entre nosotros. Nunca desecmos los barbaros insultos de la Tiranía, y antes de manchar nos con la menor nota de la sangre de nros hermanos inocentes, desarmaremos toda la nacion q.e la defienda de nros dros, y de sus injustos comunes.

Una Maxima poderosa gravita á trabernos todos los horrores de la destruccion, en el otro medio q.e nos resistencia pasados ha sucumbido ala tiranía. Este agovio es necesario al Gobierno q.e la conservacion de los Indias. El Decreto de ocho de Julio 1787 ordena q.e los Jueces de los Indias q.e fiscal cobrasen ejecutados y preparen los fondos de suerte q.e pagar la mitad ó el tercio de los embargos q.e cobije la Maxima Real.

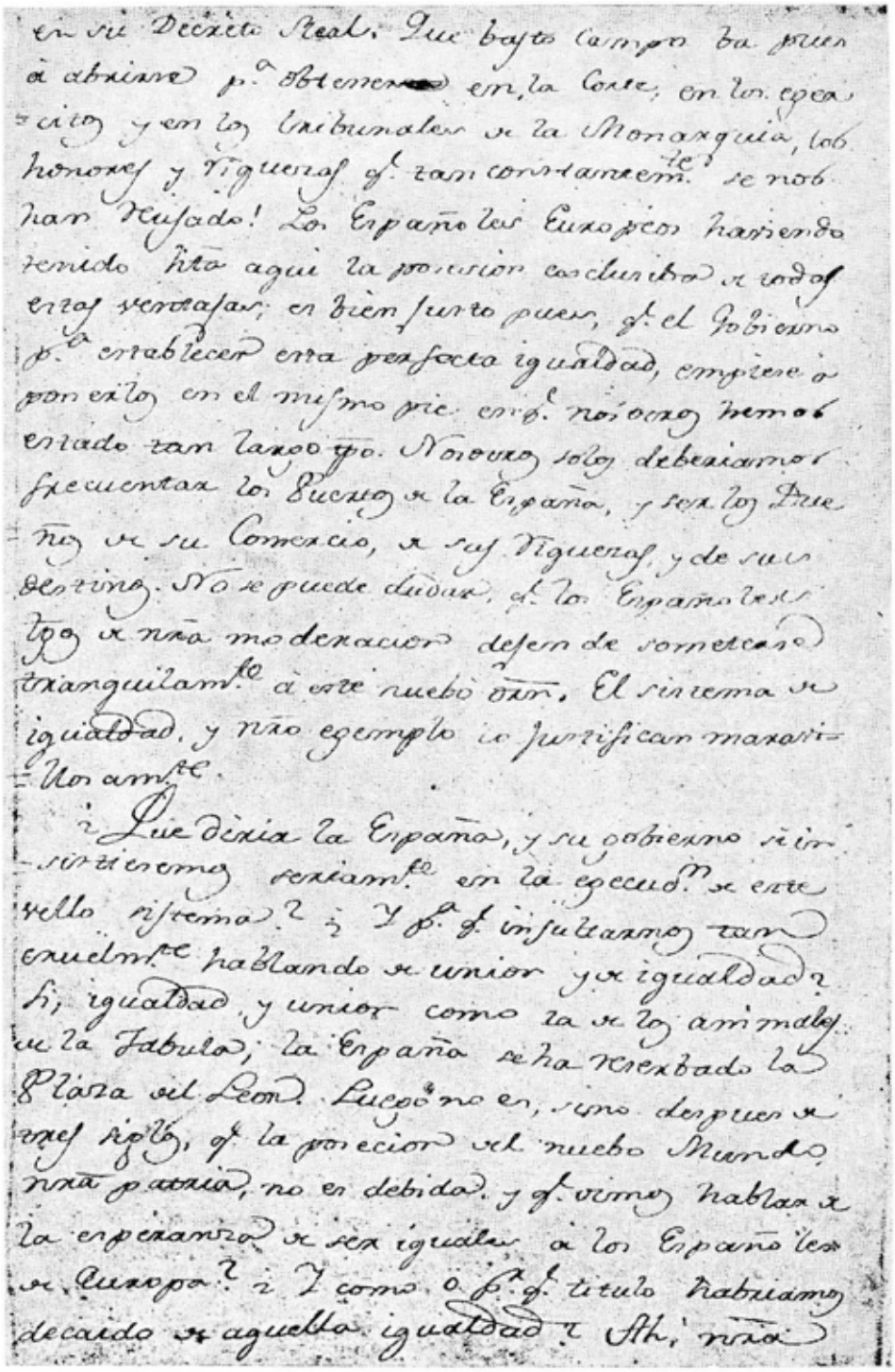
Nros establecim.tos en el Continente del nuebo Mundo, aun en su estado de Infancia, y q.do la potencia Española estaba en su mayor declinacion, han estado siempre al abrigo de toda imbasion enemiga, y nros



fuerzas mucho mas conciderables, es claro, q. el aumento de Tropas, y de la Marina, en f. no ocasiona un gasto tan enorme como inutil à nro defensa. Asi era declarado formalmente anunciado con rarita franqueza, no parece indicar otro objeto, mas q. la vigilancia paternal, del Gobierno f.r nro protector, cuyas dulzuras no ha echo gustar hasta aqui, se propone darnos nuevas pruebas de su Zelo, y de su amor (1) no es muchando sino las ideas de justicia q. se deben suponer à todo Gobierno, se podria creer, q. los fondos q. debemos subministrar f.r el pago de los enormes gastos de la Marina son destinados à proteger nro Comercio, y à multiplicar mas Riquezas de nuestro Pays, de la misma manera, q. lo es Españoles, han à ser abiertos à todas las Naciones, y q. nosotros mismos podremos visitar las Regiones mas lejanas para vender y comprar allí de la primera mano. Entonces nros lazos, no saldran mas, como torrentes f.r nunca bolber, sino q. circulando entre nosotros se aumentaran insensiblemente con la Indu= stria.

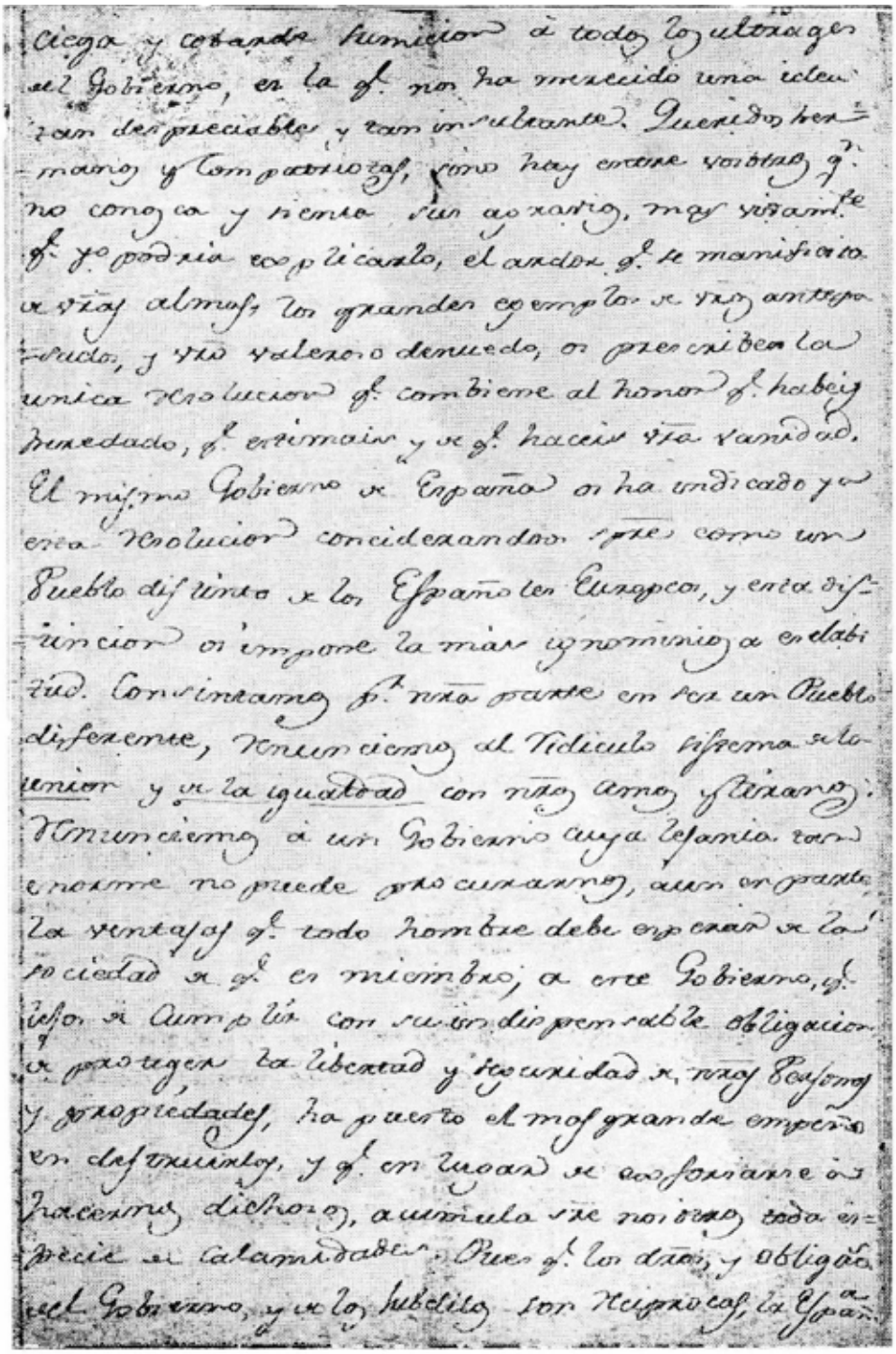
Tanto mas debriamos entregarnos à estas bellas esperanzas, q.to son mas conformes al sistema de Union, y de igualdad, cuyo establecimto entre todos nosotros, y los Españoles, y Europeos, desea el Gobierno

(1) Pero q. el Gobierno Español nos anuncie un despotico, no puede menos q. acordarse de lo q. el Verdugo decia al hijo de Felipe 2.o q.do le ponia el Dogal al cuello = Vaz, Vaz por Dios Carlos q. todo es f.r su bien.



en su Decreto Real. Que hasta cuando ha pues
de abrirse p.a obtener en la Corte, en los eger
citos y en los Tribunales de la Monarquia, los
honores y Riquezas q.e tan constantem.te se nos
han Negado! Los Españoles Europeos haviendo
venido hta aqui la posesion conducirse de todos
estos verdaderos en buen sentido pues, q.e el Gobierno
p.a establecer esta perfecta igualdad, empiese a
poner exito en el mismo pie en q.e nos hemos
criado tan largo tpo. Nosotros solos debiamos
frecuentar los Puertos de la España, y ser los Due
nos de su Comercio, de sus Riquezas, y de sus
destinos. No se puede dudar, q.e los Españoles
tpo de esta moderacion desen de someterse
tranquilam.te a este nuebo orn. El sistema de
igualdad, y esta egemplo lo justifican marabi-
llosam.te

¿Que dirian la España, y su gobierno si in-
sistiesemos seriam.te en la especie de este
bello sistema? ¿ Y q.e q.e insultasemos tan
cruelm.te hablando de union y de igualdad?
si, igualdad, y union como la de los animales
de la Fabula; la España se ha mantenido la
Plaza del Leon. Luego no es, sino despues de
estos siglos, q.e la posesion del nuebo Mundo
nos parezia, no es debida. y q.e vemos hablar de
la esperanza de ser iguales a los Españoles
de Europa? ¿ Y como o q.e q.e titulo habriamos
decaido de aquella igualdad? Ah, nos



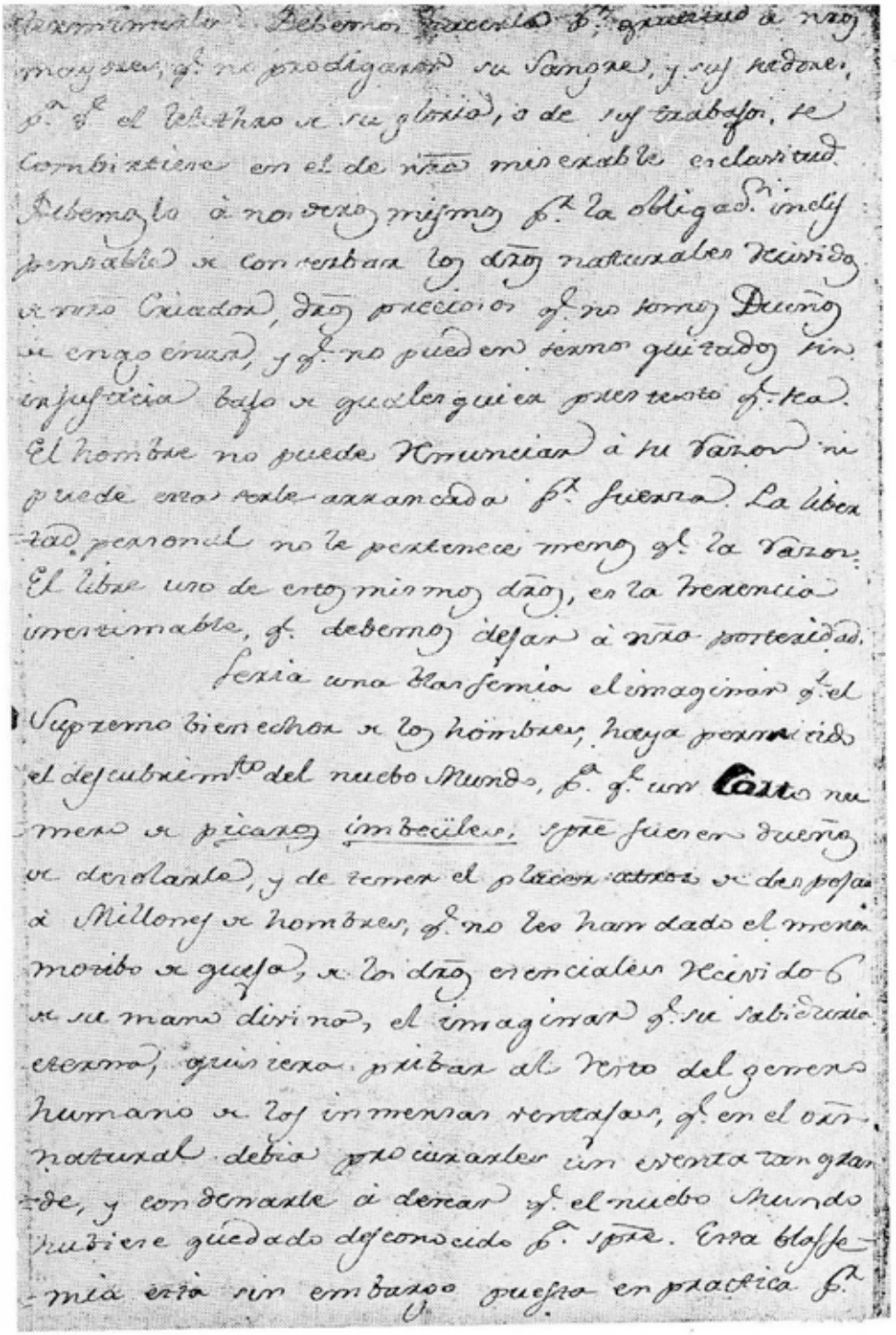
ciega y cobarde sumicion á todos los ultrages
del Gobierno, en la q.e no ha merecido una idea
tan despreciable y tan insultante. Queridos her-
manos y Compatriotas, como hay entre vosotros q.e
no conozca y tiemble sus agravios, mas visiblem.te
q.e los podria explicarlo, el orden q.e le manifiesto
a vista almas, los grandes egemplos de vra antigua
virtud, y vro valeroso denuedo, os prescriben la
unica Resolucion q.e combiene al honor q.e habeis
heredado, q.e estimais y de q.e haceis vra vanidad.
El mismo Gobierno de España os ha indicado y
esta Resolucion concidera[n]dose q.e como un
Pueblo distinto de los Españoles Europeos, y esta dis-
tincion os impone la mas ignominiosa de todas
las servidumbres. Consideremos q.e nra parte en fin un Pueblo
diferente, Renunciemos al Ridiculo sistema de lo-
nion y de la igualdad con unos amos q.e tiranos:
Renunciemos á un Gobierno cuya Esencia con-
summe no puede sostenernos, aun en paz,
la ventaja q.e todo hombre debe esperar de la
sociedad es q.e en miembros, a este Gobierno, q.e
lejos de cumplir con su sin dispensable obligacion
de protejer la libertad y seguridad de nras personas
y propiedades, ha puesto el mas grande empeño
en destruirlas, y q.e en vano se esforzarme en
hacernos dichosos, aumenta de nros todos en-
grece de calamidades. Pues q.e los deberes y obligac.es
del Gobierno, y de los subditos son Recipro[c]os, la Espa-

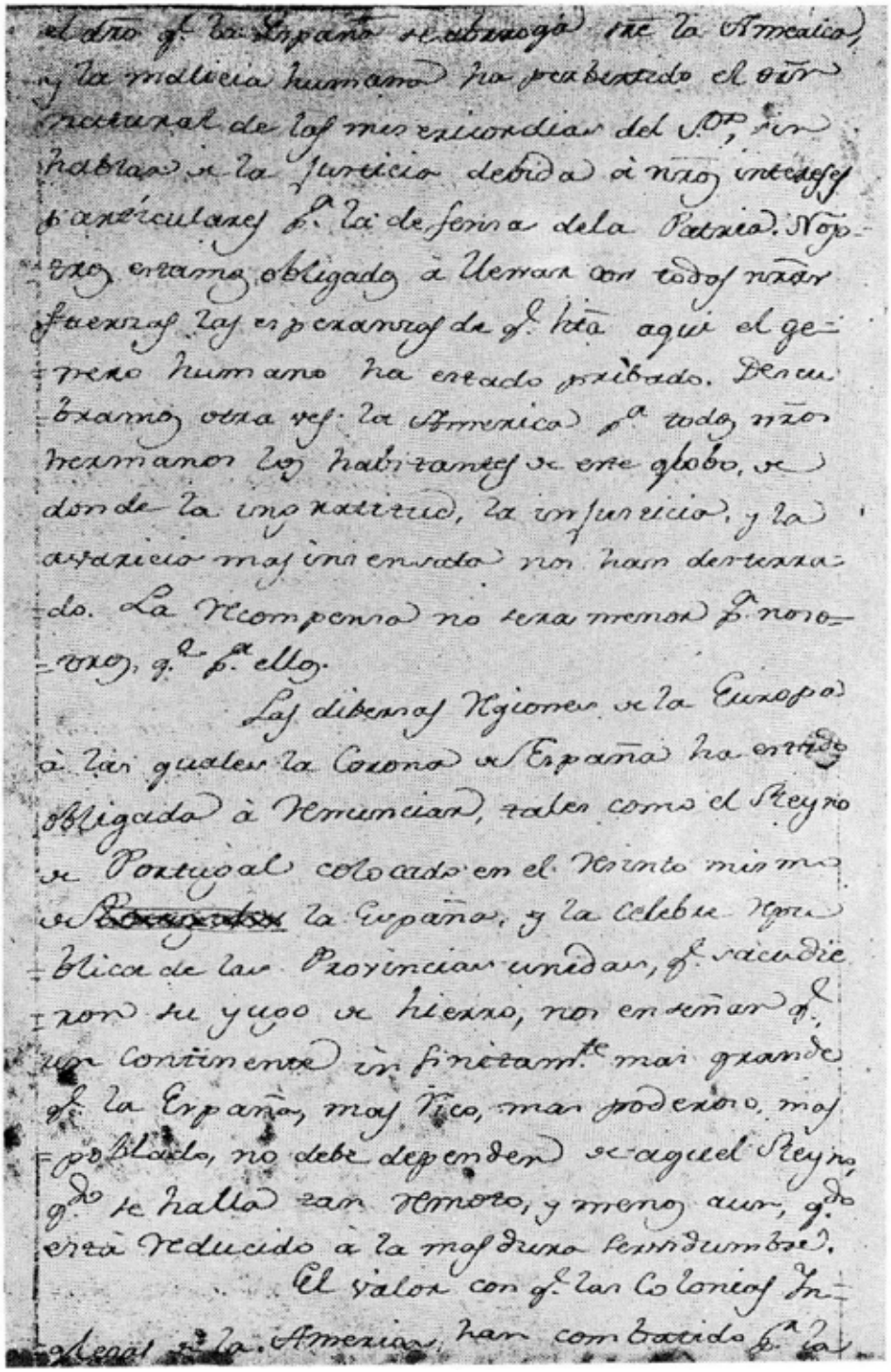
ha quebrantado la primera vez todos sus deberes
p.r con nosotros. Ella ha roto los debiles lazos q.e ha-
bian podido unirnos y encadenarnos.

La naturaleza nos ha separa-
do de la España con mares inmensos. Un hijo q.e
se hallase en semejante distancia de su Padre
seria sin duda un insensato, si con la conducta
de sus mas pequeños intereses esperase que la R-
esolucion de su Padre. El hijo crece emancipado
p.r el dro natural, y en igual caso un Pueblo ma-
nifiesto, q.e en nada depende de otro pueblo, y q.e no tie-
ne la menor necesidad, deberia estar sujeto como
un vil Esclavo?

La distancia de los Mares q.e p.r mil ra-
zones proclama nuestra independencia natural
es menos aun q.e la de estos intereses pecuniales
cencialm.te necesidad de un Soberano, q.e este en
medio de nosotros p.a la distribucion de sus
beneficios, Proteccion de la Union social. Dependen
de un Soberano distante, dar de mas mil leguas es
lo mismo q.e Renunciar a su utilidad, y este es
el interes de la Corte de España, q.e no aspira a
darnos Leyes, á dominar mas Comercio, mas In-
dustria, mas Bienes y mas personas, sino p.a
sacrificarlas á su ambicion, á su Orgullo y á
su Avaricia.

En fin bajo qualesquiera aspecto
q.e se mire esta independencia de la Espa-
ña, se verá q.e todos mas deberes nos obligan a

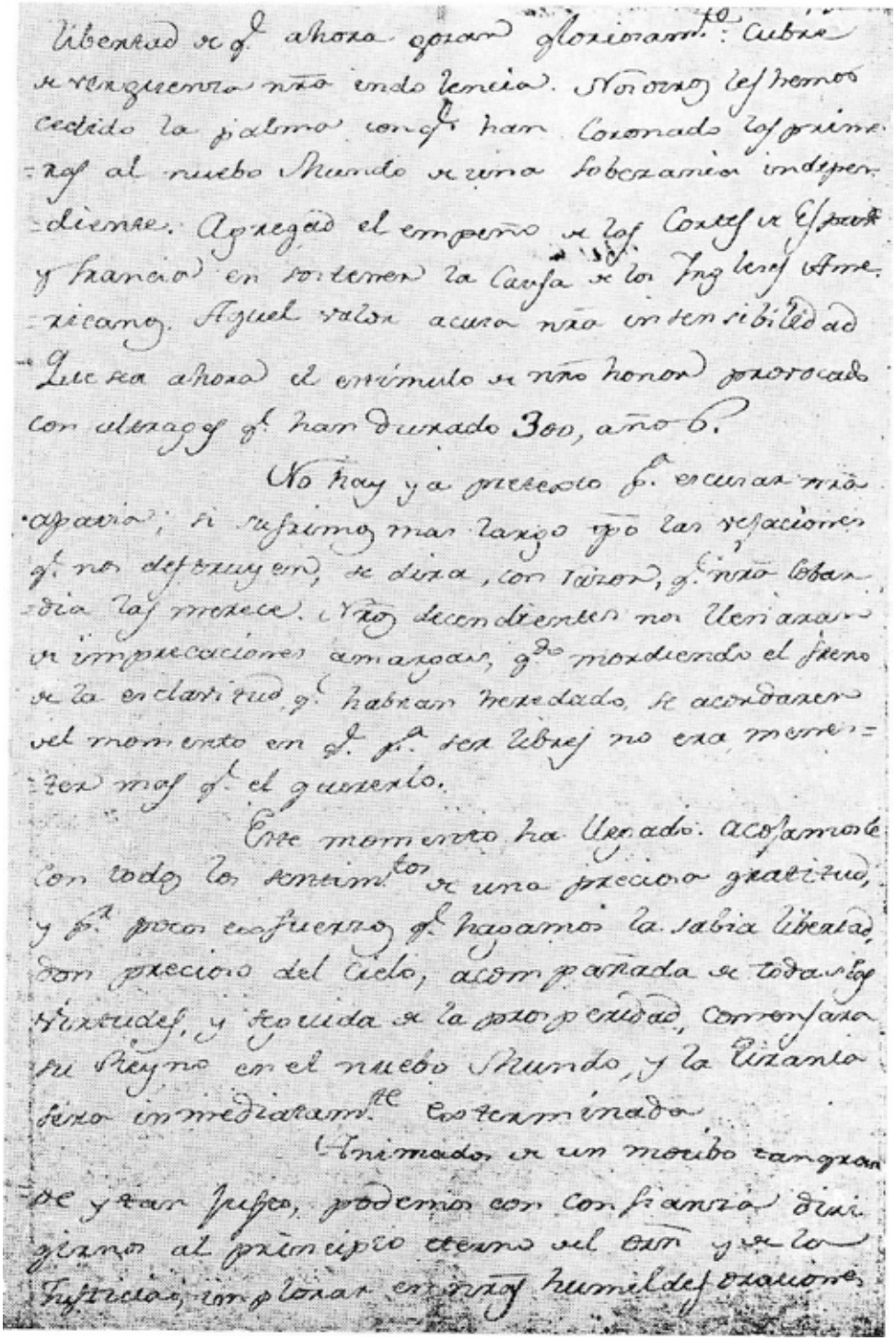




el dro q. la España se abrogó de la America,
y la malicia humana ha pervertido el ór-
natural de las mas ricas dias del Sor, sin
hablar de la Justicia debida à sus intereses
particulares q. la defensa de la Patria. Nos-
otros eramos obligados à llevar con todas nras
fuerzas las esperanzas de q. ésta agui el ge-
nero humano ha estado privado. Devu-
bramos otra vez la America p. todos nros
hermanos los habitantes de este globo, de
donde la ingratitud, la injusticia, y la
avaricia mas inhumana nos han desterra-
do. La Recompensa no sera menor p. nos-
otros, q. p. ellos.

Las diversas Regiones de la Europa
à las quales la Corona de España ha estado
obligada à Renunciar, tales como el Reyno
de Portugal colocado en el Centro mismo
de [illegible] la España, y la celebre Repu-
blica de las Provincias unidas, q. sacudie-
ron su yugo de hierro, nos enseñan q.
un Continente infinitam.te mas grande
q. la España, mas Rico, mas poderoso, mas
poblado, no debe depender de aquel Reyno
q. se halla tan remoto, y menos aun, q. do
esta reducido à la mas dura servidumbre.

El valor con q. las Colonias In-
glesas de la America han combatido p. la

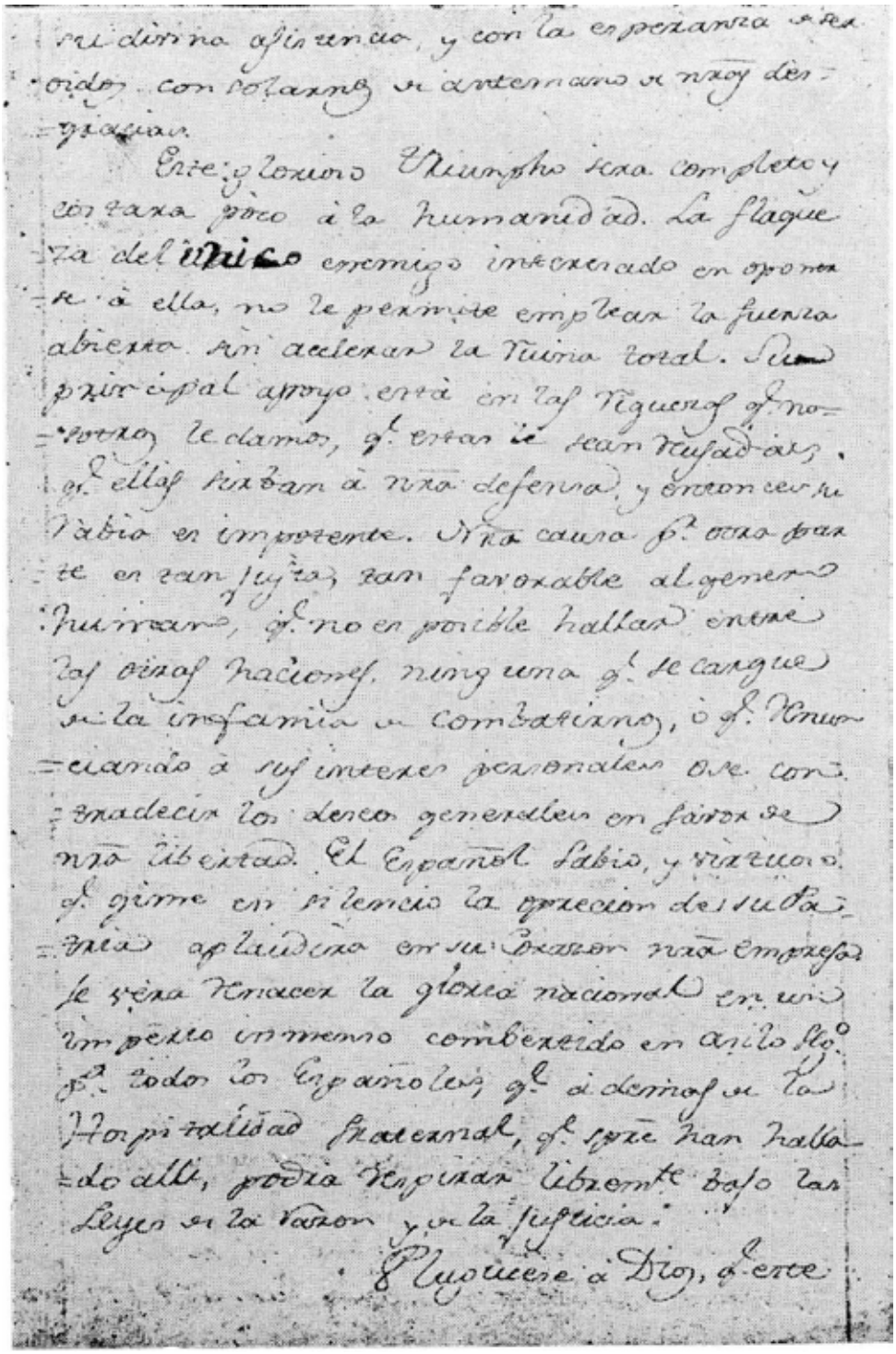


libertad se q.d ahora ofrecen gloriosam.te: cubier
se rengüenza nro indolencia. Nosotros les hemos
cedido la palma con q.e han coronado los primi
ros al nuevo Mundo se una soberania indepen
diente. Agregad el empeño se los Corsos se España
y francia en sostener la causa se los Inglesses Ame
ricanos. Aquel valor acaso nro intensibilidad
que era ahora el estímulo se nro honor provocado
con ultrages q.e han durado 300, años.

No hay ya pretesto q.e escusar nro
oprobio; si rufrimos mas tanto por las reflaciones
q.e nos destruyen, se dirá, con razon, q.e nro lobar
dia las merece. Nro descendientes nos Uerian acaso
se imprecaciones amargas, q.e mordiendo el freno
se la esclavitud, q.e habran heredado, se acordarian
del momento en q.e pudieron ser libres y no era merez
cer mas q.e el quererlo.

Este momento ha llegado. acompañemosle
con todos los sentimientos se una precoz gratitud,
y q.e poco esfuerzo q.e hagamos la sabia libertad,
don precioso del Cielo, acompañada se todas las
virtudes, y fecunda se la posesion de todos los
bienes, se reyno en el nuevo Mundo, y la Europa
sera inmediatam.te esterminada.

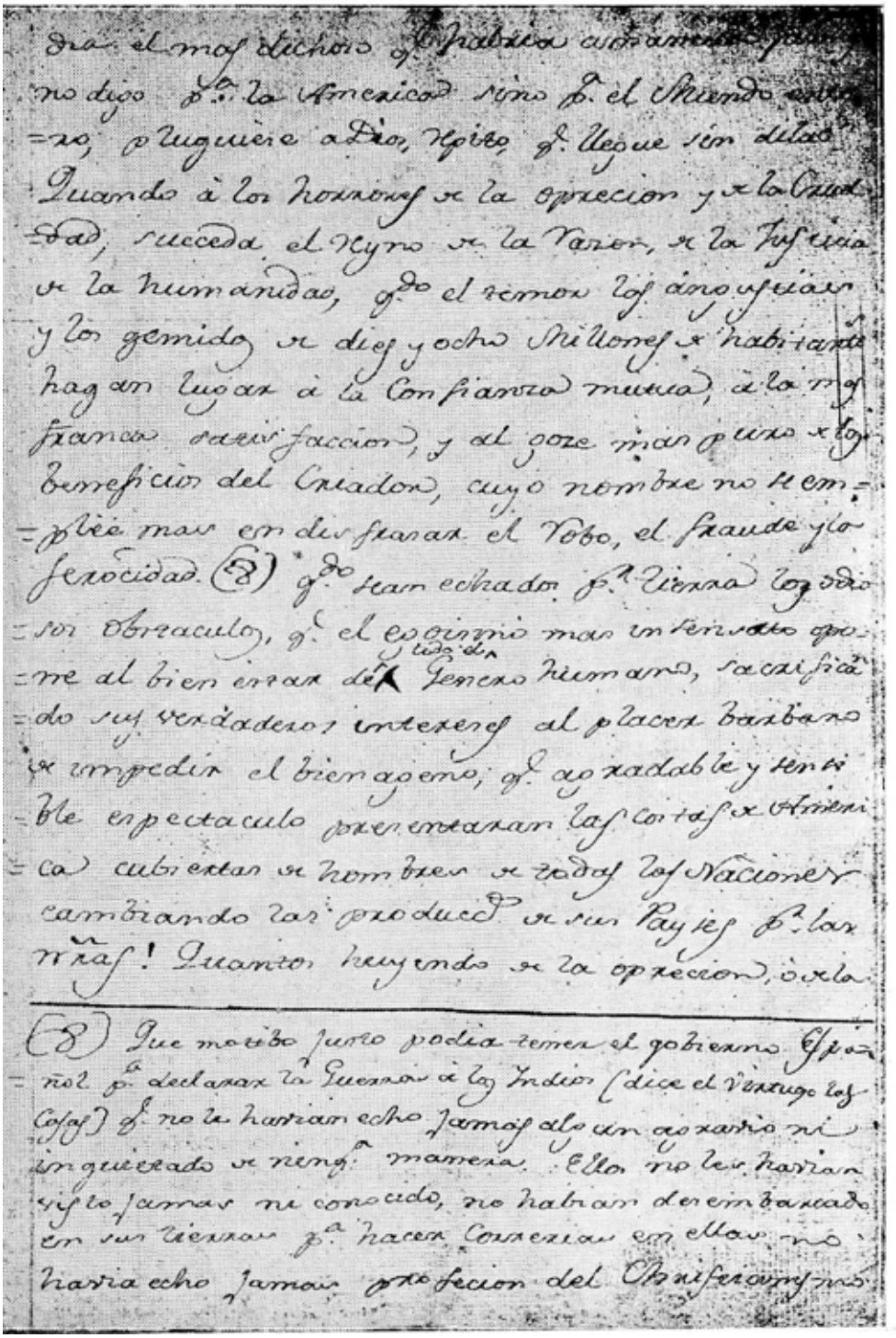
Animados se un mismo sentimiento de y tan justo, podemos con confianza dirigirnos al principio eterno del ser y se la Justicia, implorar en vrio humildes oraciones



su divina afiançado, y con la esperanza de ver
oido con solamno se interesan a nro desgracias.

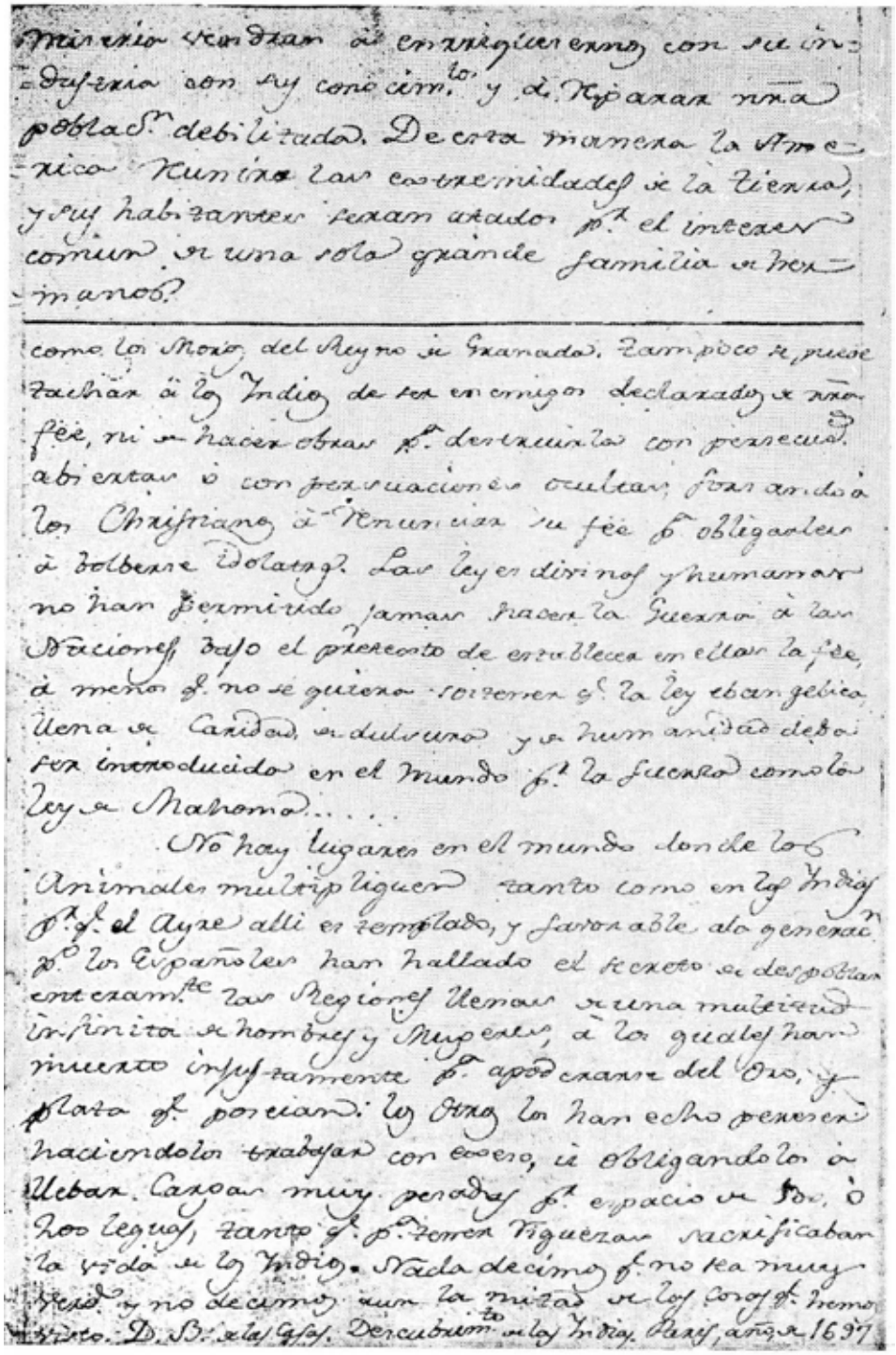
Este glorioso Triumpho sera completo y
con poca pérdida à la humanidad. La flaque
za del único enemigo interesado en oponer
se à ella, no le permite emplear la fuerza
abierta sin acelerar la ruina total. Su
principal apoyo está en las Riquezas q. no-
sotros le damos, q. estan ie sean rusadas,
q. ellas sirban à nra defensa, y creen que
l'abia es impotente. Nra causa q. ocupa tan
te en tan justa, tan favorable al genero
humano, q. no es posible hallar entre
las diuersas Naciones, ninguna q. se atreue
a la infamia de combatirnos, ò q. renun-
ciando à sus intereses personales ose con-
tradecir los deseos generales en favor de
nra libertad. El Español sabio, y virtuoso
q. gime en silencio la opresion devastado-
ra apluidira en su brazo nra empresa
se verá renacer la gloria nacional en un
imperio inmenso combertido en aniblo.
q. todos los Españoles q. à diversas se la
Hospitalidad fraternal, q. aquí han halla-
do allí, podrá respirar libremte bajo las
Leyes de la Razon y de la Justicia.

Suplicemos à Dios, q. cese



dra el mas dichoso q. Pabica asegurara q. [illegible]
no dijo p.r la America sino p.r el Mundo entero
=ro, p.r que quiere a Dios, q.e llegue sin dilacion
Quando à los horrores de la opresion y de la Crueld.
=dad, succeda el Reyno de la Razon, de la Justicia
y de la humanidad, q.do el ruido los dolores
y los gemidos de diez y ocho Millones de habitantes
hagan lugar à la Confianza mutua, à la mas
franca satisfaccion, y al goze mas puro de los
beneficios del Criador, cuyo nombre no se em=
=plee mas en disfrazar el Robo, el fraude y la
ferocidad. (8) q.do sean echados p.r tierra los dos
=ses Obreaculo, q.e el escarmiento mas interesado que
=me al bien estar del Genero humano, sacrifica
=do sus verdaderos intereses al placer barbaro
de impedir el bien ageno, q.e agradable y tenti
=ble espectaculo presentaran las Costas de Americ
=ca cubiertas de hombres de todas las Naciones
cambiando las producciones de sus Payses p.r las
nras! Quantos huyendo de la opresion, ò de la

(8) Que motibo justo podia tener el gobierno Espa=
=ñol p.a declarar la Guerra à los Indios (dice el Testigo de
Cosas) q.e no le hacian echo jamas dho un agravio ni
inquietado de ning.a manera. Ellos no le hacian
visto jamas ni conocido, no habian de embarcado
en sus tierras p.a hacer Conquistas en ellas, no
hacia echo jamas profesion del Christianismo



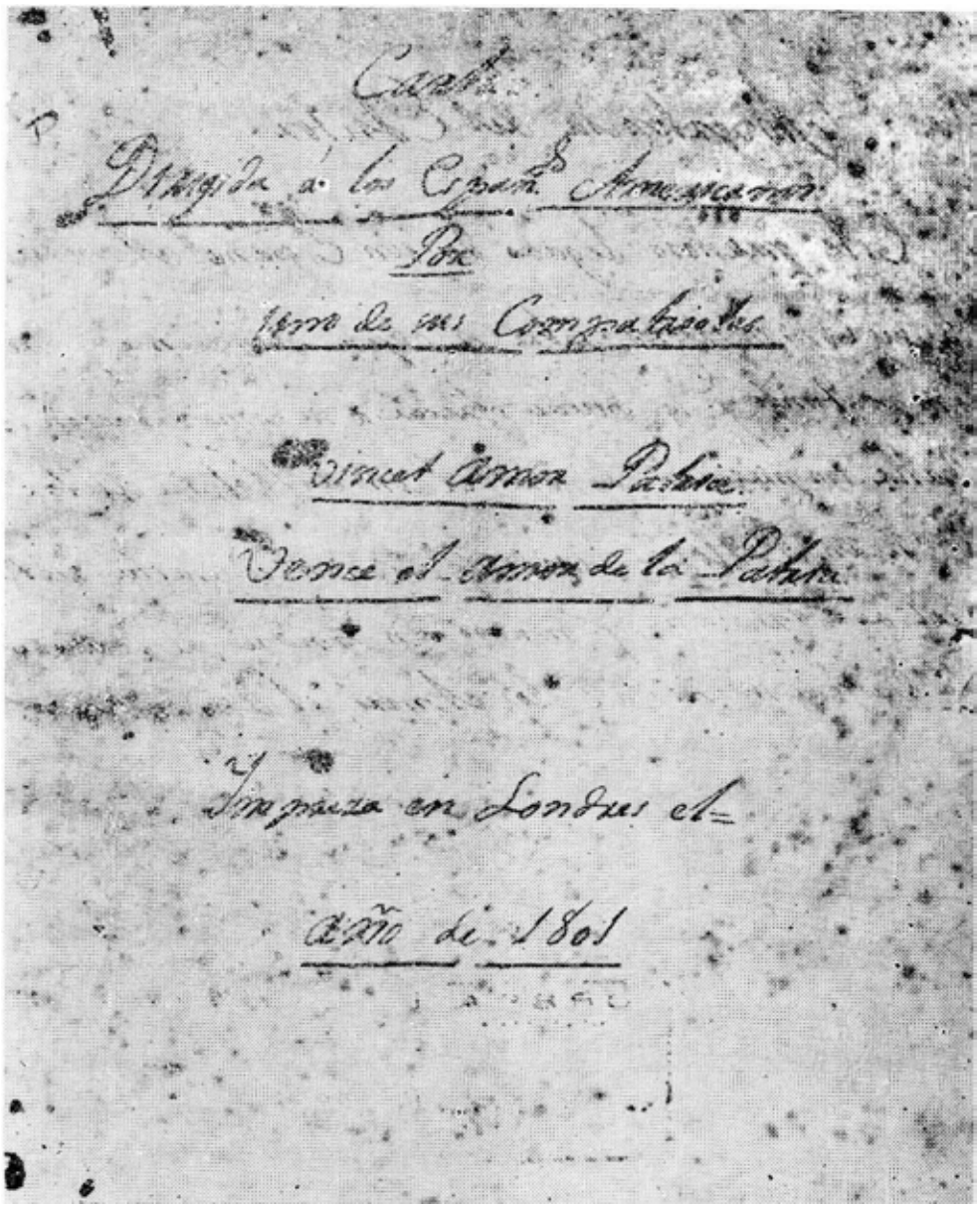
Mirarsia vendrian à entregarse enmy con su in=
=dustria con su conocim.to y à Repararse una
poblacⁿ debilitada. De esta manera la Amer=
=ica Reunira las estremidades de la Tierra,
y sus habitantes serian aliados p.r el interes
comun de una sola grande familia de Her=
=manos?

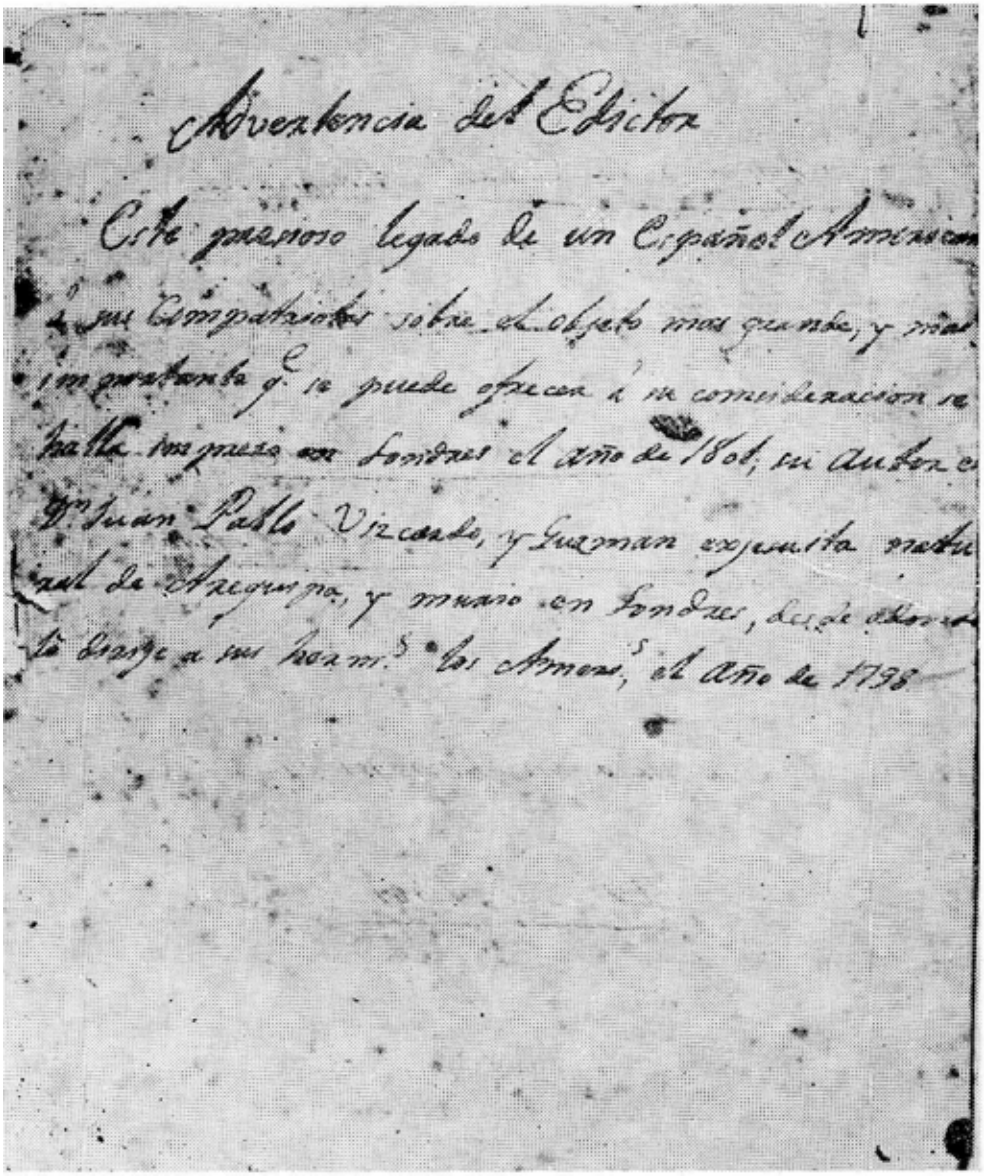
como los Moros del Reyno de Granada. Tampoco se puede
tachar à los Indios de ser enemigos declarados de nra
fée, ni de hacer obras p.r destruirla con persecuc.n
abiertas ò con persuaciones ocultas; pues antes à
los Christianos à renunciar su fée les obligaban
à volverse Idolatras. Las leyes divinas y humanas
no han permitido jamas hacer la Guerra à las
Naciones sino el pretexto de ensalzar en ellas la fée,
à menos q.e no se quiera romper la ley evangelica
llena de Caridad, de dulzura y de humanidad debia
ser introducida en el mundo p.r la fuerza como la
ley de Mahoma.....

No hay lugares en el mundo donde los
Animales multipliguen tanto como en las Indias
p.r q.e el Ayre alli es templado, y favorable à la generac.n
p.r los Españoles han hallado el secreto de despoblar
enteram.te las Regiones llenas de una multitud
infinita de hombres y Pueblos, à los quales han
muerto infelizmente p.r apoderarse del Oro, y
plata q.e poseian: los otros los han echo perecer
haciendolos trabajar con exceso, ò obligandolos à
llebar Cargas muy pesadas p.r espacio de 500, ò
600 leguas, tanto q.e por tener riquezas sacrificaban
la vida de los Indios. Nada decimos q.e no sea muy
sabido, y no decimos sino la mitad de los horrores q.e hemos
visto. D. B.t de las Casas. Descubrim.to de las Indias. Paris, año de 1697

Manuscrito chileno de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

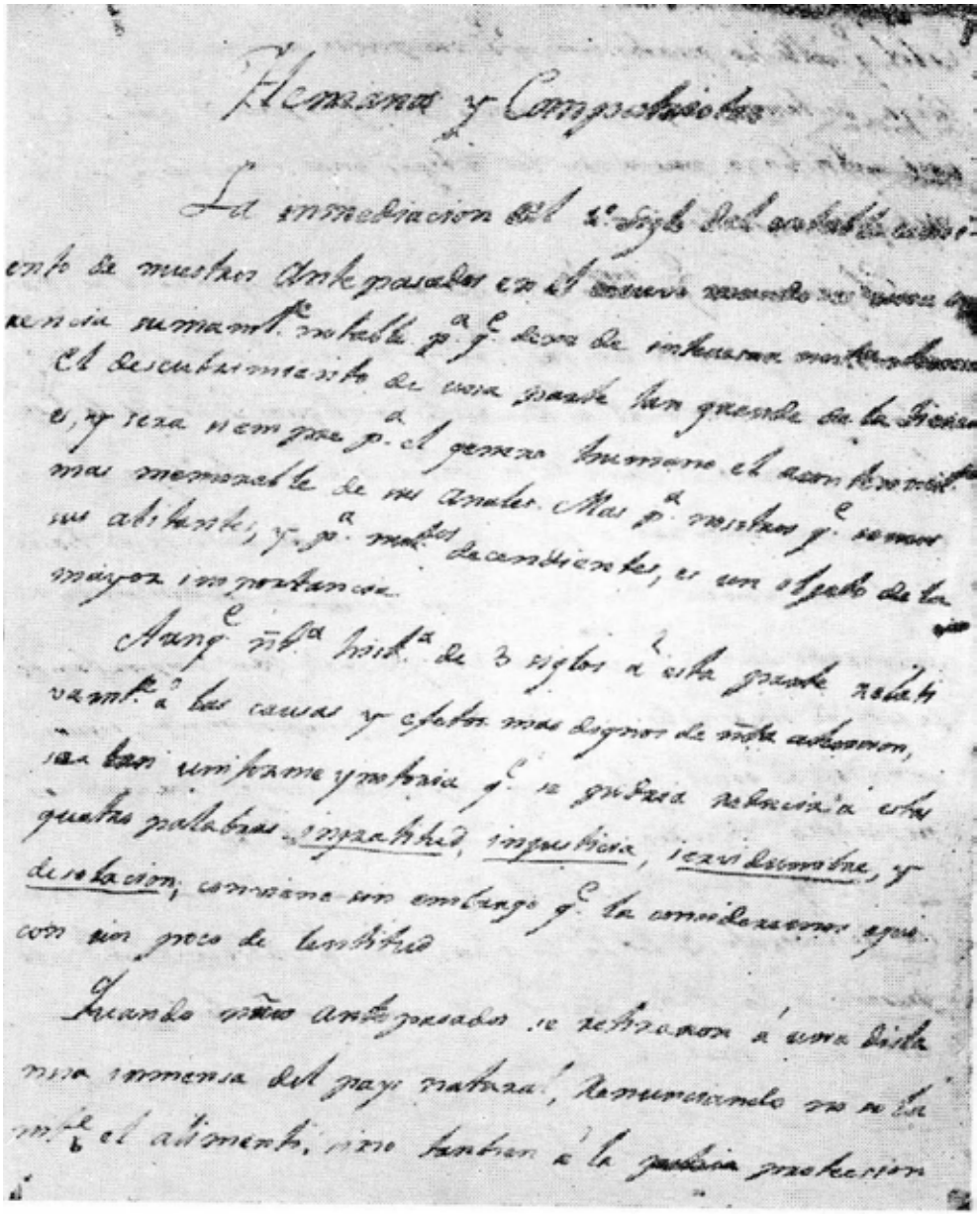
Perteneció este manuscrito al famoso bibliófilo y coleccionista argentino Antonio Santamarina. Su actual propietario, el historiador peruano José A. de la Puente Candamo, nos ha facilitado su uso para la presente recopilación. El documento está encuadernado. El lomo reza: "Londres / Documentos oficiales. Carta / 1801". Se trata, pues, de una copia de la segunda edición. Planteando una hipótesis que formulamos en el estudio preliminar a esta recopilación, denominamos a esta versión de la Carta "manuscrito chileno". La variante mas notable, entre muchas que pueden apreciarse en este manuscrito respecto de la edición de Londres, 1801 (variación de palabras, breves supresiones, etc.) es el añadido de una larga nota con una cita de Montesquieu, El espíritu de tas ley es; Lib. 10, cap. 5.

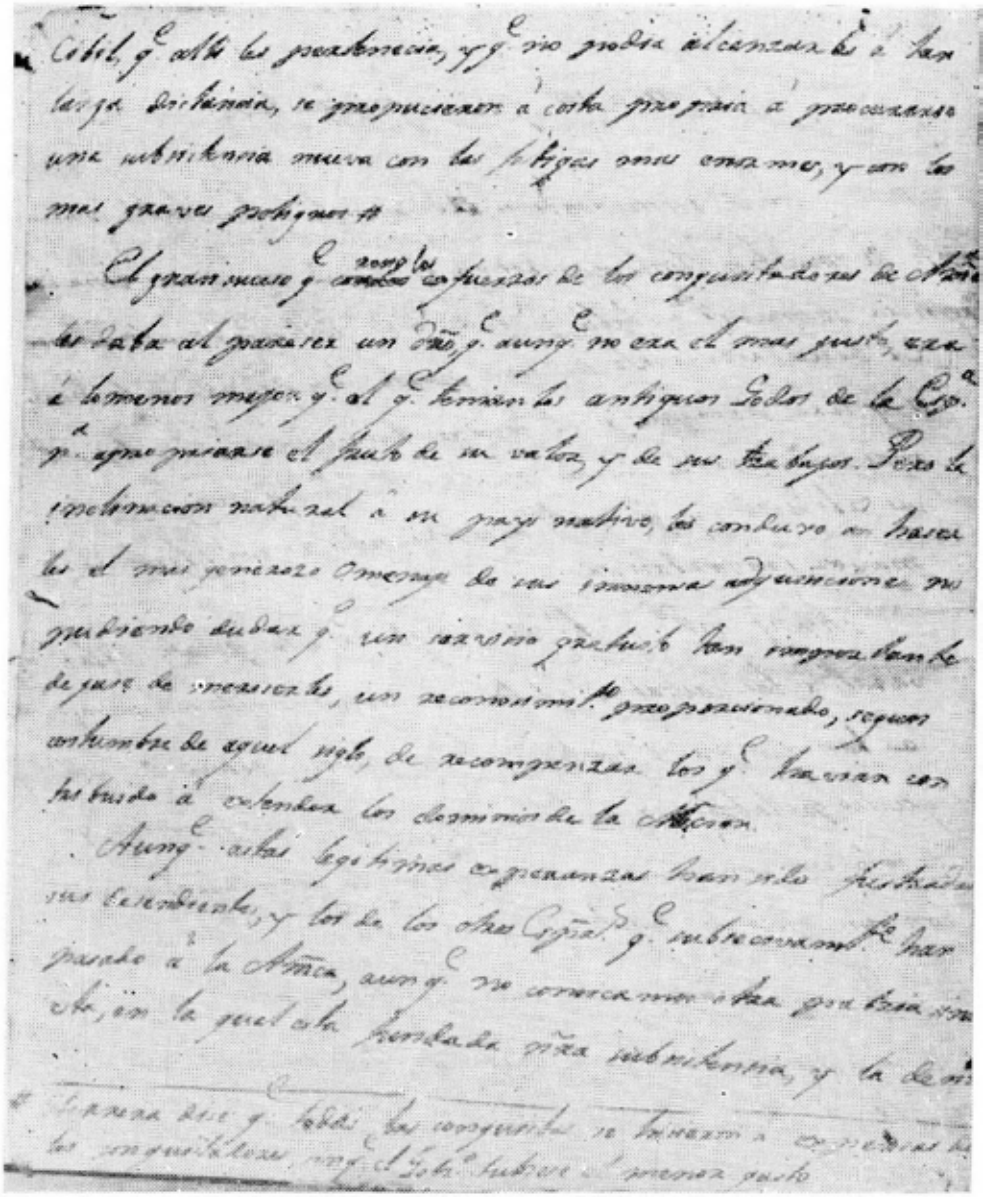

Carta
Dirigida a los Españoles Americanos
Por
Uno de sus Compatriotas
Viscat Amor Patrio
Teme al Amor de la Patria
Impresa en Londres A=
Año de 1801

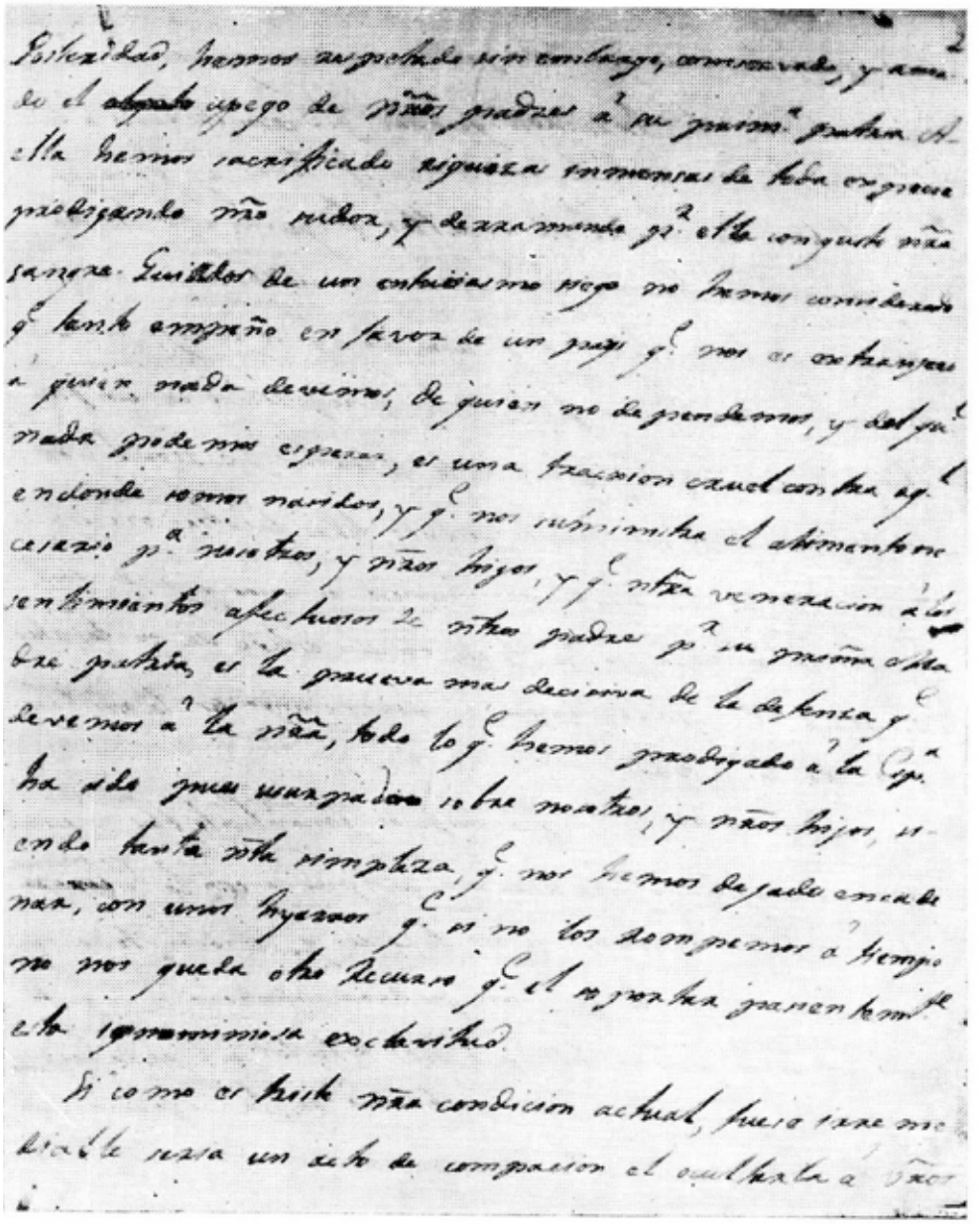


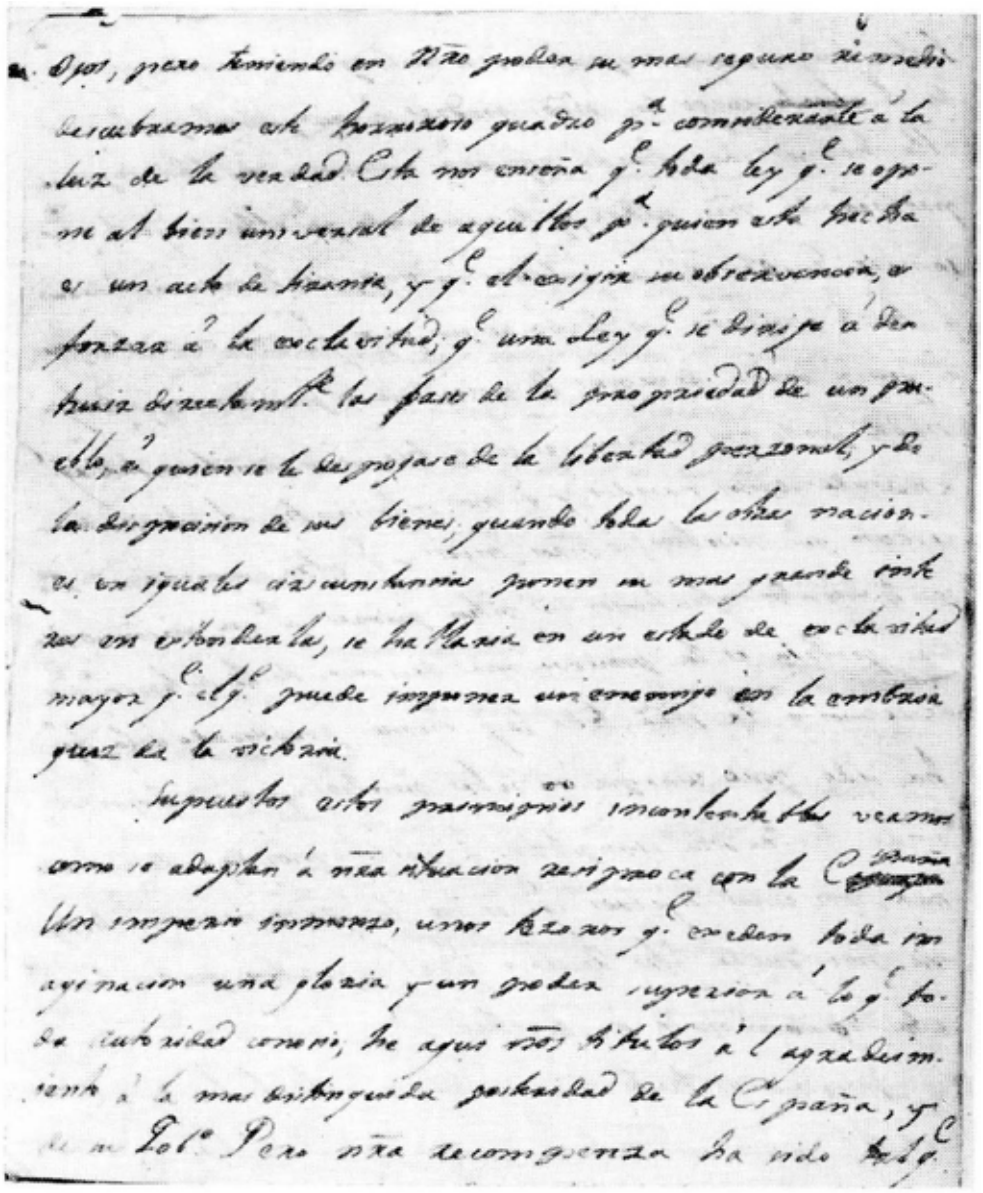
Advertencia del Editor

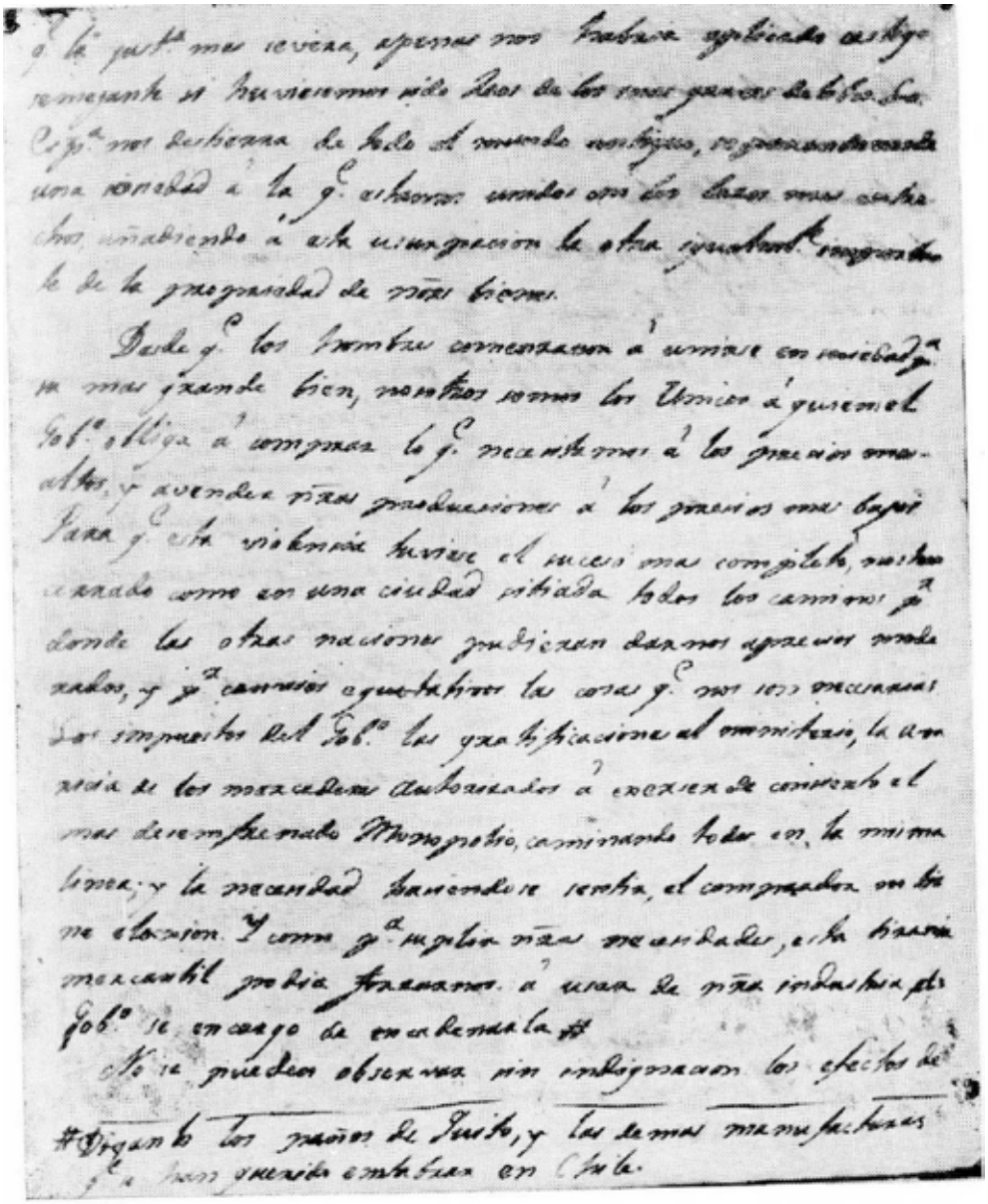
Este precioso legado de un Español Americano
a sus Compatriotas sobre el objeto mas grande, y mas
importante q.e se puede ofrecer á su consideracion se
halla impreso en Londres el año de 1801, su Autor el
D.n Juan Pablo Vizcardo, y Guzman exjesuita natu-
ral de Arequipa, y muerto en Londres, desde donde
le dirige a sus Paysanos los Americanos, el año de 1798

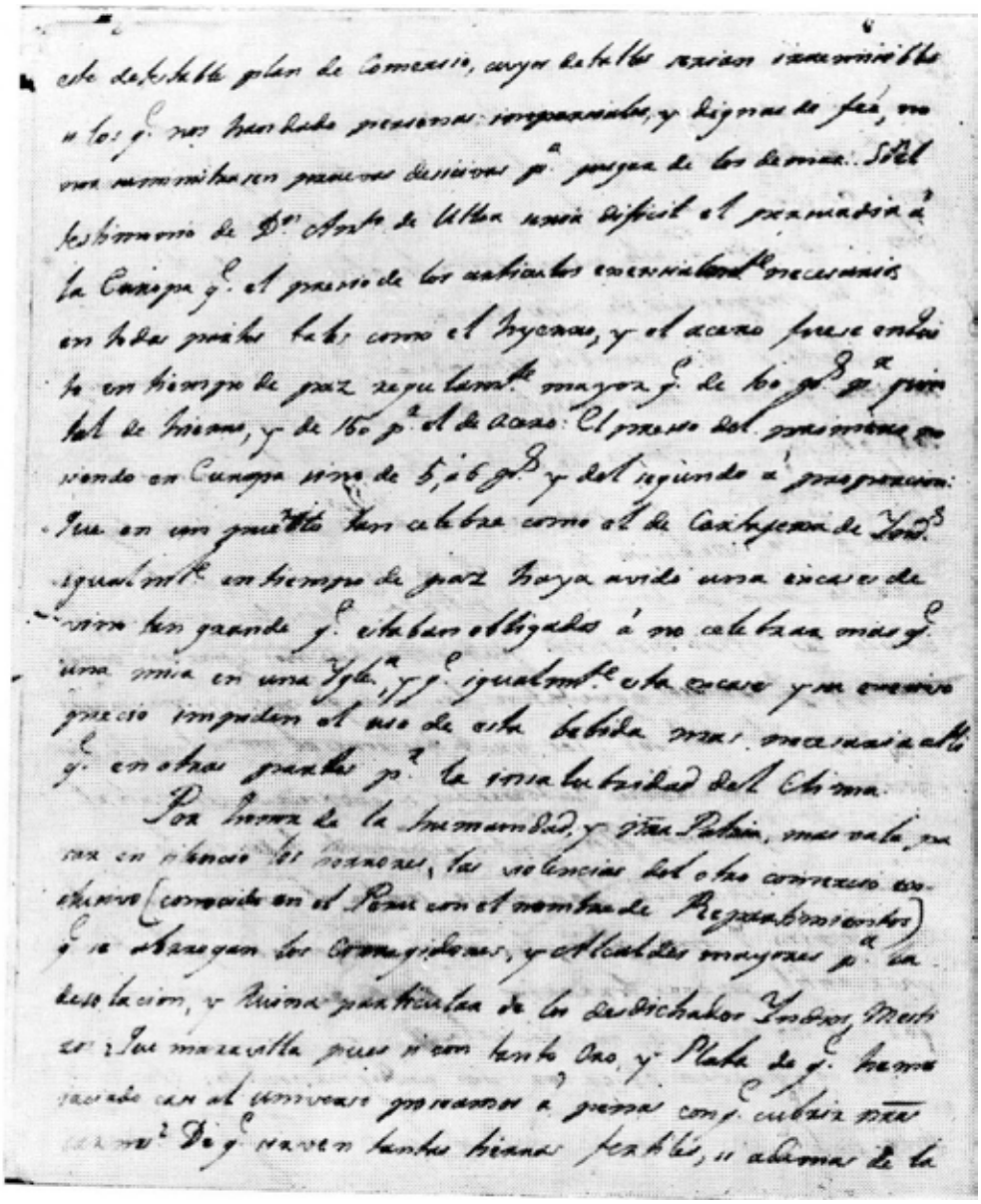


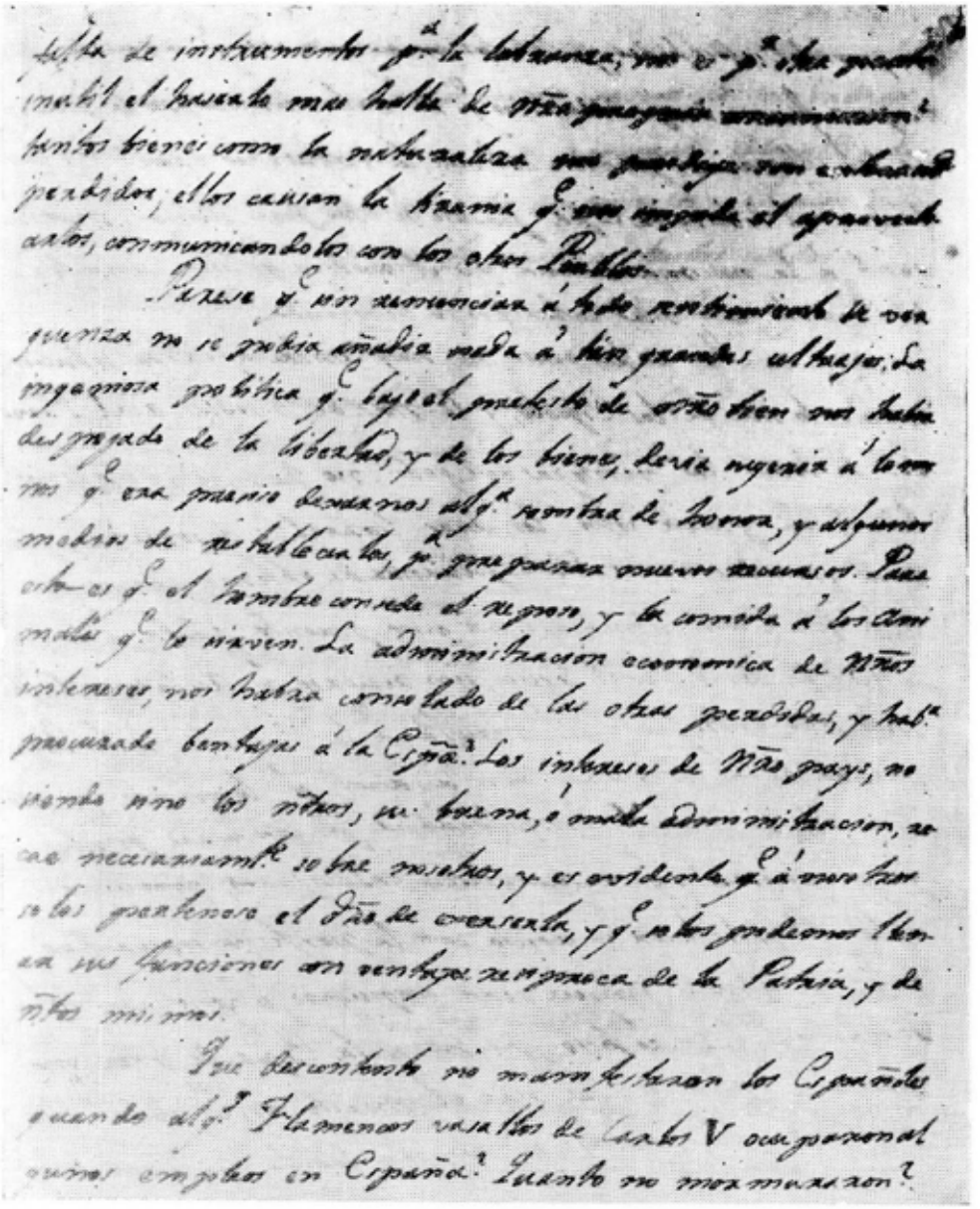


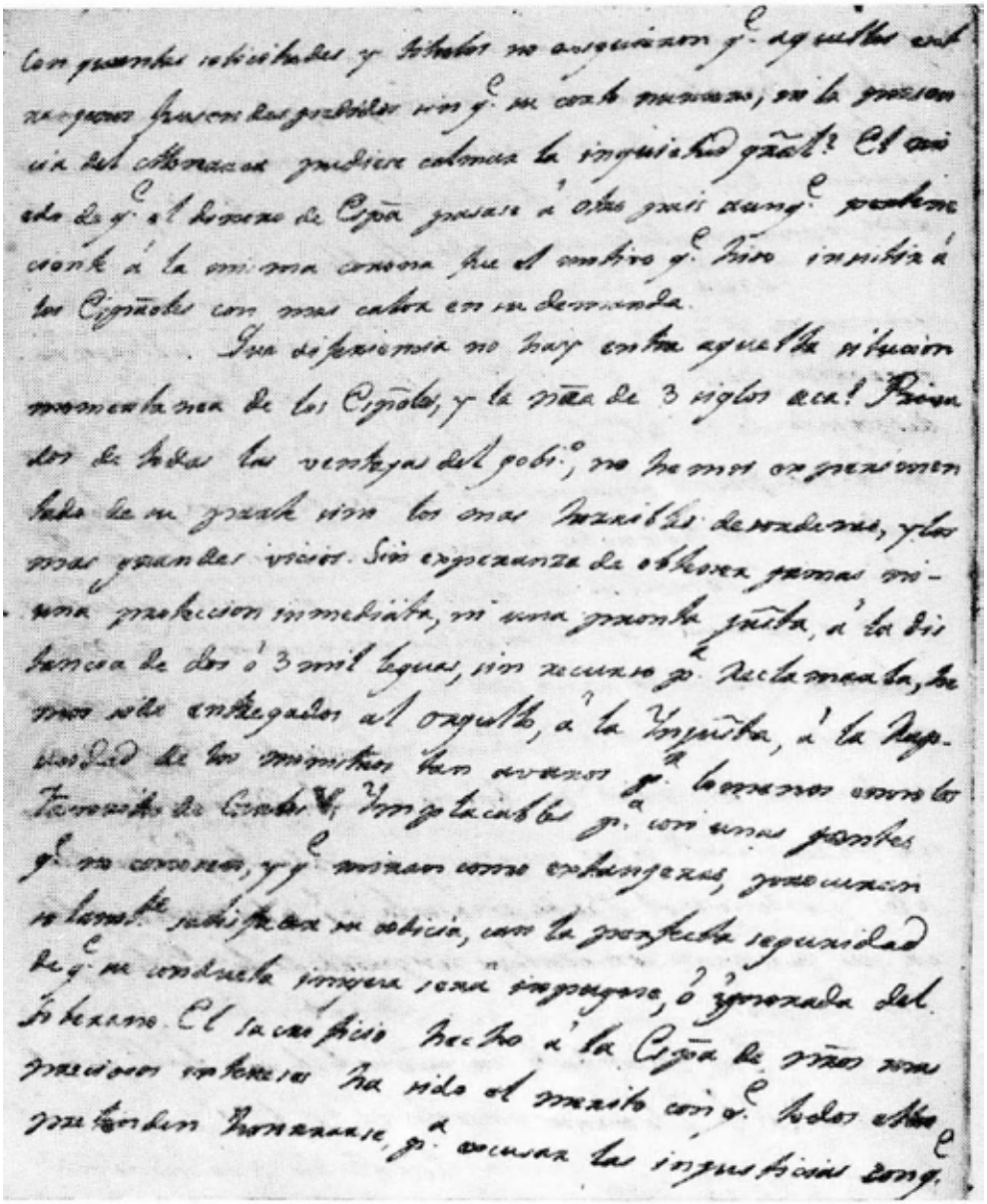


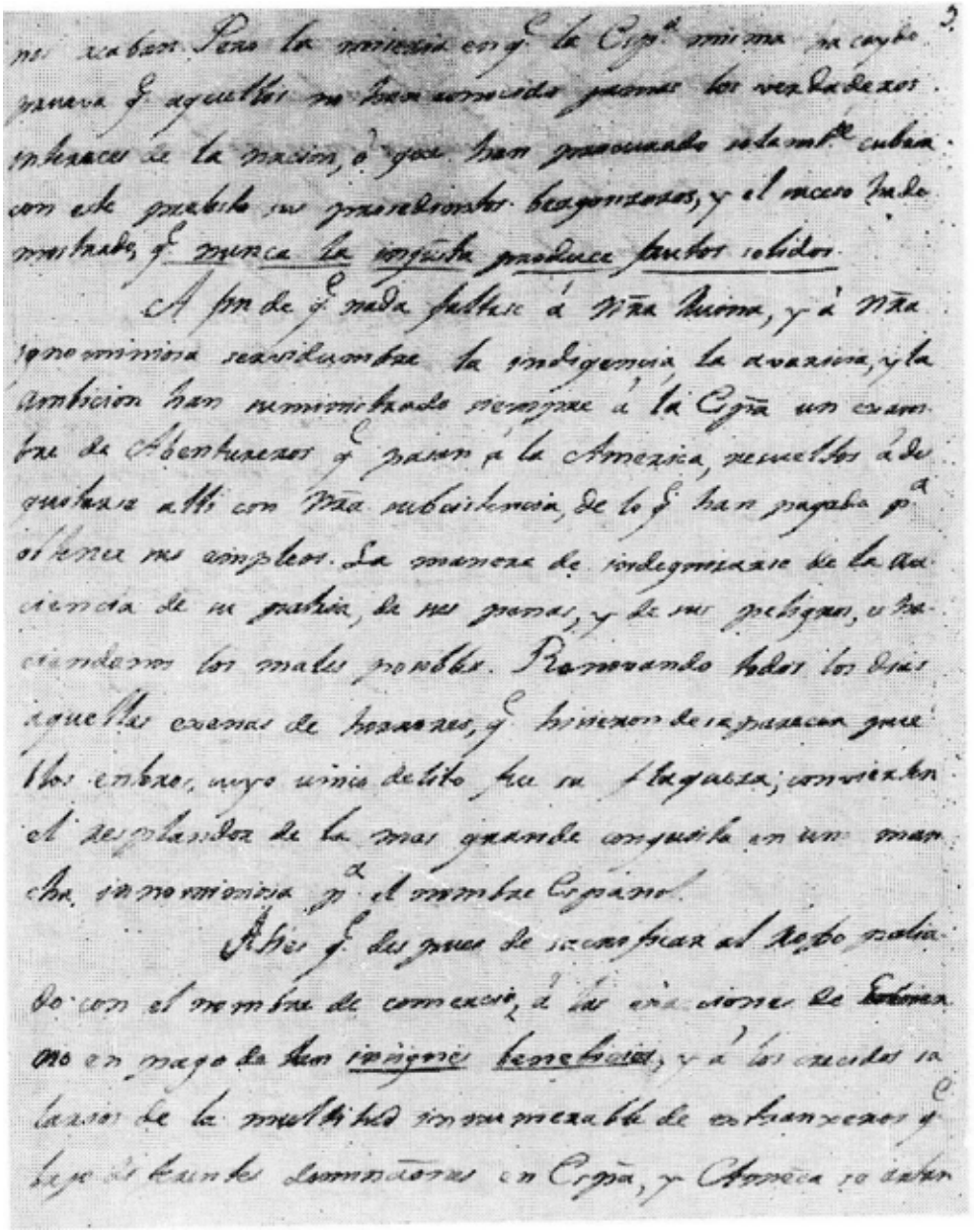


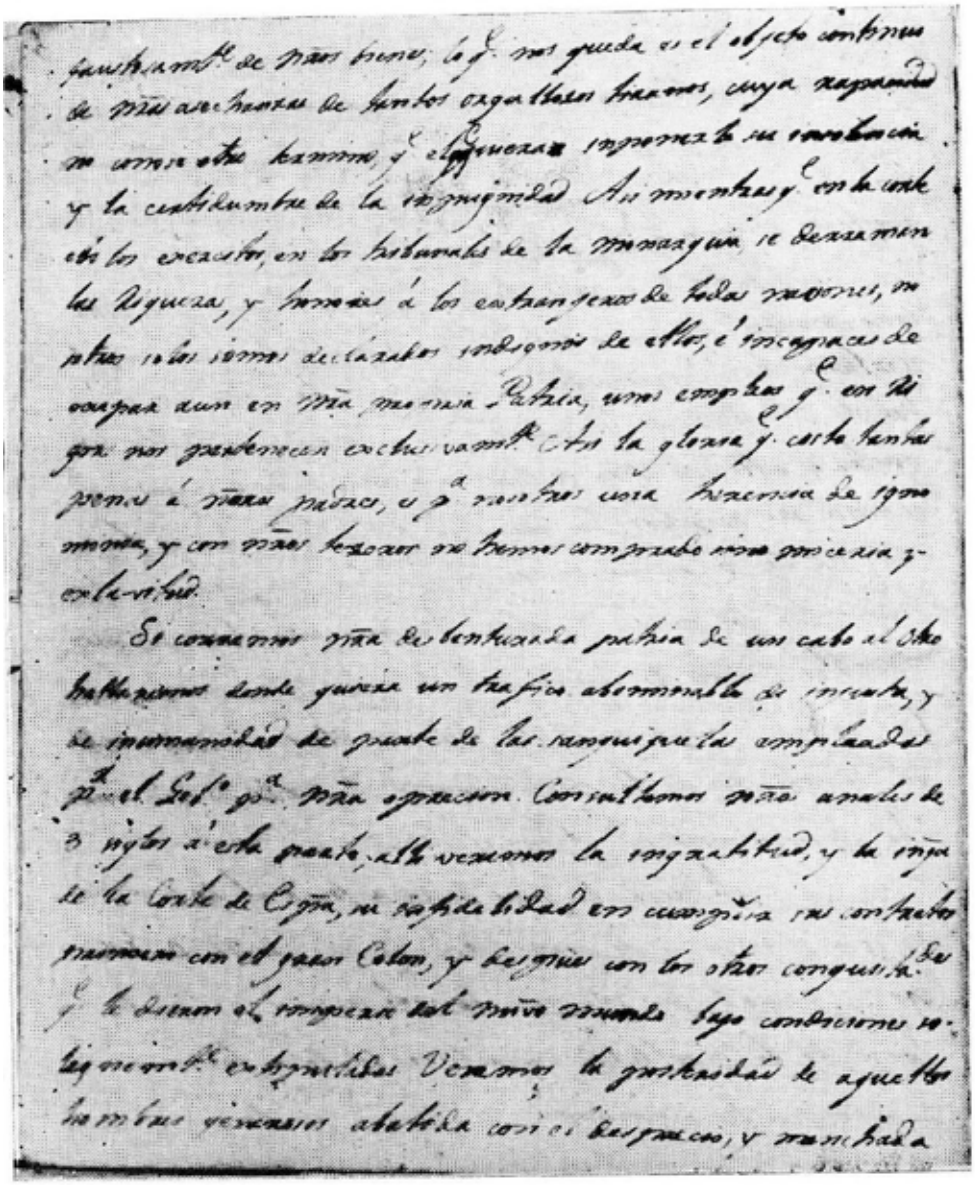


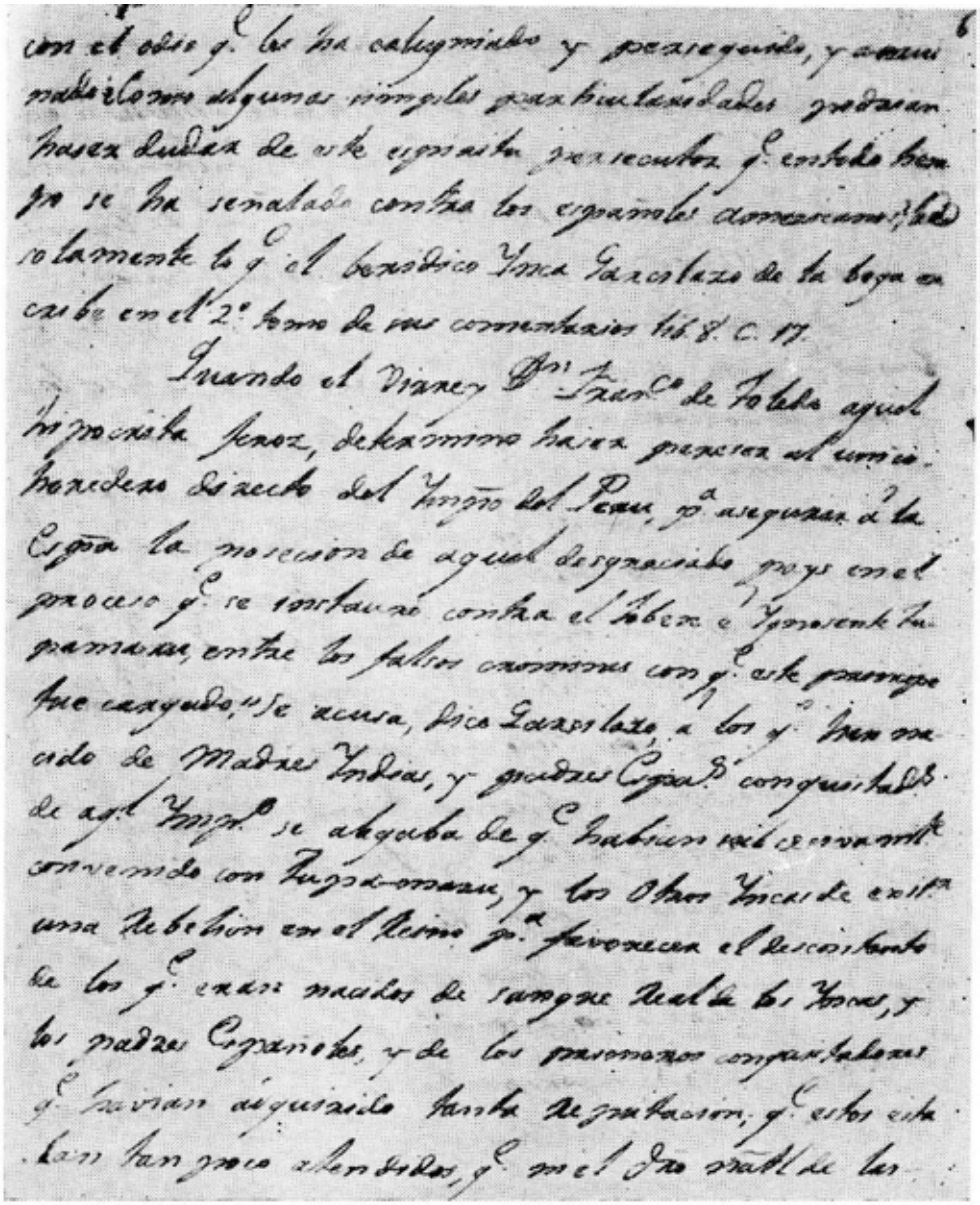






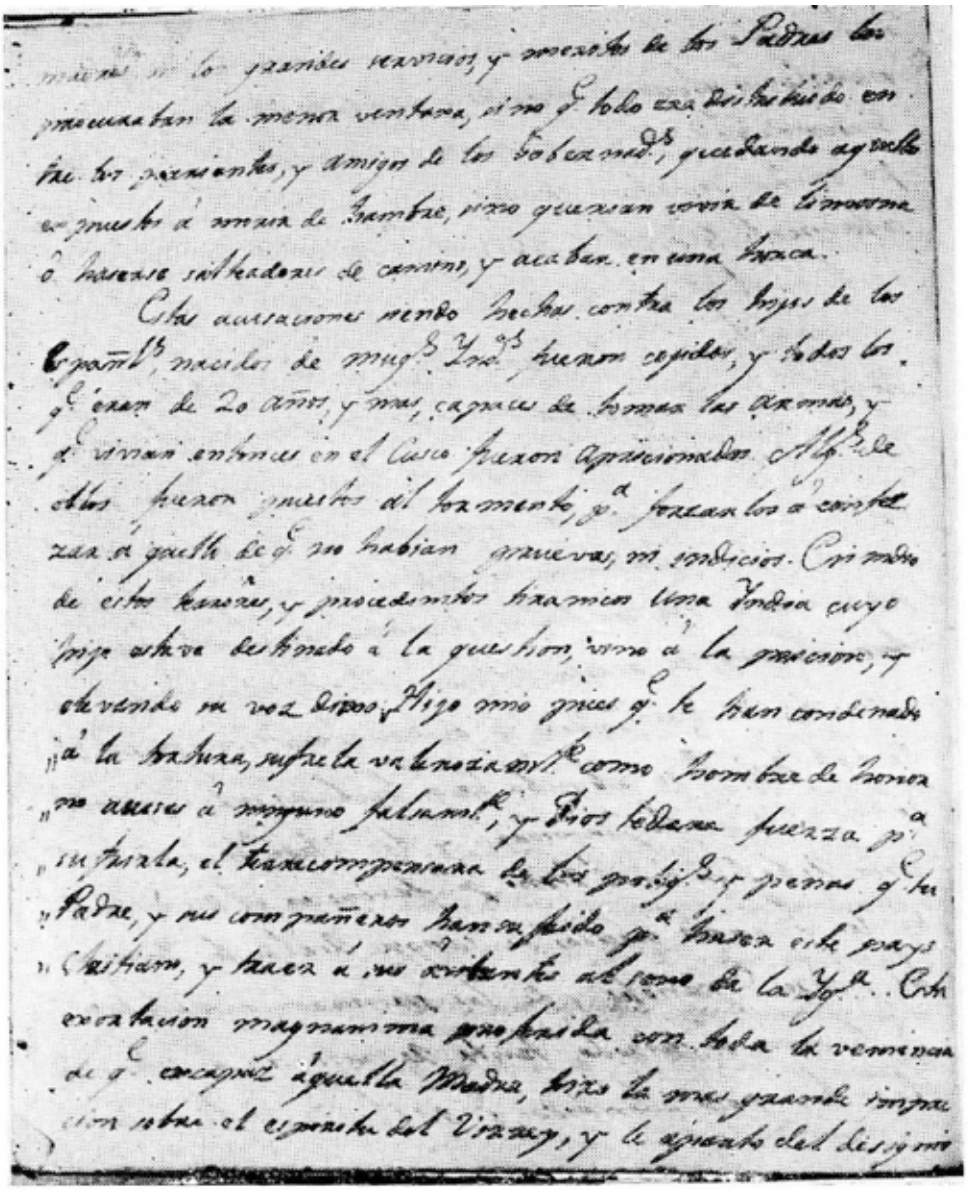


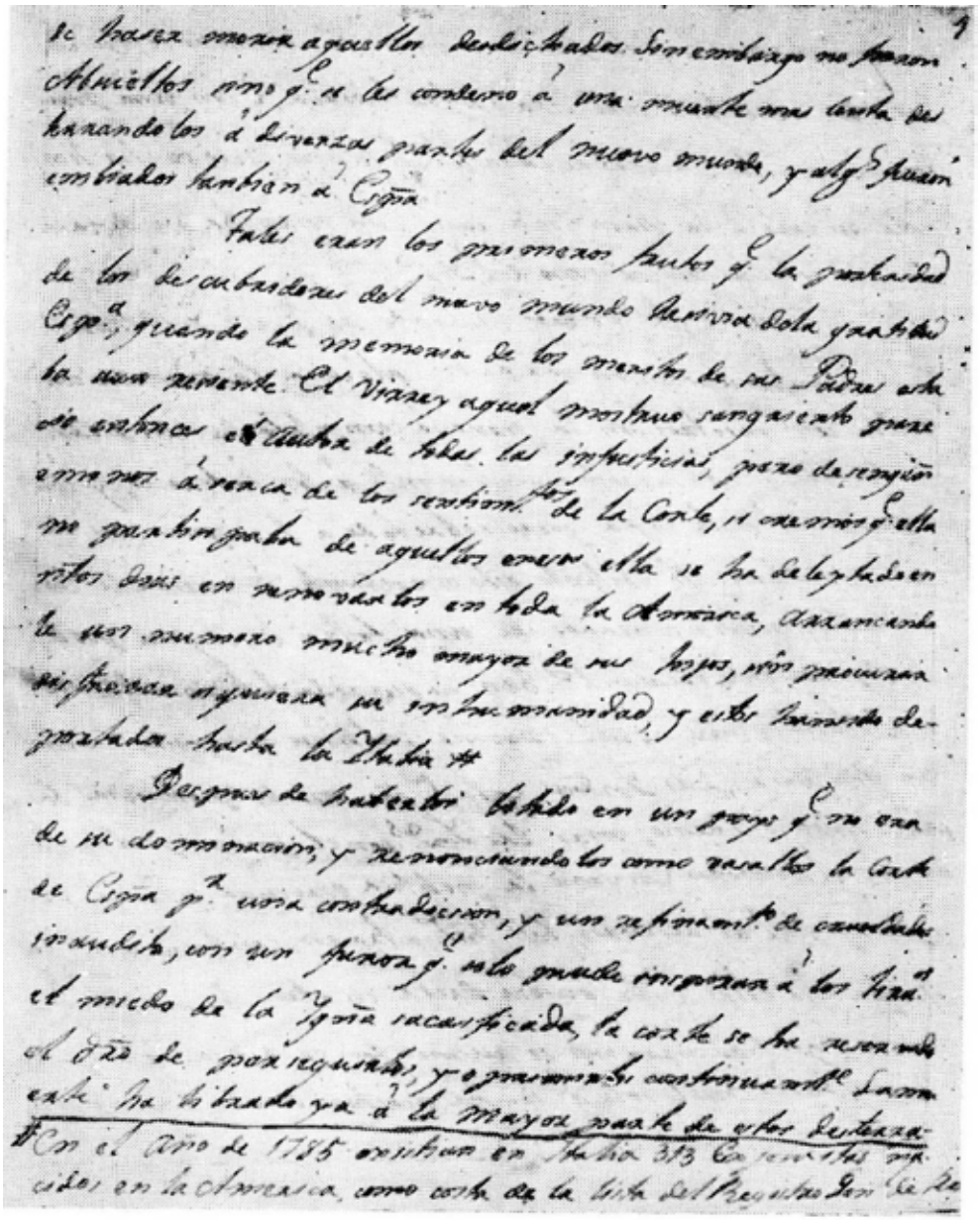




con el odio q.e los ha calumniado y perseguido, y acumulado ilcomo algunas ridiculas pero bien calculadas probanzas hacen duda de este exorbitante procesado q.e contra ellos se ha señalado contra los españoles americanos; solamente lo q.e el benedictino Inca Garcilazo de la vega escribe en el 2.o tomo de sus comentarios lib.o 8. C. 17.

Quando el Virrey D.n Franco de Toledo aquel implacable Juez, determinó hacer proceso al ultimo Soberano Legitimo del Perú, y asegurar á la Corona la posesion de aquel desgraciado pays en el proceso q.e se instauró contra el Inca e Ynocente Tupamaro, entre los falsos crimenes con q.e este parricida fue cargado, se acusa, dice Garcilazo á los q.e han nacido de Madres Indias, y padres Españoles conquistadores de aquel Imp.o se alegaba de q.e habian mas de una vez conspirado con Reyes Naturales, y los Otros Incas de excitar una Rebelion en el Reino p.a favorecer el descubrimiento de los q.e eran nacidos de sangre Real de los Incas, y los padres Españoles, y de los mismos conquistadores q.e habian adquirido tanta Reputacion, q.e estos estaban tan poco allanados, q.e en el dia mas de las

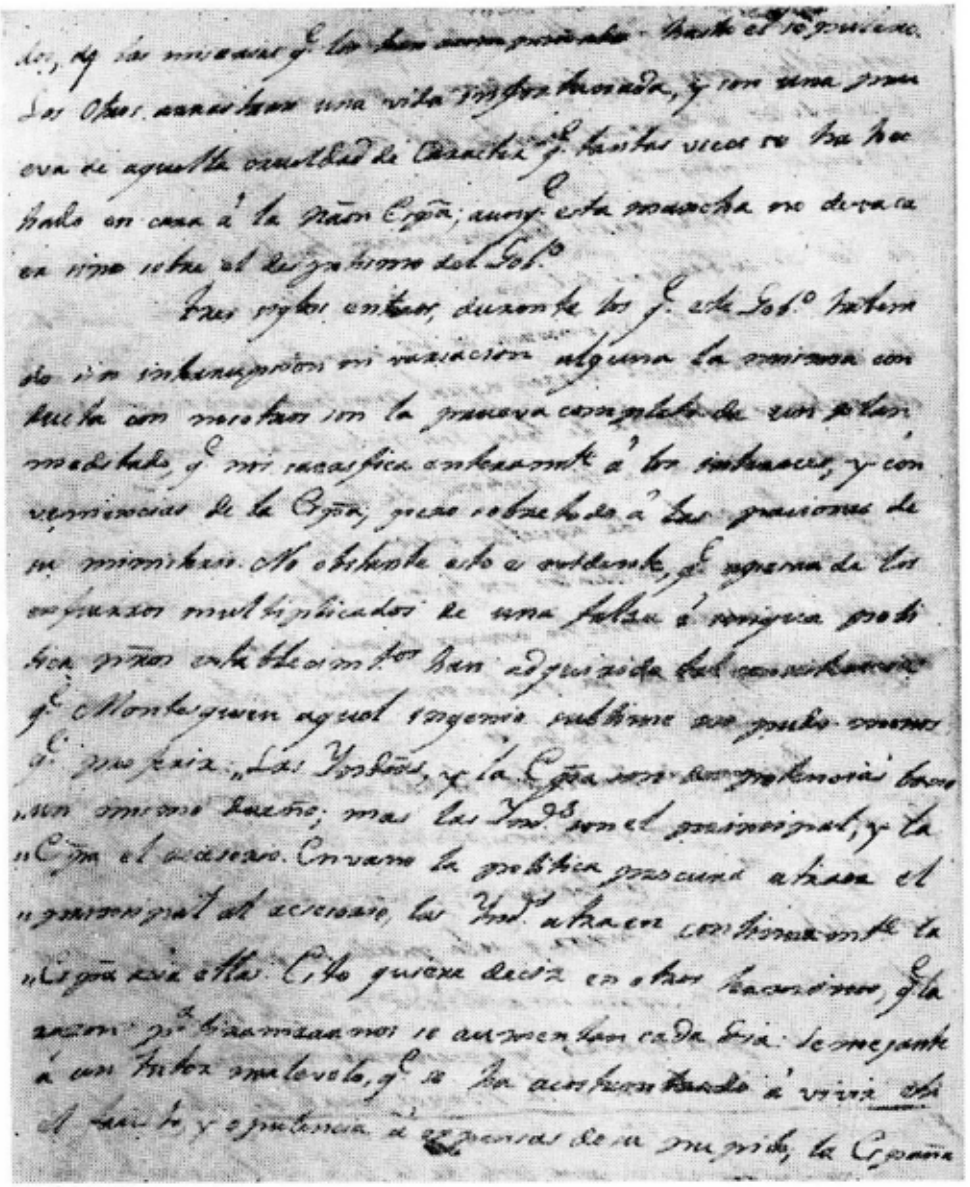


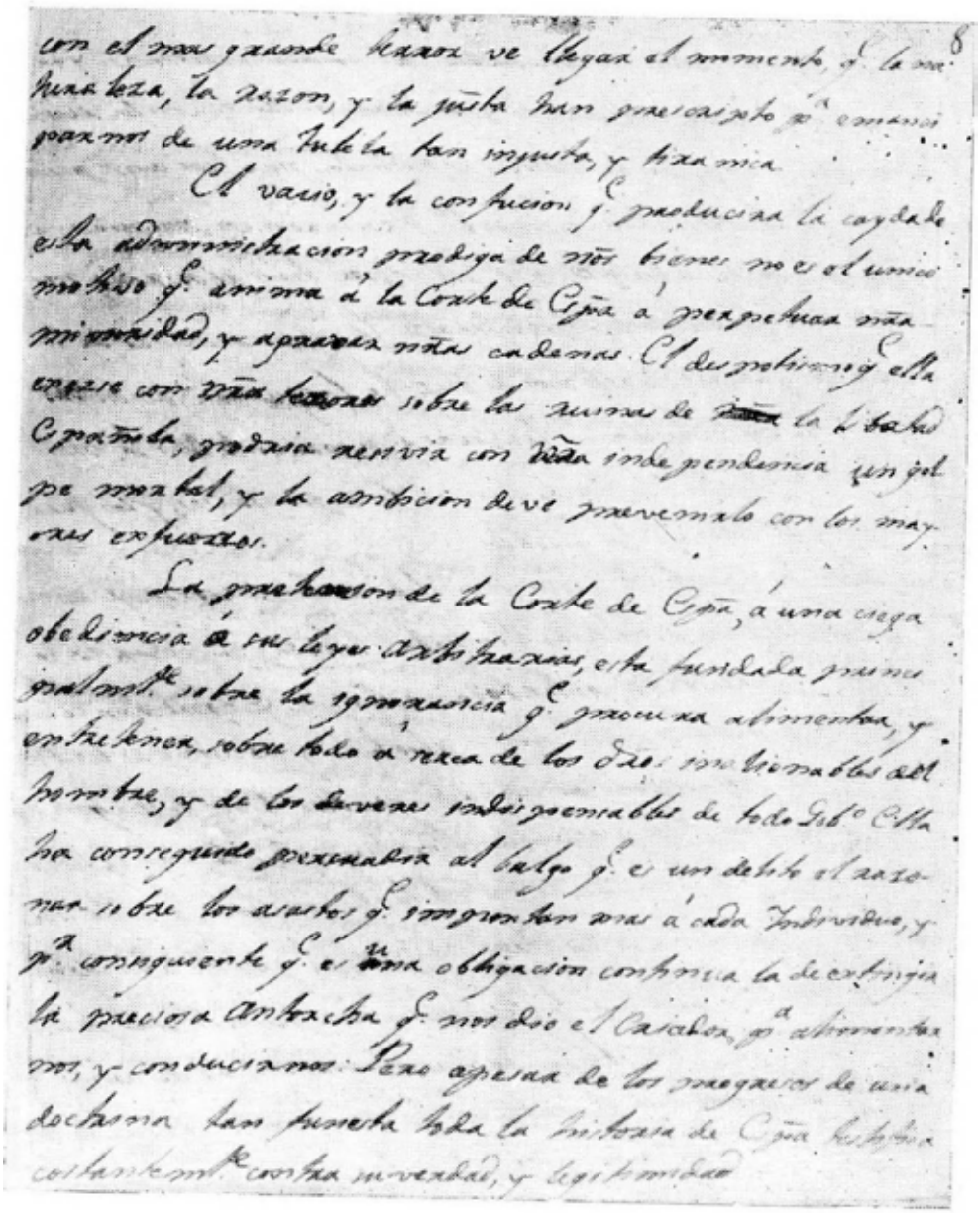


se hasen menos a aquellos desdichados. Sin embargo no fueron
Atucellos sino q.e se les condena á una muerte mas lenta de
hasiendolos á diversas partes del nuevo mundo, y alg.s fueron
embiados tambien á Cigua

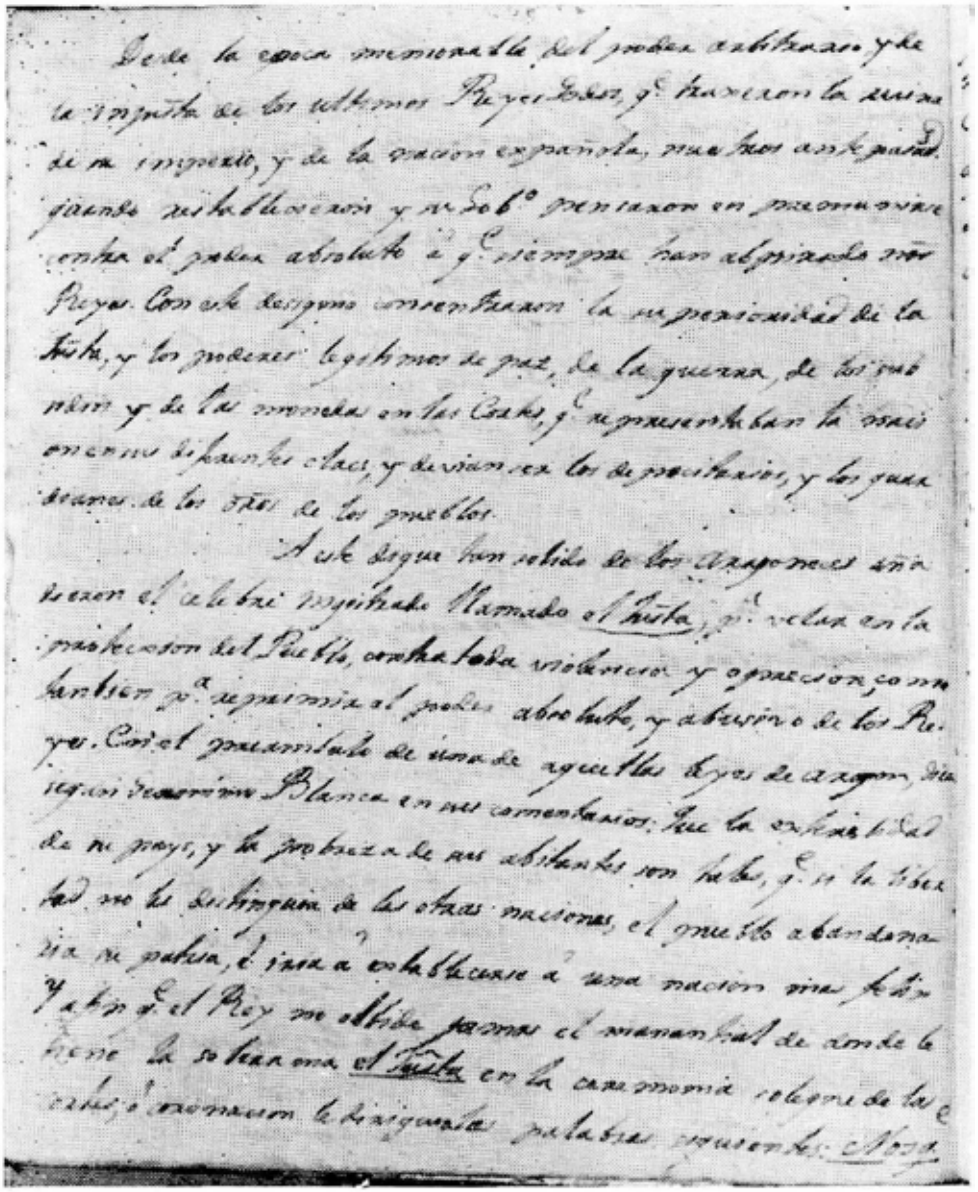
Tales eran los primeros frutos q.e la prudencia
de los descubridores del nuevo mundo derivó de la grandeza
Cig.a; quando la memoria de los merito de sus Padres esta
ba aun reciente. El Virrey aquel monstruo sanguinario quere
dio entonces el cuidado de todas las injusticias, pero de vengüen
zas mas á vezes de los sentimientos de la Corte, q.e sino q.e ella
no quanto podia de aquellos crueles: esta se ha declarado en
vitor deus en repetidas ocasiones en toda la America, dejando
de ser mucho mayor de sus hijos, sin procurar
sus fuerzas aquellas su infelicidad, y estos haviendo de-
jenerado hasta la Flaqueza

Despues de haber estado todo en un grande q.e en casa
de su dominacion, y reconociendo los como rebeldes la Corte
de Cigua q.e usa contradicion, y con refinam.to de crueldad
inaudita, con un fuego q.e solo puede inspirar á los Inf.s
el miedo de la Ygua incendiada, la corte se ha resuelto
al dia de pascuas, y q.e primero continuase el Gran
exército ha bivado ya á la mayor parte de estos desterra-
dos. Con el año de 1785 existian en Madrid 313 Caciques ref-
cidos en la America, como consta de la lista del Registro Gen.l de Re



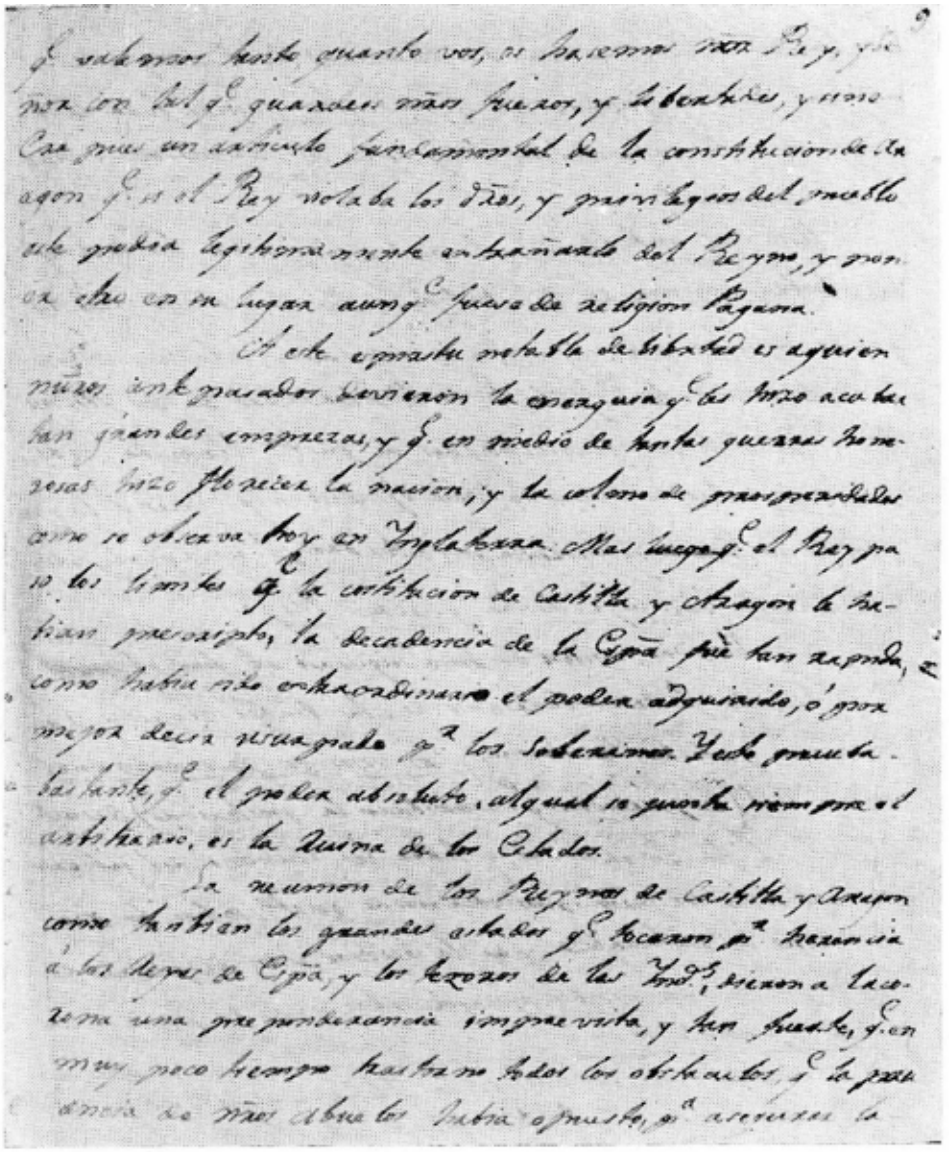


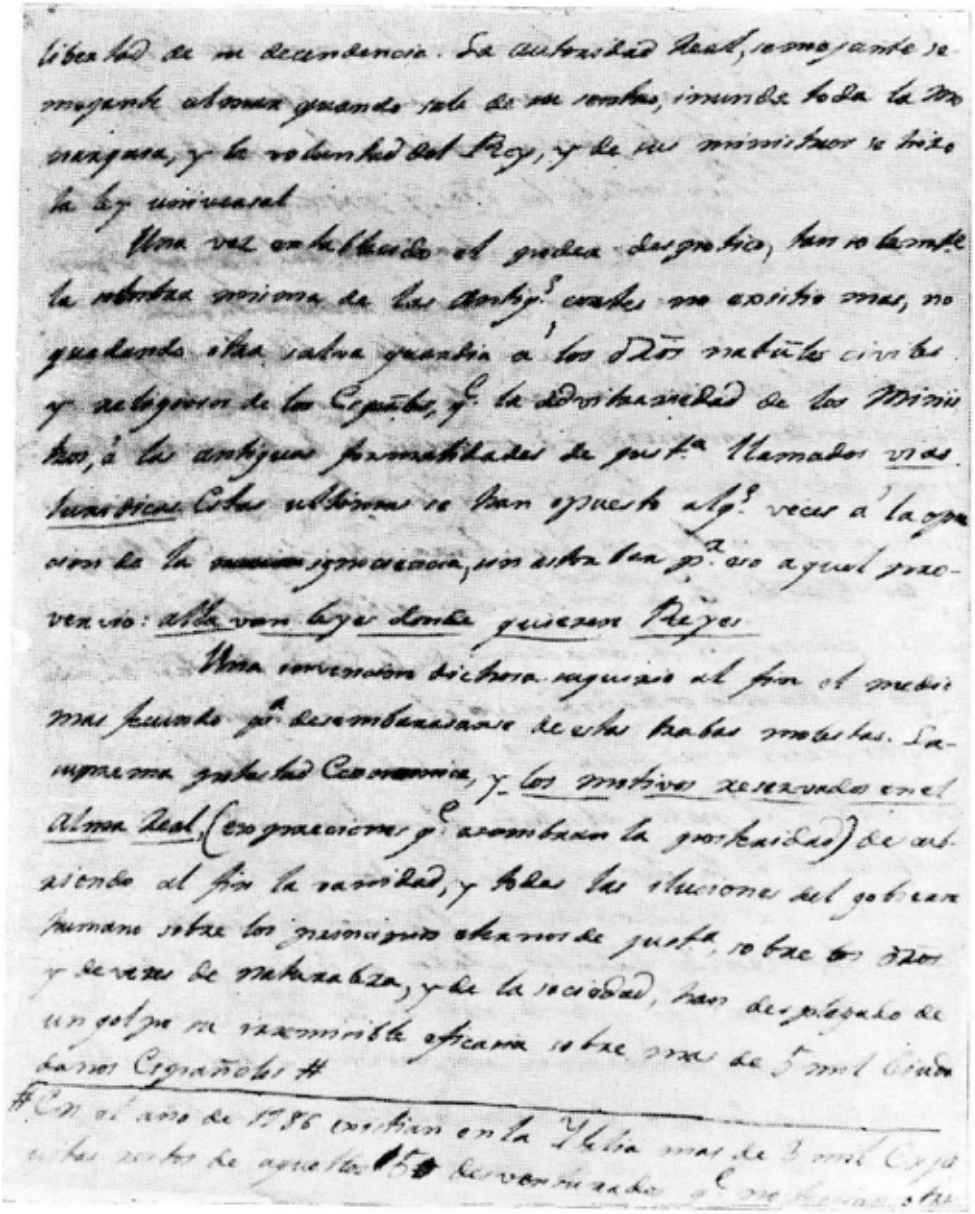
con el mas grande horror se vegan el momento, q. la mas
pura luz, la razon, y la justa han precipitado á semejan
ptos de una tutela tan injusta, y tiranica.
El vacio, y la confucion q. produciria la caydade
esta administracion protegia de mis bienes me es el unico
motivo q. anima á la Corte de Cyna á perpetuar esta
minoridad, y aprisionarme con cadenas. El desprecio q. ella
arroja con esta tiranica sobre la ruina de esta libertad
Cyranica, produce reserva con esta independencia q. jol
pe mortal, y la ambicion debe precaverlo con los may
ores esfuerzos.
La preferencia de la Corte de Cyna, á una ciega
obediencia á sus leyes arbitrarias, esta fundada primi
palmte. sobre la ignorancia q. procura alimentar, y
entretener, sobre todo el resto de los dros. inalienables del
hombre, y de los derechos indispensables de todo Gobo. Ella
ha conseguido persuadirle al vulgo q. es un delito el razo
nar sobre los asuntos q. interesan mas á cada Individuo, y
q.a consiguiente q. es una obligacion conforme la de castiga
la preciosa antorcha q. nos dio el Criador, q.e alimenta
nos, y conduce nos. Pero apesar de los esfuerzos de una
declarada tan funesta toda la historia de Cyna testifica
constantemte. contra su verdad, y legitimidad



Desde la epoca memorable del poder arbitrario y de la
ynjusta de los ultimos Reyes Borbones, q.e hicieron la ruina
de su imperio, y de la nacion española, mas han anhelado
jamas sus habitadores y muy especialmente pensaron en promover
contra el poder absoluto é ynjusto siempre han defendido sus
Reyes. Con este designio comentaron la ynspeccion de la
Junta, y los poderes legislativos de paz, de la guerra, de los im
puestos y de las monedas en las Cortes, q.e representaban la nacio
on como diputados ciudadanos, y derivaron en los ayuntamientos, y los gran
des cuerpos de los pueblos.

A este deseo han subido de los Aragoneses con
razon el celebre magistrado llamado el Justa, q.e volo en la
proclamacion del Pueblo, contra toda violencia y oposicion, con
tribuyo q.e reprimiese el poder absoluto, y abusivo de los Re-
yes. Con el guarnecido de una de aquellas lanzas de aragon, dia
rio el primero Blanca en sus comentarios: que la estabilidad
de su trono, y la grandeza de sus abitantes son hijos, q.e en la liber
tad no les distinguia de las otras naciones, el pueblo abandona
ria su patria, é yria a establecerse á una nacion libre, y
y aun q.e el Rey no obtubo jamas el mando sino de donde le
viene la soberania el Justa en la ceremonia solemne de la
coronacion le dirigia estas palabras equivalentes: Nos q.e



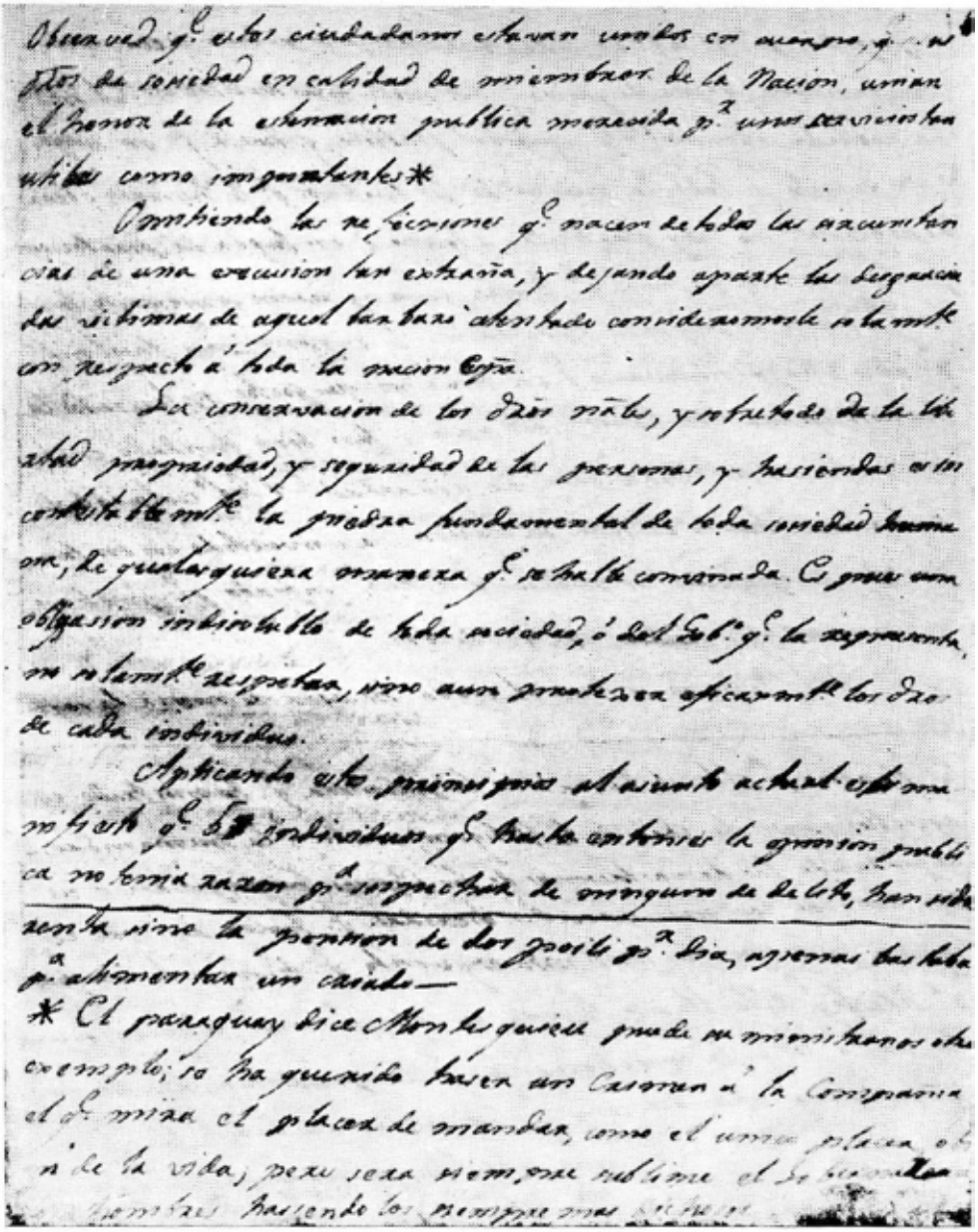


libertad de su descendencia. La autoridad Real, semejante se mezquina abonar quando sale de sus sombras, inunda toda la Monarquia, y la voluntad del Rey, y de sus ministros se hizo la ley universal

Una vez envilecido el pueblo desgraciado, han ido borrando la ultima mitad de las distinciones que existio mas, no quedando otra salva guardia a los Dros naturales civiles y religiosos de los Españoles, q. la desobediencia de los Ministros, á las antiguas formalidades de justa llamadas vias Juridicas. Estas ultimas se han opuesto algunas veces á la opresion de la ignorancia, pero otra vez q. ceso aquel precepto: ahora van leyes donde quieren Reyes

Una conversacion dichosa sugirio al fin el medio mas seguro p. desembarazarse de estas leyes molestas. La imprenta grabedad Ceremonia, y los motivos reservados en el Alma Real (esos gracias con q. asombran la grandeza) de ocultando al fin la verdad, y todas las ficciones del gobierno humano sobre los principios eternos de justa, sobre los Dros y deberes de naturaleza, y de la sociedad, han desplegado de un golpe su irresistible eficacia sobre unos de 3 mil Españoles #

En el año de 1786 existian en la Habana mas de 3 mil Esp. en las costas de aquella Isla desarmados y sin fortificacion



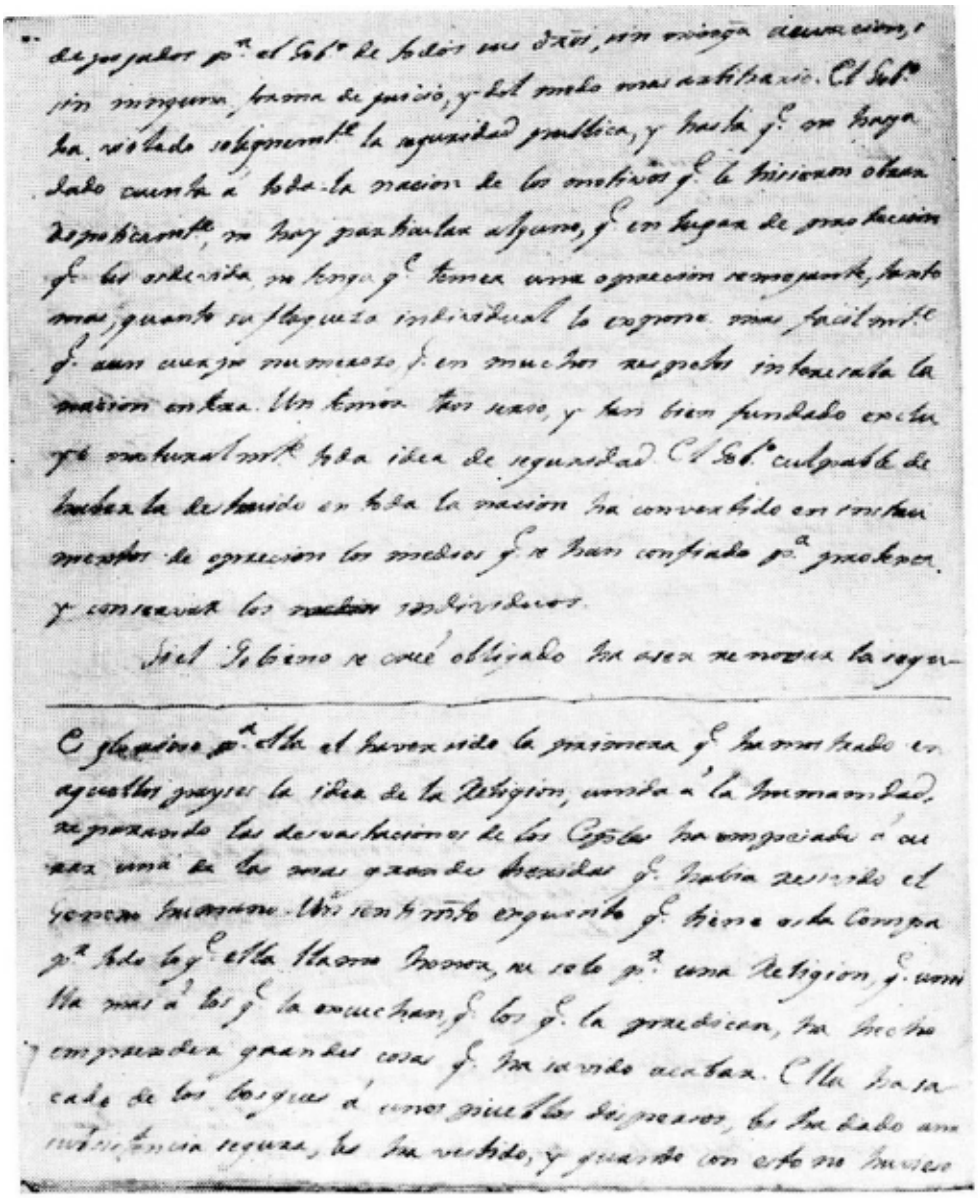
Observad q. estos ciudadanos estavan unidos con ciertos q. n
dos de sociedad en calidad de miembros de la Nacion, unian
el honor de la estimacion publica merecida p.r unos servicios ha
ubles como ingenuos.*

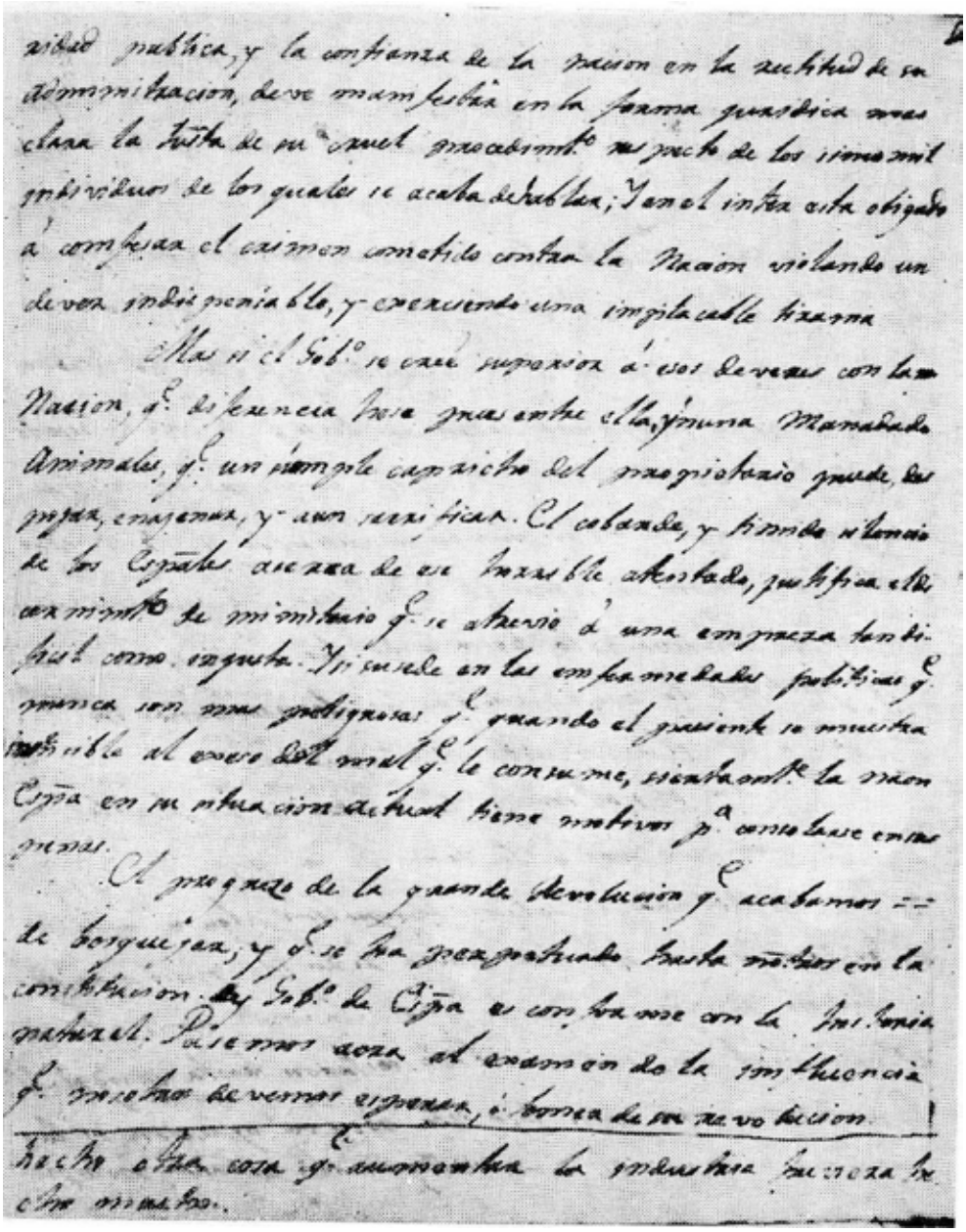
Combiendo las reflexiones q. nacen de todas las circunstan
cias de una execucion tan extraña, y dejando aparte las sugestion
des sistemas de aquel barbaro abentado consideremosla solamte
con respecto á toda la nacion Egea.

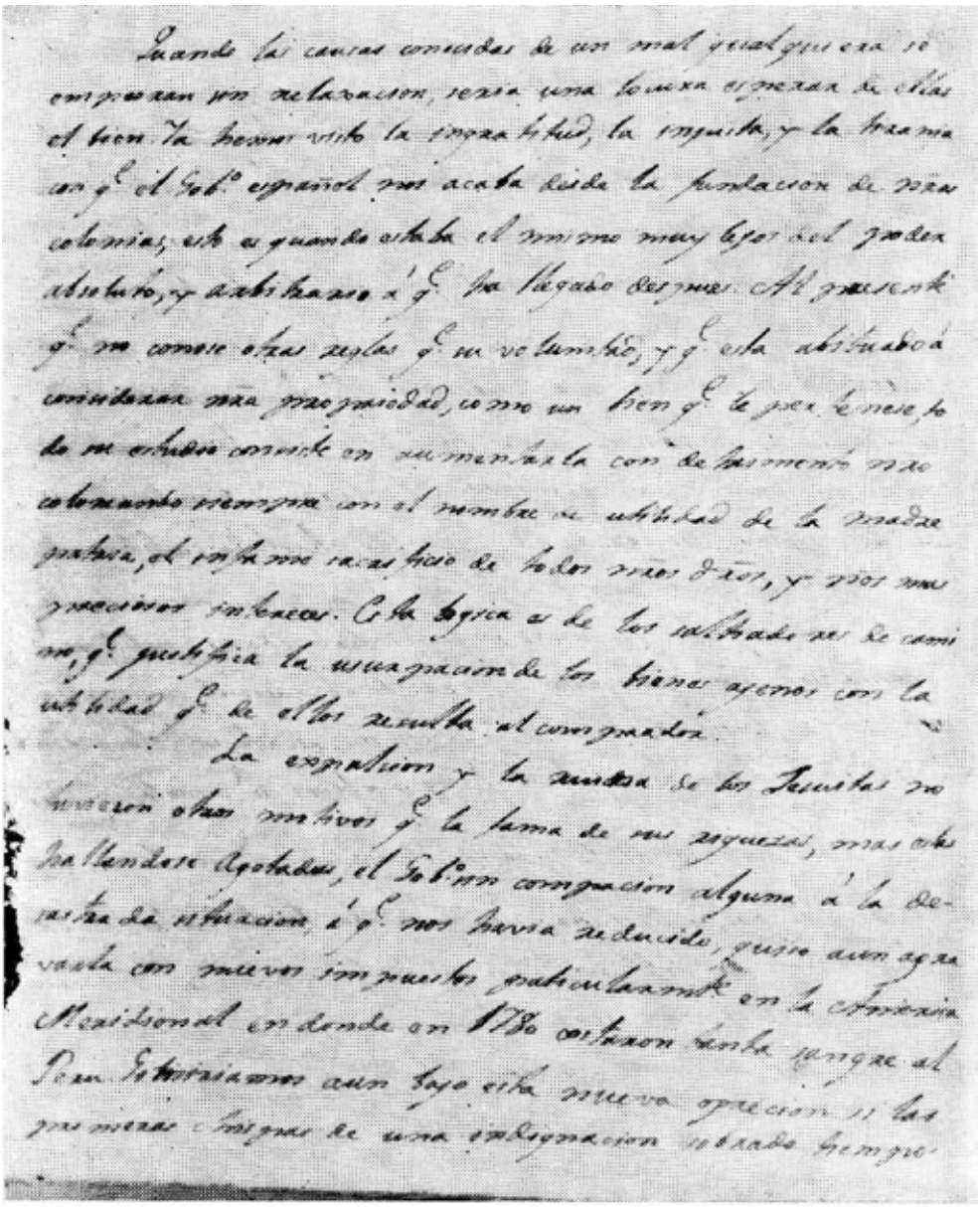
La conservacion de los dros nales, y notables de la lib
ad propriedad, y seguridad de las personas, y haciendas es sin
contradiccion la piedra fundamental de toda sociedad humana
on, de qualquiera ormaneza q. se halle constituida. Es pues una
obligacion indispensable de toda sociedad, ó del Gob.o q. la regenta,
no solamte respetar, sino aun promover eficazmte los dros
de cada individuo.

Aplicando esto principios al asunto actual esta cla
ro q. los individuos q. hacen entonces la nacion publi
ca no tenia razon p.a sospechar de ninguno de ellos, pues nada
menos sino la pension de dos pesos p.r dia, agregan los hecha
p.a alimentar un caudo—

* El paraguay dice Montesquieu puede ser mirado como ejem
exemplo; se ha querido hacer un Carmen á la Compañia
el Sr. mira el placer de mandar, como el unico placer de
n de la vida, pero sera siempre sublime el de hacer
hombres haciendo los siempre mas felices.

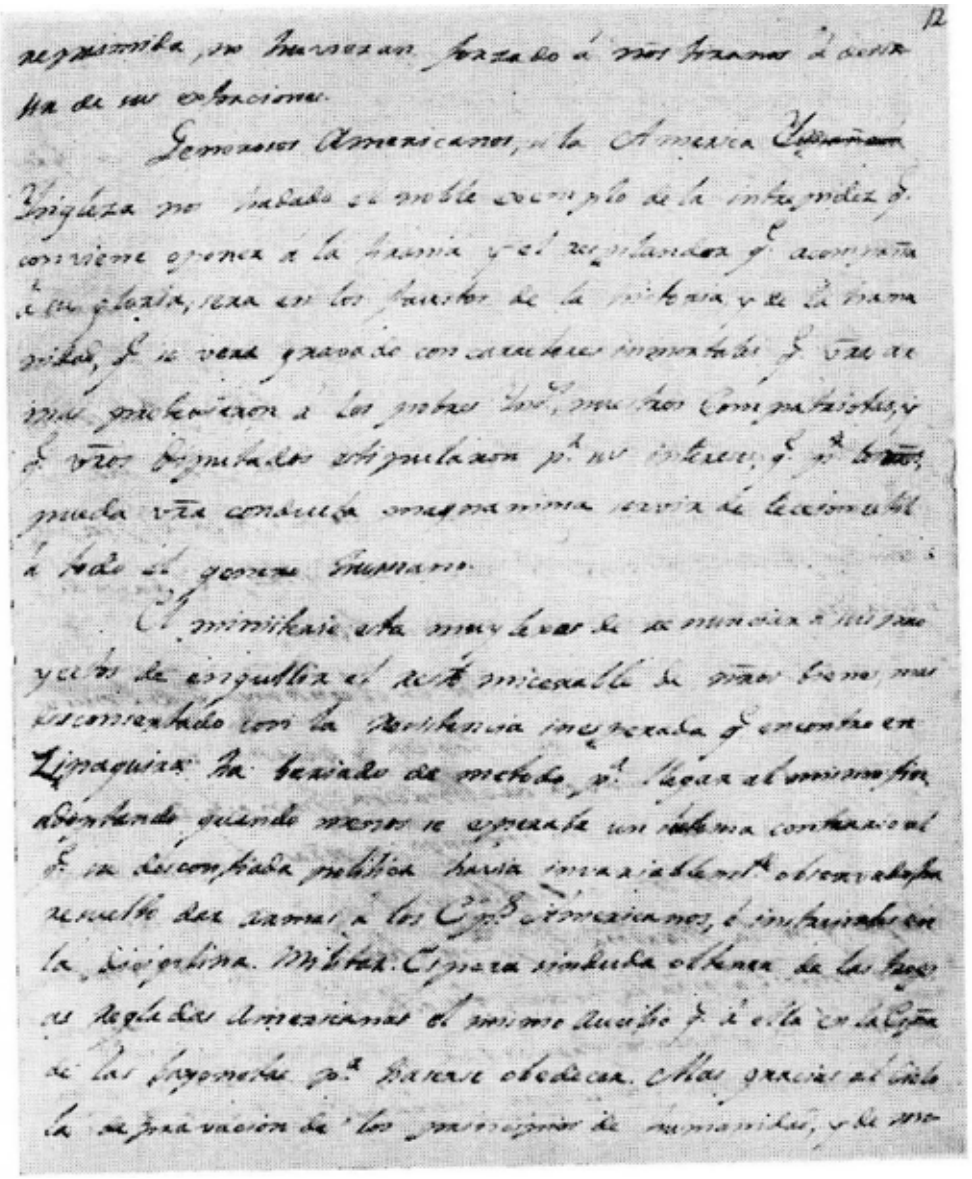


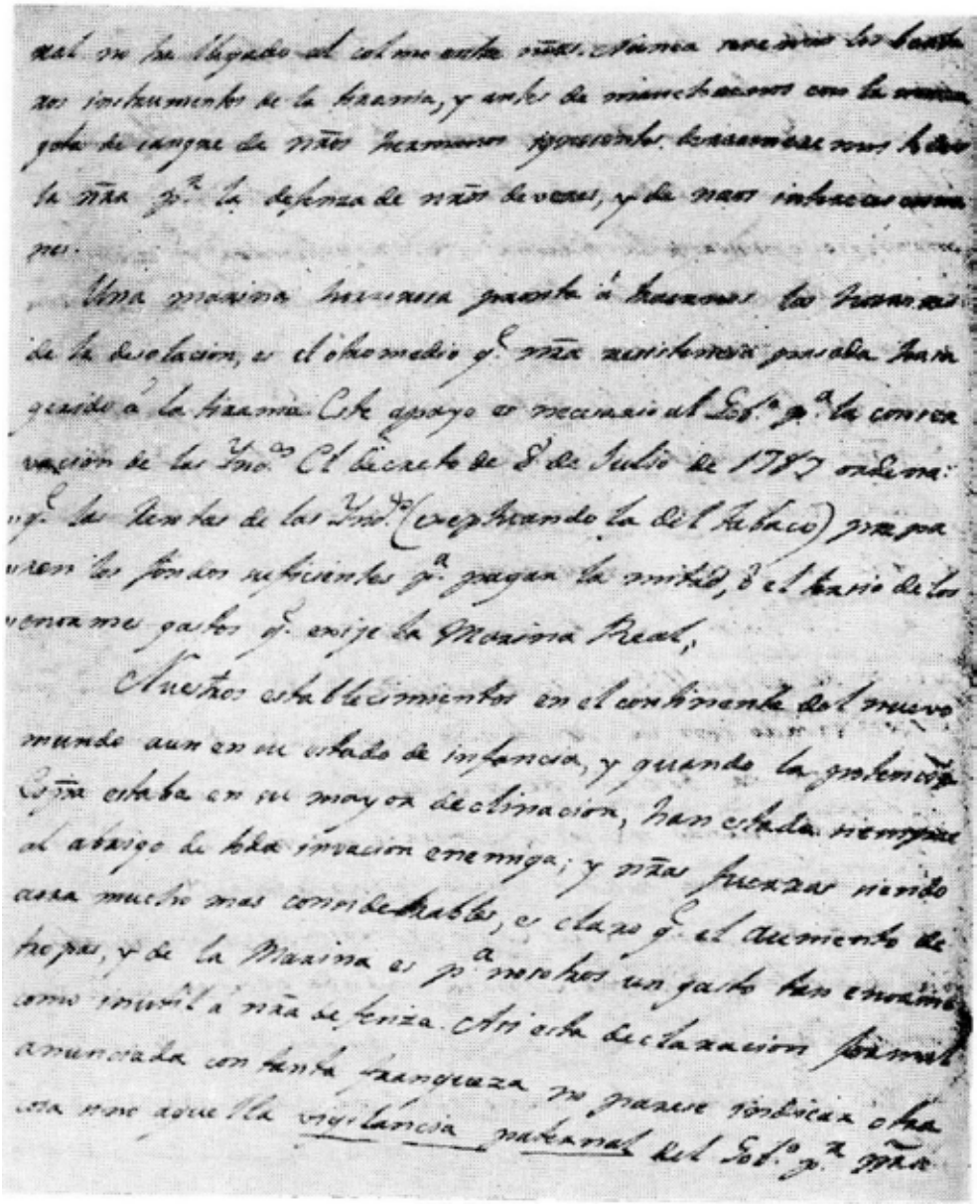


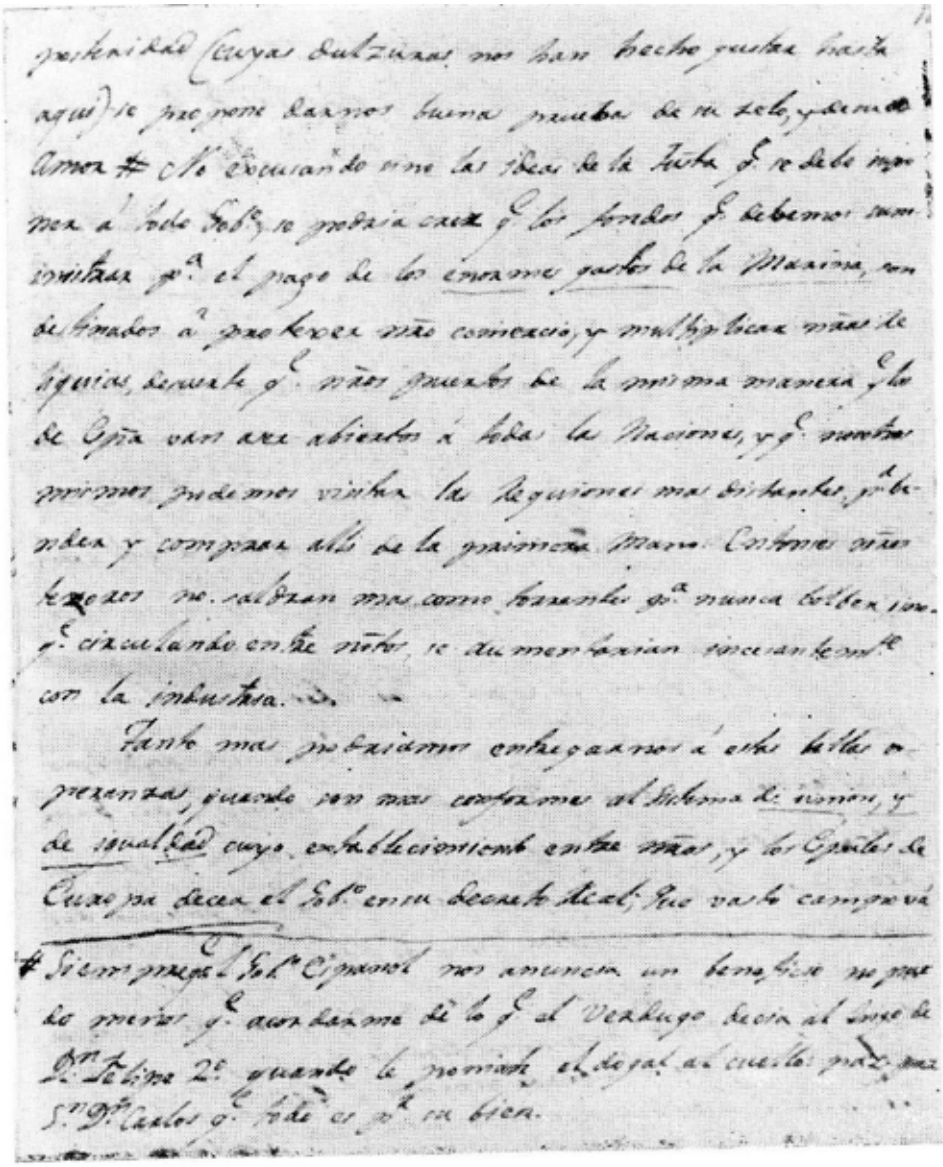


Quando las causas conocidas de un mal qualquiera se
empiezan con relaxacion, sera una locura esperar de ellas
el bien. Ya hemos visto la ingratitud, la injusticia, y la trayna
con q.e el Gob.o español nos acaba de pintar la fundacion de nras
colonias, ese quando estaba el mismo muy lejos del poder
absoluto, y arbitrario q.e ha seguido despues. Al presente
q.e no conoce otras reglas q.e su voluntad, y q.e esta absteniendo
considerar mas proximidad, como un bien q.e le pertenece, to
do su estudio consiste en aumentarla con detrimento mas
colonizando siempre con el nombre de utilidad de la madre
patria, el mismo sacrificio de todos estos años, y por mas
precauciones inutiles. Esta logica es de los intereses de comi
on, q.e justifica la uniformidad de los bienes ajenos con la
utilidad q.e de ellos resulta al comprador.

La expulsion y la ruina de los Jesuitas no
tuvieron otro motivo q.e la fama de sus riquezas, mas ob
stallandose agotadas, el Gob.no sin comprension alguna á la de-
sastrada situacion á q.e nos havia reducido, quiso aun agra
varla con nuevos impuestos particularmte en la capitania
General en donde en 1780 estaban tanta sangre al
Peru. Estos fueron aun hoy esta nueva opresion y las
primeras señales de una indignacion mirada siempre



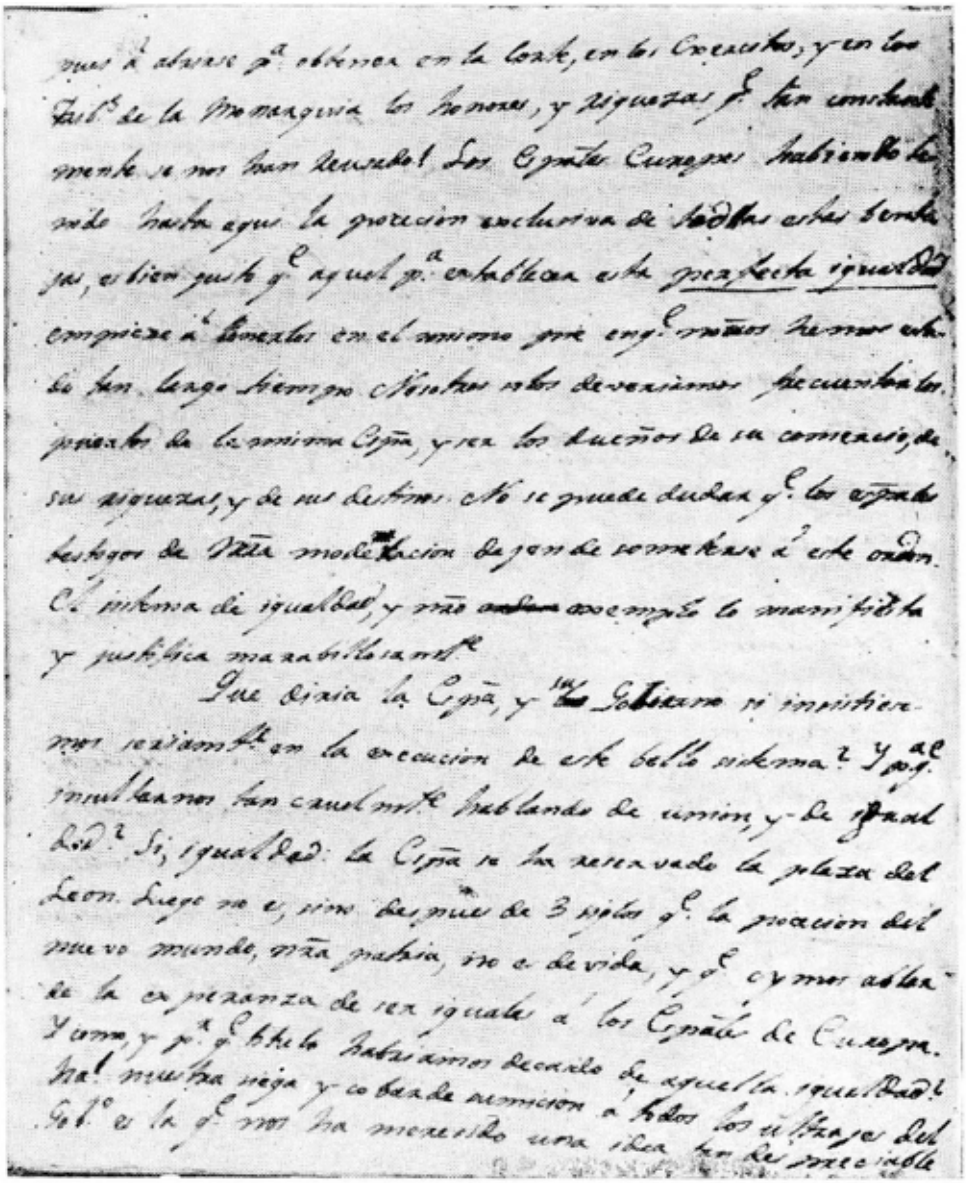


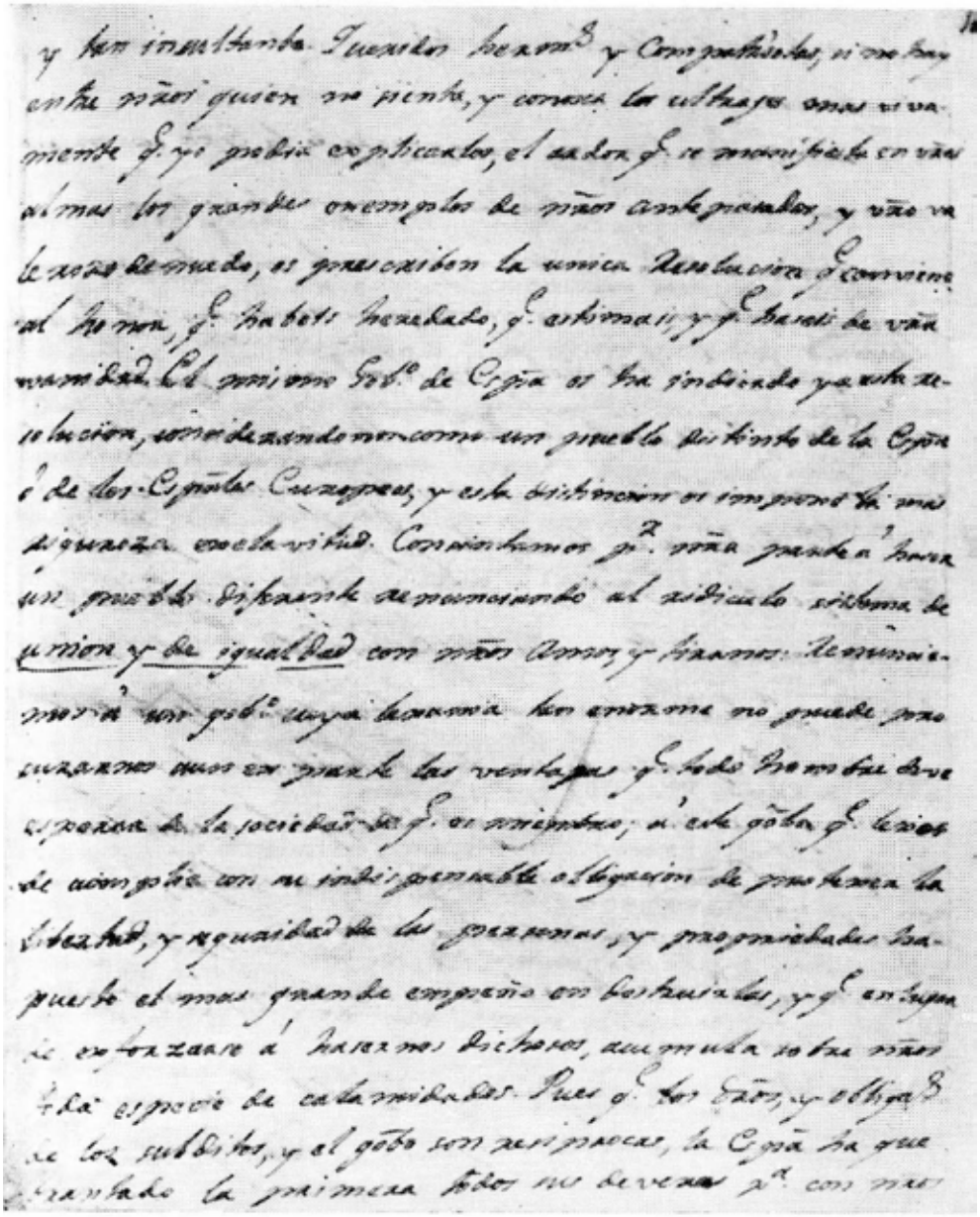


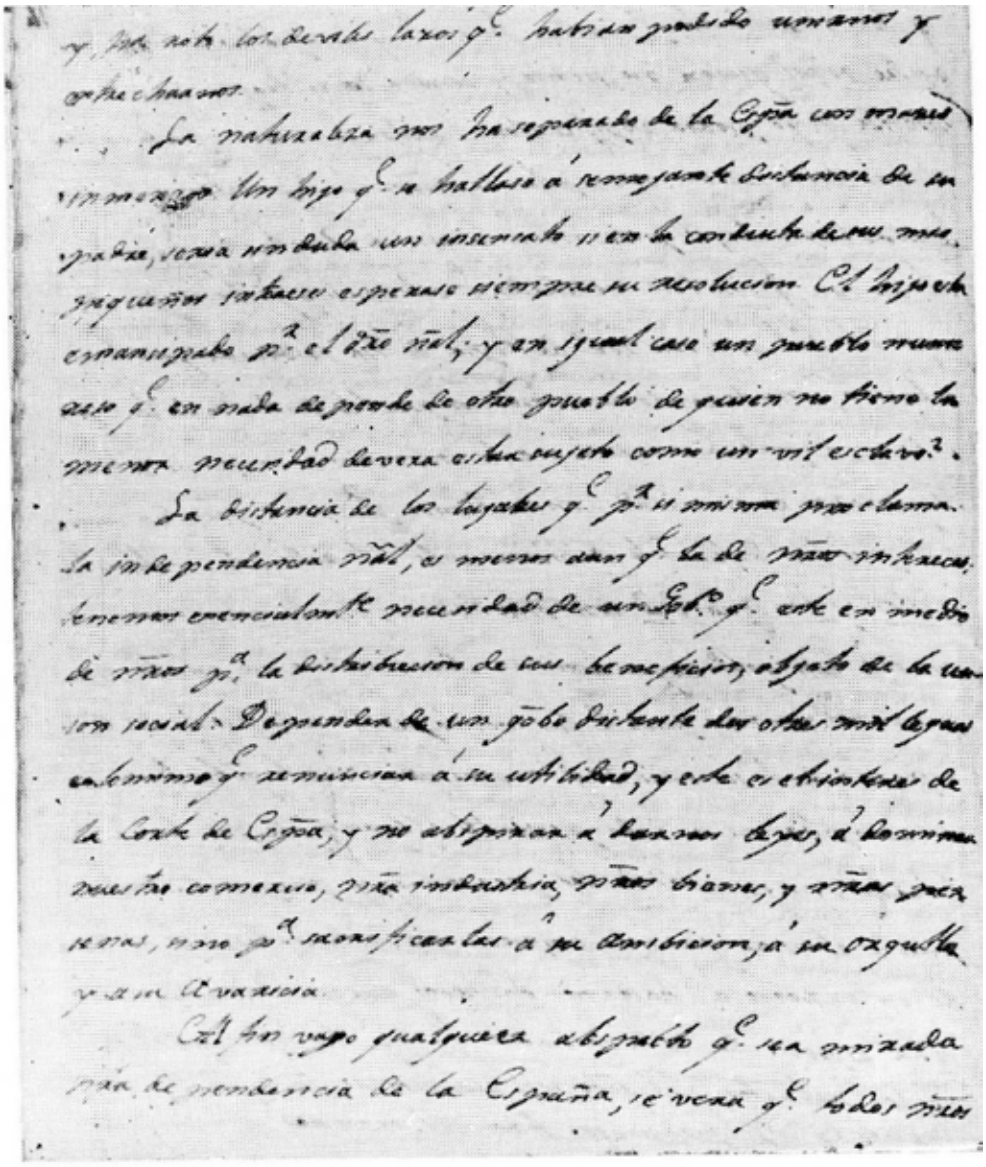
posteridad (cuyas dulzuras no han hecho gustar hasta
aquí) se propone darnos buena prueba de su celo, y de su
amor #. No excusando como las ideas de la justa q. se debe imponer
en todo Gob.o se podría cargar los fondos q. debemos imponer
inviolables q.a el pago de los enormes gastos de la Marina, con
destinados á proteger más comercio, y multiplicar más de
seguros, derecho q. más pueden de la misma manera q.e lo
de España van exceptuados á todas las Naciones, y q.e nuestros
primeros productos vienen las regiones mas distantes, q.e be-
neficia y compran allí de la primera mano. Con este más
derechos no. salvaran mas como hasta hoy q.e nunca volverán con
q.e circulando con este vicio se aumentarían sucesivamente
con la industria.

Tanto mas podríamos entregarnos á esta libertad de
procedes, puesto con mas conformidad al sistema de unión, y
de igualdad cuyo establecimiento entre mar, y los Españoles de
Europa decreta el Gob.o en su decreto Real, que vasta comprovó

Si siempre el Gob.o Español nos anuncia un beneficio no pue-
de menos q.e acordarme de lo q.e el Verdugo decía al hijo de
D.n Felipe 2.o quando le mandó el degol.e de cuatro pa-
S.n D.n Carlos q.e todo es p.a su bien.





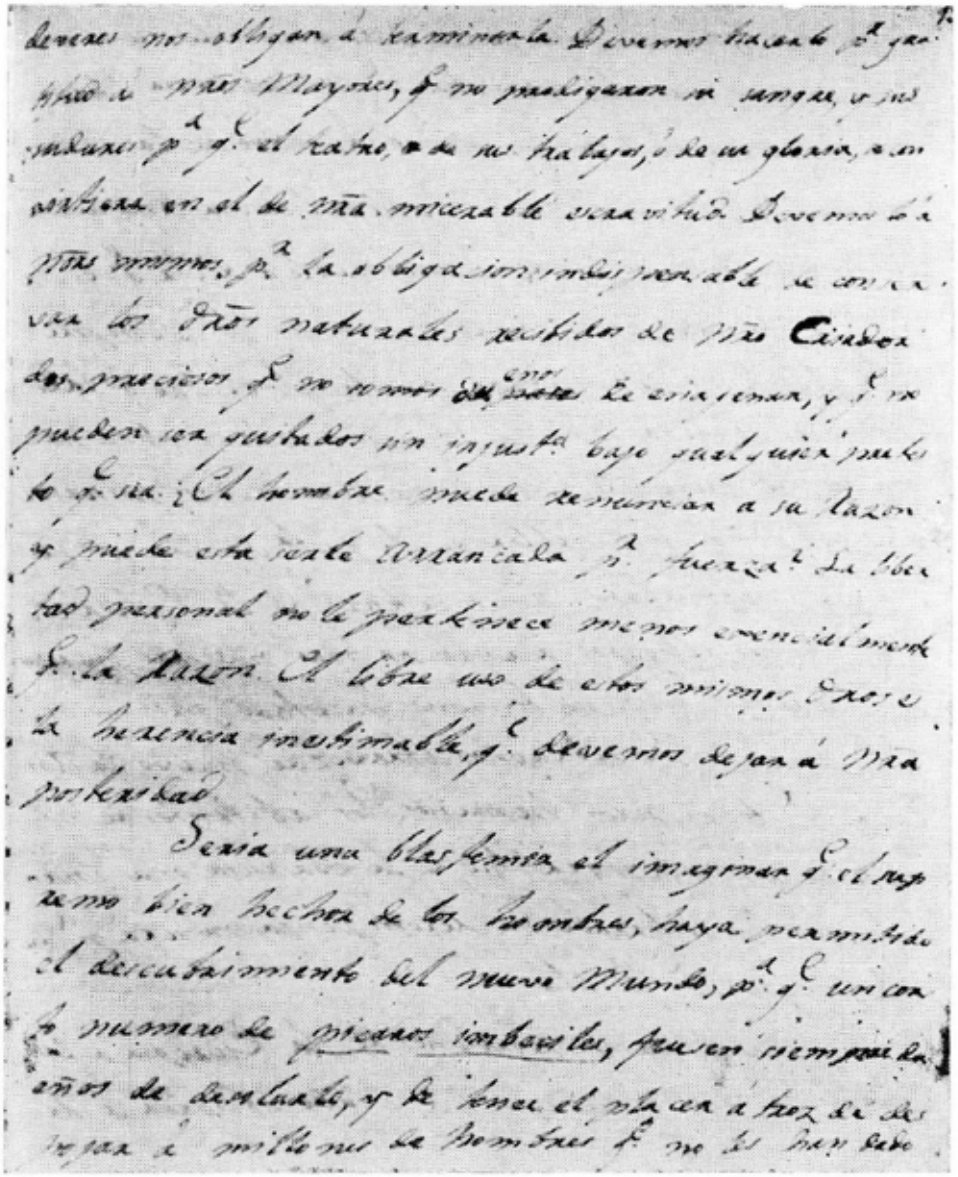


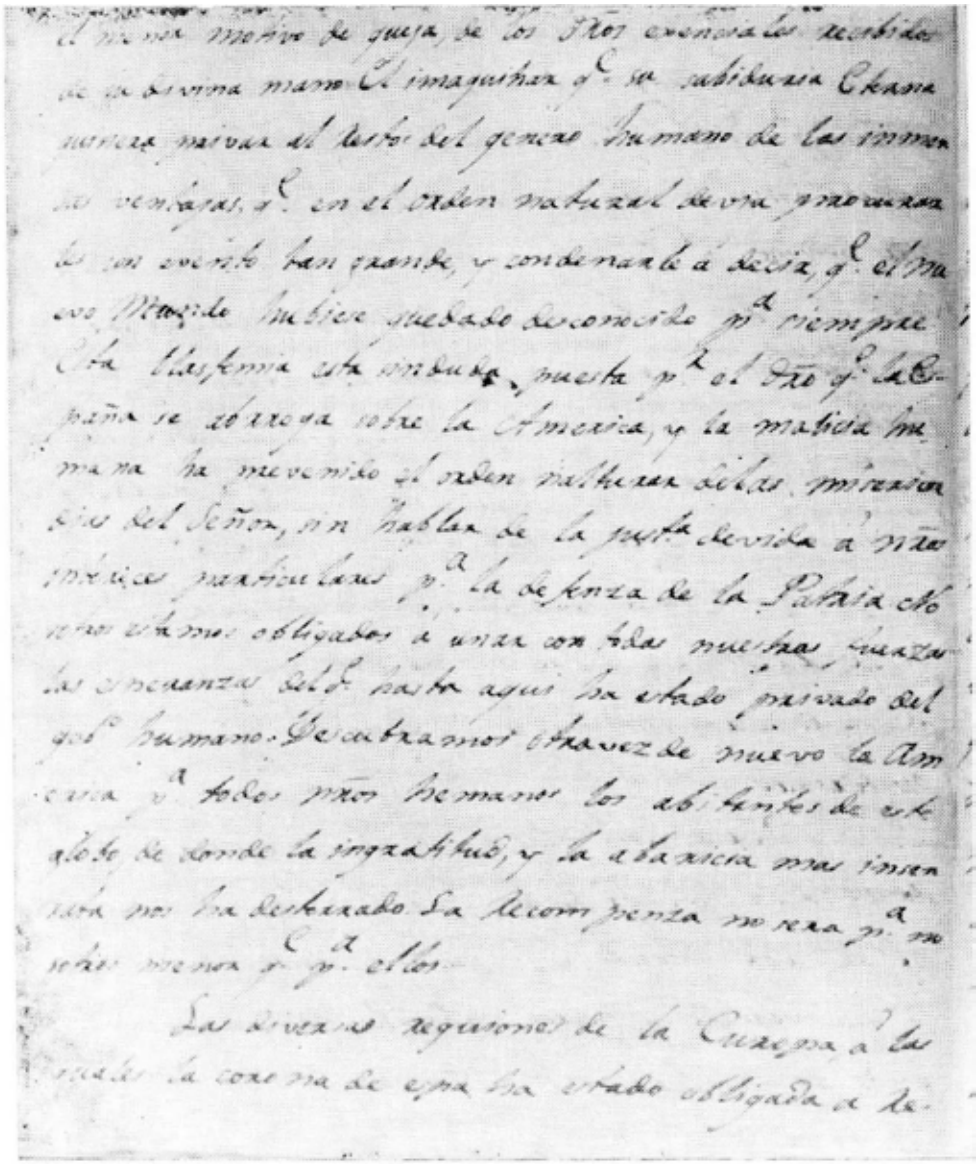
y, por este los debidos lazos q.e hasta ahora pudieron unirnos y
estrecharnos.

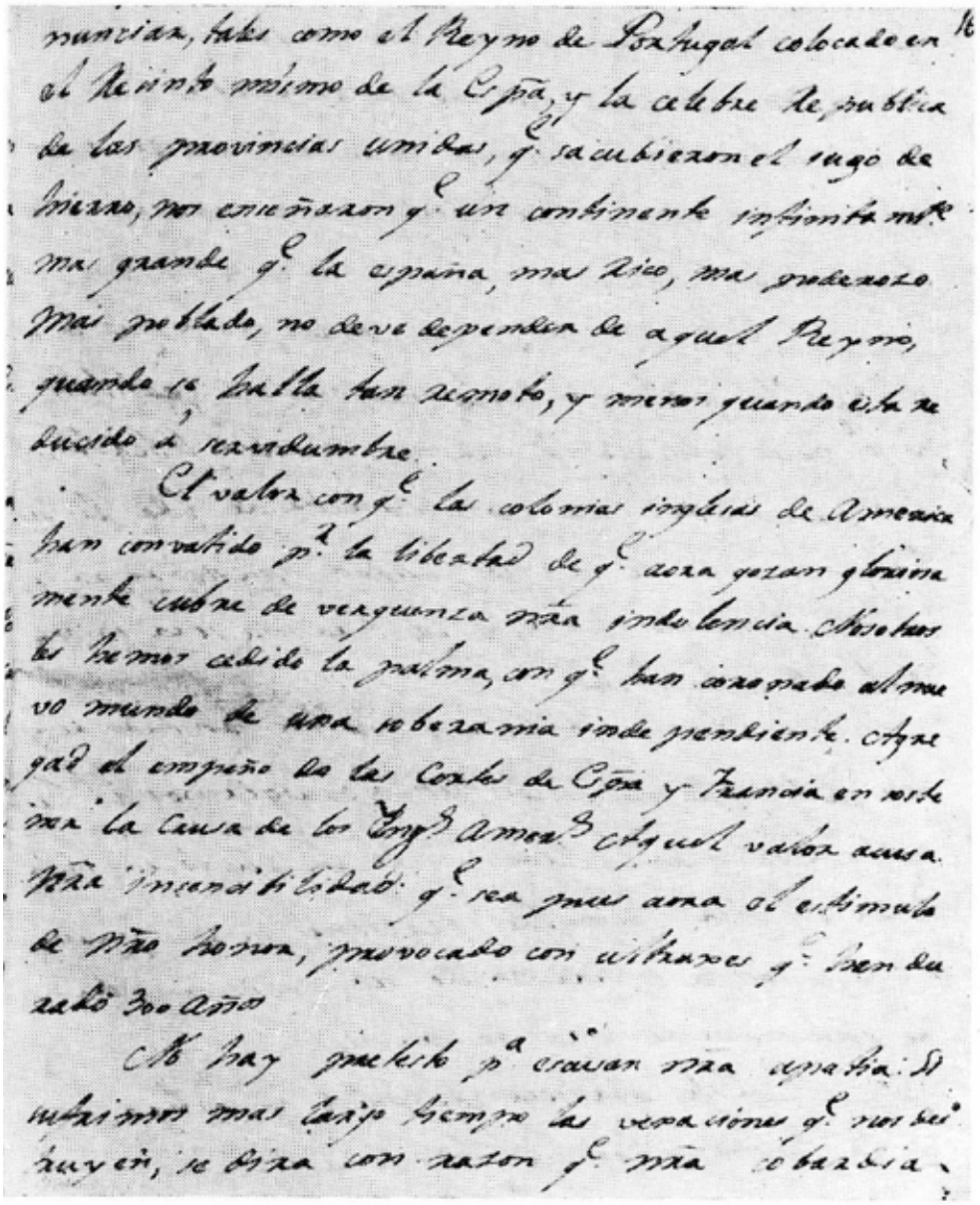
La naturaleza nos ha separado de la España con mares inmensos. Un hijo q.e se hallase á semejante distancia de su padre, sería sin duda un insensato si en la constante idea de una sujecion intolerable esperase siempre su revolucion. El hijo está emancipado p.r el hecho mismo; y en igual caso un pueblo nuevo así q.e en nada depende de otro pueblo de quien no tiene la menor necesidad debería estar sujeto como un vil esclavo.[2].

La distancia de los lugares q.e p.r la misma proclama la independencia misma, o menos aun q.e la de mares intermedios, tienen esencialmente necesidad de un Gob.no q.e este en medio de unos p.r la distribucion de sus beneficios, objeto de la union social. Dependan de un gobo distante dos otros mil leguas cabalmente q.e renuncian á su utilidad, y este es el interes de la Corte de España, y no abdicarán á buenos dejos, á benignas nuestras comercio, piña industria, mares bienes, y mares pingües rentas, mas p.r sacrificarlas á su ambicion, á su orgullo y á su avaricia.

Es en vano qualquiera objecion q.e se anime á piña dependencia de la España, se verá q.e todos mis



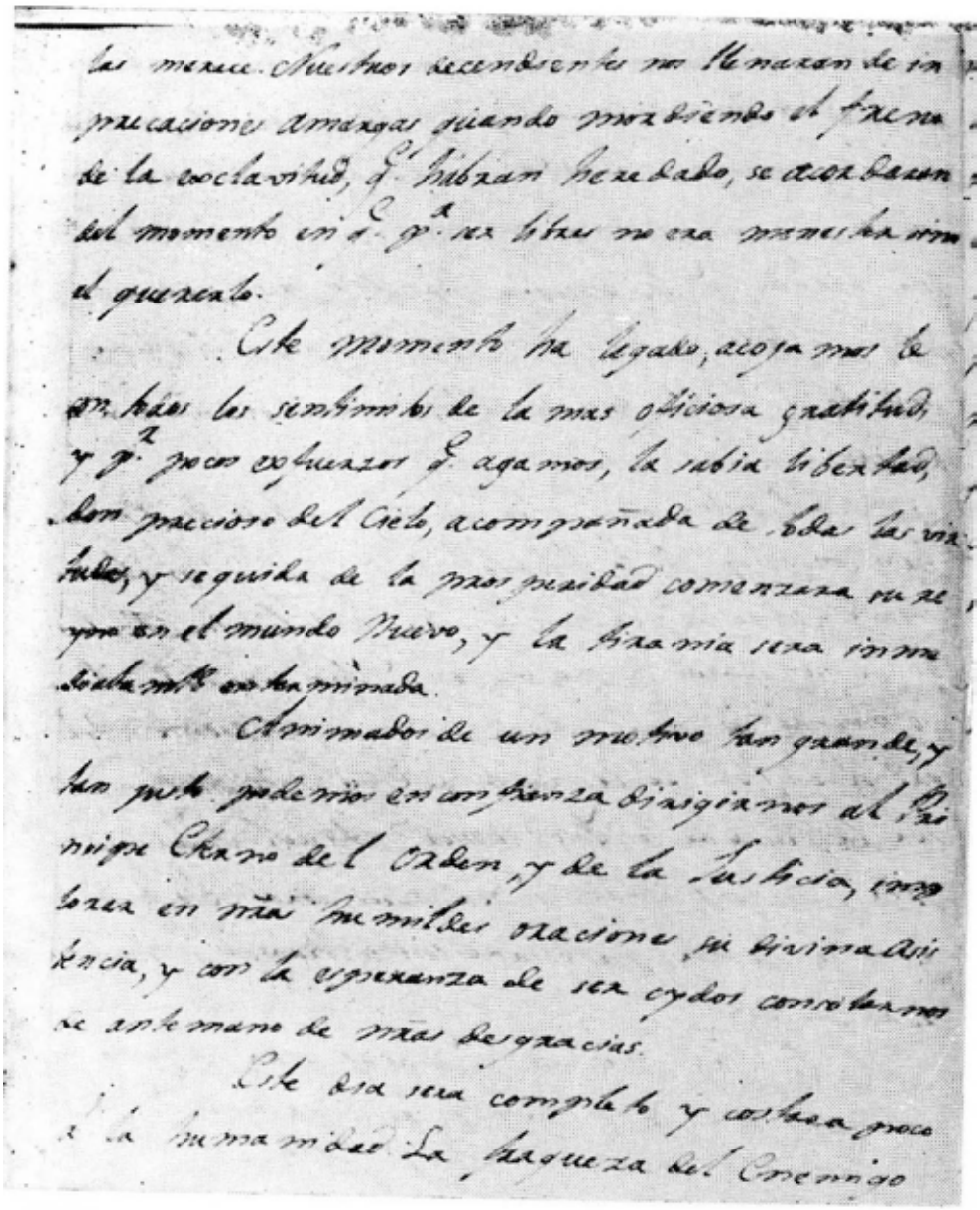




nuncias, sabes como el Reyno de Portugal colocado en el Recinto mismo de la España, y la cabeza de publica de las provincias unidas, q. se cubrieron el rago de Inglaterra, no conocian q. un continente infinitamte mas grande q. la españa, mas Rico, mas poderoso mas poblado, no debe depender de aquel Reyno, quando se halla tan remoto, y menos quando ha merecido su recelo.

El valor con q. las colonias inglesas de America han combatido p. la libertad de q. ahora gozan glorioso mente cubre de verguenza mas indolencia obstinacion de hombres cobardes de la palma, con q. han coronado al nuevo mundo de una soberania independiente. esfuerzo del empeño de las Cortes de España y Francia en sostener la causa de los Engs. Americs. esfuerzo valor causa mas Imparcialidad q. sea gloria al estimulo de mi honra, provocado con ultrages q. sufren desde 300 años

No hay q. decir p. probar mi apatia: El universo mas facil siempre las reparaciones q. merecen huyen, se dirá con razon q. mi cobardia.

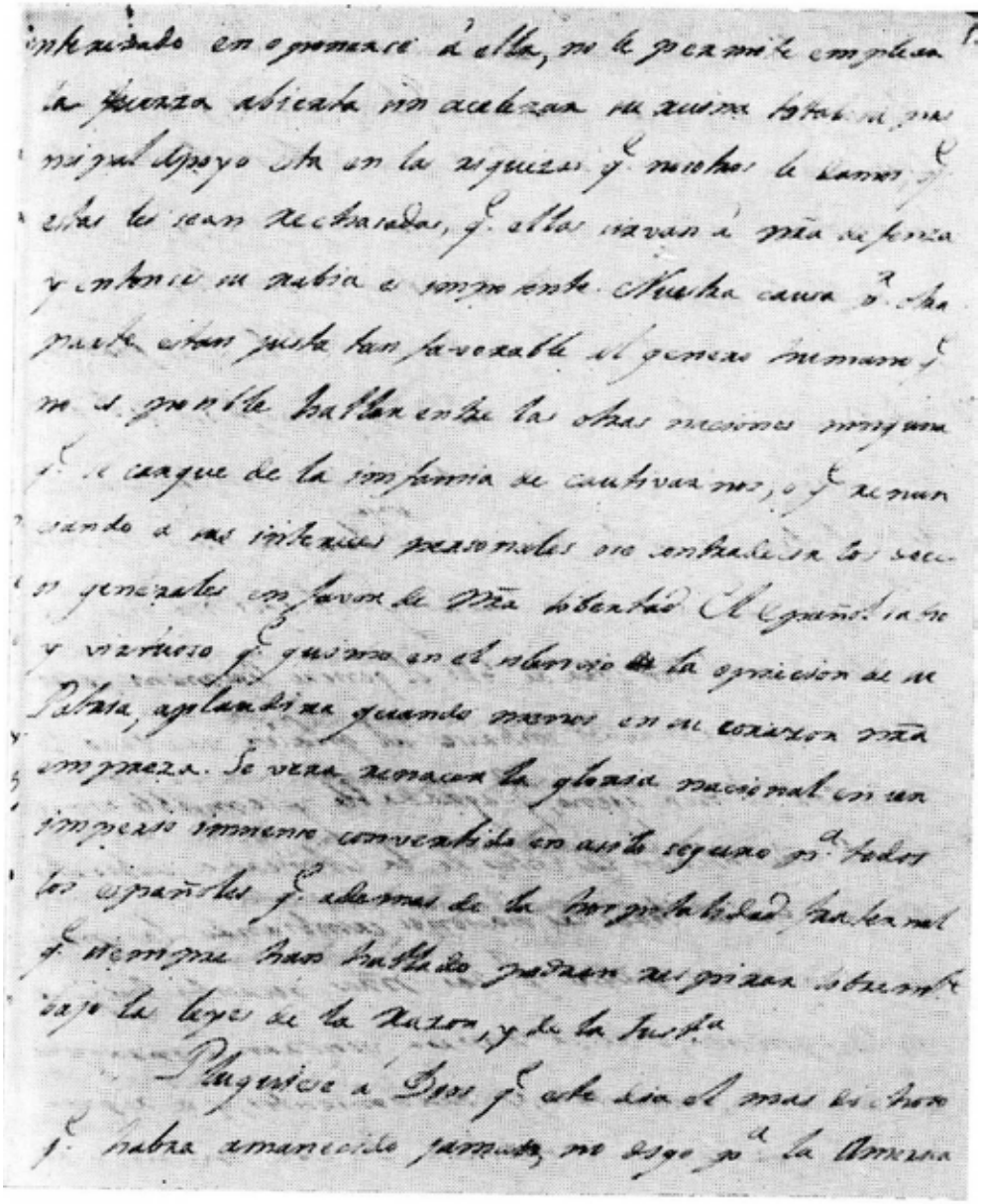


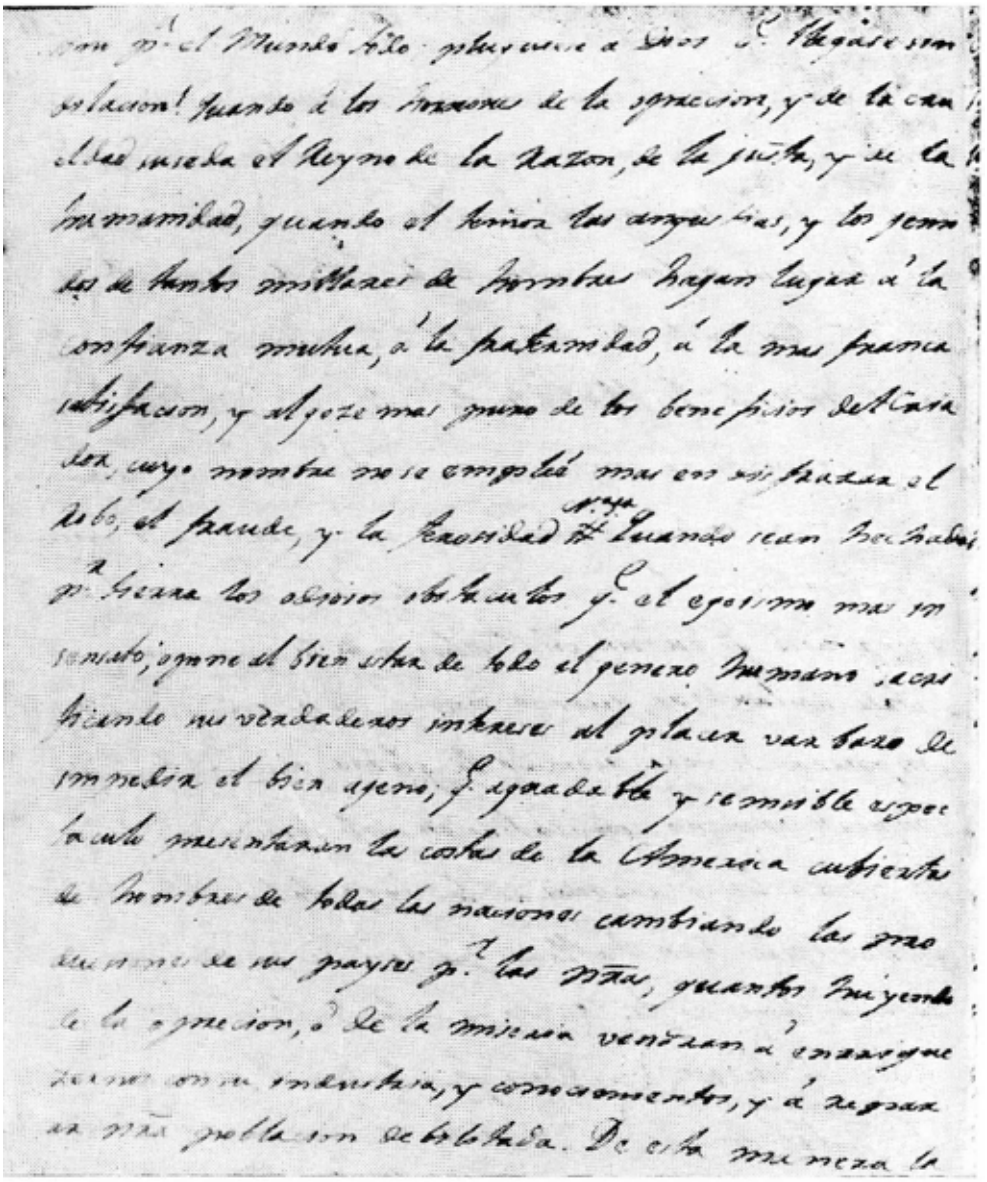
las mesas. Nuestros descendientes no llenarán de imprecaciones ominosas gimiendo miserables el freno de la esclavitud, q.e hubieran heredado, se acordarán del momento en q.e q.n les trate de imponerlo.

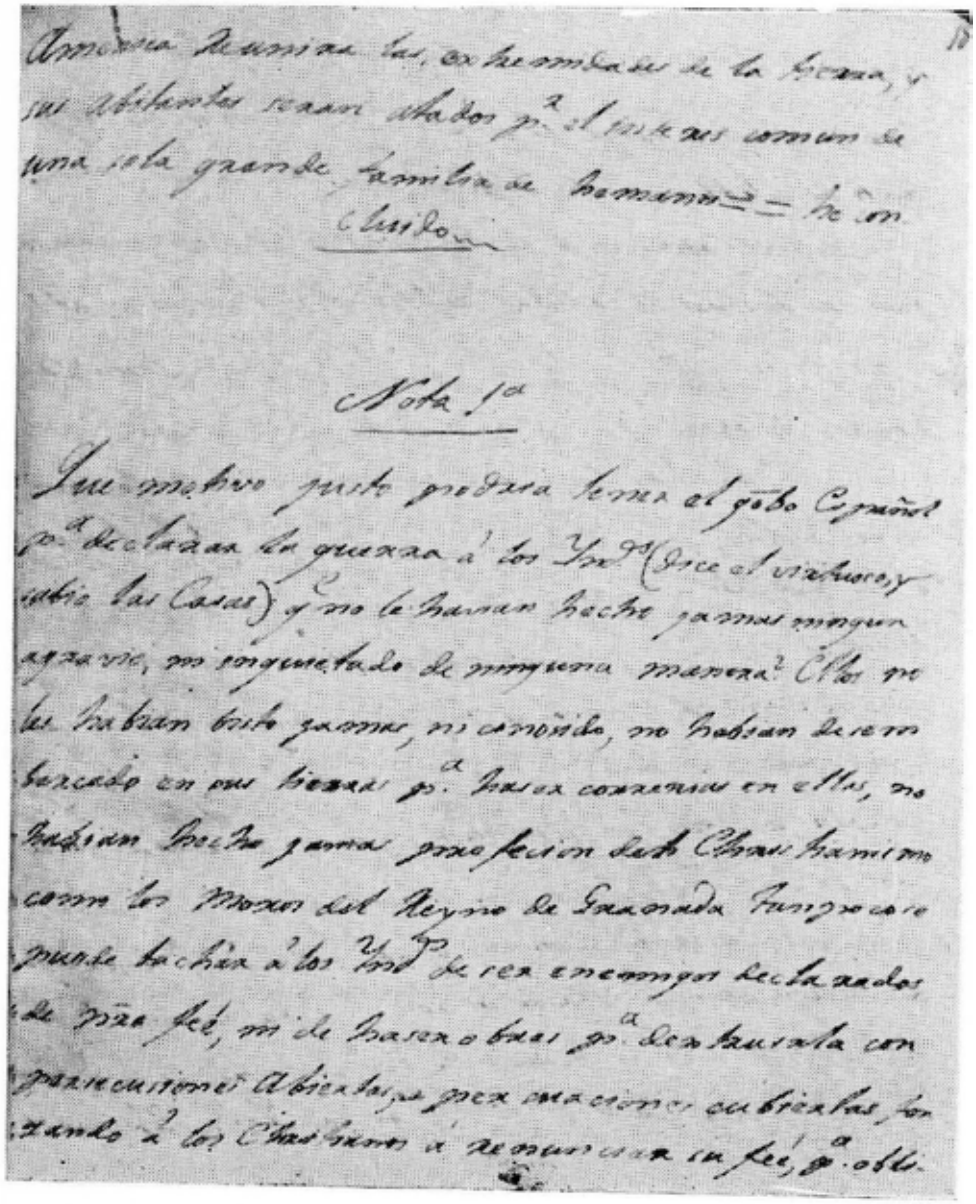
Este momento ha llegado, acoja pues todos los sentimientos de la mas oficiosa gratitud, y q.e con esfuerzos generosos, la sabia libertad, don precioso del Cielo, acompañada de todas las virtudes, y seguida de la mas perfecta comenzara a reynar en el mundo Nuevo, y la Grandeza sera inmediatamente coronada.

Animados de un motivo tan grande, y tan justo pidamos en confianza dirijamos al Supremo Autor del Orden, y de la Justicia, imploremos en mas humildes oraciones su divina Asistencia, y con la esperanza de ser oydos consolemos de antemano de mas desgracias.

Este dia sera completo y coronara pocos de la misma edad. La flaqueza del Enemigo



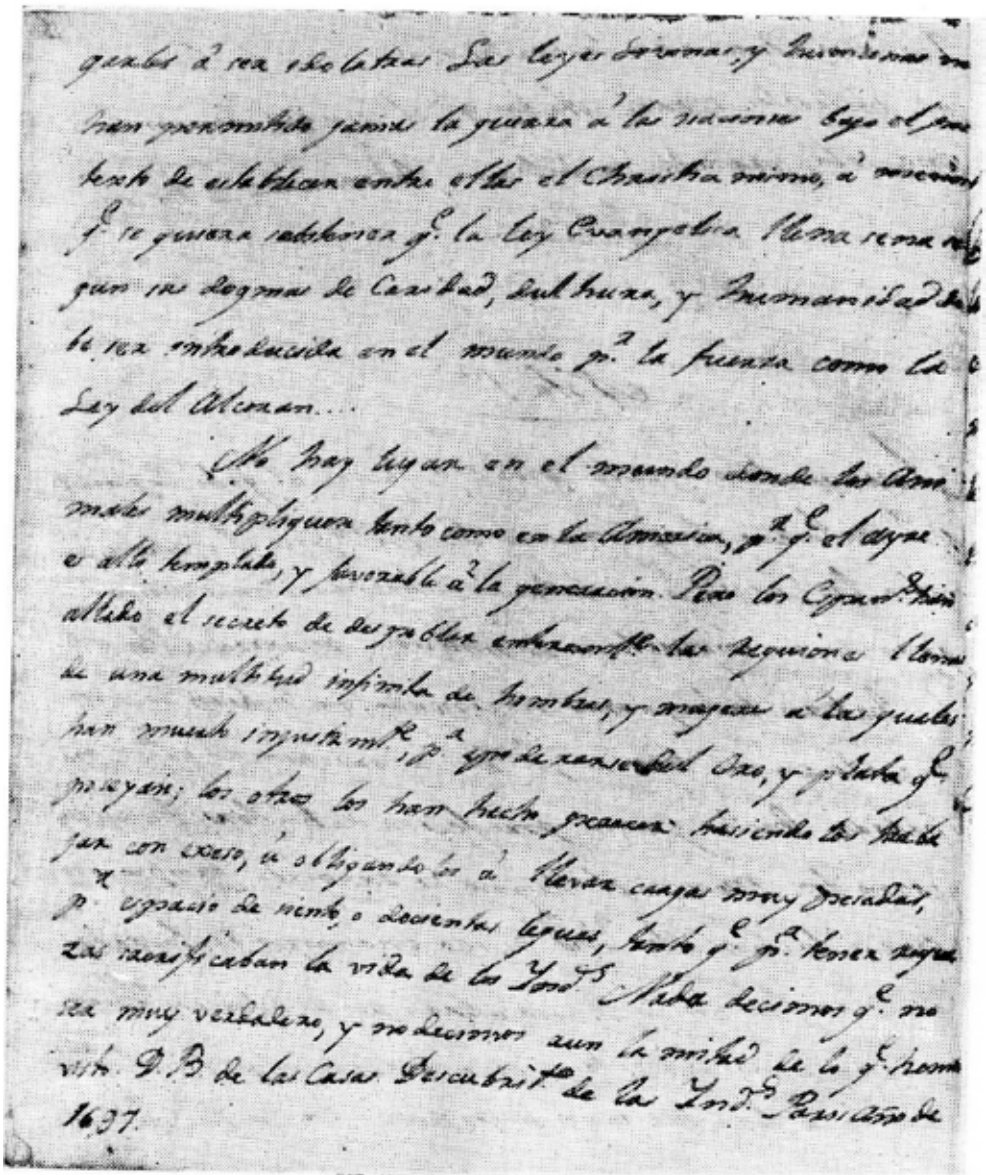




Armonia reunian las recomendables de la Gracia, y sus diferentes caracteres p.a formar entre todos como de una sola grande familia de hermanos = Asi concluido =

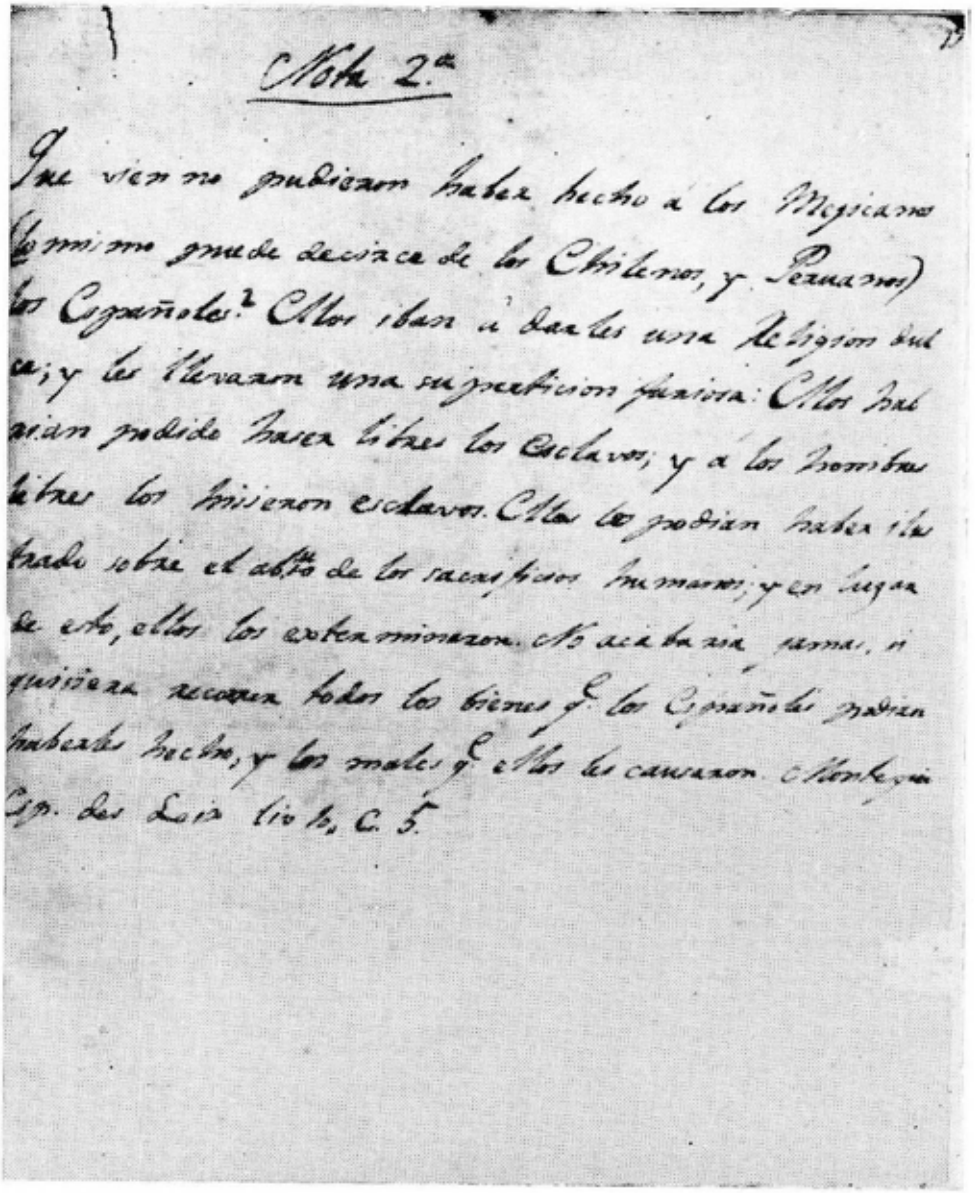
Nota 1a

Que motivo justo podria tener el gobo Español p.a declarar la guerra á los Yndios (dice el Virtuoso, y sabio las Casas) q.e no le hayan hecho jamas ningun agravio, ni conquistado de ninguna manera? Ellos no les tenian odio jamas, ni emulacion, no habian tenido barcado en sus tierras p.a hacer comercio en ellas, no habian hecho jamas profesion del Christianismo como los Moros del Reyno de Granada tampoco era posible hacian á los Yndios de ser enemigos declarados de esta fee, ni de hacer otra p.a declararla con pretensiones? Abiertas, ó mal encubiertas, los estando á los Christianos á renunciar su fee, p.a obli-



guerra á esa clase de gentes. Las leyes divinas y humanas no han prohibido jamas la guerra á las naciones bajo el pretexto de establecer entre ellas el Christianismo, á excepcion de que esa guerra sea contraria á la ley Evangelica. Nuestra nacion no ignora las dogmas de Caridad, de cultura, y humanidad de que esa nacion está revestida en el mundo por la fuerza como la Ley del Alcoran...

No hay lugar en el mundo donde los Americanos padezcan tanto como en la Asturias, por el genio de aquella temperie, y favorable á la generacion. Pero los Españoles han hallado el secreto de destruirlos enteramente las regiones llenas de una multitud infinita de hombres, y mugeres á las quales han muerto injustamente por el espacio de veinte años, y poco mas ó menos; los otros los han hecho pedazos haciendo de ellos pasto con exceso, é obligando los á llevar cargas muy pesadas, por espacio de ciento ó doscientas leguas, hasta que por fin vinieron á morir casi todos. Esas noticias acaban la vida de los Yndios. Nada decimos que no sea muy verdadero, y no decimos aun la mitad de lo que hizo el Rmo. P. B. de las Casas Descubridor de las Yndias. Pasa adelante de 1637.

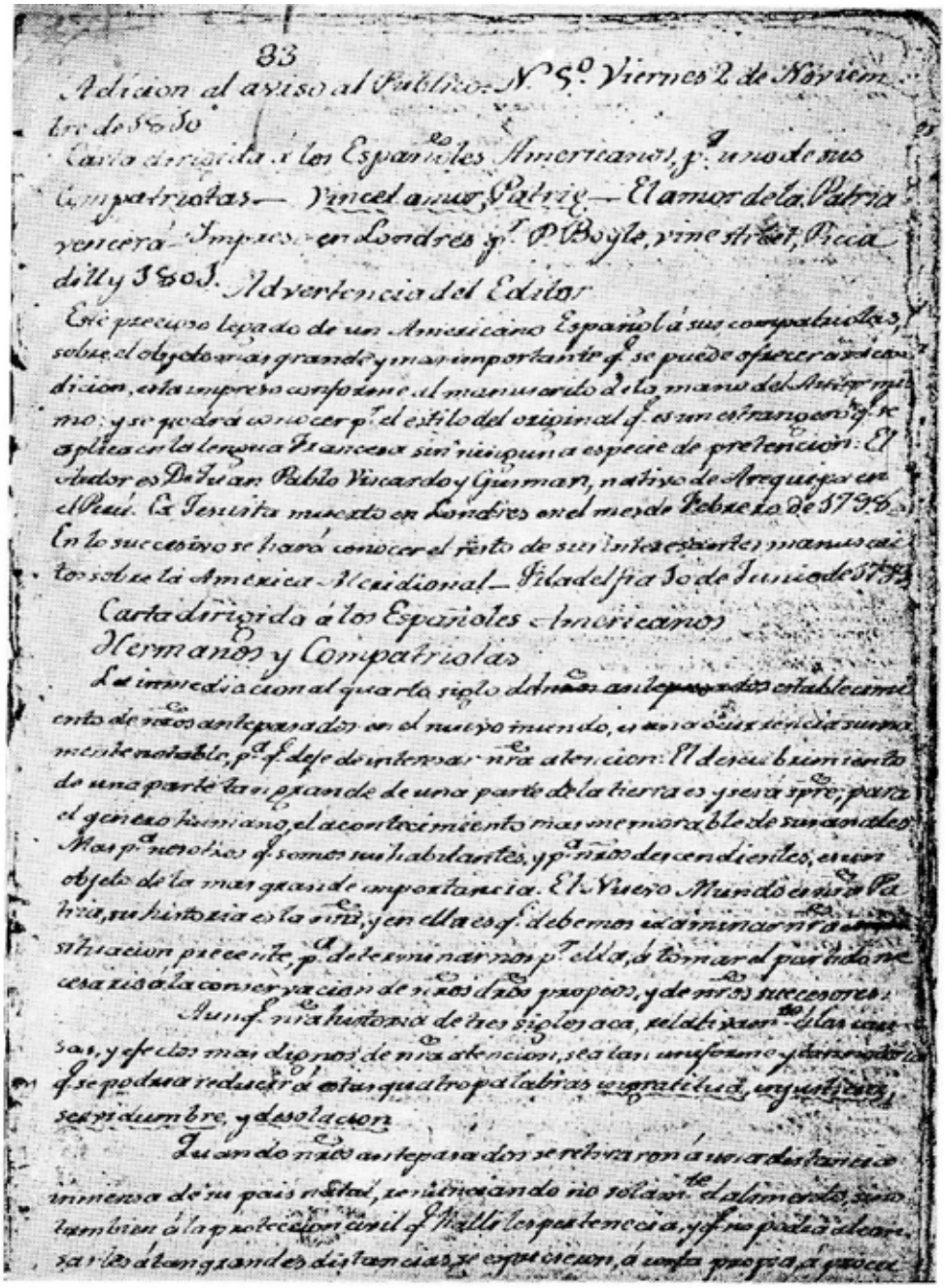


Nota 2.ª

Que vien no pudieran haber hecho á los Mexicanos (y mismo pudo decirse de los Chilenos, y Peruanos) los Españoles? Ellos iban á darles una Religion sul ca; y les llevaran una sujecticion juriosa: Ellos pud ian pudido hacer libres los Esclavos; y á los hombres libres los hicieron esclavos. Ellos les podian haber ha blado sobre el abito de los sacrificios humanos; y en lugar de esto, ellos los exterminaron. esto acia ha sin duda, si quisieran recoger todos los bienes q.e los Españoles podian haberles hecho, y los males q.e ellos les causaron. Montesq.a Esp. des Lois liv b, C. 5.

Manuscrito peruano de la «Carta a los españoles americanos» de Vizcardo

Se trata de una versiónn manuscrita contemporánea, copia de la edición de Bogotá, de 1810. Se encuentra el documento en la valiosa colección de papeles históricos del R. P. Rubén Vargas Ugarte S. J. y a esa circunstancia se debe el que tentativamente llamemos al manuscrito "peruano", planteando la posibilidad de que llegara al Perú o aquí se copiara, en tiempos de Abascal.



83

Adicion al aviso al Publico. N.º 5.º Viernes 2 de Noviembre de 1800

Carta dirigida á los Españoles Americanos, por uno de sus Compatriotas— Vincel amor Patriæ— El amor de la Patria vencerá. Impresa en Londres por P. Boyle, vine street, Piccadilly y 1800. Advertencia del Editor

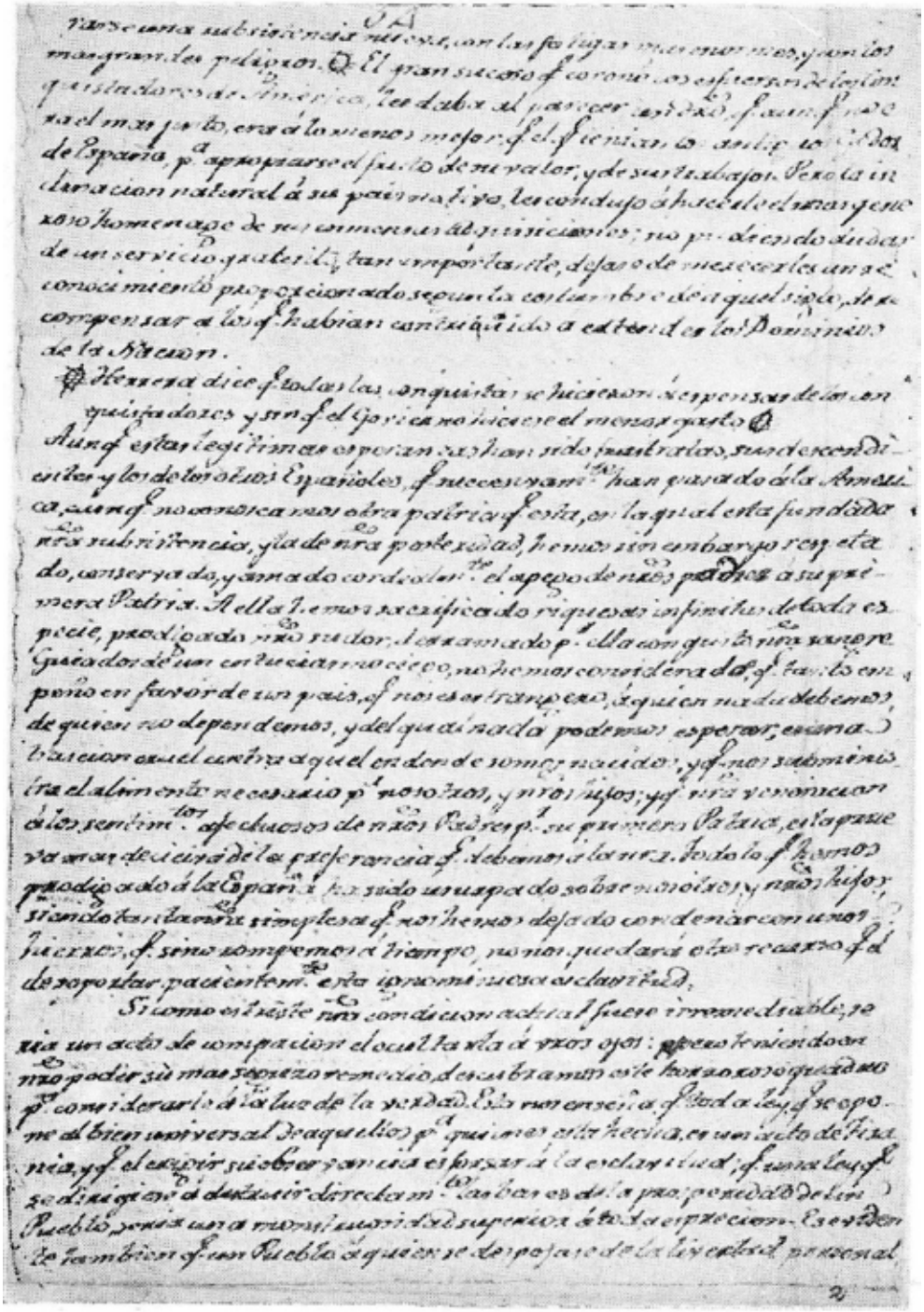
Este precioso legado de un Americano Español á sus compatriotas, sobre el objeto mas grande y mas importante que se puede ofrecer á su consideracion, esta impreso conforme al manuscrito de la mano del Autor mismo: y se quedara conocer por el estilo del original que es un extrangero que escribe en la lengua Francesa sin ninguna especie de pretencion. El Autor es Don Juan Pablo Vizcardo y Guzman, nativo de Arequipa en el Perú. Ex Jesuita muerto en Londres en el mes de Febrero de 1798. En lo sucesivo se hará conocer el resto de sus interesantes manuscritos sobre la America Meridional— Filadelfia 30 de Junio de 1799.

Carta dirigida á los Españoles Americanos Hermanos y Compatriotas

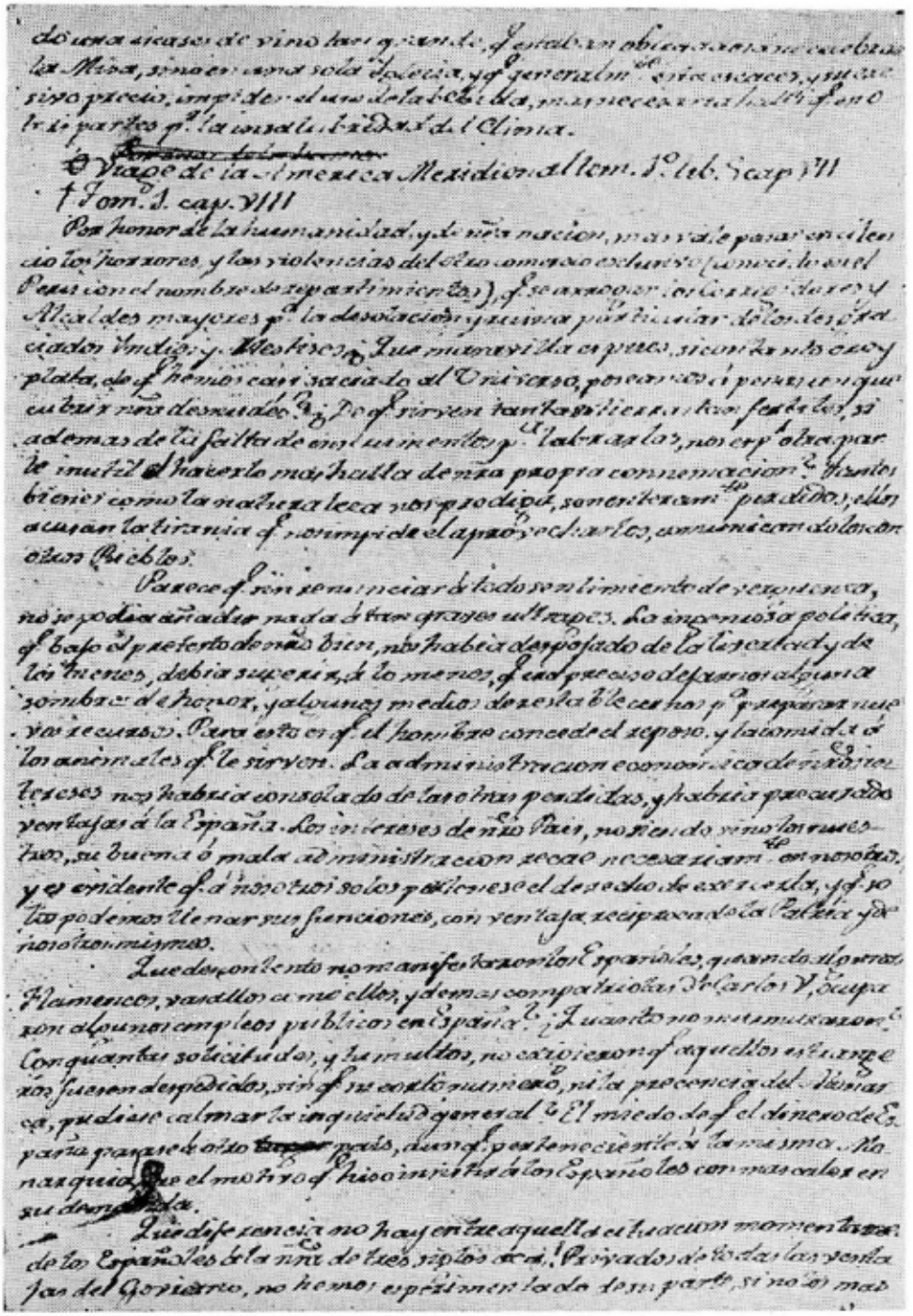
La inmediacion al quarto siglo de los mas señalados establecimientos de nros antepasados en el nuevo mundo, una epoca tan sumamente notable, por el deseo de interesar nra atencion: El descubrimiento de una parte la mas grande de una parte de la tierra es y será siempre, para el genero humano, el acontecimiento mas memorable de sus anales. Mas por nuevos que somos tan abundantes, y por mas descendientes, este objeto de la mas grande importancia. El Nuevo Mundo es nra Patria, su historia es la nra, y en ella es que debemos estudiar nra antigua situacion presente, por determinar nos por ella, á tomar el partido necesario á la conservacion de nros dros propios, y de nros sucesores.

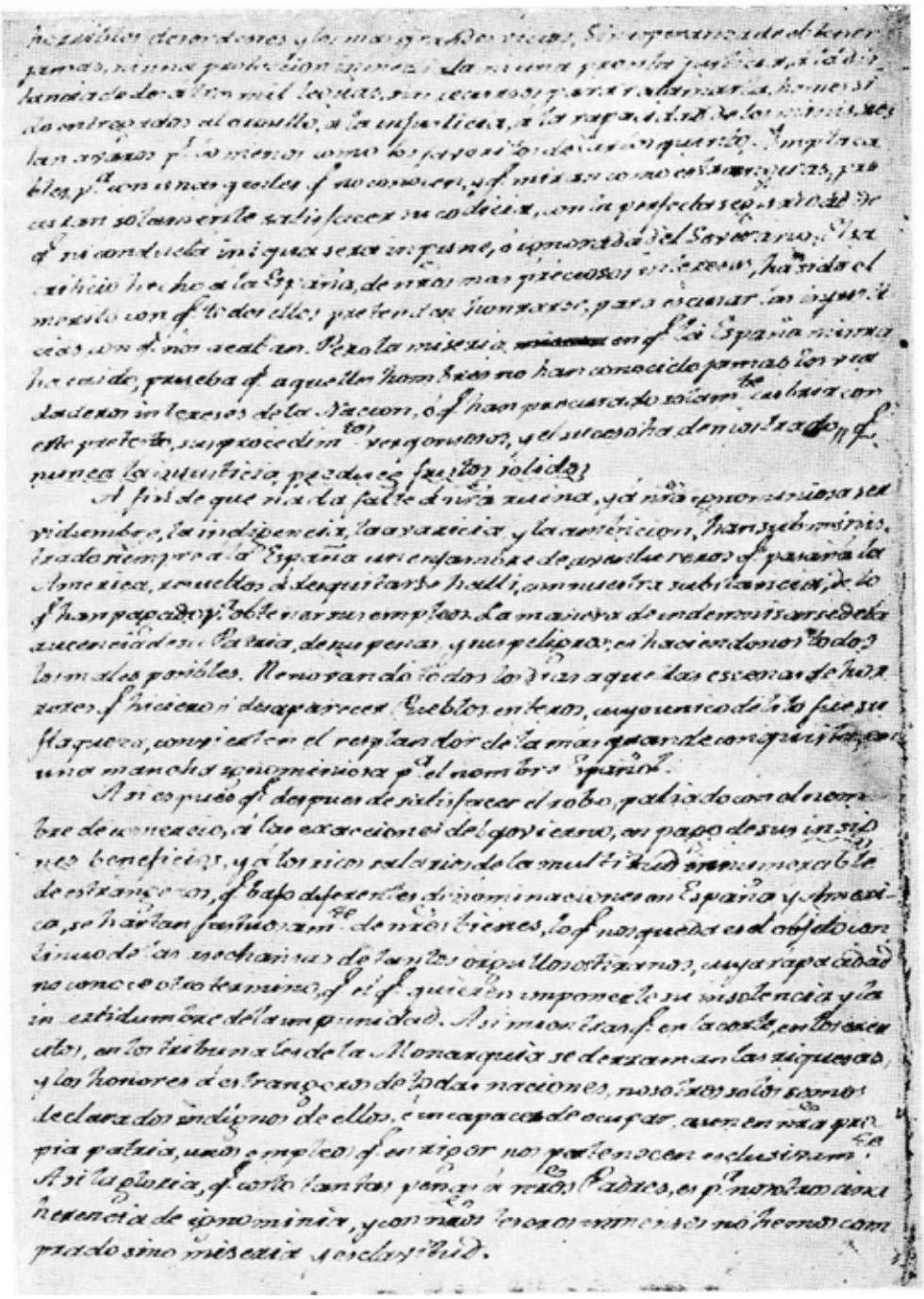
Una nra historia de tres siglos aca, es del todo tan vergonzosa, y de dos mas dignos de nra atencion, sea la mas uniforme y abominable que se pudiera reducir á estas quatro palabras ingratitud, injusticia, servidumbre, y desolacion.

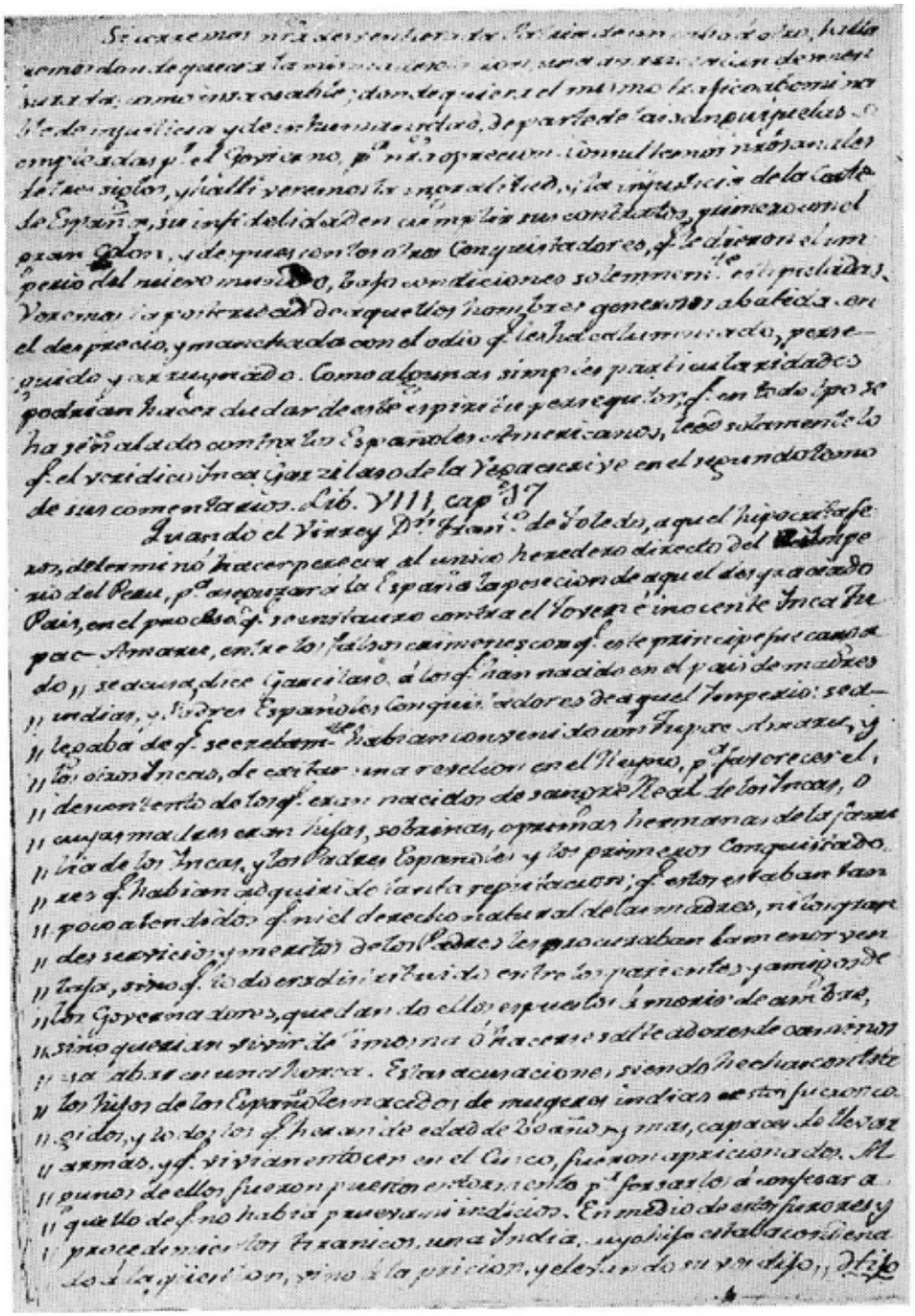
Quando nros antepasados se vieron á tanta distancia de su inmensa de su patria natal, se dedicaron no solam. de alma entera, sino tambien á la proteccion del Cielo que les pertenecia, y que no podia dejarles de mano en tan grandes distancias que se espusieron, á cuya proteccion

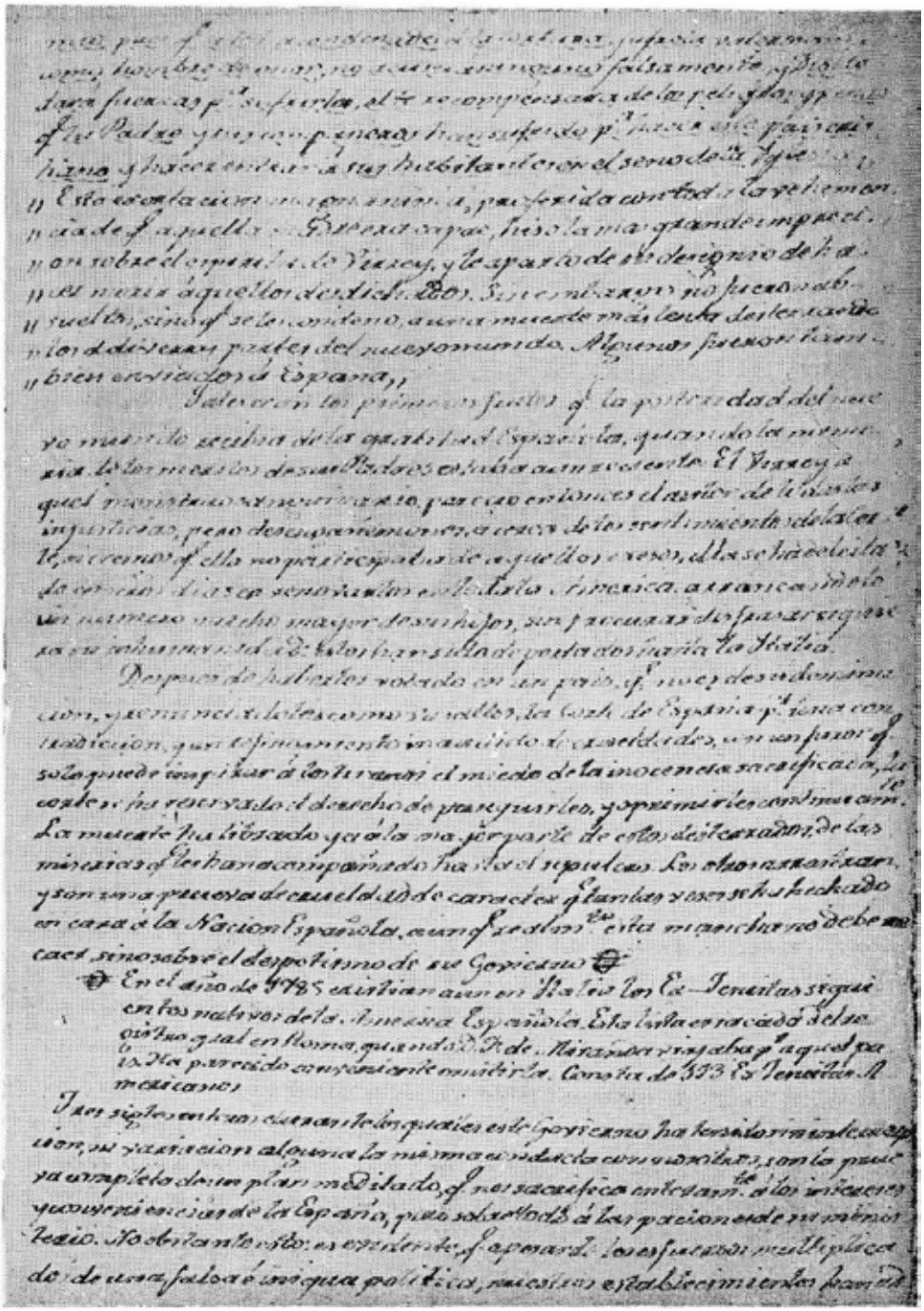


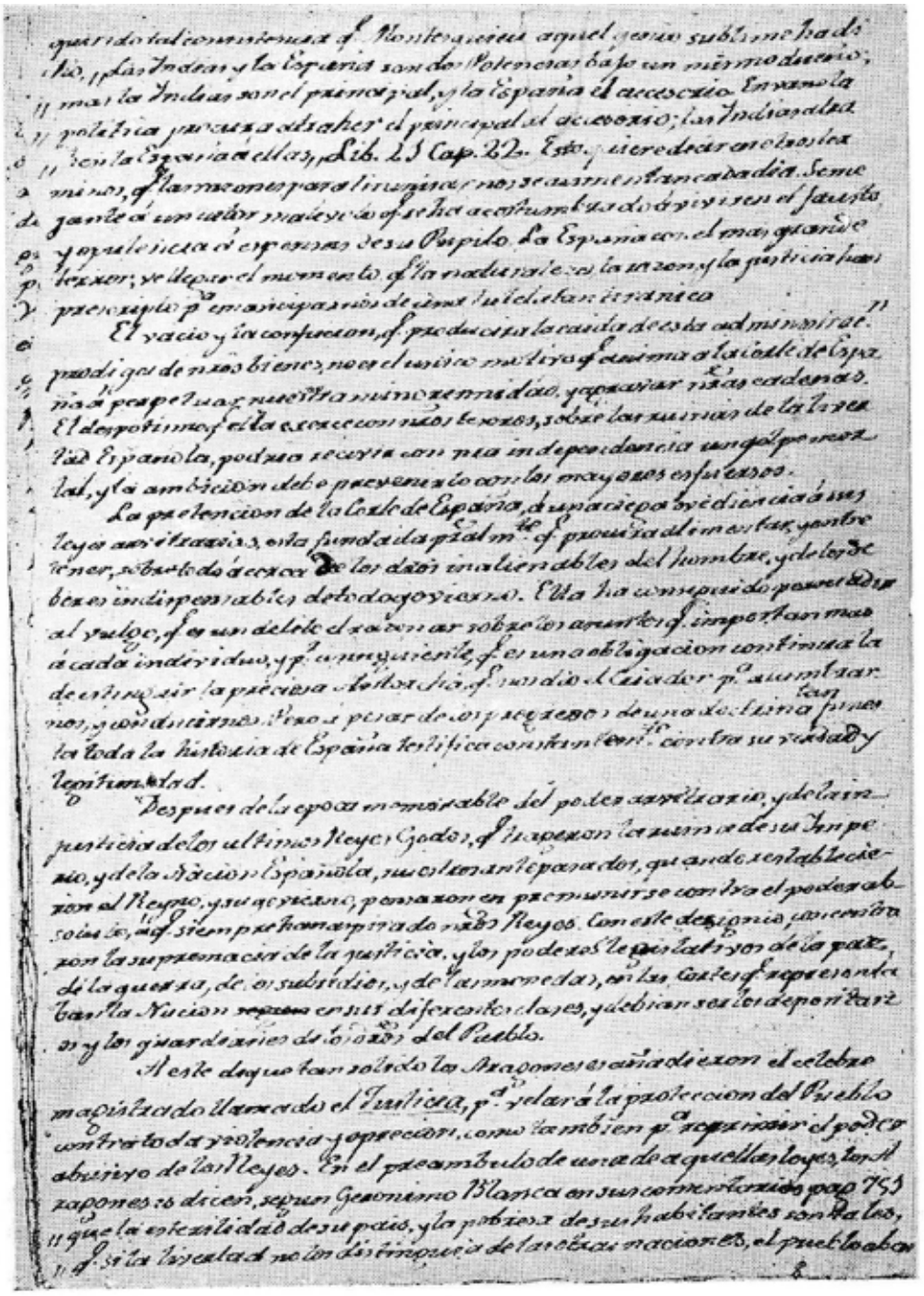




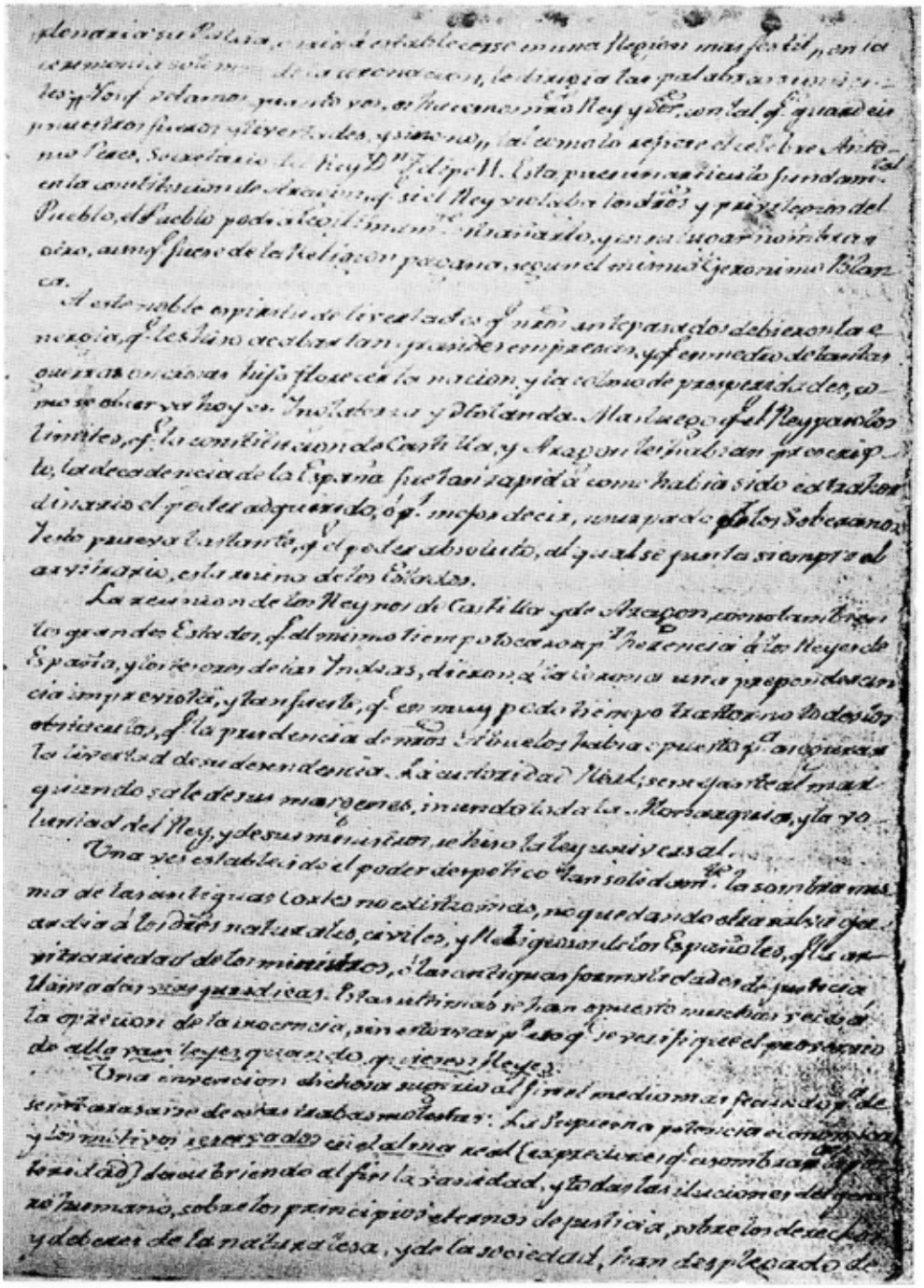


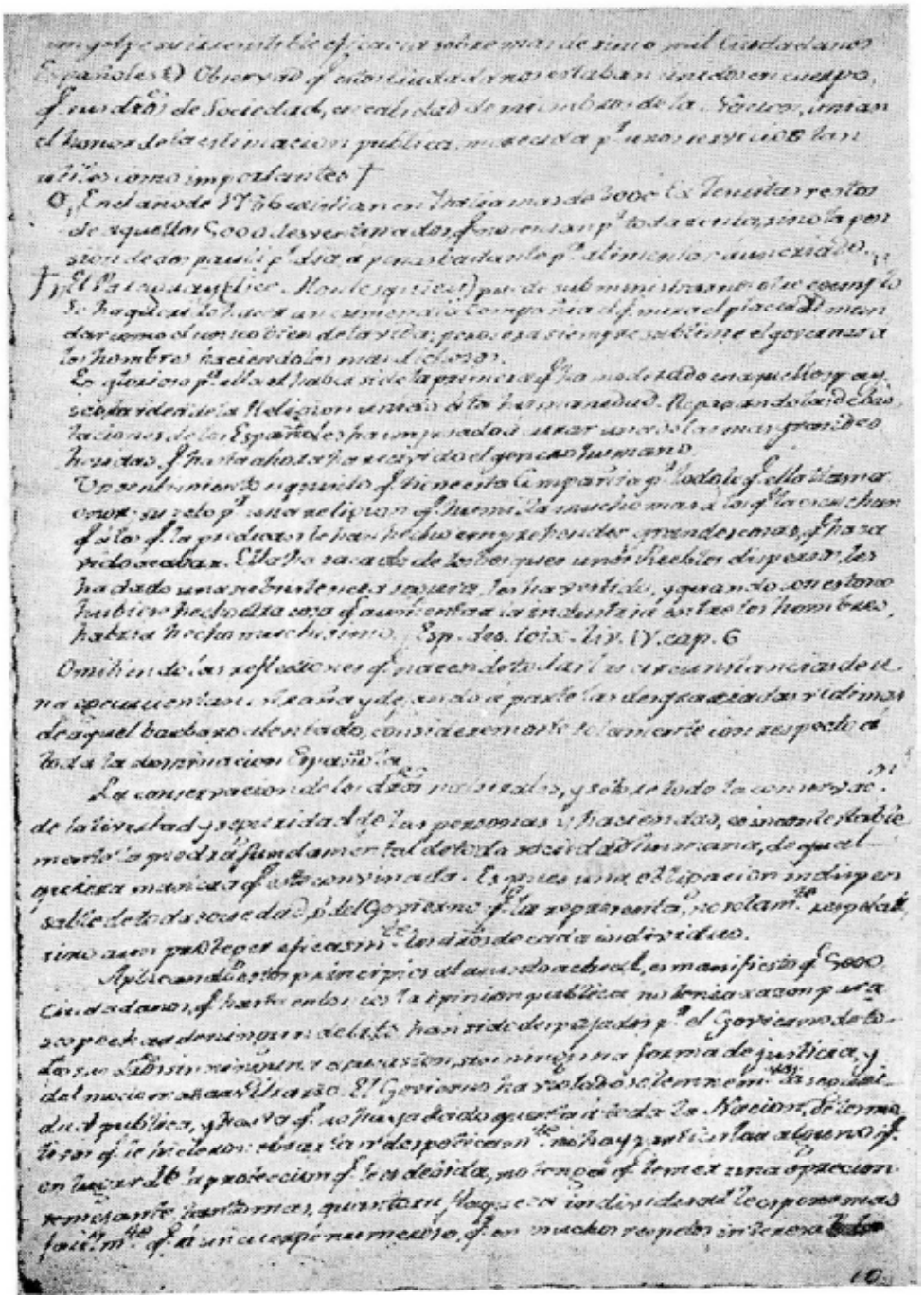


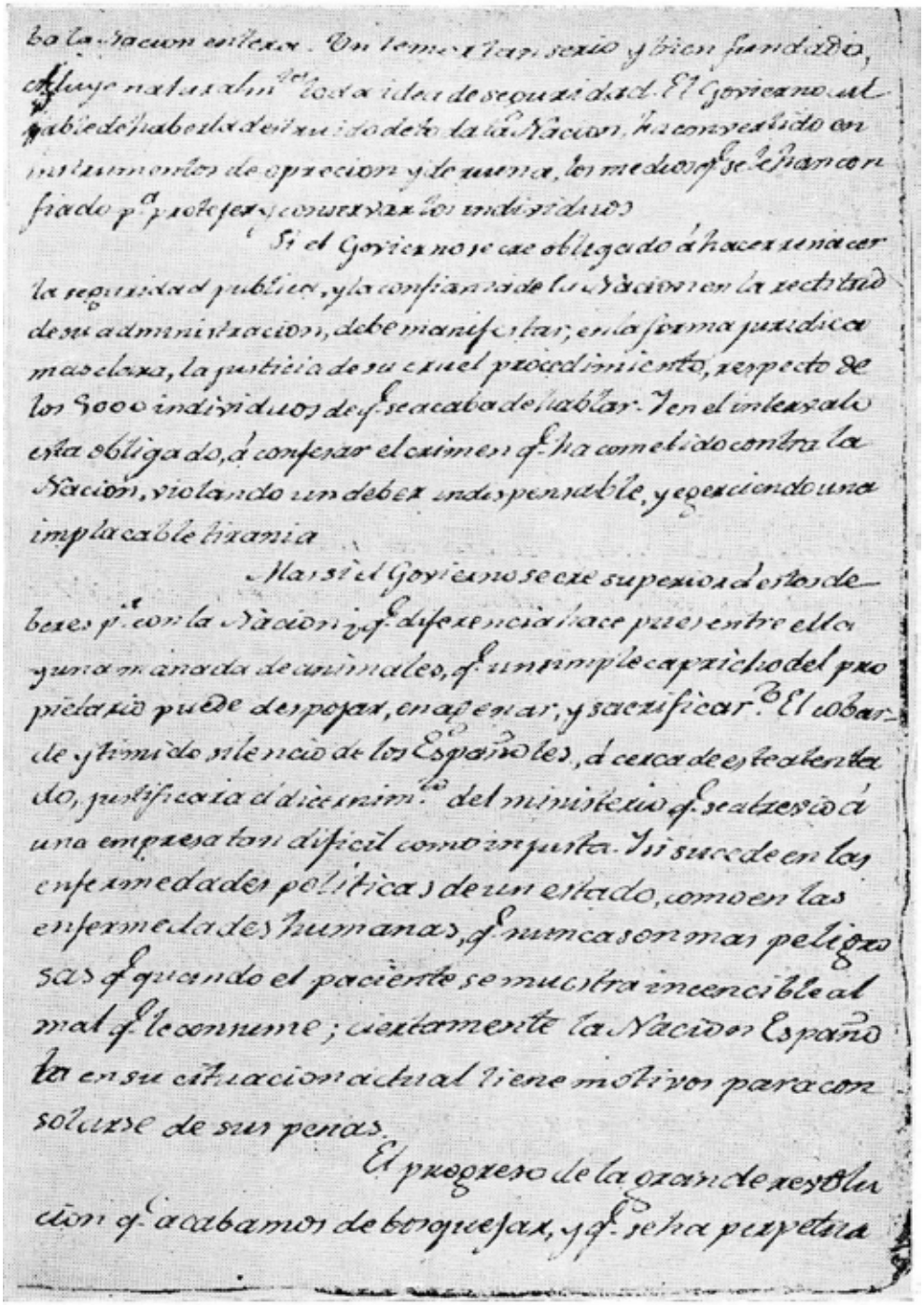




quer do tal comienza q. Nuestro gran aquel genio sublime ha de
cido, q. las Indias y la España son dos Potencias bajo un mismo dueño,
mas la Indias son el principal, y la España el accesorio. En esta
política peruana á saber el principal el accesorio; las Indias alta
con la España accesorias, Lib. 23 Cap. 22. Esto, q. quiere decir en otras
mismas, q. las mercaderías para la ciudad no se aumentan tanto cada dia. Seme
jante á un error malévolo q. se ha acostumbrado á vivir en el fausto
y opulencia á expensas de su Pupilo. La España con el mas grande
lexion, se dejó el momento q. la naturaleza es la razon, y la justicia han
prescripto p. ensanchepasos de cinco dias ha sido tan inmensa
El vacio y la confusion, q. produce en la caida de esta administrac.
prodigos de mas bienes, no es el unico motivo q. anima á la ciudad de España
mas á pesar de nuestra mismo enmudecimiento, y opacidad mas cadenas.
El despotismo q. ella ejerce con sus tesoros, sobre las naciones de la tierra
tad Española, podria recelar con mas independencia un golpe mas
tal, y la ambicion debe prevenirlo con los mayores esfuerzos.
La proteccion de la Corte de España, á una ciega obediencia á sus
leyes antiguas, esta fundada la gral m.te q. provida al mundo, sobre
tener, sobre todo á cerca de los dos inalienables del hombre, y de los de
bes es indispensables debo decir con ella ha comprado poner todo
al vulgo, q. es un delito de razon ar sobre los asuntos q. importan mas
á cada individuo, y p. consiguiente, q. es una obligacion continua la
de estimular la pereza de los Jueces, q. en todos los dias q. se dan
nos, y con dinero. Pero á pesar de estos esfuerzos de una decisima pluma
la toda la historia de España testifica constantem.te contra su verdad y
legitimidad.
Despues de la epoca memorable del poder arbitrario, y de la in
justicia de los ultimos Reyes Godos, q. trageron la ruina de su Impe
rio, y de la Nacion Española, nuestros antepasados, que asi de establecie
ron el Reyno, y su gobierno, pensaron en precaverse contra el poder ab
soluto, q. siempre ha amenazado á estos Reyes. Con este designio, juntaron
con la suprema cia de la justicia, los poderes legislativos de la paz,
de la guerra, de los subsidios, y de la moneda, en las Cortes q. representa
ban la Nacion en sus diferentes clases, y debian ser los depositarios
y los guardadores de los derechos del Pueblo.
A este deposito tan solido los Aragoneses añadieron el celebre
magistrado llamado el Justicia, q. velará á la proteccion del Pueblo
contra toda violencia y opresion, como tambien q. reprimir el poder
abusivo de los Reyes. En el preambulo de una de aquellas leyes, los Ar
zapones se dicen, segun Geronimo Blanca en sus comentarios pag. 753
que la antigüedad de su pais, y la pobreza de sus habitantes son de las,
q. si la libertad no les distinguia de las otras naciones, el pueblo sabia





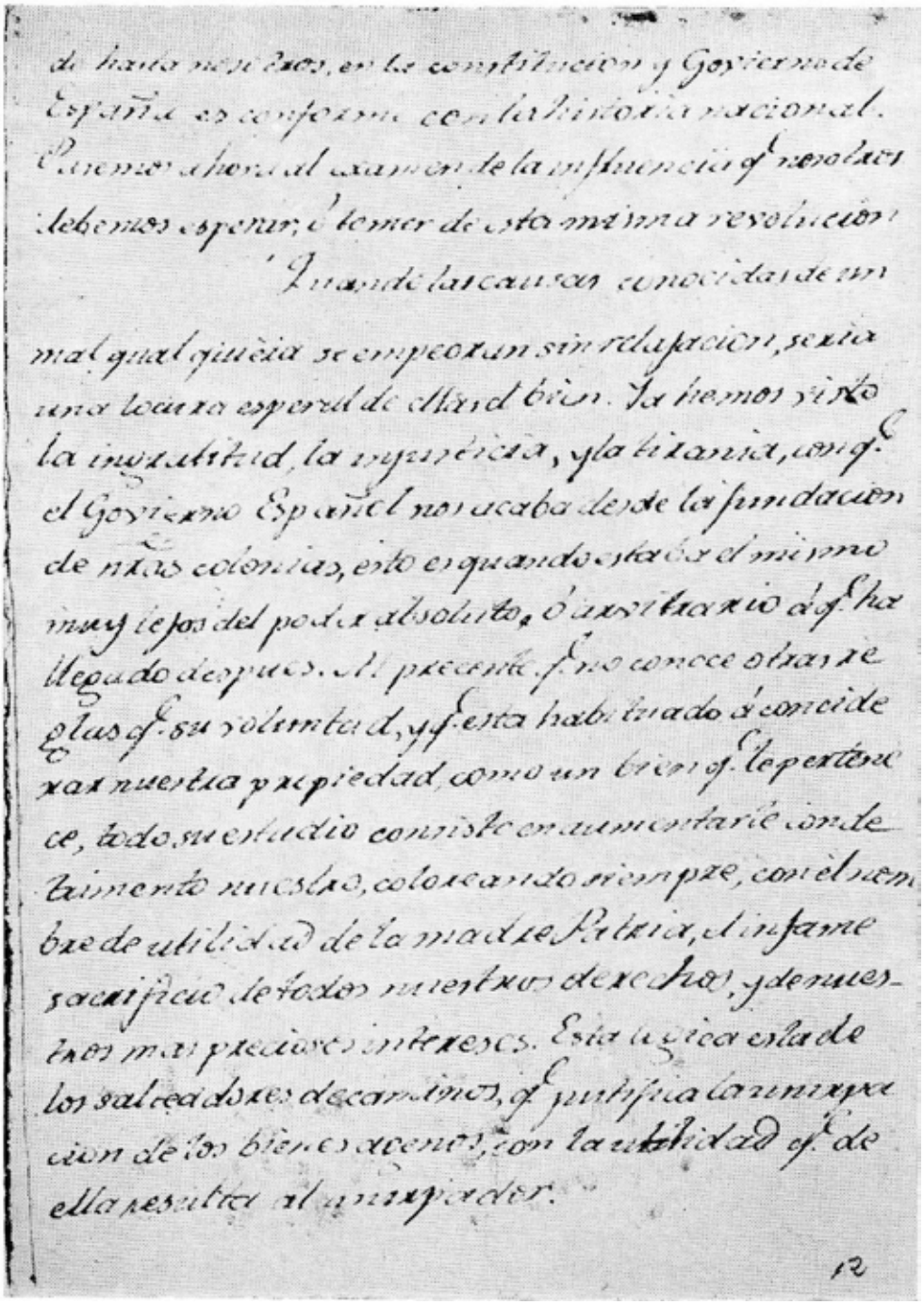


ba la Nacion enteras. Un temor tan serio y bien fundado, obliga naturalmente toda idea de seguridad. El Gobierno, sabiendo haberla destruido en la Nacion, ha convertido en instrumentos de opresion y de ruina, los medios que se le habian confiado para proteger y conservar los individuos.

Si el Gobierno se ve obligado á hacer una carga la seguridad publica, y la confianza de la Nacion en la rectitud de su administracion, debe manifestar, en la forma juridica mas clara, la justicia de su celo en el procedimiento, respecto de los 9000 individuos de que se acaba de hablar. Si el interesado está obligado, á confesar el crimen que ha cometido contra la Nacion, violando un deber indispensable, y ejerciendo una implacable tirania.

Mas si el Gobierno se ve superior á estos deberes p.r con la Nacion y q.e diferencia hace pues entre ella y una manada de animales, q.e un simple capricho del propietario puede despojar, encarcelar, y sacrificar. El cobarde y temido silencio de los Españoles, á cerca de esta atentado, justificaria á discrecion del ministerio q.e se atreviò á una empresa tan dificil como injusta. Si sucede en las enfermedades politicas de un estado, como en las enfermedades humanas, q.e nunca son mas peligrosas q.e quando el paciente se muestra insensible al mal q.e le consume; ciertamente la Nacion Española en su situacion actual tiene motivos para consolarse de sus penas.

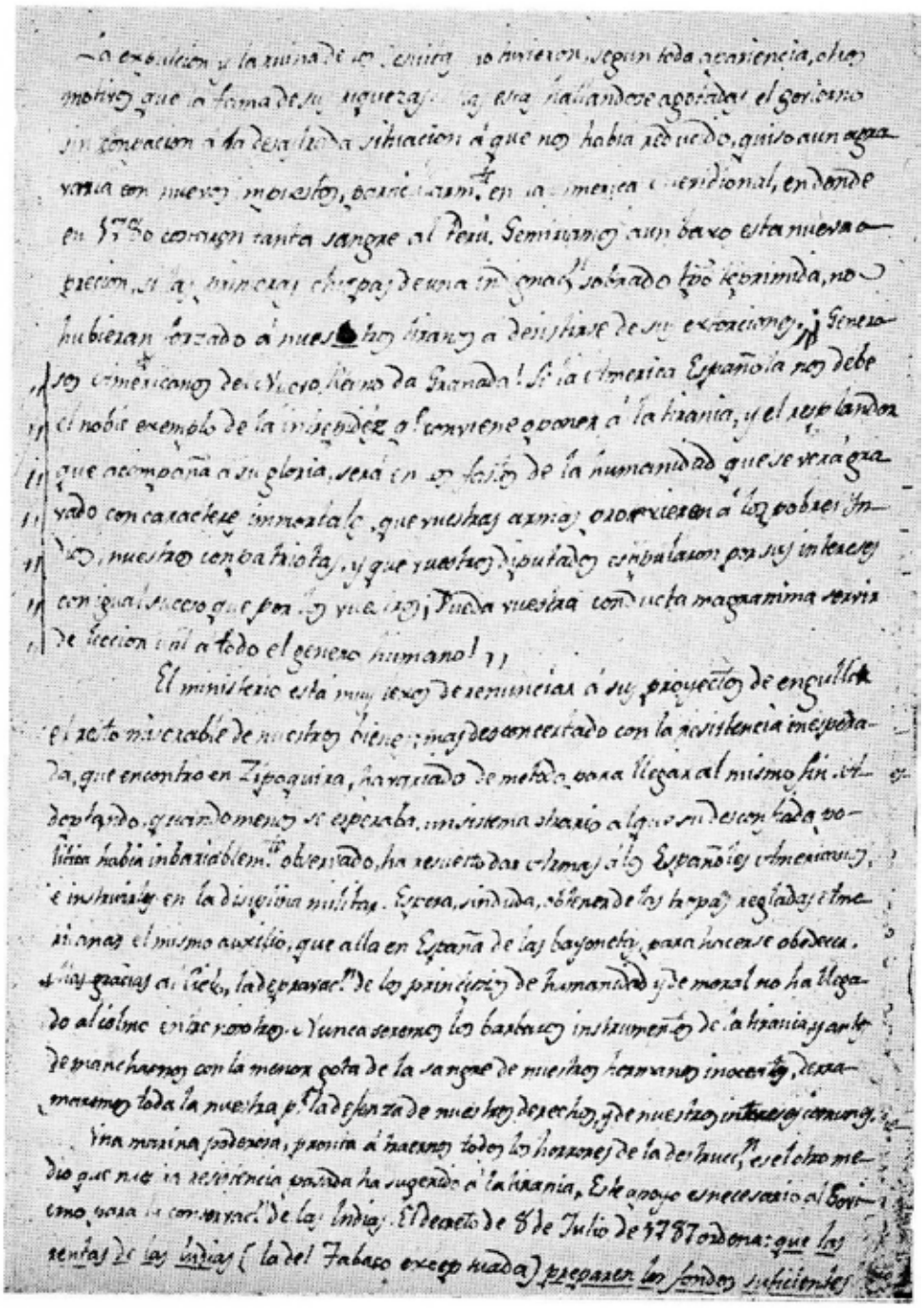
El progreso de la grande revolucion q.e acabamos de bosquejar, y q.e se ha perpetua

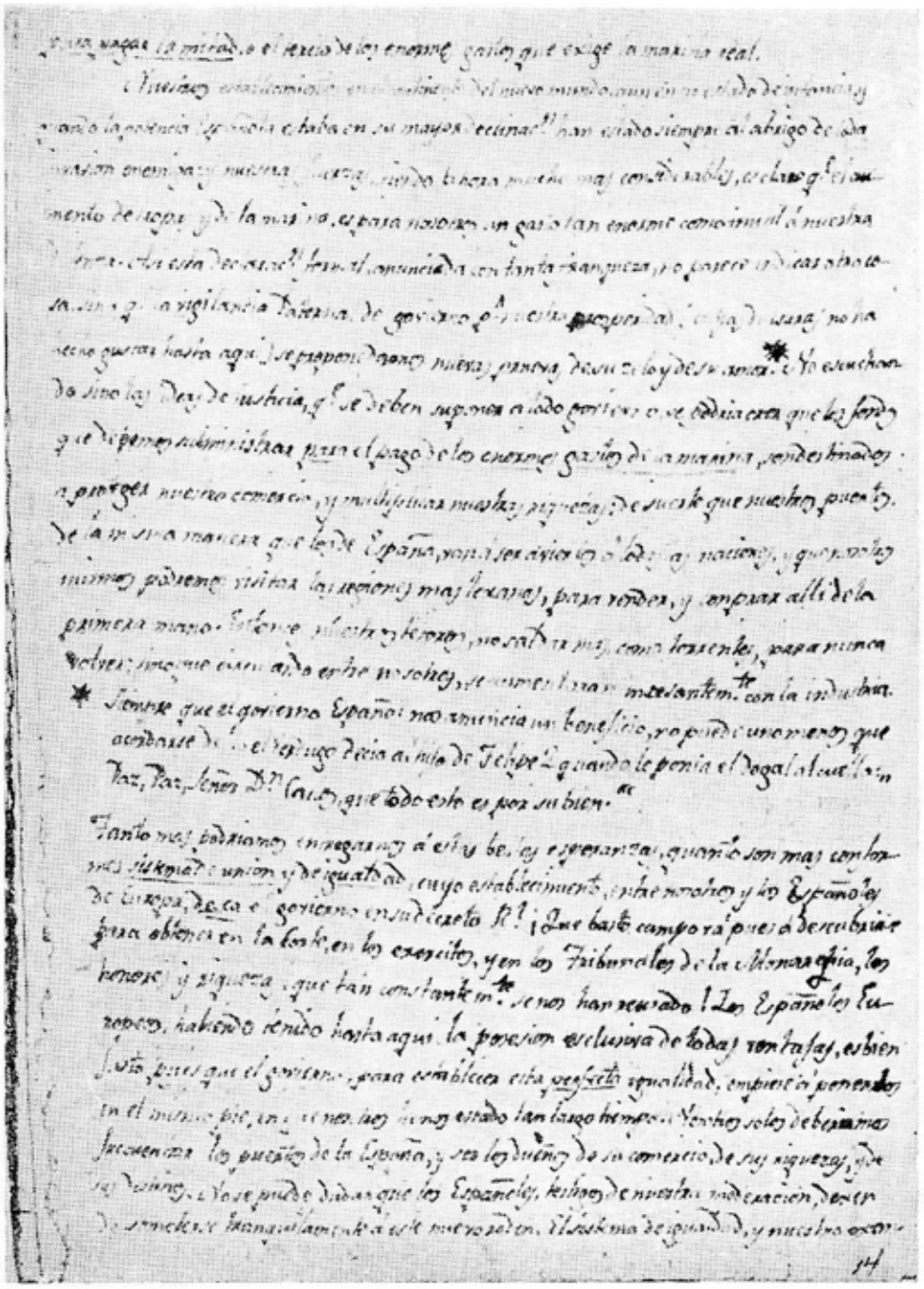


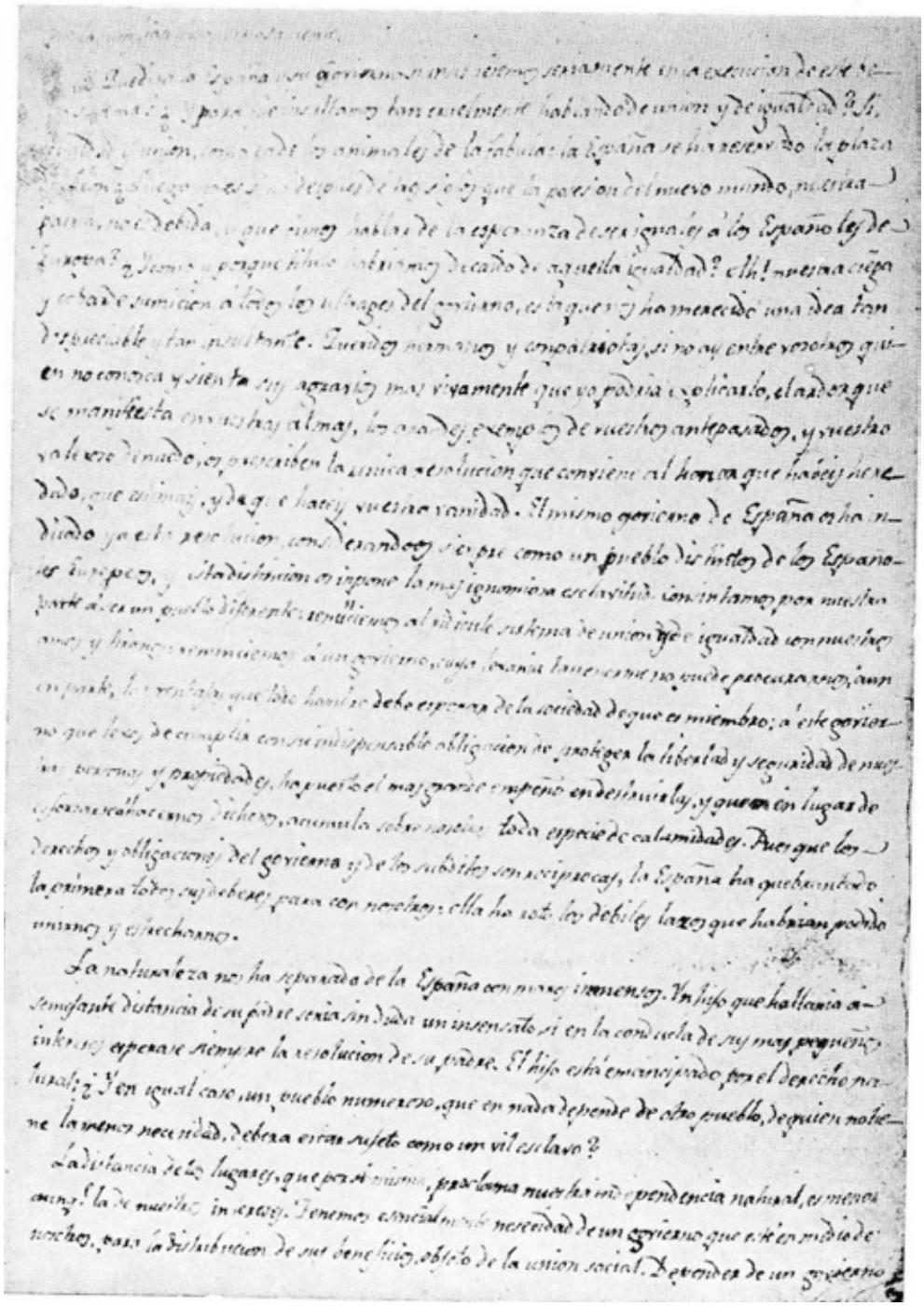
de hasta nuestros dias, en la constitucion y Gobierno de España se conforman con la historia nacional. Parece ahora al examen de la influencia q.e revolucion debemos esperar, ó temer de esta misma revolucion.

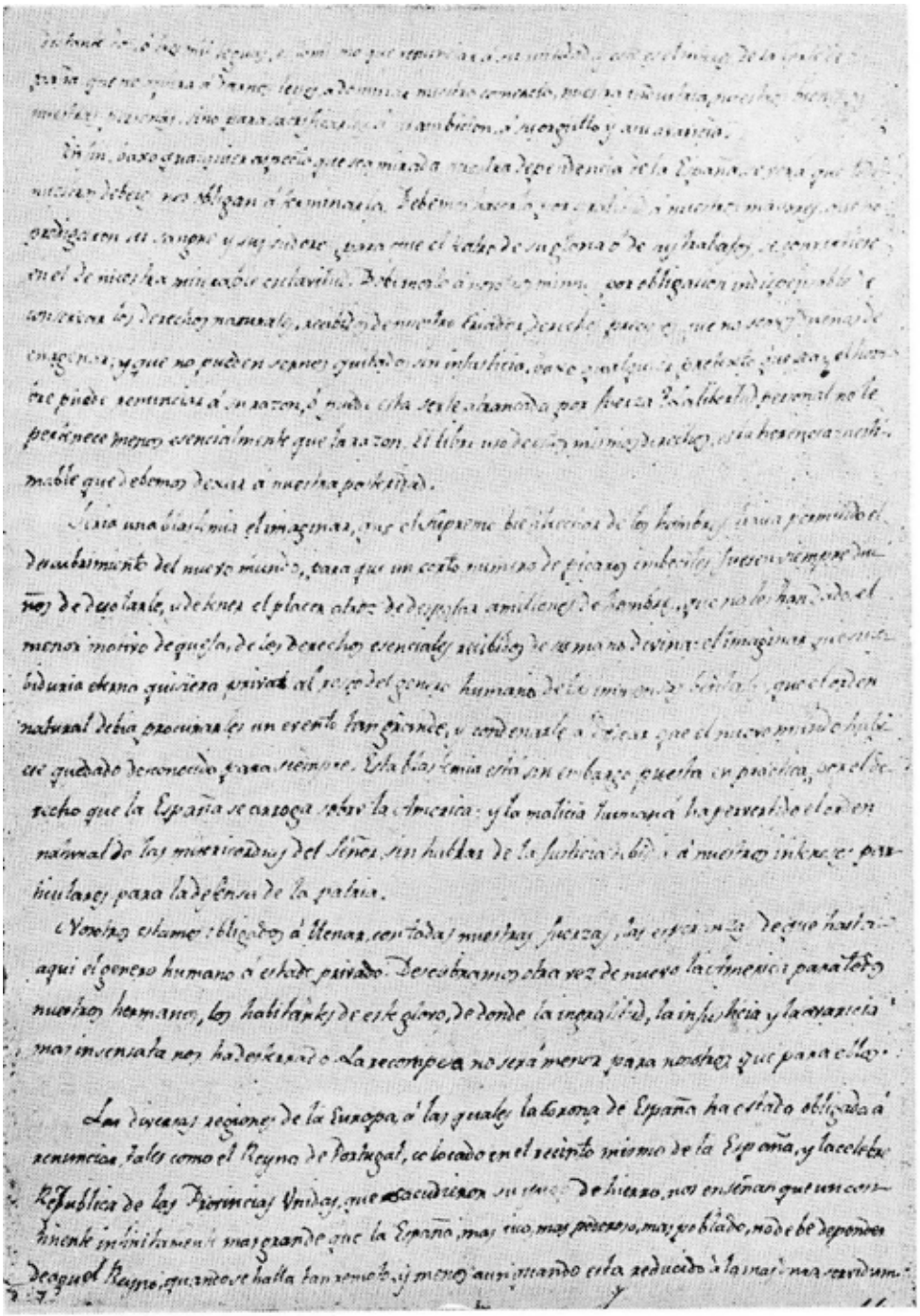
Si una de las causas conocidas de un mal qualquiera se empeoran sin reduccion, seria una locura esperar de ella bien. Ya hemos visto la inmutabilidad, la ingerencia, y la tiranía, con q.e el Gobierno Español nos acaba desde la fundacion de estas colonias, esto es quando estaba él mismo muy lejos del poder absoluto, ó arbitrario á q.e ha llegado despues. Al presente q.e no conoce otras reglas q.e su voluntad, y q.e esta habituado á conculcar nuestra propiedad, como un bien q.e le pertenece, todo su estudio consiste en aumentar é inmortalizar nuestro, colocando siempre, con el nombre de utilidad de la madre Patria, el infame sacrificio de todos nuestros derechos, y de nuestros mas preciosos intereses. Esta logica es la de los salteadores de caminos, q.e justifica la usurpacion de los bienes agenos, con la utilidad q.e de ella resulta al usurpador.

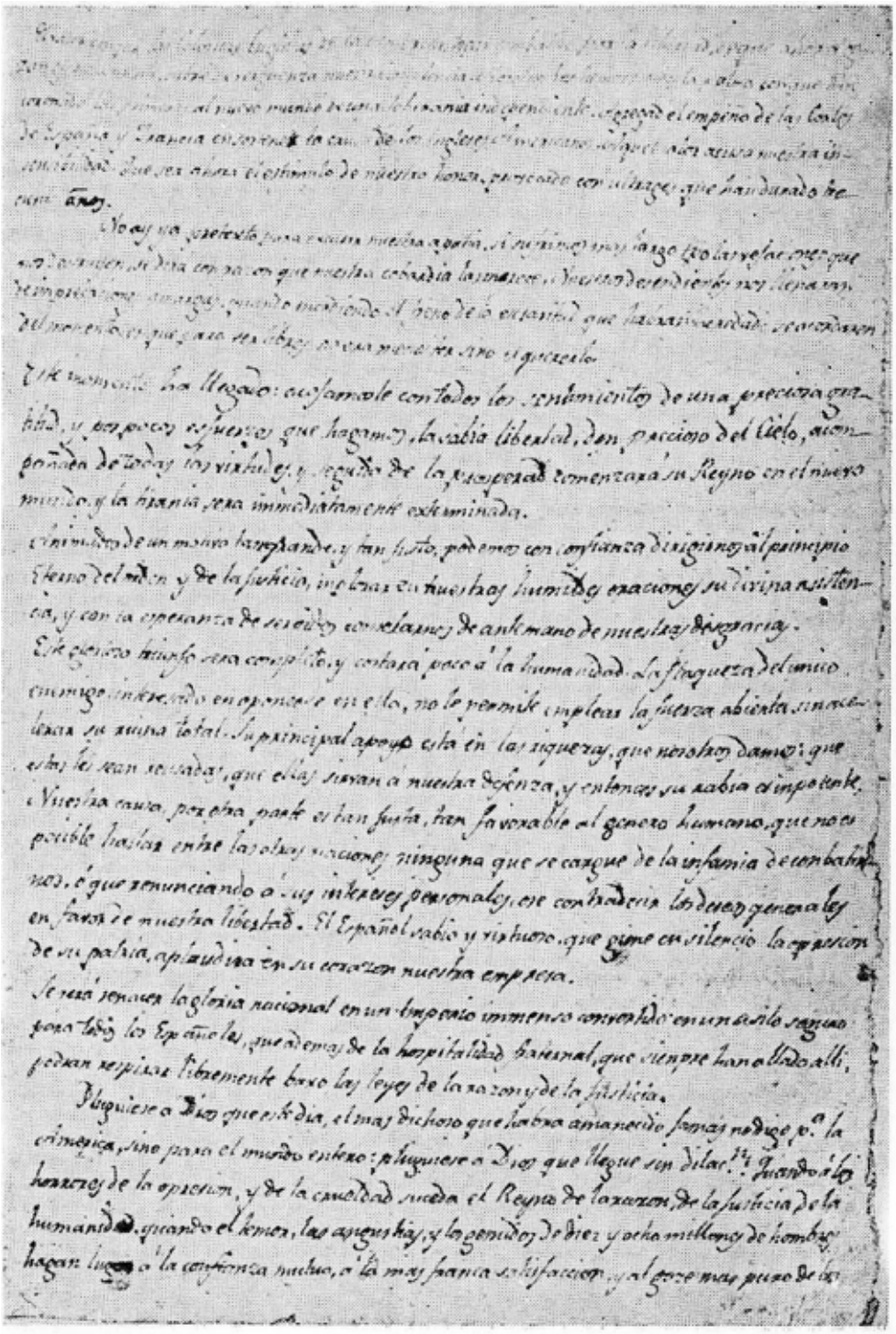
12

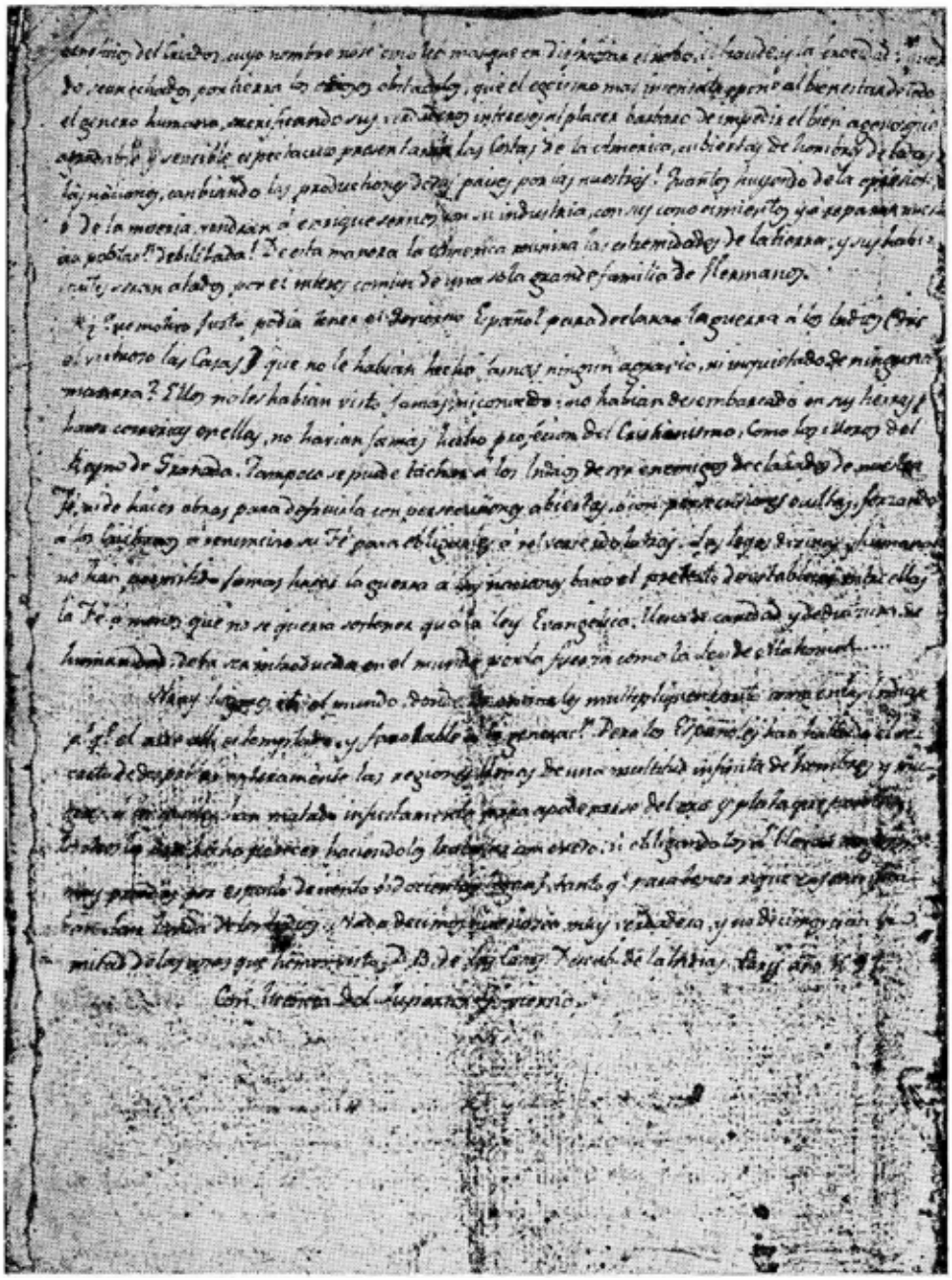






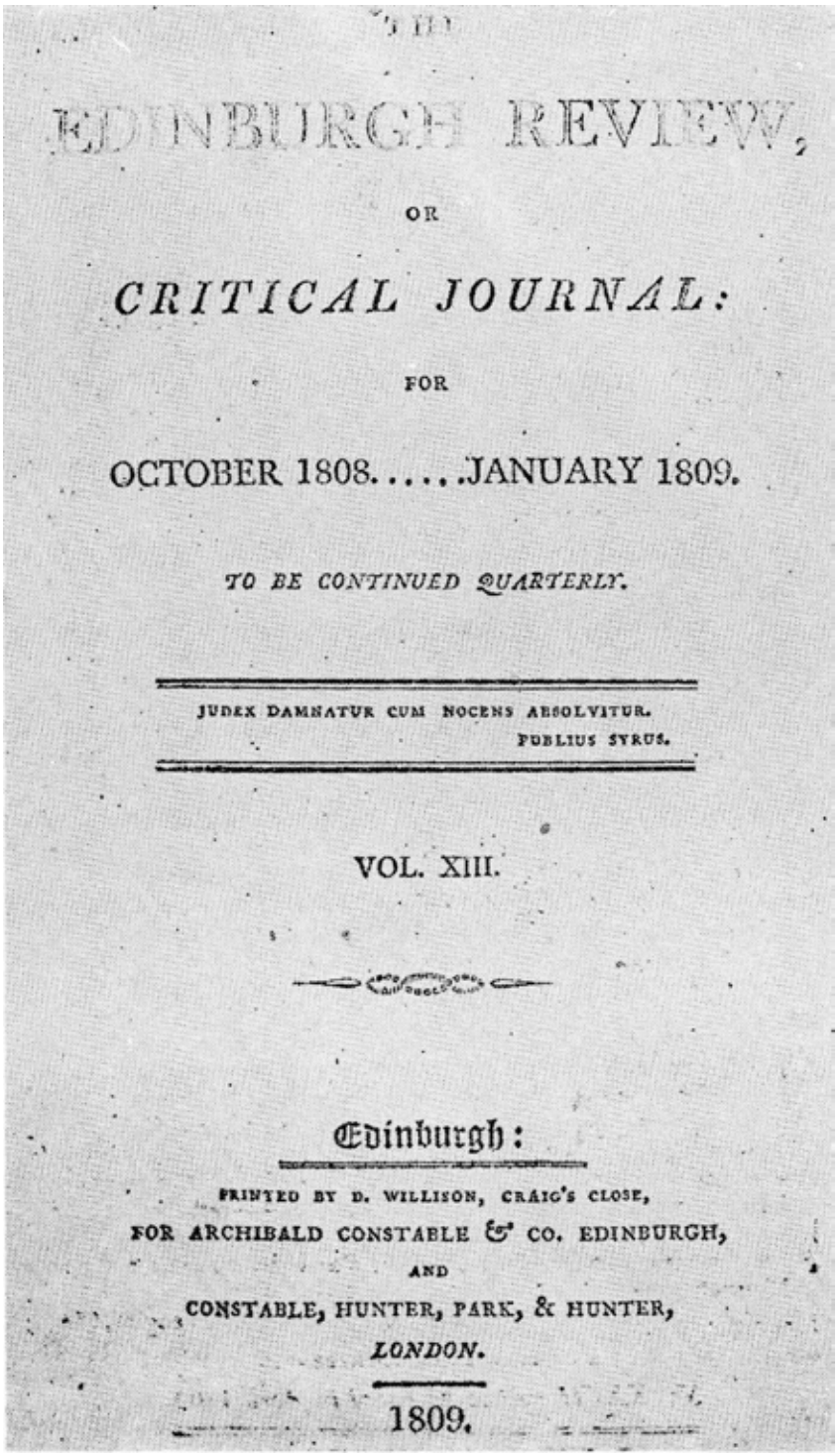






The Edimburgh Review (1809)

Reseña firmada por F. de Miranda y James MilI.



THE

EDINBURGH REVIEW,

OR

CRITICAL JOURNAL:

FOR

OCTOBER 1808.....JANUARY 1809.

TO BE CONTINUED QUARTERLY.

JUDEX DAMNATUR CUM NOCENS ABSOLVITUR.
PUBLIUS SYRUS.

VOL. XIII.

Edinburgh:

PRINTED BY D. WILLISON, CRAIG'S CLOSE,
FOR ARCHIBALD CONSTABLE & CO. EDINBURGH,
AND
CONSTABLE, HUNTER, PARK, & HUNTER,
LONDON.

1809.

CONTENTS OF No. XXVI.

ART. I. Reliques of Burns, consisting of Original Letters, Poems, and Critical Observations on Scotish Songs. Collected and published by R. H. Cromek - p. 249

II. Lettre aux Espagnols-Americains. Par un de leurs Compatriotes - - - - 277

III. Account of Steam Engines—from a Treatise on Mechanics, Theoretical, Practical and Descriptive. By O. Gregory, A. M. - - - 311

IV. Statement of Proceedings of the Society for the Suppression of Vice, from July 9. to November 12., read at their General Meeting, held November 12. 1804. And
An Address to the Public from the Society for the Suppression of Vice, instituted in London, 1802 333

V. Letters from a late eminent Prelate to one of his Friends - - - - - - - 343

VI. A Grammar of the Sanskrita Language. By C. Wilkins, LL.D. - - - - - - 366

VII. The Radical Cause of the present Distresses of the West India Planters pointed out, &c. &c. By W. Spence, F. L. S. And
An Inquiry into the Policy and Justice of the Prohibition of the Use of Grain in the Distilleries, &c. &c. By Archibald Bell, Esq. Advocate - - 382

VIII. Partenopex of Blois; a Romance: Freely translated from the French of M. Le Grand, with Notes. By W. Stewart Rose - - - 413

IX. Code de la Conscription, ou Recueil Chronologique des Lois et des Arrêtes du Gouvernement, des Décrets Imperiaux relatives à la Levée des Conscrits 427

ART. II. *Lettre aux Espagnols Americains.* Par un de leurs Compatriotes. A Philadelphie. 8vo. pp. 42.

THIS curious and interesting address is the production of Don Juan Pablo Viscardo y Gusman, a native of Arequipa in Peru, and an ecclesiastic of the Order of Jesus. When the Jesuits were banished from all the territories of Spain, he, with the rest of his order, who, whatever may have been their demerits in other parts of the world, had been the chief benefactors of Spanish America,* was deprived of his country, and took refuge in the dominions of the Pope in Italy. At the time when the dispute about Nootka Sound threatened to produce a war between Great Britain and Spain, and when Mr Pitt, in the view of that event, had adopted the scheme of revolutionizing the Spanish colonies in America, he invited, at the suggestion of General Miranda, a certain number of the ex-Jesuits of South America from Italy, for the purpose of using their influence in disposing the minds of their countrymen for the meditated changes. Of this number was the author of the present appeal, in which the inhabitants of South America are called upon, by every consideration interesting to human kind, to take the management of their own affairs into their own hands, and to establish a just and beneficent government, which may at once insure their own happiness, and open a liberal intercourse of benefits with the rest of mankind. This uncommon person, who evinces a share of knowledge, of thought, and of liberality, worthy of the most enlightened countries, died in London in the month of February 1798, and left the present tract, in manuscript, together with several other

* Montesquieu says of this Order, 'Il est glorieux pour elle d'avoir été la premiere qui ait montré dans ces contrées [Spanish America] l'idée de la religion jointe à celle de l'humanité. En reparant les devastations des Espagnols, elle a commencé à guerir une des grandes plaies qu'ait encore reçues le genre humain.'—*Esprit des Lois, liv. iv. ch. 6.* Dr Robertson, too, when treating of the rapacious, oppressive, and licentious lives of the ecclesiastics of that country, says, 'It is remarkable that all the authors, who censure the licentiousness of the Spanish regulars with the greatest severity, concur in vindicating the conduct of the Jesuits. Formed under a discipline more perfect than that of the other monastic orders, or animated by that concern for the honour of the Society, which takes such full possession of every member of the order, the Jesuits, both in Mexico and Peru, it is allowed, maintained a most irreproachable decency of manners.'—*History of America, vol. iv. Note xix.*

other papers, in the hands of Mr King, at that time minister in this country from the United States. It was afterwards printed, by means of General Miranda, for the purpose of being circulated among his countrymen.

At a moment like the present, we doubt not it will appear of importance to our readers to contemplate the sentiments of a man who may, to so great a degree, be considered as the representative of the leading classes of his countrymen, on a question at all times highly interesting to Great Britain, but which, in the present situation of Europe, assumes an incalculable importance.

In presenting to his countrymen a short sketch of their history, he tells them, after Herrera, that their progenitors won the country by their own enterprize, and established themselves in it at their own charges, without a farthing of expense to the mother country; that, of their own free accord, they made to her the donation of their vast and opulent acquisitions; that, instead of a paternal and protecting government, they had experienced, at her hands, the most galling effects of a jealous, rapacious, and oppressive administration; and that, for the long period of three centuries, their attachment to her had triumphed over the strongest causes of resentment. He then draws a picture of the oppression to which the colonies of Spain have been subjected; and, after enlarging on the galling restraints in respect to personal liberty, and the ruinous effects of the exorbitant commercial monopoly to which they have been condemned, he alludes to their exclusion from all offices of profit and trust, even in their own country, in a strain of patriotic indignation.

After this picture of slavery, the author proceeds to demonstrate the foundations of liberty; and, considering the education he had received, the country where he was reared, and the society to which he belonged, the beneficence and justness of his views are worthy of no ordinary approbation. He then displays the solid principles of liberty which were originally interwoven in the constitution of Spain, and assisted by the spirit of the people; and, in the following short passage, states, with much discernment, the miserable, but delusive causes of its loss.

'La réunion des royaumes de Castille & d'Arragon, ainsi que les grands Etats, qui dans le même temps échurent aux rois d'Espagne & les trésors des Indes donnèrent à la couronne d'Espagne une prépondérance imprévue, & qui devint si puissante qu'en très-peu de temps, elle renversa toutes les barrières élevées par la prudence de nos ayeux, pour assurer la liberté de leur postérité: l'autorité royale, telle que la mer sortie de ses bornes, inonda toute la monarchie, & la volonté du roi & de ses ministres devint la loi universelle.

'Le pouvoir despotique une fois si solidement établi, l'ombre même des anciens *cortes* n'exista plus; il ne resta, aux droits naturels, civils &

& religieux des Espagnols, d'autre sauvegard, que le bon plaisir des ministres, ou les anciennes formalités de justice, appellées *Voies Juridiques;* ces dernières ont pu quelquefois s'opposer à l'oppresion de l'innocence, sans empêcher cependant que le proverbe ne soit toujours vérifié : *Là vont les lois, où veulent les rois.*' p. 23, 24.

When he at last comes to call upon his countrymen, from a united view of the nature of things, and of their own particular circumstances, to adopt the resolution of becoming their own masters, he cites, for their example, the celebrated revolt of the provinces of Holland, which all the world admires, against the tyranny and oppression of Spain; that of Portugal against the same country; the recent acquisition of independence by their neighbours in North America,—an event which had made upon them, as might be expected, the deepest impression; and concludes, in a strain of sublime piety, and genuine philanthropy, which cannot be too much admired—including every nation upon earth, and even the Spaniards themselves, in his generous view of the blessings to be derived from the prosperity and freedom of that vast portion of the world.

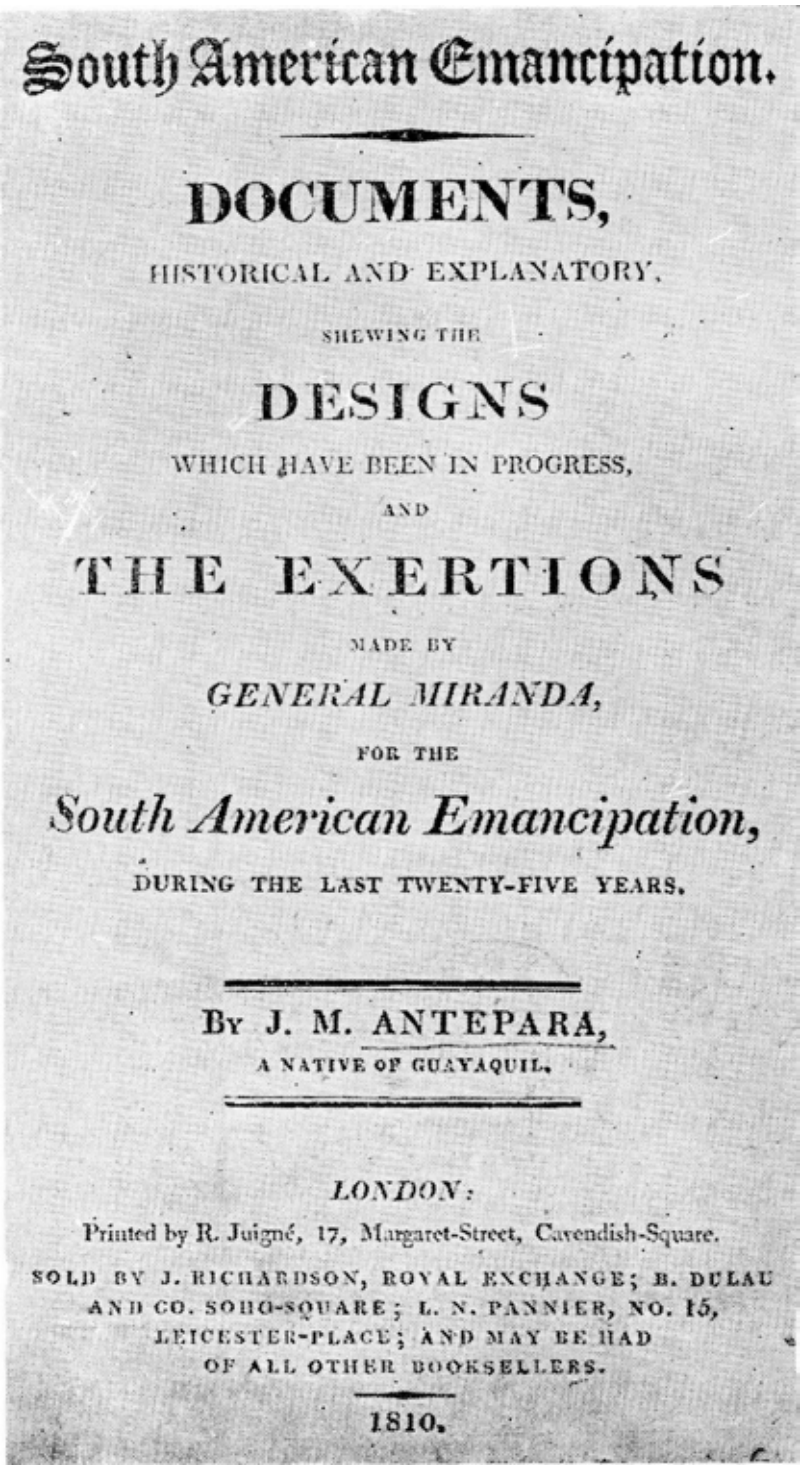
The brilliant prospects which seem to be opened up for our species in the New World, and the cloud which still thickens over the fortunes of the Old, present, at the present hour, a subject of contemplation to the thinking part of the British people; than which, excepting the great question of slavery or freedom, we know not if one more interesting can be imagined. We seize, with avidity, the present opportunity of communicating to them such information on this grand topic as we have been able to collect; and doubt not that our readers will partake with us in the deep interest with which it has inspired us.

After a tremendous struggle, to which the world has seen, perhaps, no parallel, the power of the despot of France now extends uncontrouled over almost every part of the continent of Europe. The hopes of the instability of that power, which so long continued to flatter the multitude, who draw their conclusions, not from reason, but feeling, have given way to the fears which a series of tremendous success has irresistibly engendered; and we are now placed in the hazardous and most critical situation, of neighbour to a power which combines against us all the resources of Europe, and cuts off from us that important branch of our own, which we drew from her commercial intercourse. To the period, too, which may elapse before the affairs of Europe assume a condition more favourable to human nature, or even to our security, foresight can assign no definite boundary,—even hope can hardly anticipate a very speedy termination. In this new and portentous condition of Europe, we are called upon to look

Recopilación documental de Antepara (1810)

El nombre de J. M. Antepara, "un nativo de Guayaquil", como aparece el editor de South American Emancipatior... puede, en verdad encubrir al propio Miranda, cuya exaltación se propone muy claramente el volumen. Esta reseña de la Carta presenta notables semejanzas con la anterior de The Edimburg Review, lo cual permite conjeturar que ambas piezas son de redacción de Miranda.





South American Emancipation.

DOCUMENTS,

HISTORICAL AND EXPLANATORY,

SHEWING THE

DESIGNS

WHICH HAVE BEEN IN PROGRESS,

AND

THE EXERTIONS

MADE BY

GENERAL MIRANDA,

FOR THE

South American Emancipation,

DURING THE LAST TWENTY-FIVE YEARS.

By J. M. ANTEPARA,

A NATIVE OF GUAYAQUIL.

LONDON:

Printed by R. Juigné, 17, Margaret-Street, Cavendish-Square.

SOLD BY J. RICHARDSON, ROYAL EXCHANGE; B. DULAU AND CO. SOHO-SQUARE; L. N. PANNIER, NO. 15, LEICESTER-PLACE; AND MAY BE HAD OF ALL OTHER BOOKSELLERS.

1810.

x

Page.

4. An imputation of misconduct in General Miranda, by Segur, refuted 240 244
5. Some pretended anecdotes respecting General Miranda, stated by Castera, in his history of the Empress Catherine II. shewn to be incorrect, or mendacious 244 265

X. Appendix J. containing some supplementary documents respecting the events in which General Miranda was concerned in France . . . 265 270

XI. Appendix K. containing correspondence of General Miranda with the provinces of South America, subsequent to the revolution in Spain . 270 299

1. No. I. Letter of General Miranda to the Marquis del Toro, and the Cabildo of Caracas . . . 270
2. No. II. Ditto from ditto to the Cabildo of Buenos Ayres 273
3. No. III. Ditto from ditto to the Cabildos of the cities of Mexico and Havannah 276
4. No. IV. Ditto from ditto to the Marquis del Toro and the Cabildo of Caracas 278
5. No. V. Letter from * * * *, dated Rio Janeiro, the 26th Jan. 1809, to General Miranda, and the answer 285
6. No. VI. Letter from General Miranda to the Marquis del Toro, &c. 289
7. No. VII. Ditto from ditto to * * * *, Buenos Ayres 291
8. Copy of a letter from Captain Beaver to Sir A. Cochrane 293

THE REVIEW

(EXTRACTED FROM THE PUBLICATION, ENTITLED

"THE EDINBURGH REVIEW FOR JANUARY, 1810,")

OF

LETTRE AUX ESPAGNOLS-AMERICAINS.

THIS curious and interesting address is the production of Don Juan Pablo Viscardo y Gusman, a native of Arequipa in Peru, and an ecclesiastic of the Order of Jesus. When the Jesuits were banished from the territories of Spain, he with the rest of his order, who, whatever may have been their demerits in other parts of the world, had been the chief benefactors of Spanish America,* was deprived of his country, and took refuge in the dominions of the Pope in Italy. At the time when the dispute about Nootka Sound threatened to produce a war between Great Britain and Spain, and when Mr. Pitt, in the view of that event, had adopted the scheme of revolutionizing the Spanish colonies in America, he invited, at the suggestion of General Miranda, a certain number of the ex-Jesuits of South America from Italy, for the purpose of using their influence in disposing the minds of their countrymen for the meditated changes. Of this num-

---

* Montesquieu says of this Order, 'Il est glorieux pour elle d'avoir été la preuière qui ait montré dans ces contrées [Spanish America] l'idée de la religion jointe à celle de l'humanité. En réparant les dévastations des Espagnols, elle a commencé à guérir une des grandes plaies qu'ait encore reçues le genre humain.'—*Esprit des Lois, liv*, iv. *ch.* 5. Dr. Robertson, too, when treating of the rapacious, oppressive, and licentious lives of the ecclesiastics of that country, says, 'It is remarkable, that all the authors who censure the licentiousness of the Spanish regulars with the greatest severity, concur in vindicating the conduct of the Jesuits. Formed under a discipline more perfect than that of the other monastic orders, or animated by that concern for the honour of the Society, which takes such full possession of every member of the order, the Jesuits, both in Mexico and Peru, it is allowed, maintained a most irreproachable decency of manners.'—*History of America vol.* iv. *note* xix.

her was the author of the present appeal, in which the inhabitants of South America are called upon, by every consideration interesting to human kind, to take the management of their own affairs into their own hands, and to establish a just and beneficent government, which may at once insure their own happiness, and open a liberal intercourse of benefits with the rest of mankind. This uncommon person, who evinces a share of knowledge, of thought and of liberality, worthy of the most enlightened countries, died in London in the month of February, 1798, and left the present tract, in manuscript, together with several other papers, in the hands of Mr. King, at that time minister in this country from the United States. It was afterwards printed, by means of General Miranda, for the purpose of being circulated among his countrymen.

At a moment like the present, we doubt not it will appear of importance to our readers to contemplate the sentiments of a man who may, to so great a degree, be considered as the representative of the leading classes of his countrymen, on a question at all times highly interesting to Great Britain, but which, in the present situation of Europe, assumes an incalculable importance.

In presenting to his countrymen a short sketch of their history, he tells them, after Herrera, that their progenitors won the country by their own enterprize, and established themselves in it at their own charges, without a farthing of expense to the mother country; that, of their own free accord, they made to her the donation of their vast and opulent acquisitions; that, instead of a paternal and protecting government, they had experienced, at her hands, the most galling effects of a jealous, repacious, and oppressive administration; and that, for the long period of three centuries, their attachment to her had triumphed over the strongest causes of resentment. He then draws a picture of the oppression to which the colonies of Spain have been subjected; and, after enlarging on the galling restraints in respect to personal liberty, and the ruinous effect of the exorbitant commercial monopoly to which they have been condemned, he alludes to their exclusion from all offices of profit and trust, even in their own country, in a strain of patriotic indignation.

1. La proximité où nous sommes du quatrième siècle, après l'établissement de nos ancêtres dans le nouveau monde,* est

* Cet écrit fut apparement fait en 1791.

une occurrence trop remarquable pour ne pas intéresser sérieusement notre attention. La découverte d'une si grande partie de la terre est et sera à jamais pour le genre humain l'événement le plus mémorable de ses annales; mais pour nous qui sommes ses habitans, et pour nos descendans, c'est un objet de la plus grande importance. Le nouveau monde est notre patrie, son histoire est la nôtre, et c'est dans celle-ci que le devoir et l'intérêt nous obligent d'examiner notre situation présente et ses causes, pour nous déterminer, d'après une pleine connoissance, à prendre courageusement le parti dicté par le plus indispensable des devoirs envers nous-mêmes et nos successeurs.

Quoique notre histoire de trois siècles, relativement aux causes et aux effets les plus dignes de notre attention, soit si uniforme et si notoire qu'on pourroit l'abréger dans ces quatre mots—*ingratitude*, *injustice*, *esclavage* et *désolation*; il nous convient de la lire un peu plus au long.

Un immense empire, des trésors qui surpassent toute imagination, une gloire, et une puissance supérieures à tout ce que l'antiquité put connoître; voilà nos titres à la reconnoissance de l'Espagne et de son gouvernement, et à leur protection la plus distinguée. Notre récompense a été telle, que la plus sévère justice auroit à peine infligé une punition semblable, si nous avions été coupables des plus grands crimes: elle nous exile de tout le monde ancien, et nous retranche de la société à laquelle nous tenons étroitement par tous les liens; ajoutant à cette usurpation sans exemple de notre liberté personnelle, l'autre usurpation aussi importante de la propriété de nos biens.

Depuis que les hommes commencèrent à s'unir en société pour leur plus grand bénéfice, nous sommes les seuls que le gouvernement a forcés de pourvoir à ses besoins au plus haut prix possible, et de se défaire de ses productions au prix le plus bas.—Pour que cette violence eût le succès le plus complet, on nous a fermé, comme dans une ville assiégée, toutes les voies par lesquelles nous eussions pu obtenir des autres nations, à des prix modérés et par des échanges équitables, les denrées qui nous étoient nécessaires. Les impôts du gouvernement, les gratifications du ministère, l'avarice des marchands autorisés à exercer de concert le plus effréné monopole, marchant tous sur la même ligne, il falloit bien que la disette ne laissât pas de choix à l'acheteur; et comme cette tyrannie marchande pouvoit nous forcer de recourir à notre industrie pour suppléer à nos besoins, le gouvernement prit soin de l'enchaîner.

Pour l'honneur de l'humanité et de notre nation, il vaut mieux passer sous silence les horreurs et les violences de l'autre commerce exclusif (connu au Pérou sous le nom de *Repartimientos*) que s'arrogent les *Corregidors* et *Alcaldes mayores* pour la désolation et la ruine particulière des malheureux *Indiens*, et *Métis*. Quelle merveille donc, si avec tant d'or et d'argent dont nous avons presque rassasié l'univers, nous possédons à peine de quoi couvrir notre nudité ? à quoi bon tant de terres si fertiles, si, manquant d'instrumens nécessaires pour les labourer, il nous est d'ailleurs inutile de les cultiver au-delà de notre consommation ? Tant de bienfaits que la nature nous prodigue sont en pure perte ; ils accusent la tyrannie qui nous empêche d'en tirer profit, en les partageant avec les autres peuples.

Parcourons notre malheureuse patrie d'un bout à l'autre, et partout nous trouverons la même désolation, partout une avarice aussi démesurée qu'elle est insatiable, partout le plus abominable trafic d'injustice et d'inhumanité de la part des sangsues employées par le gouvernement à notre oppression. Consultons nos annales de trois siècles ; elles nous apprendront l'ingratitude et l'injustice de la Cour d'Espagne, et son infidélité à remplir les engagemens contractés d'abord avec le grand Colomb et ensuite avec les autres conquérans qui lui donnèrent l'empire du nouveau monde, à des conditions solennellement stipulées ; nous verrons la postérité de ces hommes généreux, flétrie par le mépris et poursuivie par la haine, qui les a calomniés, persécutés, ruinés. De simples particularités pourroient faire douter de cet esprit persécuteur, qui de tout temps s'est signalé contre les *Espagnols Américains* ; lisez seulement ce que le *véridique Inca Garcilaso de la Vega* a écrit dans le 2e. volume de ses Commentaires, liv. viii. chap. 17.

After this picture of slavery, the author proceeds to demonstrate the foundations of liberty ; and, considering the education he had received, the country where he was reared, and the society to which he belonged, the beneficence and justness of his views are worthy of no ordinary approbation.

La conservation des droits naturels, et surtout de la liberté et de la sûreté des personnes et des biens, est incontestablement la pierre fondamentale de toute société humaine, sous quelque forme qu'elle soit combinée ; c'est donc le devoir indispensable de toute société ou du gouvernement qui la représente, non-seulement de respecter, mais encore de protéger efficacement les droits de chaque individu.

Mais si le gouvernement se croit au-dessus de ces devoirs envers la nation, quelle différence fait-il donc entr'elle et un

troupeau de vils animaux qu'un simple caprice du propriétaire peut dépouiller, aliéner, sacrifier?

He then displays the solid principles of liberty which were originally interwoven in the constitution of Spain, and asserted by the spirit of the people; and, in the following short passage, states, with much discernment, the miserable, but delusive causes of its loss.

" La réunion des royaumes de Castille et d'Arragon, ainsi que les grands Etats, qui dans le même temps échurent aux rois d'Espagne, et les trésors des Indes donnèrent à la couronne d'Espagne une prépondérance imprévue, et qui devint si puissante qu'en très-peu de temps, elle renversa toutes les barrières élevées par la prudence de nos aïeux, pour assurer la liberté de leur postérité: l'autorité royale, telle que la mer sortie de ses bornes, inonda toute la monarchie, et la volonté du roi et de ses ministres devint la loi universelle.

" Le pouvoir despotique une fois si solidement établi, l'ombre même des anciens *cortes* n'exista plus; il ne resta, aux droits naturels, civils et religieux des Espagnols, d'autre sauvegarde que le bon plaisir des ministres, ou les anciennes formalités de justice, appelées *Voies Juridiques;* ces dernières ont pu quelquefois s'opposer à l'oppression de l'innocence, sans empêcher cependant que le proverbe ne soit toujours vérifié: *Là vont les lois, où veulent les rois.*" p. 23, 24.

When he at last comes to call upon his countrymen, from a united view of the nature of things, and of their own particular circumstances, to adopt the resolution of becoming their own masters, he cites, for their example, the celebrated revolt of the province of Holland, which all the world admires, against the tyranny and oppression of Spain; that of Portugal against the same country; the recent acquisition of independence by their neighbours in North America,—an event which had made upon them, as might be expected, the deepest impression; and concludes, in a strain of sublime piety, and genuine philanthropy, which cannot be too much admired—including every nation upon each, and even the Spaniards themselves, in his generous view of the blessings to be derived from the prosperity and freedom of that vast portion of the world.

La nature nous a séparés de l'Espagne par des mers immenses: un fils qui se trouveroit à pareille distance de son père, seroit sans doute un insensé, si dans la conduite de ses moindres intérêts il attendoit toujours la décision de son père. Le fils est émancipé par le droit naturel, et dans un cas

semblable, un peuple nombreux, qui ne dépend en rien d'un autre peuple, dont il n'a aucun besoin, devra-t-il lui être assujetti comme le plus vil esclave?

L'éloignement des lieux, qui proclame notre indépendance naturelle, est moindre encore que celui des intérêts. Nous avons essentiellement besoin d'un gouvernement qui soit au milieu de nous pour la répartition des bienfaits, objet de l'union sociale. Dépendre d'un gouvernement éloigné de deux ou trois mille lieues, c'est la même chose que si nous renoncions à ces bienfaits; et tel est l'intérêt de la cour d'Espagne, qui n'aspire à nous donner des lois, à maîtriser notre commerce, notre industrie, nos biens et nos personnes, que pour les sacrifier à son ambition, à l'orgueil et à l'avarice.

Enfin, sous quelque aspect que soit envisagée notre dependance de l'Espagne, on verra que tous nos devoirs nous obligent à la terminer. Nous le devons par reconnoissance pour nos ancêtres, qui ne prodiguèrent pas leur sang et leurs sueurs, pour que le théâtre de leur gloire ou de leurs travaux devînt celui de notre misérable servitude. Nous le devons à nous-mêmes, par l'obligation indispensable de conserver les droits naturels reçus de notre créateur; droits précieux que nous ne sommes pas les maîtres d'aliéner, et qu'on ne peut nous ravir sans crime, sous quelque pretexte que ce soit. L'homme peut-il renoncer à sa raison, ou peut-elle lui être arrachée par la force? Or, la liberté personnelle ne lui appartient pas moins essentiellement que la raison. La libre jouissance de ces mêmes droits est l'héritage inestimable que nous devons transmettre à notre postérité.

La valeur avec laquelle les colonies Angloises de l'Amérique ont combattu pour la liberté, dont elles jouissent glorieusement, couvre de honte notre indolence; nous leur avons cédé la palme dont elles ont les premières couronné le nouveau monde dans leur souveraineté indépendante. Ajoutez l'empressement des cours d'Espagne et de France pour soutenir la cause des Anglois Américains; il accuse notre insensibilité; qu'il soit au moins l'aiguillon de notre honneur provoqué par des outrages qui ont duré trois cents ans.

Il n'est plus de prétexte pour excuser notre résignation; et si nous soutfrons plus long-temps les vexations qui nous accablent, on dira avec raison que notre lâcheté les a méritées: nos descendans nous chargeront d'imprécations lorsque, mordant en vain le frein de l'esclavage—de l'esclavage dont ils auront hérité, ils se souviendront du moment où, pour être libres, nous n'avions qu'à le vouloir.

Ce moment est arrivé ; saisissons-le avec tous les sentimens d'une pieuse reconnoissance ; et pour peu que nous fassions d'efforts, la sage liberté, don précieux du ciel, accompagnée de toutes les vertus et suivie de la prospérité, commencera son règne dans le nouveau monde, et la tyrannie sera bientôt exterminée.

The brilliant prospects which seem to be opened up for our species in the New World, and the cloud which still thickens over the fortunes of the Old, presents at the present hour, a subject of contemplation to the thinking part of the British people; than which, excepting the great question of slavery or freedom, we know not if one more interesting can be imagined. We seize, with avidity, the present opportunity of communicating to them such information on this grand topic as we have been able to collect; and doubt not that our readers will partake with us in the deep interest with which it has inspired us.

After a tremendous struggle, to which the world has seen, perhaps, no parallel, the power of the despot of France now extends uncontrouled over almost every part of the continent of Europe. The hopes of the instability of that power, which so long continued to flatter the multitude who draw their conclusions, not from reason, but feeling, have given way to the fears which a series of tremendous success has irresistibly engendered; and we are now placed in the hazardous and most critical situation, of neighbours to a power which combines against us all the resources of Europe, and cuts off from us that important branch of our own, which we drew from her commercial intercourse. To the period, too, which may elapse before the affairs of Europe assume a condition more favourable to human nature, or even to our security, foresight can assign no definite boundary,—even hope can hardly anticipate a very speedy termination. In this new and portentous condition of Europe, we are called upon to look more widely around us, and to inquire, whether in the rest of the world, barriers can be found to resist the torrent whose pressure we must continue to dread, and resources to supply those, the channel of which is closed against us.

In taking this important survey, every eye, we believe, will ultimately rest on South America. A country, far surpassing the whole of Europe in extent, and still more, perhaps, in natural fertility, which has been hitherto unfortunately excluded from the beneficent intercourse of nations, is, after a few prudent steps on our part, ready to open to us the immense resources of her territory, of a population at pre-

sent great, and likely to increase with most extraordinary celerity, and of a position unparalleled on the face of the globe for the astonishing combination of commercial advantages which it appears to unite. From the maturity for some beneficent change, which circumstances and events have for a series of years been working in those magnificent regions, and from the mighty effects they are capable of yielding for the consolation of afflicted humanity, it seems as if that Providence, which is continually bringing good out of evil, were about to open a career of happiness in the new world, at the very moment when, by the mysterious laws of its administration, it appears to have decreed a period of injustice and calamity in the old.

For the mighty benefits to be expected from a just and wise arrangement of the affairs of Spanish America, we are not left to the results of speculation, clear and unambiguous as they are; we can appeal to experience and to fact. We have the grand experiment of North America before us, which the inhabitants of the south are so ambitious to imitate. The states of North America were our own colonies, and they had been always beneficently administered; yet has their independence been far more profitable to us than their subjection. What is the result with regard to commerce alone? —the very extraordinary fact, that for several past years we have exported more goods of British growth and manufacture to the United States of America, than to the whole of Europe taken together. If such are the benefits resulting from the prosperity of the United States, how many times greater will be those which must necessarily flow from the prosperity of South America? How many times more extensive is the county which the Spanish Americans possess! That country, from enjoying a much greater diversity of climate compared with Europe, than North America, is much more richly provided with those commodities for which Europe presents the most eager demand. Of the soil of South America, a great part is much more favourable to cultivation, much more fruitful, and cleared by nations who had made some progress in civilization. Of all the countries in the world, South America possesses the most important advantages in respect to internal navigation; being intersected in all directions by mighty rivers, which will bear, at little cost, the produce of her extensive provinces to the ocean. If the population of the United States, amounting perhaps to 6,000,000 souls, afford so extraordinary a demand for British commodities, what may not the population of South America, extending already to no less than 16,000,000, be expected to

afford? It is no doubt true, that the moral and intellectual habits of the people of South America are not so favourable to improvement as were those of North America. Their industry has been cramped, their minds have been held in ignorance by a bad government; hence are they indolent and superstitious. But remove the cause, and the effects will cease to follow. So sweet are the fruits of labour, wherever the labourer enjoys them unimpaired, that the motives to it are irresistible; and his activity may be counted upon with the certainty of a law of nature. The deduction, therefore, is so very small which, on this score, it will be requisite to make, that a very subordinate proportion of the superior advantages in soil and climate, which the South American enjoys, will suffice to compensate the better habits with which the inhabitant of the United States commenced his career.

In respect to wants, the two countries eminently resemble one another. From the immense extent of uncultivated soil, which it will require many ages to occupy, the whole bent of the population will be turned to agriculture; and it will be their interest, and their desire, to draw almost the whole of the manufactured goods, which their riches will enable them to consume, from other countries. The country to which the greater part of this prodigious demand will come, is unquestionably Great Britain. So far before all other countries, in respect to manufacturing advantages, does she stand, that were the circumstances of Europe much more likely to encourage industry, than unhappily they are, we could meet with no rival; and as we supply North America, so could we South, on terms which would infallibly draw to us the greater part of her custom. With this magnificent source of industry and wealth, the channels which Bonaparte can shut against us, hardly deserve to be named; since that even of the United States surpasses them all. With South America, then, under a free and beneficent government,—though we might weep for the calamities heaped upon our brethren of Europe by an insatiable despot, who, with the words *liberty* and *good of mankind* on his lips, would rivet his chains on the whole human race, and expend their blood and sweat for his own momentary pleasure or caprice,—we might laugh the destroyer to scorn, and enjoy a prosperity which the utmost efforts of his power and rage could never disturb.

In enumerating, however, the advantages of a commercial nature, which would assuredly spring from the emancipation of South America, we have not yet noticed the greatest, p[illegible]

haps, of all,—the mightiest event, probably, in favour of the peaceful intercourse of nations, which the physical circumstances of the globe present to the enterprize of man:—we mean, the formation of a navigable passage across the isthmus of Panama,—the junction of the Atlantic and Pacific Oceans. It is remarkable, that this magnificent undertaking, pregnant with consequences so important to mankind, and about which so little is known in this country, is so far from being a romantic and chimerical project, that it is not only practicable, but easy. The river Chagré, which falls into the Atlantic at the town of the same name, about eighteen leagues to the westward of Porto Bello, is navigable as far as Cruzes, within five leagues of Panama. But though the formation of a canal from this place to Panama, facilitated by the valley through which the present road passes, appears to present no very formidable obstacles, there is still a better expedient. At the distance of about five leagues from the mouth of the Chagré, it receives the river Trinidad, which is navigable to Embarcadero; and from that place to Panama is a distance of about thirty miles, through a level country, with a fine river to supply water for the canal, and no difficulty whatever to counteract the noble undertaking. The ground has been surveyed; and not the practicability only, but the facility of the work, completely ascertained. In the next place, the important requisite of safe harbours, at the two extremities of the canal, is here supplied to the extent of our utmost wishes. At the mouth of the Chagré is a fine bay, which received the British 74 gun ships in 1740, when Captain Knowles bombarded the castle of St. Lorenzo; and at the other extremity is the famous harbour of Panama *. Nor is this the only expedient for opening the important navigation between the Pacific and Atlantic Oceans. Further north, is the grand lake of Nicaraguay, which, by itself, almost extends the navigation from sea to sea. Into the Atlantic Ocean it falls by a navigable river, and reaches to

* For the accuracy of these statements, may be consulted a curious and instructive work, drawn up and published, in 1762, by Thomas Jefferys, geographer to his Majesty; from the draughts and surveys found on board the Spanish prizes, from other accessible documents, and the statements of eye-witnesses. The title of the book, as it is now but little known, it may be worth while to transcribe—" A Description of the Spanish Islands and Settlements on the Coast of the West Indies; compiled from authentic Memoirs: revised by Gentlemen who have resided many years in the Spanish Settlements; and illustrated with Thirty-two Maps and Plans, chiefly from original Drawings taken from the Spaniards in the last war, and engraved by Thomas Jefferys, etc."

within three leagues of the Gulf of Papagayo in the Pacific*. Mr. Jefferys tells us, it was the instruction of the King of Spain to the governor of St. John's Castle, not to permit any British subject to pass either up or down this lake; 'for if ever the English came to a knowledge of its importance and value, they would soon make themselves masters of this part of the country†.

We are tempted to dwell for a moment upon the prospects which the accomplishments of this splendid, but not difficult enterprise opens to our nation. It is not merely the immense commerce of the western shores of America, extending almost from pole to pole, that is brought, as it were, to our door; it is not the intrinsically important, though comparatively moderate branch of our commerce, that of the South Sea whalers, that will alone undergo a complete revolution, by saving the tedious and dangerous voyage round Cape Horn;—the whole of those immense interests which we hold deposited in the regions of Asia, become augmented in value to a degree which, at present, it is not easy to conceive, by obtaining direct access to them across the Pacific Ocean. It is the same thing as if, by some great revolution of the globe, our Eastern possessions were brought nearer to us. The voyage across the Pacific, the winds both for the Eastern and Western passage being fair and constant, is so expeditious and steady, that the arrival of the ships may be calcu-

---

* The reader may consult, on the facility and importance of effecting a navigation from sea to sea by this extraordinary lake, a curious memoir by M. Martin de la Bastide, ancien secrétaire de M. le Comte de Broglio, published in the second volume of "Histoire Abrégée de la mer du Sud, par M. de Laborde."

† See p. 43, of "A Description," etc. above cited. What Alcedo tells us is still more extraordinary, that it was even interdicted, *on pain of death*, to propose opening the navigation between the two seas. "En tiempo de Felipe II." says he: "se proyectó cortarlo, y communicar los dos mares por medio de un canal, y á este efecto se enviaron para reconocerlo dos Ingenieros Flamencos; pero encontraron dificultades insuperables, y el consejo de Indias representó los perjuicios que de ello se seguirian a la monarquia, por cuya razon mandó aquel Monarca que nadie propusiese ó tratase de ello en adelante, *pena de la vida*." Alcedo, Diccionario Geografico-Historico de las Indias Occidentales, etc. ad verbum *Istmo*. A similar interdiction and penalty was ordained, respecting the navigation of the Atrato, where there is only an interval of a few miles between the navigable parts of the two rivers. "Es navigable por muchas leguas, pero esta prohibida su navegacion con pena de la vida, sin excepcion de persona alguna, para evitar los perjuicios que se seguirian a las provincias del Nuevo Reyno, por la facilidad con que se podrian internar por el." Ibid. ad verbum *Atrato*.

lated with almost the accuracy of a mail coach *. Immense would be the traffic which would immediately begin to cover that ocean, by denomination Pacific. All the riches of India and of China would move towards America. The riches of Europe and of America would move towards Asia. Vast dépôts would be formed at the great commercial towns, which would immediately arise at the two extremities of the central canal; the goods would be in a course of perpetual passage from the one dépôt to the other; and would be received by the ships, as they arrived, which were prepared to convey them to their ultimate destination.

Is it too much to hope, that China and Japan themselves, thus brought so much nearer the influence of European civilization—much more constantly and powerfully subject to its operation—would not be able to resist the salutary impression, but would soon receive important changes in ideas, arts, manners, and institutions? The hope rests, at least, on such strong foundations, that it seems to rise even to certainty; and then, what glorious results might be expected for the whole of Asia, that vast proportion of the earth, which, even in its most favoured parts, has been in all ages condemned to semi-barbarism, and the miseries of despotic power? One thing, at least, is certain, that South America, which stands so much in need of industrious inhabitants, would receive myriads of laborious Chinese, who already swarm in all parts of the Eastern Archipelago in quest of employment and of food. This, to her, would be an acquisition of incredible importance: and the connexion thus formed between the two countries, would still further tend to

* On the surprising facilities of this navigation, there is some interesting information given in an "Account of an intended Expedition into the South Seas, by private Persons;" printed in the Appendix to the third volume of Sir John Dalrymple's Memoirs of Great Britain and Ireland. "From the bay of Panama," says that document, "ships are carried to the East Indies, by the great trade wind, at the rate of above an hundred miles a day. From the East Indies to the South Seas, there are two passages: one by the north, to sail to the latitude of 40° north, in order to get into the great west wind, which about that latitude blows ten months in the year, and which, being strong, carries vessels with quickness to the northern part of the coast of Mexico; from the extreme point of Mexico, in the north, there is a north wind which blows all the way to the Bay of Panama, which never varies, and which carries ships above a hundred miles a day, reaching to the distance of a hundred leagues from the coast. The other passage is at 40° south, and is in all respects similar to that in the north, a land-wind blowing from the coast of Chili to the Bay of Panama, of the very same description with that which blows along the coast of Mexico.

accelerate the acquisition of enlightened views and civilized manners in China herself.

Such are a few of the results which there is reason to expect from a regulation of the affairs of South America. Never, perhaps, was an opportunity offered to a nation, of effecting so great a change in behalf of human kind, as Great Britain, from a wonderful combination of circumstances, is now called upon, by so many motives, to help South America to accomplish. The measure has, for a considerable number of years, been mingled, in her councils, among the number of her resolves; and a short history, which, from peculiar circumstances, we are enabled to give with unusual accuracy, cannot be without interest, of what has been done in preparation towards an event which will hereafter occupy so great a place in the history of the world.

Though projects of hostility, some of them for plunder, some for permanent conquest, had been undertaken, during the wars between this country and Spain, against particular parts of her Transatlantic dominions, the first time, we believe, that a general scheme of emancipation was presented to the mind of a British minister, was in the beginning of 1790, when the measure was proposed to Mr. Pitt by General Miranda. It met from that minister with the most cordial reception; and, as the dispute respecting Nootka Sound was then subsisting, it was resolved, if Spain did not prevent hostilities by submission, to carry the plan into immediate execution. When an accommodation was effected, and peace at last decreed, Mr. Pitt still assured the general, that the scheme of emancipating South America was a measure that would not be lost sight of, but would infallibly engage the attention of every minister of this country.

The man by whom this important suggestion was made, and in whose breast the scheme of emancipation, if not first conceived, seems at least to have been first matured, is a native of Caraccas in South America; descended from one of the principal families in the country. At the early age of seventeen, he repaired to Spain; and, by the influence of his family, obtained a captain's commission in the Spanish army. Early smit by the love of letters, he was anxious to proceed to France for the prosecution of his education; but permission was denied him, and he was forced to bring the masters, whom he could not procure in Spain, from France at his own charges. It is an anecdote not unworthy of record, that when the Inquisition ordered his books to be taken from him and burnt, he applied to Count O'Reilly, inspector-

general of the Spanish army, to see if the order could not be recalled; but the inspector told him, that all he could do was to condole with him, for that the same misfortune had happened to himself.

When France and Spain resolved to take a share in the war which was carried on between Great Britain and her American colonies, it happened that Miranda was in that part of the Spanish army which was destined to co-operate with the French. Acting thus, and conversing with the members of a more enlightened nation than any he had yet seen, the ideas of the young American received that improvement after which he aspired; and in a scene where the cause of liberty was the object of all men's zeal and enthusiasm, and in a country, the situation of which in so many respects resembled his own, a similar destiny for this last was naturally presented to his wishes. So deeply was the impression struck, that he has dedicated to this one design almost the whole of his life, and has been the prime mover in every scheme that has been proposed for the emancipation of the Spanish colonies in America.

After the renunciation, or rather the postponement, of the design on the part of Mr. Pitt, the next project for changing the condition of South America was started by the republican rulers of France, as part of their scheme for revolutionizing the whole of the Spanish dominions. But Miranda foresaw the dangers with which that design was pregnant, and fortunately had sufficient influence to persuade its renunciation. To prepare the reader sufficiently for the particulars of this curious affair, it may not be useless to run over hastily the steps by which the general had been brought to the situation in which he then stood.

At the termination of the American war, he resigned his situation in the service of Spain, and repaired to Europe, with a view to study the institutions of the most enlightened nations, and to draw from them instruction for the benefit of his native country. For this purpose he came first to Great Britain*, and proceeded afterwards to Prussia, Austria, Italy,

* There is a curious proof of the notice which he and his cause attracted in this country, even at this early period, in the "Political Herald and Review" for the year 1785, pp. 29, 30.

"The flame which was kindled in North America," says the writer in that work, "as was foreseen, has made its way into the American dominions of Spain. That jealousy which confined the appointments of government in Spanish America to native Spaniards, and established other distinctions between these and their descendants on the other side the Atlantic, has been a two-edged sword, and cut two ways. If it

Greece, and a part of Turkey. He then proceeded to Russia, where he met with Prince Potemkin at Cherson, whose notice he attracted; and by him was introduced to the Empress at Kiow. A native of Spain, travelling in search of knowledge, and improved by it, appeared to her in the light of a phenomenon. She invited him to remain in Russia, for in Spain, she said, he would be burnt—Spain was not a country for him. When Miranda opened to her, in reply, the views to which he had devoted himself in behalf of his country, she manifested the strongest interest in the accomplishment of his scheme, and assured him, in case of his success, she would be the foremost to support the independence of South America. She transmitted a circular letter to her ambassadors in Europe, to afford him her imperial protection every where; and gave him an invitation to draw upon her treasury for his personal support. (See Appendix, A.)

It was after this tour through Europe, in which Miranda spent several years, that he returned, by the way of France, to England; and being by his friend, Governor Pownal, introduced to Mr. Pitt, proposed to him the plan, of which the submission of Spain on the question at issue prevented the execution. At the time when the prospect was thus, for an indefinite period, closed upon him in England, and the first promising movements of liberty in France were attract-

---

has hitherto preserved the sovereignty of Spain in those parts, it has sown the seeds of a deep resentment among the people. Conferences are held, combinations are formed in secret among a race of men whom we shall distinguish by the appellation of *Spanish Provincials*. The example of North America is the great subject of discourse, and the grand object of imitation. In London, we are well assured, there is at this moment, a Spanish American of great consequence, and possessed of the confidence of his fellow-citizens, who aspires to the glory of being the deliverer of his country. He is a Man of sublime views and penetrating understanding; skilled in the antient and modern languages, conversant in books, and acquainted with the World. He has devoted many years to the study of general politics; the origin, the progress, and the termination of the different species of governments; the circumstances that combine and retain multitudes of mankind in political societies, and the causes by which these societies are dissolved and swallowed up by others. This gentleman, having visited every province in North America, came to England, which he regards as the mother country of liberty, and the school for political knowledge. As friends to freedom, we forbear to be more particular concerning this distinguished character. He is a conspicuous proof and example of the fact which it is our object to illustrate. We admire his talents, esteem his virtues, and heartily wish prosperity to the grandest pursuit that can occupy the powers of any mortal, that of bestowing the blessings of freedom on millions of his fellow-men."

ing the curious from every quarter of the world, Miranda returned to witness the great scenes which were there passing, and to obtain, if possible, from France in her new situation, the same favour to South America, which in her old she had bestowed upon the United States. By his companions in arms, whom he had recently known in America, he was speedily drawn into some connexion with the great leaders at that time in public affairs; and when the revolution was first called upon to draw the sword, he was invited and prevailed upon to take a command in her armies. (See Appendix, B.)

It was while he was serving with Dumourier in the Netherlands, that the scheme for revolutionizing Spain and her colonies was first conceived by the republican leaders. It was communicated to Dumourier by Brissot, in a letter which we have now before us, dated Paris, 28th November 1792, in the following terms: " L'Espagne se mûrit pour la liberté; son gouvernement reprend ses preparatifs; il faut donc faire ses préparatifs pour réussir, ou plutôt pour y naturaliser la liberté. Il faut faire cette révolution et dans l'Espagne Européenne, et dans l'Espagne Américaine. Tout doit coincider. Le sort de cette dernière révolution dépend d'un homme; vous le connoissez, vous l'estimez; c'est Miranda. Dernièrement les ministres cherchèrent par qui ils remplaceroient Desparbés à St. Domingue; un trait de lumière m'a frappé; j'ai dit, *nommez Miranda.*—Miranda d'abord aura bientôt appaisé les misérables querelles des colonies; il aura bientot mis à la raison ces blancs si turbulens, et il deviendra l'idole des gens de couleur. Mais ensuite avec quelle facilité ne pourra-t-il pas faire soulever, soit les îles Espagnoles, soit le continent Américain qu'ils possèdent? A la tête de plus de 12,000 hommes de troupes de ligne qui sont maintenant à St. Domingue, de 10,000 à 15,000 braves mulâtres que lui fourniront nos colonies, avec quelle facilité ne pourra-t-il pas envahir les possessions Espagnoles? Ayant d'ailleurs une flotte à ses ordres, et lorsque les Espagnols n'ont rien à lui opposer. Le nom de Miranda lui vaudra une armée; et ses talens, son courage, son génie, tout nous répond du succès .... Les ministres sont tous d'accord sur ce choix, mais ils craignent que vous ne refusiez de céder Miranda, d'autant plus que vous l'avez choisi pour remplacer Labourdonnaye. J'ai promis ce matin à Monge que je vous écrirois, et il m'a donné sa parole qu'il nommeroit Miranda gouverneur-général si vous consentiez à le laisser partir. Hâtez-vous donc d'envoyer votre consentement. Vous ajouterai-je que notre excellent ami Gensonné est du même avis,

il vous en écrira demain. Clavière et Pétion sont enchantés de cette idée.

It will be readily acknowledged, there was here wherewithal to dazzle a man of ordinary ambition: yet was the project damped, and finally renounced, by means of Miranda, who began to fear that the revolution was proceeding too fast and too far. In the letter which he wrote to Brissot, in answer to the communication of his proposal, he contents himself with starting difficulties. "Le plan," says he, "que vous formez dans votre lettre est réellement grand et magnifique; mais je ne sais pas si l'exécution seroit sûre, ou même probable. Pour ce qui regarde le continent Hispano-Américain, et leurs îles, je suis parfaitement instruit et en état de former une opinion exacte. Mais pour tout ce qui concerne les îles Françoises et leur situation actuelle, je ne connois presque rien du tout, et il me seroit, par conséquent, impossible de former une opinion juste là-dessus. Comme dans votre plan celle-ci est la base de toute l'opération, puisque c'est des colonies Françoises que doit partir la force agissante pour mettre en mouvement le peuple du continent opposé, il faut que nous soyons *bien sûrs* que cette donnée est vraie et positive. Il me paroit aussi que ma nomination et mon départ pour St. Domingue seroit le signal d'alarme pour la cour de Madrid, et pour celle de St. James, et que les effets s'en feroient bientôt apercevoir à Cadix et à Portsmouth, ce qui mettroit de nouveaux obstacles à l'entreprise, qui, d'ailleurs, est trop grande, trop belle, et trop intéressante, pour la gâter ou pour la faire échouer par une faute de prévoyance dans le commencement." After some further correspondence and consultation, the pressure of affairs co-operating with the discouragement offered by Miranda, the flattering project was for the time relinquished. (See Appendix, C.)

During some years subsequent to this occurrence, the matter was sunk in oblivion amid the violent struggles which agitated Europe. Many months had not elapsed when the reign of Robespierre began; and Miranda, with so many other virtuous men, were buried in the dungeons of the revolution. Though tried, and clearly acquitted by the revolutionary tribunal, which declared that not a shadow of suspicion attached to him, he was still detained in prison; and escaped the guillotine only by one of those accidents by which so many others were delivered up to it. When he recovered his liberty, under the party that assumed the government after the death of Robespierre, he might still have become a leading man in the revolution, and was offered the command of an army. His answer, however,

was, that although he had fought for *liberty*, it was not his purpose to fight for *conquest:* if France would establish a free and moderate government, retire within her ancient limits, and sincerely offer peace to the whole world, he would willingly contend for her against all her enemies. This remarkable answer rests on as remarkable an authority; for Miranda had the fortitude to enlarge upon the same ideas in a pamphlet, and to publish them at the very moment (1795) in Paris. (See Appendix, D.)

About the same time, or a little after, Miranda was met at Paris by deputies and commissioners from Mexico, and the other principal provinces of South America, who had come to Europe for the purpose of concerting with him the measures to be pursued for accomplishing the independence of their country. It was decided accordingly, that Miranda should, in their name, again repair to England, and make such offers to the British government as, it was hoped, might induce it to lend them the assistance requisite for the great object of their wishes. The instrument, which was drawn up and put into the hand of their representative, as the document to the British government, of the proposals of the South Americans, is too remarkable an evidence of the views and plans of the leading members of the South American communities, not to deserve at the present moment the most serious attention.

1. The first article states, that the Hispano-American colonies having for the most part resolved to proclaim their independence, were induced to address themselves to the government of Great Britain, in the confidence she would not refuse them that assistance which Spain herself, in the midst of peace, had not declined extending to the British colonies in America.

2. The second article stipulates the sum of thirty millions sterling, which South America would pay to Great Britain for the assistance required.

3. The third article states the amount of the British force which was deemed requisite.

4. The fourth article it is proper to present in the words of the document itself " Une alliance défensive formée entre l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, et l'Amérique Mérionale, est tellement recommandée par la nature des choses, par la situation géographique de chacun des trois pays, par les produits, l'industrie, par les besoins, les mœurs, et le caractère de ces trois nations, qu'il est impossible que cette alliance ne soit pas de longue durée; surtout si on prend soin de la consolider par l'analogie dans la forme politique des trois gouvernemens, c'est-à-dire, par la jouissance d'une

liberté civile, sagement entendue; on pourroit même dire avec confiance, que c'est le seul espoir qui reste à la liberté, audacieusement outragée par les maximes détestables avouées par la république Française. C'est le seul moyen encore de former une balance de pouvoir capable de contenir l'ambition destructive et dévastative du système François."

5. The fifth article relates to a treaty of commerce between Great Britain and South America.

6. The sixth article stipulates the opening of the navigation between the Atlantic and the Pacific Oceans, by the isthmus of Panama, as well as by the lake of Nicaraguay, and the guarantee of its freedom to the British nation.

7. The seventh article respects the arrangement of the commerce between the different parts of South America itself; proposed to be left on its present footing, till the assemblage of deputies from the different provinces of the continent can arrange the terms of their union.

8. The eighth article points to some project to be devised, of a connexion between the Bank of England, and those of Lima and Mexico, for the purposes of mutual support, and of giving England the advantage of that command of the precious metals which the country supplying them might have it in its power to yield.

9, 10. The ninth and tenth articles relate to the project of alliance between South America and the United States. The principal points are, the ceding to the United States of the Floridas, the Mississippi being proposed as the most advisable boundary between the two nations; and the stipulation of a small military force from the Anglo-Americans, to aid in the establishment of the independence.

11. The eleventh article, respecting the islands, states the plan of resigning all those which belong to the Spaniards, excepting only Cuba, the possession of which is rendered necessary, by the situation of the Havannah commanding the passage from the Gulph of Mexico.

This document is dated Paris, the 22d of December, 1797. The proposal transmitted to Mr. Pitt, for the return of General Miranda to this country, was acceded to with alacrity; and the general had a conference with that minister in January following. It accorded with the plans of Mr. Pitt at that time, to enter with promptitude into the scheme proposed for the emancipation of South America. The outline of the proceedings was fully agreed upon; and so far had the preparations advanced, that General Miranda, in a letter to Mr. Hamilton, the much-lamented legislator of the United States, dated 6th April, 1798, thought himself authorised to

write in the following terms: "Celle-ci vous sera remise, mon cher et respectable ami, par mon compatriote Don *** *****, chargé des dépêches de la plus haute importance pour le Président des Etats-Unis; il vous dira confidentiellement ce que vous voudrez apprendre sur ce sujet. Il paroît que le moment de notre émancipation approche, et que l'établissement de la liberté sur tout le continent du nouveau monde nous est confié par la Providence. Le seul danger que je prévois c'est l'introduction des principes François qui empoisonneroient la liberté dans son berceau, et finiroient par détruire bientôt la vôtre." Nay, so far did the arrangements advance, that on the 19th of October he wrote to the same gentleman in the following terms: "Vos souhaits sont en quelque sorte remplis, puisqu'on est convenu ici que, d'un côté, on n'employera point aux opérations terrestres des troupes Angloises, vu que les forces auxiliaires de terre devront être uniquement Américaines, tandis que, de l'autre, la marine sera purement Angloise. Tout est applani, et on attend seulement le *fiat* de votre illustre Président pour partir comme l'éclair." In another letter, of the same date, to General Knox, he says, "Quel plaisir n'ai-je pas reçu, mon très-cher général, en apprenant votre nomination dans l'armée continentale des Etats-Unis d'Amérique? Il paroît que nos souhaits vont enfin s'accomplir, et que toutes les circonstances possibles se réunissent dans ce moment-ci en notre faveur. Veuille la Providence nous communiquer assez de sagesse pour en tirer un parti avantageux. (See Appendix, E.)

The proposal was, that North America should furnish 10,000 troops, and the British government agreed to find money and ships. But the president, Adams, declined to transmit an immediate answer; and the measure was, in consequence, postponed.

In the beginning of 1801, during Lord Sidmouth's administration, the project was again revived. The plans of government to be recommended to the people of South America were considered and approved; even the military operations were sketched and arranged, and the preparations far advanced for the expedition. The preliminaries, however, of the peace of Amiens were signed; and the measure was put off to a future opportunity.

When war was again declared against France in 1803, the business of South America formed one of the principal designs of ministers; and measures were taken to carry it into effect, the moment that the peace which still subsisted with Spain should be broken. This event did not occur till 1804,

when Mr. Pitt was again at the head of administration. The measure was now prosecuted with zeal; Lord Melville and Sir Home Popham were employed in arranging with General Miranda the whole details of procedure*; when the execution was again suspended by the affairs of Europe, and by the hopes and exertions of the third coalition.

The prospect thus appearing shut upon them in Europe, the South American exiles from the provinces of Caraccas and Santa Fé, residing in the United States of America, and in the island of Trinidad, pressed General Miranda, and at last prevailed upon him, to quit his residence in this country, and make an effort in their behalf through the medium of America alone. Though the politics of Britain presented to him, at the moment, no prospect on her part of active assistance, they appeared, at least, to promise the security, that no body of French or of Spanish troops should cross the Atlantic, to confirm the dominion of the enemies of Britain. In these circumstances, he was induced to think that no great force,—that nothing more, in short, than what might be requisite to impose respect upon the small number of troops in the Spanish garrisons, and to afford some appearance of security to the people, was, in the known condition of the public mind, required to effect the revolution; and, at the same time, the disputes subsisting between the United States of America and Spain, respecting Louisiana, afforded him a hope in that quarter of all the assistance which the occasion demanded. With a full understanding on the part of the government here, and even, as it would seem, with promise of support, he proceeded to America; but on his arrival there found, to his mortification, that a compromise on the subject of Louisiana had already taken place, and that the *public* aid of government was not to be obtained. He was received, however, with cordiality and distinction by the president and secretary; and from various quarters received encouragement to suppose, that, by private exertions and resources, such means might be got together, as, with the help of good fortune, might be adequate to the enterprize. Though the government of the United States, from the obvious motive of exculpating themselves in the eyes of France, thought proper afterwards to disclaim all knowledge

* On this point the reader may derive satisfaction, by consulting the trial of Sir Home Popham; the evidence of Lord Melville, at pp. 153 to 164; and the declarations of Sir Home, at pp. 91, 92, 94, 95, 100; and an Appendix, note A. See "Trial of Sir Home Popham," printed for Richardson, Royal Exchange, 1807.

of the transaction, and even to order the prosecution of two of the persons who appeared to have been principally involved in it, it came out upon the trial, to the conviction of the jury, who thereupon acquitted the parties, that the government had been privy to all the proceedings of Miranda, and, by never so much as whispering their disapprobation, appeared of necessity, both to him and to his agents, to favour, though they deemed it impolitic at the time to countenance his undertaking.

The particulars of the expedition to Caraccas, it is necessary for us entirely to pass over. * It failed, feeble as were the means employed in it, chiefly from the intelligence which had been treacherously conveyed to the Spaniards, and by the misconduct of the American shipmasters, over whom the General had not sufficient controul. But it had this in it of benefit, that the careful protection of persons and property which Miranda maintained, removed every shadow of prejudice which the industry of the Spanish agents had been able to raise respecting the purity of his intentions: and had not the British commanders, who seconded his views, been induced to withdraw their support, and to urge the dereliction of the enterprize, by the false intelligence which reached the West Indies of the conclusion of peace by Lord Lauderdale,—at any rate, had our government lent a very small assistance,—not a doubt can be entertained that the province of Caraccas would have then declared its independence. † (See Appendix, F.)

---

* The principal facts, together with the proclamations of General Miranda, documents of importance in forming a judgment of the whole bearings of this affair, may be found in a pamphlet, which we recommend as containing some correct information, not to be found any where else, entitled, 'Additional Reasons for our immediately emancipating Spanish America. By William Burke.'

† That this was the opinion of the best informed among the Spaniards themselves, appears from the following extract of an intercepted letter from Don Dionisio Franco, director of the King's Revenues at Caraccas, to the governor of Cumana—'Un des hommes,' says Depons (*Voyage à la Terre Ferme, t.* ii. *p.* 293) 'un des hommes de l'Espagne qui connoit le mieux les interests de sa nation.'

"*Caraccas, 16th of August,* 1806.

"Miranda, despicable indeed, if left to his private resources alone, will, it appears to me, give us more to do than what we thought, if supported, as he appears to be, by the English; although the assistance they have until now given him be reduced to the not disapproving only of his enterprize.

"He effected his landing at Coro without any resistance, because the garrison of that interesting point was reduced to 200 fusileers of the militia

The part which our country had in this expedition, it is still of some importance to explain. The prospect of the vast advantages to Great Britain, from the independence of that part of South America, which was the object of Miranda's immediate views, induced the British Admiral on the station, Sir Alexander Cochrane, to enter into a formal stipulation for certain means of operation he was to afford to the undertaking, and certain advantages which were to be yielded to his country in return. The governors, both of Trinidad and Barbadoes, allowed the General to recruit in these islands, and even from the militia. * But after a little time, the Ad-

---

alone; and although they might have armed more than 1000 men, they had no arms for the purpose; and in the same case, we find, are now all the inhabitants of these provinces.

"With this information, the Captain-General of the province has marched with all the armed force he could collect; but it will be a month before he can reach Coro; in which place, it is probable he will find him already entrenched, and in a situation to make good his retreat. That, in my opinion, will be the least of the evils which may happen to us; because, if the English give him any assistance, let it be ever so little, and offer him support, his situation is the most advantageous of all those he could have chosen in all these coasts, as the peninsula of Paraguana may afford them a situation to establish another Gibraltar, as long as they are masters of the sea; and it may happen that this spark of fire, that appears nothing, may finish *by devouring the whole Continent*, &c.

(Signed) DIONISIO FRANCO."

* The memorandum of Governor Hislop for the commanding officers of the corps of militia in Trinidad, is so expressive of his honourable views on the occasion, that it is worthy of being read.

'It being desirable that a corps of light cavalry, and of infantry, and of artillery, should be formed, to be put under the command of the Count *de Rouvray*, as Colonel of the former, and of Colonel *Kingston*, of the infantry*, and Captain *Harvey* of the artillery, who have volunteered their services with General Miranda;—the Governor will sanction, for this purpose, the offers of volunteers from each corps of militia, not however exceeding, in number, twenty out of each hundred. Commanding officers of corps, and other officers, are expected not in any manner to discourage the voluntary offers of such of their men as may be desirous of going upon the proposed service; from the result of which, the most important benefits may be expected to result to the British empire, and in a peculiar degree to this colony; the prosperity of which, cannot fail to be raised to the highest pitch by the success of the enterprise; which, under the skilful guidance of an experienced captain, such as General Miranda has proved himself to be, cannot be doubted; at the same time that the reflections of the possibility of their bitterest enemies getting possession beforehand of the Spanish neighbouring dominions, would not only be a most serious stab to the interests and welfare of Great Britain, but would place this island in a state of imminent danger; and, at all events, blast the hopes of its future prosperity. These are considerations worthy of every reflecting mind.'

* (Colonel Downie went in his place.)

miral wrote to him, that 'by recent instructions received from England, he was directed to limit the assistance General Miranda was to receive from him, to protection from the naval force of the enemy,—to prevent succours being landed,—and to secure his re-embarkation, in the event of his being obliged to leave the shore.' It is probable, that the negociation at Paris, in which the ministers were then engaged, and their hopes of peace, were the sole motives of the reserve which they embraced on this occasion. That they had by no means determined against the great plan of emancipation, as some of their enemies have been busy to insinuate, we are happy to be able to prove, by the succeeding passage of the same letter. 'I am further directed,' says the Admiral, 'to send, by a fast sailing vessel, full details of the situation in which the continent of South America now stands, in order that his Majesty's ministers may finally decide as to the measures they may take. In consequence of the above,' he adds, 'a schooner attends Captain Dundas of the Elephant, to Coro; which schooner will receive on board your despatches, and immediately proceed to England.' He concludes by saying, 'I think it proper to give you this early information, lest you should be led to expect a military force to arrive for your support,—a circumstance I am ignorant of being in the contemplation of his Majesty's government; but, should any arrive, you may depend on its being forwarded to you without loss of time.' In another letter, ten days later, he says, 'I wish I could send you five or six regiments; and if the negotiations for peace blow off, I do not despair of a force arriving from England, to place you in perfect security.'

The extraordinary events which immediately followed the rupture of the negotiation at Paris, and the removal from his Majesty's councils which soon succeeded, of the ministers by whom that negotiation was conducted, afforded *them* no opportunity of recommencing any operations for the emancipation of South America; and the facility with which they allowed themselves to be drawn into the support of the schemes of conquest, so injudiciously undertaken by Sir Home Popham, deranged all their views with regard to that great object of policy. Of the memorable expedition to Buenos Ayres, the history is too well known to require any recapitulation in this place. Its effects, with regard to the great and salutary plan of liberation, have been twofold. It has certainly shaken, and that violently, the confidence of the American people in the British government. They had been told, from the highest authority, that the views of that

government were solely to aid them in procuring their independence; yet the first army they behold, comes both for conquest and for plunder.* However, it has had this fortunate effect, that it has given us, nationally, a much juster idea than we formerly possessed of the value of the South American population. It has turned the public curiosity more forcibly towards that quarter of the world; and it has afforded us some precious evidence of the desire which pervades South America, to shake off the yoke of a foreign government, and assume the guidance of its own affairs.

The men who had succeeded to power, when General Miranda returned to England, were prepared to embark in the scheme with real energy. After various delays, a force was at last assembled; and it has been oftener than once publicly stated, we believe with perfect accuracy, that the expedition which was prepared at Cork last summer, and which was to be commanded by Sir Arthur Wellesley, was intended to co-operate with Miranda in the long projected measure of emancipating South America; and, had not the extraordinary revolution which broke out in Spain given to those forces a different destination, it is probable that, by this

---

* A proclamation, transmitted by Lord Melville, then secretary of state, and circulated on the coasts of Spanish America by the government of Trinidad, in 1797, calling upon the inhabitants *to resist the oppressive authority of the Spanish government*, assures them, 'that measures have been taken to support them by means of the British naval force, and to supply them with arms and ammunition, merely to enable them to maintain their commercial independence, *without any desire, on the part of the King of England, to acquire any right of sovereignty over them, or to interfere with their civil, political, or religious rights*; unless they themselves should in any degree solicit his protection.' Let us consider the effect which this proposal was calculated to make upon the minds of the people of South America, when contrasted with the conduct directed to be pursued in the instructions to the assailants of Buenos Ayres. In the instructions to General Whitelocke (see the documents published in the Appendix to Whitelocke's Trial, p. 8.) is the following passage: 'With the force above stated, you will proceed to execute the service entrusted to you, *by the reduction of the province of Buenos Ayres under the authority of his Majesty*.' In the next page, he is directed 'not to introduce into the government any other change than that which must necessarily arise *from the substitution of his Majesty's authority for that of the King of Spain*.' In the instructions likewise to General Cranford respecting Chili, he is commanded to make no other changes 'than that of placing the country under his Majesty's protection and government;' and told, that 'the form of the former government is to be preserved, subject only to the changes which *the substitution of his Majesty's authority for that of the King of Spain* may render inevitable.' (See Appendix, G.)

time, that important measure would at length have been accomplished. (See Appendix, II.)

We are now once more at peace with the Spanish nation; and, of course, all idea of using force to detach her colonies is out of the question. We are not only at peace,—but we are in alliance with her. A generous sympathy with a people contending for their independence, has had at least as much share in producing that alliance, as our common hostility to their oppressor. We are bound, therefore, by every consideration of national honour, to abstain, while this struggle lasts, from any step which might admit of being construed into an injury or offence to our allies. If the Spaniards, therefore, should succeed in repelling their invaders, and should remain in peace and alliance with us, we must renounce, of course, all notion of emancipating her colonies without her consent. Incalculably beneficial as such an event would be for us, and even for Spain herself, and impossible as it might be for any efforts of hers long to prevent its occurrence, still we conceive, that the relations of peace and amity in which we should stand with that power, would prevent *us* from interfering to promote it, and tie up our hands from attempting to separate from her those dependencies upon which she still sets a value, although she might really derive no benefit from their possession, and might be guilty of the greatest oppression with regard to them. If it were possible, therefore, for us to entertain those pleasing views on the probable issue of the present contest in Spain, to which some of our more sanguine countrymen seem still to adhere, we should only have to say, that we should trust with some confidence, that the same spirit and intelligence which had been triumphant in Europe, would be just and generous in America; and that the amended government and enlightened councils of regenerated Spain, would relax the severity of its control over its remote dependencies, and yield, spontaneously, to its Transatlantic children, that emancipation for which they had hitherto relied, rather on the weakness, than the beneficence of their mother country.

These, however, alas! are speculations in which it appears to us that no sober man can now allow himself to indulge. The fate of Spain, we think, is decided; and that fine and misguided country has probably yielded, by this time, to the fate which has fallen on the greater part of continental Europe. Her European dominions have yielded already to the unrelaxing grasp of the insatiable conqueror; and his ambition and cupidity have no doubt already scented

their quarry in her American possessions. At this moment, we have no doubt, his restless intriguers are at work to poison the pure fountains of patriotism and concord in these distant regions; and forces are preparing to trample down those sparks of independence which the slightest stirring would now spread into an unquenchable blaze. A moment is yet left us to resolve on what may soon be impracticable.

The question therefore, we humbly conceive, is not, now, whether *Spain*—a friendly, a neutral, or even a hostile power—shall retain her colonies, to their oppression, and our great disadvantage? but, whether these colonies shall pass, with all their vast capabilities, into the possession of *France*;—whether these immense and productive regions, the soil of so many hopes for the human race, shall be turned to the beneficent purposes for which they are fitted by nature,—or whether they shall be seized by the arch enemy of the liberty and peace of mankind, and employed as an aliment of lawless power and universal oppression. With regard to Great Britain, the question is not, whether she shall secure to herself an immense advantage, or neglect so to secure it; but, whether she shall take it to herself, or give it to her unrelenting foe,—her foe, already so powerful, and so sure instantly to turn against her those potent means of which her negligence has allowed him to avail himself.

Bonaparte, by seizing the Spanish monarchy, has now brought the matter of deliberation to this narrow point,—Whether the colonies shall remain, as before, attached to that monarchy,—in other words, shall become his property;—or whether those colonies shall be enabled, under the protection of Great Britain, to constitute themselves a free and independant nation.

We do not suppose it will be objected, that we could, as another expedient, make a conquest of South America for ourselves; for we do not believe there is an individual in the country who thinks it would be advantageous to us as a conquest, or that the business of defence is not at present enough for us, without that of conquest, even if it could be supposed, which nobody we apprehend is now credulous enough to suppose, that it would be an easy conquest. We mention this idea, therefore, only for the purpose of setting it aside.

There is another idea, however, which deserves the most profound and most respectful attention. If the King of Spain, or rather the late King of Spain, is stripped of his dominions in Europe, ought not his dominions in America to be preserved for him? With regard to this point, it is an unlucky

circumstance to begin with, that this ex-monarch is in the hands of Bonaparte. However, we are by no means convinced that this is a difficulty which would be absolutely unsurmountable; and our answer is that, provided care is taken to secure liberty, by diminishing sufficiently the power left in the hands of the king, and placing a sufficient share in the hands of the people, we know of nothing so desirable as the establishment of a mixed monarchy for the government of South America. The nation itself, however, there is reason to believe would prefer a constitution resembling that of their neighbours in the United States; and if this preference should be very general and very decided, we hope there are no such bigoted partizans of royalty among us, as to think that we should take up arms to force them to resign it; and thus foment a civil war in South America, (the inevitable effect of which would be, to throw the country into the arms of France), merely to prevent a great and remote nation from choosing their own form of government. If, however, the people could be brought to submit to it, few things would afford us more satisfaction, than that a throne should be erected in South America, first for the aged ex-monarch of Spain, and then for his son; for we can see no reason for respecting the feelings of the latter exclusively, and abbetting all the revolutionary practices which have been used to dethrone the former.

At all events, however, it is our decided opinion, that Great Britain is called upon, by the most imperious considerations of self-preservation, utterly to reject and oppose any proposition *which may be made by Bonaparte*—and we are by no means sure that one will not be made—for the erection of such a kingdom, either for Charles, or for Ferdinand. If such an arrangement were once to be adopted, who, we would ask, would be the persons who would accompany Charles and Ferdinand to South America, and have the principal influence in their government?—Persons who leave behind their immense estates and dignities in Spain, and that Spain in the hands of Bonaparte. But is there any thing more that a skilful intriguer would require to effect his purpose? Let him but affect the generosity of preserving to these men their estates and dignities in Spain; and is it not visible to every man, what influence he has it in his power to acquire immediately over them? Let him persuade them (and he is a great master in such arts) that he is not their enemy; that there ought to be no hostility, but rather a cordial union, between the empire of New Spain and the empire of Old; that there is no incompatability between their holding their an-

cient and beloved patrimonies and dignities in Old Spain while they faithfully serve their master in the New; that it is for the interest of both countries they should be united, as it were, into one—and no way so effectual as an intercommunity of properties and dignities;—let him, by these means, teach the great men who would follow the monarchs, to fix their hopes and affections upon their ancient condition and property in Spain,—and in these silken and golden cords he would hold them bound as fast as by chains of adamant. Then would the affairs of South America be governed entirely at the nod of Bonaparte; and it would be easy for him, under ready pretexts, to introduce into that country his troops, till the time at last should arrive when he could declare it his own.

In endeavouring to form any opinion upon the nature of the change which should be attempted in these fine countries, the first thing to be taken into the account is the disposition of the people. On this point we have already produced pretty decisive evidence: but it may be proper to bring together a few additional circumstances, which seem to us to place that matter in the clearest point of view. Depons, of whose work on Caraccas and the contigious provinces, the reader will find a very full account at p. 378. Vol. VIII. of this Journal, gives a history of an insurection against the government, which he is extremely anxious to represent as nothing serious;—an anxiety which follows as a matter of course, from the strong disposition to flatter the Spanish government, with which he evidently set out. Yet even he lets many expressions escape him, which indicate the strong feeling he had of the spirit of disunion which existed between the population of South America and the government of Spain. 'Malgré tous ces points d'appui', says he, (p. 223. Vol. I.) 'de la souveraineté Espagnole dans les Indes Orientales, elle fut, en 1797, *sur le point d'éprouver une secousse dangereuse* dans la province de Venezuela.' A little further on, p. 229, he says, 'Toutes les interrogations que subirent les accusés, toutes les dispositions des témoins prouvèrent que le soulèvement avoit pour objet *de détruire le gouvernement actuel*, et de le remplacer par un gouvernement républicain; *de ne plus reconnoître la souveraineté de l'Espagne, et de proclamer l'indépendance.*' At the bottom of the same page he adds, 'Si cet affreux projet n'eût avorté, *c'en étoit fait des possessions Espagnoles.*'

The evidence to the same purpose of our own officers upon the business of Buenos Ayres, is clear and unvarying. In a letter from Sir Samuel Achmuty to Mr. Windham, dated

Los derechos de la América del Sur y México de W. Burke (Caracas, 1810)

Este libro del periodista irlandés William Burke, autor de la primera traducción al inglés de la Carta, editada en Londres en 1808, comenzó a publicarse en la Gazeta de Caracas, n. 150, correspondiente al 23 de noviembre de 1810 y continuó apareciendo con cierta regularidad hasta el 20 de marzo de 1822. En juicio de Pedro Grases los artículos de Burke constituyen "la mas importante de las colaboraciones" de la Gaceta caraqueña. Se hizo una primera edición de estos artículos, en forma de libro, en dos tomos, en Caracas, Imprenta de Gallagher y Lamb, 1811. Y recientemente se ha repetido la edición, también en dos tomos, por la Academia Nacional de la Historia, en la Biblioteca del Sesquicentenario de la Independencia, Caracas, 1959.

Gazeta de Caracas.

N. 130. DEL VIERNES 23 DE NOVIEMBRE DE 1810. Tom. I. H.

Salus populi suprema lex esto.

Entre los extrangeros que han venido á admirar nuestra pacífica reforma, se halla el Señor Burke, Autor de algunas obras relativas á la felicidad de la América, quien ha hecho los siguientes reflexiones, mandadas publicar de orden Superior.

DERECHOS DE LA AMERICA DEL SUR Y MEXICO

Americanos: Habiendo llegado el momento de que vuestro pais se coloque entre las Naciones independientes de la tierra, es necesario que conozcais vuestros derechos, para haceros capaces de ocupar el alto rango que tan justamente os pertenece ¿ Pero quales son estos derechos? Vosotros los conoceis por sus infracciones, y comparandolos individualmente con vosotros mismos. Si se presentase al Señor de alguna heredad, salvaje de las montañas viese para ir á hablar con su vecino, ó á estar en casa de aquel: le obligase á vender el producto de vuestras tierras á cierta persona solamente que otro designa elegir, y á comprar á esta misma persona, y á los precios que le agradasen; no os sentiriais inmediatamente, y declamariais tal injusticia, especialmente quando viesen la felicidad que proporcionaba á vuestros vecinos la union entre si, y que una multitud de personas les vendian mejores artículos por la mitad de lo que pagais, y que era doble el precio de vuestros productos? ¿ no os quexariais de que la exclusion de la sociedad de vuestros vecinos os privaba de las mayores y mas apreciables bendiciones de la vida civil, y de que se os impidiese participar de sus conocimientos y progresos, y se os detuviese por consequencia quando ellos se adelantaban rapidamente en las artes de una felicidad progresiva? ¿ No os quexariais tambien del sistema de monopolio que habeis sufrido: de que privandoos de los beneficios de vuestra industria se os empobreciese: de que en consequencia quedase inculta y tenebrosa la mayor parte de vuestro estado por falta de medios: de que por la misma causa estuviese detenido vuestro adelantamiento, mal pagados y destruidos vuestros operarios, y vosotros mismos, y vuestras familias privadas de cultura, y aun de muchos consuelos de la vida? Todas estas cosas diriais, con razon, son injusticias. Extended ahora su aplicacion, del pasado de vuestra vida á todos los demás, y tendreis una idea verdadera y familiar de una parte á lo menos, de las injusticias que han oprimido á la América por 300. años: y como lo opuesto á injusticias, son necesariamente derechos, veriais con claridad que una libre comunicacion y comercio entre la América y el resto del mundo, es uno de vuestros derechos absolutos é indubitables.

Ved los efectos de estos derechos en el Norte de América. Aunque el establecimiento de los Estados Unidos no tuvo principio hasta mediados del siglo 17. ; y aunque tuvieron que combatir con la Francia y los Indios, y sostener luego una guerra de nueve años por su independencia; el comercio de esta Nacion en el de 1802, sin tener minas de oro ni de plata, empleaba un millon de toneladas Americanas: cinbarque igual á 5000. buques de 200. toneladas cada uno, y cuya navegacion exige cerca de 40,000. marineros. Su exportacion en el mismo año alcanzó á 80. millones de pesos, y su importacion á cerca de 70. millones, que restando el Gobierno los millones de pesos, quedaban en la Factoría Nacional de millones y medio, despues de pagados los gastos. Mientras que los Estados Unidos cubren el Occeano con sus buques y gozan en todas las partes del globo de un de un comercio grande y benefico; la América del Sur establecida doble tiempo antes, cuyo territorio es triple en extension, su poblacion doble, sus climas y suelos mas favorables á la vegetacion, y sus producciones mas numerosas, variadas y estimables, no tiene hasta el dia un solo buque mercante que le pertenezca, ni una bandera nacional que anuncie su nombre y existencia ¿ Quien es el Americano? ¿ Que hombre de bien de qualquiera otra Nacion podrá ver tal contraste, tal injusticia sin llenarse de indignacion? ¿ Quien no querrá derramar la ultima gota de su sangre en procurar á este pais el goze de los derechos y beneficios que Dios y la naturaleza le han destinado, antes que permanecer un dia mas con la espada embainada, tranquilo é ignominioso expectador de tantos males?

Pero si todo Americano debe sentir su deber, y obtener estos derechos para su pais, el mira tambien en la experiencia de sus vecinos del Norte, la directa influencia que ellos han tenido en el aumento de la poblacion, agricultura, manufacturas, comercio, recursos, artes, ciencias, mejoras morales, en fin, en todos los



todios que constituyen la fuerza, la civilizacion, felicidad y gloria real de una Nacion. Estos objetos deben ser considerados separadamente.

La poblacion de los Estados Unidos ascendia solamente al fin de la revolucion en el año de 1782. á dos millones y medio: el comercio libre, y otras facilidades que se siguieron á su independencia la aumentaron rapidamente. El censo de 1790. llegaba á cerca de 4. millones, y el de 1800. á mas de 5. y se cree que el del presente año no baxará de 7. millones y medio. Este aumento extraordinario de la poblacion del Norte America, es mirada con orgullo y regocijo por los Estados, que consideran justamente que una poblacion numerosa, activa, é ilustrada constituye la mejor riqueza de una Nacion. Ellos calculan en razon de este aumento que duplicandose como debe, en cada 20. años, y aun en 18. en aquellos Estados en donde es mas abundante la subsistencia; en menos de un siglo, desde la era de su independencia, se gloriarán de una poblacion de 100 millones de Ciudadanos libres, que vivan bajo un mismo gobierno y leyes, hablen un mismo idioma, y tengan costumbres semejantes. La introduccion de extrangeros avecindados en estos Estados ha sido annualmente de 10000. Tal es la agradable perspectiva de aumento, que la libertad ha abierto á la poblacion del Norte America. En el numero siguiente veremos quál debera ser por los mismos medios en la America del Sûr, y Mexico. *Se Continuará.*

AMERICA.

Entre los conductores del espiritu publico, que Caracas ha despertado en America, hemos sido favorecidos con un Periodico de Cartagena intitulado *el Argos Americano* escrito con toda la elegancia del patriotismo. En el n.º 2 se lee el siguiente.

Fragmento de una Proclama de Popayan.

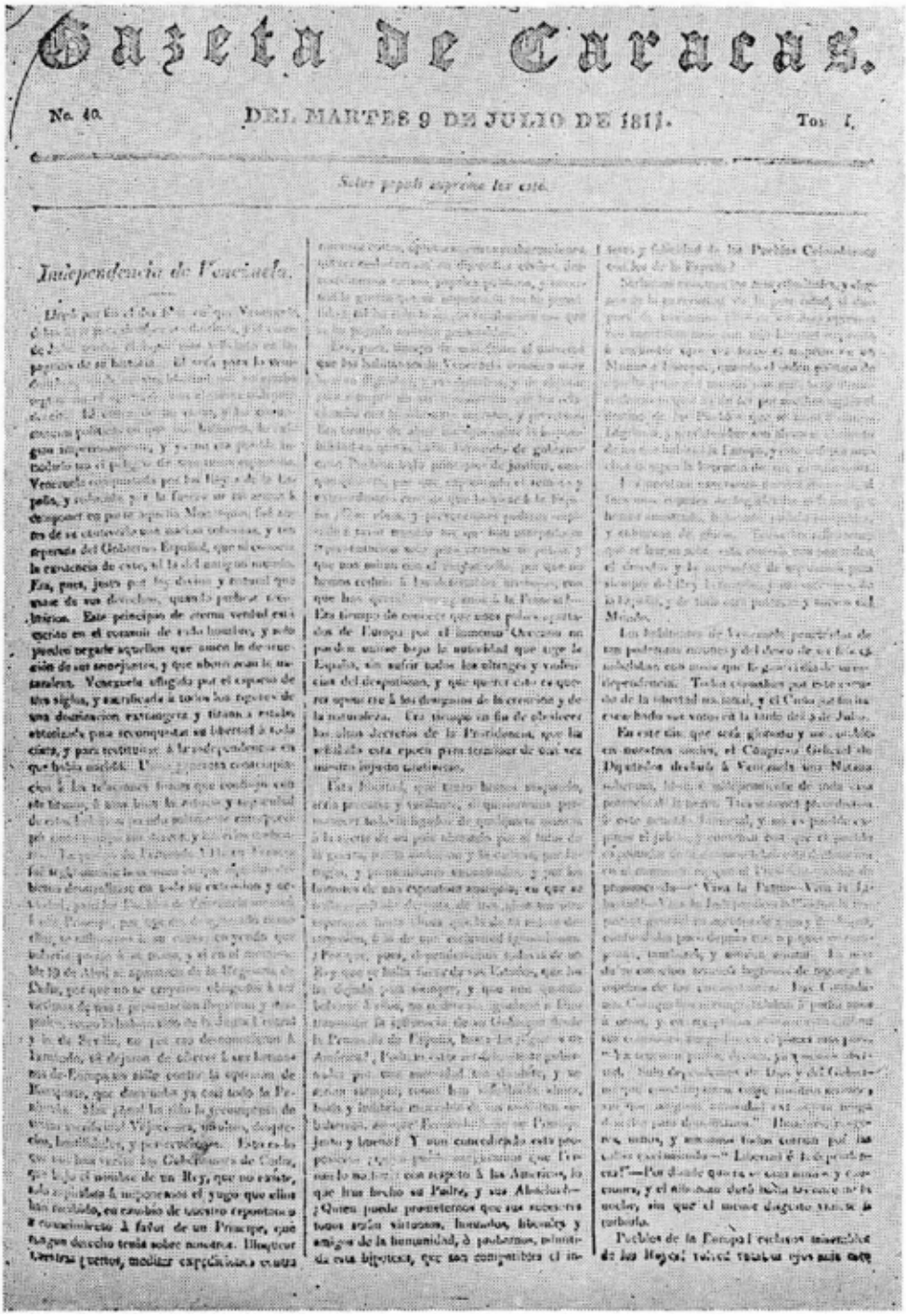
Nada habriais hecho generosos Popayanenses, si creyendoos solos, en el vasto distrito del Reyno, y de esta Provincia, olvidaseis que sin la union no hay fuerza, ni representacion politica, ni prosperidad comun é individual. Los Pueblos que nos rodean, esos Pueblos amigos que tienen tan intimamente ligados sus intereses con los nuestros, tienen tambien los mismos derechos que nosotros para mirar por su conservacion y seguridad. Desaparezcan para siempre quales quiera ideas de preferencia, y los zelos peligrosos, que mas de una vez han precipitado la ruina de muchas naciones colosales. Si el imperio de las circunstancias nos ha obligado á formar precipitadamente una Junta de salud y seguridad publica; no ha sido para entender sobre inutiles, ó por vanas ambiciones, insultantes, y de supremacia sobre los Pueblos del distrito, tan libres como nosotros para constituir unidos la forma de gobierno que pueda convenirnos. Ha sido, si, para impedir las agitaciones publicas, y para que una voz amiga y de la confianza general, pueda hablarles en el lenguage de la amistad, y de la confraternidad; para que como unos hermanos, que disfrutamos de unos mismos derechos nos demos las manos de un punto á otro de la Provincia, nos enlacemos mas con el sagrado vinculo de la union, y conspiremos juntos á formar un solo cuerpo y una sola familia, luego que de Santa fé se nos instruya oficialmente de las miras politicas y sistema que se haya adoptado alli, con respecto á todas las Provincias del Reyno. Confiad estos ahora sobre la sinceridad de las intenciones del gobierno que vela en la conservacion de nuestros derechos. Confiad en que los demas Pueblos amigos de la Provincia, haran una causa comun con nosotros: y que unidos todos trataremos el plan de organizacion politica. La discordia no ha aplicado todavia sus teas á esta comarca: ni quiera el Cielo que nuestra regeneracion sea obra del tumulto, del delirio, ni de la degradacion humana. Marchemos con la autoridad de la razon en la mano: que el fuego de la amistad y de la union general con todos los individuos de la Provincia anime nuestras acciones, nos persiga, y nos prepare á formar una reunion de hombres libres, pero Christianos y amigos de la Paz. De este modo vereis florecer el territorio que pisais; y unos Pueblos de hombres filosofos por sus costumbres, y por sus deliberaciones, formarán una sociedad envidiable, y capaz de acreditar con su conducta, que sabe unir el vigór de la resistencia, y la hermanabilidad á las alteraciones que nos obliga ya á formar el torrente imperioso de los sucesos politicos. Sala Consistorial de la Junta Provisional de salud y seguridad publica, Popayan y Agosto 14 de 1810.—De órden de la Junta de Salud y seguridad publica.—Francisco Antonio de Ulloa Secretario.

El Marques de Mixares que pasó á Barinas comisionado por S. A. para cumplimentar aquella Junta y estrechar los vinculos de ambas Provincias, da cuenta en este correo de haber concluido su comision favorablemente, y haber merecido por parte de la Junta de Barinas todas las consideraciones debidas á la comision y á las qualidades del Comisionado. Uno de los actos que demuestran el digno desempeño del Marques en obsequio de la causa publica, y la aceptacion que gozan en todos los pueblos libres é ilustrados como Merida, los que la representan, es la siguiente correspondencia entre el S. Marques de Mixares y la Junta de Merida.

Carta del Marques de Mixares á los SS. Presidente y Vice Presidente de la Junta de Merida.

Quando caminaba yo para esta Provincia encargado de cumplimentar á su Junta Superior Gubernativa por la Suprema de Caracas, tuve la mongera satisfaccion de saber la heroyca resolucion de ese pueblo el mas noble y generoso, á cuya cabeza estan VSS, dichosamente

Acta de la declaración de la Independencia de las Provincias Unidas de Venezuela (Caracas, 1811)



Gazeta de Caracas.

No. 40. DEL MARTES 9 DE JULIO DE 1811. Tom. I.

Sobre gripalo expresa las esté.

Independencia de Venezuela.

414



GAZETA DE CARACAS.

espectaculo tierno, y sublime, que os presenta el hombre libre de Venezuela, y confesad francamente que vuestra decantada ilustracion ... vuestros trofeos militares y vuestras glorias ... nada valen comparadas á los sencillos ... de la libertad. Vosotros presenciais la opulencia de vuestros monarcas, el fausto de ... de sus palacios, y la brillantez de sus Cortes, ... todo esto existe á costa de vexe ... esclavitud en las naciones, la hombre, y el ... monstruo que nosotros rompemos ... vistes nunca á fuerza ... hombre con ... Dejad amigos, dejad ese todo ... de la vicios y la degradacion, y ... gozad entre nosotros los delicias de una sociedad libre, é independiente.

Copia del Sr. Presidente del Supremo Congreso al del Supremo Poder Ejecutivo.

El Supremo Congreso ocupandose en este dia de la ... independencia ... formulas de aquel sublime y memorable acto. En todo pues se termina, ha acordado que se ponga por el Supremo Poder Executivo tan laudable y digna resolucion, para que como encargado primitivamente de la seguridad publica adopte las medidas que crea mas convenientes en las actuales circunstancias: bajo el firme supuesto de que con quanta brevedad sea posible ... declaracion, que ... libres é independientes, y nos sirva de la barrera eterna ... que ... Comunicolo á V. E. para que se sirva disponer lo mismo de S. A. Dios gue. á V. E. muchos años. Caracas 5 Julio de 1811.—Juan Antonio Rodriguez Cortes.—Juan Vicente ... Presidente del Supremo Poder Ejecutivo.

PROCLAMA.

Habitantes de Caracas.

Vuestros representantes en el Supremo Poder Executivo ha acordado en este dia la INDEPENDENCIA ABSOLUTA. Vuestros ... de ... (*) Esta voz ... esta clase de ... solo puede ... y execrarse por hombres ... de la Libertad, y dispuestos á sacrificarse por ella. Meditadla, y confesad quanto en el campo de ... á la libertad, para acreditar con ... hechos que no ... que quiere ... Libre hasta ... y en tanto que se dispone la publicacion, con la solemnidad correspondiente á objeto tan ... que el Supremo Congreso desempeña dignamente la confianza publica; y que el Supremo Poder Executivo merece la vuestra en la execucion y perfeccion de la empresa.

Baltasar Padron.—Juan Escalona.—Cristoval de Mendoza, Presidente en Turno.

Por impedimento del Sr. Secretario de Estado.
Antonio Muñoz y Tebar.
Oficio primero

OTRA

Al Exercito de la Provincia,

Soldados de Caracas.—Vosotros que habeis sostenido con las armas los derechos de la Patria, repetidas con ella por el glorioso suceso de este dia. Vuestros ... El Supremo Poder Executivo ... Supremo Congreso ... que en este memorable dia ... el Supremo Congreso de la Nacion ... acordado la plausible Independencia. Han ... ya ... este instante los ... ominosas, con que la ... nos ... oprimio. Para siempre ... de nuestros ... Jamas ... Gobierno que ... tuviamos, y ya ninguna extrangera tiene derecho para dominarnos. Guerreros ilustres. Ved aquí la recompensa de vuestros afanes. Libres é independientes, ya tenemos una Patria con quien solo tienen relacion sus hijos. Ella implora vuestros valerosos brazos para conservarla en la alta dignidad que ha logrado, y entre tanto que con las solemnidades debidas se proclama su nueva felicidad; á soldados juremos! el Gobierno se congratula con vosotros ... la constancia con que se ... á sus ... de que ... la prueba mas ... en esta ... memorable. Caracas 5 de Julio de 1811.—Juan Cristoval Presidente en turno. Por impedimento del Secretario de Gracia.—Ramon Garcia de Sena.

OFICIO.

El Supremo Congreso de Venezuela ha acordado por Diputacion de este Supremo Poder Executivo declarar solemnemente la Sagrada INDEPENDENCIA ABSOLUTA de estas Provincias de Venezuela.

Esta resolucion ... de los Pueblos, y confirme el voto general, se ha juzgado sin duda necesario para acreditar la constancia patriotica, y decidido ... Libertad en los ... de ... en que ... ilustrados y ... los derechos del hombre en sociedad.

La segunda Religion Católica que profesamos, ... en nuestros corazones, pues no recibe, ni puede recibir la menor alteracion por esta mudanza publica: y V.S. Illma. que es Gefe de ella no ... dispuesto, segun ... con sus ... de una revolucion que ... como indispensable para conservarse en la terrible ... que sufren las naciones del mundo.

Asi lo espera el Supremo Poder Executivo y ... y encarga á V.S. Illma. que desempeñando sus pastorales ... con la evangelica conducta que hasta aquí le han conciliado justamente la estimacion, aprecio y veneracion universal, contribuya por su parte á que llegando el caso de publicarse con la debida solemnidad la Independencia acordada, se mantenga la tranquilidad comun, exhortando á los pueblos á la virtud que es el unico y mejor apoyo de la libertad.

De orden de S. A. lo comunico á VS. Illma. para su inteligencia.

Dios guarde á VS. muchos años. Palacio de Gobierno, 5 de Julio de 1811.

JOSEPH DOMINGO DUARTE

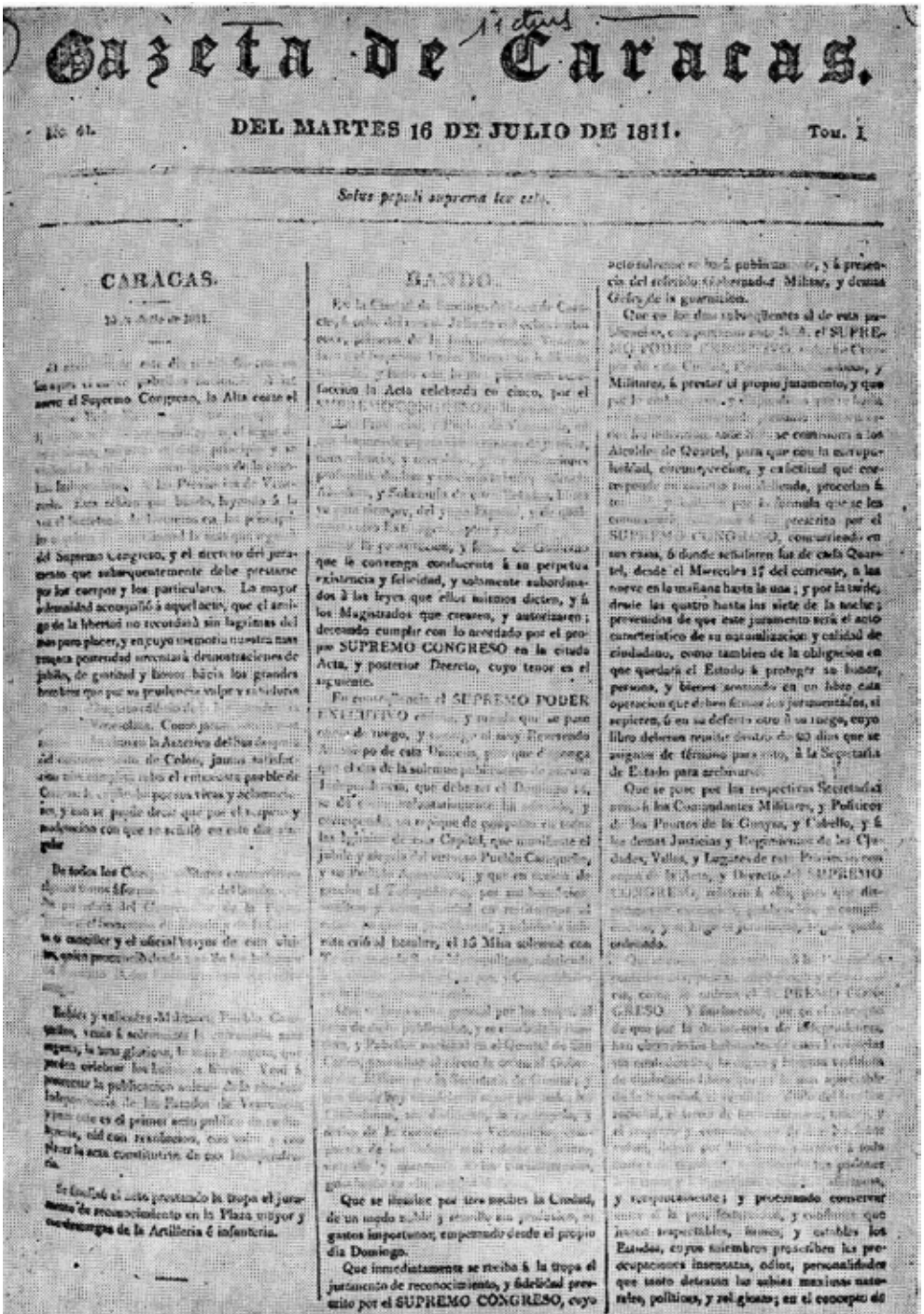
Illmo. y Revmo. Sr. Arzobispo de esta Diocesis.

CONTEXTACION.

QUEDO *enterado del contenido en el oficio de ayer con que VS. se sirve comunicarme de orden del Supremo Poder Executivo como el Supremo Congreso de Venezuela ha tenido á bien acordar en el propio dia la INDEPENDENCIA ABSOLUTA de esta Provincia, y que en su virtud contribuya por mi parte á que llegando el caso de publicarse con la debida solemnidad, se mantenga la tranquilidad comun exhortando á los pueblos á la virtud, que es el unico y mejor apoyo de su libertad: y en mi contestacion debo decir: que quando dicho Supremo Congreso ha acordado la misma Independencia debe seguirse como negocio propio de su resorte, que no habra dexado de radicarla y asentarla sobre principios de bienestar, tranquilidad, y seguridad publica para el mayor servicio de Dios, proteccion de la Religion Católica, y salvacion de las almas que me estan confiadas á mi cargo; que en esta concepto, y en el de ser esta la voluntad general de los Pueblos que representa el mismo Congreso, no puedo menos de intervenirme con todas las veras de corazon, en el ... de la misma tranquilidad publica, como se me ruega y encarga, pasando para el efecto, y de que se haga, un repique general de campanas, las competentes ordenes á mis Venerables Curas y demas de regulares siempre que venga el caso de hacerse la debida publicacion solemne. En este concepto ... V. S. lo mucho que interesa el mismo Supremo Gobierno, la Patria, la Religion, y la seguridad de conciencias, en que el Imperio se ponga quanto antes de acuerdo con el Episcopado y arreglado sobre materias de Patronato, y otras gracias y concesiones apostolicas hechas por ... y otros legitimos Padres de los Romanos Pontifices con los Reyes Catolicos, que en su concepto no podran obrar establecida y admitida dicha Independencia en esta Provincia: sobre lo que mediante examen, discucion y fraternal ... no ... los sagrados derechos de mi ... y Venerable Cabildo, no ... siempre pronto al mismo Gobierno ... dexar mejor á la posteridad mis pertenecientes ... inmunes, mi conciencia con ... responsabilidad en el ... feliz ... y la tranquilidad comun que todos debemos respetar y procurar mas estable, mas perpetua y general en los corazones y operaciones de toda mi ... grey. Espero que V. S. se sirva ... hacer presente á S. A. como se lo ruega, estas mis ... proposiciones y sentimientos ... politicos, ... y religionarios para el bien general y universal de esta America del Sur, contando siempre con mi buena voluntad y deseado acierto en negocios de tanta gravedad, y trascendencia. Dios gue. á V. S. mi. ... Caracas Julio 6 de 1811.—Narcizo Arzobispo de Caracas.*

Señor Secretario de Gracia y Justicia.

(*) *En efecto, Estado independiente y soberano es aquel que no esta sometido á otro que tiene un Gobierno que dicta sus leyes que establece sus Magistrados; y que no obedecemos los mandatos de las Autoridades publicas constituidas en él, y por él segun la constitucion y reglas que adopte para su existencia politica.*



Gazeta de Caracas.

No. 41. DEL MARTES 16 DE JULIO DE 1811. Tom. I.

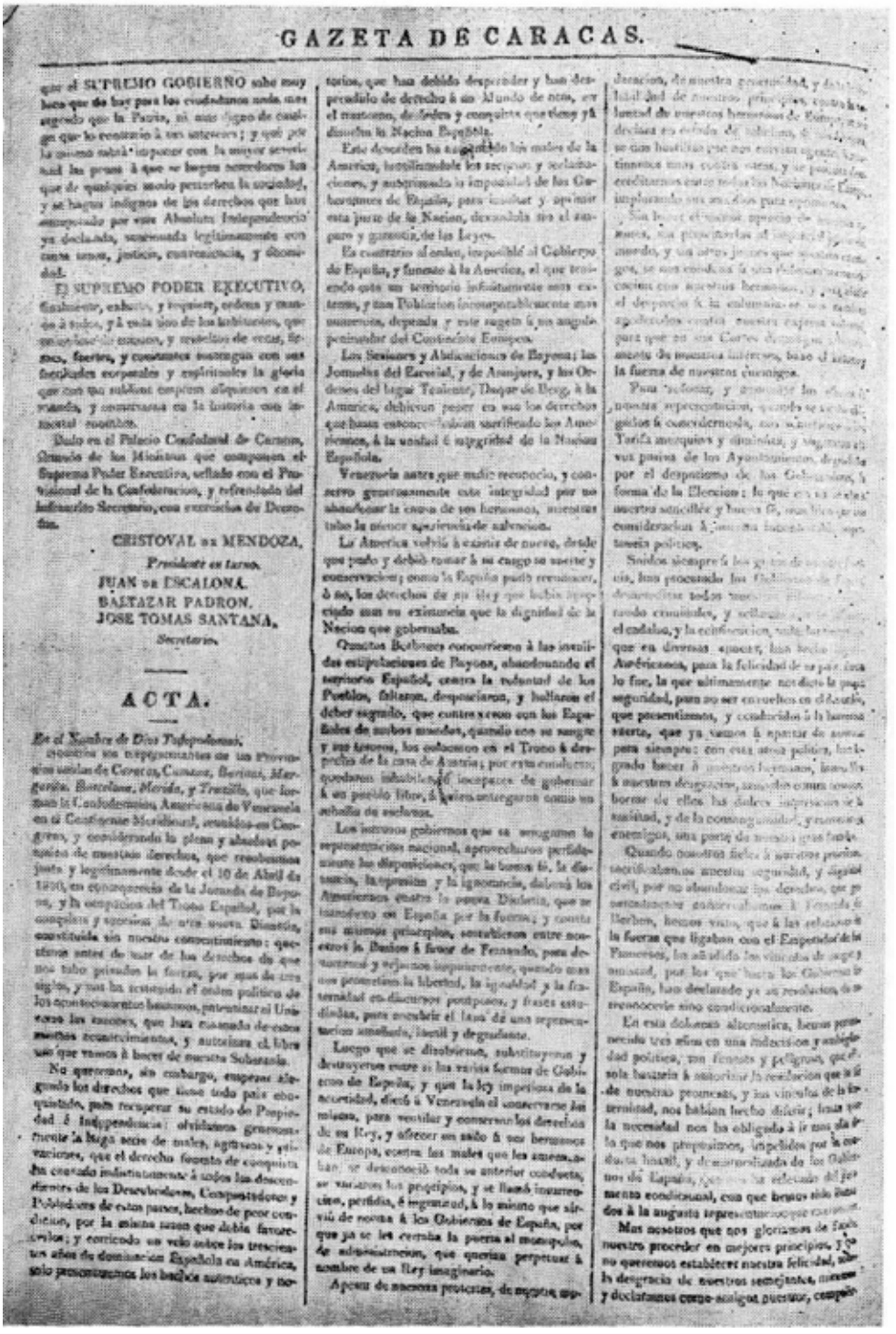
Salus populi suprema lex esto.

CARACAS.

[illegible] Julio de 1811.

[illegible] el Supremo Congreso, la Alta cuna el [illegible] del Supremo Congreso, y el decreto del juramento que subsequentemente debe prestarse por los cuerpos y los particulares. La mayor solemnidad acompañó á aquel acto, que el amigo de la libertad no recordará sin lagrimas de [illegible] para placer, y en cuyo memoria nuestra mas remota posteridad mezclará demostraciones de jubilo, de gratitud y honor hácia los grandes hombres que por su prudencia vulgar y sabiduria [illegible] Caracas. Como [illegible] la Asamblea del Supremo [illegible] de Colon, jamas satisfecha [illegible] el entusiasta pueblo de [illegible] por sus vitores y aclamaciones, y con se puede decir que por el regocijo y [illegible] con que se recibió en este dia [illegible] gular

De todos los [illegible] [illegible] [illegible]



GAZETA DE CARACAS.

que el SUPREMO GOBIERNO sabe muy bien que de hoy para los ciudadanos nada mas sagrado que la Patria, ni mas digno de castigo que lo contrario á sus intereses; y que por la misma razon sabrá imponer con la mayor severidad las penas á que se hagan acreedores los que de cualquier modo perjudiquen la seguridad, y se hagan indignos de los derechos que han conquistado por una Absoluta Independencia ya declarada, sancionada legítimamente con cuanta unan, justicia, conveniencia, y decoro debe.

El SUPREMO PODER EJECUTIVO, finalmente, exhorta, y requiere, ordena y manda á todos, y á cada uno de los habitantes, que en todas las ocasiones, y circunstancias de vida, firmeza, fuerte, y constante sostengan con sus fortunas corporales y espirituales la gloria que con tan sublime empleo alcanzaron en el mundo, y conservarán en la historia con inmortal nombre.

Dado en el Palacio Confederal de Caracas, firmado de los Ministros que componen el Supremo Poder Executivo, sellado con el Provisional de la Confederacion, y refrendado del infrascrito Secretario, con extracto de Decreto.

CRISTOVAL DE MENDOZA,
Presidente en turno.
JUAN DE ESCALONA.
BALTAZAR PADRON.
JOSE TOMAS SANTANA.
Secretario.

ACTA.

En el Nombre de Dios Todopoderoso;

Nosotros los Representantes de las Provincias unidas de Caracas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelona, Merida, y Trujillo, que forman la Confederacion Americana de Venezuela en el Continente Meridional, reunidos en Congreso, y considerando la plena y absoluta posesion de nuestros derechos, que recobramos justa y legítimamente desde el 19 de Abril de 1810, en consecuencia de la Jornada de Bayona, y la usurpacion del Trono Español, por la complicada y sacrílega de otra nueva Dinastía, constituida sin nuestro consentimiento: queriendo antes de usar de los derechos de que nos vino privados la fuerza, por mas de cien años, y con la ocasion el orden político de los acontecimientos humanos, pronunciar el Universo los excesos, que han causado de estos mismos acontecimientos, y sostenido el libre uso que vamos á hacer de nuestra Soberanía.

No queremos, sin embargo, empezar alegando los derechos que tiene todo pais conquistado, para recuperar su estado de Propiedad é Independencia: olvidamos generosamente la larga serie de males, agravios y privaciones, que el derecho funesto de conquista ha causado infaustamente á todos los descendientes de los Desgraciados, Conquistadores y Pobladores de estos paises, hechos de peor condicion, por la misma razon que debia favorecerlos; y corriendo un velo sobre los trescientos años de dominacion Española en América, solo presentaremos los hechos auténticos y notorios, que han debido despertar y han despertado de derecho á un Mundo de reos, en el transcurso, de *fodos* y cumplirse que tiene ya disuelta la Nacion Española.

Este desorden ha sorprendido los males de la America, humillandole los recipros y esclarecidos, y subyugando la imposibilidad de los Gobernantes de España, para insultar y oprimir esta parte de la Nacion, desatada sin el amparo y garantía de las Leyes.

Es contrario al orden, imposible al Gobierno de España, y funesto á la America, el que trescientas mil territorio infinitamente mas extenso, y mas Poblacion incomparablemente mas numerosa, dependa y este sugeto á los angostos peninsular del Continente Europeo.

Las Sesiones y Abdicaciones de Bayona; las Jornadas del Escorial, y de Aranjuez, y las Ordenes del Lugar Teniente, Duque de Berg, á la America, debieron pesar en sus los derechos que hasta entonces habian sacrificado los Americanos, á la union é integridad de la Nacion Española.

Venezuela sabe que mide reconocia, y conserva gratuitamente esta integridad por no abandonar la causa de sus hermanos, mientras tubo la menor apariencia de salvacion.

La America volvió á existir de nuevo, desde que pudo y debió tomar á su cargo su suerte y conservacion; como la España pudo renunciar, ó no, los derechos de su Rey que habia usurpado con su existencia que la dignidad de la Nacion que gobernaba.

Quantos Motivos concurrieron á las inciviles estipulaciones de Bayona, abandonando el territorio Español, contra la voluntad de los Pueblos, faltaron, desaparecieron, y faltaron el deber seguido, que entre ellos con los Españoles de ambos mundos, quando con su sangre y sus tesoros, los colocaron en el Trono á despecho de la casa de Austria; por esta conducta, quedaron inhabilitados é incapaces de gobernar á un pueblo libre, á quien entregaron como en rebaño de esclavos.

Los intrusos gobiernos que se arrogaron la representacion nacional, aprovechaos perfidamente las disposiciones, que la buena fé, la distancia, la opresion y la ignorancia, dictaron los Americanos quatro la pasiva Diadema, que se transfería en España por la fuerza; y contra sus mismos principios, estableciron entre nosotros la Union á favor de Fernando, para devorarnos y sujetarnos impunemente, quando mas nos prometian la libertad, la igualdad y la fraternidad en discursos pomposos, y frases estudiadas, para envolver el lazo de una representacion amañada, inutil y degradante.

Luego que se disolvieron, substituyeron y destruyeron entre sí las varias formas de Gobierno de España, y que la ley imperiosa de la necesidad, dictó á Venezuela el conservarse los mismos, para ventilar y conservar los derechos de su Rey, y ofrecer un asilo á sus hermanos de Europa, contra las mismas que les amenazaban; se desconoció toda su anterior conducta, se variaron los preceptos, y se llamó insurreccion, perfidia, é ingratitud, á lo mismo que sirvió de norma á los Gobiernos de España, por que ya se les cerraba la puerta al monopolio, de adquirirnos, que querian perpetuar á nombre de un Rey imaginario.

Apesar de nuestras protestas, de nuestra sumisa, moderacion, de nuestra generosidad, y de la lealtad de nuestros principios, contra la lealtad de nuestros hermanos de Europa, declara en estado de rebelion, [illegible] se han hostilizado por sus mismos agentes, [illegible] tinuos actos contra ellos, y se [illegible] crédulamente entre todas las Naciones de [illegible] implorando sus auxilios para oponernos, [illegible] nuestros esfuerzos al mismo tiempo, en provincias [illegible] mundo, y un otro [illegible] que nos conquistaron, se nos condujo á una [illegible] cocina con nuestros hermanos, [illegible] el despotismo á la esclavitud, [illegible] agobiados contra nuestra expresa [illegible] para que no sus Cortes decidan [illegible] asunto de nuestros intereses, bajo el [illegible] la fuerza de nuestras cadenas.

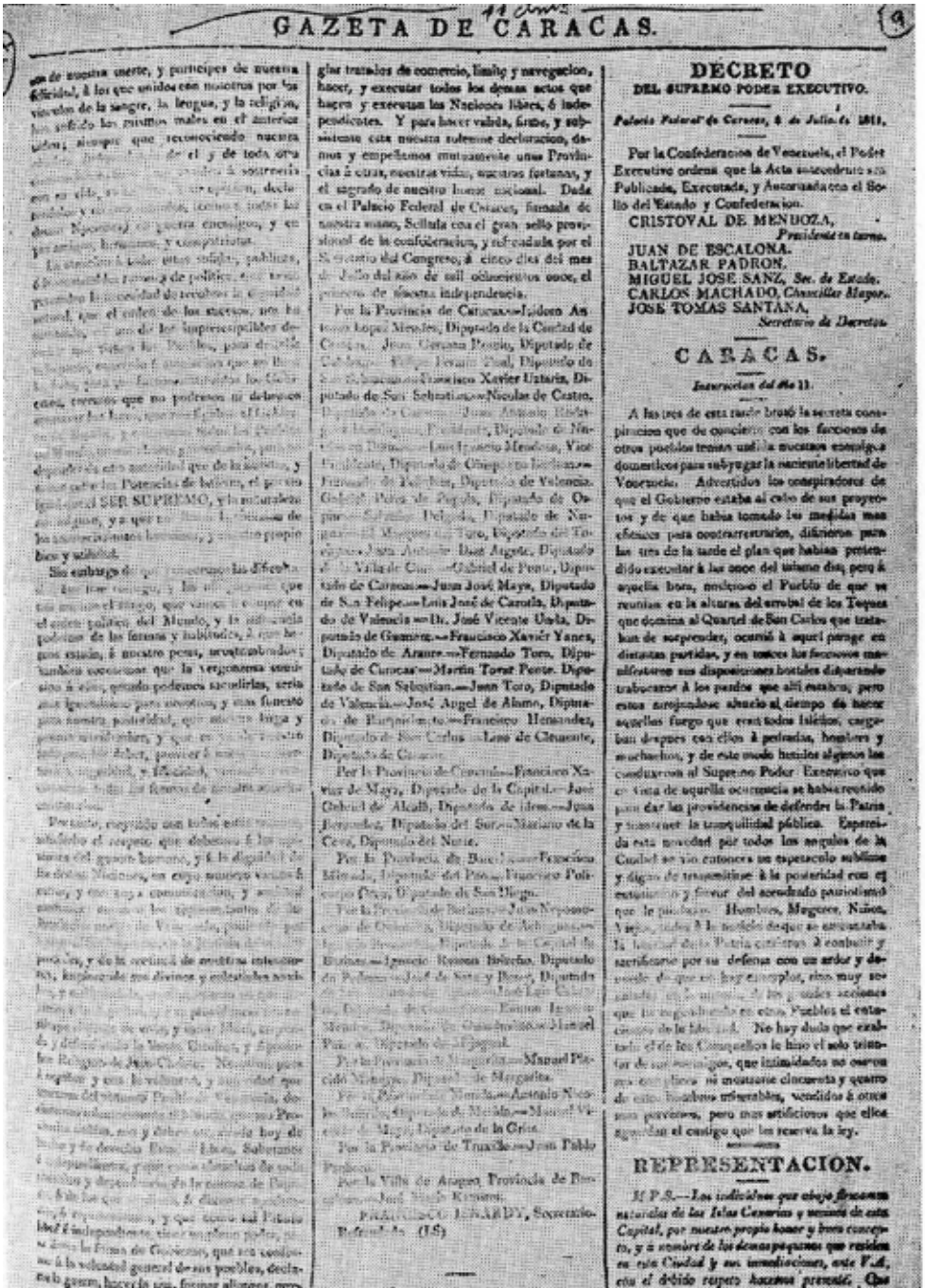
Para [illegible], y promover los [illegible] nuevas especulaciones, quando se [illegible] gocios á concedernos, con [illegible] Tarifa mezquinas y ominosas, y [illegible] vas pasiva de los Ayuntamientos, [illegible] por el despotismo de los Gobiernos, á forma de la Eleccion: lo que en [illegible] nuestra sencillez y buena fé, nos [illegible] consideracion á [illegible] tuosa política.

Sordos siempre á los [illegible] cia, han procurado los [illegible] desunirnos todos [illegible] todos comunidos, y sellados [illegible] el endulzo, y la confusion, [illegible] que en diversas epocas, han hecho Americanos, para la felicidad de su [illegible] lo fue, la que ultimamente nos dicto la [illegible] seguridad, para no ser envueltos en el desastre, que presentimos, y considerados á la barrera cierta, que ya vamos á apartar de nuestra para siempre: con esta nueva política, han logrado hacer á nuestros hermanos, [illegible] á nuestros designios, acostumbrados como [illegible] borar de ellos las dulces impresiones de la unidad, y de la consanguinidad, y enemigos, una parte de nuestros [illegible] enemigos, una parte de nuestros [illegible]

Quando nosotros fieles á nuestros [illegible] sacrificabamos nuestra seguridad, y dignidad civil, por no abandonar los derechos, que pertenecian [illegible] á Fernando [illegible] llerbes, hemos visto, que á las [illegible] la fuerza que ligaban con el Emperador de los Franceses, la sabiduría [illegible] vinculos de sangre unidad, por los que hasta los Gobiernos de España, han declarado ya su revolucion, de reconocerle sino condicionalmente.

En esta deliciosa alternativa, hemos permanecido tres años en una indecision y ambigüedad política, tan funesta y peligrosa, que [illegible] sola barrera á autorizar la resolucion que se [illegible] de nuestras promesas, y los vinculos de la [illegible] ternidad, nos habian hecho dilatar; hasta que la necesidad nos ha obligado á ir mas allá de lo que nos proponiamos, impelidos por la [illegible] duda inaudi, y desmoronizada de los Gobiernos de España, [illegible] se reformó del [illegible] nuestra conditional, con que hemos sido [illegible] dos á la augusta representacion que [illegible]

Mas nosotros que nos gloriamos de [illegible] nuestro proceder en mejores principios, y [illegible] no queremos establecer nuestra felicidad, sobre la desgracia de nuestros semejantes, nuestros y declaramos como amigos, pueblos, compa-



GAZETA DE CARACAS.

DECRETO
DEL SUPREMO PODER EJECUTIVO.

Palacio Federal de Caracas, 4 de Julio de 1811.

Por la Confederacion de Venezuela, el Poder Executivo ordena que la Acta antecedente sea Publicada, Executada, y Autorizada con el Sello del Estado y Confederacion.

CRISTOVAL DE MENDOZA,
Presidente en turno.
JUAN DE ESCALONA.
BALTAZAR PADRON.
MIGUEL JOSE SANZ, *Sec. de Estado.*
CARLOS MACHADO, *Canciller Mayor.*
JOSE TOMAS SANTANA,
Secretario de Decretos.

CARACAS.

Instruccion del dia 11.

A las tres de esta tarde bramó la secreta conspiracion que de concierto con los facciosos de otros pueblos tenian unida nuestros conspiradores domesticos para subyugar la naciente libertad de Venezuela. Advertidos los conspiradores de que el Gobierno estaba al cabo de sus proyectos y de que habia tomado las medidas mas eficaces para contrarrestarlos, difirieron para las tres de la tarde el plan que habian pretendido executar á las once del mismo dia, pero á aquella hora, noticioso el Pueblo de que se reunian en la alturas del arrabal de los Teques que domina al Quartel de San Carlos que trataban de sorprender, ocurrió á aquel parage en distintas partidas, y en todos los focsosos manifestaron sus disposiciones hostiles disparando trabucazos á los pardos que allí estaban, pero estos arrojandose ántes al tiempo de hacer aquellos fuego que eran todos Isleños, cargaban despues con ellos á pedradas, hondazos y machetazos, y de este modo hostiles algunos los condugeron al Supremo Poder Executivo que en vista de aquella ocurrencia se habia reunido para dar las providencias de defender la Patria y restablecer la tranquilidad pública. Esperecida esta novedad por todos los angulos de la Ciudad se vio entonces un espectaculo sublime y digno de trasmitirse á la posteridad con el entusiasmo y fervor del acendrado patriotismo que le distingue. Hombres, Mugeres, Niños, Viejos, todos á la noticia de que se atentaba la libertad de la Patria corrieron á combatir y sacrificarse por su defensa con un ardor y denuedo de que no hay exemplar, pues muy se pasado [illegible] que los demas acciones que los angelicales en otros Pueblos el entusiasmo de la libertad. No hay duda que exaltado el de los Caraqueños le hizo el solo tributar de sus corazones, que intimidados no osaron mas conspirar, ni mostrarse cincuenta y quatro de estos hombres miserables, vendidos á otras mas perversos, pero mas artificiosos que ellos agardan el castigo que les reserva la ley.

REPRESENTACION.

N. P. S.—Los infrascritos que abajo firmamos naturales de las Islas Canarias y vecinos de esta Capital, por nuestro propio honor y buen concepto, y a nombre de los demas paysanos que residen en esta Ciudad y sus inmediaciones, ante V.S. con el debido respeto hacemos presente. Que

Proclama sagrada de Fray Pantaleón García (Córdoba, 1814)

Pronunciada por su autor el 25 de mayo de 1814. Apareció impresa en Museo Histórico Nacional, El Clero argentino de 1810 a 1830, Buenos Aires, 1907, pp. 89-105.

PROCLAMA SAGRADA

DICHA POR SU ILUSTRE AUTOR FRAY PANTALEÓN GARCÍA

EN LA IGLESIA CATEDRAL DE CÓRDOBA

EL 25 DE MAYO DE 1814.

La magnificencia y respeto con que se prepara la víctima de propiación; la decoración del templo; el humo de los inciensos; la imagen de la alegría pintada en el rostro de los que ofrecen sus votos al Dios que reside en Aquel Tabernáculo, todo es expresión que anuncia con voz significante que éste es el cuarto año de la libertad americana y que, como los judios consagraban el sábado en memoria de la creación del mundo, el primer día de las lunaciones, por la privilegiada providencia con que se gobierna; la Pascua por el éxodo de Egipto; Pentécostes por la ley dada en el monte; la fiesta de las trompetas, por la libertad de Isaac; la expiación por el perdón que dió Dios al pueblo idólatra; los tabernáculos en memoria de que el pueblo habia habitado bajo pabellones en la soledad; las colectas por lo que recogia el pueblo para el culto del Señor, así, siguiendo esta ritualidad, que atrajo las bendiciones de Dios sobre su pueblo, se consagra á Dios el 25 de Mayo que se han abierto en las Américas las puertas del augusto templo de la libertad: *erit solemnitas Domini.*

No trepideis ya en responder á vuestros hijos si os preguntan el motivo de esta solemnidad: *quit est hoc?* Decidles que es la memoria de aquel día, en que los americanos dejaron de ser colonos, y entraron en el alto rango de las demás naciones y en que comenzamos á ser legisladores de nosotros mismos. Decidles que es la memoria de aquel día en que por una resurrección de derechos, los premios ya no huyen de la América, y no hay quien estreche sus bizarros talentos, ni quien con mano avara comunique las luces: día en que la superstición, esa tirana de los ingenios que en la Grecia condenó á morir á Sócrates, en Holanda sacrificó al olvido las obras de Descartes y en Inglaterra persiguió á Bacón, desapareció de entre nosotros para siempre. Decidles que es la memoria de aquel día en que las abundancias de la América, lejos de mendigar el azogue de Almadén, el hierro de Vizcaya, cien útiles que compraba á voluntad agena, enriquecieron á los que se acerquen a ellas. Decidles que es la memoria de aquel día en que el comercio, esa deidad tutelar de los paises pacificos, echó los cimientos á un alcázar á fin de que, lejos de ver ya extraer de sus ricas minas el oro y la plata, con que los de de Ultramar sazonaban sus viandas, con los aromas del Asia y vestian las delicadas telas de Coromandel, veria la América acercarse las flotas á sus puertos y comprar á buen precio las pieles, las grozuras, el cacao, la cascarilla, cien producciones que huyen de la memoria. Decidles que es la memoria de aquel día en que el americano puede decirse á si mismo: *Esta tierra que habito la hago fecunda para mi, y veo con satisfacción que mis cenizas reposarán en los mismos pueblos que mis padres vieron formarse las cadenas que los aprisionaban.* Decidle sque es la memoria de aquel día en que Dios, con mano fuerte, nos sacó de la casa de la servidumbre y rompió la escritura de la esclavitud: *in manu forti eduxit nos Dominus de dome seristutis.*

Buenos Aires, pueblo heróico; tú eres el noble instrumento de que se ha servido aquella mano que trastorna los imperios, según su voluntad: á su influjo vuelve á existir la América: te aprovechastes del momento de obrar para coger el fruto de trescientos años de paciencia. Los pueblos bendicen vuestras manos bienhechòras, pero tú quieres que se consagre á Dios privativamente este día y que confesemos al pié de los altares que la libertad americana es conforme á los designios de Dios: *erit solemnitæ domini.* ¿ Y cómo así ? Porque la causa es legítima y justa, ya se nos mire como hombres, ya como cristianos. Si se nos mira como hombres cristianos, la Religión de quien Dios es autor, no la prohibe. Dos proposiciones de las que deduciré que no debemos ensordecernos al grito de la razón para sostenerla y que es de obligación arreglarla con la Religión para perpetuarla. Yo imploro el auxilio del Espíritu Santo por mediación de la Santísima Virgen, a quien llamo, invoco y saludo: *Ave María.*

PUNTO PRIMERO

Yo me remonto hasta el seno del Eterno, á rastrear su voluntad y advierto que su dedo nos señala entre las naciones libres y su brazo se empeña en manifestar que no profana la América los deberes de su rectitud, aspirando á su inmunidad civil.

No espereis al presente una vara transformada en serpiente, el mar dividiendo sus corrientes, una columna de nube, otros prodigios que Dios obró con los hijos de Jacob para liberarlos de Faraón. Los prodigios, dice San Agustin, son expresiones clamorosas con que Dios manifiesta sus designios; pero también es una voz demasiado elocuente el clamor de la razón que el autor de la naturaleza ha impreso en nuestra especie como una medida viva de la justicia y de la humanidad, añade este padre

del siglo IV. Sobre esto sostengo que la libertad civil de la América es conforme á las ideas de Dios: la ley natural la autoriza. Entremos de buena fé en la exposición de esta verdad.

Es necesario confesar que los americanos nacieron independientes, soberanos, árbitros y jueces de sus acciones, y, usando de esta libertad propia del hombre, se gobernaron muchos siglos, ya bajo el imperio paternal, ya bajo una cabeza que llevaba la voz, ya á la sombra de los soberanos de Méjico y Perú, personajes morales que, uniendo en sus manos y en su espíritu la fuerza y la razón de la parte más pingüe de la América, la pusieron en estado de seguridad; la ilustraron con leyes grabadas al par de las que dictaron Minos en Creta y Licurgo en Esparta; la civilizaron con política tan fina, que si no excede, se nivela con la de Roma y Grecia. Los tronos de Montezuma y Atahualpa esparcieron en casi todo el Continente los resplandores del oro de que se formaban y acreditaron que se sentaban en ellos monarcas dignos de serlo.

¿Pero qué advierto? Estas frondosas vides van á desposarse y son arrojadas por el suelo: *ecrisa est, in terram quæ projecta*, y del ameno sitio en que descuellan son llevadas á un lugar sombrío á donde nadie habita: *transplantata est in desertum in terra invia et sitienti*. Gentes que vienen de más allá del mar, sostenidas por la razón de los Reyes, ocupan el nuevo mundo. ¿Quiénes son éstos y dónde viven? puedo preguntar, como á otro asunto la Escritura.

Son los Cortes y Pizarros los Carbajal y Valdivias, los Velasquez y Ojedas... que, enviados de la España, dominan las Américas, acaban con sus reyes y se posesionan á nombre de Fernando.

Esto es de hecho; pero, ¿no me será lícito preguntar sobre qué título se sostienen para hallar el derecho de la natura? ¿Es el derecho de guerra? Esta destructora

del género humano puede levantar justamente la cuchilla de defensa propia, para vindicar agravios y recuperar derechos. ¿Y qué injuria había hecho la América á la España?

No puede decir ésta lo que Jefatí al rey de los amonitas, *que Israel no le había hecho fuerzas* que había sufrido extravíos por no pasar por sus tierras.

¿Y cuando pisaron la América los españoles, no les franquearon sus tesoros? ¿*quis titulos est*?

¿Es porque vivían en la infidelidad? Dios dá á los infieles el título de reyes, y decir que los que abrazan la fé se autorizan para negar la obediencia á sus príncipes infieles es exponer la religión á la calumnia con que acusaban los gentiles á los primeros cristianos y refutó sabiamente á Tertuliano. El dominio no se funda en la fé sinó en el libre albedrío: *quis titulos est*? ¿Será porque rehusan abrazar la fé de Jesucristo?

Ello es que Montezuma franqueó su pingüe patrimonio para levantar templo al Dios de la verdad que se consagró á la dulce María y que Atahualpa suplica le conduzca á la presencia del rey de las Españas. Pero quiero que desprecien una ley que no conocen y que se les anuncia sin prudencia.

¿Hay algún derecho entre los príncipes cristianos, para obligar á infieles á recibir la fé? Respondan los sabios y entre ellos aquel español que se hizo respetar en el concilio de Trento. Dirán que es un derecho soñado: *quis titulos est*? ¿será la donación pontificia?

¿Este es el apoyo de las leyes? ¿Pero no es que el apóstol ha dicho que nada tenía que hacer con los que están fuera de la iglesia?

Jesucristo ha limitado el poder de ésta su esposa á los corderos y ovejas, y entre éstos no se numeran á los infieles. Toda la libertad de sexto de los Alejandros no pudo hacer otra cosa que declarar á los reyes austriacos

promovedores de la fé en la América. Ellos la trajeron, agradecemos su celo, y siempre hemos recompensado las expensas invertidas en su apostolado con ochenta millones de libras de oro y plata con que ha contribuido cada año México y Perú por espacio de trescientos años.

¿Y aún se nos acusa de injustos é ingratos? ¿Es culpa sentir con Paulo III que ha declarado solemnemente *que los americanos son dueños de sus señoríos, de que no debia despojárseles, ni habérseles despojado*? Pero ello es que la dinastia americana desapareció y sus señores legítimos han sufrido un pupilaje vergonzoso: *hacreditas nostra versa est ad alienos.*

¿Y la fuerza que ha puesto tortura en la naturaleza, ha sofocado sus derechos? Si así fuera, la España hubiera sido injusta sacudiendo el yugo que la ha agobiado tantas veces bajo el cetro de los cartagineses y romanos, de los godos y [illegible]os, de los vándalos y alanos, de los moros que la dominaron ocho siglos, y del capcioso Napoleón, que ha hollado su trono y sus hogares.

La España hubiera sido ingrata á los cartagineses, que la dotaron con el puerto magnífico de Cartagena y que le enseñaron á trabajar las abundantes minas de que no sabian aprovechar. Hubiera sido ingrata á los romanos que le dieron su idioma, que hermosearon su suelo con las ciudades de Zaragoza, Mérida, Badajoz ... que la entraron en parte en las altas dignidades del imperio, como lo acreditan Trajano y Teodosio y el cónsul Balbo, que formaron á su sombra á los dos Sénecas, á Mela, Lucano, Marcial, Pomponio .... hubiera sido ingrata. contengamonos.

La España no fué injusta en sacudir la fuerza de sus opresores, ni ingrata á la mano bienhechora. ¿Y sólo el honor, la gratitud de la América ha de cubrirse de nubarrones y vientos porque trata de dar vida á sus derechos? Censores de la libertad americana: no quiero po-

neros en tortura ejecutando la respuesta. Vuelvo por el honor y justicia de la España, para afianzar en razón la de la América.

El derecho de conquista, dice el sabio obispo de Meaux, no es incontrastable si no adquiere una posesión pacífica ó se afianza en un justo convenio. Entonces el derecho de conquista, que empieza por la fuerza, se reduce, por decirlo así, al derecho común y natural por el consentimiento de los pueblos. Ni la España, ni la América se sometieron á sus conquistadores, ni convinieron en su dominación. La fuerza dominó los cuerpos, sin ganar las voluntades. La España sacudió el yugo opresor, recobró sus derechos, se hizo libre. Vosotros no la acuseis de injusta, ni de ingrata, y este es el juicio que debeis formar de las Américas. Arrastraron cadenas, suprimieron servidumbres, que se cuentan por siglos sin que se apagase el fuego eléctrico que ha encendido la naturaleza. El sagrado depósito de la historia asegura que ha decidido la fuerza, no la voluntad; que hemos observado con respeto la ley extranjera hasta que nos ha venido á la mano el específico que ha dado vida al derecho de nuestra libertad agonizante en su opresión.

Sí; llegó la época feliz, el 25 de Mayo de 1810, en que se verificó en las Provincias Unidas, lo que Dios habia anunciado á su pueblo por Amós. Daré fin á la servidumbre de Israel: *plantaron viñas y beberán su vino; formaron huertos y comerán sus frutos: Convertam captivitatem populi mei Israel, plantabront vineas, et bibent vinum earum et facient hortos et comedent frutus eorum.* Todo coopera al establecimiento de nuestros derechos. España, oprimida por el infiel, el doloso Napoleon, como un cuerpo aniquilado que ya no se sostiene, sinó con candiales, como un navío que se vá á pique y cuya sumersión retarda el trabajo de las bombas, no podia ponernos á cubierto de un enemigo ambicioso que inundó de emisarios la

América, y en los momentos de su cólera exclama: «Yo la devoraré al modo que las hambrientas fieras ensangrientan sus uñas en la humilde presa».

Los Borbones que, abandonando el territorio español, hallaron su Constitución, y que, concurriendo á las sacrílegas estipulaciones de Bayona, despreciaron el deber sagrado que contrajeron con los españoles de ambos mundos, cuando con su sangre y sus tesoros los colocaron en el trono, se vieron por lo mismo incapaces de ocuparlo.

La representación nacional, sólo á propósito para vejarnos impunemente, no ha ofrecido sino una ambigüedad política; porque ¿cuál ha sido su carácter? ¿cuál su conducta? Apenas Fernando sucumbe bajo el pesado brazo del emperador de los franceses, todas las juntas provinciales de España sortean nuestra túnica y ejecutan con el reconocimiento de soberanos Nace la junta que se llama Central en los brazos de la intriga y espira al momento á impulsos de la execración pública, y de sus cenizas se forma un nuevo aborto con el nombre de Agencia

¡Este gobierno, con qué promesas brillantes no se explica! Pero, ¡qué teorías tan estériles! América; escucha, que te dicen: *ya no sois colonia;* pero advierte estas órdenes secretas para que no nos permitan salir de la esfera trazada por la elocuencia que dora los hierros preparados en la capciosa carta de emancipación.

Las Córtes se juntan; pero ¡con qué mezquindad se prestan á los derechos de las Indias! Me acuerdo haber leido en Montesquieu esta sentencia de oro: «Las Indias y la España son dos potencias bajo de un mismo dueño; mas las Indias son el principal y España el accesorio; en vano la política quiere que el principal penda del accesorio; las Indias atraen la España á ellas». No obstante se excluyen las cartas de la representación nacional, como si éstas no regaran la tierra con su sangre, defendiéndola con sus tributos, amparándola, y por veintiseis millones

que tiene la América, se admite un escaso número de diputados.

¿Y cómo? Se nombran representantes contra nuestra voluntad á fin de disponer arbitrariamente de nuestros intereses. Parece que Dios infundió en la España el espíritu de *vértigo y de aturdimiento*, á fin de facilitar el recobro de nuestra libertad.

Porque, ¿cuántas consecuencias legales no saltan de estos hechos en nuestro favor? La España, bajo el poder del francés, no puede libertarnos de sus garras. ¿Y no es derecho de naturaleza buscar asilo de seguridad y precaverse contra una invasión? Pues esto es lo que ha hecho la América, exijiendo un gobierno capaz de sostenernos. Los Borbones abandonan la España; ¿y no es de razón el no seguir las banderas de unos reyes que entregaron su pueblo al enemigo como un rebaño de esclavos? Es de derecho la emancipación del pupilo cuando la apatía ó la disposición del padre ó del tutor comprometen su suerte, ó exponen su patrimonio á ser presa de un usurpador: es del derecho del esclavo llamarse á libertad cuando el amo lo abandona en sus dolencias; y esto es lo que ha hecho la América.

Es verdad que las Cortes llenaron el orden natural que dicta emancipar al pupilo cuando, saliendo de su minoridad, puede hacer uso de sus fuerzas; pero semejantes á un tutor acostumbrado á vivir con fausto á expensas de su pupilo, mostraron el dón y retiraron la mano, y cerrando con violencia la boca á nuestros representantes, han.... los periódicos imparciales de España dan testimonio de sus procedimientos.

¿Y en estas circunstancias, no estamos autorizados para recibir sus sanciones, oponer la fuerza á la fuerza y usar de nuestro deber? Ello es que un particular, si se ve atacado, puede y debe defenderse; y si no tiene otro arbitrio que servirse de las armas y quitar la vida á su rival, pue-

de hacerlo, y esto es lo que hace la América. El pensador desnudo de preocupaciones, concluirá que la América ha roto los lazos de la esclavitud; que es libre por un derecho legítimo: *laqueus contritus est, et nos liberati-cinos*; que Dios ha venido en nuestro auxilio, y á su nombre se ha establecido la inmunidad civil: *adjutórium nostrum in nomine Domini*.

Americanos: vuestra causa es legítima; abrazadla, defendella, promovedla. La Patria os habla; mirad por vuestro suelo: caminad sobre las huellas de los Curcios romanos que se dieron á las llamas por defender su libertad, de los Decios, que de dos en dos se inmolaron por defender sus leyes; mejor es morir, decía el gran Macabeo, que ver perecer nuestro país, y aún entre los paganos era máxima común *dulce est pro pátria mori*. Trabajad por despertar un derecho que no podeis adormecer sin ultraje de la naturaleza. Jóvenes, tomad las armas aunque os detenga vuestra madre, aunque la madre os muestre los pechos con que os alimentó, abríos nuevos caminos á la gloria por medio de cañones y de metrallas, y á pesar de las trabas del arte y de la naturaleza, forzad los enemigos, sin temor ni de sus fuerzas ni de su desesperación. Sean borrados de nuestros anales los cobardes: anciamos, partid vuestro pan con los guerreros; perezcan para siempre vuestros bienes si no han de saciar el hambre del que pelea en campaña; sabios, dejad correr vuestras plumas, electrizad los espíritus, aún de los jóvenes que travesean en las plazas; ministros del santuario, ejecutad con vuestros votos el poder divino en nuestro auxilio. Damas, sexo bello, llevad el espíritu de aquellas siracusanas que dieron sus cabellos para hacer las cuerdas con que se arrojaban los instrumentos de la muerte sobre los enemigos de la patria. Españoles, conoced nuestra justicia: la América que os sostiene os viste, os enriquece, ésta es vuestra patria; y si España ha tenido algún

derecho para dominar las Indias, éste está en vuestros hijos como descendientes de los conquistadores: unid vuestro derecho al nuestro: la patria hará con vosotros lo que el emperador Claudio que dió á los galos el privilegio augusto de ciudadanos romanos. Sacrifiquemos todos á Dios este día, en que cumple años una causa que el derecho de la naturaleza autoriza y que la Religión no prohibe. Ved aquí en lo que resplandece la justicia de la libertad Americana y lo que voy á exponer en el segundo punto. Sufridme: es el día de mi gloria: el día de los patriotas.

PUNTO SEGUNDO

Es necesario tranquilizar la piedad alucinada. La autoridad emana de los pueblos sostenida por la Providencia que deja nuestras acciones á la voluntad libre. La Omnipotencia no toma interés en que el gobierno sea monárquico, autocrático ó democrático; que la Religión ni sus ministros puedan condenar los esfuerzos que hace una nación para ser independiente en el orden político, dependiendo de Dios y sus vicarios en el orden religioso.

El pueblo de Dios gobernado por él mismo. Ved aquí una prueba del derecho de los pueblos. Sugeto por la fuerza á la obediencia de Faraón, se reune á Moisés, recobra su independencia, sin que Dios increpe su conducta. Subyugado por Nabuco, envía Dios á Judit para recobrar la libertad. Baja Antioco. Matatías y sus hijos levantan el estandarte, y Dios bendice sus esfuerzos. Aun quebrantada la obediencia con que los ligaba la fuerza, diez tribus depositan la soberanía en el hijo de Nabaht: niegan la obediencia á Robohan, sucesor de Salomón en el cetro y abuso sobre los derechos de Israel, y Dios, lejos de indignarse, manda al profeta Jeremías contenga un ejército de ciento ochenta mil hombres que trata de invadirle. ¿Y serán de peor condición las Indias después de tres si-

glos de sufrimientos? ¿No pueden hacer lo que el mismo Dios permitió en otro tiempo á su pueblo sin argüirle en su favor?

Jamás la silla de San Pedro ha tomado parte contra las naciones que han sacudido el yugo del gobierno que ha violado los pactos sociales. Los suizos, los holandeses, los franceses, los americanos del Norte proclamaron su independencia, sin incurrir en otras censuras, que las que pudo haber fulminado la Iglesia, por los atentados contra el dogma, la disciplina ó la piedad, sin que estas trascendiesen al orden civil. Ligados estaban los suizos con juramento á la Alemania, los holandeses á España, los franceses á Luis XVI, los americanos á Jorge III; pero ni éstos ni los príncipes que protejieron su libertad merecieron la censura de la Iglesia. El abuelo de Fernando, Carlos III, protegió con su sobrino Luis XVI la independencia de la América del Norte, sin temor á la cólera del cielo: ¿y ahora cómo lo tomará la Religión como óbice á la independencia Americana? ¡Dios justo! ¡Dios piadoso! ¡Hasta cuándo ha de disputar el fanatismo el imperio á la Religión sagrada que enviarte á la sencilla América para su gloria!

¿Y el juramento hecho á Fernando? El Eclesiástico ha dejado escrito: *guardad el juramento de fidelidad que habeis prestado al Rey* Bien; ¿y la España no ha jurado á Fernando, y no obstante, ha trastornado su Constitución, ha protestado no admitirlo sino condicionalmente en caso que no se ligue al emperador de los franceses por sangre ó amistad? Si vuelve Fernando á España, no obstante el juramento, ¿no le impondrá la nación la ley y le obligará á gobernarse por la Constitución que ha formado en su ausencia? ¿Y sólo para la América ha de ser tan estrecho el juramento que la ha de obligar á aclamar á Fernando que ya no es rey, según la Constitución de España, y á

recibir las leyes que ésta ha sancionado con quebrantamiento del pacto social?

No dejemos escrúpulos á las conciencias, á los prestigios de la ignorancia. Sabido es que el juramento provisorio es un vínculo accesorio que supone la validez del contrato, que por él se ratifica. Cuando consta de su legitimidad creemos que Dios, invocado por el juramento, no rehusa ser garante del cumplimiento de nuestras promesas. Pero jamás será Dios testigo de un juramento que quebrante el orden natural y las leyes que él mismo ha establecido. Sería insultar su sabiduría creer que puede presentarse á nuestros votos cuando invocamos su nombre en perjuicio de nuestra libertad, origen de la moralidad de nuestras acciones. Si Fernando nos abandonó, si perdió el derecho de exijir nuestra obediencia á sus representantes á quienes jamas hemos jurado y que han envilecido nuestros derechos, se rompió el contrato, se acabó el juramento.

Hablemos más claro y demos otro argumento no menos convincente y decisivo. Aun cuando fueran incontrastables los derechos del Borbón, bastaría la injusticia, la fuerza y el empeño con que se arrancó su juramento para destruir su validez, desde que llegó á conocerse que era opuesto á nuestros intereses y funesto á nuestra tranquilidad. Tal es la naturaleza del juramento prestado á los conquistadores, ó á herederos de éstos mientras tenian oprimidos los pueblos con la fuerza. De otro modo, no hubiera recobrado legítimamente su libertad la España juramentada á los cartagineses, romanos, godos, árabes.

Demos más luz á la razón. La fidelidad no es un derecho abstracto que obliga materialmente en todo evento: es la obligación de cumplir el contrato social que liga las partes con el todo. Su obligación es recíproca: tan deber es de la cabeza ser fiel á sus colonias como de éstas á ella. Debemos guardar respeto, obediencia al Rey y á la Metró-

poli; pero éstos deben guardarnos nuestros derechos, promover nuestra felicidad. Porque ¿qué quiere decir soberano? Este es, dice San Gerónimo, un personaje moral que promueve en justicia los derechos de cada uno y del común. ¿Qué quiere decir soberano? Es, dice Santo Tomás, un personaje obligado á mirar por el bien común y adelantar sus intereses.

Por eso es que los aragoneses erigieron un célebre magistrado para velar en protección del pueblo y que en la coronación del Rey, le decía el justicia: *nos, que valemos cuanto vos*, os hacemos nuestro Rey, con tal que guardeis nuestros fueros y promováis nuestros intereses, y de nó, nó.

Se infiere que en fuerza de los derechos, los pueblos pueden destruir todo el pacto ó asociación que no llene los fines para que fueron instituidos los gobiernos, y que las Indias no están obligadas á guardar fidelidad á España y el juramento que prestaron á Fernando es forzado, ilusorio, rescindible, nulo.

Es constante que, lejos de tratarnos á lo menos como hijos de un segundo matrimonio, y dejarnos disfrutar de la herencia que nos cabía en parte, se ha servido de nuestro patrimonio para enriquecer á los hijos de la primera esposa, y lejos de promover nuestra felicidad, aún nos ha prohibido incrementar lo que la naturaleza ha puesto en nuestras manos ¿Miento, señores? ¿No se prohibieron á Nueva España, Tierra Firme, Santa Fe y Cuyo, los plantíos de olivos y viñas? ¿No se ha prohibido trabajar el hierro de que abundan las Américas? ¿No se imposibilitaron las minas de azogue de Huancavélica? ¿No se mandaron cerrar en Buenos Aires las aulas de dibujo y náutica?

¡América, América: en el concepto de tus rivales no has nacido para ser feliz! Siempre serás mirada como el pupilo que ha perdido el padre y como la madre que

experimenta los contrastes de la viudez: *pópulo facti sumus absque patre: matres nostrae quasi viduae.* Americanos, cuyas luces han muerto sepultadas en el silencio del claustro ó en el retiro de una oscura fortuna sin recibir el prémio de vuestras fatigas: venios conmigo para poner el cielo por testigo de nuestro oprobio: *intuere et respice oprobium nostrum.*

La conducta hostil de los gobernantes ha trastornado el órden diplomático y ha puesto la libertad civil en manos de la América. Lo digo: por que si la España, escarmentada de un yugo opresor, ha variado su Constitución, y ha variado el molde en que ha de acomodar al Soberano, ¿por qué no podrá hacerlo la América.? Y si la Representación Nacional sigue estas ideas agresivas, ¿por qué no se exige nuestra obediencia y nuestra fidelidad ? Es un derecho canonizado el que intima que en las estipulaciones, contratos, convenios aún firmados con juramento, no hay obligación de guardar fé al que la quebranta

Americanos: somos libres y no podemos decir con los judios *non fit qui redimeret de mano eorum.* Dios ha allanado el camino y con su auxilio, si éramos hijos, ya somos emancipados. Si éramos esclavos, ya estamos en nuestra tierra y la ley de gentes nos dá la libertad. Si arrastrábamos cadenas, la Religion no prohibe que las rompamos y adquiramos nuestra libertad.

Hablo de la libertad civil. Sean malditos de la patria los que confunden la libertad política con la libertad de conciencia. Los extraños no herirán tan mortalmente la patria cuanto estos patriotas. Si hubiese alguno entre nosotros, yo le pregunto con San Pablo: *que participatio judicine cum iniquitate.* ¿Es acaso más sólido, más placentero nuestro sistema, porque se dé á la concupiscencia un ensánche que prohibe la ley ó se aparente no tener religión?

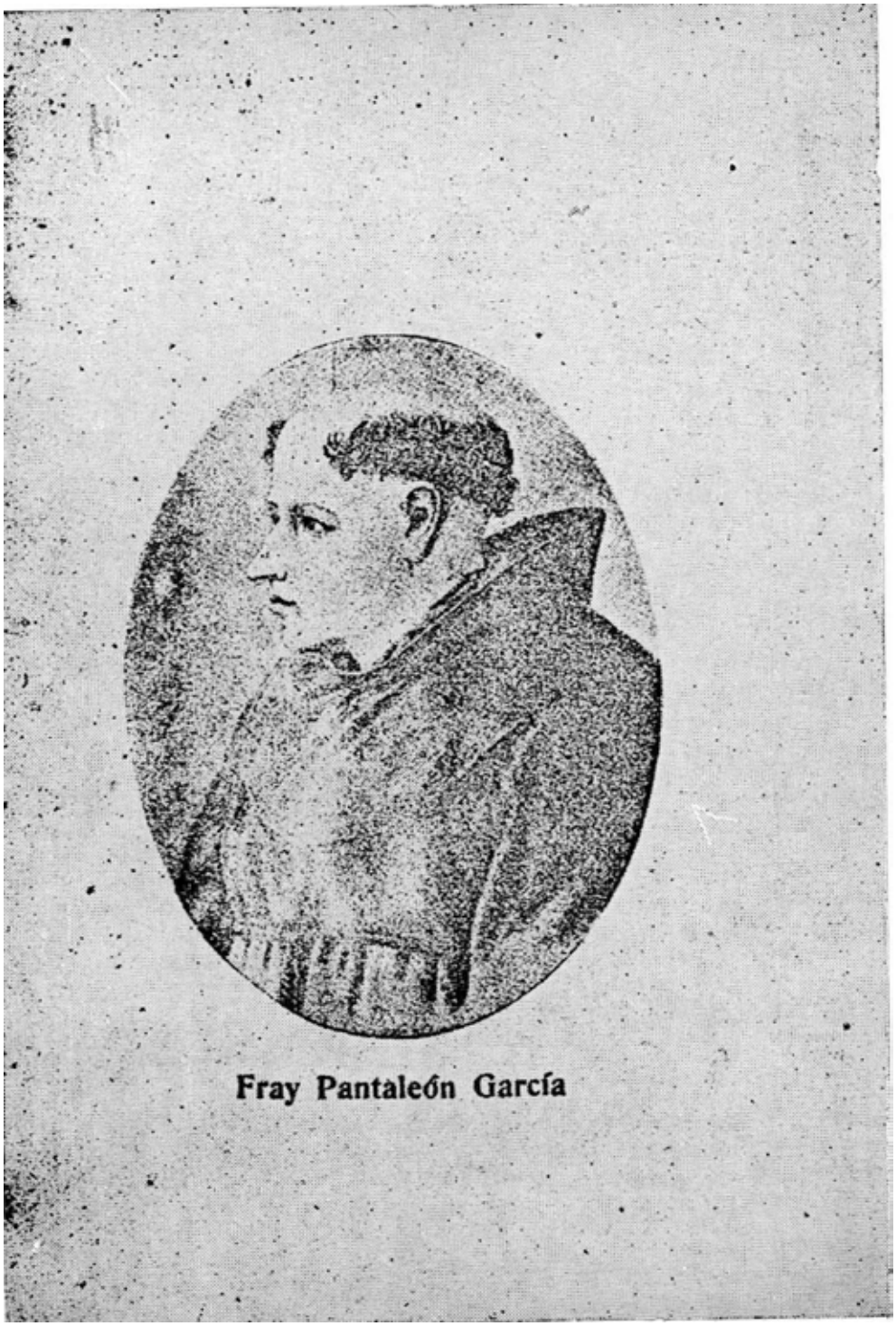
¡Ay, amados ministros! la verdadera libertad, dice San

Agustin, sólo se halla donde reina el espíritu de Dios, y creedme que nunca seremos más verdaderamente libres que cuando observemos las leyes del Evangelio y de la Iglesia. Y debo añadir que jamás prosperará nuestra causa si nada establecemos cristianamente. ¿Qué importa que la razón impere? Las armas son las que han de decidir nuestra suerte. ¡Y quién sinó Dios, para favorecer al pueblo fiel, derriba muros al son de trompetas, derriba ejércitos irresistibles con la armonía de la música y da una completa victoria deteniendo al Sol en su carrera? Sin atraer á Dios en nuestro auxilio por el cumplimiento de su ley, tendremos la misma suerte que José y Azarías vencido vergonzosamente por Georgias. Atrayendo á Dios en nuestra defensa se nos vendrán á las manos los trofeos y glorias de los Macabeos. Sin Dios, sin religión, romperemos las cadenas del cuerpo y doblaremos miserablemente las del espíritu. Con Dios, podreis decir sin que nadie se atreva á desmentiros: ¿Aunque todas las naciones coaligadas nos hagan la guerra, no temerá mi corazón: Vos, Señor, estais con nosotros. *Si consistant adversum me castra non timebit cor meum, quoniam tu mecum es.*

Sí, Americanos; si Dios es nuestro apoyo, la Religion nuestro asilo, la ley de justicia nuestro broquel, entonces, sin ofender la Divinidad, podremos llamar un Dios benéfico al Dios de los ejércitos y los ministros del altar podrán sin temor bendecir vuestras banderas, elevar al cielo sus súplicas en nuestro favor; entonces la América, cual otra Grecia, subyugará todas las fuerzas combinadas. Si sucumbe alguna vez bajo el peso de las armas enemigas, romped el velo que oculta el delito al corazón, santificaos y experimentareis lo que Esparta, que vencida mil veces, siempre se levantó más temible: la libertad americana será eterna: un feliz instante, la batalla de un dia coronará con ventajas las ruinas de muchos años.

Dios, que autoriza nuestra causa, por el derecho natural que emana de él y que no la prohibe por la Religión de que es autor, la perpetrará, la eternizará la consagrará.

Así lo esperamos, Dios mío, y para ejecutar más vuestra voluntad, os presentamos los justos sentimientos de un Rey Santo implorando tu misericordia á favor de los que nos gobiernan. Sí, Suprema Asamblea, Excmo. y Supremo Director, el Todopoderoso os diga en los momentos de aflicción, y el Dios de Jacob os prodigue en todos los peligros: *exaudiat te Dominus in die tribulationis, protegat te nomen Dei Jacob.* Ellos envie desde lo alto del cielo los socorros que implorais, y desde la Sión celestial tenga abiertos sus ojos para velar día y noche en vuestra defensa: *mittat tibi auxilium de Sancto et de Sión tueatur te.* Acuérdese el Señor del sacrificio que ofreceis en este dia, y reciba benignamente el holocáusto de vuestro religioso corazón: *memor sit sacrificii tui et holocaustum tuum pingue fiat.* Así prosperará nuestra cáusa: seremos felices en esta vida y en la eternidad, y aquí y en el cielo podremos decir llenos de satisfacción: ¡Viva la Religión! ¡Viva la Patria! ¡Viva el Evangelio! ¡Viva la libertad! ¡Vivan los católicos! ¡Vivan los americanos! AMEN.



Fray Pantaleón García

Manifiesto a las Naciones de las Provincias Unidas del Río de la Plata (Buenos Aires, 1817)

MANIFIESTO

QUE HACE A LAS

NACIONES

EL

CONGRESO GENERAL CONSTITUYENTE

DE LAS

PROVINCIAS-UNIDAS

DEL

Rio de la Plata,

SOBRE EL TRATAMIENTO Y CRUEL-

dades que han sufrido de los Españoles,
y motivado la declaracion de su

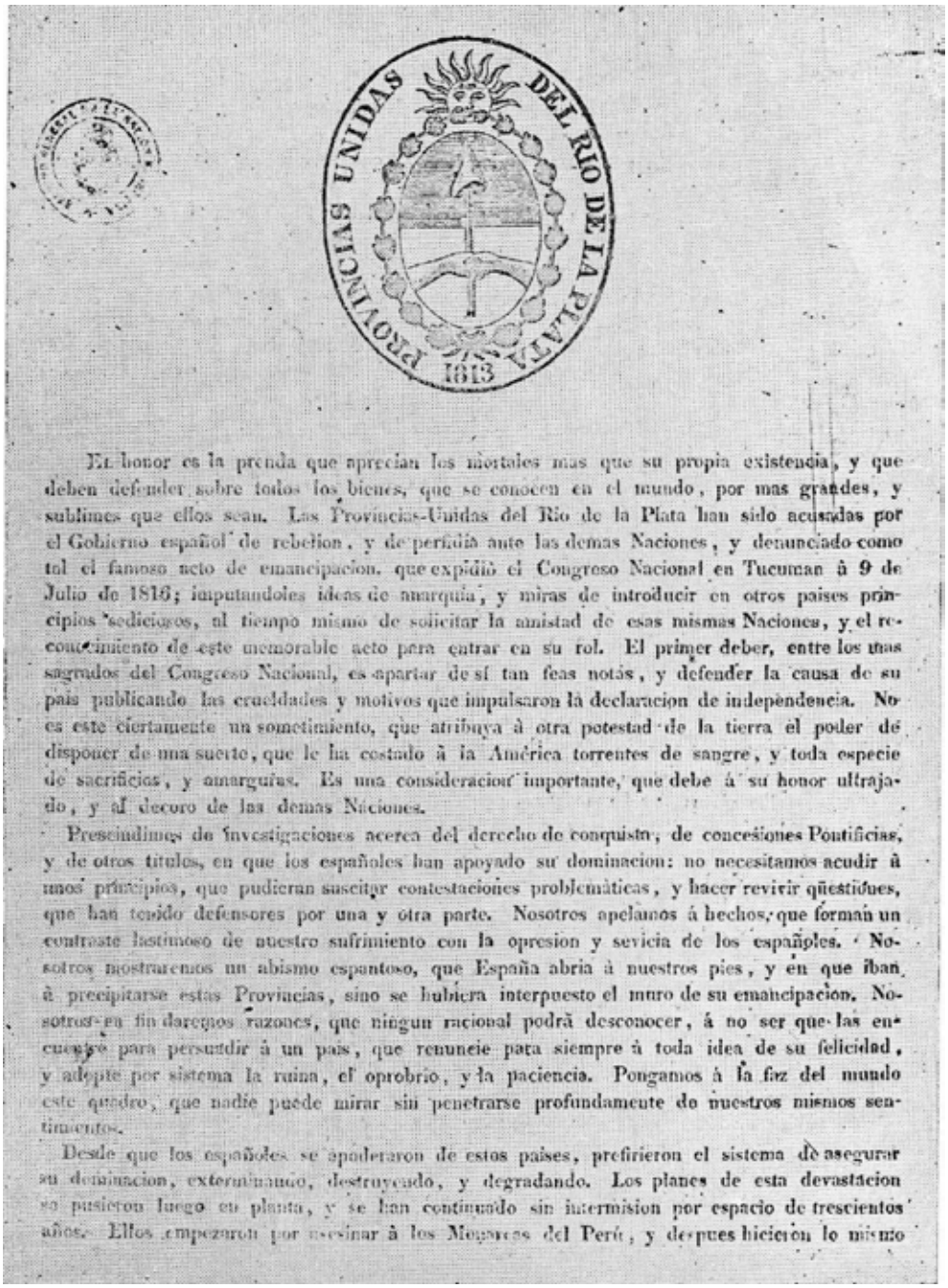
INDEPENDENCIA.



BUENOS-AYRES.

IMPRENTA DE LA INDEPENDENCIA.

1817.



El honor es la prenda que aprecian los mortales mas que su propia existencia, y que deben defender sobre todos los bienes, que se conocen en el mundo, por mas grandes, y sublimes que ellos sean. Las Provincias-Unidas del Rio de la Plata han sido acusadas por el Gobierno español de rebelion, y de perfidia ante las demas Naciones, y denunciado como tal el famoso acto de emancipacion, que expidió el Congreso Nacional en Tucuman á 9 de Julio de 1816; imputandoles ideas de anarquia, y miras de introducir en otros paises principios sediciosos, al tiempo mismo de solicitar la amistad de esas mismas Naciones, y el reconocimiento de este memorable acto para entrar en su rol. El primer deber, entre los mas sagrados del Congreso Nacional, es apartar de sí tan feas notas, y defender la causa de su pais publicando las crueldades y motivos que impulsaron la declaracion de independencia. No es este ciertamente un sometimiento, que atribuya á otra potestad de la tierra el poder de disponer de una suerte, que le ha costado á la América torrentes de sangre, y toda especie de sacrificios, y amarguras. Es una consideracion importante, que debe á su honor ultrajado, y al decoro de las demas Naciones.

Prescindimos de investigaciones acerca del derecho de conquista, de concesiones Pontificias, y de otros titulos, en que los españoles han apoyado su dominacion: no necesitamos acudir á unos principios, que pudieran suscitar contestaciones problemáticas, y hacer revivir qüestiones, que han tenido defensores por una y otra parte. Nosotros apelamos á hechos, que forman un contraste lastimoso de nuestro sufrimiento con la opresion y sevicia de los españoles. Nosotros mostraremos un abismo espantoso, que España abria á nuestros pies, y en que iban á precipitarse estas Provincias, sino se hubiera interpuesto el muro de su emancipacion. Nosotros en fin daremos razones, que ningun racional podrá desconocer, á no ser que las encuentre para persuadir á un pais, que renuncie para siempre á toda idea de su felicidad, y adopte por sistema la ruina, el oprobrio, y la paciencia. Pongamos á la faz del mundo este quadro, que nadie puede mirar sin penetrarse profundamente de nuestros mismos sentimientos.

Desde que los españoles se apoderaron de estos paises, prefirieron el sistema de asegurar su dominacion, exterminando, destruyendo, y degradando. Los planes de esta devastacion se pusieron luego en planta, y se han continuado sin intermision por espacio de trescientos años. Ellos empezaron por asesinar á los Monarcas del Perú, y despues hicieron lo mismo

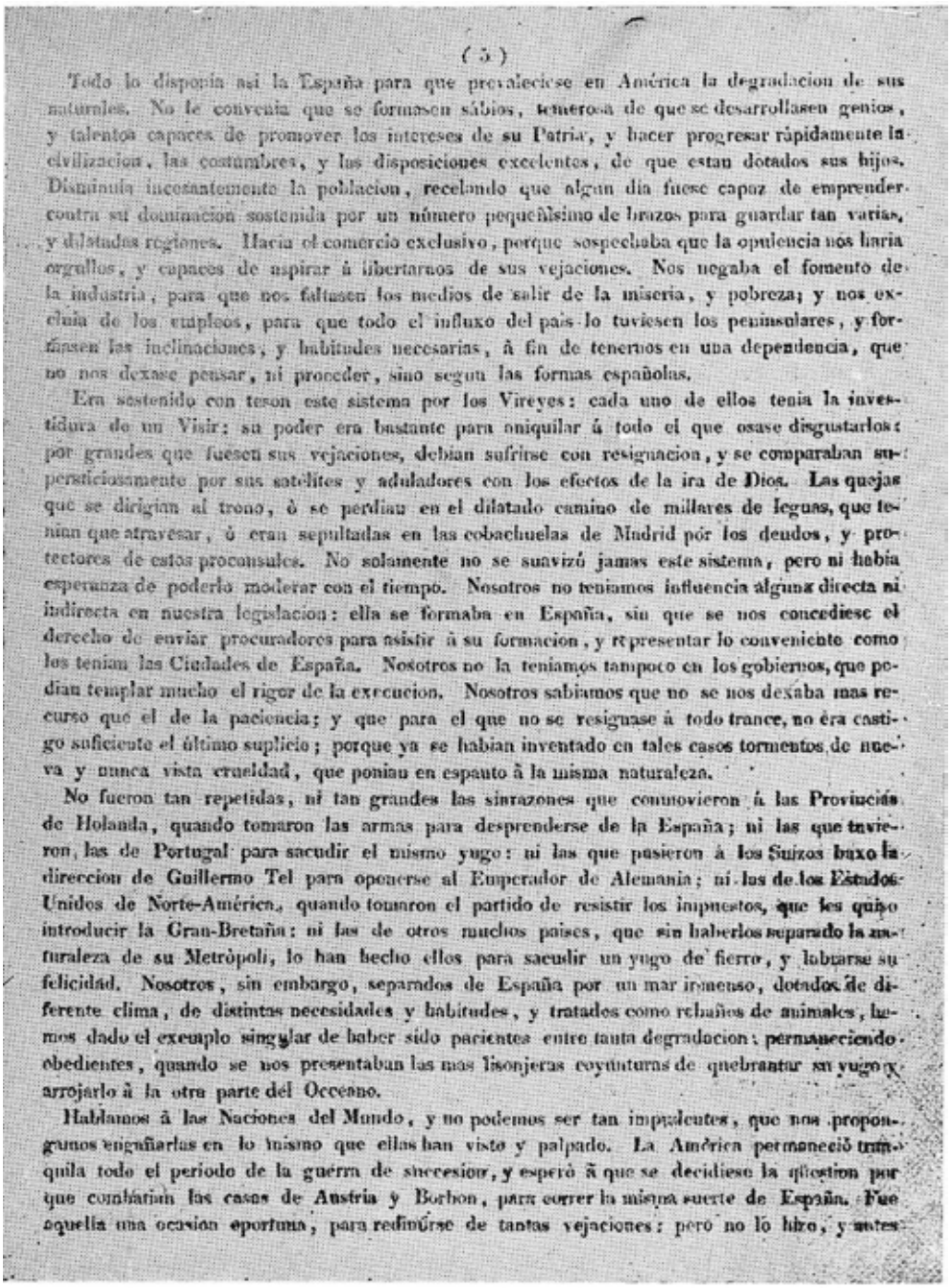
con los demas Regulos y Primados que encontraron. Los habitantes del pais, queriendo contener tan feroces irrupciones, entre la gran desventaja de sus armas, fueron victimas del fuego y del fierro, y dexaron sus poblaciones à las llamas, que fueron aplicadas sin piedad ni distincion por todas partes.

Los españoles pusieron entonces una barrera à la poblacion del pais; prohibieron con leyes rigurosas la entrada de extrangeros; limitaron en lo posible la de los mismos españoles; y la facilitaron en estos últimos tiempos à los hombres criminosos, à los presidarios, y à los inmorales, que convenia arrojar de su Peninsula. Ni los vastos pero hermosos desiertos q e aquí se habian formado con el exterminio de los naturales; ni el interes de lo que debia rendir à España el cultivo de unos campos tan feraces, como inmensos; ni la perspectiva de los minerales mas ricos, y abundantes del Orbe; ni el aliciente de innumerables producciones desconocidas hasta entonces las unas, preciosas por su valor inestimable las otras, y capaces todas de animar la industria y el comercio, llevando aquella à su colmo, y este al mas alto grado de opulencia; ni por fin el torror de conservar sumergidas en desdicha las regiones mas deliciosas del globo, tubieron poder para cambiar los principios sombrios, y ominosos de la còrte de Madrid. Centenares de leguas hay despobladas, è incultas de una ciudad à otra. Pueblos enteras se han acabado, quedando sepultados entre las ruinas de las minas, ò pereciendo con el antimonio baxo el diabólico invento de las mitas; sin que hayan bastado à reformar este sistema exterminador ni los lamentos de todo el Perù, ni las muy enérgicas representaciones de los mas zelozos ministros.

El arte de explotar los minerales mirado con abandono y apatia, ha quedado entre nosotros sin los progresos, que han tenido los demas en los siglos de la ilustracion entre las Naciones cultas; asi las minas mas opulentas trabajadas casi à la brusca, han venido à sepultarse, por haberse desplomado los cerros sobre sus bases, ò por haberse inundado de agua las labores, y quedado abandonadas. Otras producciones raras, y estimables del pais se hallan todavia confundidas en la naturaleza, sin haber interesado nunca el zelo del Gobierno; y si algun sábio observador ha intentado publicar sus ventajas, ha sido reprehendido de la Córte, y obligado à callar, por la decadencia que podian sufrir algunos artefactos comunes de España.

La enseñanza de las ciencias era prohibida para nosotros, y solo se nos concedieron la grammática latina, la filosofia antigua, la teologia, y la juris-prudencia civil, y canónica. Al Virey D. Joaquin del Pino se le llevó muy à mal, que hubiese permitido en Buenos-Ayres al Consulado costear una càtedra de naùtica; y en cumplimiento de las órdenes, que vinieron de la Córte, se mandó cerrar la aula, y se prohibiò enviar à Paris jóvenes, que se formasen buenos profesores de quimica, para que aqui la enseñasen.

El comercio fue siempre un mònopolio exclusivo entre las manos de los comerciantes de la Peninsula, y las de los consignatarios, que mandaban à América. Los empleos eran para los españoles; y aunque los Americanos eran llamados à ellos por las leyes, solo llegaban à conseguirlos raras veces, y à costa de saciar con inmensos caudales la codicia de la Còrte. Entre ciento y sesenta Vireyes que han gobernado las Américas, solo se cuentan quatro Americanos; y de seiscientos y dos Capitanes Generales, y Gobernadores, à excepcion de catorce, los demas han sido todos españoles. Proporcionalmente sucedia lo mismo con el resto de empleos de importancia, y apenas se encontraba alguna alternativa de Americanos, y españoles entre los escribientes de las oficinas.



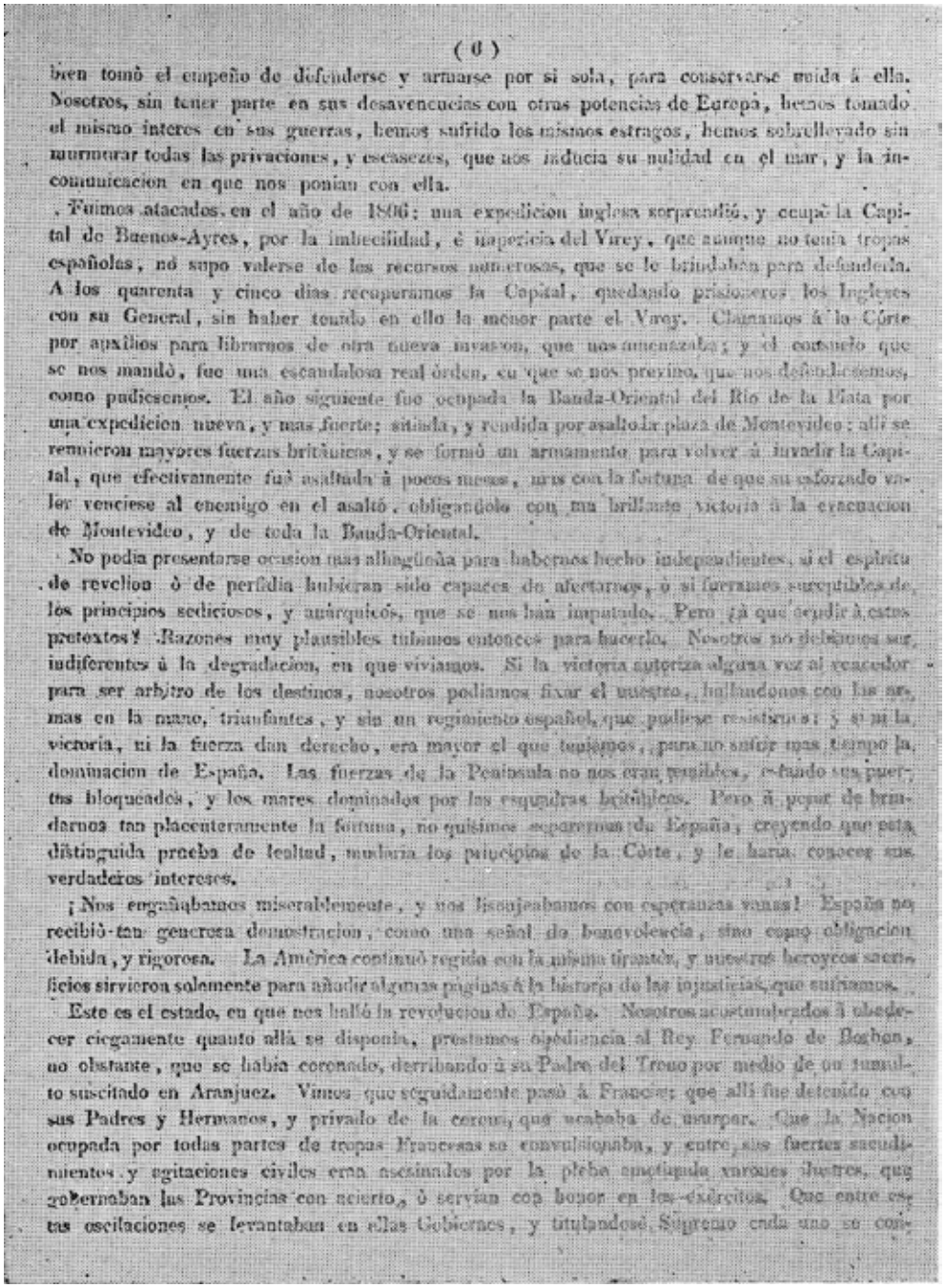
(5)

Todo lo disponia asi la España para que prevaleciese en América la degradacion de sus naturales. No le convenia que se formasen sábios, temerosa de que se desarrollasen genios, y talentos capaces de promover los intereses de su Patria, y hacer progresar rápidamente la civilizacion, las costumbres, y las disposiciones excelentes, de que estan dotados sus hijos. Disminuia incesantemente la poblacion, recelando que algun dia fuese capaz de emprender contra su dominacion sostenida por un número pequeñísimo de brazos para guardar tan varias, y dilatadas regiones. Hacia el comercio exclusivo, porque sospechaba que la opulencia nos haria orgullos, y capaces de aspirar á libertarnos de sus vejaciones. Nos negaba el fomento de la industria, para que nos faltasen los medios de salir de la miseria, y pobreza; y nos excluia de los empleos, para que todo el influxo del pais lo tuviesen los peninsulares, y formasen las inclinaciones, y habitudes necesarias, á fin de tenernos en una dependencia, que no nos dexase pensar, ni proceder, sino segun las formas españolas.

Era sostenido con teson este sistema por los Vireyes: cada uno de ellos tenia la investidura de un Visir: su poder era bastante para aniquilar á todo el que osase disgustarlos: por grandes que fuesen sus vejaciones, debian sufrirse con resignacion, y se comparaban supersticiosamente por sus satélites y aduladores con los efectos de la ira de Dios. Las quejas que se dirigian al trono, ó se perdian en el dilatado camino de millares de leguas, que tenian que atravesar, ó eran sepultadas en las cobachuelas de Madrid por los deudos, y protectores de estos procónsules. No solamente no se suavizó jamas este sistema, pero ni habia esperanza de poderlo moderar con el tiempo. Nosotros no teniamos influencia alguna directa ni indirecta en nuestra legislacion: ella se formaba en España, sin que se nos concediese el derecho de enviar procuradores para asistir á su formacion, y representar lo conveniente como los tenian las Ciudades de España. Nosotros no la teniamos tampoco en los gobiernos, que podian templar mucho el rigor de la execucion. Nosotros sabiamos que no se nos dexaba mas recurso que el de la paciencia; y que para el que no se resignase á todo trance, no era castigo suficiente el último suplicio; porque ya se habian inventado en tales casos tormentos de nueva y nunca vista crueldad, que ponian en espanto á la misma naturaleza.

No fueron tan repetidas, ni tan grandes las sinrazones que conmovieron á las Provincias de Holanda, quando tomaron las armas para desprenderse de la España; ni las que tuvieron las de Portugal para sacudir el mismo yugo: ni las que pusieron á los Suizos baxo la direccion de Guillermo Tel para oponerse al Emperador de Alemania; ni las de los Estados Unidos de Norte-América, quando tomaron el partido de resistir los impuestos, que les quiso introducir la Gran-Bretaña: ni las de otros muchos paises, que sin haberlos separado la naturaleza de su Metròpoli, lo han hecho ellos para sacudir un yugo de fierro, y labrarse su felicidad. Nosotros, sin embargo, separados de España por un mar inmenso, dotados de diferente clima, de distintas necesidades y habitudes, y tratados como rebaños de animales, hemos dado el exemplo singular de haber sido pacientes entre tanta degradacion: permaneciendo obedientes, quando se nos presentaban las mas lisonjeras coyunturas de quebrantar su yugo y arrojarlo á la otra parte del Occeano.

Hablamos á las Naciones del Mundo, y no podemos ser tan impudentes, que nos propongamos engañarlas en lo mismo que ellas han visto y palpado. La América permaneció tranquila todo el periodo de la guerra de sucesion, y esperó á que se decidiese la question por que combatian las casas de Austria y Borbon, para correr la misma suerte de España. Fue aquella una ocasion oportuna, para redimirse de tantas vejaciones: pero no lo hizo, y antes



(6)

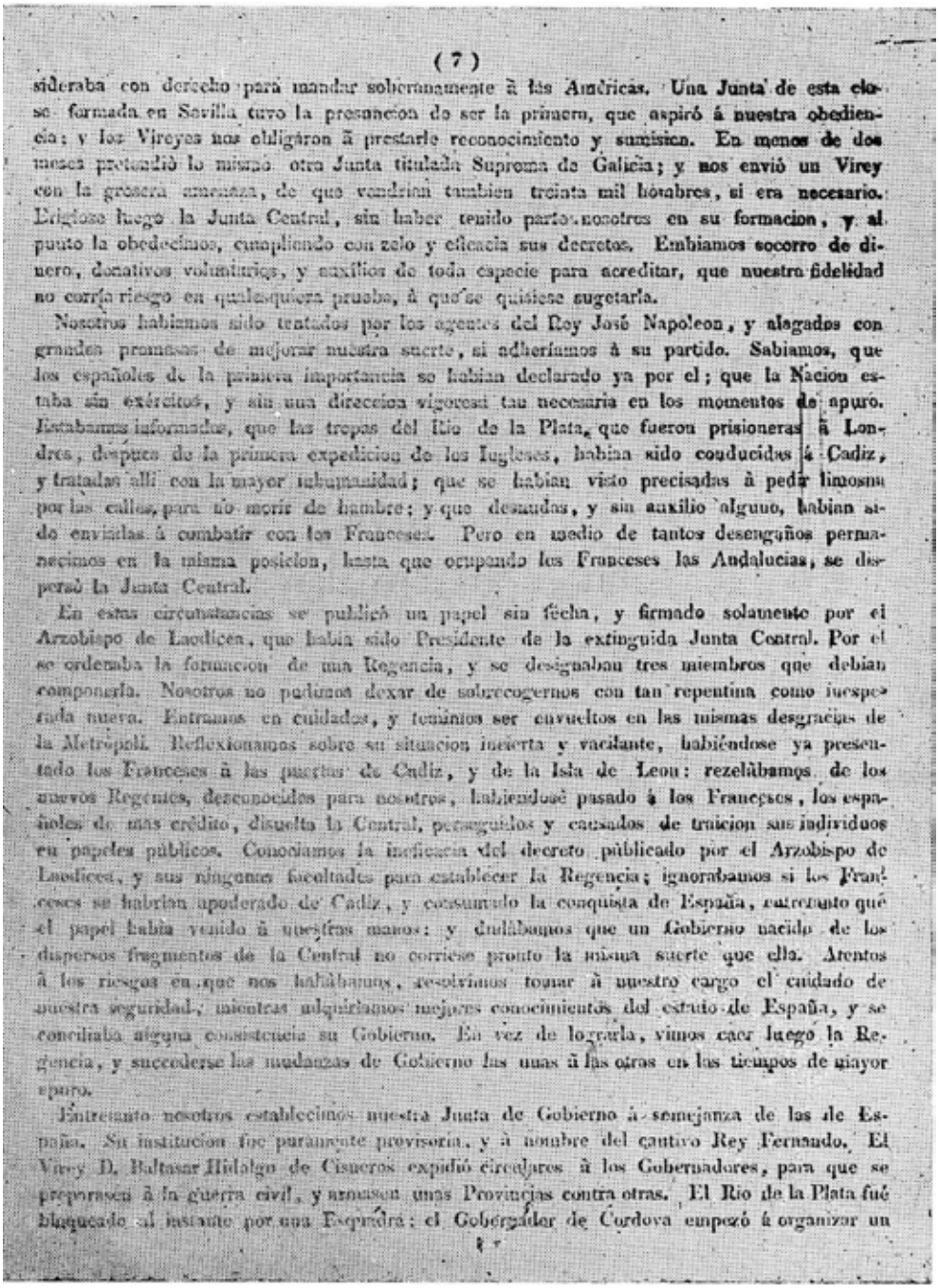
bien tomò el empeño de defenderse y armarse por si sola, para conservarse unida à ella. Nosotros, sin tener parte en sus desavenencias con otras potencias de Europa, hemos tomado el mismo interes en sus guerras, hemos sufrido los mismos estragos, hemos sobrellevado sin murmurar todas las privaciones, y escaseces, que nos inducia su nulidad en el mar, y la incomunicacion en que nos ponian con ella.

Fuimos atacados en el año de 1806; una expedicion inglesa sorprendiò, y ocupò la Capital de Buenos-Ayres, por la imbecilidad, è impericia del Virey, que aunque no tenia tropas españolas, no supo valerse de los recursos numerosos, que se le brindaban para defenderla. A los quarenta y cinco dias recuperamos la Capital, quedando prisioneros los Ingleses con su General, sin haber tenido en ello la menor parte el Virey. Clamamos à la Còrte por auxilios para librarnos de otra nueva invasion, que nos amenazaba; y el consuelo que se nos mandò, fue una escandalosa real òrden, en que se nos previno, que nos defendiesemos, como pudiesemos. El año siguiente fue ocupada la Banda-Oriental del Rio de la Plata por una expedicion nueva, y mas fuerte; asaltola, y rendida por asalto la plaza de Montevideo: allì se remitieron mayores fuerzas britànicas, y se formò un armamento para volver à invadir la Capital, que efectivamente fuè asaltada à pocos meses, mas con la fortuna de que su esforzado valor venciese al enemigo en el asaltò, obligandòlo con una brillante victoria à la evacuacion de Montevideo, y de toda la Banda-Oriental.

No podia presentarse ocasion mas alhagüeña para habernos hecho independientes, si el espiritu de revelion ò de perfidia hubieran sido capaces de afectarnos, ò si fueramos susceptibles de los principios sediciosos, y anàrquicos, que se nos han imputado. Pero ¿à que acudir à estos pretextos? Razones muy plausibles tubimos entonces para hacerlo. Nosotros no debiamos ser indiferentes à la degradacion, en que viviamos. Si la victoria autoriza alguna vez al vencedor para ser arbitro de los destinos, nosotros podiamos fixar el nuestro, hallandonos con las armas en la mano, triunfantes, y sin un regimiento español, que pudiese resistirnos: y si ni la victoria, ni la fuerza dan derecho, era mayor el que tenìamos, para no sufrir mas tiempo la dominacion de España. Las fuerzas de la Peninsula no nos eran temibles, estando sus puertos bloqueados, y los mares dominados por las esquadras britànicas. Pero à pesar de brindarnos tan placenteramente la fortuna, no quisimos esperarnos de España, creyendo que esta distinguida prueba de lealtad, moveria los principios de la Còrte, y le haria conocer sus verdaderos intereses.

¡Nos engañabamos miserablemente, y nos lisonjeabamos con esperanzas vanas! España no recibiò tan generosa demostracion, como una señal de benevolencia, sino como obligacion debida, y rigorosa. La America continuò regida con la misma tirania, y nuestros heroycos sacrificios sirvieron solamente para añadir algunas paginas à la historia de las injusticias, que sufrimos.

Este es el estado, en que nos hallò la revolucion de España. Nosotros acostumbrados à obedecer ciegamente quanto allà se disponia, prestamos obediencia al Rey Fernando de Borbon, no obstante, que se habia coronado, derribando à su Padre del Trono por medio de un tumulto suscitado en Aranjuez. Vimos que seguidamente pasò à Francia; que allì fue detenido con sus Padres y Hermanos, y privado de la corona, que acababa de usurpar. Que la Nacion ocupada por todas partes de tropas Francesas se convulsionaba, y entre sus fuertes sacudimientos y agitaciones civiles eran asesinados por la plebe amotinada varones ilustres, que gobernaban las Provincias con acierto, ò servian con honor en los exércitos. Que entre estas oscilaciones se levantaban en ellas Gobiernos, y titulandose Supremo cada uno se con-



(7)

sideraba con derecho para mandar soberanamente á las Américas. Una Junta de esta clase formada en Sevilla tuvo la presuncion de ser la primera, que aspiró á nuestra obediencia; y los Vireyes nos obligáron á prestarle reconocimiento y sumision. En menos de dos meses pretendió lo mismo otra Junta titulada Suprema de Galicia; y nos envió un Virey con la grosera amenaza, de que vendrian tambien treinta mil hombres, si era necesario. Erigióse luego la Junta Central, sin haber tenido parte nosotros en su formacion, y al punto la obedecimos, cumpliendo con zelo y eficacia sus decretos. Embiamos socorro de dinero, donativos voluntarios, y auxilios de toda especie para acreditar, que nuestra fidelidad no corría riesgo en qualesquiera prueba, á que se quisiese sugetarla.

Nosotros habiamos sido tentados por los agentes del Rey José Napoleon, y alagados con grandes promesas de mejorar nuestra suerte, si adheríamos á su partido. Sabiamos, que los españoles de la primera importancia se habian declarado ya por el; que la Nacion estaba sin exércitos, y sin una direccion vigorosa tan necesaria en los momentos de apuro. Estabamos informados, que las tropas del Rio de la Plata, que fueron prisioneras á Londres, despues de la primera expedicion de los Ingleses, habian sido conducidas á Cadiz, y tratadas allí con la mayor inhumanidad; que se habian visto precisadas á pedir limosna por las calles, para no morir de hambre; y que desnudas, y sin auxilio alguno, habian sido enviadas á combatir con los Franceses. Pero en medio de tantos desengaños permanecimos en la misma posicion, hasta que ocupando los Franceses las Andalucías, se dispersó la Junta Central.

En estas circunstancias se publicó un papel sin fecha, y firmado solamente por el Arzobispo de Laodicea, que habia sido Presidente de la extinguida Junta Central. Por el se ordenaba la formacion de una Regencia, y se designaban tres miembros que debian componerla. Nosotros no podiamos dexar de sobrecogernos con tan repentina como inesperada nueva. Entrabamos en cuidados, y temiamos ser envueltos en las mismas desgracias de la Metrópoli. Reflexionamos sobre su situacion incierta y vacilante, habiéndose ya presentado los Franceses á las puertas de Cadiz, y de la Isla de Leon: rezelábamos de los nuevos Regentes, desconocidos para nosotros, habiendose pasado á los Franceses, los españoles de mas crédito, disuelta la Central, perseguidos y causados de traicion sus individuos en papeles públicos. Conociamos la ineficacia del decreto publicado por el Arzobispo de Laodicea, y sus ningunas facultades para establecer la Regencia; ignorabamos si los Franceses se habrian apoderado de Cadiz, y consumado la conquista de España, entretanto que el papel habia venido á nuestras manos: y dudábamos que un Gobierno nacido de los dispersos fragmentos de la Central no corriese pronto la misma suerte que ella. Atentos á los riesgos en que nos hallábamos, resolvimos tomar á nuestro cargo el cuidado de nuestra seguridad, mientras adquiriamos mejores conocimientos del estado de España, y se conciliaba alguna consistencia su Gobierno. En vez de lograrla, vimos caer luego la Regencia, y sucederse las mudanzas de Gobierno las unas á las otras en los tiempos de mayor apuro.

Entretanto nosotros establecimos nuestra Junta de Gobierno á semejanza de las de España. Su institucion fue puramente provisoria, y á nombre del cautivo Rey Fernando. El Virey D. Baltasar Hidalgo de Cisneros expidió circulares á los Gobernadores, para que se preparasen á la guerra civil, y armasen unas Provincias contra otras. El Rio de la Plata fué bloqueado al instante por una Escuadra: el Gobernador de Cordova empezó á organizar un



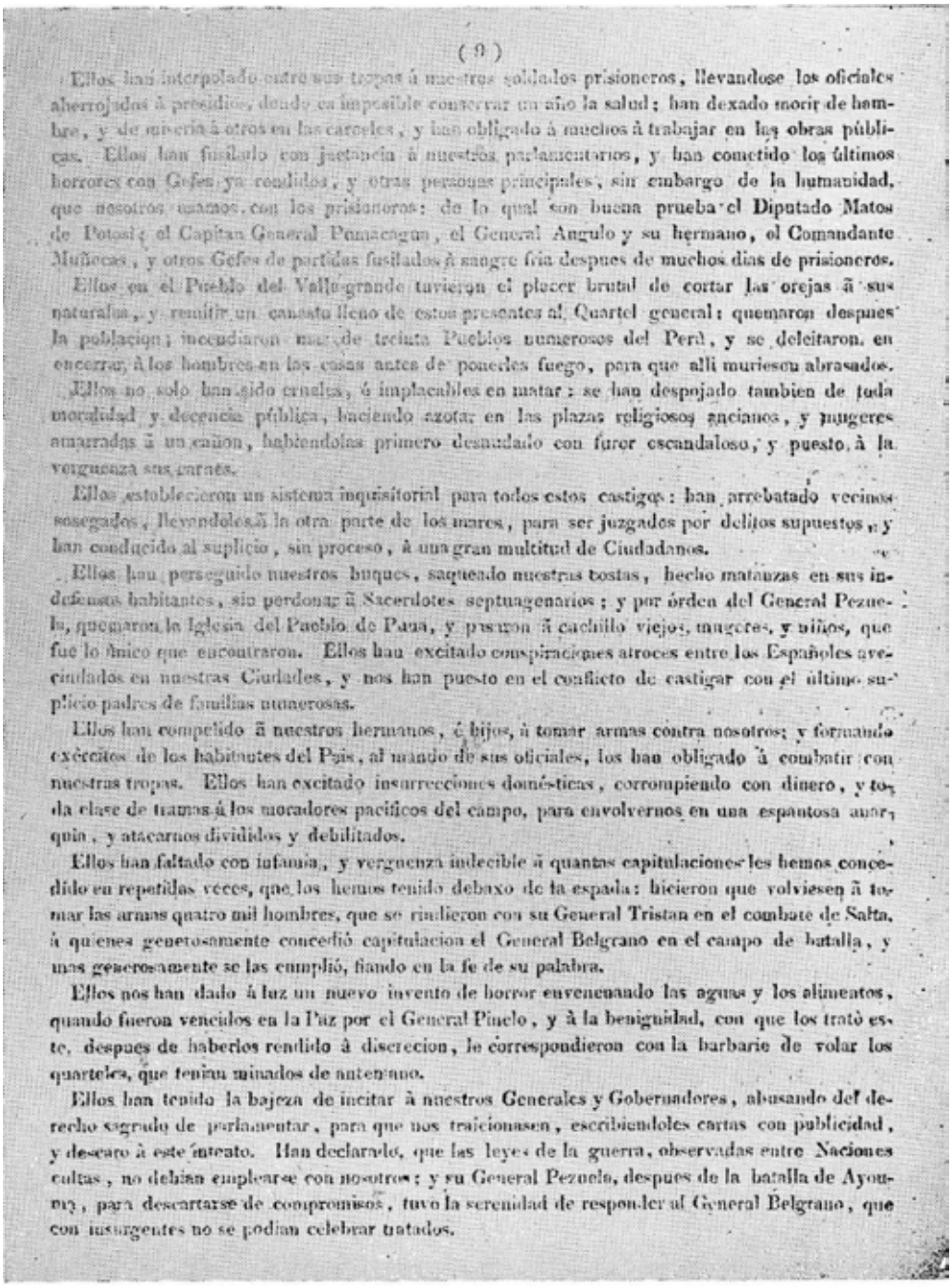
(8)

exército; el de Potosi, y el Presidente de Charcas hicieron marchar otro à los confines de Salta; y el Presidente del Cuzco, presentandose con otro tercer exército sobre las margenes del Desaguadero, hizo un armisticio de quarenta dias para descuidarnos; y antes de terminar éste, rompiò las hostilidades, atacò nuestras tropas, y huvo un combate sangriento, en que perdimos mas de mil y quinientos hombres. La memoria se horroriza de recordar los desafueros que cometiò entonces Goyeneche en Cochabamba. ¡Ojala fuera posible olvidarse de este Americano ingrato y sanguinario; que mandò fusilar el dia de su entrada al honorable Gobernador Intendente Antesana; que presenciando desde los balcones de su casa este inicuo asesinato, gritaba con ferocidad à la tropa, que no le tirase à la cabeza porque la necesitaba para ponerla en una pica: qué despues de habersela cortado, mandò arrastrar por las calles el yerto tronco de su cadaver, y que autorizò à sus soldados con el barbaro decreto de hacerlos *dueños de vidas y haciendas*, dexandolos correr en esta brutal posesion muchos dias!

La posteridad se asombrara de la ferocidad, con que se han encarnizado contra nosotros unos hombres interesados en la conservacion de las Américas; y nunca podrá admirar bastantemente el aturdimiento con que han pretendido castigar un paso que estaba marcado con sellos indelebles de fidelidad y amor. El nombre de Fernando de Borbon precedia en todos los decretos del Gobierno, y encabezaba sus despachos. El pabellon Español tremolaba en nuestros Buques, y servia para inflamar nuestros soldados. Las Provincias vivianse en una especie de orfandad por la dispersion del Gobierno Nacional, por la falta de otro legitimo, y capaz de respetabilidad, y por la conquista de casi toda la Metropoli, se habian levantado un Argos, que velase sobre su seguridad, y las conservase intactas para prestarse al cautivo Rey, si recuperaba su libertad. Era esta medida imitacion de la España, incitada por la declaracion que hizo à la América parte integrante de la Monarquia, à igual en los derechos con aquella; y habia sido antes practicada en Montevideo por consejo de los mismos Españoles. Nosotros ofrecimos continuar los socorros pecuniarios, y donativos voluntarios para proseguir la guerra, y publicamos mil veces la sanidad de nuestras intenciones, y la sinceridad de nuestros votos. La Gran-Bretaña, entonces tan benemerita de la España, interpuso su mediacion y sus respetos, para que no se nos diese un tratamiento tan duro y tan horrible. Pero estos hombres obcecados en sus caprichos sanguinarios, desecharon la mediation, y expidieron rigurosas ordenes à todos los Generales, para que apretasen mas la guerra, y los castigos: se elevaron por todas partes los cadalsos, y se apuraron los inventos para afligir y consternar.

Ellos procuraron desde entonces dividirnos por quantos medios han estado à sus alcanzes, para hacernos exterminar mutuamente. Nos han suscitado calumnias atroces atribuyendonos designios de destruir nuestra sagrada Religion, abolir toda moralidad, y establecer la licenciosidad de costumbres. Nos hacen una guerra religiosa, maquinando de mil modos la turbacion y alarma de conciencias, haciendo dar decretos de censuras eclesiasticas à los Obispos Españoles, publicar excomuniones, y sembrar por medio de algunos confesores ignorantes doctrinas fanaticas en el tribunal de la penitencia. Con estas discordias han dividido las familias entre sí; han hecho desafectos à los padres con los hijos; han roto los dulces vinculos que unen al marido con la esposa; han sembrado rencores, y odios implacables entre los hermanos mas queridos, y han pretendido poner toda la naturaleza en discordia.

Ellos han adoptado el sistema de matar hombres indistintamente para disminuirnos; y à su entrada en los Pueblos han arrebatado hasta à los infelices viageros, los han llevado en grupos à las plazas, y los han ido fusilando uno à uno. Los Ciudades de Chuquisaca y Cochabamba han sido algunas veces los teatros de estos furores.



(9)

Ellos han interpolado entre sus tropas á nuestros soldados prisioneros, llevandose los oficiales aherrojados á presidios, donde es imposible conservar un año la salud; han dexado morir de hambre, y de miseria á otros en las carceles, y han obligado á muchos á trabajar en las obras públicas. Ellos han fusilado con jactancia á nuestros parlamentarios, y han cometido los últimos horrores con Gefes ya rendidos, y otras personas principales, sin embargo de la humanidad, que nosotros usamos con los prisioneros: de lo qual son buena prueba el Diputado Matos de Potosí; el Capitan General Pumacagua, el General Angulo y su hermano, el Comandante Muñecas, y otros Gefes de partidas fusilados á sangre fria despues de muchos dias de prisioneros.

Ellos en el Pueblo del Valle grande tuvieron el placer brutal de cortar las orejas á sus naturales, y remitir un canasto lleno de estos presentes al Quartel general: quemaron despues la poblacion; incendiaron mas de treinta Pueblos numerosos del Perú, y se deleitaron en encerrar á los hombres en las casas antes de ponerles fuego, para que alli muriesen abrasados.

Ellos no solo han sido crueles, é implacables en matar: se han despojado tambien de toda moralidad y decencia pública, haciendo azotar en las plazas religiosos ancianos, y mugeres amarradas á un cañon, habiendolas primero desnudado con furor escandaloso, y puesto á la verguenza sus partes.

Ellos establecieron un sistema inquisitorial para todos estos castigos: han arrebatado vecinos sosegados, llevandolos á la otra parte de los mares, para ser juzgados por delitos supuestos, y han conducido al suplicio, sin proceso, á una gran multitud de Ciudadanos.

Ellos han perseguido nuestros buques, saqueado nuestras costas, hecho matanzas en sus indefensos habitantes, sin perdonar á Sacerdotes septuagenarios; y por órden del General Pezuela, quemaron la Iglesia del Pueblo de Pasa, y pasaron á cuchillo viejos, mugeres, y niños, que fue lo único que encontraron. Ellos han excitado conspiraciones atroces entre los Españoles avecindados en nuestras Ciudades, y nos han puesto en el conflicto de castigar con el último suplicio padres de familias numerosas.

Ellos han compelido á nuestros hermanos, é hijos, á tomar armas contra nosotros; y formando exércitos de los habitantes del Pais, al mando de sus oficiales, los han obligado á combatir con nuestras tropas. Ellos han excitado insurrecciones domésticas, corrompiendo con dinero, y toda clase de tramas á los moradores pacificos del campo, para envolvernos en una espantosa anarquia, y atacarnos divididos y debilitados.

Ellos han faltado con infamia, y verguenza indecible á quantas capitulaciones les hemos concedido en repetidas veces, que los hemos tenido debaxo de la espada: hicieron que volviesen á tomar las armas quatro mil hombres, que se rindieron con su General Tristan en el combate de Salta, á quienes generosamente concedió capitulacion el General Belgrano en el campo de batalla, y mas generosamente se las cumplió, fiando en la fe de su palabra.

Ellos nos han dado á luz un nuevo invento de horror envenenando las aguas y los alimentos, quando fueron vencidos en la Paz por el General Pinelo, y á la benignidad, con que los trató este, despues de haberlos rendido á discrecion, le correspondieron con la barbarie de volar los quarteles, que tenian minados de antemano.

Ellos han tenido la bajeza de incitar á nuestros Generales y Gobernadores, abusando del derecho sagrado de parlamentar, para que nos traicionasen, escribiendoles cartas con publicidad, y descaro á este intento. Han declarado, que las leyes de la guerra, observadas entre Naciones cultas, no debian emplearse con nosotros; y su General Pezuela, despues de la batalla de Ayouny, para descartarse de compromisos, tuvo la serenidad de responder al General Belgrano, que con insurgentes no se podian celebrar tratados.

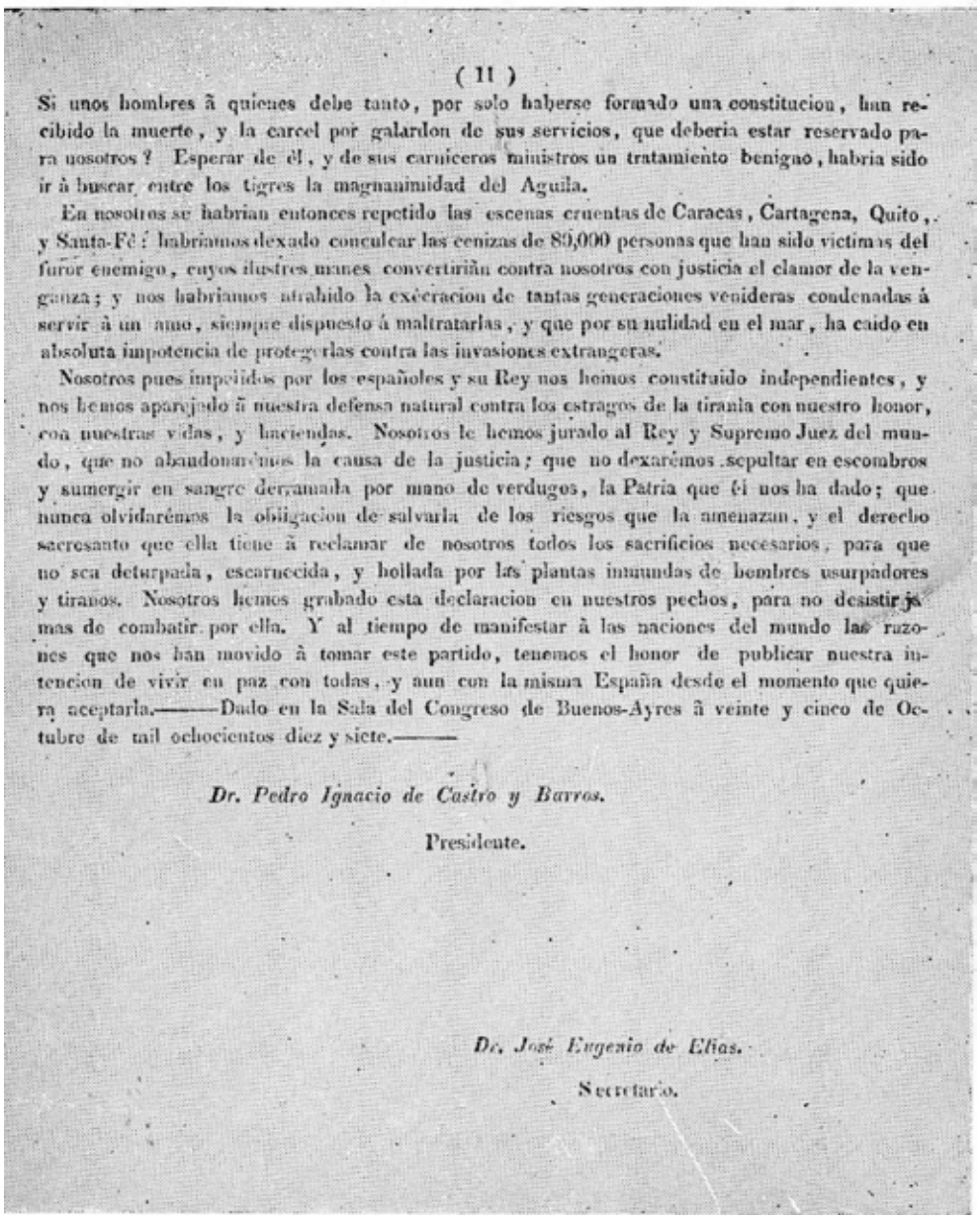
(10)

Tal era la conducta de los españoles con nosotros, quando Fernando de Borbón fue restituido al trono. Nosotros creímos entonces que había llegado el termino de tantos desastres: nos pareció que un Rey, que se había formado en la adversidad, no sería indiferente á la desolacion de sus Pueblos; y despachamos un Diputado para que lo hiciese sabedor de nuestro estado. No podía dudarse, que nos daría la acogida de un benigno Principe, y que nuestras suplicas lo interesarían á medida de su gratitud, y de esa bondad, que habian exáltado hasta los cielos los cortesanos Españoles. Pero estaba reservada para los Paises de América una nueva y desconocida ingratitud, superior á todos los exemplos, que se hallan en las historias de los mayores tiranos.

El nos declaró amotinados en los primeros momentos de su restitucion á Madrid; él no ha querido oir nuestras quejas, ni admitir nuestras suplicas, y nos ha ofrecido por última gracia un perdon. El confirmó á los Vireyes, Gobernadores, y Generales que había encontrado en actual carniceria. Declaró crimen de estado la pretension de formarnos una constitucion, para que nos gobernase, fuera de los alcances de un poder divinizado, arbitrario, y tiránico, baxo el qual habiamos yacido tres siglos: medida que solo podia irritar á un Principe enemigo de la justicia, y de la beneficencia; y por consiguiente indigno de gobernar.

El se aplicó luego á levantar grandes armamentos, con ayuda de sus ministros, para emplearlos contra nosotros. El ha hecho transportar á estos paises exércitos numerosos para consumar las devastaciones, los incendios, y los robos. El ha hecho servir los primeros cumplimientos de las potencias de Europa, á su vuelta de Francia, para comprometerlas á que nos negasen toda ayuda y socorro, y nos viesen despedazar indiferentes. El ha dado un reglamento particular de corso contra los buques de América, que contiene disposiciones barbaras, y manda ahorcar la tripulacion; ha prohibido, que se observen con nosotros las leyes de sus ordenanzas navales formadas segun derecho de gentes, y nos ha negado todo quanto nosotros concedemos á sus vasallos apresados por nuestros corsarios. El ha enviado á sus generales con ciertos decretos de perdon, que hacen publicar, para alucinar á las gentes sencillas é ignorantes, á fin de que les faciliten la entrada en las ciudades; pero al mismo tiempo les ha dado otras instrucciones reservadas, y autorizados con ellas, despues que las ocupan, ahorcan, queman, saquean, confiscan, disimulan los asesinatos particulares, y todo quanto daño cabe hacerse á los supuestos perdonados. En el notable de Fernando de Borbón es que se hacen poner en los caminos cabezas de oficiales patriotas prisioneros; que nos han muerto á palos, y á pedradas á un Comandante de partidas ligeras; y que al Coronel Camargo, despues de muerto tambien á palos por mano del indecente Centeno, le cortaron la cabeza, y se envió por presente al General Pezuela, participandole, *que aquello era un milagro de la Virgen del Cármen.*

Un torrente de males, y angustias semejante es el que nos ha dado impulso, para tomar el único partido que quedaba. Nosotros hemos meditado muy detenidamente sobre nuestra suerte: y volviendo la atencion á todas partes, solo hemos visto vestigios de los tres elementos que debian necesariamente formarla: ¡oprobrio, ruina, y paciencia! ¿Que debia esperar la América de un rey, que viene al trono animado de sentimientos tan crueles é inhumanos? De un Rey que antes de principiar los estragos, se apresura á impedir, que ningun Principe se interponga para contener su furia? De un Rey que paga con cadalsos, y cadenas los inmensos sacrificios que han hecho, para sacarlo del cautiverio, en que estaba, sus vasallos de España? Unos vasallos que á precio de su sangre, y de toda especie de daños han combatido, por redimirlo de la prision, y no han descansado hasta volver á ceñirle la corona?



(11)

Si unos hombres á quienes debe tanto, por solo haberse formado una constitucion, han recibido la muerte, y la carcel por galardon de sus servicios, que deberia estar reservado para nosotros? Esperar de él, y de sus carniceros ministros un tratamiento benigno, habria sido ir á buscar entre los tigres la magnanimidad del Aguila.

En nosotros se habrian entonces repetido las escenas cruentas de Caracas, Cartagena, Quito, y Santa-Fé: habriamos dexado conculcar las cenizas de 80,000 personas que han sido victimas del furor enemigo, cuyos ilustres manes convertirian contra nosotros con justicia el clamor de la venganza; y nos habriamos atrahido la exécracion de tantas generaciones venideras condenadas á servir á un amo, siempre dispuesto á maltratarlas, y que por su nulidad en el mar, ha caido en absoluta impotencia de protegerlas contra las invasiones extrangeras.

Nosotros pues impelidos por los españoles y su Rey nos hemos constituido independientes, y nos hemos aparejado á nuestra defensa natural contra los estragos de la tirania con nuestro honor, con nuestras vidas, y haciendas. Nosotros le hemos jurado al Rey y Supremo Juez del mundo, que no abandonarémos la causa de la justicia; que no dexarémos sepultar en escombros y sumergir en sangre derramada por mano de verdugos, la Patria que él nos ha dado; que nunca olvidarémos la obligacion de salvarla de los riesgos que la amenazan, y el derecho sacresanto que ella tiene á reclamar de nosotros todos los sacrificios necesarios, para que no sea deturpada, escarnecida, y hollada por las plantas inmundas de hombres usurpadores y tiranos. Nosotros hemos grabado esta declaracion en nuestros pechos, para no desistir jamas de combatir por ella. Y al tiempo de manifestar á las naciones del mundo las razones que nos han movido á tomar este partido, tenemos el honor de publicar nuestra intencion de vivir en paz con todas, y aun con la misma España desde el momento que quiera aceptarla.———Dado en la Sala del Congreso de Buenos-Ayres á veinte y cinco de Octubre de mil ochocientos diez y siete.———

Dr. Pedro Ignacio de Castro y Barros.

Presidente.

Dr. José Eugenio de Elias.

Secretario.

Este libro se terminó de editar en formato PDF
el 5 de abril del 2019
por ACUEDI Ediciones.
Lima - Perú